PUBLICATIONS DU MINISTERE DE LA JUSTICE

●

EN TEXTE ARABE

- **Journal Officiel de la République Libanaise (Hebdomadaire):**
  Abonnement annuel : au Liban et en Syrie : 25 L.L. Etranger : 30 L.L.

- **Recueil des Lois** (10 Grands Classeurs) :
  Prix: Pour les Magistrats: 92 L. 50 (sans classeurs) 125 L.L. (avec classeurs)
  Pour les autres acheteurs: 210 L.L. (avec classeurs) 250 L.L. (avec classeurs)

- **Suppléments du Recueil des Lois :**
  No 1 (jusqu'au 30 Mai 1949)... prix : 6 L.L.
  No 2 (jusqu'au 30 Mars 1950)... prix : 9 L.L.
  No 3 (jusqu'au 30 Juin 1950)... prix : 5 L.L.
  No 4 (jusqu'au 31 Octobre 1950)... prix : 7 L.L.
  No 5 (jusqu'au 30 Mars 1951).... prix : 5 L.L.

- **Index analytique** des lois, décrets et arrêtés parus de 1918 à 1947 prix: 8 L.L.

- **Index analytique** des arrêtés du H.C.F. (1920-1940)
  et des arrêtés supprimés ou encore en vigueur (Sept. 1947) prix: 5 L.L.

- **Recueil des Décisions du Conseil d'Etat**
  Tome premier. (Avril 1925 — Décembre 1930) prix : 5 L.L.

EN TEXTE FRANÇAIS

- **Répertoire de Jurisprudence Libanaise** (Juriditions Mixtes : 1924-1946)
  2 Tomes. Prix : 30 L.L. Pour les Magistrats : 23 L.L.

EN TEXTES ARABE ET FRANÇAIS

- **La Revue Judiciaire Libanaise (mensuelle).**
  Abonnement annuel : pour magistrats, avocats stagiaires et auxiliaires de justice } 15 L.L.
  pour tous autres : 25 L.L.

REPUBLIQUE LIBANAISE

MINISTÈRES DE LA JUSTICE
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES LIBANAIS D'OUTRE-MER

RECUEIL DES TRAITES

ET CONVENTIONS BILATÉRALES

AVEC UN INDEX DES ACCORDS GÉNÉRAUX
INTERNATIONAUX AUXQUELS LE LIBAN A ADHÉRÉ

Beyrouth — 22 Novembre 1951

PLAN DE L'OUVRAGE

Page

CONSTITUTION LIBANAISE

ARTICLE 52

(Loi constitutionnelle du 9 novembre 1943, art. 3)

Le Président de la République Libanaise négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance à la Chambre aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent.

Les traités qui engagent les finances de l'Etat, les traités de commerce et en général les traités qui ne peuvent être dénoncés à l'expiration de chaque année, ne sont définitifs qu'après avoir été votés par la Chambre.

ح

PREFACE

par
ANIS SALEH
Directeur Général de la Justice

Depuis plusieurs années déjà, le Ministère de la Justice a entrepris d'établir des Recueils de Lois et Règlements relatifs aux diverses branches de la législation libanaise, de les éditer et de les mettre à la disposition des magistrats, des avocats, des autres hommes de loi et des fonctionnaires.

Or la plupart des Accords Internationaux contiennent des dispositions qui modifient ou contredisent la législation interne et qui doivent cependant être appliquées sur le territoire libanais. Ils renferment parfois des réglementations économiques et commerciales dont la connaissance est indispensable aux commerçants et industriels.

Le seul Recueil en cette matière est nettement insuffisant puisqu'il date de 1935, et ne contient que les actes diplomatiques intéressant l'ancienne puissance mandataire.

Aussi le Ministère de la Justice, en collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer, a-t-il décidé la publication d'un Recueil complet d'accords internationaux, comprenant deux parties :

La première réunit, groupés par pays contractants, les traités et accords bilatéraux signés par le Liban.

La seconde énumère les accords internationaux généraux auxquels le Liban a adhéré avec les indications nécessaires pour s'y référer et dont nous n'avons pas jugé nécessaire de publier les textes mêmes, parce qu'il est aisé de les retrouver dans les Recueils internationaux.

Nous remercions le Ministère des Affaires Etrangères pour sa précieuse collaboration dans le regroupement d'une grande partie des textes contenus dans le présent Recueil. Nous espérons que ce travail trouvera, auprès de tous, un accueil favorable.

Beyrouth, le 22 Novembre 1951

NOTES DE TRAVAIL

par
ELIE J. BOUSTANY
Chef de Service au Ministère de la Justice

La méthode de travail adoptée pour la mise au point du présent RECUEIL a été différente pour les accords bilatéraux de celle utilisée pour les accords généraux. Nous croyons qu'il est indispensable d'exposer l'une et l'autre pour faciliter les recherches du lecteur.

I. LES ACCORDS BILATERAUX

Ces actes diplomatiques ont été regroupés par pays contractants: une liste complète a été établie comprenant la date de l'instrument, le lieu de sa signature, son objet et les références aux documents de législation interne le concernant et aux recueils officiels qui l'ont publié ou qui y ont fait allusion.

Nous les avons regroupés sous deux rubriques: les textes signés antérieurement à Novembre 1943 et ceux signés postérieurement à cette date, le Liban ayant acquis le 22 Novembre 1943 le plein exercice de sa souveraineté internationale.

1) *AVANT NOVEMBRE* 1943

Sauf deux exceptions (les accords judiciaires avec la Jordanie et l'Irak, vu leur usage courant) le texte de ces instruments n'a pas été publié, mais nous avons énuméré tous ceux qu'il nous a été possible de relever.

Les recherches relatives à cette période ont été particulièrement laborieuses: les documents n'ayant pas tous été publiés, ni jamais inventoriés et regroupés. Il y a bien eu le « RECUEIL des Actes diplomatiques du H.C.F. » (1935) mais il est incomplet, et, pour la période 1935-1951, aucun autre recueil n'existe.

Il a donc fallu, pour arriver à établir les listes, revoir les collections complètes du « Journal Officiel » (1920-1951) et du « Bulletin Officiel du H.C.F. » (1920-1943).

La plupart de ces textes signés par la France, puissance mandataire ou, rarement, directement par le Liban ont perdu de leur actualité, ayant été dénoncés ou implicitement supprimés par l'indépendance ou par des actes ultérieurs. Certains d'entre eux, les accords judiciaires notamment, demeurent toutefois en vigueur.

2) *APRES NOVEMBRE* 1943

Les documents signés après cette date ont été publiés, les accords postaux exceptés, avec, en plus des renseignements donnés pour les textes de la période antérieure, l'indication:

— de la loi qui a autorisé la ratification, avec référence au Journal Officiel (année, numéro, date),

— de la date de l'entrée en vigueur,

— de la date de l'échange des instruments de ratification

— des langues officielles du texte original.

Certains d'entre eux ont été signés sans être encore ratifiés. D'autres, avant leur ratification, sont exécutoires en partie ou exécutés en fait : nous, avons chaque fois, éclairé le lecteur.

Ces textes, dans leur grande majorité, n'ont pas paru au Journal Officiel. C'est dans les archives des Ministères de la Justice et des Affaires Etrangères ainsi qu'auprès des services techniques que nous les avons retrouvés et nous les avons présentés dans l'ordre chronologique de leurs signatures.

II. LES ACCORDS INTERNATIONAUX GENERAUX.

La Société des Nations a publié régulièrement, depuis 1929 et jusqu'en 1944, la liste des signatures, des ratifications et adhésions données aux accords et conventions conclus sous ses auspices. Ces listes étaient soumises au Conseil de la Société des Nations, qui avait été chargé par une résolution de l'Assemblée, en date du 23 septembre 1926, d'examiner les moyens d'accélérer la mise en vigueur des accords et conventions. Reprenant dans un document unique, publié périodiquement, des informations dont la recherche n'est pas toujours facile, les listes publiées par la Société des Nations ont, par ailleurs, constitué un instrument de documentation précieux.

Depuis la création en 1945 de l'Organisation des Nations Unies, un nombre déjà important de conventions ou accords internationaux multilatéraux ont été conclus qui ont confié au Secrétaire général les fonctions de dépositaire. A ce titre, le Secrétaire général informe les gouvernements intéressés des signatures données des dépôts d'instruments de ratification ou d'acceptation, de l'entrée envigueur de la convention dont il s'agit et des diverses notifications ou déclarations qu'il reçoit à son sujet.

Ces informations dont l'importance est considérable puisqu'elles ont trait à l'étendue de l'application des conventions et accords nationaux, sont par la suite publiées dans le « *Recueil des Traités* » des Nations Unies, mais uniquement après l'entrée en vigueur et l'enregistrement des instruments dont il s'a-

git et suivant l'ordre chronologique. Dans ces conditions il n'est pas toujours facile de retrouver rapidement les renseignements que l'on désire.

Il est apparu qu'il serait dès lors particulièrement utile de reprendre tous renseignements nécessaires relativement aux instruments internationaux qui engagent le Liban.

La liste que nos avons établie répond à ce but. Les textes qui y sont mentionnés sont en principe des instruments internationaux à caractère multilatéral, quelle que soit leur dénomination : traité, convention, accord, protocole, arrangement.

Il est à noter par ailleurs, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un certain nombre de protocoles modifiant des conventions conclues sous l'égide de la Société des Nations. Les amendements apportés à des conventions ne lient cependant pas encore tous les Etats qui y sont devenus parties.

CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS DE STATUT POLITIQUE

Les modifications qui sont intervenues dans le statut politique du Liban posent des problèmes juridiques et pratiques délicats.

En effet conformément aux clauses de certaines conventions les parties contractantes en avaient étendu l'application à des territoires sur lesquels elles exerçaient alors des responsabilités d'administration. Or certains de ces territoires ont, depuis, acquis un plein et entier statut d'indépendance, voire même sont devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Les protocoles modificatifs de conventions anciennes ayant prévu qu'ils étaient ouverts à la signature des seuls Etats parties à ces conventions, la question s'est donc posée de savoir si les Etats nouveaux devaient être considérés comme parties en raison des obligations prises par les Puissances qui exerçaient autrefois des responsabilités d'administration à leur égard.

Sans doute, dans certains traités ou instruments qui consacrent l'indépendance du Liban, le problème de la succession aux obligations et droits internationaux se trouve traité. Mais la question se pose de savoir s'il n'est pas nécessaire que le Liban signifie aux parties contractantes, par un acte exprès, qu'il se considère comme lié par les conventions qui prévoient ces droits et obligations.

En fait, les protocoles *modificatifs* de conventions anciennes ont été signés par le Liban auxquels ces conventions étaient applicables du fait de déclarations faites par la France qui exerçait autrefois l'autorité sur son

terrtoire. Etant donné la clause limitant à certains Etats le droit de devenir parties à ces protocoles, la signature par le Liban constitue une reconnaissance implicite à l'égard de la communauté internationale qu'ils se considère toujours comme lié par les conventions en question. Dans quelques cas, une déclaration expresse a été faite dans ce sens.

L'entrée en vigueur, des conventions, la procédure suivant laquelle les Etats y deviennent parties, l'étendue de l'application des conventions dans les territoires extra-métropolitains qu'ils représentent sur le plan international sont régies par les clauses « formelles » de chaque instrument international.

LA PROCEDURE D'ADHESION

Il est à noter à ce propos, qu'une évolution notable est intervenue depuis quelques années dans la procédure suivant laquelle les Etats deviennent parties à des accords internationaux.

Les conventions conclues sous les auspices de la Société des Nations disposaient généralement que la Convention était ouverte à la signature sous réserve de ratification, cette signature devant généralement être donnée dans un certain délai, et qu'à partir d'une date déterminée la convention était ouverte à l'adhésion des Etats qui ne l'avaient pas signée.

Cette procédure entrainait l'obligation pour les Etats signataires de ratifier la convention par le dépôt d'instruments formels émanant du Chef de l'Etat. L'adhésion devait également faire l'objet du dépôt d'un instrument émanant de la même autorité suprême. Cette procédure entrainait forcément des délais. Aussi l'Assemblée des Nations, dans sa résolution du 3 Octobre 1930 relative aux moyens d'augmenter le nombre des signatures, ratifications ou adhésions données aux conventions internationales conclues sous les auspices de la Société des Nations, a-t-elle notamment demandé au Conseil de rechercher dans quelle mesure il serait possible, étant donné la Constitution et les pratiques des différents Etats d'adopter la procédure qui consiste à signer des Instruments revétant la forme d'accords gouvernementaux non sujets à ratification et de se conformer à cette procédure autant qu'il se pourrait.

La plupart, des conventions ou accords passés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ont adopté à cet égard une procédure et une terminologie simplifiées. Il y est en effet prévu qu'un Etat peut devenir partie à l'accord soit en le signant sans réserve quant à l'approbation ou l'acceptation ultérieures, soit en l'acceptant après l'avoir signé sous réserve d'acceptation ultérieure, soit enfin en l'acceptant sans qu'il ait été besoin au, préalable, de le signer. On a ainsi donné aux Etats pour lesquels il n'existe pas de difficulté constitutionnelle à cet égard le moyen de devenir immédiatement partie à la

convention, en la signant. Suivant cette technique, la signature d'un plénipotentiaire pouvant lier définitivement un Etat, l'établissement et l'examen des pleins pouvoirs, reprennent une importance primordiale.

Par ailleurs, l'approbation ou l'acceptation qui suivent une signature sous réserve rappellent le procédé de la ratification et tiennent compte de la nécessité où se trouvent certains Etats, en vertu de leur Constitution, de ratifier formellement les conventions auxquelles ils ont déjà apposé leur signature.

On a toutefois substitué au terme de ratification terme d'approbation ou d'acceptation, la terminologie à cet égard n'étant pas encore uniforme et définitive. La différence qui existe entre l'acceptation ou l'approbation et la ratification est une différence de forme et non de fond. L'acceptation, comme la ratification, exprime en effet la décision d'un Etat de se lier définitivement à la conventions. La formule des instruments d'acceptation n'a pas été précisée spécifiquement dans les accords qui prévoient cette procédure, mais il a été de pratique constante d'admettre, à côté des lettres formelles de ratification, de simples déclarations écrites émanant du chef du gouvernement ou du ministre des affaires étrangères.

INDICATIONS ET SIGNES

Les divers instruments mentionnés dans la liste des accords généraux ont été groupés par objet. Le titre complet, le lieu et la date de la conclusion ou de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies sont suivis d'une indication relative à l'entrée en vigueur de chaque instrument.

L'instrument publié dans le « *Recueil des Traités* » des Nations Unies est désigné par un chiffre romain et un chiffre arabe. Le chiffre romain désigne la partie I ou II du « *Receuil des Traités* » des Nations Unies.

La partie I comprend les traités et accords internationaux enregistrés au Secrétariat des Nations Unies, tandis que la partie II comprend les traités et accords internationaux classés et inscrits au répertoire par le Secrétariat. Le chiffre arabe indique le numéro du traité ou de l'accord dans chaque partie du «*Recueil* ». Par exemple « I : 25 » signifie : instrument n° 25 de la première partie.

Les accords qui ont paru dans le « *Receuil des Traités* » de la Société des Nations sont marqués du symbole « SDN », suivi du numéro. Par exemple : « SDN » 2487.

Les numéros des volumes du « *Recueil des Traités* » des Nations Unies sont désignés par des chiffres arabes ; les numéros des volumes du «*Recueil*» par des chiffres romains.

E.J.B.

ABREVIATIONS

AD — « Les Actes diplomatiques », recueil édité par le HFC, le 1er Avril 1935
Ar — Partie arabe ou édition arabe
Arr. — Arrêté du H.C.F.
Art. — Article
BO — « Bulletin Officiel » des actes administratifs du H.C.F. puis de la Délégation Générale de la France Combattante et de la France Libre au Liban et en Syrie
D — Décret
DG — Délégation Générale de la France
D-L — Décret-Législatif
E — Accord Exécuté ou Entré en vigueur
EL — Echanges de lettres
/FL — Indication pour les arrêtés promulgués par le Délégué Général de la France Libre au Liban
/FC — Indication pour les arrêtés promulgués par le Délégué Général de la France Combattante au Liban
HCF — Haut-Commissariat de la République française au Liban et en Syrie
JO — Journal Officiel de la République Libanaise
/K — Indication pour les décrets promulgués par M. Béchara EL-KHOURY, Président de la République
L — Loi libanaise votée par la Chambre des Députés et promulguée par le Président de la République
/LR — Indication pour les arrêtés portant sur des Lois et Règlements et promulgués par le Haut-Commissaire de la République Française au Liban et en Syrie.
N° ou n° — Numéro
NR — Indication pour un instrument diplomatique non ratifié encore par la Chambre des Députés à la date de l'impression du présent recueil
P ou p. — Page
PLC ou plg — Page de la partie « Législation Générale » du Journal Officiel de la République Libanaise.
Ref. — Référence. Se référer à.
RA — « Recueil des Actes Administratifs du HCF » — Annuel.
RT — Le présent « Recueil des Traités ».
RTNU — « Recueil des Traités » des Nations Unies
SDN — « Recueil des Traités » de la Société des Nations
V ou v. — voir, consulter
Vol ou vol — volume

BIBLIOGRAPHIE

— « RECUEIL DES TRAITES — NATIONS UNIES : Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies » — Lake-Success, New-York. Index Général N° 1 (Volumes 1 à 15) — 1950 — Texte en français.

— « RECUEIL DES TRAITES — SOCIETE DES NATIONS », édité jusqu'en 1944, à Genève.

— REVUE EGYPTIENNE DE DROIT INTERNATIONAL » (Année 1-1945, 2-1946, 3-1947, 4-1948, 5-1949, 6-1950) publiée par la Société Egyptienne de Droit International, avec textes en langues arabes, française et anglaise.
B.P. 495, Alexandrie (Egypte).

— « SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCEPTATIONS, ADHESIONS, etc., aux conventions et accords multilatéraux pour lesquels le Secrétaire Général de l'ONU exerce les fonctions de dépositaire ». — Nations Unies. Lake Success, New-York. 1950. Liste à jour jusqu'au 15 Novembre 1949 (Numéro de vente : 1949. V. 9) — Texte en français.

— « SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHESIONS » concernant les accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations — Genève 1944 — Texte en français.

— « LES ACTES DIPLOMATIQUES, en vigueur au 1er Avril 1935 dans les Etats du Levant sous mandat français », édités par le Haut-Commissariat de la République Française en Syrie et au Liban — Beyrouth 1935 — Texte en français.

— « DOCUMENTS ET TEXTES relatifs aux relations économiques et financières entre la Syrie et le Liban depuis octobre 1943 au 14 Mars 1950 ». Livre blanc édité par le Gouvernement Libanais.
Beyrouth 1950 — Texte en langue arabe.

— LES ARCHIVES du Ministère de la Justice et du Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'outre-mer.

— « LE JOURNAL OFFICIEL de la République Libanaise », édité de 1920 jusqu'en Novembre 1943 en langues arabe et française et depuis cette date en langue arabe seulement.

— « LE BULLETIN OFFICIEL des Actes administratifs du Haut-Commissariat de la République Française au Liban et en Syrie », édité en langues arabe et française de 1920 à 1943.

— « RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS du Haut-Commissariat de la République française au Liban et en Syrie », édité annuellement en langues arabe et française jusqu'en 1939.

PREMIÈRE PARTIE

LES TRAITÉS ET CONVENTIONS BILATERALES

GROUPÉS PAR PAYS
ET PAR ORDRE
CHRONOLOGIQUE

آ

AFGANISTAN

افغانستان

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — AFGANISTAN

اتفاقات دولية

بين لبنان وافغانستان

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- **6 Septembre 1950 —**
  Beyrouth

  TRAITE D'AMITIE

- ٦ ايلول ١٩٥٠ – بيروت

  معاهدة صداقة

TRAITÉ
D'AMITIE

معاهدة
صداقة

- Signé à Beyrouth le 6 Septembre 1950
- Les textes officiels sont établis en langue arabe et persane.
- NR

- وقعت فى بيروت فى ٦ ايلول ١٩٥٠
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين العربية والفارسية
- غ م.

ان حضرة صاحب الجلالة ملك افغانستان من جهة ،

وحضرة صاحب الفخامة رئيس الجمهورية اللبنانية من جهة اخرى ،

رغبة منهما فى تقوية العلاقات الودية والروابط الحسنة بين بلديهما ،

قررا عقد معاهدة صداقة ، وعينا لهذه الغاية مندوبيهما المفوضين :

عن جلالة ملك افغانستان : سعادة سردار عالي غلام يحيى خان طرزي ، وزير افغانستان المفوض فى لبنان .

عن فخامة رئيس الجمهورية اللبنانية : معالي فيليب تقلا ، وزير الخارجية والمغتربين .

اللذين بعد ان تبادلا وثائق تفويضهما ووجداها صحيحة ومطابقة للاصول المرعية ، اتفقا على مايأتي :

المادة الاولى .ـ يتعاهد افغانستان ولبنان عهد صداقة وسلام ، وينشئان بينهما كدولتين مستقلتين علاقات ودية دائمة .

المادة الثانية .ـ يوافق الطرفان الساميان المتعاقدان على دوام العلاقات الدبلوماسية والقنصلية بينهما وفاقا للمبادىء والاصول الدولية ، ويعامل كل منهما الممثلين الدبلوماسيين

والقنصليين التابعين للفريق الاخـــر والمقيمين فى اراضيه معاملة مستمدة من القوانين الدولية المرعية .

المادة الثالثة .ـ يعمل بهــــذه المعاهدة الى ان يبلغ احد الطرفــين الطرف الاخر رغبته فى ابطالها وتعديلها على ان تظل سارية المفعول ستـــــة اشهر بعد التبليغ .

المادة الرابعة .ـ تبرم هذه المعاهدة ويتم تبادل وثائق الابرام فى اقـــرب وقت ممكن .

وقد وقع المندوبان المفوضان على هذه المعاهدة بنصيها الرسميـــين الفارسي والعربي ومهراها بخاتميهما .

بيروت فى السادس من ايلول السنة الخمسون بعد الالف وتسعماية .

ALLEMAGNE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — ALLEMAGNE

AVANT NOVEMBRE 1943 :

- **30 Janvier 1937—ACCORD DE COMMERCE ET DE PAIEMENT**

  —Arrêté 23/LR du 2 Février 1937, portant application provisoire de cet accord

  —Arrêté 128/LR du 19 Août 1937, portant exécution de cet accord (B.O. 1937)

  —Arrêté 93/LR du 30 Juillet 1938, portant application de cet accord à l'ancienne République Fédérale d'Autriche, à dater du 1er Août 1938. (B.O. 1938)

  —Arrêté 157/LR du 29 Novembre 1938, portant application de cet accord aux pays allemands des Sudètes, à dater du 1er Décembre 1938

المانيا

اتفاقات دولية

بين لبنان والمانيا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- **٢٠ كانون الثاني ١٩٣٧**

  اتفاق تجاري واتفاق دفع

  – قرار ٢٣ ق ٢ شباط ١٩٣٧ ، تطبيق موقت للاتفاق

  – قرار ١٢٨ ق ١٩ اب ١٩٣٧ تنفيذ الاتفاق (ن م ١٩٣٧ — ص ٢٢١)

  – قرار ٩٣ ق ٣٠ تموز ١٩٣٨ تطبيق الاتفاق على جمهورية النمسا الاتحادية السابقة ،ابتداء من اول اب ١٩٣٨

  – قرار١٥٧ق٢٩ تشرين الثاني١٩٣٨ تطبيق الاتفاق على بلادالسوديت الالمانية ابتداء من اول كانون الاول ١٩٣٨

14 Novembre 1940 — ACCORD DE COMPENSATION POUR LES PAIEMENTS FRANCO-ALLEMANDS.

— Arrêté 11/LR. du 18 Janvier 1941,
portant application de cet accord au Liban et en Syrie.
(B.O. 1941)

١٤ تشرين الثاني ١٩٤٠.

اتفاق المعادلة على المدفوعـــــات الفرنسية ـ الالمانيـــــة

ـ قرار ١١ ق ١٨ كانون الثاني ١٩٤١

تطبيق هذا الاتفاق في لبنان وسوريا

ARABIE SEOUDITE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN —
ARABIE-SEOUDITE

AVANT NOVEMBRE 1943 :

- **10 Novembre 1931—CONVENTION D'AMITIE, DE BON VOISINAGE ET DE COMMERCE, signée à Djeddah.** (B.O. 1932 — AD. p. 377)

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

- **13 Janvier 1947—Beyrouth ECHANGE DE LETTRES RELATIF A L'AVIATION CIVILE**

المملكة العربية السعودية

اتفاقات دولية

بين لبنان والمملكة العربية السعودية

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- **١٠ تشرين الثاني ١٩٣١**
اتفاق صداقة وحسن جوار وتجارة
موقع عليه في جدة
(ن م ١٩٣٢ — ود ، ص ٣٧٧)

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- **١٣ كانون الثاني ١٩٤٧ — بيروت**
مبادلة رسائل بشأن الطيران المدني

ECHANGE DE LETTRES
RELATIF A L'AVIATION CIVILE

مبادلة رسائل

رسائل
بشان الطيران المدني

- **Fait à Beyrouth**
le 13 Janvier 1947

- **NR-E**

- **تبودلت في بيروت**
في ١٣ كانون الثاني ١٩٤٧

- **غ م - من**

بيروت في ١٣ كانون الثاني ١٩٤٧

حضرة صاحب المعالي الشيخ يوسف ياسين
وكيل وزير خارجية المملكة العربية السعودية

صاحب المعالي ،

بالاشارة الى المحادثات التي كانت معكم بتاريخ ٧ كانون الثاني سنة ١٩٤٧ اتشرف بان اؤكد لمعاليكم فيما يلي نتائج مداولاتنا .

ان حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة المملكة العربية السعودية المصممتين على توثيق اواصر الصداقة والعلاقات الممتازة القائمة بينهما وعلى تأمين الوسائل التي تعود بالمنفعة المتبادلة بين بلدينا ، قد اتفقنا على ما يلي :

تجيز الحكومة اللبنانية لطائرات حكومة المملكة العربية السعودية تسير خط جوي مدني بين جده وبيروت مارا بالقاهرة مع منحها حرية التحليق فوق الاراضي اللبنانية والنزول فيها في حالة مرورها في الاراضي اللبنانية او فوقها ، الى بلاد اخرى ، وذلك على سبيل المقابلة بالمثل وعلى اساس معاملة الدولة الاكثر رعاية .

انني اكون ممتنا لمعاليكم اذا ما تفضلتم بابلاغي موافقة حكومة المملكة العربية السعودية على ما سبق بيانه.

وارجو ان تتفضلوا، معاليكم، بقبول تأكيد فائق اعتباري .

وزير الخارجية والمغتربين اللبنانية

هنري فرعون

بيروت فى ١٣ كانون الثاني ١٩٤٧

حضرة صاحب المعالي السيد هنري فرعون
وزير الخارجية والمغتربين اللبنانية

صاحب المعالي ،

اتشرف بابلاغكم انني تسلمت كتاب معاليكم المؤرخ فى ١٣ كانون الثاني سنة ١٩٤٧ الاتي نصه :

« بالاشارة الى المحادثات التي كانت معكم بتاريخ ٧ كانون الثاني سنة ١٩٤٧ اتشرف بان اؤكد لمعاليكم فيما يلي نتائج مداولاتنا .

ان حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة المملكة العربية السعودية المصممتين على توثيق اواصر الصداقة والعلاقات الممتازة القائمة بينهما وعلى تامين الوسائل التي تعود بالمنفعة المتبادلة بين بلدينا ، قد اتفقنا على ما يلي :

تجيز الحكومة اللبنانية لطائرات حكومة المملكة العربية السعودية تسيير خط جوي مدني بين جده وبيروت مارا بالقاهرة مع منحها حرية التحليق فوق الاراضي اللبنانية والنزول فيها فى حالة مرورها فى الاراضي اللبنانية او فوقها الى بلاد اخرى ، وذلك على سبيل المقابلة بالمثل وعلى اساس معاملة الدولة الاكثر رعاية .

انني اكون ممتنا لمعاليكم اذا ما تفضلتم بابلاغي موافقة حكومة المملكة العربية السعودية على ما سبق بيانه « انتهى »

انني ابادر باعلام معاليكم بان حكومة المملكة العربية السعودية لسعيدة بان تعرب عن كامل موافقتها على الاحكام التي تضمنها الكتاب المشار اليه اعلاه ، مع استثناء الطيران فوق الاراضي المقدسة .

وارجو ان تتفضلوا ، معاليكم ، بقبول تأكيد فائق اعتباري .

وزير الخارجية العربية السعودية بالنيابة

يوسف ياسين

ARGENTINE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — ARGENTINE

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

- 6 Décembre 1950 —
  Buenos Aires.

  ACCORD CULTUREL

٢

الارجنتين

اتفاقات دولية

بين لبنان والارجنتين

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- ٦ كانون الاول ١٩٥٠ ـ بونس ايرس

  اتفاق ثقـــافي

٢

اتفاق ثقـــافي

ACCORD CULTUREL

- وقع في بونس ايرس في ٦ كانون الاول ١٩٥٠
- وضعت النصوص الرسمية المعتمدة باللغات العربية والاسبانيـــة والفرنسية .
- غ م
- تحفظات لبنانية بشان النص الفرنسي

- Signé à Buenos-Aires le 6 Décembre 1950
- Les textes officiels sont établis en langues arabe, espagnole et française
- NR.
- Réserves libanaises sur le texte français.

ان الحكومة الارجنتينية والحكومة اللبنانية رغبة منهما في توثيق عـرى التعاون الثقافي وتقوية علاقـــات الصداقة القائمة بينهما ، قررتـــا عقد اتفاق ثقافي واعتمدتا لهذه الغاية:

الحكومة الارجنتينية : معالي وزير الخارجية والاديان الدكتوردون هبوليتو خاسوس باس

الحكومة اللبنانية : سعادة المنـدوب المطلق الصلاحية الوزير المفوض اديب بك نحاس

اللذين ، بعد ان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت مطابقـة للاصول ،

اتفقا على الاحكام الاتية :

المادة الاولى .ـ يتعهد الفريقـان الساميان المتعاقدان بـــان يؤيـدا المشاريع الرامية الى تامين افضـل تعاون ثقافي بين البلدين .

المادة الثانية .ـ يرعى الفريقـان الساميان المتعاقدان المبادلات الثقافية بين شعبيهما في الميدان العلمي والفني وخاصة فيما يلي :

١ـ تسهيل تبادل الكتب والنشرات ذات المنشأ الوطني .

٢ـ التبادل بانتظام للنشرات المطبوعة رسميا التي تسهل معرفة كل من البلدين للاخر .

٣ـ التعاون بين الاوساط الرياضية

٤ـ تنظيم تبادل الافلام الوطنية التي تقوي روح التعاون والصداقة بين البلدين .

المادة الثالثة .ـ يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على تبادل الاساتذة والمحاضرين والمؤلفين والفنانين والطلاب ، واعطاء منح واعانات متخذين ما في وسعهما من التدابير لبلوغ هذه الغاية .

المادة الرابعة .ـ تمنح تسهيلات خاصة لانشاء مراكز تعليم وتدريس اللغة الاسبانية في الجامعات والمدارس في لبنان ، ومراكز تعليم وتدريس اللغة العربية في الجامعات والمدارس في الارجنتين .

المادة الخامسة .ـ يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على تنشيط ومساعدة ترجمة المؤلفات الارجنتينية الى العربية والمؤلفات العربية الى الاسبانية ، مراعين في ذلك قيمة هذه المؤلفات والفائدة المنتظرة من هذا المجهود في تعزيز التفاهم المتبادل بين رعايا البلدين .

المادة السادسة .ـ يعمل الفريقان الساميان المتعاقدان على ترويج السياحة وتنشيطها بين بلديهما تنمية للتعارف المتبادل وتوثيقا للتفاهم الكامل بين شعبيهما .

المادة السابعة .ـ يعقد الفريقان الساميان المتعاقدان اتفاقا خاصا للاعتراف بالشهادات والمعادلات المدرسية والجامعية التي تمنحها السلطات المختصة في كل من البلدين للسماح باكمال الدراسات في اوساطهما التعليمية ، ولتنسيق احكام المادتين الثالثة والرابعة السابقتين .

المادة الثامنة .ـ يتخذ الفريقان الساميان المتعاقدان التدابير الواجبة لتنفيذ الاحكام الانفة الذكر، ويجيزان، توصلا لهذه الغاية ، انشاء جمعيات واندية للتعاون الارجنتيني اللبناني تخضع للقوانين الوطنية في البلد الذي يعين فيه مركزها .

المادة التاسعة .ـ يدخل هذا الاتفاق في حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ تبادل وثائق الابرام. ولكل من

الفريقين الساميين المتعاقدين حــق نقضه بموجب اشعار يجب ان يبلــغ الى الفريق الاخر خلال مدة لا تقـل عن اثني عشر شهراً .

بناء عليه وقع المندوبان عــلى نسختين من هذا الاتفاق احداهمـا بالاسبانية والاخرى بالعربية تعتبـر كل منهما رسمية على التساوي ، كما وقعا على نسخة باللغة الافرنسيـة يرجع اليها عند اللزوم وختمـاها فى مدينة بونس ايرس فى اليوم السادس من شهر كانون الاول سنة الــف وتسعماية وخمسين .

AUTRICHE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — AUTRICHE

AVANT NOVEMBRE 1943 :

- 30 Janvier 1937

  ACCORD DE COMMERCE ET DE PAIEMENT AVEC L'ALLEMAGNE

  — Arrêté 93/LR du 30 Juillet 1938 portant application de cet accord à l'ancienne République Fédérale d'Autriche, à dater du 1er Août 1938.
  (B.O. 1938)

ζ

النمسا

اتفاقات دولية

بين لبنان والنمسا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٣٠ كانون الثاني ١٩٣٧

  اتفاق تجاري واتفاق دفع مع المانيا

  ـ قرار ٩٣ ف ٣٠ تموز ١٩٣٨
  تطبيق الاتفاقين المذكورين على جمهورية النمسا الاتحادية السابقة ابتداء من اول اب ١٩٣٨ (نم ـ ١٩٣٨ ـص١٩٣)

ζ

BELGIQUE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — BELGIQUE

AVANT NOVEMBRE 1943 :

- **11 Janvier 1941 — PROTOCOLE RELATIF AUX PAIEMENTS FRANCO-BELGES**

  — Arrêté 38/LR du 24 Février 1941 portant mise en vigueur de ce protocole au Liban et en Syrie. (B.O. 1941)

بلجيكا

اتفاقات دولية

بين لبنان وبلجيكا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **١١ كانون الثاني ١٩٤١**
  بروتوكول بشان المدفوعـــات الفرنسية ـ البلجيكية

  ـ قرار ٢٨ ق ٢٤ شباط ١٩٤١

  تنفيذ البروتوكول المذكورفي لبنان وسوريـــا

  (ن‌م ـ ١٩٤١ ص ٧٩ مكرر)

BRESIL

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — BRESIL

AVANT NOVEMBRE 1943 :

- 24 Février 1933 —
  Beyrouth.
  ACCORD COMMERCIAL

  — Arrêté 30/LR du 28 Février 1933 portant exécution de cet accord

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

- 30 Août 1948 —
  Rio de Janeiro.
  CONVENTION CULTURELLE

- 11 Janvier —
  Rio de Janeiro.
  TRANSPORTS AERIENS

برازيل

اتفاقات دولية

بين لبنان والبرازيل

قبل تشرين الثاني ١٩٤٢

- ٢٤ شباط ١٩٣٣ ـ بيروت
  اتفاق تجاري

  ـ قرار ٢٠ في ٢٨ شباط ١٩٣٣
  تنفيذ الاتفاق

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- ٣٠ اب ١٩٤٨ ـ ريو دي جانيرو
  اتفاق ثقافي

- ١١ كانون الثاني ١٩٥١ ـ ريو دي جانيرو
  اتفاق النقل الجوي

CONVENTION

CULTURELLE

- **Signée à Rio de Janeiro** le 30 Août 1948
- **Ratification autorisée par la loi du 2 Juin 1949** (J.O. no. 23, plg. 289-1949)
- **Les textes officiels sont établis en langues française et portugaise.**

اتفاق

ثقـــافي

- **وقع في الريو دي جانيرو في ٣٠ اب ١٩٤٨**
- **اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢ حزيران ١٩٤٩** (جر - ١٩٤٩/٢٣ صع ٢٨٩)
- **وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين الفرنسية والبورتغالية.**

Le Président de la République Libanaise, et le Président de la République des Etats-Unis du Brésil,

Egalement animés du désir de renforcer la compréhension mutuelle entre les deux pays et de resserrer encore davantage les liens d'amitié et de confiance mutuelle qui les unissent si heureusement, en respectant réciproquement leur propre culture et leurs institutions nationales et en développant leurs diverses relations culturelles,

Ont résolu de conclure une

ان رئيس الجمهورية اللبنانيـــة ورئيس جمهورية الولايات المتحـــدة البرازيليـــة .

بدافع تقوية اواصر التفاهم المشترك بين البلدين وزيادة في توثيق عـــرى الصداقة والثقة التي تشدهمـا بحمد الله ، وبالاحترام المتبادل للثقافـــة الخاصة بكل منهما ولمؤسساتهمـــا الوطنية ولنشر علاقاتهما الثقافيـــة المختلفة .

قررا عقد اتفاقية لهذه الغايــــة

Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République Libanaise : Son Excellence Monsieur Joseph Saouda, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Liban à Rio de Janeiro, et

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil : Son Excellence Monsieur Raul Fernandes, Ministre des Affaires Etrangères des Etats-Unis du Brésil;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.- Les Hautes Parties Contractantes s'efforceront d'établir leurs relations culturelles sur une base solide et collaboreront à cet effet de la façon la plus étroite.

ARTICLE SECOND.- Les Hautes Parties Contractantes, afin d'atteindre le but énoncé dans l'article précédent, développeront sans cesse les relations culturelles entre les deux pays dans les domaines des sciences, des beaux arts et du théâtre, des lettres, de la cinématographie, de la photo-

وعينا مفوضيهما المطلقي الصلاحية، عن :

رئيس الجمهورية اللبنانية : سعادة يوسف السودا ، المندوب فوق العادة ووزير لبنان المفوض والمطلق الصلاحية في الريو دي جانيرو .

رئيس جمهورية الولايات المتحدة البرازيلية : معالي السيد رول فرنندس ، وزير خارجية الولايات المتحدة البرازيلية .

اللذين بعد تبادل اوراق اعتمادهما طبقا للقوانين المرعية ، اتفقا على ما يلي :

مادة اولى .ـ ان الطرفين الساميين المتعاقدين سيبذلان ما بوسعهما لوضع اسس ثابتة لعلاقاتهما الثقافية وسيتعاونان بالطريقة الوثقى لهذه الغاية .

مادة ثانية .ـ ان الطرفين الساميين المتعاقدين ، بغية الوصول الى الهدف المشار اليه في المادة السابقة، سيعززان بدون انقطاع العلاقات الثقافية بين البلدين في حقول العلوم ، الفنون الجميلة والمسرح ، الاداب ، السينما، التصوير، الاذاعات اللاسلكية والرياضية

ستعمل السلطات المختصة لكل من

graphie, de la radiodiffusion et du sport.

Les autorités compétentes des Hautes Parties Contractantes établiront, d'un commun accord, les mesures de détail nécessaires pour l'exécution respective concernant l'enseignement.

ARTICLE TROISIEME.- La Présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu dans la ville de Rio de Janeiro, dans le plus bref délai.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention lorsqu'elle le jugera convenable, mais ses effets ne cesseront que six mois après la dénonciation.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention, en double exemplaire, en langues française et portugaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rio de Janeiro, le trente août mil neuf cent quarante-huit.

الطرفين الساميين المتعاقدين، وبالاتفاق المشترك، على وضع جميع التفصيلات الضرورية لتنفيذ المقررات السابقة اخذة بعين الاعتبار التشريع المتعلق بالتدريس فى كل من البلدين .

مادة ثالثة .- تبرم هذه الاتفاقية وتدخل فى طور التنفيذ ثلاثين يوما بعد تبادل وثائق الابرام الذي سيجري فى مدينة ريودي جانيرو وباقرب فرصة .

لكل من الطرفين الساميين المتعاقدين حق نقض مدة الاتفاقية حينما يرى ذلك مناسبا ، واما مفعوليتها فتستمر ستة اشهر بعد النقض .

بناء عليه وقع كل من مطلقي الصلاحية الوارد اسماؤهما اعلاه هذه الاتفاقية على نسختين باللغة الفرنسية والبورتغالية ووضعا خاتميهما .

حررت فى الريودي جانيرو فى الثلاثين من اب سنة الف وتسعماية وثمانية واربعين .

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

…ments de la ratification et [illegible] rapport.

Les autorités compétentes des Hautes Parties Contractantes établiront, d'un commun accord, les mesures de détail nécessaires pour l'exécution respective du présent Arrangement.

ARTICLE TROISIÈME. — La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu dans la ville de Rio de Janeiro, dans le plus bref délai.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention lorsqu'elle le jugera convenable, mais ses effets ne cesseront que six mois après la dénonciation.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention, en double exemplaire, en langues française et portugaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rio de Janeiro, le [illegible] août mil neuf cent [illegible].

ACCORD

DE TRANSPORTS AERIENS

اتفاق

النقل الجـــوي

- **Signé à Rio de Janeiro** le 11 Janvier 1951
- **Les textes officiels sont établis en langues française et portugaise.**
- **NR.**

- وقع في الريو دي جانيرو في ١١ كانون الثاني ١٩٥١
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين الفرنسية والبورتغالية
- غ م.

Le Gouvernement de la République libanaise et le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil,

Se référant à la Résolution VIII de l'Acte Final de la Conférence Internationale de l'Aviation Civile signée à Chicago, Illinois, en date du 7 décembre 1944, recommandant l'adoption d'un modèle uniforme d'accord sur les routes et services aériens internationaux;

Prenant en considération le désir réciproque du Gouvernemnt libanais et du Gouvernement brésilien de poursuivre dans la plus large mesure possible le développement de la coopération internationale dans ce domaine, et d'établir des transports aériens réguliers entre leurs territoires respectifs en vue d'asseoir leurs relations économiques sur des bases solides,

Ont résolu de conclure, à cet effet, un accord et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Gouvernement de la République libanaise : Son Excellence Monsieur Joseph Saouda, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Liban à Rio de Janeiro; et

Le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil : Leurs Excellences Messieurs Raul Fernandes, Ministre des Affaires Etrangères des Etats-Unis du Brésil et le Tenente-Brigadeiro Armanda Fi-

guera Trompowski de Almeida, Ministre de l'Air du Brésil;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE I:- Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés dans le présent Accord et son Annexe, en vue de l'établissement des services aériens internationaux réguliers qui y sont stipulés, et dorénavant désignés par l'expression «services agréés».

ARTICLE II.- 1. Chacun des services agréés pourra être mis en exploitation immédiatement ou à une date postérieure au gré de la Partie Contractante à qui ces droits ont été accordés, mais pas avant que :

a) La Partie Contractante à qui les dits droits ont été accordés ait désigné une ou plusieurs entreprises de transport aérien de sa nationalité pour exploiter la ou les routes spécifiées;

b) La Partie Contractante qui accorde les droits ait autorisé la ou les entreprises de transport aérien en question à ouvrir les services agréés, ce qu'elle fera sans retard, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de l'article IV.

2. Les entreprises de transport aérien désignées pourront être appelées à fournir aux Autorités aéronautiques de la Partie Contractante qui accorde les droits, la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien.

ARTICLE III.- Afin d'éviter toute mesure discriminatoire et de respecter le principe de l'égalité de traitement :

1. Les taxes que chacune des Parties Contractantes imposera ou permettera d'imposer pour l'utilisation des aéroports et d'autres facilités à la ou aux entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie Contractante ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation des dits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

2. Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits sur le territoire

d'une des Parties Contractantes ou pris sur ce territoire à bord d'aéronefs de l'autre Partie Contractante par une entreprise de transport aérien désignée par cette dernière Partie Contractante ou pour le compte d'une telle entreprise, et destinés, uniquement, à l'usage des aéronefs de cette entreprise, bénéficieront d'un traitement aussi favorable que le traitement accordé aux entreprises nationales ou à celle de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autre droits et taxes nationaux.

3. Tout aéronef de l'une des Parties Contractantes affecté à l'exploitation des services agréés ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord, demeurant à bord des dits aéronefs, bénéficieront sur le territoire de l'autre Partie Contractante de l'exemption des droits de douane, frais d'inspection ou autre droits et taxes similaires, sur le territoire de l'autre Partie Contracante, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours des vols au-dessus du dit territoire.

ARTICLE IV.- Chaque Partie Contractante se réserve la faculté de refuser une autorisation d'exploitation à une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante ou de révoquer une telle autorisation lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une partie prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de nationaux de cette dernière Partie Contractante, lorsque cette entreprise de transport aérien ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 13 de la Convention sur l'Aviation Civile internationale ou lorsqu'elle ne remplit pas les obligations que lui imposent le présent accord et son Annexe.

ARTICLE V.- Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes désire modifier une clause quelconque de l'Annexe au présent Accord ou se prévaloir de la faculté mentionnée à l'article IV ci-dessus, elle peut demander q'une consultation ait lieu entre les Autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes, cette consultation devant commencer dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la notification de la demande.

Toute modification à l'annexe convenue entre les dites autorités entrera en vigueur après sa con-

firmation par un échange de notes par voie diplomatique.

ARTICLE VI.- Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord ou de son Annexe, qui ne soit pas subordonné aux dispositions du Chapitre XVIII de la Convention sur l'Aviation Civile Internationale précitée, et qui ne pourrait être réglé par la voie de consultation directe, sera soumis à l'arbitrage soit par un tribunal, soit par tout autre personne ou organisme convenu.

ARTICLE VII.- Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante, son désir de dénoncer le présent Accord. La notification sera simultanément communiquée à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. L'Accord prendre fin six (6) mois après la date de la réception de la dite notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de ce délai.

S'il n'est pas accusé réception de la notification par la Partie Contractante à qui elle a été adressée, elle sera tenue pour reçu quatorze (14) jours après sa réception à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE VIII.- Au cas où les deux Parties Contractantes auraient ratifié une convention multilatérale d'aviation, le présent Accord et son Annexe devront être amendés de façon à être mis en concordance avec les dispositions de la dite Convention.

ARTICLE IX.- Le présent Accord se substitue à tous privilèges, concessions ou autorisations existant au moment de sa signature et qui auraient été octroyés à quelque titre que ce soit par l'une des Parties Contractantes à des entreprises aériennes de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE X.- Le Présent Accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE XI.- Pour l'application du présent Accord et son Annexe :

a) L'expression «Autorités aéronautiques» s'entendra, en ce qui concerne le Liban, du Ministre des Travaux Publics et, en ce qui concerne les Etats-Unis du Brésil, du Ministre de l'Aéronautique, ou

dans les deux cas, de toute personne ou de tout organisme qui serait habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par eux.

b) L'expression «entreprise de transport aérien désigné», s'entendra de toute entreprise que l'une des Parties Contractantes aura choisie pour exploiter les «services agréés» et qui aurait été indiquée par une notification faite aux Autorités aéronautiques compétentes de l'autre Partie Contractante, conformément aux dispositions de l'article II du présent Accord.

c) L'expression «service aérien international régulier» s'entendra de tout service international assuré par une entreprise de transport aérien désigné, avec fréquence uniforme et suivant des horaires et routes pré-établies et approuvées par les Gouvernements intéressés.

ARTICLE XII.- Le présent Accord sera approuvé et ratifié en conformité des dispositions constitutionnelles de chacune des Parties Contractantes et entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des instruments de ratification, ce qui devra avoir lieu à Beyrouth, le plus tôt possible.

Les deux Parties Contractantes s'efforceront de rendre effectives les dispositions du présent Accord, dans les limites de leurs attributions administratives, trente (30) jours après la date de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, ont conclu le présent Accord en deux exemplaires, chacun dans les langues française et portugaise, et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Rio de Janeiro, le onze Janvier mil Neuf Cent Cinquante et un.

ANNEXE

I

Le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil accordera au Gouvernement de la République libanaise le droit d'exploiter, par l'entremise d'une ou plusieurs entreprises de transport aérien désignées par ce dernier, des services aériens sur les routes spécifiées au Tableau I annexe.

II

Le Gouvernement de la République libanaise acorde au Gouvernement des Etats-Unis du Brésil, le droit d'exploiter, par l'entreprise d'une ou plusieurs entreprises de transport aérien désignées par ce dernier, des services aériens sur les routes spécifiées au Tableau II annexe.

III

L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par les Parties Contractantes aux termes de l'Accord et du présent Annexe, jouiront sur le territoire de l'autre Partie Contractante, sur chaque itinéraire décrit aux Tableaux annexes, du droit de traverser ce territoire sans y atterrir, d'atterrir pour des raisons non commerciales aux aéroports ouverts au trafic international, ainsi que du droit de débarquer et embarquer en trafic international, des passagers, du courrier et des marchandises aux points mentionnés dans les dits Tableaux, conformément aux dispositions de la Section IV.

IV

a) La capacité de transport offerte par les entreprises aériennes des deux Parties Contractantes devra être étroitement adaptée à la demande du trafic.

b) Un traitement juste et équitable devra être assuré aux entreprises de transport aérien désignées par les deux Parties Contractantes afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

c) Les entreprises de transport aérien désignées par les Parties Contractantes devront prendre en considération, quand elles auront à exploiter des routes ou des sections communes d'une route, leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

d) Les services agréés, auront pour objectif essentiel d'offrir une capacité correspondante à la

demande de trafic entre le pays dont ressortit l'entreprise et le pays de destination.

c) Le droit d'une entreprise de transport aérien désignée d'embarquer et débarquer, aux points et sur les routes spécifiés, du trafic international avec destination ou en provenance de pays tiers, sera exercé en conformité des principes généraux du développement ordonné du transport aérien acceptés par les deux Parties Contractantes, de sorte que la capacité soit adaptée :

1 — à la demande de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination;

2 — aux exigences d'une exploitation économique des services considérés, et

3 — à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des intérêts des services locaux et régionaux.

V

Les Autorités aéronautiques des Parties Contractantes se consulteront à la demande de l'une d'elles afin de vérifier si les principes énoncés à la Section IV ci-dessus, sont observés par les entreprises de transport aérien désignées par les Parties Contractantes et, en particulier, pour éviter que le trafic soit dévié dans une proportion injuste au détriment de l'une des entreprises désignées.

VI

a) Les tarifs seront fixés à des niveaux raisonnables, compte tenu en particulier de l'économie de l'exploitation, d'un bénéfice normal, des tarifs perçus par les autres entreprises et des caractéristiques présentées par chaque service, telles que les conditions de vitesse et de confort.

b) Les tarifs à appliquer par les entreprises de transport désignées par chacune des Parties Contractantes, entre les points du territoire libanais et les points du territoire brésilien, mentionnés aux Tableaux ci-annexés, devront être soumis à l'approbation des Autorités aéronautiques, au moins trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit, dans des cas spéciaux, s'il en est ainsi convenu par les susdites Autorités aéronautiques.

c) Les entreprises des Parties

Contractantes s'entendront sur les tarifs de passagers et de marchandises à appliquer sur les tronçons communs de leurs lignes, après consultation, s'il y a lieu, avec les entreprises de transport aérien des pays tiers qui exploitent tout ou parties des mêmes parcours.

d) Les recommandations de l'Association Internationale de Transports Aériens (I.A.T.A.) seront prises en considération dans l'établissement des tarifs.

e) Au cas où les entreprises ne pourraient se mettre d'accord sur les tarifs à fixer, les Autorités aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes s'efforceront d'aboutir à un règlement satisfaisant.

En dernier ressort, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'article VI de l'Accord.

VII

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, les Autorités aéronautiques des deux parties Contractantes devront se communiquer, aussi rapidement que possible, les informations relatives aux autorisations données à leurs propres entreprises de transport aérien désignées pour exploiter les services agréés ou des fractions des dits services. Ces informations comporteront notamment copie des autorisations accordées, de leurs modifications éventuelles, ainsi que de tous documents annexés.

TABLEAU I

A — ROUTES LIBANAISES A DESTINATION DU TERRITOIRE BRESILIEN :

De Beyrouth, via un point ou des points intermédiaires en Afrique, ou en Europe et Afrique, ou en Turquie, Europe et Afrique, vers le Brésil, dans les deux sens.

B — ROUTES LIBANAISES A TRAVERS LE TERRITOIRE BRESILIEN :

De Beyrouth, suivant les routes ci-dessus établies et de là vers des points en Amérique du Sud, dans les deux sens.

TABLEAU II

A—ROUTES BRESILIENNES A DESTINATION DU TERRITOIRE LIBANAIS:

1. De Rio de Janeiro, via

Recife, Dakar (ou l'Ile du Sel), Lisbonne, Madrid, Rome—Beyrouth ou Rome — Istamboul — Beyrouth ou Rome — le Caire — Beyrouth; ou

2. De Rio de Janeiro, via Recife, Dakar (ou l'Ile du Sel), Tunis et/ou Tripoli, le Caire, Beyrouth.

B — ROUTES BRESILIENNES A TRAVERS LE TERRITOIRE LIBANAIS :

Du Brésil pour Beyrouth, suivant une des routes ci-dessus mentionnées, et de là vers des points en Asie, dans les deux sens.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au cours des négociations qui aboutirent à la signature de l'Accord sur les transports aériens réguliers entre la République Libanaise et les Etats-Unis du Brésil, conclu à Rio de Janeiro à la date d'aujoud'hui, les représentants des deux Parties Contractantes sont tombés d'accord sur les points suivants :

1. La faculté de refuser ou de renouveler une autorisation à une entreprise aérienne désignée par une Partie Contractante pourra être exercée par l'autre Partie Contractante conformément aux dispositions de l'article IV de l'Accord, áû cas où les équipes des avions employées par la même entreprise comprennent des membres qui ne sont pas citoyens de la première Partie Contractante. Toutefois, afin de faciliter le perfectionnement technique des équipes des parties contractantes, la présence de sujets de pays tiers sera autorisée dans la constitution des dites équipes, durant la période d'entraînement pour la formation d'un personnel navigant suffisant.

2. Le transfert des recettes liquides des entreprises aériennes désignées provenant des opérations réalisées sur les territoires des Parties Contractantes sera fait conformément aux règlements en vigueur dans les pays où auront été effectuées les dites opérations, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires désignés par les deux Parties Contractantes signent et cachètent en deux exemplaires, de même teneur, le présent Protocole, dans les deux langues, *française* et *portugaise*, également valable, à Rio de Janeiro, le onze Janvier mille neuf cent cinquante et un.

CHILI

ACTES DIPLOMATIQUES

L IB A N — CHILI

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

- **6 Septembre 1950**
  Beyrouth

  TRAITE D'AMITIE

الشيلي

اتفاقات دولية

بين لبنان والشيلي

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- **٦ ايلول ١٩٥٠ ـ بيروت**

  معاهدة صداقة

TRAITÉ
D'AMITIE

معاهدة
صداقــــة

- Signé à Beyrouth
le 6 septembre 1950

- Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole

- NR.

- وقعت فى بيروت
فى ٦ ايلول ١٩٥٠

- وضع النصان الرسميان المعتمدان فى اللغتين العربية والاسبانية

- غ م .

ان رئيس الجمهورية اللبنانية ،

ورئيس جمهورية الشيلي ،

رغبة منهما فى توثيق عرى الصداقة القائمة لحسن الحظ بين بلديهما ، قررا عقد معاهدة صداقة ، وعينا ، لهذا الفرض ، مندوبيهما :

عن صاحب الفخامة رئيس الجمهورية اللبنانية : معالي فيليب تقلا ، وزير الخارجية والمغتربين .

عن صاحب الفخامة رئيس جمهورية الشيلي : سعادة لويس فليوارتادو ، وزير الشيلي المفوض فى لبنان .

فبعد ان تبادلا وثائق تفويضهما ووجداها مطابقة للاصول المرعية ، اتفقا على الاحكام الاتية :

المادة الاولى : يكون بين لبنان والشيلي وبين رعاياهما ، سلام دائم وصداقة مستمرة .

المادة الثانية : يحق لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين ان ينتدب لدى حكومة الفريق الاخر ، ممثلين دبلوماسيين ، وقناصل عامين ، وقناصل ، وقناصل فخريين ، ووكلاء قناصل . ويتمتع جميع هؤلاء ، بالمقابلة بالمثل ، بالحقوق والامتيازات والحصانات ، والاعفاءات المعترف بها عادة فى القانون الدولي العام .

المادة الثالثة : على القناصل العامين والقناصل ، والقناصل الفخريين ، ووكلاء القناصل ، ان ينالوا، قبل الشروع بممارسة وظائفهم، اجازة قنصلية من الحكومة التي ينتدبون لديها .

المادة الرابعة : يمتنع الفريقان الساميان المتعاقدان عن تعيين القناصل العامين ، والقناصل ، ووكلاء القناصل من بين الاشخاص الذين يتعاطون التجارة او الصناعة ، ولايستثنى من ذلك الا القناصل الفخريون .

المادة الخامسة : يمنح كل من الفريقين الساميين المتعاقدين الفريق الاخر ورعاياه ، معاملة الامة الاكثر حظوة ، على لن تستثنى ، فيما يخص لبنان المعاملة التي يمنحها للبلدان المنتمية الى جامعة الدول العربية ولرعاياها كما تستثنى فيما يخص الشيلي المعاملة الممنوحة للبلدان المتاخمة ورعاياها .

المادة السادسة : يصدق على هذه المعاهدة وفقا للقواعد الدستورية المطبقة فى كل من البلدين ، ويجري تبادل وثائق التصديق فى اقرب مدة ممكنة ، فى بيروت .

المادة السابعة : تصبح هذه المعاهدة نافذة بعد انقضاء خمسة عشر يوما على التاريخ الذي يجري فيه تبادل وثائق التصديق .

المادة الثامنة : وضعت هذه المعاهدة باللغتين العربية والاسبانية ، وكل منهما تعتبر لغة رسمية .

واثباتا لذلك ، وقع المندوبان على هذه المعاهدة ومهراها بخاتميهما .

حرر فى بيروت بتاريخ السادس من شهر ايلول سنة الف وتسعمائة وخمسون .

DANEMARK

داغارك

ACTES DIPLOMATIQUES

I.IBAN — DANEMARK

اتفاقات دولية

بين لبنان والدانمارك

AVANT NOVEMBRE 1943 :

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

● **29 Avril 1929**
ECHANGE DE MANDATS-POSTES
— Arrêté 2531 du 29 Avril 1929
(J.O. no. 2240)

● ٢٩ نيسان ١٩٢٩
اتفاق تبادل الحوالات البريدية
ـ قرار ٢٥٣١ في ٢٩ نيسان١٩٢٩
(جر عدد ٢٢٤٠)

ح

ح

EGYPTE

مصر

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — EGYPTE

AVANT NOVEMBRE 1943 :

- **20 Mars 1925 — Le Caire**
  RESSORTISSANTS LIBANAIS EN EGYPTE
  Modus vivendi concernant leur situation, ratifié le 12 Juillet 1930

- **30 Juin 1928**
  ECHANGE DE MANDATS-POSTES
  — Arrêté no. 2008 du 30 Juin 1928 portant ratification et mise en exécution de cet accord (J.O. no. 2179)

- **1 Novembre 1928**
  ACCORD COMMERCIAL ET DOUANIER
  — Arrêté no. 2185 du 1 Novembre 1928 portant ratification et mise en exécution de cet accord.
  (J.O. no. 2201)

- **13 Juin 1930 — Paris**
  ACCORD SANITAIRE
  Echange de lettres sur les mesures à prendre contre les épidémies de dengue.

اتفاقات دولية

بين لبنان ومصر

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٠ اذار ١٩٢٥ ـ القاهرة**
  الرعايا اللبنانيين في مصر
  (اتفاق بشأن حالتهم)
  صدق عليه في ١٢ تموز ١٩٣٠

- **٣٠ حزيران ١٩٢٨**
  تبادل الحوالات البريدية
  ـ قرار ٢٠٠٨/ في ٣٠ حزيران ١٩٢٨ مصادقة عليه ووضعه موضع التنفيذ
  (جر عدد ٢١٧٩)

- **١ تشرين الثاني ١٩٢٨**
  اتفاق تجاري وجمركي
  ـ قرار ٢١٨٥ في ١ تشرين الثاني ١٩٢٨ مصادقة عليه ووضعه موضع التنفيذ
  (جر عدد ٢٢٠١)

- **١٣ حزيران ١٩٣٠ ـ باريس**
  اتفاق صحي
  تبادل رسائل بشأن الاجراءت الواجب اتخاذها في حالة وباء الدنك

● 11 Octobre 1934 — Le Caire
ACCORD COMMERCIAL
et Echange de lettres y relatives

● ١١ تشرين الاول ١٩٣٤ ـ القاهرة
اتفاق تجاري ومبادلةرسائل بشأنه

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

● Mai 1948 — Le Caire
LIAISON RADIO-TELEGRAPHIQUE DIRECTE
— Décret 11882/K du 3 Juin 1948
portant ratification de cet accord
(J.O. 23/1948 P. 397)

● ايار ١٩٤٨ ـ القاهرة
اتفاق بشأن اتصال لاسلكي مباشر
ـ المرسوم ١١٨٨٢ في ٣ حزيران ١٩٤٨
مصادقة على هذا الاتفاق
(جر ١٩٤٨/٢٣ ـ ص٣٩٧)

● 18 et 20 Décembre 1948
Le Caire
TRANSPORTS AERIENS
Procès verbal

● ١٨ و٢٠ كانون الاول ١٩٤٨
ـ القاهرة
اتفاق النقل الجوي
محضر

ACCORD

DE LIAISON RADIO-TELEGRAPHIQUE DIRECTE

- Signé au Caire
- Ratification autorisée par le Décret no. 11882/K du 3 juin 1948 (J.O. 23/1948. P. 397)
- Le texte officiel est établi en langue arabe

اتفاق

بشان اتصال لاسلكي مباشر

- وقع فى القاهرة
- اجيز الصديق عليه بموجب المرسوم ١١٨٨٢ فى ٣ حزيران ١٩٤٨ (جر ١٩٤٨/٢٣ ص ٣٩٧)
- وضع النص العربي الرسمي المعتمد باللغة العربية .

PROCÈS-VERBAL

D'ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé au Caire le 20 Décembre 1948
- NR. — E.
- Le texte officiel est établi en langue arabe

محضر

اتفاق بشأن النقل الجوي

- وقع فى القاهرة فى ٢٠ كانون الاول ١٩٤٨
- غم ـ من
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية .

عن قرارات اللجنة التي اجتمعت بوزارة الخارجية المصرية يومي السبت والاثنين الموافق ١٨ و٢٠/١٢/١٩٤٨

بحضـــور

كل من حضرة صاحب السعـــادة الشيـــخ سامي الخـــوري وزير لبنان المفوض لدى المملكة المصرية

حضرة صاحب العزة شارل بك تيان مدير المواصلات بالحكومة اللبنانية

حضرة الاستاذ زيـــدان بك بيطار

رئيس الدائرة الاقتصادية والاجتماعية بوزارة الخارجية اللبنانية

مندوبين عن حكومة لبنان

حضرة صـــاحب العزة مصطفى ريـــاض بـــك مرسي بـــك

مدير عام مصلحة الطيران المدني

حضرة الاستاذ محسن شهاب الدين مفتش مصلحة الطيران المدنـــي

حضرة الاستاذ محمد الحكيم

مراقب الملاحة الجوية والمطارات

حضرة الاستاذ بدر الدين جلال

مفتش النقل الجوي

عن مصلحة الطيران المصرية

مندوبين عن الحكومة المصرية

وذلك بدار وزارة الخارجية وبحضور مندوبها الاستاذ شامل فتحي لدراسة حاجة النقل الجوي بين بيروت والقاهرة وبالعكس وتنظيم العلاقات الاخرى المتعلقة بعمليات الحركة .

وقد سجل فى هذا الاجتماع النقط الاتية واتفق على ما يلي :

١ ـ تحديد الحمولة وعدد الرحلات التي يصرح بها لشركات النقل الجوي المصرية واللبنانية

أ) يصرح للشركات اللبنانية مجتمعة بتسيير عدد ١٠ رحلات من طراز الداكوتا اسبوعيا بين القاهرة وبيروت وبالعكس .

ب) يصرح لشركة مصر للطيران بتسيير عدد ٧ رحلات من طراز الفيكنج و٧ رحلات اخرى من طراز البتشكرافت او ٩ رحلات من طراز الفيكنج اسبوعيا بين القاهرة وبيروت وبالعكس .

ج) اتفق على ان تحدد اوقات ثابتة لمواعيد قيام الرحلات الخاصة بكل من الطرفين سواء فى رحلة الذهاب او الاياب على انه فى حالة الغاء اية رحلة محددة لاحد الجانبين لاي سبب من الاسباب فلا يجوز بتاتا القيام برحلة اخرى اضافية فى يوم اخر بدلا من الرحلة الملغاة .

ESPAGNE

اسبانيا

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — ESPAGNE

انفاقات دولية

بين لبنان واسبانيا

AVANT NOVEMBRE 1943 :

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **18 Janvier 1940**

  ACCORD SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

  — Arrêté 161/LR du 17 Juin 1940 portant application de cet accord au Liban (B.O. 1940 P. 313)

  — Arrêté 187/LR du 9 Juillet 1940 portant suspension de l'application de cet accord au Liban.

  — Arrêté 293/LR du 7 Novembre 1940 portant abrogation de l'arrêté 161/LR (B.O. 1940 P. 505)

- ١٨ كانون الاول ١٩٤٠

  انفاق تبادل تجاري ومدفوعات تجارية

  ــ قرار ١٦١ فى ١٧ حزيران ١٩٤٠ تطبيق هذا الاتفاق فى لبنان

  (نم ــ ١٩٤٠ ــ ص ٣١٣)

  ــ قرار ١٨٧ فى ٩ تموز ١٩٤٠ توقيف تطبيق الاتفاق فى لبنان

  ــ قرار ٢٩٣ فى ٧ تشرين الثاني ١٩٤٠ الغاء القرار ١٦١

  (نم ــ ١٩٤٠ ــ ص ٥٠٥)

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- **30 Novembre 1948**
  — Beyrouth

  ACCORD SUR L'ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS METEOROLOGIQUES

- ٣٠ تشرين الثاني ١٩٤٨ ـ بيروت

  اتفاق تبادل المعلومات عن الاحوال الجوية .

- **7 Mars 1949**
  — Beyrouth

  ACCORD CULTUREL

- ٧ اذار ١٩٤٩ ـ بيروت

  اتفاق ثقافي

- **6 Mai 1950**
  — Beyrouth

  TRAITE D'AMITIE

- ٦ ايار ١٩٥٠ ـ بيروت

  معاهدة صداقة

ACCORD

SUR L'ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS METEOROLOGIQUES

- Signé à Beyrouth le 30 Novembre 1948
- Ratification autorisée par la loi du 10 juin 1949 (J.O. no. 14/1949 plg. 311)
- Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole.

اتفاق

تبادل المعلومات عن الاحوال الجوية

- وقع في بيروت في ٣٠ تشرين الثاني ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٠ حزيران ١٩٤٨ (جر رقم ١٩٤٩/٢٤ ص ع ٣١١)
- وضع النصان الرسميان المعتمدان في اللغتين العربية والاسبانية

ان حكومة الجمهورية اللبنانية و الحكومة الاسبانية

رغبة منهما في عقد اتفاق لتبادل المعلومات عن الاحوال الجوية بين لبنان واسبانيا ، قد عينتا لهذه الغاية مندوبين مطلقي الصلاحية :

عن حكومة الجمهورية اللبنانية: السيد محمد علي حماده ، مدير الشؤون السياسية ، المدير العام بالوكالة لوزارة الخارجية والمغتربين .

عن الحكومة الاسبانية : السيد دون تيودورو رويس كويفاس ، القائم باعمال اسبانيا في لبنان .

اللذين ، بعد ان قدما كلاهما وثيقة تفويضية ووجدت مستوفاة الشروط ، اتفقا على البنود الاتية :

اولا ــ تبقى مصالح رصد الاحوال الجوية فى كلا البلدين على اتصال دائم لتبادل المعلومات الاتية :

أ ــ المواقيت والاشارات ومضمون اذاعات الاحوال الجوية المستندة الى معلومات طارئة صادرة سواء عن المحطات الثابتة او المحطات الجوالة .

ب ــ تبادل معلومات الاحوال الجوية التي تؤخذ عن طريق الاذاعات اللاسلكية باي شكل كان كالكرات الطائرة والموجات السابرة والطائرات .

ج ــ ان تبادل المعلومات المشار اليها آنفا يشمل ايضا المعلومات المستقاة من بلدان اخرى والتي تحصل عليها محطات رصد الاحوال الجوية فى كلا البلدين .

ثانيا ــ تبادل المستندات الضرورية لدرس الاذاعات بالتنبؤات العامة فى المناطق البرية والبحرية .

ثالثا ــ ان تبادل المعلومات المشار اليها فى الفقرات السابقة يجب ان يجري فى وقت تتوفر بعده المدة الكافية للاستفادة من هذه المعلومات والاخبار فى شبكة الاذاعة الوطنية فى كل من البلدين . ويمكن ان تحدد هذه المدة بخمسة عشر يوما على الاقل .

رابعا ــ يعيد كل بلد الى الاخر الكرات السابرة باجهزتها وشباكها .

خامسا ــ تتبادل مصالح رصد الاحوال الجوية فى كلا البلدين جميع النشرات المحتوية على خلاصة او دراسة عن المعلومات الجوية الطارئة او العادية .

سادسا ــ تتعهد مصالح الفريقين لرصد الاحوال الجوية بالوصول الى اتفاق على وسائل واساليب العمل بما فى ذلك نظام الوحدات واستعمال الالات .

يمكن درس جميع هذه القضايا بناء على طلب احد الفريقين عندما يرى ذلك مناسبا للوصول الى تعديل اساسي فى الاساليب والوحدات والالات .

اذا لم تعط هذه المناقشة الفنية نتائج ايجابية بالمراسلة فيعقد اجتماع يضم موظفين فنيين ، وكذلك يعقد مثل هذا الاجتماع عندما ترى مصالح الفريقين لرصد الاحوال الجوية ان هناك احوالا استثنائية تستدعي ذلك .

عقد فى بيروت فى اليوم الثلاثين من شهر تشرين الثاني سنة ١٩٤٨ ووقع باللغتين العربية والاسبانية ، وكل من النصين رسمي ومعتمد .

اتفاق
ثقافي

ACCORD
CULTUREL

● وقع في بيروت
في ٧ اذار ١٩٤٩

● اجيز التصديق عليه بموجب قانون
٢٤ كان الثاني ١٩٥٠
(جر ١٩٥٠/٥ – صرع ٣١١)

● وضع النصان الرسميان المعتمدان
باللغتين العربية والاسبانية

● **Signé à Beyrouth**
le 7 Mars 1949

● **Ratification autorisée par**
la loi du 24 janvier 1950
(J.O. no. 5/1950 plg. 311)

● **Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole.**

ان الحكومة اللبنانية ،

والحكومة الاسبانية

رغبة منهما في توثيق عـــــرى التعاون الثقافي ، وتقوية علاقـــات الصداقة القائمة بينهما ، قررتا عقد اتفاق ثقافي واعتمدتا لهذه الغايـــــة:

الحكومة اللبنانية : سعادة السيـــد فؤاد عمون الوزير المفوض المدير العام لوزارة الخارجية والمغتربين

الحكومة الاسبانية : سعادة تيودورو رويزدي كويفاس القائم باعمال اسبانيا في بيروت .

اللذين بعدان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت مطابقة للاصول ، اتفقـا على الاحكام الاتية :

المادة الاولى .ـ يمد الفريقـــان الساميان المتعاقدان بالتأييد المتبادل المشروعات الرامية الى تامين افعـل تعاون ثقافي بينهما .

المادة الثانية .ـ يرعى الفريقـــان السـاميان المتعاقدان المبادلات الثقافية بين مواطنيهما فى الميدان العلمي والفني وخاصة فيما يلي :

ا ـ تقديم التسهيلات لتبادل انواع الكتب والمنشورات ذات المنشأ الوطـني ،

ب ـ اصدار اذاعات منتظمـة لتعريف كل بلد الى الاخر

ج ـ تنظيم تبادل الافلام الوطنية التي تؤيد روح التعـاون والصداقة بين البلدين .

المادة الثالثة .ـ يتفق الفريقـان السـاميان المتعاقدان على تبادل الاساتذة والمحاضرين والمؤلفين والفنيين والطلاب وتعطى منح واعانات ويتخذ اقـوى ما يمكن من تدابير لبلوغ هذه الغاية.

المادة الرابعة .ـ تمنح تسهيـلات خاصة لانشاء مراكز تعليم وتدريس اللغة الاسبانية فى الجامعات والمدارس العليا فى لبنان ، ومراكز تعليم وتدريس اللغة العربية فى الجامعات والمدارس العليا الاسبانية .

المادة الخامسة .ـ يتفق الفريقـان السـاميان المتعاقدان على بذل المساعدة لترجمة المؤلفات الاسبانية الى العربية والمؤلفات العربية الى الاسبانية ، مع تقدير اهمية هذه المؤلفات او الفائدة المرجوة منها فى تعزيز التفاهم المتبادل بين رعايا البلدين .

المادة السادسة .ـ رغبة فى تعريف كل بلد الى الاخر وتعزيز التفاهـم المتبادل بين رعاياهما ، يسعى الفريقان السـاميان المتعاقـدان لتيسـير السياحة بين اقليميهما عن طريـق تخفيض تعريفة الانتقال واجـور السكن على اطلاقها .

المادة السابعة .ـ يعمل الفريقـان السـاميان المتعاقدان على تفـادي الصعوبات التي يمكن ان يثيرها تنفيذ الاتفاق الحالي فيما يتعلق بالنقـد النـادر .

المادة الثامنة .ـ يعقد الفريقـان السـاميان المتعاقدان اتفاقا خاصا بما يخول من اعتبار فى اراضي كلا البلدين الشهادات والاجازات المدرسيـة الصادرة عن السلطات ذات الاختصاص فيهما وبتعادل الدراسات فى معاهدهما التعليمية .

المادة التاسعة .ـ يعتمد الفريقـان الساميان المتعاقدان التدابير الواجبة لتنفيذ الاحكام الانفة الذكر، واستكمالا لهذه التدابير يجيزان فى اقليميهمـا انشاء جمعيات للتعاون الاسبانـي اللبناني تخضع للقوانين الوطنية فى البلاد التي يكون فيه مركزها .

المادة العاشرة .ـ يسري هـذا الاتفاق من يوم تبادل وثائق الابرام .

ولكل من الفريقين الساميين المتعاقدين نقضه بموجب اشعار سابق قبل اثني عشر شهرا .

بناء عليه وقع المفوضان عـلى نسختين معتمدتين من هذا الاتفـاق احداهما بالاسبانية والاخرى بالعربية .

بيروت فى السابع من اذار السنـة التاسعة والاربعون بعد الالف وتسعماية .

TRAITÉ
D'AMITIE

معاهدة
صداقة

- Signé à Madrid le 6 Mai 1950
- Ratification autorisée par la loi du 12 Fevrier 1951. (J.O. no. 7/1951. plg. 145)
- L'échange des instruments de ratification a eu lieu le 21 Juin 1951, à Beyrouth
- Date d'entrée en vigueur : 21 Juin 1951
- Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole.

- وقعت فى مدريد فى ٦ ايار ١٩٥٠
- اجيز التصديق عليها بموجب قانون ١٢ شباط ١٩٥١
(جر عدد٧/١٩٥١ – ص١٤٥)
- تبودلت وثائق الابرام فى ٢١حزيران ١٩٥١ فى بيروت
- تاريخ مباشرة التنفيذ : ٢١ حزيران ١٩٥١
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين العربية والاسبانية

ان رئيس الجمهورية اللبنانية من جهة

ورئيس الدولة الاسبانية من جهة اخرى

رغبة منهما فى توثيق عرى الصداقة القائمة لحسن الحظ بين بلديهما قررا عقد معاهدة صداقة وعينا لهذه الغاية مندوبيهما المفوضين :

عن رئيس الجمهورية اللبنانية :

معالي السيد فيليب تقلا وزير خارجية الجمهورية اللبنانية

وعن رئيس الدولة الاسبانية :

معالي السيد البرتو مارتين ارتاخو وزير خارجية الدول الاسبانية

اللذين بعدان تبادلا وثائق تفويضهما

وتبينا صحتها ومطابقتها للاصول المرعية اتفقا على الاحكام الاتية :

المادة الاولى .ـ يكون بين لبنان واسبانيا سلام دائم وصداقة مستمرة

المادة الثانية .ـ ١) يحسم الطرفان الساميان المتعاقدان بالطرق السلمية كل نزاع يمكن ان ينشأ بينهما .

٢) اذا تعذر حسم الخلاف بالطرق الديبلوماسية العادية فانه يعرض على لجنة التوفيق الدائمة المنصوص عنها فى المادة الثالثة . وفى حالة عدم الوصول الى اتفاق بواسطة هذه الاجراءات فان الخلاف يعرض على محكمة تحكيمية على ان الفريقين الساميين المتعاقدين يستطيعان بالاتفاق فيما بينهما ان يلجآ الى المحكمة التحكيمية مباشرة ودون ان يرجعا مسبقا للجنة التوفيق الدائمة .

٣) ان الاجراءات المذكورة اعلاه لا تطبق على الخلافات المتعلقة بالقضايا التي يعتبرها احد الفريقين المتعاقدين من اختصاص سلطاته الوطنية وحدها .

المادة الثالثة .ـ ١) ان لجنة التوفيق الدائمة تتألف من خمسة اعضاء يعينون لثلاث سنوات فكل فريق يعين عضوا واحدا اما الاعضاء الثلاثة الاخرون الذين ينتخب أحدهم رئيسا فيجب اختيارهم بالاتفاق بين الفريقين . ويكون هؤلاء الاعضاء الثلاثة من جنسيات مختلفة ولا يجوز ان يكونوا من رعايا احد الفريقين اوان تكون اقامتهم فى بلد احدهما ولا ان يكونوا فى خدمته .

٢) تتألف اللجنة خلال الاشهر الستة التي تعقب تبادل وثائق التصديق على هذه المعاهدة .

٣) ان الاجراءات المذكورة اعلاه المشار اليها فى الفقرة الثانية من المادة الثانية من خمسة اعضاء وفقا للاصول المنصوص عنها فى الفقرتين الاولى والثانية من هذه المادة

لتأليف لجنة التوفيق ويكون المحكمة صلاحية البحث عن تسوية جبية على اساس التوفيق . فاذا تعذر ايجاد تسوية جبية فان القرار الصادر عن المحكمة التحكيمية يكون ملزما للفريقين .

٤) ان استبدال اعضاء اللجنة والمحكمة وتحديد صلاحياتهم والاصول التي تعمل اللجنة والمحكمة بموجبهما تقرر فيما بعد بتبادل المذكرات بين الفريقين .

المادة الرابعة .ـ يتمتع الموظفون الدبلوماسيون الذين يعتمدهم احد الفريقين الساميين لدى الفريق الاخر طيلة مهمتهم وعلى اساس المقابلة بالمثل بالحقوق والامتيازات والحصانات التي تحددها عادة القوانين والاصول الدولية .

المادة الخامسة .ـ يمكن لكل من الفريقين المتعاقدين ان يعين فى اراضي الفريق الاخر وفى المناطق المحددة بالاتفاق فيما بينهما قناصل عامين وقناصل ونواب قناصل وموظفين قنصليين وقناصل فخريين يتمتعون فى ممارسة وظائفهم بالحصانات والامتيازات المتعلقة برتبهم والمعترف بها عادة فى القوانين والاصول الدولية .

المادة السادسة .ـ يتمتع رعايا كل من الفريقين فى اراضي الفريق الاخر على اساس المعاملة بالمثل وشرط ان يتقيدوا بالقوانين والانظمة المرعية ولا سيما بقوانين الشرطة وانظمتها ، بحق شراء الاملاك المنقولة وغير المنقولة واستملاكها والتصرف بها وبحق انشاء معاهد تعليم والاحتفاظ بها وبحق الاقامة العادية وحرية التنقل وممارسة المهن التجارية والصناعية وغيرها .

المادة السابعة .ـ ينظر الفريقان الساميان بروح من الود والتعاون الصادق فى عقد معاهدات للتجارة والملاحة واتفاقات قنصلية واتفاقات وشهادات الاختراع .

المادة الثامنة .ـ ان الحقوق الممنوحة لكل من الفريقين المتعاقدين والالتزامات المفروضة عليه بموجب هذه المعاهدة تشمل جميع الاراضي التابعة له حاليا ايا كان وضعها القانوني .

المادة التاسعة .- يصادق الفريقان الساميان المتعاقدان على هذه المعاهدة وفقا للدستور اللبناني وللقوانين الاساسية الاسبانية ويجري تبادل وثائق التصديق في بيروت .

وتدخل هذه المعاهدة في حيز التنفيذ فور التصديق عليها وتبقى نافذة بصورة مستمرة الى ان ينقضها احد الفريقين خطيا قبل التاريخ الذي يبطل فيه مفعولها بسنة واحدة .

بناء على ذلك وقع المفوضان على هذه المعاهدة بنصيها الرسميين العربي والاسباني ومهراها بخاتميهما.

مدريد في السادس من ايار سنة الف وتسعماية وخمسين.

ÉTHIOPIE

الحبشة

ACTES DIPLOMATIQUES

L I B A N — ETHIOPIE

اتفاقات دولية

بين لبنان والحبشة

DEPUIS NOVEMBRE 1943 :

منذ تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- 1948
  ACCORD DE LIAISON RADIO-TELEGRAPHIQUE DIRECTE

- **Ratifié par D. no. 13798 du 4 Décembre 1948.**
  (J.O. no. 50/1948 P. 959)

- ١٩٤٨
  استثمار
  اتصال لاسلكي مباشر

- صدق عليه بموجب المرسوم رقم ١٣٧٩٨ ـ ٤ كانون الاول ١٩٤٨
  (جر رقم ١٩٤٨/٥٠ص ٩٥٩)

FRANCE

فرنسا

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — FRANCE

اتفاقات دوليـــة

بين لبنـــان وفرنسا

AVANT NOVEMBRE 1943.

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣ :

- **24 Avril 1920 — San Remo**
  ACCORD FRANCO-ANGLAIS SUR LES PETROLES
  (AD. p. 183)

- **٢٤ نيسان ١٩٢٠ ـ سان ريمو**
  اتفاق فرنسي ـ بريطاني بشان البترول
  (ود. ص ١٨٣)

- **10 Novembre 1921**
  ACCORD POSTAL
  (Echange de mandats-postes avec la France et les Colonies françaises)

— Arrêté 1780 du 31/12/22 promulgant cet accord (J.O. 1923 — no. 1627)

- **١٠ تشرين الثاني ١٩٢١**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة الحوالات البريدية مع فرنسا والمستعمرات الفرنسية)

ـ قرار ١٧٨٠ تاريخ ٣١/١٢/١٩٢٢ نشر الاتفـــاق
(جر. ١٩٢٣ عدد ١٦٢٧)

- **29 Septembre 1923**
  ACCORD FRANCO-ITALIEN SUR LA SITUATION DES RESSORTISSANTS ITALIENS AU LIBAN.

- **٢٩ ايلول ١٩٢٣**
  اتفاق فرنسي ـ ايطالي بشان الرعايا الايطاليين في لبنـــان

- **11 Janvier 1928**
  ACCORD POSTAL

— Arrêté 1803/LR du 8/2/1928 (B.O. 1928 p. 38) publiant et mettant en exécution cet accord

- **١١ كانون الثاني ١٩٢٨**
  اتفاق بريدي

ـ قرار ١٨٠٣/ل.ر. تاريخ ٨/٢/١٩٢٨ (نم ١٩٢٨ ص. ٣٨)
نشر هذا الاتفاق ووضعه موضع التنفيـــذ .

● 3 Juillet 1933
ACCORD FRANCO-IRAKIEN
(AD. p. 159)

● ٣ تموز ١٩٣٣
اتفاق فرنسي عراقي
(ود. ص ١٥٩)

● 11 Août 1936
MODUS VIVENDI COMMERCIAL ET ACCORD DE COMPENSATION POUR LES PAIEMENTS FRANCO-ITALIENS

— Arrêté 185/LR du 4 Septembre 1936 portant application de ces accords (B.O. 1936).

● ١١ اب ١٩٣٦
اتفاق تجاري ومقايضة للمدفوعات الفرنسية الايطالية

— قرار ١٨٥/لر تاريخ ٤ ايلول ١٩٣٦ وضع هذه الاتفاقات موضع التنفيذ .
(نم ١٩٣٦)

● Novembre 1936
TRAITE FRANCO-LIBANAIS

— Ratification autorisée par la Loi Libanaise du 22/11/1936 (J.O. no. 3365)

● تشرين الثاني ١٩٣٦
المعاهدة اللبنانية الفرنسية

— اجيز التصديق عليها بموجب قانون ٢٢/١١/١٩٣٦
(جر. عدد ٣٣٦٥)

● 18 Janvier 1940
ACCORDS FRANCO-ESPAGNOLS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

— v. Espagne

● ١٨ كانون الثاني ١٩٤٠
اتفاقات فرنسية ـ اسبانية بشان المبادلات والمدفوعات التجارية
(راجع : اسبانيا)

● 31 Janvier 1940
ACCORDS FRANCO-GRECS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX.

— v. Grèce

● ٣١ كانون الثاني ١٩٤٠
اتفاقات فرنسية ـ يونانية بشان المبادلات والمدفوعات التجارية
(راجع : يونان)

● 27 Fevrier 1940
ACCORDS FRANCO-HONGROIS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

— v. Hongrie

● ٢٧ شباط ١٩٤٠
اتفاقات فرنسية مجرية بشـــــان المبادلات والمدفوعات التجارية
(راجع : مجر)

● 6 Mars 1940
ACCORDS FRANCO-ITALIENS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

— v. Italie

● ٦ اذار ١٩٤٠
اتفاقات فرنسية ـ ايطالية بشان المبادلات والمدفوعات التجارية
(راجع : ايطاليا)

● 14 Novembre 1940
ACCORD FRANCO-ALLEMAND DE COMPENSATION POUR LES PAIEMENTS

— Arrêté 11/LR du 18 Janvier 1941, portant application de cet accord au Liban et en Syrie.

● ١٤ تشرين الثاني ١٩٤٠
اتفاق فرنسي ـ الماني بشـــــان مقايضة المدفوعات

ـ قرار ١١/ل.ر. تاريخ ١٨ كانون الثاني ١٩٤١ تنفيذ هذا الاتفاق في لبنان وسوريا .

● 11 Janvier 1941
ACCORD FRANCO-BELGE SUR LES PAIEMENTS

— Arrêté 38/LR du 24 Février 1941 portant mise en vigueur de cet accord au Liban et en Syrie.
(B.O. 1941 p. 79)

● ١١ كانون الثاني ١٩٤١
اتفاق فرنسي ـ بلجيكي بشان المدفوعـــــات

ـ قرار ٣٨/ل.ر. تاريخ ٢٤شباط ١٩٤١تنفيذ هذاالاتفاق في لبنان وسوريا (نم ١٩٤١ص٧٩)

● 10 Mars 1943
PROTOCOLE
entre les représentants de la France Combattante, du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et des Gouvernements des Républiques libanaise et syrienne.

— Arrêté 110/FC du 10 Mars 1943, abrogeant l'arrêté 229/FL du 21 Avril 1942 et ratifiant ce protocole.

● ١٠ اذار ١٩٤٣
بروتوكول
بين ممثلي فرنسا المحاربـة ، وحكومة صاحب الجلالة البريطانية وحكومات الجمهورية اللبنانيـة والسوريـــة .

— قرار ١٢٠ /ف م تاريخ ١٠ اذار ١٩٤٣ ، يلغي القرار ٢٢٩/ف ح تاريخ ٢١ نيسان ١٩٤٢ .

APRES NOVEMBRE 1943.

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **22 Décembre 1943**
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DES ATTRIBUTIONS EXERCEES PAR LA FRANCE

- **٢٢ كانون الاول ١٩٤٣**
  بروتوكول تسليم الصلاحيات التي تمارسها السلطات الفرنسية

- **3 Janvier 1944**
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU CONTROLE DE LA REGIE CO-INTERESSEE LIBANO-SYRIENNE DES TABACS ET TOMBACS.

- **٣ كانون الثاني ١٩٤٤**
  بروتوكول تسليم مراقبة ادارة حصر ادخان والتنباك

- **PROTOCOLE DE TRANSFERT DE L'ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES**

- **بروتوكول تسليم ادارة الجمارك**

- **5 Janvier 1944**
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU CONTROLE DES SOCIETES CONCESSIONNAIRES « ELECTRICITE DE BEYROUTH » ET « COMPAGNIE DES EAUX DE BEYROUTH »

- **٥ كانون الثاني ١٩٤٤**
  بروتوكول تسليم مراقبةالشركات ذات الامتياز « كهرباء بيروت » و« شركة مياه بيروت »

- **PROTOCOLE DE TRANSFERT DU CONTROLE DE L'ADMINISTRATION DES PHARES**

- **بروتوكول تسليم مراقبة المنارات**

- 25 Janvier 1944
  ACCORD FINANCIER LIBANO-FRANCO-ANGLO SYRIEN
  (Taux de change de la livre sterling)

- ٢٥ كانون الثاني ١٩٤٤
  اتفاق مالي لبناني ـ فرنسي ـ بريطاني ـ سوري
  (بشأن قيمة الليرة الاسترلينية)

- 4 Février 1944
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DES INTERETS COMMUNS

- ٤ شبـاط ١٩٤٤
  بروتوكول تسليم مصلحة الشؤون الاقتصادية في المصالح المشتركة

- PROTOCOLE DE TRANSFERT DES SERVICES DES MINES, DU CONTROLE DE LA CIRCULATION AUTOMOBILE ET DE L'EMPLOI DES PNEUMATIQUES, ET DE LA CLIMATOLOGIE

- بروتوكول تسليم مصالح المناجم ومراقبة السيارات واستعمال المطاط ومراقبة الاحوال الجوية

- PROTOCOLE DE TRANSFERT DES SERVICES FINANCIERS, DES POUDRES ET DES EXPLOSIFS

- بروتوكول تسليم مصالح الشؤون المالية والبارود والمتفجرات

- 8 Février 1944
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DE LA DEFENSE PASSIVE

- ٨ شباط ١٩٤٤
  بروتوكول تسليم مصلحة الدفاع السلبي

- 14 Mars 1944
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DE L'OFFICE PHARMACEUTIQUE

- اذار ١٩٤٤
  بروتوكول تسليم مكتب الادوية

- **19 Avril 1944**
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DE L'OFFICE DES CHANGES

- ١٩ نيسان ١٩٤٤
  بروتوكول تسليم مكتب القطـــع

- **PROTOCOLE REGLANT LE STATUT DU CONTROLE DES CHANGES**

- بروتوكول تنظيم مراقبة القطع

- **CONVENTION LIBANO-FRANCO-SYRIENNE AVEC LA BANQUE DE SYRIE ET DU LIBAN, INSTITUT D'EMISSION.**

- اتفاق لبناني ـ فرنسي ـ سوري مع بنك سوريا ولبنان، مؤسسة الاصدار

- **3 Juin 1944**
  DECLARATION COMMUNE AU SUJET DU TRANSFERT DES SERVICES D'INTERET COMMUN.

- ٣ حزيران ١٩٤٤
  تصريح مشترك عن تسليـــــم المصالح المشتركة .

- **PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DES ANTIQUITES**

- بروتوكول تسليم مصلحة الاثـــار

- **PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DE L'INSPECTION GENERALE DES POSTES ET TELEGRAPHES**

- بروتوكول تسليم مصلحة التفتيش العامة للبريد والبرق

- **PROTOCOLE DE TRANSFERT DES SERVICES QUARANTENAIRES**

- بروتوكول تسليم مصلحة الحجـــر الصحي

- **PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DE LA POLICE SANITAIRE VETERINAIRE**

- بروتوكول تسليم مصلحة المراقبـــة البيطريـــة

- PROTOCOLE DE TRANSFERT DE L'OFFICE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIETE COMMERCIALE, INDUSTRIELLE, ARTISTIQUE, LITTERAIRE ET MUSICALE

- بروتوكول تسليم مكتب حماية الملكية التجارية والصناعية والفنية والادبية والموسيقية

- 5 Juin 1944
PROTOCOLE CONCERNANT LES RESEAUX DE CHEMIN DE FER, ET LE PORT DE BEYROUTH

- ٥ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول بشان خطوط السكك الحديدية، ومرفا بيروت

- 15-16 Juin 1944
PROTOCOLE DE MISE A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT LIBANAIS DES EFFECTIFS D'UN BATAILLON D'INFANTERIE

- ١٥ ـ ١٦ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول وضع فرقة مشاة تحت تصرف الحكومة اللبنانية

- ECHANGE DE LETTRES RIAD SOLH-BEYNET CONCERNANT LA MISE A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT LIBANAIS D'UN BATAILLON ET D'UN PELOTON D'AUTO-MITRAILLEUSES

- مبادلة رسائل بين السيد رياض الصلح والجنرال بينه متعلقة بوضع فرقة من الجيش مع سياراتها المصفحة تحت تصرف الحكومة اللبنانية .

- 4 Juillet 1944
MEMOIRE CONCERNANT LE TRANSFERT DE L'ARMEE

- ٤ تموز ١٩٤٤
مذكرة بشان تسليم الجيش

- **7 Juillet 1944**
  PROTOCOLE DE TRANSFERT DU SERVICE DE LA SURETE GENERALE
  Lettre de M. Yves Chataigneau à ce sujet

- **٧ تموز ١٩٤٤**
  بروتوكول بشان مصلحة الامـن العـــام
  كتاب السيد شاتينيو بهـــذا الموضـــوع .

- **23 Mars 1948**
  ECHANGE DE LETTRES BIDAULT-FRANGIE RELATIF AU RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES STATIONNEES AU LIBAN

- **٢٣ اذار ١٩٤٦**
  مبادلة رسائل بين السيد بيدو واسيد فرنجية بشان انسحاب الجيوش الفرنسية من لبنـــان

- **24 Janvier 1948**
  ACCORD MONETAIRE ET PROTOCOLES EXPLICATIFS ANNEXES

- **٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨**
  الاتفاق المالي والبروتوكولات الموضحةالتابعةله

ACCORD DE REMISE DES ATTRIBUTIONS EXERCEES PAR LES AUTORITES FRANÇAISES

● **22 Décembre 1943**
Damas

Le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission s'est entretenu aujourd'hui avec L.L. E.E. Saadallah Bey Djabri, Président du Conseil, Djémil Bey Mardam, Ministre des Affaires Etrangères, Khaled Bey Azem, Ministre des Finances, Réprésentants du Gouvernement Syrien, et L.L. E.E. Riad Bey Solh, Président du Conseil, Ministre des Finances, et Selim Bey Takla, Ministre des Affaires Etrangères, Représentants du Gouvernement libanais.

Les échanges de vue se sont poursuivis dans une atmosphère d'entière cordialité et de compréhension réciproque en présence de S. E. Choukry Bey Kouatly, Président de la République Syrienne.

Ces conversations avaient été précédées par des pourparlers similaires entre le Général Catroux et les Représentants du Gouvernement Libanais en présence de S.E. Cheikh Béchara El-Khoury, Président de la République libanaise.

اتفاق تسليم الصلاحيات التي تمارسها السلطات الفرنسية

● **٢٢ كانون الاول ١٩٤٣**
دمشق

تباحث الجنرال كاترو مفوض الدولة الموفد بمهمة، هذا اليوم في دمشق مع اصحاب الدولة السيد سعدالله الجابري رئيس مجلس الوزراء والسيد جميل مردم بك وزير الخارجية والسيد خالد العظم وزير المالية ممثلي الحكومة السورية وصاحبي الدولة السيد رياض الصلح رئيس مجلس الوزراء والسيد سليم تقلا وزير الخارجية ممثلي الحكومة اللبنانية .

وقد جرى تبادل وجهات النظر فى جو من الود الخالص والتفاهم المشترك وذلك فى حضرة صاحب الفخامة السيد شكري القوتلي رئيس الجمهورية السورية .

وكان عقد اجتماع كذلك من قبل فى بيروت بين الجنرال كاترو وبين ممثلي الحكومة اللبنانية فى حضرة صاحب الفخامة الشيخ بشاره الخوري رئيس الجمهورية اللبنانية .

A l'issue de la conférence, l'entente est intervenue sur la déclaration suivante :

Un accord est intervenu à la date de ce jour entre S. E. le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les Représentants des deux Gouvernements Syrien et Libanais pour la remise à ces Gouvernements des attributions exercées en leur nom par les autorités françaises. Par suite de cet accord, les intérêts communs, avec leur personnel, seront transférés aux deux Etats Syrien et Libanais, avec droit de législation et de réglementation à la date du 1er janvier prochain.

Les modalités concernant la passation de ces pouvoirs feront l'objet d'accords particuliers.

SAADALLAH EL DJABRI

RIAD SOLH

CATROUX

JAMIL MARDAM BEY

SELIM TAKLA

KHALED EL AZEM

وعلى اثر المحادثات وضع نص هذا التصريح :

تم الاتفاق في تاريخ هذا اليوم بين فخامة قائد الجيش الجنرال كاترو مفوض الدولة المكلف بمهمة وبين ممثلي الحكومتين السورية واللبنانية على تسليم هاتين الحكومتين الصلاحيات التي تمارسها الان السلطات الفرنسية باسمها وستنقل بحسب هذا الاتفاق المصالح المشتركة وموظفوها الى الدولتين السورية واللبنانية مع حق التشريع والادارة وذلك اعتبارا من اول كانون الثاني القادم .

والاساليب المتعلقة بانتقال هذه الصلاحيات ستكون موضوع اتفاقات خاصة .

سعد الله الجابري

رياض الصلح

كاترو

جميل مردم بك

سليم تقلا

خالد العظم

CONTROLE DE LA REGIE DES TABACS ET TOMBACS

● 3 Janvier 1944
Beyrouth

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les représentants des gouvernements syrien et libanais, M. Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire et les deux gouvernements intéressés ont procédé le 3 janvier 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du contrôle de la régie co-intéressée libano-syrienne des tabacs et tombacs.

Le personnel de ce contrôle est passé à la même date au service des deux gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français.

مراقبة ادارة حصر الدخان والتنباك

● ٣ كانون الثاني ١٩٤٤
بـــيروت

بروتوكـــول

تنفيـــذا للاتفاق المعقـــود فى ٢٢ كانون الاول ١٩٤٣ فى دمشق بـــين قائد الجيش كاترو مفوض الدولـــة الموفد بمهمة خاصة وبين مندوبـــي حكومتي سوريا ولبنان قام الســـيد شاتينيو الوزير المطلق الصلاحيـــة والحكومتان صاحبتا العلاقة بتسليم وتسلم مراقبة ادارة حصر الدخـــان والتنباك اللبنانية السورية الـــى دولتي سوريا ولبنان بتاريخ ٣كانون الثاني ١٩٤٤ وقد انتقل بذلك موظفو هذه المراقبة الى خدمة الحكومتـــين المشار اليهما مع مراعاة مضمـــون الكتابين الموجهين بتاريخ ٢٧ كانـــون الاول سنة ١٩٤٣ الى الجنرال كاترو من قبل رئيسي الوزارتين الســـورية واللبنانيـــة فيما يتعلـــق بالموظفـــين الفرنسيين .

DOUANES

● 3 Janvier 1944
Beyrouth

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée CATROUX Commissaire d'Etat en mission et les représentants des gouvernements syrien et libanais, M. CHATAIGNEAU, Ministre Plénipotentiaire et les deux gouvernements intéressés ont procédé le 3 janvier 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban de l'administration générale des douanes.

Le personnel de cette administration est passé à la même date au service des deux gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée CATROUX par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français.

Les accords internationaux conclus par la France en matière douanière et les responsabilités internationales assumées par elle en cette même matière jusqu'à ce jour, au nom de la Syrie et du Liban, sont désormais à la charge des deux Etats.

الجمارك

● ٣ كانون الثاني ١٩٤٤
بيروت

بروتوكول

تنفيذا للاتفاقات المعقودة في ٢٢ كانون الاول ١٩٤٣ في دمشق بين قائد الجيش كاترو مفوض الدولة الموفد بمهمة خاصة وبين مندوبي حكومتي سوريا ولبنان قام السيد شاتينيو الوزير المطلق الصلاحية والحكومتان صاحبتا العلاقة بتسليم وتسلم ادارة الجمارك العامة الى دولتي سوريا ولبنان بتاريخ ٣كانون الثاني سنة ١٩٤٤ .

وقد انتقل بذلك موظفو هذه الادارة الى خدمة الحكومتين المشار اليهما مع مراعاة مضمون الكتابين الموجهين بتاريخ ٢٧ كانون الاول ١٩٤٣ الى الجنرال كاترو من قبل رئيسي الوزارتين السورية واللبنانية فيما يتعلق بالموظفين الفرنسيين .

ان التعهدات الدولية التي عقدتها فرنسا في المواد الجمركية وكذلك التبعات الدولية التي تضطلع بها حتى اليوم في هذه المواد باسم سوريا ولبنان اصبحت منذ الان على عاتق الدولتين المذكورتين .

CONTROLE DES SOCIETES CONCESSIONNAIRES

● 5 Janvier 1944
Damas

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 entre le Général d'Armée Catroux Commissaire d'Etat en mission, et le Représentant du Gouvernement Libanais, M. Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire, et le Gouvernement Libanais ont procédé le 4 Janvier 1944 au transfert effectif à l'Etat du Liban du Contrôle des Sociétés Concessionnaires ci-après :

— Electricité de Beyrouth

— Compagnie des Eaux de Beyrouth.

Le personnel du contrôle de ces Sociétés est passé à la même date au service du Gouvernement libanais, compte tenu des termes de la lettre adressée le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par le Président du Conseil Libanais relativement aux fonctionnaires français.

مراقبـــة الشركات ذا تالامتياز

● ٥ كانون الثاني ١٩٤٤
دمشـــق

بروتوكـــول

تنفيذا للاتفاق المعقود فى ٢٢ كانون الاول سنة ١٩٤٣ فى دمشق بين قائد الجيش الجنرال كاترو مفوض الدولة الموفد بمهمة وبين مندوب حكومـة لبنان قام السيد شاتينيو الوزيـــر المطلق الصلاحية والحكومة اللبنانية صاحبة العلاقة بتسليم وتسلم ادارة مراقبة الشركات ذات الامتيـــاز المذكورة ادناه الى دولة لبنان بتاريخ ٥ كانون الثاني ١٩٤٤ :

شركة كهرباء بيروت

شركة ميـــاه بيروت

وقد انتقل بذلك موظفو هـــذه الادارة الى خدمة الحكومة اللبنانيـة مع مراعاة مضمون الكتاب الذي وجه بتاريخ ٢٧ كانون الاول سنة ١٩٤٣ الى الجنرال كاترو من رئيس الوزارة اللبنانيـــة فيمـا يتعلـق بالموظفـين الفرنسيين .

PHARES

المنـــــارات

● 5 Janvier 1944
Damas

● ٥ كانون الثاني ١٩٤٤
دمشـــق

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les Représentants des Gouvernements Syrien et Libanais M. Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire, et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 5 janvier 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du Contrôle de l'Administration des Phares.

Le Personnel de ce contrôle est passé à la même date au service des deux Gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français.

بروتوكول

تنفيذا للاتفاق المعقود فى ٢٢ كانون الاول سنة ١٩٤٣ فى دمشق بـــين الدولة الموفد بمهمة وبين ممثلـــي حكومتي سورية ولبنان قام السيد شاتينيو الوزير المطلق الصلاحيـــة والحكومتان صاحبتا العلاقة بتسليم وتسلم مراقبة مصلحة المنارات الـــى دولتي سورية ولبنان بتاريخ ٥ كانون الثاني ١٩٤٤ .

وقد انتقل بذلك موظفو هـــذه الادارة الى خدمة الحكومتين المشـــار اليهما مع مراعاة مضمون الكتابـــين الموجهين بتاريخ ٢٧ كانـــون الاول ١٩٤٣ الى الجنرال كاترو من قبـــل رئيسي الوزارتين السورية واللبنانية فيما يتعلق بالموظفين الفرنسيين .

ACCORD FINANCIER TAUX DE CHANGE DE LA LIVRE STERLING

اتفـــاق مــالي قيمـة الليرة الاسترلينيـة

● **24 Janvier 1944**
Damas

● ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٤
دمشـق

Le Gouvernement syrien et le Gouvernement libanais, par un aide-mémoire en date du 13 janvier 1944 remis par les représentants du Comité Français de la Libération Nationale et du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et dont ils ont pris acte, ont eu connaissance qu'un nouvel accord, dénonçable sur préavis de trois mois, allait intervenir entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Comité Français de la Libération Nationale, portant fixation à 200 francs français du taux de change de la livre sterling. L'assentiment des Gouvernements syrien et libanais a été demandé pour les mesures suivantes intéressant la Syrie et le Liban.

I) — Aux termes du nouvel accord financier franco-britannique, le taux de change de la livre syrienne ainsi que celui de la livre libanaise sera établi sur la base de :

Une livre syrienne ou libanaise = 22 frs, 65 taux qui, à la parité de 200 francs par livre sterling, établit le taux de change de la livre syrienne et de la livre libanaise à :

Une livre sterling = 883 piastres syriennes ou libanaises.

Ce taux ne sera pas modifié sans consultation préparable des Gouvernements de la République syrienne et de la République libanaise.

II) — Le régime actuellement en vigueur du libre achat de livres sterling par les résidents de la Syrie et du Liban ne sera pas modifié sans consultation préalable des Gouvernements de ces Républiques, étant entendu que toute mesure projetée à cet égard tiendra compte des légitimes intérêts syriens et libanais en cause et des répercussions qui pourraient résulter des modifications envisagées.

Une annexe spéciale à l'accord financier franco-britannique portera confirmation des dispositions précitées auxquelles les Gouvernements syrien et libanais donnent leur assentiment.

AFFAIRES ECONOMIQUES

● **4 Février 1944**
Beyrouth

الشؤون الاقتصادية

● ٤ شباط
بيروت

PROTOCOLE.

En exécution de l'accord intervenu le 22 Décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission, et les représentants des Gouvernements Syrien et Libanais, Monsieur Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire, et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 4 février 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du Service des Affaires Economiques des Intérêts Communs.

Le personnel de ce service est passé à la même date au service des deux Gouvernements compte tenu des termes des lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français.

AFFAIRES FINANCIERES

POUDRES ET EXPLOSIFS

● **4 Février 1944**
Beyrouth

الشؤون المالية

البارود والمتفجرات

● ٤ شباط
بيروت

PROTOCOLE.

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission, et les réprésentants des Gouvernements Syrien et Libanais, Monsieur Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire, et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 4 février 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du service des Affaires Financières des Intérêts Communs, y compris l'agence du trésor des Intérêts Communs et le service des poudres et explosifs chargé de la délivrance des permis de port d'armes de chasse.

MINES
CIRCULATION
CLIMATOLOGIE

المنـــاجم
السيارات
الاحوال الجوية

● 4 Février 1944
Beyrouth

● ٤ شباط ١٩٤٤
بـــيروت

PROTOCOLE.

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les représentants du Gouvernement libanais, M. Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire et le Gouvernement libanais ont procédé le 4 février 1944 au transfert effectif à l'Etat libanais:

— du service des mines

— du service du Conrôle de la circulation automobile et de l'emploi des pneumatiques

— du service de la climatologie, ainsi que des pouvoirs détenus par la Délégation Générale en matière de réglementation automobile.

Le personnel de ces services est passé à la même date au service du Gouvernement libanais, compte tenu des termes de la lettre adressé le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par le Président du Conseil libanais relativement aux fonctionnaires français.

DEFENSE PASSIVE

الدفاع السلبي

● 8 Février 1944
Beyrouth

● ٨ شبـــاط ١٩٤٤
بـــيروت

PROTOCOLE.

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les représentants du Gouvernement libanais, Monsieur Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire, et le Gouvernement libanais ont procédé le 8 février 1944 au transfert effectif du Service de la Défense Passive sur le territoire de l'Etat du Liban au Gouvernement libanais qui en assure la charge.

Il est entendu que l'autorité militaire alliée garde la responsabilité de la transmission de l'alerte aux centraux de la Défense Passive.

En ce qui concerne l'obscurcissement des lumières, le Gouvernement libanais s'engage à prescrire et à assurer l'exécution de toutes les mesures que le Commandement Militaire allié au Moyen-Orient jugerait nécessaire de prendre à un moment quelconque en raison des circonstances de guerre.

La liaison nécessaire entre le Gouvernment libanais et l'autorité militaire sera assurée par un Officier supérieur français qui portera le titre de Représentant de l'Autorité Militaire auprès des Etats pour la Défense Passive.

Les prescriptions actuellement appliquées concernant la Défense Passive resteront en viguer jusqu'à promulgation de textes nouveaux par le Gouvernement libanais.

OFFICE PHARMACEUTIQUE

● **14 Mars 1944**
Damas

الادوية

● ١٤ اذار ١٩٤٤
دمشـــق

OFFICE DES CHANGES

● **19 Avril 1944**
Beyrouth

القطع

● ١٩ نيســـان ١٩٤٤
بـــيروت

PROTOCOLE.

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission, et les représentants des Gouvernments syrien et libanais, Monsieur Chataigneau, Ministre Plénipotentiaire et les deux gouvernements intéressés ont procédé le 14 mars 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban de

l'office Pharmaceutique.

Le Personnel de ce service est passé à la même date au service des deux Gouvrnements, compte tenu des termes des lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil syrien et libanais relativement aux fonctionnaires français.

En exécution des dispositions des lettres du 25 janvier 1944 de S. E. le Général d'Armée Catroux, adressées à LL.EE. les Présidents du Conseil des Ministres Syrien et Libanais,

L'Office des Changes est transféré aux Républiques Syrienne et Libanaise et devient par conséquent un service public autonome Syro-Libanais.

La gestion de ce service est assurée par la Banque de Syrie et du Liban, Institut d'émission, suivant les dispositions des lettres échangées en date de ce jour entre les Etats et la Banque, et annexées à ce Protocole.

Le Statut de l'Office des Changes sera déterminé par des décrets des Gouvernements Syrien et Libanais dont les texte est joint en annexe.

CONTROLE DES CHANGES

مراقبة القطع

● 19 Avril 1944
Beyrouth

● ١٩ نيسان ١٩٤٤
بيروت

PROTOCOLE.

En exécution des dispositions des lettres du 25 janvier 1944 de S.E. le Général d'Armée Catroux, adressées à LL.EE. les Présidents du Conseil des Ministres Syrien et Libanais, il a été convenu ce qui suit :

1) — Le Contrôle des Changes est un organisme autonome, constitué par un Comité comprenant le Représentant de l'Organisme chargé du Contrôle Central des Changes du Bloc Franc, le Représentant du Gouvernement syrien et le Représentant du Gouvernement libanais.

Le Représentant du Contrôle Central est le Président de ce Comité.

2) — Ce Comité élabore les textes de la réglementation du Contrôle des Changes en Syrie et au Liban en harmonie avec les dispositions générales du Contrôle Central ci-dessus en tenant compte des dispositions des Contrôles des Changes des autres devises et des intérêts légitimes du commerce local.

Ces textes seront promulgués par décrets.

3) — Ce comité a le pouvoir d'accorder les dérogations prévues dans la réglementation du Contrôle des Changes.

4) — Le Comité nomme un Inspecteur Général (français) et des Inspecteurs (syriens et libanais) du contrôle des Changes qui assistent le Comité pour :

— assurer que la réglementation du Contrôle des Changes est respectée par l'Office des Changes et par les résidents en Syrie et au Liban.

— poursuivre les infractions, assurer le recouvrement des amendes et accepter toutes transactions aux pénalités prévues pour ces infractions.

5) — Les décisions de ce Comité sont prises à l'unanimité des voix.

6) — Le Budget de cet organisme, établi par le Comité et comprenant la totalité de ses recettes et de ses dépenses, est incorporé au Budget de l'Office des Changes.

Les dispositions ci-dessus seront promulguées par Décrets pris par le Gouvernement Syrien et le Gouvernement Libanais et entreront en application dès leur promulgation.

ANNEXE

PROJET DE DECRET LEGISLAITF

Le Président de la République Syrienne,

Vu la constitution,

Vu la loi no 32 du 24 janvier 1944, conférant au Gouvernement le droit de légiférer en matières d'intérêts Communs,

Vu le Protocole en date du 19 Avril 1944 réglant le transfert de l'Office des changes aux Républiques Syrienne et Libanaise,

Vu le Protocole en date du 19 Avril 1944 réglant le Statut du Contrôle des Changes,

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Vu la déliberation du Conseil des Ministres en date du

Décrète :

ARTICLE I.- L'Office des Changes est un service public autonome syro-libanais.

ARTICLE II.- L'Office est géré par une Banque désignée par accord entre les Gouvernements de Syrie et du Liban. Cet accord sera promulgué par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances. Cette Banque assure la trésorerie de l'Office.

ARTICLE III.- L'Office est chargé de l'application de la règlementation du Contrôle des Changes dans les territoires des Républiques Syrienne et Libanaise et en particulier de la délivrance des autorisations prévues dans cette règlementation.

La Banque gestionnaire s'engage sous sa responsabilité à faire appliquer par l'Office les directives qui lui seront données par le Comité du Contrôle des Changes et à agir suivant les instructions de ce Comité pour toutes questions relatives à la règlementation des Changes.

ARTICLE IV.- La Banque est responsable tant vis-à-vis des Gouvernements de la République syrienne et de la République libanaise que vis-à-vis du Contrôle des Changes, de la bonne gestion de l'Office.

ARTICLE V.- Cette gestion est soumise au contrôle et vérifications de l'Inspection du Contrôle des Changes et de deux Commissaires, l'un Syrien nommé par le Ministre des Finances de la République Syrienne, l'autre Libanais nommé également par le Ministre des Finances de la République libanaise.

Les indemnités à allouer à ces deux Commissaires seront fixées par les arrêtés de leur nomination et supportées par le Budget du Contrôle des Changes.

ARTICLE VI.- L'Office fixe les cours de vente et d'achat des devises sur instructions des Commissaires des Gouvernements après consultation du Contrôle des changes.

Il établit au 1er janvier de chaque année, sur approbation des Commissaires des Gouvernements, la liste des Banques agrées et autorisées.

Il fixe sur approbation des Commissaires des Gouvernements le taux des commissions que sont autorisées à prélever les Banques sur les opérations de change de leur clientèle.

ARTICLE VII.- L'Office a une comptabilité propre. Il établit son bilan le 31 décembre de chaque année, ou en cas de liquidation, à l'époque de cette liquidation.

ARTICLE VIII- 1/ Les recettes de l'Office des Changes sont constituées par :

a) les écarts de change

b) toutes taxes que les deux Gouvernements pourraient créer sur les opérations de changes

c) les recettes du Contrôle des Changes.

2/ Les dépenses sont constituées par :

a) la rémunération consentie à la Banque gestionnaire en conformité des dispositions de l'article 9 ci-après

b) les dépenses du Contrôle des Changes.

3/ Le solde créditeur ou débiteur de ces postes reviendra entièrement aux Gouvernements syrien et libanais ou sera supporté par eux au prorata de la moyenne annuelle de la circulation fiduciaire dans chacun de ces territoires.

ARTICLE IX.- Il sera alloué à Banque gestionnaire en rémunération des services que cette gestion implique :

a) les frais généraux effectifs de l'Office agréés par le Commissaire à condition que les dépenses annuelles ne dépassent pas un montant calculé sur la base de 12.500 L. par mois. Cette base mensuelle n'est susceptible d'aucune majoration pendant la durée de l'accord avec la Banque gestionnaire.

b) 10 % du rendement des écarts de change, sans toutefois que le montant revenant ainsi à la Banque gestionnaire soit supérieure à L.L.S. 100.000 par an — quelles que soient les conditions.

ARTICLE X. — Les Bureaux de l'Office sont établis à Beyrouth, Damas et Alep.

ARTICLE XI. — Les Gouvernement Syrien et Libanais se réservent le droit de résilier à tout moment la convention aux termes de laquelle la gestion de l'Office a été confiée à la Banque, Cette mesure prenant effet à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de notification.

Le droit de résiliation aux mêmes conditions est reconnu à la Banque gestionnaire.

ARTICLE XII. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret législatif.

ARTICLE XIII. — Les Ministres de la République Syrienne sont chargés de l'exécution du présent décret législatif qui sera soumis à l'approbation de la Chambre des Députés lors de sa réunion.

INSTITUT D'EMISSION

مؤسسة الاصدار

● 19 Avril 1944
Beyrouth

● ١٩ نيسان ١٩٤٤
بيروت

CONVENTION

La totalité des avoirs de l'Office des Changes (dénommé ci-après l'Office) constituant la garantie des avances à cet Office consenties par la Banque de Syrie et du Liban, Institut d'Emission, (dénommé ci-après la Banque) passe en possession de la Banque à la date du 15 avril 1944, libres de tous engagements.

En conséquence, la dette de l'Office vis-à-vis de la Banque se trouve éteinte.

A cette date du 15 avril, 1944, les avances de la Banque a l'Office s'élevaient à :

L.L|S. 285.050.569,2485

A la même date, la totalité des avoirs de l'Office, qui sont transférés par cette convention à la Banque se décomposaient comme suit :

Lstg. 3.062.269-6-4 dont 2.900.000 en Bons du Trésor

L.E.	201.995.980
L.P.	252.782,782
D.I.	142.220,504
US. $	2.482.264,29
Frs.S.	351.770,53
Frs. Fr.	5.596.685.285,95

La Banque affectera ces devises à la couverture de la circulation fiduciaire.

A partir du 15 avril 1944, l'Office s'engage à céder à la Banque la totalité des devises qu'il acquiert. La Banque s'engage à lui fournir au taux officiel la contrevaleur en livres syriennes et libanaises de ces devises sans limitation de montant.

La Banque s'engage à lui céder dans la limite de ses disponibilités et conformément à la réglementations du Contrôle des Changes en vigueur, toutes devises qui lui seraient nécesaires. Il lui règlera la contrevaleur en livres syriennes et libanaises au cours officiel.

Ces devises ainsi que toutes celles qui pourraient être acquises par la Banque sont soumises aux conditions des conventions passées entre les Gouvernements syriens et libanais et la Banque relatives aux éléments de la couverture, exception faite des dispositions applicables en matière de réévaluation de l'or entrant dans la couverture.

DECLARATION COMMUNE

● 3 Juin 1944
Beyrouth

تصريح مشترك

● ٣ حزيران ١٩٤٤
بيروت

Aux termes de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les Représentants des Gouvernements syrien et libanais, des négociations avaient été entreprises pour procéder au transfert des services d'Intérêt Commun.

Ces négociations sont arrivées à une heureuse conclusion et l'ensemble de ces services, effectivement transféré à la République syrienne et à la République libanaise, se trouve désormais placé sous leur autorité.

BEYNET
RIAD SOLH
SAADALLAH EL DJABRI
JAMIL MARDAM BEY

ANTIQUITES

● 3 Juin 1944
Beyrouth

آثـــــار

● ٣ حزيران ١٩٤٤
بيروت

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission, et les Représentants des Gouvernements Syrien et Libanais, le Général d'Armée Beynet et le Gouvernement Libanais ont procédé le 3 juin 1944 au transfert à la République Libanaise du Service des Antiquités.

Le personnel de ce service est passé au Gouvernement Libanais compte tenu des termes de la lettre adressée le 27 Décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par le Président du Conseil libanais relativement aux fonctionnaires français.

POSTES ET TELEGRAPHES

● 3 Juin 1944
Damas

بريد وبرق

● ٣ حزيران ١٩٤٤
دمشـــق

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les représentants des Gouvernements syrien et libanais, le Général d'Armée Beynet, Délégué Général et Plénipotentiaire et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 3 juin 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du Service de l'Inspection Générale des Postes et Télégraphes.

Le personnel de ce Service est passé à la même date au Service des deux Gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil Syrien et Libanais relativement aux fonctionnaires français.

Les obligations internationales assumées jusqu-ici par la France en matière postale et télégraphique au nom de la Syrie et du Liban sont désormais à la charge de ces deux Etats.

SERVICES QUARANTENAIRES

● 3 Juin 1944
Damas

الحجر الصحي

● ٣ حزيران ١٩٤٤
دمشـــق

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission, et les représentants des Gouvernements syrien et libanais, le Général d'Armée Beynet et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 3 juin 1944 au transfert des Services Quarantenaires aux Etats de Syrie et du Liban.

Le personnel de ces services est passé à la même date au service des deux Gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées 27 décembre 1943 au Général d'Armée Catroux par les Présidents du Conseil syrien et libanais, relativement aux fonctionnaires français. Le Directeur du Service de Santé est mis à la disposition des deux Gouvernements pour assurer la direction de ce service jusqu'à la fin de la guerre.

Les obligations internationales assumées jusqu'ici par la France en matière sanitaire et quarantenaire au nom de la Syrie et du Liban sont désormais à la charge de ces deux Etats.

POLICE SANITAIRE VETERINAIRE

● 3 Juin 1944
Damas

المراقبــة البيطريــة

● ٣ حزيران ١٩٤٤
دمشـــق

PROTOCOLE

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943, à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission, et les représentants des gouvernements syrien et libanais, le Général d'Armée Beynet, Délégué général et Plénipotentiaire et les deux gouvernements intéressés ont procédé le 3 juin 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban du Service de la Police Sanitaire Vétérinaire.

Le personnel de ce service est passé à la même date au service des deux gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Généråld'Armée Catroux par les Présidents du Conseil syrien et libanais relativement aux fonctionnaires français.

CHEMINS DE FER PORT DE BEYROUTH

● 5 Juin 1944
Damas

السكك الحديديــة مرفا بـــيروت

● ٥ حزيران ١٩٤٤
دمشـــق

PROTOCOLE

En ce qui concerne les réseaux de chemins de fer de Syrie et du Liban et le port de Beyrouth, le transfert aux deux Gouvernements du contrôle de leur exploitation est acquis. Les questions d'ordre général relatives aux chemins de fer et au port feront l'objet d'un examen spécial entre les autorités compétentes.

En vue de répondre aux besoins de l'Armée, le laboratoire de recherches vétérinaires reste à la disposition des autorités militaires pour la durée de la guerre.

PROTECTION DE LA PROPRIETE

حماية الملكية

● 3 Juin 1944
Damas

● ٣ حزيران ١٩٤٤
دمشق

En exécution de l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas, entre le Général d'Armée Catroux, Commissaire d'Etat en mission et les Représentants des Gouvernements syrien et libanais, le Général d'Armée Beynet, Délégué général et Plénipotentiaire de France au Levant et les deux Gouvernements intéressés ont procédé le 3 juin 1944 au transfert effectif aux deux Etats de Syrie et du Liban de l'Office pour la Protection de la propriété commerciale, industrielle, artistique, littéraire et musicale.

Le personnel de ce service est passé à la même date au service des deux gouvernements, compte tenu des termes des deux lettres adressées le 27 décembre 1943 au Générald'Armée Catroux par les Présidents du Conseil syrien et libanais relativement aux fonctionnaires français.

Les obligations internationales assumées jusqu'ici par la France concernant la Protection de la propriété industrielle, la répression des fausses indications de provenance et la protection des œuvres artistiques et littéraires au nom de la Syrie et du Liban sont désormais à la charge de ces deux Etats.

ARMEE

الجيـــش

● 15 Juin 1944
Beyrouth

● ٥ حزيران ١٩٤٤
بـــيروت

PROTOCOLE

En attendant la conclusion d'un accord définitif sur la remise effective au Gouvernement libanais de l'ensemble des Troupes libanaises entretenues par la France au Liban, le Général d'Armée Paul Beynet, Délégué Général et Plénipotentiaire de France et Son Excellence Riad Bey Solh, Président du Conseil des Ministres libanais, ont convenu de ce qui suit :

1) En vue de procurer au Gouvernement libanais les moyens suffisants pour assurer le maintien de l'ordre intérieur, le Général Commandant Supérieur des Troupes Françaises met, dès la signature du présent protocole, à la disposition de l'Etat libanais, des effectifs ne dépassant pas un bataillon libanais d'infanterie et un peloton d'auto-mitrailleuses.

La responsabilité et l'emploi des troupes mises à la disposition du Gouvernement libanais incombent entièrement à ce Gouvernement.

2) En cas d'opérations de guerre en cours ou imminentes, les unités mises à la disposition du Gouvernement libanais pourraient être provisoirement retirées à la demande du Général Commandant Supérieur pour remplir leur rôle dans le cadre du dispositif général de défense du Levant.

3) L'organisation, l'administration et le statut de ces effectifs sont ceux qui régissent actuellement les Troupes Spéciales du Levant, et leur entretien demeure, en attendant le règlement définitif du transfert des troupes libanaises à la charge du Commandement Supérieur des Troupes du Levant.

Les frais supplémentaires occasionnés par le transport et l'emploi des Troupes par le Gouvernement libanais sont à la charge de ce Gouvernement suivant des modalités qui seront fixées par une convention spéciale.

ARMEE
ECHANGE DE LETTRES

● 16 Juin 1944
Beyrouth

S.E. Riad Bey Solh

Monsieur le Président,

En application du Protocole en date du 15 juin, j'ai l'honneur de vous confirmer que les effectifs libanais de la valeur d'un bataillon et d'un peloton d'auto-mitrailleuses organiquement constitués mis à la disposition du Gouvernement libanais seront désignés à tour de rôle pour une période de quatre mois, en principe.

Ces effectifs recevront leur mission conformément à la demande adressée par le Président du Conseil libanais au Colonel commandant la cinquième demi-brigade.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

BEYNET

الجيـــش
مبادلة رسائــــل

● ١٦ حزيران ١٩٤٤
بـــيروت

S.E. le Général d'Armée
Paul BEYNET

Monsieur le Délégué Général,

Par votre lettre du 16 juin vous avez bien voulu me confirmer que, en application du Protocole du 15 juin, les effectifs libanais de la valeur d'un bataillon et d'un peloton d'auto-mitrailleuses orgaquement constitués mis à la disposition du Gouvernement libanais, seront désignés à tour de rôle pour une période de quatre mois, en principe.

Vous avez ajouté que ces effectifs recevront leur mission conformément à la demande adressée par le Président du Conseil libanais au Colonel, Commandant la cinquième demi-brigade.

En accusant réception de cette lettre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement libanais donne son accord aux dispositions qu'elle contient et qui sont rappelées ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué Général, l'assurance de ma haute considération.

RIAD SOLH

ARMEE

● 4 Juillet 1944
Beyrouth

AIDE MEMOIRE

1 The General Officer Commanding Ninth Army has informed His Majesty's Minister that it has come to his notice that statements have been made recently that the British Military authorities have delayed negotiations between the French representative and the States Governments owing to their demands.

2. It has already been made clear to the French representative that General Holmes takes his stand unreservedly on the Blue Paper, the terms of which he reserves the right to put into force at any time, whether a Protocol has been signed or not. This right is derived from the Commander-in-Chief of the Allied Forces in the Middle East.

3. General Holmes regards the Protocols as negotiated agreements between the French authorities and the States Governments. He cannot and does not insist on the inclusion of any particular words, expressions, or paragraphs in them. He is, however, prepared to offer advice or suggestions if asked to do so.

الجيـــش

● ٥ تموز ١٩٤٤
بـــيروت

مـــذكرة

١) ان القائد العام للجيش التاسع اوعز للوزير المفوض لصاحب الجلالة بان الفت نظره الى بيانات ظهـــرت حديثا فحواها ان السلطات العسكرية البريطانية اخرت المباحثات بـــين مندوبي فرنسا ومندوبي الحكومات بناء على طلبهم .

٢) لقد سبق لنا ان اظهرنا جليـا لمنـدوبي فرنسـا ان موقف الجنـرال هولمز قد تحدد بدون تحفظ علـــى الورقة الزرقاء وله الحق ان يأخـذ الاجراءات اللازمة فى اي وقت كـــان ضمن نصوص هذه الورقة سواء وقع البروتوكول ام لم يوقع وقد استمد هذا الحق من وظيفة القائد العـــام لجيوش الحلفاء فى الشرق الاوسط .

٣) ان الجنرال هولمز يعتبر هذه البروتوكولات كاتفاقيات مفاوضةبين السلطات الفرنسية والحكوماتالمحلية وهو لايقدر ولا يصر على اضافـــــة اي كلمة خصوصية او عبارة او فقرة الى هذه الاتفاقية ولكنه مستعـــــد ان يدلي بارائهوبارشاداتهاوباقتراحاته اذا طلب منه ذلك .

4. The General Officer Commanding Ninth Army points out that the Franco-British Security Council is an advisory body with no executive powers whatsoever Its purpose is to make recommendations to him and the French Military Commander, on which action may subsequently be decided "ithin their o"n spheres of responsibility.

5. It must, therefore, be quite clear that it is not the Army Commander's intention that consultation with the British Military authorities should become in any way a pretext for delaying the signature of the Protocols. He has requested that the foregoing statement of his views should be conveyed to all parties concerned.

At General Holmes' suggestion this statement is also being brought to the notice of the French Delegate-General p.i., and the Syrian Minister for Foreign Affairs.

British Legation,
Beirut.

٤) ان القائد العام للجيش التاسع يود ان يوضح ان مجلس الامن البريطاني الفرنسي له صفة استشارية فقط دون اي سلطة تنفيذية وغـايته أن يدلي باقتراحاته اليه والى قائد الجيش الفرنسي وعلى اساس هذه الاقتراحات يتفق على الخطة العملية التي يجب ان تتخذ ضمن نطاق مسؤوليات كل منهم .

٥) بناء عليه يجب ان توضح هذه النقطة وهي انه لم تكن غاية القـائد الاعلى اعتبار المباحثات مع السلطات العسكرية البريطانية حجة لتاخير توقيع البروتوكولات وقد طلب منا ان نرسل البيانات المتدرجة اعلاه عن نظريته لذوي الشان .

وبناء على اقتراح الجنرال هولمز قد ارسل هذه المذكرة الى المندوب الفرنسي بالوكالة والى وزير خارجية سوريا .

المفوضية البريطانية
بيروت

٢

SURETE GENERALE

الامـــن العـــام

● 7 Juillet 1944
Sofar

● ٧ تموز ١٩٤٤
صوفـــر

PROTOCOLE

Suivant l'accord intervenu le 22 décembre 1943 à Damas entre le Général d'Armée Catroux et les Gouvernements syrien et libanais, les services de la Sûreté générale sont passés à la République libanaise. C'est donc le Gouvernement libanais qui aura desormais à assurer, sous sa responsabilité, la marche de ces services.

Une étroite collaboration sera maintenue entre la Sûreté Générale libanaise et la Sûreté aux Armées.

RIAD SOLH

CHATAIGNEAU





MODALITES D'APPLICATION

I. — POSTES FRONTIERES

La police et la surveillance des postes frontières passent au gouvernement libanais qui assurera ce service sous sa responsabilité. En raison de l'état de guerre, un agent de la Sûreté aux Armées sera attaché à chaque poste de la frontière, en qualité d'assistant. Cet agent indiquera au chef de poste libanais le nom des personnes indésirables pour la sortie et l'entrée du territoire libanais, et celles dont les papiers ne sont pas en ordre.

Les indications données dans ce sens par le représentant de la Sûreté aux Armées auront caractère de décision. Il appartiendra aux autorités libanaises désormais responsables de l'exercice de la Sûreté Générale d'en assurer l'application.

Dans le même esprit, le chef de poste libanais tiendra le représentant de la Sûreté aux Armées au courant des mouvements de voyageurs.

II. — DELIVRANCE A L'ETRANGER DES VISAS D'ENTREE POUR LE LIBAN.

La délivrance des visas à destination du Liban sera du ressort des Consuls libanais qui soumettront les demandes dont ils seront saisis à leur gouvernement.

En raison de l'état de guerre, le Gouvernement libanais saisira de ces demandes le Bureau Central de la Circulation du Levant (B.C.C.L.) comprenant :

— un représentant du Gouvernement libanais.
— un représentant de l'autorité militaire française.
— un représentant de l'autorité militaire britannique.

Cet organisme mixte, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont précisés dans l'annexe ci-jointe, est compétent pour toute matière touchant la délivrance des visas d'entrée, de transit ou de sortie. C'est en liaison avec ce organisme que le Gouvernement libanais prendra les décisions relatives aux matières énumérées

ci-dessus et assumera les responsabilités qui en découlent.

A défaut de représentation consulaire libanaise, la procédure actuellement suivie continuera d'être appliquée, compte tenu de la création du Bureau Central de la Circulation du Levant.

III. — SERVICE DES ETRANGERS.

La prolongation des visas de séjour et la délivrance des cartes d'identité pour étrangers sera désormais assurée par le Gouvernement libanais sous les réserves suivantes :

a) Le service libanais qui sera saisi d'une demande de prolongation de permis de séjour ou d'une demande de carte d'identité, informera la Sûreté aux Armées. S'il y a un étranger qui est autorisé à séjourner dans le pays et dont l'activité se révèlerait dangereuse pour la sécurité de l'Armée, il sera signalé par la Sûreté aux Armées au Gouvernement libanais qui assurera son refoulement.

b) Maintien de la règlementation en vigueur relative au séjour des étrangers, dans le cadre des dispositions générales indiquées ci-dessus, toute modification devant se faire par accord entre les autorités libanaises et les autorités militaires.

c) Les apatrides, comprenant les réfugiés et détenteurs de passeports Nansen, qui résident actuellement au Liban resteront placés sous le contrôle de la Sûreté aux Armées, qui fournira tous renseignements utiles à leur sujet à la Sûreté libanaise en vue de la delivrance d'une carte d'identité spéciale par les autorités libanaises.

IV. — CONTROLE ET SURVEILLANCE DES ARTISTES ETRANGERS.

Ce contrôle est transféré au Gouvernement libanais. Toutefois, pour des motifs intéressant la sécurité et le contre-espionnage, ce gouvernement avisera la Sûreté aux Armées des déplacements et des lieux de résidence des artistes étrangers et mettra fin à leur séjour sur demande de la Sûreté aux Armées.

V. — CONTROLE DE LA MAIN D'ŒUVRE ETRANGERE

Ce contrôle est transféré au Gouvernement libanais.

Pour répondre aux nécessités de l'état de guerre, les autorités militaires se réservent le droit de faire venir ou de conserver au Levant des travailleurs et des techniciens dont la présence est nécessaire pour des entreprises militaires.

VI. — DESERTEURS.

Tout déserteur qui serait appréhendé par les services de sécurité libanais sera remis par ces services au poste le plus proche de Sûreté militaire.

Toute personne pénétrant de manière illégale sur le territoire libanais sera remise à la Sûreté aux Armées pour être interrogée.

VII. — CONTROLE DES ARMES.

La délivrance des permis de port d'armes, de chasse et le contrôle des munitions de chasse sont assurés par le Gouvernement libanais.

La délivrance des permis de port d'armes de guerre est suspendue jusqu'à la fin des hostilités.

Les autorités militaires alliées et le Gouvernement libanais rechercheront une procédure en vue d'assurer la collaboration de leurs services respectifs pour l'exercice du contrôle des munitions et armes de guerre re.

VIII. — TRAFIC DES STUPEFIANTS.

Les autorités libanaises assureront désormais, compte tenu des responsabilités internationales engageant le Liban, la répression du trafic des stupéfiants.

En raison du danger que ce trafic constitue pour l'Armée, les services de sécurité alliés se réservent le droit d'opérer et d'agir indépendamment lorsqu'ils s'agit de personnel militaire allié, ou lorsqu'il y a présomption que le personnel militaire allié est intéressé. Dans ce cas ils se font accompagner d'un représentant des services libanais.

IX. — TRAITE DES FEMMES.

Le contrôle de la traite des femmes est également transféré aux autorités libanaises.

Pour des raisons d'hygiène intéressant les armées en campagne la police militaire pourra procéder, en liaison avec la police libanaise, à l'inspection des des maisons closes.

X. — CENSURE CINEMATOGRAPHIQUE

L'exercice de la censure cinématographique sera assuré par les autorités libanaises. Les représentants de l'Armée prêteront leur concours à ces autorités et auront le droit de décision sur les questions concernant la sécurité militaire.

XI. — CONTRE ESPIONNAGE

Tous les services de contre-espionnage et les pouvoirs détenus par eux dépendront, pendant la durée de la guerre, de la Sûreté aux Armées qui informera les autorités libanaises si un ressortissant libanais est en cause. De son côté, la Sûreté libanaise prêtera son concours en ces matières à la Sûreté aux Armées.

XII. — PERSONNEL.

La Sûreté aux Armées a la faculté de conserver pour la durée de la guerre le personnel libanais dont les services sont considérés comme indispensables au maintien de la sécurité militaire. Sous cette réserve, le personnel de la Sûreté figurant dans les cadres de l'administration libanaise est passé au Gouvernement libanais.

ANNEXE

Mesures réglant les voyages en Syrie (Liban) et au travers de la Syrie (Liban) en temps de guerre

1. — *Généralités.*

Aucun étranger, à l'exception des personnes comprises dans les catégories mentionnées dans la liste jointe à l'annexe 1, ne porra entrer en Syrie (Liban) sans un visa consulaire apposé sur son passeport, indiquant le numéro et la date de l'autorisation accordée par le Bureau Central de la Circulation au Levant (B.C.C.L.) (Central Movement Bureau of the Levant — voir paragraphe 2 ci-dessous qui sera établi dans les Etats du Levant.

2. — *Composition des Bureaux Centraux de la Circulation au Levant :*

a) Le «B.C.C.L.», dénommé ainsi par la suite dans tout le texte, sera une organisation mixte, dont le siège sera situé dans les quartiers généraux britanniques et français des capitales syrienne ou libanaise, et composé comme suit :

— un représentant des autorités militaires françaises,

— un représentant des autorités militaires britanniques,

— un représentant du Gouvernement syrien (libanais).

b) Pour la commodité des personnes résidant dans le Nord Syrie, il sera constitué à Alep un bureau régional du B.C.C.L. composé comme suit :

— l'officier français de liaison auprès de la Sûreté syrienne d'Alep,

— l'officier de liaison britannique auprès de la Sûreté syrienne d'Alep,

— le directeur de la Sûreté syrienne d'Alep.

3. — *Consignes, fonctions et pouvoirs du «B.C.C.L.» et du «B.R.C.L.».*

a) Le B.C.C.L. aura seul pouvoir pour décider en toutes matières relatives aux déplacements en Syrie (Liban) y compris le pouvoir de :

i) autoriser la délivrance des visas d'entrée et de transit à des étrangers,

ii) délivrer des permis de sortie à tous les voyageurs

b) Le B.R.C.L. aura poucoir pour délivrer des permis de sortie à Alep au nom du B.C.C.L., selon les conditions et suivant le procédé indiqués dans les paragraphes 7 et 8 ci-dessous.

4 — *Autorités qualifiées pour délivrer des visas d'entrée et de transit.*

A défaut de représentation consulaire syrienne (libanaise) la procédure actuellement suivie continuera d'être appliquée, compte tenu de la création du B.C.C.L.

5. — *Méthode à suivre pour obtenir un visa d'entrée ou de transit.*

Tout étranger sollicitant un visa est requis de se présenter personnellement devant l'autorité compétente indiquée au paragraphe IV ci dessus, dans le but de remplir six exemplaires d'une demande, chacune portant une photographie et, en plus des indications concernant l'identité, les détails suivants :

a) le poste frontière par lequel le demandeur désire entrer en Syrie (Liban) ou en sortir

b) l'Etat (Syrie ou Liban) que le voyageur désire visiter.

c) les raisons de son voyage.

d) la durée de son séjour.

Un modèle de demande est compris dans l'appendice 2.

Au cas où tous les détails ne seraient pas fournis, il en résulterait invariablement le refus du visa.

Ces demandes seront adressées en six exemplaires au Gouvernement syrien (libanais), qui en communiquera cinq au B.C.C.L.

Aucune demande ne sera expédiée par télégramme, sauf en cas d'extrême urgence.

Chaque membre du B.CC.L. sera mis en possession d'un exemplaire de la demande qu'il utilisera suivant les consignes établies par l'autorité qu'il représente. Les décisions seront prises par le B.C.C.L. réuni en Comité et dans un délai de 15 jours au maximum à compter de la date de réception de la demande. La durée pourra être réduite à un maximum de 5 jours pour le cas d'extrême urgence quand la demande est faite par télégramme.

Chaque autorisation sera dotée d'un numéro de série qui sera enregistré dans un registre tenu par le secrétariat du B.C.C.L. L'autorisation indiquera les localités que le voyageur est autorisé à visiter, ainsi que la durée du séjour qui lui est accordé. Ces indications seront également inscrites sur le registre.

Les décisions du B.C.C.L. seront communiquées à l'autorité qui reçoit la demande de visa par l'entremise du Gouvernement syrien (libanais).

Les autorisations accordées seront signalées au poste frontière intéressé par le Gouvernement syrien (libanais).

6. — *Délivrance des visas d'entrée.*

Au moment de délivrer un visa d'entrée, l'autorité compétente indiquera sur le passeport :

— le no et la date de l'autorisation du B.C.C.L. (par ex. autorisation no 280/B.C.C.L. du / .

— Le poste frontière par lequel le voyageur entrera, l'Etat (Syrie ou Liban) à travers lequel le voyageur est autorisé à se déplacer.

— La phrase : «Ce visa n'autorise pas l'entrée dans les zones militaires interdites».

Sur les passeports des voyageurs venant de Turquie ou d'Irak par chemin de fer, les mots «sauf en transit direct», seront ajoutés à la surcharge ci-dessus.

La durée du séjour accordé au voyageur, la date extrême à laquelle le voyageur doit avoir fait usage du visa (un mois à compter de la date où le visa a été accordé)

7. — *Visas de transit.*

La procédure est la même en ce qui concerne la demande et la délivrance des visas d'entrée. Dans le cas où les autorisations sont accordées, le B.C.C.L. indiquera le poste frontière par lequel le voyageur doit quitter le pays.

Etant donné que l'entrée en Turquie entraîne le passage de zones militaires interdites, les voyageurs en possession du visa de transit, en route pour la Turquie, doivent, quand ils passent par Beyrouth, obtenir un laissez-passer des autorités militaires franco-britanniques par l'intermédiaire du B.C.C.L. Ce permis sera délivré dans les 48 heures.

Si le voyageur est entré par Deraa ou Benet Yacoub, le permis de circuler peut être délivré dans le même délai par le B.C.C.L. au nom des autorités militaires franco-britanniques de Damas.

Cette formalité n'est pas applicable aux voyageurs en transit d'Irak pour la Turquie ou vice-versa, via Tell-Kotchek et Meidan-Ekbès, à condition qu'ils ne quittent pas le train.

8. — *Permis de sortie* (*Exit permits*).

Chaque voyageur doit, au moins 48 h. avant l'expiration de la période de séjour indiquée sur son visa, présenter son passeport au

B.C.C.L. aux fins d'obtenir un permis de sortie, dont il doit être muni avant de quitter le pays.

De plus, chaque personne résidant en Syrie (Liban) (y compris les syriens ou libanais) qui désirent voyager à l'étranger, doit se présenter avec son passeport au B.C.C.L. aux fins d'obtenir un permis de sortie sans lequel il ne lui sera pas permis de quitter le territoire syrien.

Le permis de sortie portera la date extrême (c'est-à-dire 8 jours après la date d'émission) à laquelle il doit être utilisé et le poste frontière par lequel le voyageur doit passer. Il sera extrait d'un livre de permis numéroté et les souches resteront au B.C.C.L.

Enfin, les étrangers résidant en Syrie (Liban) qui ont obtenu un permis de sortie en vue voyager à l'étranger, peuvent demander au B.C.C.L. ou au B.R.C.L. d'apposer un visa sur leur passeport les autorisant à retourner en Syrie (Liban). Cette autorisation ne les dispensera pas d'avoir à obtenir le visa consulaire pour la rentrée en Syrie (Liban) mais il autorisera la délivrance d'un semblable visa sans nouvelle autorisation du B.C.C.L. dans le délai d'un an.

En ce qui concerne les personnes appartenant aux catégories I à VI comprises dans l'appendice 1 et résidant en Syrie, le visa de retour les dispensera de l'obtention du visa consulaire.

APPENDICES 1 et 2

En ce qui concerne la mise ou point des appendices 1 et 2, des échanges de vues doivent avoir lieu entre les autorités syriennes (libanaises) et les autorités alliées compétentes.



SURETE GENERALE

● 7 Juillet 1944

Beyrouth

الأمن العام

● ٧ تموز ١٩٤٤

بيروت

S.E. Riad Bey SOLH

Monsieur le Président,

La Délégation Générale de France au Levant a procédé, à la date de ce jour, d'un commun accord avec le Gouvernement de l'Etat du Liban, au transfert à cet Etat des Services de la Sûreté Générale.

La Légation de Grande-Bretagne a toutefois porté à la connaissance des Gouvernements de Syrie et du Liban, par aide-mémoire en date du 4 juillet, que les Autorités Militaires Britanniques maintenaient à cet égard les réserves de sécurité militaire exposées dans le Document Bleu du 28 mars

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les Autorités Militaires Françaises du Levant ne peuvent que prendre à leur compte, en ce qui les concerne, les dispositions de ce document dans les mêmes conditions que les Autorités Britanniques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

CHATAIGNEAU

RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES STATIONNEES AU LIBAN

انسحاب الجيوش الفرنسية من لبنان

ECHANGE DE LETTRES

مبادلة رسائل

● 23 Mars 1946

Paris

● ٢٣ اذار ١٩٤٦

باريس

S.E. Hamid Frangié
Ministre des Affaires Etrangères

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de vous faire savoir, le 19 mars, qu'à la suite de la Conférence des Experts Militaires français et britanniques, qui s'est tenue à Paris du 2 au 6 mars, l'Etat-Major Français avait fixé au 1er avril 1947 la date à laquelle, compte-tenu des seuls moyens dont dispose sur place le Commandement Français au Levant, pourrait être achevé le retrait de la totalité des troupes françaises stationnées au Liban.

Je vous faisais savoir en même temps que ce délai était susceptible d'être abrégé et aménagé dans la mesure où des moyens et facilités supplémentaires seraient prêtés au Commandement français par le Gouvernement libanais. C'est dans cet esprit que je vous avais demandé l'appui et la coopération de votre Gouvernement dans des conditions que nous avions précisées et je vous avais exposé en même temps les modifications qui pourraient, en conséquence, être apportées au plan d'évacuation.

Vous avez bien voulu me faire connaître le 21 mars l'accord de votre Gouvernement sur les propositions que je vous avais faites. Il en résulte que :

A — Le Gouvernement Libanais s'engage à accorder au Commandement Français au Levant le concours suivant :

1) De la part des services publics : le concours de la Gendarmerie, de la Police, des Organes Administratifs et la mise à la disposition du Commandement Français des contigents de travailleurs dont les Autorités Militaires auraient besoin pour le conditionnement, le transbordement et l'embarquement du matériel.

2) De la part de l'Armée libanaise : la fourniture des moyens matériels nécessaires, d'une certaine main-d'œuvre,d'équipes spécialisées, et la prise en charge,

sur la demande des Autorités françaises, de tous les services de garde qui pourraient lui être passés.

3) L'affectation d'officiers libanais à un Etat-Major commun franco-libanais ayant pour mission d'assister les deux Commandements et de les renseigner sur le progrès des opérations d'évacuation.

B — Sur la base de l'adhésion du Gouvernement libanais au programme exposé dans les trois paragraphes précédents, le Gouvernement Français, de son côté, s'engage à adopter le programme d'évacuation suivant :

a) Sous réserve des dispositions prévues au paragraphe b) ci-dessous, le retrait du Liban de l'ensemble des troupes françaises sera terminé le 31 août 1946. A la même date, les unités d'avenantaires auront été dissoutes.

b) Du 31 août au 31 décembre 1946, le Gouvernement Français aura la faculté de maintenir au Liban, un groupe de 30 officiers et d'environ 300 techniciens pour assurer le contrôle et le transport du matériel. Le départ de ces derniers éléments sera effectué le 31 décembre 1946 au plus tard.

c) Pour répondre au souhait exprimé par le Gouvernement libanais, le Gouvernement français affirme son désir d'assurer le retrait du gros des troupes combattantes avant le 30 juin 1946. Il appartiendra à l'Etat-Major commun franco-libanais de proposer au Commandement Français, compte-tenu des conditions matérielles et du progrès des opérations, des mesures propres à faciliter la réalisation d'un tel programme.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me confirmer l'accord du Gouvernement libanais sur les engagements réciproques de nos deux Gouvernements tels qu'ils sont exposés dans la présente lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

GEORGES BIDAULT

S.E. Georges Bidault

Ministre des Affaires Etrangères

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date d'aujourd'hui vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

«J'ai eu l'honneur de vous faire savoir, le 19 mars, qu'à la suite de la Conférence des Experts Militaires français et britanniques qui s'est tenue à Paris du 2 au 6 mars, l'Etat-Major Français avait fixé au 1er avril 1947 la date à laquelle, compte-tenu des seuls moyens dont dispose sur place le Commandement Français au Levant, pourrait être achevé le retrait de la totalité des troupes françaises stationnées au Liban.

Je vous faisais savoir en même temps que ce délai était susceptible d'être abrégé et aménagé dans la mesure où des moyens et facilités supplémentaires seraient prêtés au Commandement français par le Gouvernement libanais. C'est dans cet esprit que je vous avais demandé l'appui et la coopération de votre Gouvernement dans des conditions que nous avions précisées et je vous avais exposé en même temps les modifications qui pourraient, en conséquence, être apportées au plan d'évacuation.

Vous avez bien voulu me faire connaître le 21 mars l'accord de votre Gouvernement sur les propositions que je vous avais faites. Il en résulte que :

A — Le Gouvernement libanais s'engage à accorder au Commandement Français au Levant le concours suivant :

1) De la part des services publics : le concours de la Gendarmerie, de la Police, des Organes Administratifs et la mise à la disposition du Commandement Français des contingents de travailleurs dont les Autorités Militaires auraient besoin pour le conditionnement, le transbordement et l'embarquement du matériel.

2) De la part de l'Armée libanaise : la fourniture des moyens matériels nécessaires, d'une certaine main-d'œuvre, d'équipes spécialisées et la prise en charge, sur la demande des Autorités Françaises, de tous les services de garde qui pourraient lui être passés.

3) L'affectation d'officiers libanais à un Etat-Major commun franco-libanais ayant pour mission d'assister les deux Commandements et de les renseigner sur le progrès des opérations d'évacuation.

B — Sur la base de l'adhésion du Gouvernement libanais au programme exposé dans les trois paragraphes précédents, le Gouvernement Français, de son côté, s'engage à adopter le programme d'évacuation suivant :

a) Sous réserve des dispositions prévues au paragraphe b) ci-dessous, le retrait du Liban de l'ensemble des troupes françaises sera terminé le 31 août 1946. A la même date, les unités d'avenantaires auront été dissoutes.

b) Du 31 août au 31 décembre 1946, le Gouvernement français aura la faculté de maintenir au Liban, un groupe de 30 officiers et d'environ 300 techniciens pour assurer le contrôle et le transport du matériel. Le départ de ces derniers éléments sera effectué le 31 décembre 1946 au plus tard.

c) Pour répondre au souhait exprimé par le Gouvernement libanais, le Gouvernement français affirme son désir d'assurer le retrait du gros des troupes conmbattantes avant le 30 juin 1946. Il appartiendra à l'Etat-Major commun franco-libanais de proposer au Commandement Français, compte-tenu des conditions matérielles et du progrès des opération, des mesures propres à faciliter la réalisation d'un tel programme.

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement libanais sur les engagenments réciproques de nos deux Gouvernements tels qu'ils sont exposés dans la lettre ci-dessus.

Veuillez agréer, Monieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

HAMID FRANGIE



ACCORD

MONETAIRE

- **Signé à Paris le 24 Janvier 1948**
- **Ratification autorisée par la loi du 24 Septembre 1948**

(Jo. n. 39/1948 p. 790)

- **L'échange des instruments de ratification eut lieu à Paris.**

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE, d'autre part, désireux d'aménager l'accord conclu entre eux le 25 janvier 1944 et dénoncé par le Gouvernement Français, désireux également de régler à la fois l'ensemble des problèmes financiers résultant de la liquidation du passé et leurs relations monétaires et financieres pour l'avenir, sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

REGIME APPLICABLE AUX AVOIRS LIBANAIS EN FRANCS DE LA BANQUE DE SYRIE ET DU LIBAN, INSTITUT D'EMISSION

اتفاق

مــالي

- **وقع فى باريس فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨**
- **اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ ايلول ١٩٤٨**

(جر ١٩٤٨/٢٩-ص٧٩٠)

- **تبودلت وثائق الابرام فى باريس**

ان حكومة الجمهورية اللبنانيةمن جهة وحكومةالجمهورية الفرنسية من جهة اخرى ،

رغبة منهما فى تقويم الاتفاق الذي عقدتاه فى ٢٥ كانون الثاني سنـــة ١٩٤٤ ونقضته الحكومة الفرنسيـة ، ورغبة ايضا فى ان تتفقا فى آن واحد على جميع القضايا المالية الناشئـــة عن تصفية الماضي وعلى العلاقـــات النقدية والمالية فى المستقبل ،

قد اتفقتا على ما يلي :

الباب الاول

النظام الواجب تطبيقه عـــلى الموجودات اللبنانيـة بالفرنكـات فى مصرف سوريا ولبنان (مؤسســة الاصدار)

Le Gouvernement Libanais d'une part, le Gouvernement Français d'autre part, décident d'un commun accord de considérer comme caduques les dispositions relatives aux avoirs libanais en francs de la Banque de Syrie et du Liban, contenues dans le paragraphe No. 4 de la lettre adressée le 25 janvier 1944 par Monsieur le Général Catroux à Monsieur le Président du Conseil des Ministres de la République Libanaise et d'adopter pour l'avenir le régime suivant :

ARTICLE I.— Les avoirs libanais en francs détenus, à la date de la signature du présent accord, par la Banque de Syrie et du Liban, Institut d'Emission de la République Libanaise, seront, dans les conditions définies ci-après, inscrits à des comptes ouverts dans les livres de la Banque de Syrie et du Liban sous les rubriques suivantes : «Compte ancien No. 1 Liban» et «Compte ancien No. 2 Liban».

ARTICLE II.— Au crédit du compte ancien No. 1 sera inscrite une somme de francs : huit milliards.

Le compte ancien No. 1 ne pourra être utilisé, pendant la durée du présent accord, que pour les opérations suivantes :

ان الحكومة اللبنانية من جهة ، والحكومة الفرنسية من جهة ثانية ،

قررتا ، بالاتفاق بينهما ، ان تعتبرا لاغية احكام الفقرة الرابعة من الكتاب الذي ارسله الجنرال كاترو فى ٢٥ كانون الثاني سنة ١٩٤٤ الى دولة رئيس مجلس وزراء الجمهورية اللبنانية بشأن الموجودات اللبنانية بالفرنكات فى مصرف سوريا ولبنان .

واتفقتا على اعتماد النظام التالي للمستقبل :

المادة الاولى : ان الموجودات اللبنانية بالفرنكات التي تكون بتاريخ التوقيع على هذا الاتفاق فى حوزة مصرف سوريا ولبنان ، مؤسسة الاصدار فى الجمهورية اللبنانية ، تقيد ضمن الشروط المبنية فيما يلي فى حسابين يفتحان فى دفاتر مصرف سوريا ولبنان تحت العنوانين الاتيين : « حساب قديم رقم ١ لبنان » و « حساب قديم رقم ٢ لبنان » .

المادة الثانية: يقيد للحساب القديم رقم ١ مبلغ ٨ مليارات من الفرنكات .

لا يجوز التصرف بالحساب القديم رقم ١ طيلة مدة هذا الاتفاق ، الا من اجل العمليات الاتية :

1° — En vue du règlement, par le débit de ce compte, des sommes dues par le Gouvernement Libanais au Gouvernement Français pour les montants et dans les conditions prévus aux articles 8 et 9 ci-après.

2° — A partir du 1er janvier 1953, en vue de virements au compte nouveau défini à l'article 4 ci- après, dans une proportion qui ne pourra excéder annuellement le dixième de la somme initiale portée au compte ancien N° 1 en exécution du présent accord et sur demande adressée expressément par le Gouvernement Libanais trois mois au moins avant la date à laquelle il désire voir effectuer ces virements.

3° — En vue de virements au compte nouveau défini à l'article 4 ci-après et pour des montants supérieurs à la proportion définie au paragraphe 2° ci-dessus, si, par suite d'une contraction de la circulation monétaire libanaise ou pour toute autre raison, il apparaissait qu'il y eût intérêt à dépasser cette proportion et si les parties contractantes en convenaient ainsi.

ARTICLE III.— Au crédit du compte ancien N° 2 sera inscrite une somme égale à la différence entre le montant des avoirs libanais en francs détenus, à la date de

١ ـ لدفع المبالغ المتوجبة علـــى الحكومة اللبنانية للحكومة الفرنسية ضمن المقادير والشروط المبينـــة فى المادتين ٨ و٩ من هذا الاتفاق ، وذلك بقيد هذه المبالغ على الحساب المذكور

٢ ـ اعتبارا من اول كانون الثانـــي ١٩٥٣ ، لاجل اجراء تحويلات الـــى الحساب الجديد المحدد فى المـــــادة الرابعة الاتية ، بقدر لا يتجاوز سنويا عشر المبلغ الاصلي المقيد للحســـاب القديم رقم (١) عملا باحكام هـــذا الاتفاق . وذلك بناء على طلــــب صريح تقدمه الحكومة اللبنانية ثلاثة اشهر على الاقل قبل التاريخ الـــذي تريد ان تتم فيه هذه التحويلات .

٣ ـ لاجل تحويل مبالغ تفـــوق النسبة المحددة فى الفقرة الثانية من هذه المادة الى الحساب الجديد المحدد فى المادة الرابعة ، اذا تبين ، بسبـب انكماش التداول النقدي اللبناني او لاي سبب اخر ، ان هنالك فائدة فى تجاوز هذه النسبة ، وتم الاتفاق على ذلك بين الفريقين المتعاقدين .

المادة الثالثة : يقيد للحســـاب القديم رقم ٢ مبلغ يعادل الفرق بـين قيمة الموجودات اللبنانية بالفرنكـات التي تكون فى حوزة مصرف سوريـا

la signature du présent accord, par la Banque de Syrie et du Liban, Institut d'Emission, et la somme portée au compte ancien N° 1 comme il est prévu à l'article 2 ci-dessus.

Le compte ancien N°2 pourra être débité du montant des opérations suivantes :

1°— Achats de matériel et de marchandises originaires et en provenance de l'Union Française.

2°— Achats, au cours officiel de la Banque de France, de certaines devises européennes autres que le franc français.

La proportion et les délais dans lesquelles les sommes inscrites au compte ancien N° 2 seront utilisables en devises européennes seront mis au point d'un commun accord entre les parties contractantes étant entendu que la fraction utilisable pour des achats de devises ne pourra être supérieure à la moitié du total.

3°— Eventuellement, virements au crédit du compte nouveau (compte no. 3 Liban) défini par l'article 4 ci-après.

ARTICLE IV.— Il est ouvert dans les écritures de la Banque de Syrie et du Liban, gestionnaire de l'Office Syro-Libanais des Changes, un compte en francs dénom-

ولبنان ، مؤسسة الاصدار ، بتاريخ التوقيع على هذا الاتفاق ، والمبلغ المقيد للحساب القديم رقم ١ المشار اليه فى

المادة الثانية اعلاه . ويجوز ان تقيد على الحساب القديم رقم ٢ ، المبالغ الناشئة عن العمليات الاتية :

١ ــ شراء لوازم وبضائع من انتاج وتصدير الاتحاد الفرنسي .

٢ ــ شراء بعض العملات الاوروبية غير الفرنك الفرنسي بالسعر الرسمي المحدد فى بنك فرنسا .

ويتفق الفريقان فيما بينهما على نسبة ما يمكن تخصيصه من اصل المبالغ المقيدة فى الحساب القديم رقم ٢ ، لشراء عملات اوروبية ، وعلى تحديد المهل التي يتم فيها هذا الشراء ، على ان القسم الذي يمكن استخدامه لشراء عملات اوروبية ، لا يجوز ان يتعدى نصف المجموع .

٣ ــ التحويلات التي قد تجري الى « الحساب الجديد رقم ٣ لبنان » المحدد فى المادة الرابعة من هذا الاتفاق .

المادة الرابعة : تفتح فى قيود مصرف سوريا ولبنان ، المكلف بادارة مكتب القطع السوري اللبناني ، حساب بالفرنكات يسمى « حسابا جديدا رقم

mé «compte nouveau Liban» (compte N° 3), au crédit et au débit duquel seront portées, à dater de la signature du présent accord, toutes les opérations qui interviendront entre le Liban d'une part et l'Union Française d'autre part.

Ces comptes seront notamment crédités du montant des opérations suivantes :

— règlement des importations françaises originaires ou en provenance du Liban ;

— tous transferts de fonds effectués de l'Union Française vers le Liban dans les conditions définies par le Titre IV du présent accord (article 16, paragr. 2).

Le compte N° 3 pourra également être crédité librement par le débit du compte ancien N° 2.

Le compte No 3 sera notamment débité du montant des opérations suivantes :

— règlements des importations originaires et en provenance de l'Union Française qui ne seront pas réglées par le débit du compte ancien No 2.

— et plus généralement tous mouvements de fonds du Liban vers l'Union Française dans les

٣ لبنان» وتقيد لهذا الحساب وعليه، اعتبارا من تاريخ التوقيع على هذا الاتفاق ، جميع العمليات التي تجري بين لبنان من جهة ، والاتحاد الفرنسي من جهة أخرى .

ومما يقيد لهذا الحساب المبالغ الناشئة عن العمليات الاتية :

ـ تسديد قيمة الاستيرادات للبضائع الفرنسية المنتجة فى لبنان او الصادرة عنه .

ـ جميع الاموال المحولة من الاتحاد الفرنسي الى لبنان ضمن الشروط المحددة فى الباب الرابع من هذا الاتفاق (مادة ١٦ فقرة ٢).

ويجوز ايضا ان تقيد للحساب رقم ٣ بدون اي تحديد ، المبالغ التي تقيد على الحساب القديم رقم٢

ومما يقيد على الحساب رقم ٣ المبالغ الناشئة عن العمليات الاتية :

ـ تسديد قيمة ما يستورد من البضائع المنتجة فى الاتحاد الفرنسي والصادرة عنه ، التي لم تسدد بقيد قيمتها على الحساب القديم رقم ٢.

ـ وبصورة اعم ، جميع الاموال المحولة من لبنان الى الاتحاد الفرنسي

conditions prévues par le Titre IV du présent accord (article 16, paragr. 1).

ARTICLE V.— Si, au cours de la période de 10 ans qui suivra la signature du présent accord, la parité officielle entre le franc et la livre sterling, résultant du rapport des parités déclarées au Fonds Monétaire International, venait à subir des modifications, le solde du compte ancien N° 1 défini ci-dessus, existant à la date de ces modifications, serait immédiatement ajusté

L'ajustement se ferait, par versement du Trésor Français au crédit du compte ancien N° 1, ou par débit de ce compte au profit du Trésor Français, suivant le cas, de telle manière que la contrevaleur en livre sterling, à la nouvelle parité officielle, des soldes du compte ancien N° 1 ainsi ajusté, soit égale à la contrevaleur en livres sterling, à la parité précédente, de ce même solde avant son ajustement.

ARTICLE VI.—Les sommes qui viendraient éventuellement en accroissement du crédit du compte N° 1, par suite des ajustements prévus à l'article 5 ci-dessus, porteront intérêt au taux de 1% l'an, à l'exception des accroissements qui seraient provoqués par l'ajustement de la fraction du compte

فى الشروط المنصوص عليها فى الباب الرابع من هذا الاتفاق(مادة١٦ فقرة١)

المادة الخامسة : اذا طرا على الفرنك والليرة الاسترلينية ، فى خلال السنوات العشر التي تلي التوقيع على هذا الاتفاق ، تبديل فى قيمة المعادلة الرسمية بينهما ، الناتجة عن نسبة التعادل المعلنة فى صندوق النقد الدولي ، فان الرصيد الباقي عند وقوع هذا التبديل ، من الحساب القديم رقم ١ المحدد اعلاه ، يجب ان تسوى قيمته فورا .

ويكون ذلك،اما بتحويل من الخزينة الفرنسية الى الحساب القديم رقم ١، او بتحويل من هذا الحساب الى الخزينة الفرنسية ، وفقا لما تقتضيه الحالة ، بحيث تصبح قيمة رصيد الحساب القديم رقم ١ بالليرات الاسترلينية ، بعدتسويته على اساس المعادلة الجديدة ، مساوية لقيمة الرصيد نفسه بالليرات الاسترلينية على اساس المعادلة السابقة للتسوية.

المادة السادسة : ان المبالغ التي قد تزاد على الحساب القديم رقم ١ من جراء التسويات المشار اليها فى المادة الخامسة الانفة الذكر ، تعطي فائدة قدرها ١ بالمئة فى السنة . وتستثنى من ذلك الزيادات التي قد تنشأ عن

ancien N° 1 correspondant au chiffre des créances françaises sur le Liban mentionnées à l'article 9 ci-après. Ces dernières sommes ne porteront pas intérêt.

ARTICLE VII.— Un an avant l'expiration du présent accord les parties contractantes se concerteront en vue d'une éventuelle reconduction totale ou partielle de la garantie prévue à l'article 5.

En cas de non reconduction, il sera procédé, à l'expiration de l'accord, à la liquidation du solde du compte ancien N° 1.

Ce solde sera porté au crédit du compte ancien N° 2 pour être liquidé dans les conditions suivantes :

a) si, à l'expiration de l'accord, il n'existe pas de restrictions de change, toutes sommes figurant dans le compte ancien N° 2 seront utilisées au gré du Gouvernement Libanais.

b) si, à cette époque, il existe certaines restrictions de change, toutes sommes figurant dans le compte ancien N° 2 pourront être utilisées suivant la procédure déterminée à l'article 3 du présent accord.

Jusqu'à ce qu'une entente intervienne entre les parties contrac-

تسوية جزء الحساب رقم ١ المقابل لمقدار الديون الفرنسية على لبنان المشار اليها فى المادة التاسعة الاتية. فهذه المبالغ لا تعطي فائدة .

المادة السابعة : قبل انتهاء هذا العقد بسنة يتشاور الفريقان المتعاقدان فى امكان تمديد الضمانة المنصوص عليها فى المادة الخامسة تمديدا كليا او جزئيا .

واذالم تمدد الضمانة،صفي رصيد الحساب القديم رقم ١ فور انتهاء مدة الاتفاق .

ينقل هذا الرصيد الى الحساب القديم رقم ٢ لكي يصفي فى الشروط الاتية :

١ ــ اذا لم يكن ثمة من قيود على القطع عند انتهاء مدة الاتفاق ، فان جميع المبالغ الواردة فى الحساب القديم رقم ٢ يمكن التصرف بها وفقا لما ترتئيه الحكومة اللبنانية .

٢ ــ اذا كانت ثمة قيود على القطع فى التاريخ المذكور ، فان جميع المبالغ الواردة فى الحساب القديم رقم ٢ يمكن التصرف بها وفقا للاصول المبينة فى المادة الثالثة من هذا الاتفاق .

وريثما يتفق المتعاقدان على تمديد الاتفاقية ، او تتم التصفية ، فان

tantes sur une éventuelle reconduction, ou jusqu'à ce que la liquidation soit achevée, la garantie prévue à l'article 5 continuera d'avoir son plein effet.

الضمانة المنصوص عليها فى المـــادة الخامسة تظل سارية المفعول .

TITRE II

REGLEMENT DES CREANCES ET DES DETTES

الباب الثاني

تسوية الديون والذمم

Le Gouvernement Français d'un part, le Gouvernement Libanais d'autre part, conviennent de procéder comme suit au règlement général de toutes les créances et dettes existant entre eux.

ان الحكومة اللبنانية من جهة ،
والحكومة الفرنسية من جهة ثانيـــة ،

اتفقتا على تسوية جميع الديـــون والذمم فيما بينهما على الوجه الاتي :

ARTICLE VIII.— Détermination des créances françaises.

المادة الثامنة : تحديـد الديـــون العائدة لفرنسة .

1° — BIENS FRANÇAIS.

اولا : الممتلكـــات الفرنسيـــة

Le Gouvernement Français cède, dans leur état actuel, au Gouvernement Libanais, qui accepte, les biens figurant à l'état annexe N° 1, dont la valeur globale est fixée forfaitairement à la somme de livres libanaises 18.000.000, qui est porté au crédit de la France sur le Liban.

تبيع الحكومة الفرنسية من الحكومة اللبنانية ، برضى الحكومة اللبنانيـــة وقبولها، الممتلكات المدرجة فى الجدول رقم ١ المربوط بهذا الاتفاق ، بحالتها الحاضرة ، وقد حددت قيمتها بمبلغ مقطوع قدره ١٨ مليون ليرة لبنانيـــة تقيد لحساب فرنسا على لبنان .

Le Gouvernement Libanais fera évacuer par son administration ou son armée, dans un délai de 3 mois à dater de l'entrée en vigueur du présent accord, les immeubles français qu'elles occuperaient et dont il n'aurait pas acquis la propiété en vertu du présent article.

اما العقارات الفرنسية التي لم يتم شراؤها بموجب هذه المادة ، والتـــي يشغلها اليوم الجيش اللبناني او بعض الدوائر اللبنانية ، فان الحكومـــة اللبنانية ستعمل على اخلائها فى مـدة ثلاثة اشهر تبدأ فى اليوم الذي يصبح فيه هذا الاتفاق نافذا .

Les biens, situés au Liban et appartenant à l'Etat Français, qui n'ont pas fait l'objet des cessions visées ci-dessus pourront être librement utilisés ou aliénés par lui, conformément aux lois et règlements en vigueur au Liban.

2° — CESSIONS DE MATERIEL MILITAIRE

Le matériel militaire cédé par le Gouvernemet Français au Gouvernement Libanais lors du transfert au Liban des troupes spéciales, en sus de la dotation normale des unités, est porté au crédit de la France sur le Liban pour un montant forfaitaire de livres libanaises 1.640.000.

3° — RESEAU TELEPHONIQUE.

Le reliquat dû par le Gouvernement Libanais au Gouvernement Français, au titre de la cession au Liban du réseau téléphonique libanais, est porté au crédit de la France sur le Liban pour un montant de livres libanaises 80.000.

4° — POSTE DE RADIODIFFUSION DE BEYROUTH

Le montant de la cession par le Gouvernement Français au Gouvernement Libanais du poste de radiodiffusion de Beyrouth, qui

ويحق للدولة الفرنسية ان تستخدم بملء حريتها املاكها فى لبنان التي لم يتم بيعها بموجب الاحكام السابقة وتتصرف بها ، وفقا للقوانين والانظمة المرعية الاجراء فى لبنان .

ثانيا : تسليم الاعتدة العسكرية

ان الاعتدة العسكرية التي سلمتها الحكومة الفرنسية الى الحكومة اللبنانية حين انتقال الجيوش الخاصة الى لبنان علاوة على تجهيزات الوحدات العادية ، تقيد لحساب فرنسا على لبنان بمبلغ مقطوع قدره ١٦٤٠٠٠٠ ليرة لبنانية .

ثالثا : شبكة التلفون

ان الرصيد المتوجب على الحكومة اللبنانية للحكومة الفرنسية ، بسبب مبيع الشبكة التلفونية اللبنانية الى لبنان ، يقيد لحساب فرنسة على لبنان بمبلغ ٨٠٠٠٠ ليرة لبنانية .

رابعا : محطة بيروت للاذاعة اللاسلكية

يقيد لحساب فرنسا على لبنان مبلغ ١٥٠٠٠٠ ليرة لبنانية ، المحدد بصورة مقطوعة ، بموجب الرسائل المتبادلة

a été fixé forfaitairement à livres libanaises 150.000 par un échange de lettres entre la Délégation Générale du Gouvernement Français et le Gouvernement Libanais, est porté au crédit de la France sur le Liban.

5° — MATERIEL DE SECURITE AERIENNE «RADIO-TRANSMISSION» ET «METEO».

Le montant de la valeur du matériel appartenant à l'Etat Français, équipant les trois postes de «Radio-Transmission», et les cinq postes «Météo» fonctionnant au Liban et transférés au Gouvernement Libanais depuis le 1er janvier 1947, soit livres libanaises 130.000, est portée au crédit de la France sur le Liban.

ARTICLE IX.— Le montant des créances françaises énumérées à l'article 8, soit au total livres libanaises 20.000.000, créance totale sur le Liban, portera intérêt à 1% l'an. Il fera l'objet d'un paiement en francs au cours officiel du franc français par rapport à la livre livanaise le jour du paiement.

Ce paiement sera effectué par le débit du compte ancien N° 1 visé à l'article 2 ci-dessus, en 5 tranches annuelles égales, venant à échéances les 30 juin 1949, 30

بين المندوبية العامة للحكومة الفرنسية والحكومة اللبنانية ، ثمنا لمحطة الاذاعة اللاسلكية فى بيروت المنتقلة من الحكومة الفرنسية الى الحكومة اللبنانية .

خامسا : ادوات الوقاية الجوية والمواصلات اللاسلكية واحوال الجو

يقيد لحساب فرنسا على لبنان مبلغ ١٣٠٠٠٠ ليرة ثمنا للادوات التي تملكها الدولة الفرنسية والتي جهزت بها المحطات الثلاث للمواصلات اللاسلكية والمحطات الخمس للاحوال الجوية ، وقد تسلمتها الحكومة اللبنانية منذ اول كانون الثاني سنة ١٩٤٧ .

المادة التاسعة : ان قيمة الديون الفرنسية على لبنان ، المبينة فى المادة الثامنة ، والبالغ مجموعها ٢٠ مليون ليرة لبنانية ، تعطي فائدة سنوية قدرها ١ بالمائة . وتدفع هذه الديون بالفرنكات ، بسعر الفرنك الرسمي بالنسبة لليرة اللبنانية فى تاريخ الدفع .

ويتم هذا الدفع بالقيد على الحساب القديم رقم ١ المشار اليه فى المادة الثانية السابقة ، على خمسة اقساط سنوية متساوية تستحق فى ٣٠ حزيران سنة ١٩٤٩ ، و٣٠ حزيران

juin 1950, 30 juin 1951, 30 juin 1952 et 30 juin 1953.

Si à l'une quelconque des dates ci-dessus, la parité officielle, déclarée au Fonds Monétaire International, entre la livre sterling et la livre libanaise était supérieure à 3,83125, le montant de l'échéance en livres libanaises devrait être complété de telle façon que la contrevaleur en livres sterling de cette échéance au taux de 3,83125, ne soit pas modifiée.

ARTICLE X.— Dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, le Gouvernement Français remettra au Conseil Supérieur des Intérêts Communs Syro-Libanais, ou à tout autre organisme qui aurait été désigné à cet effet conjointement par le Gouvernement syrien et le Gouvernement libanais les sommes et valeurs détenues par les autorités françaises pour le compte des Intérêts Communs Syro-Libanais et définies à l'état annexe N° III.

Ces sommes et valeurs seront remises sous réserve que le Gouvernement Syrien et le Gouvernement Libanais donnent quitus de la gestion des comptes correspondants et substituent vis-à-vis des tiers leurs responsabilités à celle du Gouvernement Français.

سنة ١٩٥٠ و ٣٠ حزيران سنة ١٩٥١ و ٣٠ حزيران سنة ١٩٥٢ ، و ٣٠ حزيران سنة ١٩٥٣ .

واذا حدث ، عند حلول احد المواعيد المبينة اعلاه ، ان المعادلة الرسمية المعلنة امام صندوق النقد الدولي ، بين الليرة الاسترلينية والليرة اللبنانية اصبحت تتجاوز ٨،٨٣١٢٥ فان مقدار القسط المستحق بالليرات اللبنانية يجب ان يزاد بحيث تظل قيمته بالليرات الاسترلينية مساوية لما كانت عليه عندما كان التعادل الرسمي ٨،٨٣١٢٥ .

المادة العاشرة : خلال مهلة ستة اشهر تبدا من اليوم الذي يصبح فيه الاتفاق نافذا ، تسلم الحكومة الفرنسية الى المجلس الاعلى للمصالح المشتركة السورية اللبنانية او الى اية هيئة اخرى تعينها لهذه الغاية بالاتفاق بين الحكومتين السورية واللبنانية المبالغ والقيم الموجودة لدى السلطات الفرنسية لحساب المصالح المشتركة السورية اللبنانية والمبينة فى الجدول الملحق رقم ٣.

ويجري تسليم هذه المبالغ والقيم على ان تعطي الحكومتان السورية واللبنانية مخالصة عن ادارة الحسابات المتعلقة بها ، وان تحلا محل الحكومة الفرنسية فى تحمل التبعات تجاه الغير

ARTICLE XI.— Le Gouvernement Français déclare renoncer à toutes créances qu'il pourrait avoir à présenter au Gouvernement Libanais au sujet de droits et de faits antérieurs à la date de la signature du présent accord et qui n'y auraient pas été mentionnées.

Le Gouvernement Libanais déclare d'autre part renoncer à toutes créances qu'il pourrait avoir à présenter au Gouvernement Français au sujet de droits et de faits antérieurs à la date de la signature du présent accord et qui n'y auraient pas été mentionnées.

Ces renonciations respectives ne prendront effet que par l'entrée en vigueur du présent accord.

المادة الحادية عشرة : تعلن الحكومة الفرنسية انها تتنازل عن كل ما قد يكون لها من ديون على الحكومة اللبنانية لم يرد ذكرها فى هذا الاتفاق بشأن حقوق او افعال سابقة لتاريخ التوقيع عليه .

وتعلن الحكومة اللبنانية من جهة ثانية انها تتنازل عن كل ما قد يكون لها من ديون على الحكومة الفرنسية لم يرد ذكرها فى هذا الاتفاق ، بشأن حقوق او افعال سابقة لتاريخ التوقيع عليه .

ان هذا التنازل المتبادل لا يسري مفعوله الا بعد ان يصبح هذا الاتفاق نافذا .

TITRE III

DISPOSITIONS COMMERCIALES

ARTICLE XII.— D'une manière générale, l'exportation et l'importation des marchandises entre l'Union Française d'une part, et le Liban d'autre part, seront soumises aux réglementations et autorisations existant dans chacun des pays intéressés.

ARTICLE XIII.— En ce qui concerne les produits dont l'importation ou l'exportation est limitée, les Gouvernements intéressés se mettront d'accord, par l'entremise de leurs représentants respectifs, sur les quantités dont l'exportation et l'importation seront autorisées et sur les périodes d'utilisation des contingents ainsi octroyés.

Pour l'établissement des contingents d'exportations, les Parties Contractantes tiendront compte des échanges traditionnels entre leurs pays et des besoins propres de leur économie.

Le Gouvernement Français s'efforcera en outre de favoriser, par ses exportations, l'équipement du Liban.

الباب الثالث

احكام تجارية

المادة الثانية عشرة : ان تصدير البضائع واستيرادها بين لبنان والاتحاد الفرنسي يخضعان، بوجه عام، للانظمة والاجازات المعمول بها في كل بلد من البلدان المختصة .

المادة الثالثة عشرة: تتفق الحكومتان بواسطة ممثلي كل منهما، على الكميات التي يباح تصديرها او استيرادها من المنتجات التي يكون استيرادها او تصديرها مقيدا، وعلى مواعيد استعمال الحصص المرخص بها .

وعند تحديد الكميات المرخص بتصديرها يأخذ الفريقان المتعاقدان بعين الاعتبار حركة التبادل المألوفة بين البلدين وحاجات اقتصادياتهما الخاصة .

وفضلا عن ذلك فان الحكومة الفرنسية ستسعى بواسطة صادراتها لتسهيل تجهيز لبنان .

REGIME APPLICABLE AUX MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE L'UNION FRANÇAISE D'UNE PART ET LE LIBAN D'AUTRE PART

ARTICLE XIV.— Sauf en ce qui concerne les opérations prévues aux articles 2 et 3 ci-dessus, tous les règlements entre l'Union Française d'une part, le Liban d'autre part, s'effectueront par le débit ou le crédit du compte nouveau N° 3 défini à l'article 4 ci-dessus.

Aucune transaction entre l'Union Française d'une part, le Liban d'autre part, ne pourra s'effectuer, à moins que les organismes de contrôle des changes des Parties Contractantes n'en conviennent expressément, en une autre monnaie que le franc français ou la livre libanaise.

ARTICLE XV.— Les transferts de fonds destinés à des règlements de marchandises, pourront être librement effectués de part et d'autre, à condition qu'ils soient réalisés par l'entremise des intermédiaires agréés et qu'ils se rapportent à des importations ou à des exportations effectuées suivant les règles générales et la procédures en vigueur dans chaque pays.

النظام المطبق على انتقال الامــوال بين الاتحـــاد الفرنسي ولبنـــان

المادة الرابعة عشرة : فى ما خـــلا العمليات المشار اليها فى المادتين الثانية والثالثة السابقتين ، فان جميــع المدفوعات بين الاتحاد الفرنسي ولبنان تجري بواسطة الحساب الجديد رقم ٣ المحدد فى المادة الثالثة ، وذلــك بقيدها لهذا الحساب او عليه .

ولا يجوز ان تجري اية معاملــة بين الاتحاد الفرنسي ولبنان ، بعملــة غير الفرنك الفرنسي او الليرة اللبنانية الا بموافقة دوائر مراقبة القطع فى البلدين موافقة صريحة .

المادة الخامسة عشرة : يجــوز تحويل الاموال بين البلدين بـــدون قيد ، تسديدا لمشترى البضـــائع على ان يتولى هذا التحويل وسطــاء مرخص لهم ، وان يكون التحويــل ناشئا عن عمليات تصدير او استيراد تمت وفقا للقواعد العامة والاصــول المتبعة فى كل من البلدين .

ARTICLE XVI.—

1° — Les transferts du Liban, autre que ceux prévus à l'article 15 ci-dessus, à destination de l'Union Française seront admis sans limitation de nature ni de montant. Toutefois, ils ne pourront être effectués que par l'entremise des intermédiaires agréés.

2° — En ce qui concerne les transferts de l'Union Française, autres que ceux visés à l'article 15 ci-dessus, à destination du Liban, la réglementation française des changes devra prévoir, dans certaines limites, la faculté de transférer les sommes relatives :

— aux secours familiaux et frais de séjour,

— aux frais de scolarité,

— aux revenus,

— aux primes d'assurances et aux frais de justice,

— aux rapatriements des avoirs appartenant à des Libanais qui liquident leur établissement dans l'Union Française et s'installent définitivement dans leur pays.

المادة السادسة عشرة :

١ ـ ان تحويل الاموال من لبنان الى الاتحاد الفرنسي ، في غير الاحوال المبينة في المادة الخامسة عشرة السابقة، يقبل بدون تحديد في النوع والكمية. على ان هذا التحويل لا يجوز ان يتم الا على يد وسطاء مرخص لهم .

٢ ـ يجب ان تنص انظمة القطع الفرنسية، فيما يتعلق بتحويل الاموال من الاتحاد الفرنسي الى لبنان في غير الاحوال المبينة في المادة الخامسة عشرة السابقة ، على امكان تحويل المبالغ المتعلقة بما يلي:

ـ الاعانات العائلية ونفقات الاقامة ،

ـ النفقات المدرسية ،

ـ المداخيل ،

ـ اقساط التامين ، والنفقات القضائية .

ـ نقل اموال اللبنانيين الذين يصفون عملهم في الاتحاد الفرنسي ليقيموا نهائيا في لبنان .

ARTICLE XVII.— Des modifications au régime actuel des transferts pourront intervenir d'un commun accord entre les autorités monétaires françaises d'une part et libanaises d'autre part. Ces modifications seront préalablement étudiées de concert par les organismes de contrôle des changes des parties intéressées. Elles seront rendus exécutoires par ces mêmes organismes.

المادة السابعة عشرة : يمكن ادخال بعض التعديلات على نظام التحويلات الحالي ، وذلك بالاتفاق بين السلطات اللبنانية والفرنسية المتولية شؤون النقد . وينبغي ان تشترك دوائر مراقبة القطع فى كل من البلدين فى دراسة هذه التعديلات مسبقا. وتجعل هذه الدوائر التعديلات المذكورة صالحة للتنفيذ .

ARTICLE XVIII.— La situation du compte nouveau N° 3 défini à l'article 4 ci-dessus sera examinée périodiquement et au moins une fois chaque année d'un commun accord entre les Parties Contractantes. Au cas où ce compte présenterait un déséquilibre résultant notamment de l'évolution de la balance commerciale, les organismes de contrôle des changes des parties intéressées se concerteraient pour assouplir ou restreindre, suivant le cas, le régime des transferts à destination du Liban en vue de rechercher un rétablissement de l'équilibre de ce compte.

المادة الثامنة عشرة : تدقق حالة الحساب الجديد رقم ٣ المحدد فى المادة الرابعة السابقة ، بصورة دورية ، ومرة فى كل سنة على الاقل ،بالاتفاق بين الفريقين المتعاقدين . وفى حالة اختلال توازن هذا الحساب ، بسبب انحراف الميزان التجاري بصورة خاصة ، فان دوائر مراقبة القطع فى البلدين تتشاور فيما بينها لكي توسع او تضيق ، حسب مقتضى الحال ، نظام التحويلات الى لبنان وذلك توصلا الى اعادة التوازن الى الحساب المذكور .

ARTICLE XIX.— Les Parties Contractantes s'engagent à appliquer les principes ci-dessus de la manière la plus conforme à l'esprit général du présent accord. La Banque de Syrie et du Liban et l'Office des Changes Syro-Liba-

المادة التاسعة عشرة : يتعهد الفريقان المتعاقدان بتطبيق المبادىء المبينة اعلاه ، على الوجه الاكثر ملاءمة لروح هذا الاتفاق العامة وعلى مصرف سورية ولبنان ومكتب

nais fourniront aux parties intéressées tous documents qui leur seraient nécessaires.

ARTICLE XX.— Dans un délai de trois mois, à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, le Protocole en date du 19 avril 1944, réglant le statut de Contrôle des Changes Syro-Libanais, sera, par entente mutuelle, annulé et remplacé par un nouveau Protocole. Celui-ci mettra au point des conditions dans lesquelles sera assurée la coopération qui sera nécessaire tant au bon fonctionnement des relations financières du Liban avec l'Union Française, qu'à la participation éventuelle du Liban au bénéfice des accords conclus avec la France par les pays tiers pour leurs paiement avec la zone franc.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVRSES

ARTICLE XXI.— Le Gouvernement Français, désireux de prendre en considération les intérêts particuliers des porteurs libanais de titres de sociétés françaises exploitant en Syrie et au Liban, s'engage à modifier, en faveur de ces porteurs, dans les conditions définies à l'annexe III, les règles actuellement en vigueur sur le dépôt des actions françaises à la Caisse Centrale de Dépôt et de Virements de Titres.

القطع اللبناني السوري ، ان يزودا المتعاقدين بكل ما يلزمهما من وثائق .

المادة العشرون : فى مدة ثلاثةاشهر تبدأ بعد ان يصبح هذا الاتفاقنافذا يتفاهم الفريقان علىالغاءبروتوكول١٩ نيسان ١٩٤٤ القاضي بتحديد نظام مراقبة القطع فى سوريا ولبنان، وعلى استبداله ببروتوكول جديد . ويجب ان يحدد هذا البروتوكول الشروط التي تحقق التعاون الضروري لحسن سير العلاقات المالية بين لبنانوالاتحاد الفرنسي او لامكان استفادة لبنان من الاتفاقات المعقودة بين فرنسا وبلدان اخرى بشأن مدفوعاتها مع منطقة الفرنك .

الباب الخامس

احكام مختلفة

المادة الحادية والعشرون : ان الحكومة الفرنسية ، رغبة منها فى ان تراعي مصالح اللبنانيين ممن يحملون صكوك شركات فرنسية تعملفىسوريا ولبنان ، تتعهد بان تعدل ، فىالشروط المبينة فى الملحق الثالث ، القواعد المطبقة حاليا فى شان ايداع الصكوك الفرنسية الصندوق المركزي للودائع وتحويل الصكوك .

Les intérêts, dividendes et autre produits des titres de ces sociétés françaises qui seront représentés par les certificats visés à l'annexe III (paragraphe A 1°) seront exonérés de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières.

ARTICLE XXII.— Le présent accord est conclu pour une durée de dix ans.

Un an avant son expiration, les Parties Contractantes se concerteront en vue de décider s'il doit être renouvelé pour une nouvelle période ou modifié.

ARTICLE XXIII.— Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les différends que pourrait soulever l'application du présent accord ou de ses annexes seront, à la requête de la partie intéressée, soumis à l'arbitrage de la Haute Cour de Justice Internationale.

ARTICLE XXIV.— Le présent accord est établi en deux exemplaires authentiques, un pour chacune des Hautes Parties Contractantes. Il sera soumis par celles-ci à l'approbation de leurs Parlements respectifs, et ratifié. Il entrera en vigueur le lendemain de l'échange des ratifications qui se fera à Paris.

تعفى من الضريبة الفرنسية على دخل الاموال المنقولة ، الفوائدوالارباح وغير ذلك من واردات صكوك هذه الشركات الفرنسية التي ستقوم مقامها الشهادات المذكورة فى الملحق رقم ٣ (فقرة أ — ١).

المادة الثانية والعشرون : يعقد هذا الاتفاق لمدة عشر سنوات،ويتشاور

الفريقان المتعاقدان سنة قبل انقضاء اجله ، فى تقرير امر تمديده مرة جديدة او تعديله .

المادة الثالثة والعشرون : يتفق المتعاقدان الساميان على تحكيم محكمة العدل الدولية ، بناء على طلب الفريق الذي يعنيه الامر، فى الخلافات التي قد تنشأ حول تطبيق هذا الاتفاق او ملاحقه .

المادة الرابعة والعشرون : وضع هذا الاتفاق بنسختين اصليتين ، واحدة لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين . ويعرضه كل منهما على برلمانه للموافقة عليه . ثم يبرمه ويوضع موضع التنفيذ غداة تبادل وثائق الابرام فى باريس .

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont apposé leurs signatures.

واثباتا لذلك ، فان الموقعين ادناه المفوضين رسميا من قبل حكومتيهما، مهرا هذا الاتفاق بتوقيعهما .

Fait à Paris, le 24 janvier 1948

حرر فى باريس ، فى ٢٤ كانون الثاني سنة ١٩٤٨ .

Hamid FRANGIE

التوقيع : **حميد فرنجيه**

G.BIDAULT

التوقيع : **جورج بيدو**

ANNEXE I

الملحق رقم ١

LISTE DES PROPRIETES DE L'ETAT FRANÇAIS AU LIBAN dont la Cession est prévue par l'article 8 de l'accord signé en date de ce jour :

جدول بممتلكات الدولة الفرنسية فى لبنان المباعة وفقا لاحكام المادة الثامنة من الاتفاق الموقع بتاريخ هذا اليوم :

— Caserne Lyautey-Weygand

— Tribunal Militaire

— Petit garage situé derrière le Tribunal Militaire

— Caserne Granger

— Caserne Gey

— Partie sud de la caserne Franchet d'Esperey

— Caserne Joffre

— Caserne Desgré du Lou

— Caserne Lambrouin

— Caserne dite des Musiciens

ـ ثكنة ليوتي ـ فيغان

ـ المحكمة العسكرية

ـ المراب الصغير الواقع وراء المحكمة العسكرية

ـ ثكنة غرانجر

ـ ثكنة جاي

ـ القسم الجنوبي من ثكنة فرانشي ـ دسبيري

ـ ثكنة جوفر

ـ ثكنة ديغري دي لو

ـ ثكنة لامبروان

ـ الثكنة المسماة ثكنة الموسيقيين

— Parcelle 3

— Ancien dépôt d'essence de Rouessat

— Dépôts de Hammana-Chabanieh et de Hammana-Bmariam (moins les parcelles restituées à leur ancien propriétaire)

— Hôpital de Tripoli

— Camp d'Ablah

— Aérodrome de Rayack (moins les parcelles occuppées par les Pères Blancs, les Soeurs de la Sainte Famille, le D.P.H.) et sous réserve du libre enlèvement de 4 hangars dits «Double Tonneaux».

ـ القطعة رقم ٣

ـ مستودع البنزين القديم فى الرويسات

ـ مستودعات حمانا ـ الشبانية وحمانا بمريم (باستثناء القطع التي اعيدت الى مالكها القديم) .

ـ مستشفى طرابلس

ـ معسكر ابلح

ـ مطار رياق (باستثناء القطع التي يشغلها الآباء البيض ، وراهبات «العائلة المقدسة» وشركة دمشق ـ حماه وتمديداتها ، وباستثناء الحظائر الاربع المعروفة باسم « دوبل تونو » والتي يجوز نقلها بدون قيد .)

ANNEXE II

ETAT DES SOMMES ET VALEURS A REMETTRE PAR LA FRANCE AU CONSEIL SUPERIEUR DES INTERETS COMMUNS.

A) Fonds dus aux Intérêts Communs au titre des comptes de dépôt de fonds transférés aux Intérêts Communs le 1er Avril 1944.

1) Fonds provenant de la Trésorerie des Intérêts Communs	5.660.000
2) I.C. s/c. de dépôts ; Dette Publique Ottomane	716.390
3) I.C. s/c. de dépôts; Cautionnement mensuel de l'ancien personnel de la D.P.O.	490
) I.C. s/c. de dépôts ; fonds réservés sur le produit de la taxe forfaitaire payée par l'I.P.C.	269.040
5) I.C. s/c. de dépôts; Régie des tabacs	6.090
6) I.C. s/c. de dépôts; Retenues pour pensions du personnel local des services quarantenaires	18.940
7) I.C. s/c. de dépôts; Produit de la surtaxe des phares	24.820
8) I.C. s/c. de dépôts; Produit de la couverture en titres des émissions de jetons-monnaie de la République Libanaise.	8.550
Total en L.L.	6.704.320

الملحق رقم ٢

بيان بالمبالغ والقيم التي يجب ان تسلمها فرنسا للمجلس الاعلى للمصالح المشتركة

ا ـ الاموال المتوجبة للمصالح المشتركة ، والناشئة عن حسابات الودائع المحالة الى المصالح المشتركة فى اول نيسان سنة ١٩٤٤ .

	ل.ل.
١ ـ اموال واردة من خزينة المصالح المشتركة .	٥،٦٦٠،٠٠٠
٢ ـ المصالح المشتركة ، حساب الودائع (الديون العمومية العثمانية).	٧١٦،٣٩٠
٣ ـ المصالح المشتركة ، حساب الودائع (التامين الشهري للموظفين سابقا فى مصلحة الديون العمومية العثمانية) .	٤٩٠
٤ ـ المصالح المشتركة ، حساب الودائع (اموال مقتطعة من واردات الرسم المقطوع المستوفى من شركة النفط العراقية).	٢٦٩،٠٤٠
٥ ـ المصالح المشتركة ، حساب الودائع (شركة حصر الدخان)	٦،٠٩٠
٦ ـ المصالح المشتركة ، حساب الودائع (محسومات تقاعدية مقتطعة من رواتب الموظفين المحليين فى مصلحة الحجر الصحي) .	١٨،٩٤٠
٧ ـ المصالح المشتركة ، حساب الودائع (واردات رسم المنارات الاضافى).	٢٤،٨٢٠
٨ ـ المصالح المشتركة ، حساب الودائع (واردات التغطية بالصكوك المالية لقطع النقد المعدنية اللبنانية) .	٨،٥٥٠
المجموع :	٦،٧٠٤،٣٢٠

Report :		6.704.320
A déduire de ce chiffre les paiements suivants :		
a) Dépenses payées pour compte des Gouvernements Syrien et Libanais par les Offices de Paris et de Marseille.	903.226,29	
b) Versements à la Légation du Liban en France (L2/4 et 2/5 1945)	18.750	
c) Prélèvement au profit du compte provisionnel de liquidation des services du Mandat et d'Intérêts Communs	2.775.000	
	3.696.976,39	3.696.976,39
		3.007.343,61
A ajouter : solde actuel du compte provisionnel de liquidation des services du Mandat et d'Intérêts Communs.		581.953,25
		3.589.296,86
B — Avance pour le compte de l'Afrique Equatoriale Française (achat de matériel cinématographique).		20.000
C — Matériel divers pris en charge par la Délégation Générale (sous réserve de vérification).		758.452,04
Report :		4.367.748,04

D et E — Comptes non transférés aux Intérêts Communs le 1er avril 1944.

نقل ما قبله		٦،٧٠٤،٣٢٠
تحسم من هذا المبلغ المدفوعات التالية :		
١ ـ المصاريف التي انفقها مكتب باريس ومرسيليا لحساب الحكومتين اللبنانية والسورية	٩٠٣،٢٢٦،٢٩	
٢ ـ المبالغ المدفوعة للمفوضية اللبنانية فى باريس (٦ ـ ٢ ـ ٤ و ٢ ـ ٥ ـ ١٩٤٥)	١٨،٧٥٠،٠٠	
٣ ـ المأخوذات للحساب الاحتياطي المتعلق بتصفية دوائر الانتداب ودوائر المصالح المشتركة	٢،٧٧٥،٠٠٠،٠٠	
	٣،٦٩٦،٩٧٦،٣٩	٣،٦٩٦،٩٧٦،٣٩
		٣،٠٠٧،٣٤٣،٦١
يضاف الى ذلك الرصيد الحالي للحساب الاحتياطي المتعلق بتصفية دوائر الانتداب والمصالح المشتركة .		٥٨١،٩٥٣،٢٥
		٣،٥٨٩،٢٩٦،٨٦
ب ـ سلفة لحساب افريقيا الاستوائية الفرنسية (شراء الات سينمائية)		٢٠،٠٠٠،٠٠
ج ـ لوازم مختلفة تسلمتها المندوبية العامة (مع الاحتفاظ بحق مراجعتها)		٧٥٨،٤٥٢،٠٤
		٤،٣٦٧،٧٤٨،٩٠

د ـ حسابات لم تحول الى المصالح المشتركة فى ١ نيسان ١٩٤٤

Report :		4.367.848,90
1) Part des Etats dans les bénéfices de la Raffinerie de Tripoli.	9.871.848,60	
2) Port d'Alexandrette.	43.289,51	
3) Séquestre de la Société pour la Construction des Chemins de Fer en Turquie.	81.672,42	
4) Fonds spécial des amendes.	24.068,47	
5) Fonds spécial pour la répression des troubles.	3.487,46	
6) Produit des amendes et transactions du Contrôle des changes.	180.210,62	
7) Fonds d'aide aux réfugiés arméniens.	291	
8) Assistance aux réfugiés arméniens.	23.727	
9) Versement de l'Office Nansen en liquidation.	4.913	
	10.233.508,08	10.233.508,08
		14.601.256,08

F — a) 2875 actions du chemin de fer de Bagdad sur lequelles LLS. 75.000 restent à payer au Syndicat Français des porteurs d'actions du Bagdad

en nature

نقل ما قبله		٤،٣٦٧،٧٤٨،٩٠
١ ــ حصة الدولتين في ارباح مصفاة طرابلس	٩،٨٧١،٨٤٨،٦٠	
٢ ــ مرفا اسكندرونة	٤٣،٢٨٩،٥١	
٣ ــ الحراسة القضائية على شركة مد الخطوط الحديدية التركية	٨١،٦٧٢،٤٢	
٤ ــ الصندوق الخاص بالغرامات النقدية	٢٤٠،٠٦٨،٤٧	
٥ ــ الصندوق الخاص بقمع الاضطرابات	٢،٤٨٧،٤٦	
٦ ــ حاصلات الغرامات النقدية والمصالحات المتعلقة بمراقبة القطع	١٨٠،٢١٠،٦٢	
٧ ــ صندوق مساعدة اللاجئين الارمن	٢٩١،٠٠	
٨ ــ اعانات للاجئين الارمن	٢٣،٧٢٧،٠٠	
٩ ــ تحويلات لمكتب (نانسن) قيد التصفية	٤،٩١٢،٠٠	
	١٠،٢٣٣،٥٠٨،٠٨	١٠،٢٣٣،٥٠٨،٠٨
المجموع :		١٤،٦٠١،٢٥٦،٩٨

هـ ــ ١) ٢٨٧٥ سهما من اسهم شركة
خطوط بغداد الحديدية، التي
يجب ان يدفع من اصلها مبلغ
٧٥،٠٠٠ ليرة لبنانية سورية
لنقابة الحملة الفرنسيين لاسهم

Report :			14.601.256,98
b) 2.050 certificats représentatifs de la quotepart de la Transjordanie dans le D.P.O.	en nature		
G — a) 10.248 livres turques or	en nature		
b) 145 livres sterling or saisie par l'administration des Douanes et appartenant aux Intérêts Communs	en nature		
c) Remboursement aux Intérêts Communs du prix d'achat de 5.000 livres sterling or achetées par la Trésorerie des Intérêts Communs pour le compte de la Cote Française des Somalis.			
Prix d'achat		157.138,25	
Commission d'Achat de 1/2 pour mille		79,57	
		157.216,82	157.216,82
Total			14.758.473,80

نقل ما قبله		١٤،٦٠١،٢٥٦،٩٨
شركة خطوط بغداد الحديدية عينا		
٢) ٢٠٥٠ شهادة متعلقة بحصة شرقي الاردن فى الديون العمومية العثمانية عينا		
و–١) ١٠،٢٤٨ ليرة عثمانية ذهبا عينا		
٢) ١٤٥ ليرة استرلينية ذهبا صادرتها مصلحة الجمارك وهي ملك المجلس الاعلى للمصالح المشتركة عينا		
٣) رد ثمن ٥٠،٠٠٠ ليرة استرلينية ذهبية الى المصالح المشتركة وهذه الليرات الذهبية كانت قد اشترتها خزينة المصالح المشتركة لحساب شاطىء الصومال الفرنسي .		
ثمن الشراء	١٥٧،١٣٨،٢٥	
عمولة الشراء ١\٢٠٪	٧٩،٥٧	
	١٥٧،٢١٦،٨٢	١٥٧،٢١٦،٨٢
المجموع		١٤،٧٥٨،٤٧٣،٨٠

ANNEXE III

REGIME DES TITRES
DES SOCIETES FRANÇAISES
EXPLOITANT EN SYRIE
ET AU LIBAN.

A — Conditions de dépôt des titres à la C.C.D.V.T.

En vue de tenir compte de la situation particulière des porteurs libanais et de permettre la négociation simple et rapide soit au Liban, soit à la Bourse de Paris des titres des Sociétés françaises exploitant en Syrie et au Liban, les dispositions suivantes seront appliquées :

1° — *Titres situés matériellement au Liban.*

Lorsque ces titres seront appelés à la C.C.D.V.T. ils devront être déposés auprès d'une banque au Liban affiliée à la C.C.D.V.T.

Ils seront, conformément aux règlements en vigueur, livrés matériellement à la C.C.D.V.T. et pris en compte par la banque locale affiliée à cet organisme. Toutefois, la banque émettra au profit des porteurs résidant au Liban, en représentation des titres déposés par eux, des certificats au porteur négociables sur place dans les mêmes conditions que les titres déposés par eux. Ces certificats,

الملحق رقم ٣

النظام الخاص بصكوك الشركات التي تعمل فى سوريا ولبنان

ا) شروط ايداع الصكوك فى الصندوق المركزي للامانات وتحويل الصكوك :

مراعاة لوضعية اللبنانيين الذين يحملون صكوك شركات فرنسية تعمل فى سورية ولبنان ورغبة فى جعل التعامل بهذه الصكوك سهلا وسريعا سواء فى بيروت او فى بورصة باريس، تطبق الاحكام التالية :

١ ـ الصكوك الموجودة فعليا فى لبنان .

عندما يطلب الصندوق المركزي هذه الصكوك ، يجب ايداعها مصرفا فى لبنان مشتركا فى الصندوق المركزي

وتسلم هذه الصكوك الى الصندوق المركزي وفقا للانظمة النافذة ، ويفتح لها حساب فى المصرف المحلي المشترك فى الصندوق المذكور . على ان المصرف يصدر ، لمصلحة حملة الصكوك المقيمين فى لبنان ، مقابل الصكوك التي اودعوها ، شهادات غير اسمية (au porteur) يمكن التعامل بها محليا كما لو كانت هي الصكوك

qui ne seront destinés qu'aux porteurs résidant au Liban, seront fournis à la banque par la société émettrice. Cette dernière n'interviendra que pour fournir à la banque du papier fiduciaire correctement établi, la banque affiliée à la C.C.D.V.T. délivrant ces certificats sous sa seule responsabilité.

Aucune justification d'origine de propriété ne sera demandée aux porteurs actuels résidant au Liban et détenteurs des titres qui y sont conservés, de sorte que ces porteurs recevront un certificat ayant les mêmes garanties, les mêmes caractéristiques et les mêmes avantages que le titre lui-même remis en dépôt.

2° — *Titres conservés en France*

Les titres conservés en France, soit par les porteurs eux-mêmes, soit en banque, doivent, lorsqu'ils seront appelés à la C.C.D.V.T., faire l'objet d'un dépôt à la C.C.D.V.T. Ce dépôt ne donnera pas lieu à l'émission d'un certificat, mais simplement à l'ouverture d'un dossier chez la banque affiliée, au profit du dépositaire.

Aucune justification particulière d'origine de propriété ne sera exigée pour les titres déjà enregistrés par les banques en France, sous dossier libanais.

المودعة . اما هذه الشهادات ، التي لا تعطى الا لحملة الصكوك المقيمين فى لبنان ، فتقدمها الى المصرف الشركة التي صدرت عنها هذه الصكوك . ويقتصر عمل الشركة على تقديم شهادات منظمة حسب الاصول الى المصرف . ويتولى المصرف توزيعها على مسؤوليته الخاصة .

ولا يطلب من حملة الصكوك الحاليين المقيمين فى لبنان ، الذين تكون فى حوزتهم الصكوك الموجودة فيه ، ان يثبتوا مصدر ملكيتها، فيعطوا شهادة تكون لها نفس الضمانات والاوصاف والامتيازات التي تكون للصك الاصلي الذي جرى ايداعه .

٢ — الصكوك الموجودة فى فرنسا

ان الصكوك الموجودة فى فرنسا سواء كانت بيد الحملة او فى احد المصارف ، يجب ايداعها الصندوق المركزي عندما يطلب الصندوق ذلك . ولا يؤدي هذا الايداع الى اصدار شهادة ، بل الى فتح ملف باسم المودع فى المصرف المشترك بالصندوق

ولا يطلب اي اثبات لمصدر ملكية الصكوك التي سبق تسجيلها فى مصارف فرنسا فى ملف لبناني .

Par contre des justifications serontdemandées pour les titres non encore déposés en banque. Dans le cas où ces justifications (affidavits de propriété) seront jugées valables, la banque procèdera à l'ouverture d'un dossier libanais soumis au régime applicable aux dossiers de cette catégorie.

3° — *Titres déjà en dépôt à la C.C.D.V.T.*

Suivant que ces titres ont été pris en charge pour le compte de porteurs libanais par une banque française au Liban ou par une banque en France, les régimes cidessus indiqués paragr. 1 et paragr. 2 leur seront applicables. En conséquence, pour les premiers, la banque affiliée au Liban délivrera le certificat au porteur prévu et pour les seconds, la banque en France affiliée procédera à l'ouverture d'un dossier libanais.

B — Conditions de Négociations des Titres.

Les certificats émis au Liban se négocieront sur place, comme il a été indiqué, par tradition manuelle, mais pourront également donner lieu à des cessions au profit des porteurs résidant en France.

Dans ce cas, le certificat sera remis à la banque dépositaire, à l'appui de l'ordre de cession; la

بيد انه تطلب اثباتات اذا لم تكن الصكوك قد اودعت بعد احد المصارف . واذا تبين ان هذه الاثباتات (شهادات الملكية) كافية ، عمد المصرف الى فتح ملف لبناني يخضع للنظام المطبق على هذه الفئة من الملفات .

٣ ـ الصكوك التي سبق ايداعها الصندوق المركزي :

اذا كانت هذه الصكوك فى عهدة مصرف فرنسي موجود فى لبنان ، او مصرف موجود فى فرنسا ، لحساب حملتها اللبنانيين ، طبق عليها احد النظامين المبينين اعلاه ، فى الفقرة الاولى والفقرة الثانية . ففي الحالة الاولى، يسلم المصرف الموجود فى لبنان والمشترك بالصندوق المركزي ،الشهادة غير الاسمية المذكورة انفا ، وفى الحالة الثانية يعمد المصرف الموجود فى فرنسا والمشترك بالصندوق المركزي الى فتح ملف لبناني .

ب) شروط التعامل بالصكوك :

ان الشهادات الصادرة فى لبنان يجري التعامل بها محليا كما ذكر آنفا ، وذلك بالانتقال من يد الى يد، كما انه يمكن التخلي عنها لصالح الحملة المقيمين فى فرنسا .

وفى هذه الحالة تسلم الشهادة للمصرف الذي جرى فيه الايداع

banque annulera le certificat et exécutera l'opération en procédant à un virement dans ses écritures du dossier libanais à un dossier intérieur français.

Inversement, tout titre d'une société française exploitant au Liban qui se trouve régulièrement placé en France sous dossier libanais peut être transféré dans les écritures de la C.C.D.V.T. sous dossier d'une banque au Liban affiliée à cet établissement et donner lieu à la délivrance par la dite banque d'un certificat au porteur dans les conditions indiquées au paragraphe 3 ci-dessus.

تأييدا لامر التخلي ، فيلغي المصرف الشهادة ، وينفذ الامر بتحويل يجريه فى قيوده من الملف اللبناني الى ملف فرنسي داخلي .

وبالعكس ، فان كل صك صادر عن شركة فرنسية تعمل فى لبنان، وموجودة بصورة شرعية فى فرنسا ضمن ملف لبناني ، يمكن تحويله فى قيود الصندوق المركزي الى ملف مصرف موجود فى لبنان ومشترك فى الصندوق المركزي، على ان يعطي المصرف ، لقاء ذلك شهادة غير اسمية وفقا للشروط المبينة سابقا فى الفقرة الثالثة .

1

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Me référant aux dispositions de l'article 5 de l'accord signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'afin de répondre au désir exprimé par le Gouvernement libanais, le Gouvernement Français a renoncé à envisager un ajustement du compte ancien N° 1 dans le cas où le Gouvernement Libanais viendrait, pour des raisons d'ordre économique, à modifier, soit de sa propre initiative, soit en accord avec le Fonds Monétaire International, la parité officielle de la livre libanaise par rapport à la livre sterling.

C'est dans cet esprit qu'a été établi la rédaction définitive de l'article 5 de l'accord signé en date de ce jour.

Le Gouvernement Français est, d'autre part, d'accord avec le Gouvernement Libanais sur ce qui suit :

Le compte ancien N° 1 sera subdivisé en deux sous-comptes intitulés sous-compte A et sous-compte B.

Au crédit du sous-compte A sera portée exclusivement la somme initiale mentionnée à l'article 2.

باريس فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بالاشارة الى احكام المادة الخامسة من الاتفاق الموقع بتاريخ اليوم ، اتشرف بان أؤكد لكم ان الحكومة الفرنسية ، اجابة للرغبة التي ابدتها الحكومة اللبنانية ، قد تنازلت عن النظر فى تسوية الحساب القديم رقم ١ ، فيما اذا اقدمت الحكومة اللبنانية من تلقاء نفسها او بالاتفاق مع صندوق النقد الدولي ، لاسباب اقتصادية، على تبديل المعادلة الرسمية بين الليرة اللبنانية والليرة الاسترلينية

وقد وضع النص النهائي للمادة الخامسة من الاتفاق الموقع اليوم على ضوء هذا المبدأ .

ومن جهة ثانية ، فان الحكومة الفرنسية متفقة مع الحكومة اللبنانية على ما يلي :

يقسم الحساب القديم رقم ١ الى حسابين فرعيين يسمى احدهما « الحساب الفرعي أ» ويسمى الثاني « الحساب الفرعي ب» .

يقيد للحساب الفرعي (أ) المبلغ الاصلي المذكور فى المادة الثانية دون سواه .

Au débit du sous-compte A seront portés les montants des opérations prévues par l'article 2. Ces opérations se feront obligatoirement par le débit du sous-compte A. Elles ne pourraient affecter le sous-compte B qu'au cas où par suite du jeu de l'article 2 paragr. 3, le crédit du sous-compte A aurait été intégralement épuisé.

Au crédit et au débit du sous-compte B seront portés les montants des ajustements prévus par l'article 5.

Le solde du sous-compte B ne pourra être débiteur. En conséquence, au cas où un ajustement aurait à se faire par le dèbit du sous-compte B et où le sous-compte B ne présenterait pas les disponibilités nécessaires à cet ajustement, ledit ajustement serait différé en tout ou en partie jusqu'à ce qu'il ait été rendu possible par le jeu d'éventuels accroissements ultérieurs.

Les ajustements qui n'auraient pu être effectués, pendant la durée de l'accord, par le débit du sous-compte B s'effectueraient à l'expiration de l'accord par le débit du sous-compte A.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

وتقيد على هذا الحساب المبالغ الناشئة عن العمليا تالمذكورة فى المادة الثالية . وهذه العمليات تجري اجباريا عن طريق القيد على الحساب الفرعي (أ) . ولا يمكن ان تؤثر فى الحساب الفرعي(ب) الااذاكان الرصيد الدائن للحساب الفرعي (أ) قد نفد تماما بسبب تطبيق الفقرة الثالثة من المادة الثانية .

تقيد للحساب الفرعي (ب) وعليه، المبالغ الناشئة عن التسويات المشار اليها فى المادة الخامسة .

ولا يمكن ان يصبح رصيدالحساب الفرعي (ب) مدينا . فاذا كانت هنالك تسوية يجب اجراؤها عن طريق القيد على الحساب الفرعي (ب) ،وكان رصيد هذا الحساب لا يسمح باجراء هذه التسوية ، فترجا التسوية كلها او بعضها ، ريثما يصبح اجراؤها ممكنا بفضل ما قد يدخل الى هذا الحساب ، فيما بعد ، من مبالغ جديدة .

اما التسويات التي قد يتعذر اجراؤها فى اثناء مدة الاتفاق عن طريق القيد على الحساب الفرعي (ب) فتنفذ عند انتهاء اجل الاتفاق،بالقيد على الحساب الفرعي (أ).

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام .

بيدو

2

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'annexe N° II de l'accord signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'après l'entrée en vigueur du dit accord, il sera procédé, entre le Représentant de la France au Liban et les services du Conseil Supérieur des Intérêts Communs, à un examen contradictoire des dépenses imputées depuis le 1er janvier 1944 ou restant à imputer au «Compte Provisionnel de Liquidation des Services du Mandat et d'Intérêts Communs».

S'il apparaissait que ce compte ait supporté, depuis le 1er janvier 1944, d'autres dépenses que celles afférentes à la liquidation des divers organismes administratifs du Mandat et des services d'Intérêts Communs, le montant de ces autres dépenses viendrait en addition des sommes inscrites à l'annexe N° II précitée et ferait l'objet d'un versement complémentaire des autorités françaises au Conseil Supérieur des Intérêts Communs.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس فى ٢٤ كانون الاول سنة ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بالاشارة الى الملحق رقم ٢ للاتفاق الموقع بتاريخ اليوم ، اتشرف بان اؤكد لكم ان ممثل فرنسا فى لبنان سيشترك مع دوائر المجلس الاعلى للمصالح المشتركة بعد ان يوضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ ، فى مناقشة النفقات التي نسبت ، منذ تاريخ اول كانون الاول سنة ١٩٤٤ ، اوالتي ستنسب الى «الحساب الاحتياطي لتصفية دوائر الانتداب والمصالح المشتركة» .

واذا تبين ان الحساب قد تحمل، منذ اول كانون الثاني ١٩٤٤ ، نفقات غير النفقات المتعلقة بتصفية مختلف دوائر الانتداب والمصالح المشتركة، اضيفت النفقات الى المبالغ المقيدة فى الملحق رقم ٢ المذكور اعلاه ، وتولت السلطات الفرنسية تسديدها الى المجلس الاعلى للمصالح المشتركة .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

3

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Au nombre des sommes que vous avez bien voulu m'indiquer comme devant être remises par le Gouvernement Français au Conseil Supérieur des Intérêts Communs, en exécution de l'article 10 de l'accord signé en date de ce jour, figurent les sommes suivantes :

1° — Lls. 25.695,80 «Bénéfices d'exploitation du chemin de Fer Beyrouth-Alep-Nissibine et Prolongements».

2° — Lls. 296.163,30 «Séquestre d'exploitation du Chemin de Fer de Bagdad».

3° — Lls. 214.109,74 «Fonds de réserve de la gérance des lignes syriennes de Bagdad».

Ainsi que vous le savez, la Puissance Mandataire a été amenée de 1919 à 1945 à assurer, en qualité de séquestre de la société du Chemin de Fer de Bagdad, l'exploitation de certaines sections, tant turques que syriennes, de ce réseau.

A ce titre, elle a été amenée non seulement à encaisser les produits d'exploitation correspondant

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

ان المبالغ التالية قد ورد ذكرها فى عداد المبالغ التي اعلمتموني انه يجب على الحكومة الفرنسية تسليمها الى المجلس الاعلى للمصالح المشتركة عملا بالمادة العاشرة من الاتفاق الموقع بتاريخ اليوم :

١ – ارباح استثمار الخطوط الحديدية بين بيروت وحلب ونصيبين وتمداتها
٢٥،٦٩٥،٨٠ ل.ل.س.

٢ – الحراسة القضائية على سكة حديد بغداد
٢٩٦،١٦٣،٣٠ ل.ل.س.

٣ – المال الاحتياطي لادارة خطوط بغداد السورية
٢١٤،١٠٩،٧٤ ل.ل.س.

ان الدولة المنتدبة ، كما تعلمون، قد اضطرت ، بين ١٩١٩و١٩٤٥، بصفتها حارسا عاما على سكة حديد بغداد ، الى ان تؤمن بنفسها استثمار بعض شعب هذه الخطوط ، ان فى سوريا او فى تركيا .

وكان من نتيجة ذلك انها لم تقبض واردات الاستثمار المبينة اعلاه

aux sommes indiquées ci-dessus, mais également à effectuer diverses avances qui n'ont pas été régularisées à ce jour. Parmi ces avances, figurent notamment une somme de 1.175.000 livres syro-libanaises utilisées à des travaux de réfection du réseau et à l'acquisition d'approvisionnement.

Dans ces conditions, le Gouvernement Français ne saurait se dessaisir des produits d'exploitation qu'il détient pour le compte de la Société Impériale du Chemin de Fer de Bagdad, tant que les avances en question n'auront pas été régularisées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

فحسب ، بل اسلفت مبالغ مختلفة لم تسدد حتى الان . ومن جملة هذه السلفات مبلغ قدره ١،١٧٥،٠٠٠ ليرة سورية لبنانية انفق على اصلاح الخطوط وعلى التموين .

ففي هذه الاحوال ، لا يسع الحكومة الفرنسية ان تتخلى عن واردات الاستثمار التي لا تزال فى حوزتها لحساب الشركة الامبراطورية لسكة حديد بغداد ، ما لم تسدد السلفات المشار اليها انفا .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des Affaires Etrangères de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'article 10 de l'accord franco-libanais conclu en date de ce jour et par dérogation aux dispositions dudit article, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Français entend réserver tous les droits que, conjointement avec le Gouvernement Britannique et le Gouverne-

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بالاشارة الى المادة العاشرة من الاتفاق الفرنسي اللبناني المعقود بتاريخ اليوم اتشرف بابلاغكم ان الحكومة الفرنسية تستثني من احكام هذه المادة الممتلكات الالمانية الموضوعة تحت الحراسة القضائية فى لبنان ، وتحتفظ بكل ما يمكن ان تطالب به من حقوق

ment des Etats-Unis, il pourrait faire valoir pour le compte des 18 nations faisant partie de l'Agence Interalliée des Réparations, sur les biens allemands séquestrés au Liban, en vertu des décisions à venir de la Commission des Réparations.

La renonciation contenue dans l'article 10 précité ne saurait donc empêcher le Gouvernement Français de faire valoir, le cas échéant, les droits en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

فيما بعد ، بالاشتراك مع الحكومة البريطانية وحكومة الولايات المتحدة، لحساب الدول الثماني عشرة التي تالف منها وكالة التعويضات الحليفة تطبيقا للمقررات التي ستتخذها لجنة التعويضات .

لذلك ، فان التنازل المنصوص عليه في المادة العاشرة المذكورة ، لا يمكن ان يحول دون مطالبة الحكومة الفرنسية بهذه الحقوق عند الاقتضاء

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام .

بيدو

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

1° — Me référant aux dispositions du Titre III de l'accord conclu en date de ce jour, relatif aux mouvements des fonds entre l'Union Française d'une part et le Liban d'autre part, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français accepte d'apporter les modifications suivantes au régime fixé par l'avis N° 225 de l'Office des Changes français relatif aux mouvements de fonds entse la France métropolitaine et

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

اولا : بالاشارة الى احكام الباب الرابع من الاتفاق المعقود بتاريخ اليوم وهو الباب المتعلق بانتقال الاموال بين الاتحاد الفرنسي من جهة ولبنان من جهة اخرى ، اتشرف بابلاغكم ان الحكومة الفرنسية تقبل بادخال التعديلات الاتية على النظام المحدد في ابلاغ رقم ٢٢٥ الصادر عن مكتب القطع الفرنسي والمتعلق بانتقال الاموال بين فرنسا والاراضي الداخلة

les territoires d'Outre-Mer de la zone franc d'une part et le Liban d'autre part. Ces modifications feront l'objet d'un avis rectificatif.

A — *Secours familiaux* — Titre II Paragr. 2°

Le montant maximum des transferts familiaux à titre de secours qui peuvent être autorisés chaque mois est porté de 10.000 à 25.000 francs français.

B. — *Frais de séjour* — Titre II Paragr. 3°

Le maximum mensuel du montant des frais de séjour dont le transfert peut être autorisé est porté de 25.000 francs pour le chef de famille et 5.000 francs par personne à sa charge ou l'accompagnant, à 45.000 francs pour le chef de famille et 15.000 francs par personne à sa charge ou l'accompagnant.

2° — Je vous confirme, d'autre part, que les instructions nécessaires seront données aux Offices des Changes de la France métropolitaine et des territoires de l'Union Française pour qu'ils prennent les dispositions suivantes :

A) — Autoriser, moyennant les justifications d'usage, les transferts de fonds à destination du Liban relatifs à la souscription d'abonnements individuels à des journaux libanais.

فى منطقة الفرنك من جهة ، ولبنان من جهة اخرى . وسوف تذاع هذه التعديلات فى بلاغ تصحيحي .

أ) **اعانات عائلية** (الباب الثاني ، الفقرة الثانية)

يرفع الحد الاعلى للاعانات العائلية التي يسمح بتحويلها شهريا من ١٠،٠٠٠ الى ٢٥،٠٠٠ فرنك فرنسي .

ب) **نفقات الاقامة** (الباب الثاني ، الفقرة الثالثة)

يرفع الحد الاعلى لنفقات الاقامة التي يسمح بتحويلها شهريا من ٢٥،٠٠٠ فرنك لرب العائلة و ٥،٠٠٠ فرنك لكل شخص يرافقه او يكون فى عهدته ، الى ٤٥،٠٠٠ فرنك لرب العائلة و ١٥،٠٠٠ فرنك لكل من الاشخاص الاخرين .

ثانيا : اؤكد لكم من جهة اخرى ان التعليمات اللازمة ستعطى الى مكاتب القطع فى فرنسا وفى اراضي الاتحاد الفرنسي،لكي تتخذ الاجراءات الاتية :

ا) السماح ، فى حالة تقديم الاثباتات اللازمة ، بان تحول الى لبنان بدلات الاشتراكات الفردية فى الجرائد اللبنانية .

B) — Autoriser, dans les conditions fixées ci-après, les transferts de fonds à destinations du Liban destinés au règlement de frais de scolarités :

a) — le donneur d'ordre devra produire un état de frais de scolarité établi par le Directeur de l'établissement d'enseignement à destination duquel le transfert est demandé et visé par les autorités libanaises. La signature de ces autorités devra elle-même légalisée par le Consul de France du lieu où l'école est établie. Le règlement des frais en question pourra être effectué d'avance par année scolaire, étant entendu qu'il devra être ensuite justifié, par la production de factures acquittées, de l'utilisation régulière des fonds ainsi transférés d'avance. Faute de produire ces justifications, aucun transfert d'avances ne pourra être ultérieurement autorisé.

b) — Le donneur d'ordre devra remettre une déclaration certifiant qu'il ne possède pas de ressources au Liban lui permettant d'opérer sur place le règlement des frais en question.

c) — Les frais de scolarité devront avoir été encourus pour les descendants directs au premier degré du donneur d'ordre, à moins que les demandeurs soient en mesure de justifier par un certificat des autorités locales libanaises,

ب) السماح ، ضمن الشروط المبينة ادناه ، بان تحول الى لبنان الاموال اللازمة لتسديد النفقات المدرسية :

١) يجب على طالب التحويل ان يقدم بيانا بالنفقات المدرسية ، صادرا عن رئيس المعهد العلمي الذي يطلب تحويل المال اليه ، ومصادقا عليه من قبل السلطات اللبنانية . ويجب ان يصادق على توقيع هذه السلطات قنصل فرنسا فى المنطقة التي توجد فيها المدرسة . ويمكن تسديد هذه النفقات مسبقا عن السنة المدرسية بكاملها ، على ان تبرز فيما بعد فواتير مسددة تثبت صحة استعمال الاموال التي سمح بتحويلها . وفى حالة عدم تقديم هذه الاثباتات لا يسمح بتحويل اية سلفة فيما بعد .

٢) يجب على طالب التحويل ان يقدم تصريحا يعلن فيه ان ليس لديه فى لبنان مورد كاف لتغطية النفقات المشار اليها .

٣) يسمح بتغطية النفقات المدرسية للفروع من الدرجة الاولى فقط ، ولا يسمح بتغطية نفقات غيرهم الا اذا اثبت طالب التحويل ، بشهادة صادرة عن السلطات اللبنانية

légalisé par le Consul de France :

— que l'enfant bénéficiaire est orphelin de père,

— qu'il est, à charge exclusive de la personne (grand-père, oncle, frère) qui sollicite le transfert.

d) — Le montant maximum du transfert susceptible d'être autorisé par élève et par an sera limité à :

i) pour les élèves *internes*, tant pour les frais de scolarité proprement dits que de pension, ensemble :

— à 1.200 livres libanaises, pour les études primaires,

— à 1.500 livres libanaises, pour les études secondaires,

— à 2.400 livres libanaises, pour les études universitaires.

ii) Pour les élèves *externes*.

Aux frais de scolarité proprement dits, à l'exclusion des frais de pension et de toute autre dépense. Les élèves externes pourront par ailleurs bénéficier des envois de secours normalement autorisés, mais sans que le total des sommes reçues par eux de ces deux chefs puisse être supérieur aux transferts dont bénéficient les élèves internes.

ومصادق عليها من قبل قنصل فرنسا :

ـ ان التلميذ الذي سيستفيد من التحويل يتيم الاب .

ـ انه في عهدة طالب التحويل دون سواه (الجد او العم او الخال او الاخ) .

٤) ان الحد الاعلى للمبالغ التي يرخص بتحويلها سنويا لكل طالب ، هو :

أ) للطلاب الداخليين ، لقاء نفقات الدراسة والسكن والاعاشة معا :

ـ ١٫٢٠٠ ليرة لبنانية للدروس الابتدائية ،

ـ ١٫٥٠٠ ليرة لبنانية للدروس الثانوية ،

ـ ٢٫٤٠٠ ليرة لبنانية للدروس العليا ،

ب) للطلاب الخارجيين :

يقتصر التحويل على نفقات الدراسة وحدها، دون نفقات السكنى والاعاشة واية نفقات اخرى . غير انه يحق للطلاب الخارجيين ان يستفيدوا من الاعانات العائلية المرخص بها ، على الا يتجاوز مجموع ما يصلهم من هذه الاعانات ومن نفقات الدراسة ، المبالغ التي تحول الى الطلاب الداخليين .

e) — Les frais de scolarité dont le transfert sera demandé devront être compatibles avec la situation personnelle du demandeur.

C) Autoriser, moyennant les justifications d'usage, les transferts de fonds à destination du Liban relatifs au règlement par des Libanais résidant dans l'Union Française, de primes d'assurances ou de frais de justice, à condition que les donneurs d'ordre justifient qu'ils ne possèdent pas, au Liban, de ressources leur permettant d'opérer sur place le règlement des frais en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

ه) ان نفقات الدراسة التي يطلب تحويلها ، يجب ان تكون متناسبة ووضع طالب التحويل .

ج) السماح ، فى حالة تقديم الاثباتات اللازمة ، بان تحول الى لبنان المبالغ التي يحتاج اليها اللبنانيون المقيمون فى اراضي الاتحاد الفرنسي لدفع اقساط ضمان ونفقات قضائية، على ان يثبتوا ان ليس لديهم مورد فى لبنان يسمح لهم بان يسددوا محليا هذه النفقات .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des Affaires Etrangères de la République Française

6 Introduction

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'accord conclu en date de ce jour et à la Convention intervenue le 19 avril 1944 entre le Gouvernement Syrien, le Gouvernement Libanais, la Délégation Générale et la Banque de de Syrie et du Liban, Institut d'Emission, je vous prie de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement Libanais considère

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بالاشارة الى الاتفاق المعقود بتاريخ هذا اليوم ، والى الاتفاق المعقود فى ١٩ نيسان سنة ١٩٤٤ بين الحكومة السورية ، والحكومة اللبنانية ، والمندوبية العامة ، ومصرف سوريا ولبنان بصفته مؤسسة الاصدار ، ارجو التأكيد ان الحكومة اللبنانية

que la dénonciation du dernier paragraphe de cette Convention, notifiée par la Banque de Syrie et du Liban au Ministère des Finances par lettre du 10 Septembre 1946, est valable, et qu'en conséquence les risques de change qu'avait acceptés cet établissement sur les avoirs qu'il détient en sa qualité d'Institut d'Emission et de gestionnaire de l'Office des Changes Syro-Libanais sont bien assumés par le Liban.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

تسلم بنقض الفقرة الاخيرة من اتفاق نيسان ١٩٤٤ ، وقد تولى مصرف سوريا ولبنان تبليغه الى وزارة المالية بكتاب مؤرخ فى ١٠ ايلول سنة ١٩٤٦، وانها تتحمل نتائج تقلبات القطع ، التي سبق لمصرف سوريا ولبنان ان قبل بتحملها عن الاموال الموجودة فى حوزته بصفته مؤسسة الاصدار ومكلفا بادارة مكتب القطع السوري اللبناني .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des Affaires Etrangères de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Français est d'ores et déjà disposé à délivrer à tous les importateurs qui en feront la demande des licences permettant d'acheter au Liban au cours des six prochains mois des agrumes pour un montant total de 300 millions de francs.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

اتشرف بابلاغكم ان الحكومة الفرنسية مستعدة منذ الان لمنح التجار الذين يطلبون ذلك ، رخصا تجيز لهم ان يشتروا حمضيات من لبنان، فى خلال الاشهر الستة القادمة، بمبلغ اجمالي قدره ٣٠٠ مليون فرنك

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des
des Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement Français accepte de modifier le montant des indemnités de licenciement qui ont été versées par les autorités militaires françaises aux employés civils libanais ayant bénéficié d'un contrat de travail de ces autorités, de manière à le porter à 30 jours de salaire par année de service depuis juillet 1941.

Dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la présente lettre, le Gouvernement Libanais fera tenir au Gouvernement Français les listes nominatives des intéressés par services, faisant ressortir les noms et indications propres à l'identification des demandeurs, la durée des services invoqués à l'appui de la demande, les dates d'admission et de licenciements, les établissements où les services ont été accomplis. Ces pièces justificatives devront être certifiées conformes par les autorités libanaises.

En vue du règlement immédiat de ce complément d'indemnité, le Gouvernement Français accepte de laisser, dès l'entrée en vigueur de l'accord signé en date de ce

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

اتشرف بابلاغكم ان الحكومة الفرنسية تقبل بتعديل مقدار تعويضات الصرف من الخدمة التي دفعتها السلطات العسكرية الفرنسية للمستخدمين المدنيين اللبنانيين الذين كانوا مرتبطين معها بعقد عمل، بحيث يصبح التعويض عن كل سنة خدمة ، منذ شهر تموز ١٩٤١ ، معادلا لراتب ثلاثين يوما .

وعلى الحكومة اللبنانية ان تقدم للحكومة الفرنسية ، فى مهلة شهرين من تاريخ التوقيع على هذا الكتاب ، جداول باصحاب العلاقة مبوبة حسب المصالح التي كانوا ينتمون اليها ، على ان تذكر فى هذه الجداول الاسماء والمعلومات التي تسمح بالتثبت من شخصية مقدمي الطلبات، ومدة الخدمات التي يطلب عنها التعويض ، وتاريخ دخول الخدمة والصرف منها ، والمؤسسات التي تمت فيها الخدمة . ويجب ان تقترن هذه الاوراق الثبوتية بتصديق السلطات اللبنانية .

ولكي يتم دفع هذه التعويضات الاضافية فى الحال ، تقبل الحكومة الفرنسية بان تضع تحت تصرف

jour, à la disposition du Gouvernement Libanais, une somme de trois millions de livres libanaises qui sera déduite de la créance française sur le Liban telle qu'elle est définie à l'article 9 de l'accord de ce jour.

Lorsque seront terminées les opérations de paiement par les soins des autorités libanaises et la vérification des dossiers par les autorités françaises, il sera procédé, d'un commun accord entre les deux Gouvernements, à un ajustement du montant de la somme consignée par le Gouvernement Français comme il est dit ci-dessus.

Si cet ajustement donne lieu à un reversement du Gouvernement Libanais au Gouvernement Français, la première des échéances prévues à l'article 9 précité, qui suivra la date de l'ajustement sera majorée du montant de celui-ci.

Si au contraire cet ajustement donne lieu à un versement supplémentaire du Gouvernement Français au Gouvernement Libanais, la première des échéances prévues à l'article 9 précité, qui suivra la date de l'ajustement, sera diminuée du montant de celui-ci.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

الحكومة اللبنانية ، منذ وضع الاتفاق المعقود بتاريخ اليوم موضع التنفيذ ، مبلغا قدره ثلاثة ملايين ليرة لبنانية تحسم من الديون الفرنسية على لبنان كما هي محددة في المادة التاسعة من الاتفاق المذكور .

وعندما تنجز السلطات اللبنانية عمليات الدفع وتنتهي السلطات الفرنسية من تدقيق الملفات ، تتفق الحكومتان على تسوية المبلغ الذي خصصته الحكومة الفرنسية لهذه الغاية ، كما هو مبين اعلاه .

فاذا اوجبت هذه التسوية على الحكومة اللبنانية ان ترد مبلغا ما الى الحكومة الفرنسية ، فان هذا المبلغ يضاف الى اول قسط يستحق بعد تاريخ اجراء التسوية ، عملا بالمادة التاسعة الانفة الذكر .

اما اذا اوجبت التسوية على الحكومة الفرنسية ان تدفع مبلغا اضافيا الى الحكومة اللبنانية ، فان قيمة هذا المبلغ تحسم من اول قسط يستحق بعد تاريخ اجراء التسوية ، عملا بالمادة التاسعة الانفة الذكر .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

9

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu me faire savoir qu'au cas où le Gouvernement Syrien n'adhérerait pas à l'accord financier franco-libanais signé en date de ce jour ou à une accord analogue, et où la balance des paiements entre le Liban et la Syrie serait déficitaire pour le Liban, celui-ci pourrait se trouver obligé de payer en devises autres que la livre libanaise ou le franc des produits essentiels originaires de Syrie, que la zone franc ne pourrait lui fournir aux même prix.

Dans l'éventualité où les circonstances ci-dessus exposéees se trouveraient réalisées, le Gouvernement Français accepterait que la proportion et les délais prévus à l'article 2, paragraphe 2, deuxième alinéa de l'accord fussent révisés par entente mutuelle entre les Parties Contractantes, d'une manière conforme à l'esprit général de l'accord en date de ce jour.

Toutefois, ces cessions ne pourront avoir pour effet de porter la partie du compte ancien No. 2 utilisable pour des achats de devises européennes à une fraction supérieure aux 3/5 du total.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

باريس فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

تفضلتم بابلاغي انه فى حالة عدم انضمام الحكومة السورية الى الاتفاق المالي الفرنسي اللبناني المعقود بتاريخ هذا اليوم ، او الى اتفاق مماثل له ، وفى حالة وقوع لبنان بعجز فى ميزان المدفوعات بينه وبين سورية ، فان لبنان قد يجد نفسه مضطرا الى ان يدفع بغير الليرة اللبنانية او الفرنكات، ثمن بعض المواد الضرورية الواردة من سوريا ، التي قد لا تتمكن منطقة الفرنك من ان تقدمها له بذات الاسعار

فاذا وقعت هذه الاحتمالات بالفعل، فان الحكومة الفرنسية تقبل بان يعاد النظر ، بالاتفاق بين الحكومتين ، بالنسبة والمهل المحددة فى الفقرة الثانية من المادة الثانية من الاتفاق ، بصورة تلائم روح الاتفاق العام .

على انه لا يجوز ان تؤدي هذه الحالة الى جعل النسبة المخصصة من الحساب القديم رقم ٢ لشراء القطع الاوروبي، تفوق ثلاثة اخماس المجموع

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

10

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

A l'occasion de la signature de l'accord en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que rien n'est modifié en ce qui concerne les engagements antérieurement pris par le Gouvernement Français au titre des allocations de devises au Liban pour le troisième trimestre 1947.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بمناسبة توقيع الاتفاق بتاريخ هذا اليوم ، اتشرف بالتأكيد انه لم يتبدل شيء في التعهدات التي سبق ان اتخذتها الحكومة الفرنسية بشأن تقديم القطع الى لبنان في الاشهر الاخيرة لعام ١٩٤٧ .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

11

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'accord en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement Français considère le chiffre de 8 milliards porté à l'article 2 de cet accord comme provisoire. Lorsque sera connue la répartition exacte entre la Syrie et le Liban des avoirs en Francs de la Banque de Syrie et du Liban, à la date de signature

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

بالاشارة الى الاتفاق المعقود بتاريخ هذا اليوم ، اتشرف باحاطتكم علما ان الحكومة الفرنسية تعتبر ان مبلغ الثمانية مليارات الوارد ذكره في المادة الثانية من هذا الاتفاق ، هو مبلغ موقت ، وان المبلغ المقيد للحساب القديم رقم ١ سيسوى بصورة نهائية عندما تعرف بالضبط نسبة التوزيع بين سوريا ولبنان للفرنكات الموجودة

du présent accord, le crédit du compte ancien No. 1 sera ajusté définitivement.

Le montant en francs à porter au crédit du compte ancien No. 1 à la date de la signature sera alors fixé de telle sorte que ce montant soit par rapport au chiffre de 16 milliards dans la même proportion que le montant des des avoirs libanais en francs de la Banque de Syrie et du Liban par rapport au chiffre total des avoirs en francs de cette Banque, en couverture de la monnaie libanaise et syrienne et au compte «Institut d'Emission» à la date du 24 janvier au soir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

في مصرف سوريا ولبنان بتاريخ التوقيع على هذا الاتفاق .

ويحدد عندئذ المبلغ الواجب قيده بالفرنكات ، في تاريخ التوقيع، للحساب القديم رقم ١ ، بحيث تصبح نسبته الى مبلغ الستة عشر مليارا معادلة لنسبة الموجودات اللبنانية بالفرنكات في مصرف سوريا وبنان الى مجموع موجودات هذا المصرف بالفرنكات التي كانت مقيدة في مساء ٢٤ كانون الثاني كتغطية للعملة اللبنانية والسورية في حساب «مؤسسة الاصدار» .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

Ministère des
Affaires Etrangères
de la République Française

Paris, le 24 janvier 1948

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour dont je reprends ci-après les termes :

«Le Gouvernement Libanais' considérant qu'en raison de la fin du Mandat et de la proclamation

وزارة الخارجية الفرنسية

باريس في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

معالي الوزير ،

اتشرف بالافادة أنني تسلمت كتابكم المؤرخ في هذا اليوم ، الذي اثبت نصه فيما يلي :

«نظرا للفائدة التي قد تحصل ، بعد أنتهاء الانتداب واعلان استقلال لبنان ، من ادخال بعض التعديلات

de l'indépendance libanaise, il peut y avoir intérêt à apporter certains aménagements aux actes et annexes qui régissent les concessions des sociétés françaises ou à capital français exerçant sur son territoire, ainsi qu'aux textes qui en précisent les modalités d'application, se propose d'entamer des conversations avec chacune de ces sociétés dans l'esprit des pourparlers déjà engagés à cet effet.

Ces conversations auront pour objet de rechercher de façon contractuelle et dans le cadre de la législation actuellement existante, une solution de nature à permettre au Gouvernement libanais de soumettre à l'approbation du Parlement les aménagements dont il s'agit.

Jusqu'à la mise en application de ces aménagements, les actes, annexes et textes qui régissaient les concessions de ces sociétés au 1er janvier 1944 demeureront en vigueur.

Le présent Modus Vivendi est lié aux diverses dispositions de l'accord en date de ce jour».

En vous donnant l'accord du Gouvernement Français sur la teneur de cette lettre, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BIDAULT

على نصوص العقود والملاحق التي تخضع لها امتيازات الشركات الفرنسية او الشركات ذات الرساميل الفرنسية العاملة فى لبنان ، وعلى النصوص التي تحدد كيفية تطبيق هذه الامتيازات ، فان الحكومة اللبنانية تعتزم الدخول فى مباحثات مع كل من هذه الشركات ، بالروح التي سيطرت على المباحثات الجارية سابقا بهذا الصدد .

«وسيكون هدف هذه المفاوضات التوصل ، بطريقة تعاقدية ، وفى نطاق التشريع النافذ حاليا ، الى حل يسمح للحكومة اللبنانية بان تطلب موافقة البرلمان اللبناني على التعديلات المشار اليها .

«وريثما توضع هذه التعديلات موضع التنفيذ ، فان العقود ، والملاحق ، والنصوص التي كانت تخضع لها امتيازات هذه الشركات بتاريخ اول كانون الثاني ١٩٤٤ ، تظل نافذة المفعول .

« ان هذا التدبير الموقت Modus vivendi مرتبط بسائر احكام الاتفاق الموقع بتاريخ هذا اليوم . »

ابلغكم موافقة الحكومة الفرنسية على مضمون هذا الكتاب .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام

بيدو

13

Beyrouth, le 13 Février 1948

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence a bien voulu me faire demander de préciser certaines modalités d'application de l'article 7 de l'accord franco-libanais du 24 janvier dernier.

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il a toujours été dans les intentions de celui-ci et qu'il est conforme aux entretiens que ses négociateurs ont eus avec vous à Paris de considérer que le Gouvernement Libanais aura la possibilité de disposer de la totalité des sommes portées au crédit du compte ancien No. 2 à l'expiration du dit accord. Il ne voit donc aucun inconvénient à préciser qu'au cas où il existerait encore à cette époque certaines restrictions de change le Gouvernement Libanais aurait la faculté de disposer sur une période de deux ans et par tranches annuelles approximativement égales, de la totalité du reliquiat dont il s'agit, à raison de 50% pour des achats de marchandises dans la zone franc et de 50% pour des achats de devises européennes.

J'ajoute que conformément au texte même de l'article 7 la garantie prévue à l'article 5 continuera d'avoir son plein effet jusqu'à la liquidation totale des avoirs portés au compte No. 2.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Armand Du CHAYLA

بيروت فى ١٣ شباط سنة ١٩٤٨

معالي الوزير ،

لقد رغبتم الى توضيح بعض وجوه تطبيق المادة السابعة من الاتفـاق الفرنسي اللبناني المعقود فى ٢٤ كانون الثاني المنصرم .

فبأمر من حكومتي ، اتشرف بابلاغكم ان الحكومة الفرنسية كانت ولا تزال تقصد ، وفقا للمحادثات التي جرت بينكم وبين مفاوضيها فى باريس ، ان فى وسع الحكومة اللبنانية ان تتصرف ، فى نهاية الاتفاق المذكور، بكامل المبالغ المقيدة للحساب القديم رقم ٢ . بناء عليه ، لا ترى الحكومة الفرنسية مانعا من الايضاح انه يحق للحكومة اللبنانية ، فى حالة بقاء بعض قيود على القطع فى ذلك التاريخ ، ان تتصرف بكامل الرصيد المذكور على مدة سنتين وبقسطين سنويين متساويين تقريبا ، وذلك بنسبة ٥٠ بالمائة لمشترى بضائع من منطقة الفرنك ، و٥٠ بالمائة لمشترى قطع اوروبي .

واضيف الى ما تقدم، وفقا لنص المادة السابعة ، ان الضمانة المنصوص عليها فى المادة الخامسة ستظل سارية المفعول الى ان تتم تصفية المبالغ الواردة فى الحساب القديم رقم ٢ .

وتفضلوا بقبول فائق الاحترام .

ارمان دي شايلا

١١

1

PROTOCOLE EXPLICATIF

Le Gouvernement de la République Française

et

Le Gouvernement de la République Libanaise,

désireux d'éviter toute divergence sur l'interprétation de l'accord monétaire et financier qu'ils ont conclu le 24 janvier 1948, sont convenus de joindre au dit Accord le présent Protocole explicatif :

ARTICLE PREMIER. — Aux termes du Paragraphe 2 de l'article 9, la somme de Vingt millions de livres libanaises, représentant le total des créances françaises sur le Gouvernement Libanais, sera remboursée par ce dernier au moyen de cinq prélèvements égaux sur le compte ancien no. 1, le 30 juin de chacune des années 1949, 1950, 1951, 1952, 1953.

Il va de soi que ces délais ne sont que des facilités et qu'ils n'enlèvent nullement au Gouvernement libanais la faculté de se libérer de sa dette par anticipation en tout ou en partie.

ARTICLE DEUXIEME. — Au sujet du paragraphe no. 2 de l'article 2, il est expliqué :

a) — que la fixation au 1er janvier 1953 de la date à partir de laquelle peuvent être effec-

بروتوكول ايضاحي

ان حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة الجمهورية الفرنسية ، رغبة منهما فى اجتناب كل اختلاف على تفسير الاتفاقية النقدية والمالية المعقودة بينهما فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨ ، قد اتفقتا على ضم هذا البروتوكول الايضاحي الى الاتفاقية المذكورة .

المادة ١ — تنص الفقرة الثانية من المادة التاسعة على ان يسدد مبلغ العشرين مليون ليرة لبنانية ، وهو مجموع الديون الفرنسية على الحكومة اللبنانية ، اخذا من الحساب القديم رقم ١ على خمسة اقساط متساوية تستحق فى ٣٠ حزيران من كل من السنوات ١٩٤٩ ، ١٩٥٠ ، ١٩٥١ ، ١٩٥٢ ، ١٩٥٤

وبديهي ان هذه المهل ليست سوى تسهيلات وانها لا تحرم الحكومة اللبنانية مطلقا من حقها فى التحرر مسبقا من كامل دينها او من جزء منه .

المادة ٢ — فيما يختص بالفقرة رقم ٢ من المادة ٢ يصرح :

أ) ان التاريخ الذي يمكن ان تبدا فيه التحويلات من الحساب القديم رقم ١ الى الحساب الجديد

tués les virements du compte ancien no. 1 au compte nouveau no. 3 est en corrélation avec les délais stipulés à l'article 9 pour le règlement des créances françaises. En conséquence, si le Gouvernement libanais usait de la faculté indiquée à l'article précédent du présent Protocole de se libérer de sa dette par anticipation, les virements en question pourraient commencer dès l'année au cours de laquelle le règlement total des créances françaises aura été effectué ;

b) — que le préavis de trois mois est simplement une condition destinée à faciliter les prévisions de trésorerie du Gouvernement français et ne saurait être l'occasion d'une contestation ou d'une discussion, de quelque nature que ce soit, sur le droit absolu du Gouvernement libanais d'obtenir le virement annuel, au compte nouveau no. 3, du dizième de la somme initiale inscrite au compte ancien no. 1

ARTICLE TROISIEME. — Le paragraphe no. 3 de l'article 2 laisse aux Parties la faculté de procéder, dans certains cas, à des virements du compte no. 1 au compte no. 3 pour des montants excédant les montants fixés par le paragraphe no. 2 du même article.

رقم ٣ جعل اول كانون الثاني ١٩٥٣ انسجاما والمهل المحددة فى المادة ٩ لتسديد الديون المتوجبة للحكومة الفرنسية . بناء عليه يمكن — فيما اذا استعملت الحكومة اللبنانية حقها فى التحرر مسبقا من دينها وفقا لمنطوق المادة السابقة من هذا البروتوكول — ان تبدا التحويلات المذكورة اعتبارا من السنة التي تكون الديون المتوجبة للحكومة الفرنسية قد سددت خلالها بكاملها .

ب) ان الاعلام الذي يقدم قبل ثلاثة اشهر هو مجرد شرط الغاية منه ان يسهل على الخزينة الفرنسية اخذ احتياطاتها ولا يمكن ان يؤدي الى نزاع او جدل من اي نوع كان حول حق الحكومة اللبنانية المطلق بالحصول على التحويل السنوي الى الحساب الجديد رقم ٣ لعشر المبلغ الاساسي المقيد بحساب القديم رقم ١ .

المادة ٣ — الفقرة رقم ٣ من المادة ٢ تترك للفريقين ، فى بعض الحالات ، الحق فى تحويل مبالغ تفوق المبالغ المحددة فى الفقرة رقم ٢ من المادة نفسها من الحساب رقم واحد الى الحساب رقم ٣ .

Se référant à l'article 19 de l'Accord, les Parties déclarent qu'il y a lieu, à la faveur des autres dispositions de l'accord et, notamment, du titre III et de l'article 18, d'interpréteer dans un sens large les mots «intérêt» «toute autre raison» qui figurent au paragraphe no. 3 de l'article 2.

A titre d'exemple, il y aurait «intérêt» à dépasser le montant des virements au compte no. 3 prévu par le paragraphe no. 2 au cas où, le compte no. 2 étant épuisé, le compte no. 3 se trouverait en déficit.

ARTICLE QUATRIEME.— Au sujet du paragraphe no. 2 de l'article 3, il est précisé que les délais prévus pour les achats de devises européennes autres que le franc français ne dépasseront une année, à compter de l'entrée en vigueur de l'accord, que si les deux Parties le jugent opportun.

ARTICLE CINQUIEME. — Le mot «éventuellement» du paragraphe no. 3 de l'article 3 implique le Liban peut, à tout moment, faire procéder aux virements visés.

ARTICLE SIXIEME. — Le paragraphe 2 de l'article 14 n'a d'autres sens que le suivant : un résidant de l'un des deux Pays contractants ne peut s'engager

فالفريقان يصرحان ـ بناء على المادة ١٩ من الاتفاقية ، واستناداً الى سائر احكام الاتفاقية ولا سيما الباب الثالث والمادة ١٨ ـ ان كلمة « فائدة » وعبارة « لاي سبب اخر » الواردتين فى الفقرة رقم ٣ من المادة ٢ يجب ان تفسرا تفسيرا رحبا .

وعلى سبيل المثال ، يكون هنالك « فائدة » فى تجاوز مقدار التحويلات الى الحساب رقم ٣ المبين فى الفقرة رقم ٢ اذا كان الحساب رقم ٢ قد نفد وكان الحساب رقم ٣ فى عجز .

المادة ٤ ـ فيما يختص بالفقرة رقم ٢ من المادة ٣ يوضح بان المهل التي يتم فيها شراء عملات اوروبية غير الفرنك الفرنسي ، لن تتجاوز سنة واحدة ابتداء من وضع الاتفاقية موضع التنفيذ ، الا اذا ارتأى الفريقان ذلك .

المادة ٥ ـ ان كلمة « قد » الواردة فى الفقرة رقم ٣ من المادة ٣ تعني ان باستطاعة لبنان اجراء التحويلات المشار اليها فى اي وقت كان .

المادة ٦ ـ ان الفقرة ٢ من المادة ١٤ لا يمكن تفسيرها الا كما يلي : ان المقيم فى احد البلدين المتعاقدين لا يمكنه ان يتعهد نحو مقيم من البلد

envers un résidant de l'autre pays ou accepter de lui un engagement en une autre monnaie que le franc français ou la livre libanaise, s'il n'y est autorisé par l'organisme de contrôle des changes de son propre Gouvernement.

ARTICLE SEPTIEME. — Le nouveau Protocole prévu à l'article 20 consacrera l'autonomie du Contrôle des Changes libanais.

FAIT à Beyrouth, en double exemplaire, le 28 septembre 1948./.

Le Ministre de France
Envoyé Extraordinaire et
Plénipotentiaire de la
République Française

Armand Du CHAYLA

Le Ministre des
Affaires Etrangères de la
République Libanaise

Hamid FRANGIE

الاخر او ان يقبل منه تعهدا بعملة غير الفرنك الفرنسي او الليرة اللبنانية، الا اذا اجاز له ذلك مكتب مراقبة القطع في حكومته .

المادة ٧ ــ ان البروتوكول الجديد المذكور في المادة ٢٠ يثبت استقلال مراقبة القطع اللبنانية .

وضع على نسختين في بيروت في ٢٨ ايلول ١٩٤٨

وزير فرنسا
المندوب فوق العادة والمطلق الصلاحية
للجمهورية الفرنسية

ارمان دي شايلا

وزير خارجية الجمهورية
اللبنانية

حميد فرنجية

PROTOCOLE

Se référant à l'article 20 de l'accord franco-libanais du 24 janvier 1948 et en vue de faciliter l'application du dit accord les deux Parties contractantes ont convenu de ce qui suit :

Article 1. — Le Protocole en date du 19 avril 1944 réglant le statut du Contrôle des Changes est annulé.

بروتوكول

بالاشارة الى المادة ٢٠ من الاتفاقية اللبنانية ــ الفرنسية المؤرخة في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨ وتسهيلا لتطبيق هذه الاتفاقية اتفق الفريقان المتعاقدان على ما يلي :

المادة ١ ــ الغي البروتوكول المؤرخ في ١٩ ابريل ١٩٤٤ المتعلق بنظام مراقبة القطع .

Article 2. — Chacun des deux Gouvernements désignera des représentants à une commission mixte qui sera chargée :

a) d'étudier toutes les questions que pourra soulever l'application de l'accord du 24 janvier 1948 et d'assurer la mise en œuvre des échanges de renseignements prévus par l'article 19 dudit accord.

b) de mettre au point les mesures d'exécution qui devront, dans le cadre de l'accord du 24 janvier 1948, être prises d'un commun accord par les deux Gouvernements.

Article 3. — Les travaux de cete commission feront, à chacune de ses réunions, l'objet d'un procès-verbal qui sera communiqué aux deux Gouvernements./.

Beyrouth, le 16/12/1948

Le Ministre des
Affaires Etrangères
de la République Libanaise

Hamid FRANGIE

Pr. le Ministre de France
au Liban
Le Conseiller de la Légation

المادة ٢ ـ تعين كل من الحكومتين ممثلين عنها فى لجنة مشتركة مهمتها:

أ) دراسة جميع المسائل التي يمكن ان تنشأ عن تطبيق اتفاقية ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨ وتأمين تطبيق تبادل المعلومات المشار اليها فى المادة ١٩ من الاتفاقية المذكورة .

ب) تنظيم التدابير التنفيذية التي يجب ان تؤخذ بالاتفاق بين الحكومتين ضمن نطاق اتفاقية ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٨

المادة ٣ ـ تدون اعمال هذه اللجنة عند كل اجتماع فى محضر يبلغ الى الحكومتين .

بيروت فى ١٦ كانون الاول ١٩٤٨

وزير الخارجية فى الجمهورية اللبنانية

حميد فرنجية

عن وزير فرنسا المفوض فى لبنان
مستشار المفوضية

PROCES VERBAL D'ECHANGE DES RATIFICATIONS SUR L'ACCORD MONETAIRE FRANCO-LIBANAIS SIGNE A PARIS LE 24 JANVIER 1948.

Monsieur AHMED BEY DAOUK, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Liban, s'est présenté aujourd'hui au Ministère des Affaires Etrangères pour procéder avec le Ministre Français des Affaires Etrangères représenté par Monsieur CHAUVEL, Ambassadeur de France, Secrétaire Général, Commandeur de la Légion d'Honneur, à l'échange des ratifications sur l'Accord monétaire Franco-libanais signé à Paris le 24 janvier 1948.

Les instruments ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, ont été échangés.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont dressé le présent Procès-Verbal qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

FAIT A PARIS, en double exemplaire, le Mardi 15 Février 1949 à 17 heures./.

cachet

AHMED DAOUK

P. CHAUVEL

GRANDE-BRETAGNE

ACTES DIPLOMATIQUES LIBAN — GRANDE-BRETAGNE

AVANT NOVEMBRE 1943

● **24 Avril 1920 — San Remo**
ACCORD FRANCO-ANGLAIS SUR LES PETROLES
(AD — p. 183)

● **12 Juin 1928**
ACCORD POSTAL
(Echange de mandats-postes)

— Arrêté 2249 du 7 Décembre 1928 publiant cet accord (B.O. 1928 p. 248 — J.O. 1928 no. 2215)

● **1 Octobre 1832**
PROTOCOLE FRANCO-ANGLO-IRAKIEN SUR LES PETROLES
(AD — p. 189)

● **16 Juillet 1935 — Paris**
ACCORD POSTAL
(Echange direct de mandats-postes)

— Arrêté 73/LR du 6 Avril 1936 publiant, mettant à exécution cet accord et fixant la date de mise en vigueur de cet échange.

بريطانيا العظمى

اتفاقات دولية
بين لبنان وبريطانيا العظمى

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

● **٢٤ نيسان ١٩٢٠ ـ سان ريمو**
اتفاق فرنسي ـ بريطاني بشأن البترول
(ود. ص. ١٨٣)

● **١٢ حزيران ١٩٢٨**
اتفاق بريدي
(مبادلة الحوالات البريدية)

ـ قرار رقم ٢٢٤٩ تاريخ ٧ كانون الاول ١٩٢٨
نشر هذا الاتفاق
(ن.م. ١٩٢٨ ص. ٢٤٨ ـ جر. ١٩٢٨ عدد ٢٢١٥)

● **١ تشرين الاول ١٩٣٢**
بروتوكول فرنسي ـ بريطاني ـ عراقي بشأن البترول
(ود. ص. ١٨٩)

● **١٦ تموز ١٩٣٥ ـ باريس**
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

ـ قرار رقم ٧٣\ل ر تاريخ ٦ نيسان ١٩٣٦
نشر هذا الاتفاق ووضعه موضع التنفيذ وعين تاريخ مباشرة المبادلة

● **26 Octobre 1938 — Paris**
ACCORD POSTAL

(Echange direct de colis-postaux)

— Arrêté 170/LR du 19 Décembre 1938 publiant, mettant à exécution cet accord et fixant la date de mise en vigueur de cet échange.

● **٢٦ تشرين الاول ١٩٢٨ ـ باريس**
اتفاق بريدي

(مبادلة مباشرة للطرود البريدية)

ـ قرار ١٧٠\لر تاريخ ١٩ كانون الاول ١٩٢٨
نشر هذا الاتفاق ووضعه موضع التنفيذ وعين تاريخ مباشرة المبادلة

● **24 Janvier 1941**
ACCORD COMMERCIAL

(Versements des dettes commerciales et déclarations de créances)

— Arrêté 13/LR du 24 Janvier 1941 relatif à la déclaration de ces dettes et créances.

● **٢٤ كانون الثاني ١٩٤١**
اتفاق تجاري

(دفع الديون التجارية والتصريح عنها)

ـ قرار ١٣\لر تاريخ ٢٤ كانون الثاني ١٩٤١ بشأن التصريح عن هذه الديون

● **10 Mars 1943**
PROTOCOLE LIBANO-ANGLO-FRANCO-SYRIEN

— Arrêté 120/FC du 10 Mars 1943, abrogeant l'arrêté 229/FL du 21 Avril 1942 et ratifiant ce protocole.

● **١٠ آذار ١٩٤٣**
بروتوكول لبناني ـ بريطاني ـ فرنسي سوري

ـ قرار ١٢٠/فم تاريخ ١٠ آذار ١٩٤٣ الغاء القرار ٢٢٩\فح تاريخ ٢١ نيسان ١٩٤٢ وتصديق هذاالبروتوكول

APRES NOVEMBRE 1943

● **25 Janvier 1944**
ACCORD FINANCIER LIBANO-ANGLO-FRANCO SYRIEN

(Taux de change de la livre sterling)

(V. France)

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● **٢٥ كانون الثاني ١٩٤٤**
اتفاق مالي لبناني ـ بريطاني ـ سوري

(بشأن قيمة الليرة الاسترلينية)

(راجع فرنسا)

- 20 Novembre 1946
CONTRAT D'ACHAT DE LA LIGNE DE CHEMIN DE FER TRIPOLI-NAKOURA

- ٢٠ تشرين الثاني ١٩٤٦
اتفاق شراء خط طرابلس ـ الناقورة الحديدي

- 22 Janvier - 21 Juin 1947
ECHANGE DE LETTRES

SUR LA SUPPRESSION DES TRIBUNAUX MIXTES

- ٢٢ كانون الثاني ـ ٢١ حزيران١٩٤٧
مبادلة رسائل
بشأن الغاء المحاكم المختلطة

- 20 Juin - 26 Aout 1949 —
Londres - Beyrouth
ACCORD POSTAL

(Echange de mandats-postes)

- ٢٠ حزيران ـ ٢٦ آب ١٩٤٩
لندن ـ بيروت
اتفاق بريدي
(مبادلة الحوالات البريدية)

- 25 Aout 1951 - Beyrouth
ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

- ٢٥ آب ١٩٥١ ـ بيروت
اتفاق المواصلات الجوية

CONTRAT D'ACHAT DE LA VOIE FERREE RAS NAKOURA — BEYROUTH — TRIPOLI

● Signé à Beyrouth le 20 Novembre 1946

● Ratification autorisée par la loi du 25 Février 1947

اتفاق شراء

خط الناقورة ـ بيروت ـ طرابلس الحديـــــــدي

● وقع عليه في بيروت في ٢٠ تشريـــن الثاني ١٩٤٦

● اجيز التصديق عليه بموجب قانـون ٢٥ شباط ١٩٤٧

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Son Excelleence Monsieur Philippe Takla, Ministre des Affaires Etrangères, dûment qualifié et agissant au nom et pour compte de la République du Liban (ci-après dénommée «La République Libanaise») d'une part ;

Et le Brigadier William Moring Hayes, C.B.E., Président du British Fixed Assets Disposals Executive, dûment qualifié et agissant au nom et pour compte du Secrétaire d'Etat pour la Guerre de Sa Majesté Britannique (ci-après dénommé «Le Gouvernement Britannique») d'autre part;

Lesquels ont préalablement exposé que le Gouvernement Britannique, ayant construit la voie ferrée «Standard Gauge Railway» (ci-après dénommée «la voie ferrée») entre Ras-Nakoura—Beyrouth—Tripoli, accepte de céder ses droits sur la dite voie, le matériel roulant et les accessoires à la République libanaise aux termes et conditions ci-après :

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE I. — Le Gouvernement Britannique vend à la République libanaise qui accepte la voie ferrée consistant en matériel fixe, postes à signaux, équipement des signaux, ponts, voies ferrées accessoires (à l'exclusion du prolongement de la voie ferrée Zaatar), voies de classement, pipelines depuis les voies de classements jusqu'à Beyrouth, ainsi que les appareils et installations fixes accessoires à la voie ferrée, voies d'évidement et de barrage ainsi que toutes les installations faisant partie de l'infrastructure de la dite voie, et le matériel destiné à son entretien, tel que l'outillage des équipes, draisines, etc., tels qu'ils se trouvenet sur les lieux à la date du 31 octobre 1946, le tout au prix de L.L. 5.000.000 (cinq millions de livres libanaises).

ARTICLE II. — La vente de la susdite voie ferrée ne comprendra pas le matériel roulant ou les

appareils et effectifs de fonctionnement.

ARTICLE III. — Le prix d'achat susdit de L.L. 5.000.000 sera payé par la République libanaise au Gouvernement britannique en 7 (sept) termes annuels égaux de L.L. 714.285,71 (Sept cent quatorze mille deux cent quatre vingt cinq livres libanaises et soixante et onze piastres), dont le premier payable le 1er jour de mars 1947, et les autres termes payables le 1er mars de chaque année suivante jusqu'au paiement total du prix d'achat.

ARTICLE IV. — La voie ferrée étant vendue «en l'état», le Gouvernement Britannique décline toute responsabilité concernant l'état ou la condition du matériel fixe ou toute autre partie de la voie ferrée, ou de tout matériel ou équipement employé ou accessoire à l'usage de la voie ferrée comme il décline toute responsabilité du chef des vices de n'importe quel genre et ne donne aucune garantie quant à la solidité ou la suffisance de toute partie de la voie ferrée ou des ponts, routes ou autres équipement ou matériel s'y rattachant, pour l'usage de la voie ferrée ou pour d'autres fins. Cependant, les manques constatés par inventaire spécial contradictoire seront tous rapportés et livrés au Gouvernement libanais avant fin novembre 1946.

ARTICLE V. — La République libanaise assume toute responsabilité financière et légale, présente ou à venir, du chef des terrains expropriés conformément au décret no 1948K du 4 octobre 1944, et du chef de toutes réclamations résultant ou émanant de l'expropriation ou usage de tout terrain pour les besoins de la dite voie ferrée ou des travaux accessoires à cette voie, y compris les routes, voies indirectes ou détournées et les ponts, etc., et dédommagera les propriétaires et locataires.

ARTICLE VI. — Toutes réclamations résultat du fonctionnement de la voie ferrée, y compris les salaires du personnel ou les compensations ou indemnités (s'il en existe) à eux dûs jusques et y compris le 31 octobre 1946 (à l'exception des réclamations visées à l'article précédent), seront à la charge du Gouvernement Britannique; la République libanaise s'engage à donner toute l'assistance nécessaire pour permettre au Gouvernement britannique de liquider ces réclamations, dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE VII. — Le Gouvernement libanais prendra immédiatement telles mesures qui seraient nécessaires pour l'abrogation de tous textes pouvant engager la responsabilité du Gouvernement Britannique en ce qui concerne

l'expropriation des terrains ou le paiement de toute indemnité du chef de tout terrain employé ou endommagé du fait de la construction de la voie.

ARTICLE VIII. — La République libanaise aura la faculté d'acheter telle quantité de matériel roulant (locomotives et wagons) et ce, dans la limite rendue disponible par le Ministère britannique de la Guerre (en vertu du tableau ci-annexé).

Le paiement se fera lors de l'achat de chaque article.

ARTICLE XIV. — Tout différend ou litige pouvant surgir entre le Gouvernement britannique et la République libanaise concernant l'interprétation ou l'exécution des clauses et conditions du présent contrat sera soumis à l'arbitrage de deux arbitres amiables compositeurs, respectivement désignés par chacune des deux parties. En cas de désaccord entre eux, les deux arbitres désigneront un surarbitre. S'il ne sont pas d'accord sur le choix du surarbitre, celui-ci sera désigné par le Chef de l'Etat libanais.

ARTICLE X. — Le présent accord ne sera définitif et exécutoire qu'après son approbation par la Chambre des députés libanaise.

Fait en double, à Beyrouth, le 20 novembre 1946

ANNEXE

Ci-après détail des quantités maxima de locomotives et de matériel roulant que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est disposé à vendre au Gouvernement libanais pour l'exploitation de la voie ferrée HBT, conformément à l'article 9 du contrat ci-dessus :

(A) *Locomotives*

10 × 2-8-0 Locomotives types LMS : (au mazout)

Numéro de Série

70579	70573
70447	70588
70507	70396
70611	70300
70440	70305

Prix : (Max) £ 12,300 —
LLS 108,609.00 chaque
(Min) £ 10,250 —
LLS 90,507,50 »

(B) *Wagons*

(a) 15 wagons citernes improvisés anglais pour mazout de locomotives d'une capacité de 3500/3000 gallons

Prix : (Max) £512/10 s. —
LLS 4525. 37 chaque
(Min) £ 410 —
LLS 3620.30 chaque

(b) 46 wagons anglais couverts à hautes parois latérales de 40 tonnes (types HongKong)

Prix : (Max) £ 717/10 s — LLS 6335.52 chaque

(Min) £ 615 — LLS 5430.45 chaque

(c) 47 fourgons anglais couverts de 40 tonnes types (Hong Kong).

Prix : (Max) £ 768/15 s — LLS 6788.06 chaque

(Min) £ 666/5 s — LLS 5882.98 chaque

ou

47 fourgons américains couverts de 40 tonnes

Valeur estimée à £758/10 s — LLS 6697.55 chaque

Le prix définitif devra être négocié par le Gouvernement libanais avec le U.S. Foreign Liquidation Commission, Cairo.

(d) 11 wagons anglais ouverts à hautes parois latérales de 13 tonnes (Westinghouse brake piped)

Prix : (Max) £ 246 — LLS 2172.18 chaque

(Min) £ 143/10 s — LLS 1267.10 chaque

(e) 95 wagons anglais ouverts à hautes parois latérales de 13 tonnes (Hand Braked)

Prix : (Max) £ 246 — LLS 2172.18 chaque

(Min) £ 143/10 s — LLS 1267.10 chaque

(f) 10 wagons américains caboose de 18 tonnes

Valeur estimée à £ 666/5 s — LLS 5882.98 chaque

Le prix définitif devra être négocié par le Gouvernement libanais avec le U.S. Foreign Liquidation Commission, Cairo.

Le Gouvernement libanais pourra choisir le matériel qui lui convient ; dans le cas où il préférerait des wagons de prêt et bail, il devrait en négocier l'achat avec le U.S. Foreign Liquidation Commission, Cairo.

Philippe Takla

William Moring Hayes

ECHANGE DE LETTRES

SUR LA SUPPRESSION DES TRIBUNAUX MIXTES

● **Signé à Beyrouth le 22 Janvier et 21 Juin 1947**

British Legation
22nd January, 1947

His Excellency
Henry Bey Pharaon
Lebanese Minister for
Foreign Affairs

Your Excellency,

I have to honour to make, on instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom, the following proposal on the subject of the Lebanese Courts:

2. His Majesty's Government in the United Kingdom, while not receding from the contention which they have always maintained that, on the abolition of the Mixed Courts, the capitulatory jurisdiction of British Consular Courts would in strict theory automatically revive until surrendered in a further agreement to be made between the two Governments, note that the Lebanese Government are not in agreement

مبادلة رسائل

بشان الغاء المحاكم المختلطة

● **وقعت فى بيروت فى ٢٢ كانون الثاني ١٩٤٧**

المفوضية البريطانية
٢٢ كانون الثاني ١٩٤٧

معالي هنري بك فرعون
وزير الخارجية اللبنانية

معالي الوزير

بناء على تعليمات حكومة صاحب الجلالة فى المملكة المتحدة فى شأن المحاكم اللبنانية اتشرف بان اقدم اليكم المشروع التالي :

٢ ـ ان حكومة جلالته تشبثت بوجهة نظرها ، التي تمسكت بها فى انه اذا ما الغيت المحاكم المختلطة فان امتيازات المحاكم القنصلية البريطانية تبعث حكما ـ وذلك من النظرية البحتة الى ان يتم التنازل عنها بموجب اتفاق يعقد بين الحكومتين ، تلاحظ ان الحكومة اللبنانية لا توافق على هذه النظرية ولما كانت الحكومة البريطانية لا ترغب

3. His Majesty's Government

with this theory and, far from pressing their point of view, are prepared to join with the Lebanese Government in finding a practical and final solution which will give the fullest recognition to the independence of the Lebanese judicature.
in the United Kingdom, agreeing to the abolition of the Mixed Courts as from the end of the year 1946 suggest that the cases pending before these courts should be heard in the Lebanese National Courts, but that the judges before whom they would be argued, in all degrees of jurisdiction, should be Lebanese magistrates who have had experience in the Mixed Courts and who will therefore be able finally to dispose of the cases on the bases of the existing pleandings and the interlocutory decisions already made, without the necessity of having them translated, thus ensuring continuity of procedure and jurisprudence. His Majesty's Government are convinced that the Lebanese Government will agree that this is a fair and reasonable solution of the difficulty and will allow the cases to be settled with the minimum of delay and in the general interest.

4. As regards the juridical position of British subjects in the Lebanon in the future, His Ma-

فى فرض وجهة نظرها فهي مستعدة لان تشترك مع الحكومة اللبنانية فى ايجاد حل عملي يضمن الاعتراف التام باستقلال القضاء اللبناني .

٣ ـ لذلك فان الحكومة البريطانية وهي تقر الغاء المحاكم المختلطة فى نهاية عام ١٩٤٦ ترى ان يتولى النظر فى جميع درجات المحاكمة فى القضايا التي تبقى عالقة امام تلك المحاكم قضاة لبنانيون من ذوي الخبرة بشؤون المحاكم المختلطة يستطيعون ان ينهوا هذه القضايا على اساس المرافعات السابقة والاحكام والقرارات غير القطعية التي اتخذت فى شأنها دون حاجة الى ترجمتها فيضمنون بذلك استمرار المحاكمة والاجتهاد .

والحكومة البريطانية واثقة من ان الحكومة اللبنانية ستوافقها على ان هذا الحل عادل ومعقول وانه يساعد على فصل القضايا المذكورة فى اسرع وقت ممكن فصلا منطبقا على المصالحة العامة .

٤ ـ اما فيما يتعلق بمركز الرعايا

jesty's Government in the United Kingdom recognises that they will naturally come within the full jurisdiction of the National courts. At the same time His Majesty's Government are confident that the Lebanese Government will be prepared to adopt, with regard to heir personal status, the rule which is adopted in the majority of countries, namely that their national law should be applied to them. It is true that in the United Kingdom, and nearly all other British territories for which His Majesty's Government in the United Kingdom are responsible, it is law of the domicile rather than the law of the nationality which is applied for personal status cases. But the expression « domicile » in English law has a very special meaning and is quite distinct from the conception of residence. « Domicile » refers to the place which is deemed to be a man's permanent home as opposed to the residence which he may establish for even quite a long period elsewhere. Further, every person acquires at his birth as his domicile of origin the domicile of his parents and the English courts require such strict proof that the domicile of origin has been replaced by a new domicile of choice that it is comparatively rarely that they find that the domicile of origine has been son displaced. Conse-

البريطانيين القضائي بلبنـــان فى المستقبل فان حكومة جلالتـه تسلم بانه من الطبيعي خضوع هؤلاء الرعايا لسلطة المحاكم الوطنية خضوعا تاما.

وهي واثقة بالوقت نفسه من ان الحكومة اللبنانية مستعدة لان تطبق فى احوال الرعايا البريطانيين الشخصية القاعدة المتبعـــة فى معظم الدول اي تطبيق قانونهم الوطني .

ان قانون محل الاقامة ـ لا القانون الوطني ـ هو الذي يطبق على قضايا الاحوال الشخصية فى المملكة المتحدة والمتلكات والاراضى التابعة لحكومـــة جلالته غير ان لعبارة محل الاقامـــة فى القانون الانكليزي معنى غير المعنى الذي تنطوي عليه لفظة مسكن فـــان محل الاقامة بمعنى الموطـــن الدائـــم بخلاف المسكن الذي يمكن ان يحـــل فيه الشخص مدة قد يمتد اجلهـــا احيانا وعلى ذلك فان كـــل شخص يكتسب لدى ولادته محل اقامة اصلي هو ومحل اقامة والديه. وان المحاكم الانكليزية تتطلب براهين قاطعـــــة للتثبت مـــن ان محل الاقامة الاصلي قد استبدل به محل اقامة اخر ومـــن النادر ان تقر تبديـــل محـــل الاقامة

quently in fact the result is that, in the vast majority of ceses, a Lebanese national in the United Kingdom and the British territories refered to above will in fact be held to be domiciled in Lebanon and therefore in matters of personal statuts Lebanese law would be applied to him by the courts. Acceptance of this principle would mean that with regard to all questions concerning marriage and conjugal rights, divorce, judicial separation, dowry, paternity, affiliation, legitimation, adoption, capacity of persons, majority, guardianship, trusteeship and interdiction, succession by will or on intestacy, distribution of estates, and settlements, and in general family law, British subjects in the Lebanon would be subject to their national laws, and if with respect to any of the said questions one of the parties should bring a matter before the Lebanese Courts, the said Courts would have to apply the appropriate British laws. The competent British authorities will, of course, furnish the Lebanese Government, in case of need, the necessary information relative to such British laws.

5. I hope that Your Excellency will be able to communicate to me at an early date the consent of the Lebanese Government to a pratical solution of these out-

الاصلي وفى الواقع ونتيجة لما تقدم ان اللبناني المقيم فى المملكة المتحدة او فى الممتلكات والاراضى البريطانية المشار اليها يعتبر محل اقامته فى لبنان وتطبق المحاكم الانكليزية القانون اللبناني فى القضايا المتعلقة باحواله الشخصية .

ان الاخذ بهذا المبدا يقضي بان يطبق على الرعايا البريطانيين فى لبنان قوانينهم الوطنية فى القضايا المتعلقة بالزواج والحقوق الزوجية والطلاق والتفريق والمهر والابوة والالحاق وتصحيح النسب والتبني والاهلية والرشد والولاية والوصاية والحجر والارث وتوزيع التركة وتحريرها وبوجه عام فى جميع القضايا المتصلة بحقوق العائلة فان تقدم احد المتقاضين من المحاكم اللبنانية بقضية تتعلق بالمسائل المذكورة فان تلك المحاكم تطبق القوانين البريطانية المرعية .

فانني ارجو ان تتمكنوا معاليكم من ان تبعثوا الي فى وقت قريب

بموافقة الحكومة اللبنانية لهذه المسائل على الوجه المشروح آنفا وانى انتهز هذه الفرصة لاجدد معاليكم تأكيد اسمى اعتباري .

م. تلبوت

standing juridical problems on the above lines.

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

M. TALBOT

معالي الوزير،

جوابا على مذكرتكم التى تكرمتم بارسالها الي بتاريخ ٢٢ كانون الثاني ١٩٤٧ فى شأن المحاكم اللبنانية ، اتشرف باعلامكم ما يلي :

٢ ـ تتشرف الحكومة اللبنانية ان تأخذ علما بموافقة الحكومة البريطانية على الغاء المحاكم المختلطة فى نهاية عام ١٩٤٦ .

٣ ـ ان الحكومة اللبنانية نزولا على المصلحة العامة وتلافيا لكل تأخير واقتصادا فى النفقات وتوصلا الى الفصل فصلا نهائيا بالقضايا امام المحاكم المختلطة مستعدة ، بصورة استثنائية وموقتة لان تعمل بالاقتراح الوارد فى مذكرتكم بان يتولى النظر والفصل فى تلك القضايا قضاة لبنانيون ذوو خبرة بشؤون المحاكم المختلطة .

٤ ـ اما فيما يتعلق باحوال الرعايا البريطانيين الشخصية فان الحكومة اللبنانية على استعداد ايضا للاخذ بالمبدأ المقرر فى القانون الدولي الخاص والذي تتمشى عليه حاليا المحاكم اللبنانية ومحاكم معظم الدول وهو المبدأ القاضي بان يطبق فى قضايا الاحوال الشخصية القانون الوطني لصاحب العلاقة وقد اتخذت الحكومة اللبنانية علما بالبيان الوارد فى مذكرتكم عن وجهة النظر الانكليزية المستمدة من احكام القانون الانكليزي المرعي الاجراء والذي بموجبه تطبق احكام القانون اللبناني لفصل القضايا الخاصة باحوال اللبنانيين الشخصية استنادا الى المعنى المقصود من كلمة محل الاقامة فى نظر اجتهاد المحاكم الانكليزية

وانني انتهز هذه الفرصة لاجدد لكم يا سيدي تاكيد اسمى اعتباري.

١٩٤٧\١\٢٢

وزير الخارجية

هنري فرعون

ACCORD D'ECHANGE DE MANDATS-POSTE

- Signé à Londres et Beyrouth le 20 Juin et 26 Août 1949
- Les textes officiels sont établis en langues française et anglaise.

اتفاق
مبادلـــة حوالات بريدية

- وقع فى لندن وبيروت فى ٢٠ حزيران و٢٦اب ١٩٤٩
- وضع النصان الرسميان المعتمـــدان باللغتين الفرنسية والانكليزية .

ARRANGEMENT POUR L'ECHANGE DES MANDATS ENTRE L'ADMINISTRATION POSTALE DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE ET L'ADMINISTRATION POSTALE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD.

ARTICLE 1. — Dans cet arrangement l'expression «Royaume-Uni» comprend : La Grande Bretagne, l'Irlande du Nord, les Iles de la Manche et l'Ile de Man.

ARTICLE 2. — Entre le Pays de la Republique Libanaise d'une part, et le Royaume-Uni d'autre part, sera établi un échange régulier de mandats de poste.

ARTICLE 3. — Le service des mandats de poste entre les pays sus-mentionnés sera exécuté exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Pour la République Libanaise le bureau

AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE LEBANESE REPUBLIC.

ARTICLE 1. — In this Agreement the expression «United Kingdom» includes Great Britain, Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

ARTICLE 2. — Between the United Kingdom on the one hand and the Lebanese Republic on the other hand there shall be a regular exchange of Money Orders.

ARTICLE 3. — The Money Order Service between the countries named shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of the united kingsdom the office of

d'échange sera celui de Beyrouth; pour le Royaume-Uni celui de Londres.

ARTICLE 4. — 1. Le montant de chacun des titres échangés de part et d'autre sera exprimé dans la monnaie du pays de destination.

2. Chacune des Administrations postales aura la faculté de modifier, selon les circonstances, le taux de conversion applicable aux mandats émis par elle à condition de notifier ce taux à l'Administration correspondante.

3. La conversion dans la monnaie du pays de destination, des sommes tirées par application de la présente Convention, sera effectuée par le bureau d'échange du pays d'émission.

4. Dansla la conversion, les fractions de penny ou de demi-piastre seront négligées.

ARTICLE 5. — Chacune des Administrations postales aura la faculté de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum pour lequel un mandat individuel peut être émis dans son pays. Le maximum ne devra pas excéder 40 livres sterling ou l'équivalent le plus proche de cette somme en monnaie libanaise.

ARTICLE 6. — 1. Chacune des Administrations postales aura la faculté de modifier, selon les cir-

Exchange shall be that of London, and on the part of the Lebanese Republic that in Beirut.

ARTICLE 4. — 1. Money Orders shall be expressed in the currency of the country of destination.

2. Each of the Postal Administrations shall have power to modify, according to circumstances, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it on condition of notifying that rate to the other Administration.

3. Conversion into the currency of the country of destination of sums advised under this Agreement shall be effected at the Office of Exchange of the country of issue.

4. In conversion, fractional parts of a penny or of a half-piastre shall be ignored.

ARTICLE 5. — Each of the Postal Administrations shall have power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. The maximum shall not exceed £ 40 or the nearest practical equivalent of that sum in Lebanese currency.

ARTICLE 6. — Each of the Postal Administrations shall have the power to modify, according

constances, le droit de commission payable par les expéditeurs des mandats qu'elle émettra, pourvu qu'elle fasse connaître son tarif à sa correspondante.

2. Le droit de commission appartiendra à l'Administration postale émettrice.

3. Celle-ci bonifiera à l'Administration postale qui acquittera les mandats une commission d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ p. 100) sur le montant total des mandats payés ; aucune bonification ne sera allouée pour les mandats émis en franchise de droits.

4. Les mandats émis au profit des prisonniers de guerre ou envoyés par eux seront exempts de toutes taxes.

ARTICLE 7. — L'expéditeur d'un mandat-poste sera tenu de fournir si possible le nôm entier et le ou les prénoms (ou au moins l'initiale d'un prénom) et l'adresse de l'expéditeur et du bénéficiaire, ou le nom et l'adresse de la maison de commerce ou de la compagnie expéditrice ou bénéficiaire. Cependant, si le prénom ou l'initiale sus-mentionné ne peut être fourni le mandat sera

to circumstances, the rates of commission to be paid by remitters on Money Orders which it may issue provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rate of commission.

2. The commission shall belong to the issuing Postal Administration.

3. The Postal Administration issuing the Money Orders shall allow to the Postal Administration paying the Money Orders a commission of one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ per cent) on the total amount of the Money Orders paid, but no commission shall be allowed in respect of Money Orders issued free of charge.

4. Money Orders intended for or sent by Prisoners of War shall be exempt from all charges.

ARTICLE 7. — The applicant for every Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name or names (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or name of the firm or company who are the remitters or the payees, and the address of the payees, and the address of the remitter and of the payee. If however, a Christan or personal name or an initial cannot be given,

néanmoins émis aux risques de l'expéditeur.

ARTICLE 8. — Si un mandat est perdu ou non parvenu, unduplicata sera délivré sur demande écrite du destinataire (contenant tous les renseignements nécessaires) adressée à la Direction du Service des mandats-poste du pays dans lequel le titre est payable ; sauf le cas où ce titre serait supposé avoir été égaré en cours postal, l'Office qui délivrera le duplicata sera autorisé de ce fait à percevoir les mêmes droits que ceux prévus par sa législation intérieure.

ARTICLE 9. — Toute demande tendant soit à rectifier le nom, soit à modifier l'adresse du bénéficiaire, soit à obtenir le remboursement d'un mandat à expéditeur, soit enfin à arrêter le payement d'un titre, devra être adressée par l'expéditeur à la Direction de l'Office d'origine du mandat.

ARTICLE 10 — En tout cas, le remboursement d'un mandat ne pourra avoir lieu que sur la déclaration de l'Administration postale centrale du pays où le titre était payable que le mandat n'a pas été payé et que son remboursement est autorisé.

an Ordeer may neverthless be issued at the remitter's risk.

ARTICLE 8. — If a Money Order miscarries or is lost a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the Chief Money Order Office of the country in which the original Order was payable, and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal regulations.

ARTICLE 9. — When it is desired that an error in the name of the payee shall be corrected, that the address of the payee shall be amended, that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, or that payment of a Money Order shall be stopped, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued.

ARTICLE 10. — Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made, until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid and that the said Office authorises the repayment.

ARTICLE 11 — La durée de validité d'un mandat est fixée à douze mois, non compris celui de l'émission; à l'expiration de cette période le montant des titres non payés sera reversé à l'Administration postale d'origine, qui en disposera suivant sa propre législation.

ARTICLE 11. — A Money Order shall remain payable for twelve months after the expiration of the month of issue ; and the amount of every Money Order not paid within that period shall be returned to the Postal Administration of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulatios of that country.

ARTICLE 12 — 1. L'expéditeur d'un mandat pourra en obtenir, par la voie postale seulement, un avis de payement en versant d'avance, au profit exclusif de l'Administration postale d'origine, un droit fixe égal à la taxe perçue par cette Administration pour les demandes d'avis de réception des objets de correspondance recommandés.

2. Le bureau d'échange du pays d'origine doit porter l'adresse aussi bien que le nom de l'expéditeur dans la colonne de la liste (voir Appendice B) réservée au nom de l'expéditeur.

3. L'avis de payement sera établi par le bureau payeur sur une formule conforme ou analogue à l'annexe A. Il sera transmis directement à l'expéditeur soit par ce bureau, soit par le bureau d'échange de l'Administration de payement.

ARTICLE 12 — 1. The remitter of a Money Order may obtain, by post only, an advice of payment of the Order by paying in advance to the exclusive profit of the Postal Administration of the coutry of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence.

2. The address as well as the name of the remitter shall be entered in the relative Advice List at the Office of Exchange of the country of issue in the column reserved for the name of the remitter (see Appendix B).

3. The advice of payment shall be prepared by the paying office on a form in accordance with, or analagous to, the annexed specimen (Appendix A). It shall be transimtted direct to the remitter either by the office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

4. L'avis de payement d'un «Mandat en transit» (voir art. 19) sera envoyé par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays.

5. Toute demande d'avis de payement faite postérieurement au dépôt des fonds sera transmise par la même voie. Le demandeur payera les droits prévus en ce cas par la réglementation du pays d'origine.

ARTICLE 13 — Les titres émis d'un pays sur l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux réglements en vigueur dans le pays d'origine, et en ce qui touche le payement, à la législation du pays de destination.

ARTICLE 14. — 1. Chaque bureau d'échange communiquera au bureau d'échange correspondant le détail des sommes encaissées en vue de leur payement dans le pays de destination. Les listes d'avis employées à cet effet seront conformes à l'annexe B, et chaque liste sera expédiée par le premier courrier utilisable après l'émission des mandats relatifs.

2. En vue de prévenir les inconvénients résultant de la perte d'une de ces listes, chaque bureau d'échange transmettra en même

4. The advice of payment of «Through» Money Orders (see Article 19) shall be sent through the Offices of Exchange of the two countries.

5. Any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the Order shall be sent in the same manner, and the applicant shall pay any special charges required by the regulations of the country of issue.

ARTICLE 13 — Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the regulations in force in the country of origin, and as regards payment, to the regulations in force in the country of destination.

ARTICLE 14 — 1. Each Office of Exchange shall communicate to its corresponding Office of Exchange the particulars of sums received for payment in the country of destination. Advice Lists similar to the annexed forms «B» shall be used for this purpose, and every such List shall be forwarded by the first available mail after the issue of the Money Orders to which it relates.

2. In order to prevent inconvenience in the event of an oringal List being lost, each Office shall also forward with every List a

temps que chaque liste d'avis un duplicata de la liste d'avis précédente.

ARTICLE 15. — Les mandats seront enregistrés sur les listes d'avis suivant un numéro de série mensuelle commençant le premier de chaque mois par le no. 1. Le nombre affecté à un mandat sur une liste sera considéré comme numéro internatoinal. Les listes seront elles-mêmes numérotées suivant une série annuelle commençant le 1er janvier par le No. 1.

ARTICLE 16. — Toute liste manquante devra être immédiatement réclamée par le bureau d'échange destinataire. Le bureau d'échange expéditeur devra alors transmettre sans délai, à son correspondant, une copie dûment certifiée de cette liste.

ARTICLE 17. — 1. Chaque liste d'avis devra être soigneusement vérifiée par le bureau d'échange destinataire et corrigée en cas d'erreurs manifestes. Le détail des corrections sera communiqué au bureau d'échange expéditeur.

2. Si une liste comporte d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des renseignements au bureau d'échange expéditeur, qui devra

duplicate of the List sent by the preceding mail.

ARTICLE 15 — The Money Orders entered upon the Advice Lists shall be numbered serially, the series commencing each calendar month with number 1. The number borne by an Order in the List shall be known as its International Number. The Lists shall also be numbered serially commencing on the 1st January with No.1 .

ARTICLE 16. — Any missing Advice List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such a case, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a copy of the List duly certified as such .

ARTICLE 17. — 1. Every Advice List shall be carefully verified by the Office of Exchange of destination, and shall be corrected if it contains a manifest error. Any correction shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

2. If a List shows other irregularities, the Office of Exchange of destination shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall

les fournir dans le plus bref délai possible. Dans ce cas l'émission du titre intérieur faisant l'objet de la demande sera suspendue jusqu'à régularisation.

ARTICLE 18. — Dès réception d'une liste par le bureau d'échange destinataire celui-ci, après vérification, établira au profit des bénéficiaires les titres dont le montant sera égal aux sommes spécifiées dans la liste, dans la monnaie du pays de destination; il transmettra ensuite les titres, soit aux destinataires, soit aux bureaux payeurs, selon la réglementation en vigueur dans le pays destinataire.

ARTICLE 19. — 1. L'Administration postale de la République Libanaise pourra échanger par l'intermédiaire de Administration postale du Royaume-Uni des mandats de poste avec les pays participants au service des mandats de poste avec l'Administration postale du Royaume-Uni. Ce service sera soumis aux dispositions particulières suivantes:

(*a*) Le bureau d'échange de la République Libanaise notifiera le montant de chaque mandat en transit au bureau d'échange de Londres, lequel le notifiera à son tour à l'Office intéressé;

give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to any entry which is found to be irregular shall be suspended.

ARTICLE 18. — As soon as an Advice List reaches the receiving Office of Exchange, that Office shall, after verifying its contents, prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the List as payable in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying offices, according to the arrangements existing in the country of payment.

ARTICLE 19. — 1. If the Postal Administration of the Lebanese Republic desires to send Money Order remittances through the medium of the Postal Administration of the United Kingdom to any other country with which the Postal Administration of the United Kingdom transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so provided that the following conditions are fulfilled:

(*a*) The Office of Exchange of the Lebanese Republic shall advise the amount of any such «Through» Order to the Office of Exchange in London, which will re-advise it to the country concerned;

(*b*) Le montant maximum de chaque titre ne devra pas être supérieur à celui fixé dans les relations entre le Royaume-Uni et le pays de destination;

(*c*) Les indications relatives à cette catégorie de titres devront figurer sur des feuilles spéciales des listes d'avis ordinaires notifiées au bureau d'échange de Londres; le total du montant de ces titres sera compris dans le total des listes ordinaires;

(*d*) Le nom et l'adresse du bénéficiaire d'un mandat en transit ainsi que le nom de la ville et du pays destinataires devront être aussi complets que possible;

(*e*) L'Administration postale de la République Libanaise allouera à l'Administration du Royaume-Uni pour les mandats en transit un pourcentage égal (voir art. 6) à celui dont sont passibles les mandats payables au Royaume-Uni. Le bureau d'échange de Londres créditera l'Office du pays destinataire d'un pourcentage égal à celui prévu dans les rélations entre cet Office et le Royaume-Uni, et déduira du montant de chaque titre réexpédié un droit de commission spéciale fixé par

(*b*) No such Order shall exceed the maximum amount fixed for Money Orders issued in the United Kingdom for payment in the country of destination;

(*c*) The particulars of «Through» Orders shall be entered on separate sheets of the ordinary Advice Lists despatched to London; and the total amounts of the «Through» Orders shall be included in the totals of such Lists;

(*d*) The name and address of the payee of a «Through» Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible;

(*e*) The Postal Administration of the Lebanese Republic shall allow to the Postal Administration of the United Kingdom the same percentage (see Article 6) on «Through» Money Orders as on Money Orders payable in the United Kingdom and the Office of Exchange in London shall credit the Office of the country of payment with the same percentage for «Through» Money Orders as for Money Orders issued in the United Kingdom, deducting from the amount of

l'Administration postale du Royaume-Uni;

(*f*) Au cas de remboursement à l'expéditeur du montant d'un mandat en transit, le droit de commission prélevé par l'Office intermédiaire restera acquis à celui-ci.

2. L'Administration postale du Royaume-Uni communiquera au Directeur des Postes et des Télécommunications à Beyrouth les noms des pays avec lesquels il échange des mandats-poste, le montant maximum des titres dans chaque relation et les droits de commission à déduire du montant de chaque titre.

ARTICLE 20. — 1. A la fin de chaque mois le bureau d'échange de chacune des deux Administrations contractantes établira et adressera à l'autre:—

(i) Un compte détaillé renseignant le total de chaque liste expédiée par l'autre Administration postale pendant le mois afférent (voir Appendice E).

(ii) Un relevé, avec tous les détails voulus, de tous les mandats dont il a autorisé pendant ce mois le remboursement aux déposants (voir Appendice D).

each re-advised Order a special commission to be fixed by the Postal Administration of the United Kingdom;

(*f*) When the amount of a «Through» Money Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

2. The Postal Administration of the United Kingdom shall communicate to the Director of Posts and Telecommunications at Beirut the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

ARTICLE 20. — 1. At the end of every month the Office of Exchange of each of the contracting Administrations shall prepare and forward to the other:—

(i) A detailed statement showing the total of each Advice List despatched from the other Postal Administration during the month concerned (see Appendix E).

(ii) A list showing particulars of every Money Order in respect of which it has authorised during that month repayment to the remitter (see Appendix D).

(iii) Un relevé renseignant les détails de tous les mandats émis par l'autre Administration postale qui, n'ayant pas été payés pendant douze mois après la fin du mois d'émission, sont périmés pendant le mois du compte et, par suite, remis à la disposition de l'Office d'origine (voir Appendice C).

2. Les relevés «D» et «E» sont à établir en double ; une copie de chaque relevé, dûment vérifiée par l'Office récepteur, sera retournée à l'Office expéditeur.

ARTICLE 21.— 1. Dès la rentrée des copies vérifiées des relevés «D» et «E» dont question dans l'Article 20, le bureau d'échange de Beyrouth fournira au bureau d'échange de Londres un compte général des mandats de poste (en double expédition) qui comprendra les détails suivants:—

(*a*) Avoir du Royaume-Uni : Le total des listes expédiées par le bureau d'échange de Beyrouth dans le courant du mois — moins le montant des mandats dont le remboursements dans la République Libanaise a été autorisé et le montant total des mandats originaires de la République Libanaise qui sont périmés pendant le mois—et la bonification de

(iii) A list showing the particulars of every Money Order issued by the other Postal Administration which, not having been paid within twelve months after the end of the month of issue, has during the month of the account forfeited to the country of issue (see Appendix C.).

2. The statements «D» and «E» shall be rendered in duplicate, and one copy of each statement, duly virified by the receiving Office, shall be returned to the despatching Office.

ARTICLE 21. — 1. As soon as it receives the verified copies of the statements «D» and «E» provided for in Article 20, the Office of Exchange at Beirut shall furnish to the Office of Exchange at London a Money Order Account (in duplicate) which shall include the following items:—

(*a*) To the credit of the United Kingdom: The total of the Advice Lists which have been despatched by the Office of Exchange at Beirut during the month—less the amount of Orders authorised to be repaid in the Lebanese Republic and the total amount of Lebanese Orders which have become void during the month——and the allowance of ½ per

½ pour cent du montant des mandats payés dans le Royaume -Uni.

cent. on the amount of Orders paid in the United Kingdom.

(*b*) Avoir de la République Libanaise : Le total des listes expédiées par le bureau d'échange de Londres dans le courant du mois—moins le montant des mandats dont le remboursement dans le Royaume-Uni a été autorisé et le montant total des mandats ordinaires du Royaumee-Uni qui sont périmés pendant le mois—et la bonification de ½ pour cent. du montant des mandats payés dans la République Libanaise.

(*b*) To the credit of the Lebanese Republic—The total of the Advice Lists which have been despatched by the Office of Exchange in London during the month—less the amount of Orders authorised to be repaid in the United Kingdom and the total amount of United Kingdom Orders which have become void during the month —and the allowance of ½ per cent. on the amount of Orders paid in the Lebanese Republic.

2. Le compte général des mandats doit être dressé sur un formulaire analogue à l'Appendice «F». Une copie du compte, dûment acceptée, est à retourner à l'Office de Beyrouth.

2. The Money Order Account shall be prepared on a form similar to that in Appendix F. One copy of the Account, duly accepted, shall be returned to the Beirut Office.

ARTICLE 22. — Le solde du compte général doit être exprimé dans la monanie du pays créditeur. A cette fin le montant de la créance la plus faible doit être couverti dans la monnaie du pays dont la créance est plus élevée ; cette conversion sera faite au taux moyens des cours de change dans le pays débiteur pendant le mois auquel le compte se rapporte. La

ARTICLE 22. — The balance of the Account shall be shown in the currency of the country to which it is due. In order that this may be done, the amount of the smaller credit shall be converted into the currency of the country with the larger credit at the average of the market rate of exchange in the debtor country for the month

balance se fera alors de manière que la créance la plus faible est déduite de la créance la plus forte.

to which the Account relates. The balance shall then be ascertained by the deduction of the smaller from the larger credit.

ARTICLE 23. — Si dans le courant d'un mois on constate que le montant des mandats tirés sur l'un des deux pays excède de £400 ou de l'équivalent de ce montant en monnaie de la République Libanaise les mandats tirés sur l'autre pays, ce dernier devra de suite envoyer au premier, à titre d'accompte, le montant approximatif, en chiffres ronds, de la différence constatée.

ARTICLE 23. — Whenever during a month it is found that the Orders drawn upon one of the two countries exceed in amount by £ 500, or the equivalent of this sum in Lebanese money, the Orders drawn upon the other, the latter shall at once send to the former, as a remittance on account, the approximate amount in a round sum of the ascertained difference.

ARTICLE 24. — 1. Si l'Administration postale de la République Libanaise doit payer à l'Administration postale du Royaume-Uni le reliquat du compte général, elle le fera simultanément avec la transmission du compte au bureau d'échange du Royaume-Uni; dans le cas où l'Administration postale du Royaume-Uni doit payer le reliquat, il le transmettra au bureau d'échange de la République Libanaise lors du renvoi du double du compte accepté.

ARTICLE 24. — 1. When the Postal Administration of the Lebanese Republic has to pay to the Postal Administration of the United Kingdom the balance of the General Account, it shall do so at the same time at which it forwards the Account to the Office of Exchange in the United Kingdom, and, when the Postal Administration of the United Kingdom has to pay the balance, it shall do so at the same time at which it returns to the Office of Exchange of the Lebanese Republic the duplicate of the Account accepted.

2. Faute d'autres arrangements, ces paiements, ainsi que ceux effectués en vertu de l'Article 23, se feront au moyen de

2. In the absence of other arrangements, such payments as well as any payments required under the provisions of Article

traites en livres sterling sur Londres si les paiements se font au profit de l'Administration postale du Royaume-Uni et au moyen de traites en monnaie Libanaise sur Beyrouth si les paiements se font au profit de l'Administration postale de la République Libanaise, les frais étant à charge de l'Administration postale du pays débiteur.

3. Toute somme restant due par une Administration postale à l'autre six mois après la période sur laquelle porte le compte afférent sera productive d'intérêts, à partir de cette date, au taux de 5 pour cent par an.

ARTICLE 24. — Les dispositions des articles 4, 20, 21, 22 et 24 pourront être modifiées après entente préalable, entre les Administrations postales intéressées, lorsqu'elles le jugeront nécessaire

ARTICLE 26. — Chacune des Administrations postales sera autorisée à adopter pour autant qu'elles ne seront pas contraires aux dispositions du présent arrangement toutes mesures complémentaires qu'elle jugera convenables en vue d'assurer une plus grande sécurité contre les fraudes ou une meilleure exécution du service, pourvu qu'elle fasse connaître à l'Administration postale correspondante les dispositions adoptées.

23, when due to be made to the Postal Administration of the United Kingdom, shall be effected by means of drafts in sterling on London, and when due to be made to the Postal Administration of the Lebanese Republic shall be effected by means of drafts in Lebanese money on Beirut, the cost of the remittance being borne by the debtor Postal Administration.

3. Any amount remaining due from one Postal Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the Account shall thenceforth be subject to interest at 5 per cent. per annum.

ARTICLE 25 — The provisions of Articles 4, 20, 21, 22 and 24 may be modified by mutual agreement between the Postal Administrations whenever they consider it desirable.

ARTICLE 26. — Each of the Postal Administrations shall be authorised to adopt any additional rules (if not contrary to the provisions of this Agreement) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Postal Administration.

ARTICLE 27. — L'Administration postale dela République Libanaise aura la faculté de fixer le montant maximum des sommes pouvant être envoyées journellement par un même expéditeur à un même destinataire au Royaume-Uni.

ARTICLE 28. — 1. Chacune des administrations postales se réserve la faculté d'augmenter le droit de commission ou même de suspendre temporairement l'émission des mandats de poste au cas où elle constaterait que ce service est utilisé par des commerçants ou par toute autre personne pour l'envoi de sommes exagérées ou pour des manœuvres sur les devises.

2. La suspension temporaire de l'émission des mandats de poste pourra également être décidée par chacune des Administrations postales en cause, au cas de circonstances extraordinaires dont elle demeurera seule juge.

3. Dans tous les cas, avis de cette suspension devra être donné, au besoin par télégraphe, à l'Administration correspondante.

ARTICLE 29. — A partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Arrangement, l'Arrangement signé à Paris le 16 Juillet

ARTICLE 27. — The Postal Administration of the Lebanese Republic shall have the right to fix the maximum amount which a remitter may send by Money Order on any one day to the same payee in the United Kingdom.

ARTICLE 28. — 1. Should it appear at any time that Money Orders are used by business men or other persons for the transmission of ordinately large sums of money or for the purpose of speculation in foreign currencies, each of the Postal Administrations shall have the right to increase the commission, and even wholly to suspend, for a time, the issue of Money Orders.

2. Each of the Postal Administrations shall similarly have power to suspend temporarily the issue of Money Orders on account of any other unusual circumstances which it considers render such suspension necessary.

3. Whenever either of the Postal Administrations suspends the issue of Money Orders, it must inform the other Administration immediately, by telegraph if necessary, of such suspension.

ARTICLE 29. — 1. From the date of the coming into force of the present Agreement, the Agreement signed at Paris on the

1934, sera abrogé. Le présent arrangement entrera en vigueur à une date fixée d'accord entre l'Administration postale du Royaume-Uni et l'Administration postale de la République Libanaise représentée par le Directeur des Postes et des Télécommunications à Beyrouth, après qu'il aura été promulgué conformément à la législation respective des pays intéressés.

2. Il courra d'année en année jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait notifié à l'autre, une année à l'avance, son intention de le dénoncer.

3. Durant la dernière année d'éxécution, les dispositions de l'Arrangement continueront à être fidèlement et entièrement exécutées sans préjudice de la liquidation et du payement des comptes après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leur sceau.

Fait en double et signé à Beyrouth le 26 Août, 1949, et à Londres, le 20 Juin, 1949, les deux textes français et anglais faisant également foi.

S. J. MOBARAK

16th of July, 1935, shall be abrogated. The present Agreement shall come into operation on a day to be agreed upon by the Postal Administration of the United Kingdom and the Postal Administration of the Lebanese Republic represented by the Director of Posts and Telecommunications at Beirut, after it shall have been promulgated according to the respective laws of the two countries

2. It shall remain in force from year to year until one of the Contracting Parties shall have given notice to the other a year in advance of its intention to terminate it.

3. During such final year the Agreement shall continue to be executed fully and entirely without prejudice to the settlement and payment of the accounts after the expiration of the said term.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereunto their seals.

Done in duplicate and signed at London on the 20th June, 1949, and at Beirut on the 26th August, 1949, the English and French texts being equally authoritative.

WILFRED PALING

APPENDICE A

Front.
Recto.

POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM.
ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI

ADVICE OF PAYMENT

AVIS DE PAYEMENT

Money Order No. / Mandat no.

Stamp of office of origin :
Timbre du bureau expéditeur :

Amount of Order / Montant du mandat

Issued by the post office of / Emis par le bureau de

To
A

on the / le 19

(Place of destination).
(Lieu de destination).

payable to / au profit de M.

Service des Postes.

at

(Country of destination).

at) (Country of destination).

Back.
Verso.

The undersigned certifies that the Money Order described on the
Le soussigné déclare que le mandat mentionné

other side was duly paid on the
au recto a été dûment payé } 19

Stamp of paying office.
Timbre du bureau payeur.

Signature (*) of the payee or of paying officer.

Signature (*) du destinataire ou de l'agent du bureau payeur.

(*) This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer, and returned by the first post directly to the remitter.

(*) Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le comportent, par l'agent du bureau payeur, et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur du mandat.

APPENDICE B

Liste des Mandats de Poste.

Emis en (1)

Liste No.
Feuille No.

Taux de Conversion.............

Numéro sérial du mandat télé graphique.	Date d'émission	Numéro International du mandat.	Numéro original du mandat.	Bureau d'origine.	Nom de l'expéditeur.	Nom du destinataire

Etabli par

Contrôlé par { 1 / 2

(1) Pays d'origine.
(2) Pays de destination.

Et Payables en (2)

....

Adresse du destinataire	Montant		Avis de payement.	A employer par le bureau d'échange à		
	en monnaie du pays d'origine.	en monnaie du pays de destination.		Numéro du mandat interne.	Bureau de payement.	Observations

APPENDICE C

Liste des Mandats de Poste émis dans la République Libanaise sur le Royaume-Uni et au delà pendant le mois............19 qui, n'ayant pas été payés dans un délai de 12 mois après le mois de l'émission, sont périmés, et, par suite, remis à la disposition de l'office d'origine.

No. de la Liste.	Date de la Liste.	Numéro International du mandat	Numéro Original.	Numéro Londres.	Date d'émission	Bureau d'émission	Bureau de Payement.	Montant.		
								£	s.	d.
							Total			

Liste des Mandats de Poste émis dans le Royaume-Uni sur la République Libanaise pendant le mois de ....19 qui, n'ayant pas été payés dans un délai de 12 mois après le mois de l'émission, sont périmés, et, par suite, remis à la disposition de l'office d'origine.

Numéro de la Liste.	Date de la Liste.	Numéro International du Mandat.	Numéro Original.	Date d'émission.	Bureau d'émission.	Bureau de Payement.	Montant
						Total	

APPENDICE D

Mois de . 19...

Liste des Mandats de Poste émis en et payables en dont l'administration postale du pays de destination a autorisé le remboursement.

Numéro de la Liste.	Date de la Liste.	Numéro International du Mandat.	Numéro Original du Mandat.	Bureau d'émission.	Montant		Observations.
				Total			

APPENDICE E

Mois de 19

Compte particulier des Mandats de Poste émis dans la République Libanaise et payables dans le Royaume-Uni pendant le mois ci-dessus mentionné.

Numéros des Listes	Dates des Listes	Numéros Internationaux des Mandats suivant les Listes.		Taux des Listes			Numéros des Listes	Dates des Listes	Numéros Internationaux des Mandats suivant les Listes.		Listes des Taux		
		de	à	£.	s.	d.			de	à	£.	d.	s.
										Reporté			
		à reporter								Total			

Mois de 19

Compte particulier des Mandats de Poste émis dans le Royaume-Uni et payables dans la République Libanaise pendant le mois ci-dessus mentionné.

Numéros des Listes.	Dates des Listes.	Numéros Internationaux des Mandats suivant les Listes.		Totaux des Listes.	Numéros des Listes.	Dates des Listes.	Numéros Internationaux des Mandats suivant les Listes.		Totaux des Listes.
		de	à				de	à	
							Reporté		
		à reporter					Total		

APPENDICE F

Mois de 19

Compte Général des Mandats de Poste échangés entre la République Libanaise d'une part et le Royaume-Uni d'une autre part.

A l'avoir du Royaume-Uni	£.	s.	d.	£.	s.	d.
Montant total des mandats émis dans la République Libanaise...						
A déduire :— Mandats, remboursés, originaires de la République Libanaise						
Mandats périmés originaires de la République Libanaise						
Bonification de ¼ pour cent. sur le montant total des mandats payés dans le Royaume-Uni						
Total de l'avoir du Royaume-Uni						
A déduire le total de l'avoir de la République Libanaise (converti sur le pied de ....pourpour une livre sterling)						
Solde en faveur du Royaume-Uni						

A l'avoir de la République Libanaise.				
Montant total des mandats émis dans le Royaume-Uni				
A déduire :— Mandats remboursés originaires du Royaume-Uni				
Mandats périmés originaires du Royaume-Uni				
Bonification de ¼ pour cent. sur le montant total des mandats payés dans la République Libanaise				
Total de l'avoir de la République Libanaise				
A déduire le total de l'avoir du Royaume-Uni (converti sur le pied de £1 sterling= ....)				
Solde en faveur de la République Libanaise				

اتفاق

لانشاء خدمات جوية بين اراضيهما وما ورائهما

- وقع فى بيروت فى ١٥ آب ١٩٥١
- مبادلة رسائل ملحقة بالاتفاق
- غ م. — م. (ما عدا المادة ٥)
- وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين العربية والانكليزية .

ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Beyrouth le 15 Août 1951
- En annexe : Echange de lettres y relatifs
- NR. — E. (sauf article 5).
- Textes officiels établis en langues arabe et anglaise.

ان حكومة الجمهورية وحكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وايرلنده الشمالية ، بوصفهما فريقين لاتفاقية الطيران المدني الدولي التى عرضت ليوقع عليها فى مدينة شيكاغو فى اليوم السابع من شهر كانون الاول ١٩٤٤ ، ورغبة منهما فى عقد أتفاقية تلحق الاتفاقية الانفة الذكر بغية انشاء خدمات جوية بين الاراضى اللبنانية وبين اراضى المملكة المتحدة وما وراءهما ،

قد اتفقتا على ما يأتي :

المادة ١

ان العبارات الواردة فى هذه الاتفاقية تفسر كما يلي ، الا اذا اقتضى النص تفسيرا غير ذلك :

ا — ان العبارة «المعاهدة» تعني معاهدة الطيران المدني الدولي التى عرضت ليوقع عليها فى مدينة شيكاغو فى اليوم السابع من شهر كانون الاول ١٩٤٤ وتشمل كل ملحق يضم اليها وفقا للمادة ٩٠ من تلك المعاهدة كما يشمل كل تصحيح يدخل على الملحقات او على المعاهدة وفقا للمادتين ٩٠ و٩٤ منها .

ب — ان العبارة «سلطات الملاحة الجوية» حيث ترد فيما يتعلق بالمملكة المتحدة تعني وزير الطيران المدني واي شخص او اية هيئة مفوضة بالقيام باي من الاعمال التى يمارسها حاليا ذلك الوزير او باعمال مماثلة ، وفيما يتعلق بالجمهورية اللبنانية فالعبارة تعني مدير الطيران المدني او اية هيئة مفوضة بالقيام بالاعمال

التى يمارسها حاليا المدير المذكور او باعمال مماثلة .

ج ـ ان العبارة « الخط الجوي المعين» تعني الخط الذي يكون قد عينه احد ألفريقين لهذه الاتفاقية باشعار الفريق الاخر اشعارا خطيا وفقا للمادة ٤ من هذه الاتفاقية بغية تشغيل خدمات جوية علىالطرق المحددة فى ذلك الاشعار .

د ـ ان العبارة «تغيير القياس» تعني قيام خط جوي معين بخدمة جوية على مراحل تقطع مرحلة منها فى طائرات تختلف بسعتها عن الطائرات ألتى تستعمل فى مرحلة اخرى .

ه ـ انالعبارة «ارض» بالنسبةالى دولة تعني ألمساحات البرية والمياه الاقليمية اللاصقة بها تحت سلطة تلك الدولة او سيادتها او حمايتها او وصايتها .

و ـ والعبارات «خدمات جوية» و«خدمة جوية دولية» و «خط» و«الوقوف لاغراض غير النقل» كلها تفسر بالمعنى المحدد لها فى المادة ٩٦ من المعاهدة .

المادة ٢

١ ـ يمنح كل فريق الى الفريق الاخر الحقوق المحددة فى هذه الاتفاقية بغية انشاء خدمات جوية على الطرق المعينة فى القسم الخاص من الجدول الملحق (وتسمى فيما يلي «الخدمات المتفق عليها» و«الطرق المعينة») .

٢ ـ تتمتع الخطوط ألتى يعينها كل من الفريقين اثناء قيامهما بخدمات يتفق عليها على طرق معينة بالميزات الاتية ، شرط ان تخضع لاحكام هذه الاتفاقية :

أ ـ بان تطير عبر اراضى الفريق الاخر دون ان تهبط .

ب ـ بان تقف فى تلك الاراضى لاغراض غير النقل .

ج ـ بان تقف فى تلك الاراضى فى النقاط المحددة للطريق فى الجدول الملحق بهذه الاتفاقية بغية افراغ او تحميل مشحونات دولية من ركاب وبضاعة وبريد بطريقها من نقاط اخرى او اليها .

٣ ـ ليس فى الفقرة (٢) من هذه المادة ما يخول خطوط احد الفريقين الجوية نقل ركاب او بضائع او بريد لقاء اجرة من اراضى الفريق الاخر الى نقطة اخرى فى تلك الاراضى .

المادة ٣

١ ـ تعطىالفرصة العادلةوالمساوية لخطوط ألفريقين الجوية بتشغيل

الخدمات المتفق عليها على الطرق المعينة بين اراضيهما .

٢ ـ ان الخطوط الجوية لكل فريق ، لدى تشغيلها الخدمات المتفق عليها ، تأخذ بعين الاعتبار مصالح خطوط الفريق الاخر الجوية بحيث لا تمس بغير داع بالخدمات التى يقدمها الفريق الاخر على الطرق نفسها كليا او جزئيا .

٣ ـ على الخدمات المتفق عليها التى تقدمها خطوط الفريقين المعينة ان تمت بصلة وثيقة لمتطلبات العامة من اجل النقل على الطرق المحددة وان تكون غايتها الاولى ان تقدم ، على معدل حمولة معقول ، السعة الكافية ايفاء لمتطلبات الحال المعقولة والمنتظرة فى نقل ركاب وبضائع وبريد بين اراضى الفريق الذي يعين الخط الجوي والبلد الذي تنقل المشحونات اليه . ان توفير شحن الركاب والبضائع والبريد فى حالتي التحميل والافراغ فى نقاط على الطرق المحددة فى أراضى دول غير الدولة التى تعين الخط الجوي يجري وفقا للمبادىء العامة التى تقضي بان تكون السعة متعلقة بما يلي :

أ ـ متطلبات الشحن بين المصدر والبلد الذي يشحن اليه .

ب ـ متطلبات الشحن فى المنطقة التى يمر الخط الجوي فيها بعد ان يحسب حساب خدمات النقل الجوية التى تنشئها خطوط الدول التى تتألف منها تلك المنطقة .

ج ـ متطلبات تشغيل خطوط جوية عابرة .

المادة ٤

١ ـ لكل فريق الحق بان يعين لدى الفريق الاخر بموجب اشعار خطي خطا جويا او اكثر بغية تشغيل الخدمات المتفق عليها على الطرق المعينة .

٢ ـ على الفريق الاخر ، لدى تسلمه الاشعار بالتعين وشرط ان يتقيد باحكام الفقرتين ٣و٤ من هذه المادة ، ان يمنح الخط او الخطوط المعينة التفويض اللازم بالتشغيل دونما تأخير .

٣ ـ لسلطات الملاحة الجوية التي تخص احد الفريقين ان تطلب تأكيدا لقدرة الخط الذي يعينه الفريق الاخر على الايفاء بالشروط المنصوص عليها فى القوانين والانظمة التى يطبقانها عادة وبصورة معقولة على تشغيل خدمات جوية تجارية ودولية وفقا لاحكام معاهدة الطيران المدني .

٤ ـ لكل فريق الحق بان يرفض

تعيين خط او ان يقبل به ، وبان يمتنع عن منح ذلك خط الميزات المعينة فى الفقرة ٢ من المادة ٢ من هذه الاتفاقية او ان ينقضها ، وله الحق بان يفرض الشروط التى يراها ضرورية من حيث ممارسة خط ما فى تلك الميزات فى اية حالة لا يقتنع فيها بان الفريق الذي يعين ذلك الخط او رعاياه لا يملكونه ملكية كافية ويشرفون عليه اشرافا فعالا .

٥ ــ للخط الجوي الذي يعين ويفوض على هذه الصورة ان يباشر بتشغيل الخدمات المتفق عليها اي وقت بعد تطبيق احكام الفقرتين (١) و(٢) من هذه المادة وشرط بان يتقيد باحكام المادة ٧ من هذه الاتفاقية .

٦ ــ لكل فريق الحق بان يوقف الخط عن ممارسة الميزات المعينة فى الفقرة (٢) من المادة (٢) من هذه الاتفاقية او بان يفرض الشروط التى يراها ضرورية من حيث ممارسة الخط تلك الميزات فى الحالات التى يعجز الخط فيها عن التقيد بقوانين وانظمة الفريق الذي يمنح تلك الامتيازات او يعجز عن التشغيل وفقا للشروط المنصوص عليها فى هذه الاتفاقية وعلى هذا الشرط يمارس هذا الحق بعد التشاور مع الفريق الاخر ، الا اذا توجب التوقف او فرض الشروط منعا للتمادي فى خرق القوانين والانظمة .

المادة ٥

فيما يتعلق برسوم الجمارك والتفتيش وغيرها من الرسوم الوطنية المماثلة او الرسوم والتكاليف المحلية ، فان المحروقات وزيوت التشحيم وقطع الغيار ومعدات الطائرات العادية ومخازن الطائرات التى تدخل الى اراضى احد الفريقين من الفريق الاخر او بالنيابة عنه او من خطوطه الجوية المعينة لمجرد استعمالها او استعمال طائراتها تعامل المعاملة الاتية :

أ ــ تعفى المحروقات وزيوت التشحيم التي تبقى فى الطائرات فى اخر مطار تنزل اليه قبل مغادرتها الاراضى المذكورة .

ب ــ تعامل المحروقات وزيوت التشحيم التى لا يشملها البند (أ) وقطع الغيار ومعدات الطائرات العادية ومخازن الطائرات معاملة لا تقل عن تلك التى تعامل بها المؤن المماثلة التى تدخل الى الاراضى المذكورة او التى تحمل فى الطائرة فى تلك الاراضى من اجل استعمال طائرات خطوط الفريق الاول الوطنية الجوية او تعامل معاملة الخطوط

الاجنبية الاكثر رعاية القائمةبخدمات جوية دولية . وتكون هذه المعاملة بالاضافة الى ما يتحتم على كل فريق ان يمنحه بموجب المادة ٢٤ من اتفاقية الطيران المدني دون ان تمسها بضرر .

المادة ٦

لا يحق لخط معين يخص احد الفريقين أن يغير قياسه فى نقطة فى اراضي الفريق الاخر الا بموجب الشروط الاتية :

١ ـ اذا كان يبرره الاقتصاد فى التشغيل .

٢ ـ اذا شغلت الطائرات الاصغر تستعمل فى قسم نقل فيه مشحونات الخط من أراضي الفريق الاول واليها هي من حيث السعة اصغر من التى تستعمل فى القسم الاخر .

٣ ـ اذا شغلت الطائرات الاصغر سعة فيما يتعلق فقط بالطائرات الاكبر سعة وسمح لها ان تفعل ذلك بموجب بيان . على الاولى ان تصل الى نقطة التغيير بغية نقل مشحونات محولة من الدائرات الاكبر سعة او اليها ، ويجب تحديد سعتها مع اشارة اولية الى هذه الغاية .

٤ ـ اذا كان هنالك المقدار الكافي من المشحونات العابرة بلا توقف .

٥ ـ اذا كانت احكام المادة ٣ من هذه الاتفاقية تسري على جميع الترتيبات التي تتم بشأن تغيير القياس

المادة ٧

١ ـ توضع التعريفات بشأن اية خدمة يتفق عليها على اساس معقول، مع مراعاة جميع العوامل المتعلقة بها بما فيه نفقة التشغيل والارباح المعقولة ومميزات الخدمة (كمقاييس السرعة والسعة) وتعريفات الخطوط الجوية الاخرى لاي جزء من الطرق المحددة .

٢ ـ يتفق على هذه التعريفات بما فيه عمولة الوكالات المتعلقة بها اذا امكن ، بين الخطوط الجوية المعينة صاحبة العلاقة ، بالتشاور مع الخطوط الجوية الاخرى التى تشتغل على ذات الطريق كلها او على جزءمنها، ويتم الاتفاق حيث أمكن بواسطة هيئة تحديد الرسوم التابعة لجمعية النقل الجوي . وتكون التعريفات التى يتم الاتفاق عليها خاضعةلموافقة سلطات الملاحة الجوية التابعة لكلا الفريقين .

٣ ـ اذا عجزت الخطوط الجوية المعينة عن الوصول الى اتفاق او اذا تعذر لاتفاق على التعريفة لسبب ما وفقا لاحكام الفقرة (٢) فان سلطات

الملاحة الجوية التابعة للفريقين تحاول تحديد التعريفات بالاتفاق فيما بينها.

٤ ـ اذا عجزت سلطات الملاحة الجوية عن الوصول الى اتفاق فالخلاف يسوى وفقا لاحكام المادة ١٠ .

٥ ـ لا يسري مفعول اية تعرفة اذا كانت سلطات الملاحة الجوية التابعة لاي من الفريقين غير راضية بها الا بموجب شروط الفقرة (٣) من المادة ١٠ .

المادة ٨

على سلطات الملاحة الجوية التابعة لاي من الفريقين ان تقدم الى سلطات الملاحة الجوية التابعة للفريق الاخر لدى الطلب ما يلزمها بصورة معقولة عن البيانات الاحصائية الدورية لاجل الاطلاع على السعة التى تقدمها خطوط الفريق الاول الجوية المعينة . ويجب أن تشمل هذه البيانات جميع المعلومات اللازمة لتقرير مقدار المشحونات التى تحملها تلك الخطوط الجوية فى الخدمات المتفق عليها مع مصادر تلك المشحونات ووجهتها .

المادة ٩

تجري الاستشارات بصورة منظمة ومتكررة بين سلطات الملاحة الجوية التابعة للفريقين تأمينا للتعاون الوثيق فى جميع الامور المتعلقة بتنفيذ هذه الاتفاقية .

المادة ١٠

١ ـ اذا نشأ اي خلاف بين الفريقين فيما يتعلق بتفسير هذه الاتفاقية او بتطبيقها فعلى الفريقين ان يسعيا جهدهما أولا بان يسوياه بالتفاوض فيما بينهما .

٢ ـ اذا عجز الفريقان عن الوصول الى تسوية المفاوضة بينهما .

أ ـ لهما ان يتفقا على عرض الخلاف لتبت فيه هيئة تحكيمية تعين بالاتفاق فيما بينهما او ليبت فيه اي شخص اخر او هيئة اخرى ، او

ب ـ اذا لم يتفقا على هذا ، او اذا عجزا ، بعد أن اتفقا بان يعرضا الخلاف على هيئة تحكيمية ، عن الاتفاق على تشكيلها ، فلاي الفريقين ان يعرض الخلاف لتبت فيه اي محكمة مختصة تنشأ فيما بعد ضمن منظمة الطيران المدني الدولية ، او ان يعرضه على مجلس المنظمة المذكورة اذا كانت تلك المحكمة غير موجودة .

٣ ـ يتعهد الفريقان بان يرضخا لاي قرار يتخذ وفقا للفقرة (٢) من هذه المادة .

٤ ـ اذا كان احد الفريقين او احد

الخطوط الجوية التابعة لاحدالفريقين يعجز عن التقيد بقرار يتخذ وفقا للفقرة (٢) من هذه المادة ، وطالما هو يعجز عن ذلك ، فللفريق الاخر ان يحدد اي حق او ميزة منحها الى الفريق الاول او الى احد الخطوط الجوية المعينة التابعة له بفضل هذه الاتفاقية ، او ن يمنعها عنه او ان ينقضها .

المادة ١١

١ ـ اذا حسن لاي من الفريقين ان يعدل ايا من احكام هذه‌الاتفاقية فان هذا التعديل ، اذا تم الاتفاق عليه بين الفريقين ، يصبح مفعوله ساريا عندما يثبت بتبادل المذكرات.

٢ ـ فى حالة عقد معاهدة عامة بشأن النقل الجوي يتم بين اكثر من فريقين ويكون الفريقان المتعاقدان مرتبطين به ، فان هذه الاتفاقية تصحح لتصبح منطبقة على احكام تلك المعاهدة .

المادة ١٢

لاي من الفريقين‌عندما يرغب فى انهاء هذه الاتفاقية ان يشعر الفريق الاخر بذلك . ويبلغ هذا الاشعار الى منظمة الطيران المدني الدولية فى آن واحد . واذا اعطي اشعار كهذا فان هذه الاتفاقية تنتهي بعد تسلم الفريق الاخر ذلك الاشعار بمدة اثني عشر شهرا ، الا اذا سحب ذلك الاشعار بالاتفاق قبل انتهاء هذه المدة . وفى حالة عدم تعريف الفريق الاخر بوصول الاشعار اليه يفترض عندئذ بانه تسلمه بعد مرور اربعة عشر يوما من وصوله الى منظمة الطيران المدني الدولية .

المادة ١٣

يجب ان تسجل هذه الاتفاقية ، واي تبادل فى المذكرات وفقا للمادة١١ لدى منظمة الطيران المدني الدولية.

المادة ١٤

١ ـ تخضع هذه الاتفاقية للابرام ويجري فى لندن تبادل وثائق‌الابرام فى اقرب وقت ممكن .

٢ ـ تدخل هذه الاتفاقية فى حيز التنفيذ عند تبادل وثائق الابرام .

اثباتا لذلك وقع على هذه‌الاتفاقيه ممثلا الفريقين المفوضين من حكومتيهما ومهراها بختميهما وقد حرر فى بيروت على صورتين باللغة العربية واللغة الانكليزية ولكل من النصين نفس القوة الرسمية ، فى اليوم الخامس عشر من شهر اب سنة الف‌وتسعمائة واحدى‌وخمسين.

تشابمن اندروز

عن حكومة المملكة المتحدة وايرلندا الشمالية

شارل حلو

عن حكومة الجمهورية اللبنانية

الجدول الاول

الطريق التي ستشغلها الخطوط الجوية التي تعنيها المملكة المتحدة

١) لندن ـ أ. زوريخ و\ او روما او مالطه او طرابلس الغرب او

ب. فرانكفورت ـ فينا ـ بيروت ومنها الى طهران او البصره (عبادان) ـ الكويت ـ البحرين ـ كراتشي ومنها بواسطة نقاط متوسطة الى الشرق الاقصى و\ او اوستراليا .

٢) نيقوسيا ـ بيروت

٣) نيقوسيا ـ بيروت ومنها الى الكويت ـ البحرين .

ملاحظة : يحق لشركة او لشركات الطيران البريطانية المعينة عند استعمالها حقها فى الخطوط المذكورة ان تستثني نقطة او نقاط فى رحلتها او رحلاتها شرط ان تبدأ هذه الرحلات من نقطة فى الاراضى التابعة للملكة المتحدة .

الجدول الثاني

الطرق التي ستشغلها الخطوط الجوية التي يعنيها لبنان

١) بيروت ـ خرطوم ـ كانو ومنها بواسطة نقاط خارج ممتلكات المملكة المتحدة ـ اكرا ـ فريتون

٢) بيروت ـ نيقوسيا

٣) بيروت ـ كويت و\ او البحرين ومنها الى الظهران ونقاط وراءها خارج ممتلكات المملكة المتحدة .

ملاحظة : يحق لشركة او لشركات الطيران اللبنانية المعينة عند استعمال حقها فى الخطوط المذكورة ان تستثني نقطة او نقاط فى رحلتها او رحلاتها شرط ان تبدأ هذه الرحلات من نقطة فى الجمهورية اللبنانية .

مبادلة رسائل
بشأن اتفاق النقل الجوي

معالي شارل حلو
وزير الخارجية والمغتربين - بيروت

معالي الوزير ،

فيما يتعلق بالقسم ١ من جدول الاتفاقية الموقع عليها اليوم بين حكومتينا اتشرف بافادة معاليكم ان الخطوط التى عينتها المملكة المتحدة لا تنوي فى الوقت الحاضر ان تقوم بنقليات بين بغداد وبيروت وقد استثنيت بغداد كنقطة وراء بيروت فى طريق المملكة المتحدة (١) و(٢) كما هو مبين ادناه :

١ - لندن بطريق (أ) زوريخ و\ او روما او مالطه او طرابلس (ليبيا) (ب) فرانكفورت - فينا الى بيروت ومنها الى طهران او البصره او (عبادان) - الكويت - البحرين - كراتشى ومنها بواسطة نقاط متوسطة الى الشرق الاقصى و\ او اوستراليا.

٢ - نيقوسيا - بيروت ومنها الى الكويت - البحرين .

ويحتمل فى المستقبل ان ترغب الخطوط البريطانية القيام بمثل هذه النقليات ، وعندئذ تتقدم حكومة المملكة المتحدة من الحكومة اللبنانية بطلب التعديل المنشود فى جدول الطرق .

بيروت فى ١٥ اب ١٩٥١

وزير بريطانيا المفوض

تشابمان اندروز

الى سعادة المستر تشابمان اندروز
وزير بريطانيا المفوض فى بيروت

سعادة الوزير ،

اتشرف بافادتكم انني تسلمت كتاب سعادتكم بتاريخ اليوم وفيه ما يلي :

«فيما يتعلق بالقسم ١ من جدول الاتفاقية الموقع عليها اليوم بين حكومتينا اتشرف بافادة سعادتكم ان الخطوط التى عينتها المملكة المتحدة لا تنوي فى الوقت الحاضر ان تقوم بنقليات بين بغداد وبيروت وقد استثنيت بغداد كنقطة وراء بيروت فى طرق المملكة المتحدة (١) و(٢) كما هو مبين ادناه :

١ - لندن بطريق (أ) زوريخ و\ او روما مالطه او طرابلس (ليبيا) (ب) فرانكفورت - فينا الى بيروت ومنها الى طهران او البصره (او عبادان) - الكويت - البحرين - كراتشى ومنها

بواسطة نقاط متوسطة الى الشرق الاقصى واو استراليا .

٢ ـ نيقوسيا ـ بيروت ومنها الى الكويت ـ البحرين .

ويحتمل فى المستقبل ان ترغب الخطوط البريطانية القيام بمثل هذه النقليات ، وعندئذ تتقدم حكومة المملكة المتحدة من الحكومة اللبنانية بطالب التعديل المنشود فى جدول الطرق » .

وتفضلوا بقبول اسمى شعائر الاحترام .

بيروت فى ١٥ اب ١٩٥١

وزير الخارجية والمغتربين

شارل حلو

الى سعادة المستر تشامبان اندروز
وزير بريطانيا المفوض فى بيروت

سعادة الوزير ،

بالاشارة الى الاتفاق الجوي المعقود بتاريخ هذا اليوم بين حكومتينا لي الشرف ان اعلم سعادتكم ان المصالح المختصة فى الحكومة اللبنانية ستسعى ، على اساس المعاملة بالمثل فى حدود صلاحياتها الادارية ، ان تنفذ منذ اليوم احكام الاتفاق المذكور .

اما فيما يتعلق بالمادة ٥ فى الاتفاق الخاصة بالاعفاءات البلدية والاميرية والجمركية ، فانها تدخل فى حيز التنفيذ بعد تبادل وثائق الابرام ابتداء من تاريخ اليوم .

واضيف ان هذا الكتاب والكتاب الذي ستوجهونه الي سعادتكم جوابا على كتابي لتاكدوا لي المعاملة بالمثل سيعرضان على مجلس النواب فى الوقت الذي يعرض فيه نص الاتفاق .

بيروت فى ١٥ اب ١٩٥١

وزير الخارجية والمغتربين

شارل حلو

معالي شارل حلو
وزير الخارجية والمغتربين ـ بيروت

معالي الوزير ،

اتشرف بافادة معاليكم اني تسلمت كتابكم بتاريخ اليوم وهذا نصه :

«بالاشارة الى الاتفاق الجوي المعقود بين حكومتينا لي الشرف ان اعلم معاليكم ان المصالح المختصة فى الحكومة اللبنانية ستسعى ، على اساس المعاملة بالمثل فى حدود صلاحياتها الادارية ، ان تنفذ منذ اليوم احكام الاتفاق المذكور .

اما فيما يتعلق بالمادة ٥ فى الاتفاق، الخاصة بالاعفاءات البلدية والاميرية والجمركية ، فانها تدخل فى حيز التنفيذ بعد تبادل وثائق الابرام ابتداء من تاريخ اليوم .

واضيف ان هذا الكتاب والكتاب الذي ستوجهونه الي معاليكم جوابا على كتابي لتأكدوا لي المعاملة بالمثل سيعرضان على مجلس النواب فى الوقت الذي يعرض فيه نص الاتفاق»

لي الشرف ان ابلغ معاليكم باسم حكومة المملكة المتحدة ان السلطات البريطانية المختصة ستطبق الاتفاق المعقود اليوم ، على اساس المعاملة بالمثل ، وفقا للشروط التى تقترحها الحكومة اللبنانية .

وانتهز هذه المناسبة لاعرب لمعاليكم عن اسمى اعتباري .

بيروت فى ١٥ اب ١٩٥١

وزير بريطانيا المفوض

تشابمان اندروز

معالي شارل حلو
وزير الخارجية والمغتربين ـ بيروت

معالي الوزير ،

فيما يتعلق بالقسم ٢ من جدول الاتفاقية الموقع عليها اليوم بين حكومتي المملكة المتحدة وحكومة الجمهورية اللبنانية والتى بموجبها يسمح لخط او لخطوط لبنان الجوية المعينة بان تشغل خدمات وفقا لجداول الى الكويت والبحرين ، اتشرف بافادة معاليكم انه بالنظر لحالة مطاري الكويت والبحرين من الضروري موقتا فرض الشروط الاتية على ممارسة الحقوق الممنوحة حسبما تقدم :

١ ـ لا يسمح لطائرة ذات اربع

محركات ان تستعمل المطارين الحاليين فى الكويت و البحرين الا باذن خاص من سلطات الملاحة الجوية البريطانية

٢ ــ بما ان مطار الكويت غير مسيج والتسهيلات المتوفرة فى الكويت والبحرين هي الان من نواح عديدة دون مستوى التامين العادي ، فان تشغيل طائرات الخط او الخطوط الجوية المعينة فى هذين المطارين يجب ان يتم على مسؤولية هذه الخطوط ذات العلاقة .

اتشرف بان اطلب من معاليكم بان تثبتوا موافقة حكومة الجمهورية اللبنانية على الشروط الواردة اعلاه فيما يتعلق بممارسة الحقوق فى الكويت والبحرين من قبل الخط او او الخطوط الجوية اللبنانية .

بيروت فى ١٥ اب ١٩٥١

وزير بريطانيا المفوض

تشابمان اندروز

الى سعادة المستر تشابمان اندروز
وزير بريطانيا المفوض فى بيروت

سعادة الوزير

اتشرف بافادتكم انني تسلمت كتاب سعادتكم بتاريخ اليوم وفيه ما يلي :

« فيما يتعلق بالقسم ٢ من جدول الاتفاقية الموقع عليها اليوم بين حكومتي المملكة المتحدة وحكومة الجمهورية اللبنانية والتي بموجبها يسمح لخط او لخطوط لبنان الجوية المعينة بان تشغل خدمات وفقا الجداول الى الكويت والبحرين ، اتشرف بافادة سعادتكم انه بالنظر لحالة مطاري الكويت والبحرين من الضروري موقتا فرض الشروط الاتية على ممارسة الحقوق الممنوحة حسبما تقدم :

١ ــ لا يسمح لطائرة ذات اربع محركات ان تستعمل المطارين الحاليين فى الكويت والبحرين الا باذن خاص من سلطات الملاحة الجوية البريطانية.

٢ ــ بما ان مطار الكويت غير مسيج والتسهيلات المتوفرة فى الكويت والبحرين هي الانمن نواح عديدة دون مستوى التامين العادي ، فان تشغيل طائرات الخط او الخطوط الجوية المعينة فى هذين المطارين يجب ان يتم على مسؤولية هذه الخطوط ذات العلاقة .

اتشرف بان أطلب من سعادتكم بان تثبتوا موافقة حكومة الجمهورية اللبنالية على الشروط الواردةاعلاه

فيما يتعلق بممارسة الحقوق فى الكويت والبحرين من قبل الخط او الخطوط الجوية اللبنانية .»

وجوابا على هذا الكتاب اتشرف بافادة سعادتكم ان حكومة الجمهورية اللبنانية موافقة على الشروط المذكورة اعلاه بشأن ممارسة الحقوق من قبل الخطوط الجوية اللبنانية فى الكويت والبحرين .

وتفضلوا بقبول اسمى شعائر الاحترام .

بيروت فى ١٥ اب ١٩٥١

وزير الخارجية والمغتربين

شارل حلو

GRECE

يونان

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — GRECE

اتفـــاقات دولية
بين لبنان واليونان

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **31 Janvier 1940**
  ACCORD FRANCO-GREC SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

- **٢١ كانون الثاني ١٩٤٠**
  اتفاق فرنسي يوناني بشأن المبادلات والمعاملات التجارية .

— Arrêté 121/LR du 27 Mai 1940 portant application de cet accord au Liban et en Syrie

(B.O. 1940 - P. 282)

ـ قرار ١٢١\لر تاريخ ٢٧ ايار ١٩٤٠ وضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ في لبنان وسوريا .

(ر\١٩٤٠ ص. ٢٨٢)

— Arrêté 187/LR du 9 Juillet 1940 portant suspension de cet ccord

(B.O. 1940 - P. 368)

ـ قرار ١٨٧/لر تاريخ ٩ تموز ١٩٤٠ اوقف تنفيذ هذا الاتفاق

(ر\١٩٤٠ ص ٣٦٨)

— Arrêté 293/LR du 7 Novembre 1940 supprimant l'arreté 187/LR

(B.O. 1940 - P. 505)

ـ قرار ٢٩٣/لر تاريخ ٧ تشرين الثاني ١٩٤٠ الغى القرار رقم ١٨٧\لر

(ر/١٩٤٠ ص. ٥٠٥)

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **1 et 10 Septembre 1947 — Beyrouth**
  ACCORD JUDICIAIRE
  (Echange de lettres sur la suppression des tribunaux mixtes)

- **١ و ١٠ ايلول ـ بيروت**
  اتفاق قضائي
  (مبادلة رسائل بشأن الغاء المحاكم المختلطة)

● 6 Septembre 1948 —
Beyrouth
ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

● ٦ ايلول ١٩٤٨ ـ بيروت
اتفاق النقل الجوي

● 6 Octobre 1948 — Beyrouth
TRAITE DE COMMERCE, DE NAVIGATION ET D'ETABLISSEMENT.

● ٦ تشرين الاول ١٩٤٨ ـ بيروت
معاهدة تجارة وملاحة واقامة

● 10 Juin 1949 — Beyrouth
CONVENTION CULTURELLE

● ١٠ حزيران ١٩٤٩ ـ بيروت
اتفاق ثقافي

ACCORD

JUDICIAIRE

- Echange de lettres sur la suppression des Tribunaux mixtes.

- Signé à Beyrouth le 1 et 10 Septembre 1947

LEGATION DE GRECE
EN SYRIE ET AU LIBAN

No. 1187*D*/2

Beyrouth, le 1er Septembre 1947

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de la République Libanaise.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai, l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit : Le Gouvernement Royal Hellénique considère qu'à la suite de la suppression des Tribunaux Mixtes au Liban,la juridiction capitulaire des Tribunaux consulaires Helléniques aurait dû, en théorie pure, être rétablie et maintenue jusqu'à la conclusion d'un accord portant supression de cette juridiction,

اتفاق

قضائي

- مبادلة رسائل بشان الغاء المحاكم المختلطة

- وقع فى بيروت فى ١ و١٠ ايلول ١٩٤٧

المفوضية اليونانية
فى
سوريا ولبنان

بيروت فى اول ايلول سنة ١٩٤٧

معالي وزير الخارجية والمغتربين فى الجمهورية اللبنانية

معالي الوزير ،

بأمر من حكومتي ، اتشرف باحاطتكم علما بما يلي :

تعتبر الحكومة الملكية اليونانية انه ، على اثر الغاء المحاكم المختلطة فى لبنان ، كان يجب ، من الوجهة النظرية الصرفة ، أن تعاد الى المحاكم القنصلية اليونانية صلاحياتها القضائية المنبثقة عن الامتيازات ، وان تبقى هذه الصلاحيات قائمة الى ان يعقد اتفاق بالغائها .

Cependant, tenant compte du fait que le Gouvernement libanais n'est pas d'accord sur ce principe et ne désirant pas insister sur l'acceptation de son propre point de vue, le Gouvernement hellénique admet la suppression des Tribunaux Mixtes à partir du 1er Janvier 1947, dans les conditions suivantes :

En ce qui concerne le régime juridique des ressortissants helléniques au Liban, le Gouvernement Royal hellénique admet naturellement qu'à l'avenir ils doivent être soumis à la juridiction pleine et entière des Tribunaux Nationaux Libanais de tous les degrés. D'autre part, le Gouvernement hellénique est persuadé que le Gouvernement Libanais est disposé à adopter, à titre de réciprocité, en ce qui concerne le statut personnel des ressortissants hellènes, le principe admis dans la majorité des pays, à savoir : l'application à leur égard de leur loi nationale.

L'acceptation de ce principe aurait comme conséquence l'application des lois helléniques aux ressortissants hellènes au Liban, dans toutes les questions relatives au statut personnel en général, telles que le mariage, les droits et obligations conjugaux, le divorce, la separation judiciaire, le régime matrimonial, la pa-

على أنها ، علما منها ان الحكومة اللبنانية لا توافق على هذا المبدا ، ورغبة منها فى الا تتشبث بوجهة نظرها ، تقبل بالغاء المحاكم المختلطة ابتداء من اول كانون الثاني سنة ١٩٤٧ ، ضمن الشروط التالية :

توافق بالطبع الحكومة الملكية اليونانية ، فيما يختص بالنظام القانوني المتعلق بالرعايا اليونانيين فى لبنان ، على ان يخضع هؤلاء خضوعا تاما فى المستقبل لصلاحيات المحاكم الوطنية اللبنانية فى كافة درجاتها . ومن جهة ثانية ، فان الحكومة اليونانية مقتنعة بان الحكومة مستعدة لكي تتبنى ، فيما يتعلق بقانون الاحوال الشخصية الخاص بالرعايا اليونانيين وعلى اساس المعاملة بالمثل ، المبدا المقبول فى معظم البلدان وهو : تطبيق تشريعهم الوطني عليهم .

وينتج عن قبول هذا المبدا تطبيق القوانين اليونانية على الرعايا اليونانيين فى لبنان فى جميع القضايا المتعلقة بالاحوال الشخصية بوجه عام كقضايا الزواج ، والحقوق والواجبات الزوجية ، والطلاق والفصل القضائي ، ونظام الزوجية ، والابوة ، والبنوة ، وتثبيت النسب

ternité, la filliation, la légitimation, l'adoption, la capacité des personnes et la majorité, l'interdiction, la succession testamentaire ou abintestat, le partage des héritages et leur réglements, etc... De même la loi libanaise serait appliquée en Grèce aux ressortissants libanais dans les mêmes conditions.

Il est bien entendu que les autorités compétentes du pays de l'intéressé fourniront, s'il est nécessaire, aux autorités judiciaires de l'autre pays, les informations concernant les lois traitant les matières sus-énoncées. Il est également entendu que les ressortissants hellènes bénéficieront automatiquement au Liban de tout avantage qui serait maintenu, reconnu ou accordé de fait ou de droit, à des étrangers, en matière juridictionnelle.

J'espère que Votre Excellence aura l'obligeance de me communiquer le plus tôt possible l'assentiment du Gouvernement libanais aux propositions formulées ci-dessus et saisis cette occasion pour vous réitérer les assurances de ma très haute considération.

N. HADJI-VASSILIOU

Chargé d'Affaires a.i.

de Grèce au Liban

بالزواج ، والتبني ، واهلية الاشخاص، وسن الرشد ، والحجر ، والوراثة عن طريق الوصية او بدونها ، وتقسيم التركات وتحريرها ، الخ . كذلك يطبق القانون اللبناني فى اليونان على الرعايا اللبنانيين ضمن الشروط نفسها .

ومن المتفق عليه ان السلطات المختصة فى بلد صاحب العلاقة تقدم، اذا اقتضى الامر ، للسلطات القضائية فى البلد الثاني ، المعلومات عن القوانين المتعلقة بالمواد المذكورة اعلاه . ومن المتفق عليه ايضا أن الرعايا اليونانيين يستفيدون بصورة الية فى لبنان من كل ميزة يحتفظ بها او يعترف بها او تمنح للاجانب ، فى الحقل القضائي ، واقعيا او قانونيا .

آمل ان تتفضلوا معاليكم بابلاغي فى اقرب وقت ممكن موافقة الحكومة اللبنانية على المبادىء المبينة اعلاه وانتهز هذه الفرصة لاكرر لكم التعبير عن اسمى اعتباري .

نقولا الحاج فاسيليو

القائم باعمال المفوضية اليونانية بالوكالة

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

No 798/S

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre no 1187 D/2 du 1er Septembre 1947, par laquelle vous aviez bien voulu me communiquer ce qui suit, d'ordre de Votre Gouvernement :

« Le Gouvernement Royal Hellénique considère qu'à la suite de la suppression des Tribunaux Mixtes au Liban, la juridiction capitulaire des Tribunaux Consulaires Helléniques aurait dû, en théorie pure, être rétablie et maintenue jusqu'à la conclusion d'un accord portant suppression de cette juridiction. »

« Cependant, tenant compte du fait que le Gouvernement libanais n'est pas d'accord sur ce principe et ne désirant pas insister sur l'acceptation de son propre point de vue, le Gouvernement hellénique admet la suppression des Tribunaux Mixtes à partir du 1er Janvier 1947, dans les conditions suivantes :

« En ce qui concerne le régime juridique des ressortissants helléniques au Liban, le Gouvernement royal hellénique admet naturellement qu'à l'avenir ils doivent être

وزارة الخارجية
واللبنانيين المغتربين

حضرة القائم بالاعمال ،

اتشرف بان ابلغكم تسلمي كتابكم رقم ١١٨٧ D / 2 المؤرخ في اول ايلول سنة ١٩٤٦ الذي تفضلتم فيه بابلاغي ، بأمر من حكومتكم ، ما يلي :

« تعتبر الحكومة الملكية اليونانية انه ، على اثر الغاء المحاكم المختلطة في لبنان ، كان يجب ، من الوجهة النظرية الصرفة ، ان تعاد الى المحاكم القنصلية اليونانية صلاحياتها القضائية المنبثقة عن الامتيازات ، وان تبقى هذه الصلاحيات قائمة الى ان يعقد اتفاق بالغائها .

«على انها، علما منها ان الحكومة اللبنانية لا توافق على هذا المبدأ، ورغبة منها في الاتشبث بوجهة نظرها، تقبل بالغاء المحاكم المختلطة ابتداء من اول كانون الثاني سنة ١٩٤٧ ، ضمن الشروط التالية :

«توافق بالطبع الحكومة الملكية اليونانية ، فيما يختص بالنظام القانوني المتعلق بالرعايا اليونانيين في لبنان ، على ان يخضع هؤلاء

soumis à la juridiction pleine et entière des Tribunaux Nationaux libanais de tous les degrés. D'autre part, le Gouvernement hellénique est persuadé que le Gouvernement libanais est disposé à adopter, à titre de réciprocité, en ce qui concerne le statut personnel, des ressortissants hellènes, le principe admis dans la majorité des pays, à savoir : l'application à leur égard de leur loi nationale.

« L'acceptation de ce principe aurait comme conséquence l'application des lois helléniques aux ressortissants hellènes au Liban, dans toutes les questions relatives au statut personnel en général, telles que le mariage, les droits et obligations conjugaux, le divorce, la séparation judiciaire, le régime matriomonial, la paternité, la filiation, la légitimation, l'adoption, la capacité des personnes et la majorité, l'interdiction, la succession testamentaire ou ab intestat, le partage des héritages et leur règlement, etc...

« De même, la loi libanaise serait appliquée en Grèce aux ressortissants libanais dans les mêmes conditions.

« Il est bien entendu que les autorités compétentes du pays de l'intéressé fourniront, s'il est nécessaire, aux autorités judiciaires de l'autre pays, les informations

خضوعا تاما فى المستقبل لصلاحيات المحاكم الوطنية اللبنانية فى كافة درجاتها . ومن جهة ثانية فان الحكومة اليونانية مقتنعة بان الحكومة اللبنانية مستعدة لكي تتبنى ، فيما يتعلق بقانون الاحوال الشخصية الخاص بالرعايا اليونانيين وعلى اساس المعاملة بالمثل ، المبدا المقبول فى معظم البلدان وهو : تطبيق تشريعهم الوطني عليهم .

«وينتج عن قبول هذا المبدأ تطبيق القوانين اليونانية على الرعايا اليونانيين فى لبنان فى جميع القضايا المتعلقة بالاحوال الشخصية بوجه عام كقضايا الزواج والحقوق والواجبات الزوجية ، والطلاق ، والفصل القضائي، ونظام الزوجية، والابوة، والبنوة ، وتثبيت النسب بالزواج، والتبني ، واهلية الاشخاص ، وسن الرشد والحجر ، والوراثة عن طريق الوصية او بدونها وتقسيم التركات وتحريرها ، الخ . كذلك يطبق القانون اللبناني فى اليونان على الرعايا اللبنانيين ضمن الشروط نفسها .

«ومن المتفق عليه ان السلطات المختصة فى بلد صاحب العلاقة تقدم ، اذا اقتضى الامر ، للسلطات

concernant les lois traitant les matières sus-énoncées. Il est également entendu que les ressortissants hellènes bénéficieront automatiquemet au Liban de tout avantage qui serait maintenu, reconnu ou accordé, de fait ou de droit à des étrangers, en matière juridictionnelle. »

J'ai l'honneur de vous communiquer l'assentiment du Gouvernement libanais aux propositions formulées ci-dessus, et saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

Beyrouth, le 10 septembre1947

Le Président du Conseil
des Ministres
Ministre des
Affaires Etrangères

RIAD SOLH

القضائية فى البلد الثاني ، المعلومات عن القوانين المتعلقة بالمواد المذكورة اعلاه . ومن المتفق عليه ايضا ان الرعايا اليونانيين يستفيدون بصورة الية فى لبنان من كل ميزة يحتفظ بها او يعترف بها او تمنح للاجانب ، فى الحقل القضائي ، واقعيا او قانونيا .»

اتشرف بابلاغكم موافقة الحكومة اللبنانية على المبادىء المبينة اعلاه وانتهز هذه الفرصة لاكرر لكم التعبير عن اسمى اعتباري .

بيروت فى ١٠ ايلول سنة ١٩٤٧

رئيس مجلس الوزراء
وزير الخارجية بالوكالة

رياض الصلح

No. 1351 S/2

Beyrouth, le 29 Septembre 1947

Monsieur le Président,

Me référant à la lettre de Votre Excellence sub No. 798/S du 10 courant par laquelle l'accord greco-libanais concernant la suppression des Tribunaux Mixtes au Liban a été achevé, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que, ainsi qu'il vient de m'être communiqué par mon Gouvernement, la loi hellénique portant ratification de l'accord précité prendra effet à partir du 10 Septembre 1947.

Je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

N. HADJI VASSILIOU

ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Beyrouth
- le 6 Septembre 1948
- Ratification autorisée par la loi du 10 Juin 1949
- (J.O. - 1949 - no. 24 - p. 310)
- Le texte officiel est établi en langue française.
- Date d'entrée en vigueur : 6 Septembre 1948

اتفاق
النقل الجوي

- وقع فى بيروت
- فى ٦ ايلول ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٠ حزيران ١٩٤٩
- (جر ١٩٤٩ ، عدد ٠٢٤ ص، ٢١٠)
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية .
- تاريخ تنفيذ احكام هذا الاتفاق : ٦ ايلول ١٩٤٨

Le Gouvernement de la République libanaise et

Le Gouvernement Royal Hellénique,

Désireux de conclure un Accord relatif à l'établissements de communications aériennes entre le Liban et la Grèce, ont, à cet effet, désigné leurs Plénipotentiaires :

Pour le Gouvernement de la République libanaise :

Monsieur Fouad AMMOUN, Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général du Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer.

Pour le Gouvernement Royal Hellénique :

ان حكومة الجمهورية اللبنانية

والحكومة الملكية اليونانية

رغبة منهما فى عقد اتفاق خاص بانشاء مواصلات جوية بين لبنان واليونان ، قد عينتا لهذه الغاية مندوبيهما المطلقي الصلاحية :

عن حكومة الجمهورية اللبنانية

السيد فؤاد عمون ، وزير مفوض المدير العام لوزارة الخارجية والمغتربين

عن الحكومة الملكية اليونانية

Monsieur Nicolas HADJI VASSILIOU, Chargé d'Affaires de Grèce au Liban.

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les Parties Contractantes s'accordent, l'une à l'autre, les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe, en vue de l'établissement des routes aériennes civiles internationales et des services énumérés à cette annexe.

Les dits services pourront être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

ARTICLE 2. — 1) Chacun des services aériens mentionnés à l'annexe ci-jointe sera mis en exploitation aussitôt que le Partie Contractante, qui, en vertu de l'article 1 a reçu le droit de désigner une ou plusieurs Entreprises aériennes pour exploiter les routes en question, aura effectué cette désignation.

La Partie Contractante qui aura accordé ce droit, devra, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de celles de l'article 6 ci-après, accorder, sans délai, l'autorisation d'exploitation nécessaire à l'Entreprise ou aux Entreprises intéressées.

السيد نيقولا حاجي فاسيليو ، القائم باعمال المفوضية اليونانية فى لبنان .

الذين اتفقا على الشروط الاتية :

المادة الاولى — يمنح الفريقان المتعاقدان الحقوق المبينة فى الملحق المرافق لهذا الاتفاق بغية انشاء الطرق والخطوط الجوية المدنية الدولية المذكورة فى الملحق .

يمكن افتتاح هذه الخطوط فى الحال او فيما بعد وذلك حسب اختيار الفريق المتعاقد الذي منحت له هذه الحقوق .

المادة الثانية — ١ يبدأ تشغيل كل من الخطوط المذكورة فى الملحق المرافق لهذا الاتفاق بمجرد ان يعين الفريق المتعاقد ، الذي منح هذا الحق بموجب المادة الاولى ، المؤسسة او المؤسسات التي ستباشر تشغيل هذه الخطوط .

يجب على الفريق المتعاقد الذي منح هذا الحق مع الاحتفاظ بمراعاة احكام الفقرة الثانية من هذه المادة واحكام المادة السادسة من هذا لاتفاق ان يصدر فورا ترخيص التشغيل اللازم الى تلك المؤسسة او المؤسسات

2) (a) L'Entreprise ou les Entreprises ainsi désignées par l'une des Parties Contractantes, pourront être appelés, avant d'être autorisées à ouvrir les services fixés par le présent Accord, à justifier de sa qualification devant les Autorités Aéronautiques compétentes de l'autre Partie Contractante, et ce, conformément aux lois et règlements en vigueur en ce pays, en ce qui concerne l'exploitation de routes civiles internationales par des Entreprises Commerciales de Transports Aériens.

(b) Dans les régions qui sont le siège d'un occupation Militaire, ou dans les zones affectées par l'Occupation Militaire, l'ouverture de ces services sera subordonnée à l'approbation des Autorités Militaires compétentes.

ARTICLE 3. — Pour éviter toute discrimination et assurer l'égalité de traitements, il est convenu que :

1) Chacune des Parties Contractantes pourra imposer ou permettre que soient imposées des taxes justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres installations. Chacune des Parties Contractantes convient cependant, que ces taxes ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation des dits aéroports et des dites

٢ – ١ – يجوز ان يطلب الى المؤسسة او المؤسسات التي يعنيها فريق من الفريقين المتعاقد قبل ان يرخص لها بافتتاح الخطوط المعينة فى هذا الاتفاق ان تثبت لسلطات الطيران التابعة للفريق الاخر المتعاقد انها تتوفر فيها الشروط التي تقتضيها الانظمة والقوانين المعمول بها لدى تلك السلطات والمتعلقة باستثمار الطرق المدنية والدولية من قبل المؤسسات التجارية للنقل الجوي .

ب – ان افتتاح تلك الخطوط فى المناطق المحتلة عسكريا او فى المناطق التابعة للاحتلال العسكري يتوقف على موافقة السلطات العسكرية المختصة .

المادة الثالثة – منعا لكل تمييز وضمانا للمساواة فى المعاملة اتفق الفريقان المتعاقدان على مايلي :

١ – يجوز لكل من الفريقين المتعاقدين ان يفرض او ان يسمح بفرض رسوم عادلة ومعقولة نظير استعمال المطارات او انشاءات اخرى ولكن من المتفق عليه بين الفريقين المتعاقدين ان لا تزيد قيمة هذه الرسوم عما تدفعه الطائرات الوطنية التي تعمل فى خطوط دولية مماثلة

installations pour ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

2) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange, introduits sur le territoire d'une Partie Contractante, par une Entreprise de Transports Aériens désignée par l'autre Partie Contractante, ou pour le compte d'une telle entreprise, et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière bénéficieront d'un traitement aussi favorable que le traitement appliqué à l'Entreprise Nationale ou à celle de la Nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition des droits de douane, des frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux appliqués par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle aura été effectuée l'importation.

3) Tout aéronef de l'une des Parties Contractantes opérant sur les routes faisant l'objet du présent accord, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions demeurant à bord des aéronefs civils des Entreprises de Transports aériens des Parties Contractantes autorisées à exploiter les routes et les services spécifiés à l'annexe, bénéficieront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Con-

عند استعمالها هذه المطارات او الانشاءات .

٢ ـ ان ان الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار التي تدخلها مؤسسة نقل جوي معينة من احد الفريقين المتعاقدين الى اراضي الفريق الاخر تعامل نفس المعاملة التفضيلية التي تعامل بها مؤسسة وطنية او مؤسسة تابعة للدول الاكثر رعاية وذلك بالنسبة لما يفرض الفريق المتعاقد التي تدخل تلك المواد اقليمه من رسوم الجمارك والتفتيش او الرسوم الوطنية الاخرى .

٣ ـ تعفى من رسوم الجمارك ورسوم التفتيش والرسوم المماثلة الاخرى كل طائرة من طائرات الفريقين المتعاقدين تعمل على الطريق المبينة فى هذا الاتفاق وكذلك الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار والمهمات المعتاد حملها والخزين التي تبقى داخل الطائرات المدنية التابعة للمؤسسات الجوية المرخص لهـا

tractante, ou à leur départ de celui-ci, de l'exemption des droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours du vol au-dessus du dit territoire.

4) Les approvisionnements énumérés au paragraphe 3) du présent article, et bénéficiant de l'exemption ci-dessus définie, ne pourront être déchargés qu'avec l'approbation des Autorités douanières de l'autre Partie Contractante.

Ces approvisionnements, s'ils doivent être réexportés, seront, jusqu'à leur réexportation, soumis au Contrôle douanier de l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 4. — Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences, délivrés ou validés par chacune des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'annexe. Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaître valable, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses

بتشغيل الطرق والخطوط المذكورة فى الملحق وذلك عند دخولها ومغادرتها اقليم الفريق المتعاقد الاخر حتى وان استعملت هذه المواد او استهلكت اثناء طيران تلك الطائرات داخل ذلك الاقليم .

٤ ـ ان المواد المذكورة فى الفقرة الثالثة من هذه المادة والتي تعفى من الرسوم المعينة فيها لا يمكن تفريغها من الطائرات الا بموافقة السلطات الجمركية التابعة للفريق المتعاقد الاخر . واما اذا كان من المنوى اعادة نقل هذه المواد فانها تظل خاضعة لمراقبة السلطات الجمركية التابعة للفريق المتعاقد الاخر حتى يتم نقلها .

المادة الرابعة ـ يعترف كل فريق من الفريقين المتعاقدين بصحة شهادة الصلاحية للطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصالحة الصادرة عن الفريق الاخر او المعتمدة لديه بغية تشغيل الطرق والخطوط المعينة فى الملحق لهذا الاتفاق . على ان لكل فريق من الفريقين المتعاقدين ان يحتفظ بحقه بعدم الاعتراف بشهادات الاهلية والاجازات التي تمنحها دولة اخرى

propres ressortissants par un autre Etat.

ARTICLE 5. — 1) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante, relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire, en ce qui concerne les aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation des dits aéronefs, pendant leur séjour sur son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'Entreprise ou des Entreprises de l'autre Partie Contractante, et les dits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ, et durant leur présence dans les limites du territoire de cette Partie Contractante.

2. Les lois et règlements régissant, sur le territoire des Parties Contractantes, l'entrée, le séjour ou la sortie des passagers, équipages ou marchandises transportés à bord des aéronefs, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine, seront applicables aux passagers, aux équipages et aux marchandises, soit par eux-mêmes, soit par un tiers agissant en leur nom, à l'arrivée, au départ, et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante.

ARTICLE 6. — Chaque Partie

لرعاياه فيما يتعلق بالطيران فوق اقليمه .

المادة الخامسة ـ ١ ـ تسري احكام القوانين والانظمة المعمول بها لدى احد الفريقين المتعاقدين بصدد دخول اقليمه و الخروج منه والمتعلقة بالطائرات التي تعمل فى الملاحة الدولية وتشغيل تلك الطائرات ، على طائرات المؤسسة او المؤسسات التابعة للفريق المتعاقد التي يجب عليها التقيد بهذه الانظمة والقوانين عند الدخول والخروج وطوال وجودها فى اقليم الفريق الاخر .

٢ ـ تسري الانظمة والقوانين المعمول بها فى اراضي احد الفريقين المتعاقدين والمتعلقة بدخول واقامة وخروج الركاب والملاحين والبضائع التي تحملها الطائرات كتعليمات الدخول والمأذونيات والهجرة والجوازات والجمرك والحجر الصحي على ركاب وملاحي وبضائع طائرات الفريق الاخر عند دخولهم اومغادرتهم اقليم الفريق الاول واثناء الاقامة فيه وذلك بطريقة مباشرة او مع من يعمل عنهم باسمهم .

المادة السادسة ـ يحتفظ كل

Contractante se réserve la faculté de refuser, l'exercice des droits spécifiés à l'annexe ci-jointe, à une Entreprise de Transports Aériens désignée par l'autre Partie Contractante, ou lorsque cette Entreprise de Transports Aériens ne se conforme pas aux lois et règlements de l'Etat survolé, — comme indiqué à l'article 5 ci-dessus — ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

ARTICLE 7. — Le présent accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale instituée par la Convention sur l'Aviation Civile Internationale conclue le 7 décembre 1944 à Chicago.

ARTICLE 8. — Dans un esprit d'étroite collaboration, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, se consulteront, s'il y a lieu, de temps à autre en vue de s'assurer de l'application du principe défini au présent accord, et à son annexe, et de leur exécution satisfaisante.

ARTICLE 9. — Si l'une ou l'autre des Parties contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de l'annexe au présent accord, les Autorités Aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes pour-

من الفريقين المتعاقدين بحقه الغاء او رفض منح مؤسسة للطيران يعنيها الفريق الاخر الحقوق المبينة فى الملحق المرافق لهذا الاتفاق فى حالة عدم اقتناعه بان جزءا هاما من ملكية هذه المؤسسة وادارتها الفعلية موجود فعلا فى يد رعايا الفريق الثاني المتعاقد او فى حالة عدم تقيد هذه المؤسسة بقوانين وانظمة الدولة التي تعمل فوق اقليمها طبقا لنص المادة الخامسة السابقة او عدم قيامها بالتزامها طبقا لمنطوق هذا الاتفاق .

المادة السابعة ـ يسجل هذا الاتفاق مع جميع العقود المتعلقة به لدى منظمة الطيران المدني الدولية الناشئة عن اتفاقية الطيران المدني الدولي الموقعة فى ٧ كانون الاول عام ١٩٤٤ فى شيكاغو .

المادة الثامنة ـ تقوم عند الاقتضاء السلطات المختصة بشؤون الطيران التابعة لكل من الفريقين المتعاقدين بمشاورات من وقت الى اخر بغية التحقق من تطبيق المبادىء المعينة فى هذا الاتفاق والملحق المرافق له ومن تنفيذها بطريقة مرضية .

المادة التاسعة ـ اذا رغب احد الفريقين المتعاقدين فى تعديل احد الشروط المعينة فى الملحق المرافق لهذا الاتفاق يمكن للسلطات المختصة بشؤون الطيران لدى كل من الفريقين

ront, par accord direct entre elles, procéder à une telle modification.

ARTICLE 10. — Tout diffédend entre les Parties Contractantes, concernant l'interprétation et l'application du présent accord ou de son annexe, qui ne pourrait être réglé par la voie de négociations directes, sera porté devant le Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale conformément aux dispositions de la Convention sur l'Aviation Civile Internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944. Toutefois, les Parties Contractantes peuvent, d'un commun accord, règler le différend en le portant soit devant un Tribunal Arbitral, soit devant tout autre personne ou organisme désigné par elles.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue.

ARTICLE 11. — Au cas où une convention multilatérale relative à l'Aviation Civile Internationale entrerait en vigueur pour les deux Parties Contractantes, le présent accord et son annexe devront être amendés de façon à être mis en concordance avec les dispositions de la dite Convention.

ARTICLE 12. — Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie

المتعاقدين ان تجري هذا التعديل بالاتفاق المباشر بينهما ٠

المادة العاشرة ــ ان كل خلاف يطرا بين الفريقين المتعاقدين على تفسير وتطبيق هذا الاتفاق والملحق المرافق له ولا يمكن تسويته بالمفاوضات المباشرة بينها يرفع امره الى مجلس المنظمة الدولية للطيران المدني طبقا لاحكام اتفاقية الطيران المدني الدولية الموقعة فى ٧ كانون الاول عام ١٩٤٤ فى شيكاغو ٠ على انه يمكن للفريقين المتعاقدين اذا اتفقا على ذلك تسوية هذا الخلاف برفعه الى هيئة تحكيمية او الى اي شخص او مؤسسة يعينها

وفى هذه الحال يتعهد كل من الفريقين بالرضوخ الى الحكم الصادر بشأن الخلاف ٠

المادة الحادية عشرة ــ فى حال حدوث اتفاقية متعددة الاطراف للطيران المدني الدولي تسري احكامها على الفريقين المتعاقدين يجب ان يعدل هذا الاتفاق والملحق المرفق له حتى تصبح احكامها مطابقة لاحكام الاتفاقية الانفة الذكر ٠

المادة الثانية عشرة ــ يجوز لكل من الفريقين المتعاقدين فى اي وقت

Contractante, son désir de dénoncer le présent accord. Une telle dénonciation aura effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit annulée, en commun accord, avant la fin de cette période.

ARTICLE 13. — Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature. Il sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Beyrouth dans le plus bref délai possible.

EN FOI DE QTOI, les Plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Beyrouth, le 6 Septembre 1948 en double exemplaire en langue française.

Fouad AMMOUN

Nicolas HADJI VASSILIOU

شاء اخطار الفريق الاخر برغبتـــه فى ابطال هذا الاتفاق ويسري مفعول الابطال بعد انقضاء اثنتي عشر شهرا على تسلم احد الفريقين للاخطــار الموجه من الفريق الاخر الا اذا الغى هذا الاخطار باتفاق الفريقين قبــل انقضاء المدة المعينة المذكورة .

المادة الثالثة عشرة ـ تسرى احكام هذا الاتفاق اعتبارا من تاريخ التوقيع عليه ويجري تبادل وثائق الابرام فى اقرب وقت ممكن .

واثباتا لذلك وقع ادناه المندوبون المطلقو الصلاحية بما لهم من سلطـة فى ذلك مفوضين بها من حكوماتهم على هذا الاتفاق ووضعوا عليه اختامهم .

حرر فى بيروت على صورتـــين باللغة الفرنسية فى اليوم السادس من ايلول سنة ١٩٤٨ .

نقولا حاجي فاسيليو

فؤاد عمون

ANNEXE

I

L'Entreprise ou les Entreprises de Transports Aériens du Gouvernement de la République Libanaise, autorisées en vertu du présent Accord, jouiront du droit de traverser le territoire hellénique sans y atterrir, et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, des marchandises, et du courrier sur les routes suivantes :

(a) Liban-Nicosie (Chypre facultatif) — Athènes dans les deux sens.

b) Liban-Nicosie (Chypre facultatif) — Athènes — Pays au delà de la Grèce dans toutes les directions et dans les deux sens.

II

L'Entreprise ou les Entreprises de Transports Aériens du Gouvernement Royal Hellénique, autorisées en vertu du présent accord, jouiront du droit de traverser le territoire libanais sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier sur les routes suivantes :

الملحق

١ ـ تمنح مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي لحكومة الجمهورية اللبنانية المرخص لها طبقا لهذا الاتفاق بحق المرور بدون هبوط والهبوط لغير الاغراض التجارية في الاراضي اليونانية وكذلك حق حمل وانزال ما يشمله النقل الدولي من ركاب وبضائع وبريد على الخطوط الاتية :

ا ـ لبنان ـ نيقوسيا (قبرص ، اختياري) اتينا ذهابا وايابا .

ب ـ لبنان نيقوسيا (قبرص، اختياري) اتينا وما وراء اليونان ، ذهابا وايابا وفي جميع الاتجاهات .

٢ ـ تمنح مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي للحكومة الملكية اليونانية المرخص لها طبقا لهذا الاتفاق بحق المرور بدون هبوط والهبوط لغير الاغراض التجارية في الاراضي اللبنانية وكذلك حق حمل وانزال ما يشمله النقل الدولي من ركاب وبضائع وبريد على الخطوط الاتية :

(a) Grèce-Nicosie (Chypre, facultatif) — Beyrouth dans les deux sens.

(b) Grèce-Nicosie (Chypre, facultatif) — Beyrouth — Pays au delà du Liban dans toutes les directions et dans les deux sens.

Toutefois le trafic à effectuer par les services libanais entre Nicosie et Athènes et par les services grecs entre Nicosie et Beyrouth ne pourra fonctionner que lorsque l'une et l'autre des Parties Contractantes aura obtenu le consentement du Gouvernement de Chypre.

III

En vue de l'établissement et de l'exploitation des Services Aériens faisant l'objet du présent accord et de son annexe, il est entendu entre les Parties Contractantes ;

1) Qu'il est désirable de provoquer et d'encourager la plus large distribution possible des avantages procurés par les voyages aériens pour le bien général de l'humanité, aux plus bas tarifs compatibles avec de sains principes économiques et stimuler les voyages aériens internationaux comme moyen de promouvoir une entente amicale et une bonne volonté commune entre les peuples, et asurer en même temps les nom-

ا ــ اليونان ــ نيقوسيا (قبرص ــ اختياري) بيروت ذهابا وايابا .

ب ــ اليونان ــ نيقوسيا (قبرص اختياري) بيروت وما وراء لبنان ، ذهابا وايابا وفى جميع الاتجاهات .

اما تشغيل الخط من قبل المصالح اللبنانية بين نيقوزيا واتينا ومن قبل المصالح اليونانية بين نيقوزيا وبيروت فلا يستثمر الا عندما يحصل كل من الفريقين المتعاقدين على موافقة حكومة قبرص .

٣ ــ لانشاء وتشغيل الخطوط المعينة فى هذا الاتفاق والملحق المرافق له تم الاتفاق بين الفريقين المتعاقدين على الامور التالية :

ا ــ من المرغوب فيه ان تساعد كل من الحكومتين وتشجع التوسع الى اقصى حد ممكن فى تعميم نفع الاسفار الجوية لصالح الانسانية باقل الاجور التي تتفق وقواعد الاقتصاد الصحيحة ومن المرغوب فيه ايضا ان تنشط كل منهما الاسفار الجوية الدولية كوسيلة لتقوية التفاهم الودي وحسن النية بين الشعوب وان تحقق الفوائد العدة غير المباشرة التي

breux bienfaits indirects de ce nouveau mode de transport pour le bien-être commun des deux Pays.

2) Que les services aériens mis à la disposition du Public devront correspondre aux besoins du Public en matière de Transports Aériens.

3) Qu'il devra exister une juste et égale possibilité pour les Entreprises des deux Nations, de desservir toute route, ou toutes routes, entre leurs territoires respectifs, et faisant l'objet du présent accord et de son annexe.

4) Que dans l'exploitation par les Entreprises Aériennes de chacune des deux Parties Contractantes, des services long-courrier mentionnés à l'annexe du présent accord, les intérêts des Entreprises de l'autre Partie Contractante seront toutefois pris en considération afin que ne soient pas indûment affectés les services que ces dernières assureraient sur tout ou partie des mêmes parcours.

5) Que les services offerts par la ou les Entreprises Aériennes désignées en vertu du présent accord et de son annexe, auront comme objet essentiel d'offrir une capacité correspondante à la demande de trafic entre le Pays dont ressortit l'Entreprise ou les Entreprises, et le Pays de la destination définitive du trafic.

تقدمها هذه الوسيلة الجديدة للنقل وذلك للصالح المشترك بين البلدين.

ب ـ يجب ان تكون الخطوط الجوية التي تخص المسافرين وافية بحاجتهم فى حقل النقليات الجوية.

ج ـ يجب ان يكون لدى كل من مؤسسات البلدين نفس الامكانية العادلة لاستخدام الطريق او الطرق بين البلدين المعينة فى هذا الاتفاق والملحق المرافق له.

د ـ عند تشغيل الخطوط الجوية البعيدة المدى من قبل مؤسسات كل من الفريقين المتعاقدين يجب ان تؤخذ بعين الاعتبار لصالح مؤسسات الفريق المتعاقد الاخر حتى لا يلحق بها اي ضرورة بصورة غير عادلة على قسم او كل من نفس الطرق الجوية.

هـ ـ أن الغرض الاساسي من الخطوط التي تقوم بها مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي المعينة فى هذا الاتفاق والملحق المرافق له هو تقدم الحمولة التي تفي بحاجة النقل بين الدولة التي تتبعها تلك المؤسسة او المؤسسات والتي ينتهي اليها النقل.

IV

Le droit d'embarquer et de débarquer sur les lignes spécifiées à la présente annexe en trafic international à destination ou en provenance de Pays tiers, sera exercé conformément aux principes généraux de développement ordonné, affirm:és par les deux Parties Contractantes, et dans les conditions telles que la capacité soit adaptée :

1°) à la demande de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination;

2°) à l'exigence d'une exploitation économique des services long-courrier;

3°) à la demande de trafic existant dans les régions traversées, et régionaux ;

4°) Au cas où l'Entreprise ou les Entreprises d'une des Parties Contractantes seraient provisoirement empêchées, par suite de difficultés provenant de la guerre, de profiter immédiatement des avantages offerts par l'article 3 de la présente annexe, la situation sera examinée à nouveau par les deux Parties Contractantes dès que l'Entreprise ou les Entreprises de la première Partie Contractante se trouvera en état d'apporter progressivement leur contribution à l'exploitation des Services Aériens.

٤ ـ ان حق حمل وتفريغ النقل الجوي العالمي من والى بلد ثالث سوف يستعمل طبقا للمبادىء العامة للتقديم المنظم التي يؤيدها الفريقان المتعاقدان كما يخضع الشروط التي من شانها ان يكون الاستيعاب متناسبا مع

١ ـ حاجات النقل بين الدولة التي يبدا منها الخط والدول التي ينتهي اليها .

٢ ـ ما يتطلبه التشغيل الاقتصادي للخطوط الجوية البعيدة المدى .

٣ ـ حاجات النقل بالمناطق التي يخترقها الخط مع مراعاة الخطوط المحلية والخطوط المنطقة

٤ ـ عندما يتعذر على مؤسسة اومؤسسات احد الفريقين المتعاقدين الاستفادة مباشرة من الفوائد الممنوحة فى المادة الثالثة من هذا الاتفاق من جراء صعوبات ناتجة عن حرب ما يلجا الى اعادة النظر فى هذا الوضع من قبل الفريقين المتعاقدين عندما تتمكن تلك المؤسسة او المؤسسات من المباشرة بالمساهمة بصورة تدريجية بتشغيل الخطوط الجوية .

TRAITE

DE COMMERCE, DE NAVIGATION, ET D'ETABLISSEMENT

معاهدة

تجارة وملاحة واقامة

- Signé à Beyrouth
- le 6 Octobre 1948
- Ratification autorisée par la loi du 28 Décembre 1949
- Le texte officiel est établi en langue française.

- وقعت في بيروت
- في تشرين الاول سنة ١٩٤٨
- اجيز التطبيق عليها بموجب قانون ٢٨ كانون الاول ١٩٤٩
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

Le Gouvernement de la République libanaise,

Et le Gouvernement Royal Hellénique,

Désireux de conclure un Traité consulaire, de navigation, de droits civils et commerciaux et d'établissement, entre le Liban et la Grèce, ont, à cet effet, désigné leurs Plénipotentiaires :

Pour le Gouvernement de la République libanaise : Mr. Mohamed Ali HAMADE, Directeur des Affaires Politiques, Directeur Général par intérim du Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer ;

ان حكومة الجمهورية اللبنانية

والحكومة الملكية اليونانية

رغبة منهما في عقد معاهدة قنصلية، الملاحة والحقوق المدنية والتجارية والاقامة بين لبنان واليونان قد عينتا لهذا الغرض مندوبيهما المفوضين :

عن الحكومة اللبنانية : السيد محمد علي حماده ، مدير الشؤون السياسية المدير العام بالوكالة لوزارة الخارجية والمغتربين .

Pour le Gouvernement Royal Hellénique : Monsieur Nicolas HADJI VASSILIOU, Chargé d'Affaires de Grèce au Liban.

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes:

CONDITIONS D'ETABLISSEMENT

ARTICLE PREMIER. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Conttactantes pourront, en observant les lois et règlements du pays, entrer librement,voyager, séjourner et s'établir sur le territoire de l'autre Partie, sauf dans les localités ou zônes interdites, ou l'abandonner en tout temps, sans être soumis à des restrictions de quelque nature qu'elles soient autres que celles auxquelles sont ou seront soumis les nationaux.

La disposition ci-dessus ne porte pas atteinte aux prescriptions et mesures spéciales en vigueur ou à édicter par chacune des Hautes Parties Contractantes, concernant l'immigration ou l'admission et l'emploi des travailleurs et salariés étrangers.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui a trait aux taxes de séjour et aux formalités de passeports et de visas imposées aux étrangers.

عن الحكومة اليونانية : السيد نقولا حاجي فاسيليو القائم باعمال المفوضية اليونانية فى لبنان .

اللذين اتفقا على الشروط الاتية :

شروط الاقامة

المادة ١ ـ يحق لرعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين مع مراعاتهما لقوانين البلاد وانظمتها ان يتمتعوا بحرية الدخول والسفر والنزول والاقامة على اراضي الفريق الاخر ، باستثناء الاماكن والمناطق الممنوعة ، ومغادرتها فى كل وقت دون ان يخضعوا لاية قيود غير التي يخضع او سيخضع لها الوطنيون .

ان النص المذكور اعلاه لا يمس الاحكام والتدابير الخاصة المتعلقة بالهجرة او بقبول العمال والاجراء الاجانب ، المعمول بها او التي يفرضها احد الفريقين الساميين المتعاقدين .

يتمتع رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين بمعاملة الدولة الاكثر رعايةفى ما يتعلق برسوم الاقامة ومعاملات الجوازات والسمات المفروضة على الاجانب

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne pourront se voir refuser l'accès du territoire de l'autre, ou, s'ils y sont déjà établis, ne pourront en être expulsés que dans l'un des cas suivants :

a) s'ils ont été condamnés pour un crime ou un délit punissable de plus de trois ans d'emprisonnement ;

b) s'ils se sont rendus coupables d'activités de nature subversive ou portant atteinte à l'ordre public ou à la tranquillité, la morale ou la santé publiques ;

c) s'ils sont indigents ou à la charge de l'Etat.

ARTICLE 2. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre et en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'acquérir tous biens mobiliers et immobiliers, notamment par voie d'achat, échange, donation, succession, testament ou de toute autre manière, de les posséder et d'en disposer librement.

Ils auront, en outre, en se conformant également aux lois et règlements en vigueur, le droit d'exercer toute industrie ou commerce ainsi que tout métier ou

لا يمنع رعايا احد الفريقين الساميين المتعاقدين من دخول اراضي الفريق الاخر ولا يلجأ الى اخراجهم منها فى حال اقامتهم فيها الا فى احدى الاحوال التالية :

ا ـ اذا حكموا بمادة جنائية او جرم تزيد عقوبته عن ثلاث سنوات سجن .

ب ـ اذا اقترفوا اعمالا من شأنها التخريب او الاخلال بالامن العام ، او الراحة العامة أو الاخلاق العامة او الصحة العامة .

ج ـ اذا كانوا معوزين او على عاتق الدولة .

المادة ٢ ـ لرعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين الحصول عن طريق الشراء على حق تملك مختلف الاموال المنقولة وغير المنقولة على اراضي الفريق الاخر ، والمقايضة والهبة والارث والوصية أو عن اي طريق آخر وحيازتها وحرية التصرف بها طبقا لقوانين وانظمة البلاد .

ولهم كذلك ان يمارسوا ، مع مراعاة القوانين والانظمة المعمول بها كل صناعة او تجارة وكل حرفة او مهنة ، الا ما كان منها مقصورا

profession dont l'exercice, suivant la loi locale, n'est pas ou ne serait pas réservé aux nationaux ou ne ferait pas l'objet d'une règlementation spéciale.

ARTICLE 3. — Les établissements scolaires, ainsi que les communautés, associations et fondations de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, le droit d'exercer librement leur activité, qu'elle ait un objet pédagogique ou scientifique, d'hospitalisation ou d'assistance, aux seules conditions de se conformer aux lois et règlements du pays, ainsi qu'à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public.

Ils pourront maintenir leur personnel actuel, de même qu'ils pourront employer, dans la limite des besoins de l'organisation, un personnel étranger, sans préjudice du droit général de contrôle que possède le Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes sur l'entrée et le séjour des étrangers sur son territoire.

ARTICLE 4. — Les ressortissants et les sociétés ou associations de chacune des Hautes Parties Contractantes, ainsi que leurs biens, droits et intérêts ne seront assujettis, sur le territoire de

او سيقصر على الوطنيين بموجب القانون المحلي او ما كان خاضعا لنظام خاص .

المادة ٣ ـ يحق للمعاهد الرسمية وكذلك الجاليات والجمعيات والمؤسسات التابعة لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين ممارسة نشاطها بحرية على اراضي الفريق الاخر سواء كانت غايتها التربية او التعليم او التمريض او الاسعاف على ان تتقيد بقوانين البلاد وانظمتها وبكل تدبير تتطلبه المحافظة على الامن العام .

ويحق لها الاحتفاظ بموظفيها الحاليين كما يحق لها استخدام موظفين اجانب ضمن نطاق حاجات المؤسسة على ان لا يمس ذلك حق حكومة كل من الفريقين المتعاقدين في مراقبة دخول واقامة الاجانب على اراضيها.

المادة ٤ ـ لا يخضع رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين والشركات او الجمعيات التابعة لهما او كذلك املاكهم وحقوقهم ومصالحهم

l'autre à des droits, taxes, impôts, contributions ou charges fiscales quelconques, autres ou plus onéreux que ceux qui sont perçus en pareil cas sur les nationaux, leur sociétés ou associations.

Les précédentes dispositions ne s'appliquent pas aux taxes et charges relatives aux concessions de fouilles archéologiques, aux concessions et à l'exploitation de l'énergie hydroélectrique, des forêts, des mines et autres richesses du sous-sol, ainsi que des raffineries et autres installations pétrolières, lesquelles charges et taxes ne seront pas, toutefois, plus onéreuses que celles réclamées aux ressortissants d'un Etat tiers.

Les ressortissants et les sociétés ou associations de l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront pas taxés par l'autre Partie qu'à raison de la part d'actif social qu'ils ont investi sur son territoire, des bénéfices qu'ils y réalisent ou des affaires qu'ils y pratiquent.

ARTICLE 5. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire. Ils ne seront soumis à d'autres prestations ou réquisitions militaires et civiles qu'en temps de guerre et dans la mesure et aux conditions prévues pour les nationaux.

على اراضي الفريق الاخر لمكوس ورسوم وضرائب وتكاليف والتزامات مالية غير التي تستوفى فى حالة مماثلة من الوطنيين وشركاتهم او جمعياتهم دون اية زيادة .

ان هذه الاحكام لا تسري على الرسوم والالتزامات المتعلقة بامتيازات التنقيب عن الاثار وامتيازات واستثمار القوى (المائية الكهربائية) والاحراج والمعادن وغيرها من الثروات المدفونة وكذلك المصافى وغيرها من المنشآت النفطية ، على ان لا تزيد الرسوم والالتزامات المفروضة فى هذه الحالات عما يتطلب من رعايا دولة ثالثة .

لا تكون الرسوم التي يفرضها احد الفريقين على رعايا وشركات او جمعيات الفريق الاخر الا بنسبة ما يستثمر من راس المال المعد للتشغيل على اراضيه وبنسبة الارباح التي تجنيها والاعمال التي تمارسها .

المادة ٥ ــ يعفى رعايا كل من الفريقين المتعاقدين من الخدمة العسكرية على اراضي الفريق الاخر ولا يخضع هؤلاء الرعايا للبدلات او المصادرات العسكرية والمدنية الا فى زمن الحرب وضمن الحدود والشروط التي تسري على الوطنيين .

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, quant à leurs biens sur le territoire de l'autre, de la plus entière protection des lois, tribunaux et autorités, à l'égal des nationaux.

Comme les nationaux, ils auront libre accès devant les tribunaux. A tous les degrés de juridiction, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, ils jouiront, comme ceux-ci, de la liberté de choisir dans tous les procès leurs avocats, avoués ou agents, parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions, selon les lois du territoire en question.

ARTICLE 6. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront soumis, sur le territoire de l'autre, dans les mêmes conditions que les nationaux, à la législation territoriale, aux principes généraux du droit international, aux lois, décrets, arrêtés et règlements en matière criminelle, civile, commerciale, administrative, fiscale ou autre.

Ils resteront toutefois assujettis, quant au statut personnel, aux prescriptions de leur loi nationale.

Si une succession d'un Grec au Liban au d'un Libanais en Grèce tombe en déshérence, il sera dis-

يتمتع رعايا كل من الفريقين المتعاقدين على اراضي الفريق الاخر بكامل حماية القوانين والمحاكم والسلطات فى اموالهم ، وذلك اسوة بالوطنيين .

وان لهم كما للوطنيين الحق بالتقاضي امام المحاكم كما يتمتعون مثلهم بجميع درجات القضاء سواء للمطالبة بحقوقهم او للدفاع عنها ، وبحرية اختيار محاميهم لمختلف قضاياهم ووكلائهم وفاقا للقوانين المحلية من بين الاشخاص المجاز لهم ممارسة هذه المهن .

المادة ٦ — يخضع رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين على اراضي الفريق الاخر وفى نفس الشروط المفروضة على الوطنيين ، للتشريع المحلي وللمبادىء العامة للحقوق الدولية وللقوانين والمراسيم والقرارات والانظمة المتعلقة بالقضايا الجزائية والمدنية والتجارية والادارية والمالية وغيرها .

اما فى ما يتعلق بالاحوال الشخصية فانهم يخضعون لاحكام قانونهم الوطني .

اذا اصبحت تركة يوناني فى لبنان او تركة لبناني فى اليونان بدون وارث يتصرف بالاملاك المنقولة وغير المنقولة

posé des biens mobiliers ou immobiliers, faisant partie de cette succession, suivant les lois de l'Etat auquel ressortissait le de cujus.

التابعة لهذه التركة حسب قوانين الدولة التي ينتمي اليها المتوفى .

CLAUSES COMMERCIALES ET DE NAVIGATION

شروط التجارة والملاحة

ARTICLE 7. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Grèce et le Liban.

المادة ٧ — تقوم بين لبنان واليونان حرية تامة للتجارة والملاحة .

Les deux Etats s'engagent à prendre des mesures internes et internationales appropriées en vue de favoriser des relations économiques mutuellement avantageuses dans le cadre des relations économiques mondiales.

تتعهد الدولتان باتخاذ التدابير الداخلية والدولية الملائمة لتقوية العلاقات الاقتصادية التي تعود بالنفع على الفريقين في نطاق العلاقات الاقتصادية العالمية .

ARTICLE 8. — Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles et financières, les compagnies d'assurances et de transports qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et sont régulièrement constituées d'après sa législation, seront reconnues de plein droit, comme existant régulièrement, par l'autre Partie.

المادة ٨ — ان الشركات المساهمة والشركات التجارية الاخرى ومنها الشركات الصناعية والمالية وشركات التأمين والمواصلات التي يكون مركزها على اراضي احد الفريقين المتعاقدين والمؤسسة طبقا لانظمته يعترف حكما بوجودها من قبل الفريق الاخر .

Ces sociétés pourront, en se soumettant aux lois et règlements du pays, acquérir tous biens mobiliers et immobiliers.

ولهذه الشركات الحق باقتناء الاموال المنقولة وغير المنقولة حسب قوانين وانظمة البلد .

Pour tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs biens, les dispositions de l'article 5 leur seront applicables.

تطبق احكام المادة الخامسة فيما يتعلق بالحماية الشرعية والقضائية على املاك هذه الشركات .

ARTICLE 9. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins ou modèles industriels ou de fabrique de tout espèce.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour donner pleine et entière application, dans leurs relations réciproques, aux stipulations de la Convention d'Union de Paris du 29 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à la Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934.

ARTICLE 10. — Les voyageurs de commerce qui représentent des négociants ou industriels domiciliés sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes bénéficieront, à leur entrée et pendant leur séjour sur le territoire de l'autre Partie, et à leur sortie du dit territoire, pourvu que leur séjour ne dépasse pas six mois, du traitement de la nation la plus favorisée en matière de taxation et autres facilités. Leur qualité sera établie, le cas échéant, par un certificat de la maison qu'ils représentent, légalisé par l'autorité consulaire du lieu.

المادة ٩ ـ يتمتع رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين على اراضي الفريق الاخر بنفس الحماية التي يتمتع بها الوطنيون فيما يتعلق بملكية العلامات التجارية او الفارقة وكذلك الرسوم او النماذج الصناعية او الخاصة باي نوع من المصانع .

ان الفريقين المتعاقدين متفقان على ان يطبقا كل التطبيق فى علائقهما المتبادلة شروط اتفاقية باريس الخاصة بحماية الملكية الصناعية والمعقودة بتاريخ ٢٩ اذار ١٨٨٣ والمعدل فى بروكسل بتاريخ ١٤ كانون الاول ١٩٠٠ وفى واشنطن بتاريخ ٢ حزيران ١٩١١ وفى لاهاي بتاريخ ٦ تشرين الثاني ١٩٢٥ وفى لندن بتاريخ ٢ حزيران ١٩٣٤

المادة ١٠ ـ ان الوكلاء التجاريين الذين يمثلون التجار او الصناعيين المقيمين على اراضي احد الفريقين المتعاقدين ، يتمتعون عند دخولهم اراضي الفريق الاخر ، ومدة اقامتهم فيها وعند مغادرتهم اياها ، شريطة الا تتجاوز اقامتهم الستة اشهر بمعاملة الدولة الاكثر رعاية فى ما يتعلق بالرسوم وسواها من التسهيلات

ويثبتون عند الاقتضاء صفتهم بشهادة من المحل الذي يمثلون مصدقة من السلطة القنصلية المحلية .

Les articles importés à titre d'échantillon bénéficieront de la franchise douanière sous condition d'être réexportés dans le délai maximum de six mois.

Ne pourront toutefois être admis en franchise douanière les articles que les Autorités du pays d'importation estimeront ne pouvoir être identifiés au moment de leur exportation.

ان المواد المستوردة كعينية تعفى من الرسوم الجمركية شريطة ان يعاد تصديرها فى مدة لا تتجاوز الستة اشهر ولا تتمتع بالاعفاء المواد التي تعتبرها سلطات البلد المستورد غير ممكنة التحديد عند تصديرها .

ARTICLE 11. — La nationalité des navires de chacune des Hautes Parties Contractantes, déterminée selon les lois et règlements qui y sont en vigueur, sera reconnue par l'autre Partie pour l'application des dispositions du présent Traité.

المادة ١١ ـ ان جنسية بواخر كل من الفريقين المتعاقدين المحددة وفقا للقوانين والانظمة المرعية يعترف بها الفريق الاخر ، وذلك لتنفيذ احكام هذه المعاهدة .

ARTICLE 12. — Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phares, de quarantaine, de courtage, de balisage, de quais ou autres charges qui pèsent, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire et sont perçus au nom et au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés à l'arrivée, séjour et sortie, dans les ports de l'un des deux pays, aux bâtiments de l'autre, qui ne seraient pas également et dans les mêmes conditions imposés aux navires de la nation la plus favorisée.

المادة ١٢ ـ لا يفرض على بواخر الفريق الاخر عند وصولها الى موانىء احد الفريقين واقامتها فيها او مغادرتها اياها اي رسم من رسوم الحمولة والمرفأ والملاحة والمنارة والحجر الصحي والسمسرة والانارة والارصفة او اية رسوم مهما تنوعت اسماؤها من رسوم هيكل الباخرة التي تستوفى باسم او لمنفعة الحكومة او الموظفين الرسميين او الافراد او التعاونيات او المؤسسات المختلفة ما لم تكن هذه الرسوم تستوفى ايضا وفى نفس الشروط من بواخر الدولة الاكثر رعاية .

Cette égalité de traitement aura son effet à l'égard des navires de chacune des Hautes Parties Contractantes de quelque port ou place qu'ils arrivent et quelle qu'ait été leur destination au départ.

ان هذه المساواة فى المعاملة تسري على بواخر الفريقين المتعاقدين انى كان المرفأ او المكان الذي تصل منه وايـا كانت وجهتها عند ابحارهـا .

ARTICLE 13. — Les navires de commerce de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront se rendre dans les ports de l'autre Partie, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons à destination de l'étranger.

المادة ١٣ – يحق للسفن التجارية التابعة لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين الدخول الى مرافىء الفريق الاخر بغية انزال كل او قسم من ركابها او من حمولتها الواردة من الخارج او بقصد تحميل كل او قسم من ركابها او حمولتها الى الخارج.

Les Hautes Parties Contractantes s'accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée relativement au cabotage et au remorquage, pilotage et autres services des ports.

يعامل كل من الفريقين المتعاقدين الفريق الاخر معاملة الدولة الاكثر رعاية فيما يختص بابحار البواخر وجرها وادارتها وبكل الخدمات فى المرافىء ، وكذلك فى ما يتعلق بالصيد

Il en sera de même de la pêche dans les eaux territoriales jusqu'à vingt kilomètres de la laisse de basse mer.

فى المياه الاقليمية حتى على بعد عشرين كيلو مترا من الشواطىء .

Les dispositions du présent article ne s'opposent pas à l'octroi de toutes subventions, primes, ristournes, détaxes et autres exemptions destinées à favoriser le développement de la marine-marchande nationale ou de la pêche nationale.

ان احكام هذه المادة لا تتعارض مع اعطاء المساعدات والمنح والاعانات وحذف الضرائب وغيرها من الاعفاءات التي غايتها ان تيسر تنمية التجارة البحرية والصيد الوطنيين .

CLAUSES CONSULAIRES

ARTICLE 14. — Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les ports, villes et autres localités du territoire de l'autre Partie.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent toutefois le droit de refuser l'établissement de consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans certaines localités ou portion du territoire pourvu que cette réserve soit également appliquée à toutes les Puissances.

Les consuls ainsi que les autres fonctionnaires consulaires pourront être de carrière ou honoraires.

Si le fonctionnaire honoraire est ressortissant du pays où il aura à exercer les fonctions consulaires, l'assentiment du dit pays devra être préalablement obtenu par la voie diplomatique.

Sur présentation de leurs lettres de provisions, les Consuls seront réciproquement admis et reconnus par le Gouvernement de l'Etat de leur résidence selon les règles et formalités en usage dans

الاحكام الخاصة بالشؤون القنصلية

المادة ١٤ — يحق لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين تعيين قناصل عامين ، قناصل ، نواب قناصل ، او وكلاء قناصل في المرافىء والمدن والمناطق الاخرى من اراضي الفريق الاخر .

بيد ان كل فريق من الفريقين يحتفظ بحقه في رفض قبول تعيين قناصل عامين ، قناصل ، نواب قناصل او وكلاء قناصل في بعض المناطق والاقسام من اراضيه شريطة ان يسري هذا الرفض على جميع الدول .

يمكن ان يكون القناصل وكذلك بقية الموظفين القنصليين موظفين تابعين للملاك او فخريين .

اذا كان الموظف الفخري من رعايا البلد الذي يمارس فيه اعماله القنصلية يتوجب إخذ موافقة هذا البلد مسبقا بالطرق الديبلوماسية .

يتم تبادل قبول القناصل والاعتراف بهم من قبل حكومة الدولة التي يقيمون فيها حسب القوانين والاجراءات المرعية في هذه الدولة وذلك فور تقديم كتاب التعيين . ثم

cet Etat. L'Exequatur pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans retard et sans frais.

Le Gouvernement de l'Etat de résidence informera immédiatement de la nomination du consul les autorités compétentes de la circonscription consulaire et ces dernières, sur cet avis ou sur la présentation de l'exequatur, devront prendre sans délai toutes mesures utiles pour que le consul puisse s'acquitter des devoirs de sa charge et jouir des droits, privilèges et immunités reconnus par le présent Traité.

En cas d'empêchement, d'absense ou de décès d'un chef de poste, les fonctionnaires adjoints seront autorisés, dans l'ordre fixé par l'Etat dont ils relèvent, à exercer par intérim les fonctions du titulaire, à condition que leur caractère officiel ait été porté auparavant à la connaissance des autorités compétentes.

ARTICLE 15. — Les consuls pourront apposer sur la maison où sont installés leurs bureaux ou chancelleries l'écusson des armes du pays qu'ils représentent avec les indications d'usage dans la langue officielle de leur Etat, arborer le pavillon de ce pays aux jours de solennités officielles, ainsi que dans d'autres circonstan-

يسلمون بدون تأخير وبدون اي مقابل البراءة اللازمة لمارسة اعمالهم بحرية تامة .

ان حكومة الدولة التي يقيم فيها القنصل تعلم حالا السلطات المختصة المنطقة القنصلية بنبأ تعيينه . وعلى هذه السلطات أن تتخذ ، بدون ابطاء على اثر هذا الاعلام او لدى اطلاعها على البراءة ، جميع التدابير اللازمة لتمكينه من القيام بواجبات وظيفته والتمتع بالحقوق والامتيازات والحصانات المعترف بها في هذه المعاهدة

وفي حالة وجود عائق ما او في حالة غياب او موت رئيس البعثة يرخص للموظفين المعاونين وفاقا للترتيب الذي تحدده الدولة التي ينتمون اليها بالقيام بالوكالة بوظائف الاصيل شريطة ان تكون قد سبق لدولتهم ان اعلمت السلطات المختصة بصفتهم الرسمية

المادة ١٥ ـ يحق للقناصل وضع شعار الدولة التي يمثلونها على الدار التي تشغلها مكاتبهم او دوائرهم مع كتابة المعلومات المعتادة باللغة الرسمية لدولتهم ، ولهم كذلك رفع علم بلادهم في ايام الاعياد الرسمية

ces d'usage. Toutefois, ces marques extérieures ne pourront être interprêtées comme constituant un droit d'asile.

ARTICLE 16. — L'ensemble des pièces à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et le local spécialement affecté au dépôt des archives consulaires sont inviolables. Ces pièces et ce local doivent être parfaitement distincts des pièces servant à l'habitation personnelle du fonctionnaire consulaire et ne peuvent être affectés à d'autres usages.

Les Consuls de carrière et les autres fonctionnaires de carrière, sujets de l'Etat qui les a nommés, jouiront de l'exemption de toutes contributions directes ayant le caractère d'impôt personnel, établies par l'Etat de leur résidence ou par une autorité quelconque qui en relève.

Les consuls honoraires et les autres fonctionnaires honoraires seront seuls autorisés à exercer un commerce ou toute autre activité différente de leur fonction. Ils seront exempts des réquisitions et des logements militaires uniquement pour les locaux affectés à leur chancellerie et à leurs archives consulaires.

Pendant un délai de six mois après leur entrée en fonctions, les

وغيرها من المناسبات . غير ان هذه الشارات الخارجية لا يمكن ان تعتبر كاعتراف بمنح حق الحماية .

المادة ١٦ – يتمتع بالحصانة مجموع الغرف التي تشغلها مكاتب القنصلية للاعمال الرسمية وكذلك المكان المخصص للمحفوظات القنصلية ويجب ان تكون هذه الاماكن التي لا يجوز استعمالها لغير ما ذكر اعلاه منفصلة تماما عن الغرف التي يشغلها الموظفون القنصليون لسكناهم .

يتمتع القناصل المنتمون للملاك وبقية الموظفين المنتمين اليه من رعايا الدولة التي عينتهم بالاعفاء من جميع المكوس التي لها صفة الضريبة الشخصية المفروضة من قبل الدولة التي يقيمون فيها او احدى السلطات التابعة لها .

يرخص للقناصل الفخريين وبقية الموظفين الفخريين دون سواهم بتعاطي التجارة او اي عمل آخر غير وظيفتهم ولا يستثنون من المصادرة ومن واجب ايواء الجيوش الا فيما يتعلق بالاماكن المتخذة لاعمالهم الرسمية والمخصصة للمحفوظات القنصلية .

يحق للقناصل وجميع الموظفين القنصليين المنتمين للملاك من رعايا

consuls et tous les autres fonctionnaires consulaires de carrière, citoyens de l'Etat qui les a nommés, sont autorisés, à faire entrer leur mobilier et les effets et ustensiles de ménage destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur famille.

Les consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, jouiront de l'immunité personnelle. Ils ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif que pour les infractions qui, en vertu de la législation locale, sont qualifiées crimes et punis comme tels.

En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation du consul ou de l'un des fonctionnaires ci-dessus, le Gouvernement de l'Etat de leur résidence informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat dont il relève.

Les consuls et les fonctionnaires consulaires de carrière ou honoraires pourront se refuser à déposer sur tous faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et à produire des pièces dont ils seraient détenteurs en opposant le secret professionnel ou d'Etat. Au cas où l'autorité judiciaire n'admettrait pas le bien-fondé de cette exception, elle devra s'abste-

الدولة التي تعينهم ان يدخلوا الى اراضي الدولة الاخرى عند التحاقهم بمراكز اعمالهم فيها وطيلة مدة ستة اشهر تبدأ من تاريخ تسلم اعمالهم ، اموالهم المنقولة والاشياء المعدة لاستعمالهم الشخصي او استعمال عائلاتهم .

يتمتع القناصل وبقية الموظفين القنصليين التابعين للملاك من رعايا الدولة التى تعينهم بالحصانةالشخصية ولا ينالهم التوقيف الموقت السابق للحكم الا فى الجرائم التي يعتبرها التشريع المحلي جناية ويعاقب عليها بهذا الوصف .

فى حالة الملاحقة القضائية والتوقيف او اتهام القنصل او احد الموظفين المذكورين اعلاه تعلم حكومة الدولة التي يقيمون فيها بدون ابطاء الممثل الدبلوماسي للدولة التيينتمون اليها .

يحق للقناصل والموظفين القنصليين التابعين للملاك او الفخريين الامتناع عن اعطاء اية شهادة فى كل قضية تتعلق بممارسة اعمالهم وعن ابراز مستندات تكون بحوزتهم وذلكبحجة سر المهنة او الدولة . وفى حالة عدم اقتناع السلطة القضائية بهذاالاستثناء يجبعليها الامتناع عن اتخاذ ايتدابير

nir de toute mesure coercitive à l'égard dudit fonctionnaire consulaire. Les difficultés qui surgiraient à cette occasion devront toujours être réglées par la voie diplomatique.

زجرية بحق الموظف القنصلي المذكور. ويجب ان تسوى دائما الصعوبات الناتجة عن ذلك بالطرق الدبلوماسية.

ARTICLE 17. — Les Consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes sont admis à protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et à défendre en vertu du droit et des usages internationaux tous droits et intérêts de ces ressortissants.

المادة ١٧ – يحق لقناصل كل من الفريقين المتعاقدين حماية رعايا الدولة التي عينتهم والدفاع حسب القانون والعرف الدوليين عن حقوقهم ومصالحهم.

A cet effet, ils pourront s'adresser aux autorités administratives et judiciaires de leur circonscription en vue d'obtenir les renseignements et explications nécessaires ; ils pourront aussi s'adresser à toutes les autorités administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux conventions et traités existant entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre.

ولذا يمكنهم التقدم من السلطات القضائية والادارية فى منطقتهم بطلب المعلومات والايضاحات اللازمة كما يحق لهم التقدم بالشكوى لدى جميع السلطات الادارية فى منطقتهم اذا حصلت مخالفة للاتفاقات والمعاهدات المرعية الاجراء بين البلدين واذا شكا رعاياهم من مظلمة توقع بهم.

ARTICLE 18. — Les consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes ont, s'ils y sont autorisés par les lois ou règlements du pays qui les a nommés, le droit de délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres pièces d'identité ainsi que de viser tous passeports, certificats d'origine ou de provenance de marchandises et autres documents.

المادة ١٨ – يحق لقناصل كل من الفريقين المتعاقدين، اذا كانت قوانين بلادهم وانظمتها تسمح لهم بذلك، اعطاء رعاياهم جوازات سفر واوراق هوية اخرى، والتأشير على الجوازات وعلى شهادات منشأ البضائع ومصدرها وغيرها من المستندات.

ARTICLE 19. — Les consuls pourront recevoir les déclarations de naissance et de décès de leurs nationaux, sans préjudice de l'obligation des intéressés d'effectuer les déclarations imposées par les lois du pays de résidence.

Iis pourront délébrer les mariages de leurs ressortissants et recevoir les déclarations de répudiation et de divorce par consentement mutuel losque les conjoints sont ressortissants de leur Etat et dans le cas où leur loi nationale les y autorise.

Ils pourront célébrer les mariade reconnaissance d'enfants lorsqu'ils émanent d'un de leur ressortissants, dresser des actes de constation d'héritiers, recevoir et enregistrer tous actes ou déclarations d'état civil de leurs ressortissants et toutes autres déclarations de ces derniers avec ou sans serment.

ARTICLE 20. — Les consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés par les lois ou règlements de l'Etat qui les a nommés :

1) de recevoir, soit dans leur chancellerie, soit au domicile des parties, les déclarations que pourraient avoir à faire leurs ressortissants, et, à bord des navires maritimes et fluviaux de leur Etat, celle des capitai-

المادة ١٩ ـ يحق للقناصل قبول تصاريح الولادة والوفاة الخاصة برعاياهم على ان هذا لا يحل هؤلاء الرعايا من واجب القيام بالتصاريح التي تفرضها عليها قوانين البلد الذي يقيمون فيه .

ويحق لهم عقد زواج رعاياهم وقبول تصاريح الطلاق بالرضى المتبادل اذا كان الزوجان من رعاياهم وسمحت لهم بذلك قوانينهم الوطنية .

ويحق لهم قبول صكوك الاعتراف بالاولاد اذا صدرت عن احد رعاياهم ، وتنظيم صكوك الارث وقبول وتسجيل كل صك او تصريح بالاحوال الشخصية الخاصة برعاياهم وكل تصريح آخر متعلق بهؤلاء الرعايا ، سواء اقترن بقسم او لم يقترن .

المادة ٢٠ ـ يحق لقناصل كل من الادولتين المتعاقدتين ، اذا كانت قوانين بلادهم وانظمتها تسمح لهم بذلك :

١ ـ قبول التصريحات التي يدلي بها رعاياهم سواء أفي القنصلية او في بيوت السكن الخاصة . كما انه يحق لهم ان يقبلوا ، على ظهر البواخر البحرية او النهرية التابعة لدولهم

nes, des gens de l'équipage et des passagers.

Ces déclaration ne pourront toutefois avoir d'effet par devant les autorités du pays de résidence, qu'en accord avec la législation de ce dernier ;

2) de recevoir, dresser et légaliser, au même titre que les notaires ou les autorités en remplissant les fonctions, les actes juridiques, y compris les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés, et publier les testaments rédigés par eux en leur qualité officielle et déposés au consulat ou présentés après le décès du testateur.

Toutefois, les actes juridiques entre vifs concernant la constitution ou le transfert d'un droit réel sur les immeubles situés sur le territoire de l'Etat de résidence devront être soumis aux formalités des inscriptions ou transcriptions conformément à la loi dudit Etat.

ARTICLE 21. — Les consuls des deux Hautes Parties Contractantes auront le droit d'organiser, conformément à leur propre loi, la tutelle et la curatelle de leurs ressortissants résidant dans le ressort du Consulat.

Les autorités locales leur signaleront toutes circonstances

التصريحات الصادرة عن قواد البواخر وبحارتها وركابها .

على ان هذه التصريحات لا تكون سارية المفعول لدى السلطات المحلية الا اذا كانت موافقة للتشريع المحلي .

ب ـ قبول وتحرير وتصديق الصكوك الحقوقية ، بما فيها وصيات رعاياهم ، ونشر الوصيات التي حرروها بصفتهم الرسمية وسجلت فى القنصلية او قدمت اليهم بعد وفاة الموصي . ويتمتعون بهذه الحقوق جميعها بالصفة التي يتمتع بها كتاب العدل او السلطات التي تقوم مقامهم .

على ان الصكوك الحقوقية المعقودة بين الاحياء والمتعلقة بانشاء حقوق عينية على العقارات الموجودة فى اراضي الدولة التي يقيمون فيها يجب ان تخضع لقيود التسجيل والانتقال التي تفرضها قوانين الدولة المذكورة .

المادة ٢١ ـ يحق لقناصل الفريقين الساميين المتعاقدين ان ينظموا وفقا لقوانينهم الخاصة الوصاية والقوامة لرعاياهم المقيمين فى دائرة القنصلية .

تعلم السلطات المحلية هؤلاء القناصل بجميع الظروف التي تقتضي تنظيم

rendant nécessaires l'organisation d'une tutelle ou d'une curatelle de l'un de leurs ressortissants.

La connaissance de toutes demandes et contestations en matière de tutelle et de curatelle appartiendra aux juridictions et autres autorités compétentes du pays dont relève l'incapable, sans préjudice des lois concernant le régime immobilier.

Le Consul donnera connaissance aux autorités administratives du pays de résidence du tuteur ou du curateur qu'il aura désigné.

ARTICLE 22. — En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes en donneront immédiatement avis au consul de la circonscription où le décès a eu lieu et lui fourniront tous renseignements susceptibles de révéler l'existence de dispositions testamentaires et d'identifier et retrouver tous héritiers et successeurs.

ARTICLE 22. — Lorsqu'un Hellène laisse des biens au Liban ou un Libanais laisse des biens en Grèce, quelles que soient les qualités et la nationalité des héritiers et autres ayants droits, qu'ils soient majeurs ou mineurs, absents ou présents, connus ou inconnus, le consul aura qualité

وصاية او قوامة لاحد رعاياهم .

وان النظر فى جميع الطلبات والاعتراضات المتعلقة بالوصاية والقوامة هو من اختصاص المحاكم وغيرها من السلطات المختصة فى البلد الذي ينتمي اليه فاقد الاهلية على ان لا يمس ذلك القوانين بنظام الاموال الثابتة . ويعلم القنصل فى البلد الذي يقيم فيه فاقد الاهلية اسم الوصي او القيم الذي يعينه .

المادة ٢٢ ـ اذا توفى احد رعايا الفريقين الساميين المتعاقدين فى اراضي الفريق الاخر ، فعلى السلطات المحلية المختصة ان تبلغ ذلك حالا قنصل البلد الذي حصلت الوفاة فى دائرته وتزوده بجميع المعلومات التي تمكنه من الاطلاع على احكام الوصاية اذا وجدت ومن معرفة جميع من لهم نصيب فى التركة والتثبت من شخصياتهم .

المادة ٢٣ ـ اذا خلف يوناني اموالا فى لبنان او لبناني اموالا فى اليونان ، مهما كانت صفة او تابعية الورثة، والمستحقين الاخرين راشدين كانوا ام قصر ، غائبين او حاضرين معروفين او مجهولين ، يحق للقنصل ان يضع الاختام من تلقاء نفسه او بناء

pour apposer les scellés soit d'office, soit à la requête de toute partie intéressée, sur tous les effets mobiliers et papiers du défunt, en présence de l'autorité locale ou celle dûment appelée. L'autorité locale aura le droit de croiser de ses scellés ceux du Consul.

La levée des scellés se fera par le Consul en présence de l'autorité compétente ou celle dûment appelée. Les doubles scellés ne pourront toutefois être levés que de commun accord avec l'autorité locale compétente ou en vertu d'une décision de justice.

ARTICLE 24. — Si les héritiers ne sont pas connus, ou si parmi eux ou les autres ayants droits il s'en trouve dont l'existence est incertaine ou le domicile inconnu, ou qui ne sont pas présents ni dûment représentés, ou qui sont mineurs ou incapables, ou si étant tous majeurs et présents ils ne sont pas d'accord sur leurs droits et qualités, le Consul, après que l'inventaire aura été dressé, sera, comme séquestre des biens de toute nature laissés par le défunt, chargé de plein droit d'administrer et de liquider la succession. En conséquence, il pourra procéder, en suivant les formes prescrites par les lois et usages du pays, à la vente des meubles et objets mobiliers susceptibles de

على طلب اي صاحب علاقة على جميع مستندات المتوفى وامواله المنقولة بحضور السلطة المحلية او السلطة المكلفة تكليفا قانونيا وذلك اية كانت صفات او جنسية الورثة وغيرهم من المستحقين سواء كانوا بالغين او قاصرين ، غائبين او حاضرين ، معروفين او غير معروفين . ويحق للسلطة المحلية ان تضع خاتمها الى جانب خاتم القنصل .

ويفض القنصل الاختام بحضور السلطة المحلية المختصة او السلطة المكلفة تكليفا قانونيا . ولا يمكن فض الاختام المزدوجة الا بالاتفاق مع السلطة المحلية المختصة او بموجب قرار قضائي .

المادة ٢٤ ــ اذا لم يعرف الورثة او كان بينهم او بين المستحقين الاخرين من يشك في وجودهم او كانوا مجهولي محل الاقامة او كانوا غير حاضرين او غير ممثلين تمثيلا قانونيا او قاصرين او فاقدي الاهلية او كانوا وهم جميعا بالغون وحاضرون وغير متفقين على حقوقهم وصفاتهم فيكلف القنصل حكما ، بعد تنظيم محضر الجرد بصفته حارسا على مختلف اموال التركة بادارة التركة وتصفيتها .

dépérir ou dispendieux à conserver, recevoir les créances qui seraient exigibles ou viendraient à échoir, les intérêts des créances, les loyers et les fermages échus, faire tous les actes conservatoires des droits et des biens de la succession, employer les fonds trouvés au domicile du défunt ou récouvrés depuis le décès, acquitter les charges urgentes et les dettes de la succession, prendre, en définitive, toutes mesures susceptibles de rendre l'actif net et liquide.

Si, dans un délai de six mois à partir de la notification du décès au consul, des héritiers ou autres ayants droits ne se sont pas présentés, le Consul pourra, en tant que représentant de droit des absents, se faire remettre par le curateur, l'administrateur ou toute autorité les détenant, les parts non réclamées de l'acif de la succession. Il devra, à cet effet, produire tous documents et justifications exigés des héritiers et autres ayants-droits.

La connaissance de toutes demandes et contestations en matière de succession ab intestat ou testamentaire appartiendra aux juridictions et autres autorités compétentes du pays dont ressortissait le défunt, sous réserve, quant aux immeubles, des lois territoriales qui les régissent.

ويحق له بالتالي مع مراعاته الاصول التي تنص عليها قوانين البلاد والعرف المتبع فيها ببيع الاثاث والاموال المنقولة المعرضة للتلف او التي يستلزم الاحتفاظ بها نفقات كبيرة وان يقبض الديون المستحقة او التي ستستحق ، وفوائد الديون والايجارات المستحقة من العقارات المبنية وغير المبنية وان يقوم بجميع الاجراآت التي من شانها المحافظة على حقوق التركة واموالها وان يوظف المبالغ التي وجدت فى بيت المتوفى او قبضت لحسابه بعد وفاته وان يدفع التكاليف المعجلة والديون المترتبة على التركة وان يتخذ جميع التدابير التي من شانها ان تؤدي الى حصر التركة حصرا واضحا وتجعلها قابلة للتصرف .

واذالم يتقدم بعض الورثة او بعض المستحقين الاخرين بطلبات فى خلال مدة ستة اشهر من تاريخ تبليغ الوفاة للقنصل ، فيحق للقنصل بصفته الممثل قانونا للغائبين،ان يتسلم من القيم على التركة او المشرف على ادارتها او اية سلطة اخرى الحصص التي لم يطالب بها احد ويجب عليه لهذه الغاية ابراز جميع المستندات والاوراق المثبتة التي يطالب بها الورثة والمستحقون الاخرون . يعود النظر فى جميع الطلبات والاعتراضات

Toute déclaration contre la succession ne reposant pas sur un titre d'hérédité ou une disposition testamentaire peut être jugée par les Tribunaux du pays de l'ouverture de la succession, à moins que la réclamation n'ait pour objet un droit réel sur un immeuble situé en dehors de ce pays.

ARTICLE 25. — Lorsque des ressortissants de l'un des Etats contractants, absents ou incapables et non représentés seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Etat, quelle que soit la nationalité du défunt, le Consul aura le droit de requérir de l'autorité locale compétente les mesures auxquelles il est habilité à procéder lui-même, en vertu des articles 22 et 23, al. 1er.

ARTICLE 26. — Les consuls des chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, en se conformant aux règlements en vigueur, faciliter l'entrée et la sortie des navires battant leur pavillon national et leur prêter toute aide nécessaire pendant la durée du séjour desdits navires dans un port de leur circonscription consulaire.

الخاصة بالارث عن طريق الوراثة او الوصية الى المحاكم وغيرها من السلطات المختصة في البلد الذي ينتمي اليه المتوفى ، باستثناء الاملاك غير المنقولة التي تخضع لاحكام القوانين الاقليمية .

كل اعتراض على الارث لا يستند الى سند ميراث أو وصية تفصل فيه محاكم البلد الذي فتحت فيه التركة الا اذا تعلق الاعتراض بحق عيني على عقار موجود خارج هذا البلد .

المادة ٢٥ ــ اذا كان لرعايا احد الفريقين المتعاقدين ، الغائبين منهم او فاقدي الاهلية وكانوا غير ممثلين علاقة بتركة فتحت فى اراضي الفريق الاخر ، يحق للقنصل اية كانت جنسية المتوفى بان يطلب الى السلطة المحلية المختصة القيام بالاجراآت التي يحق له القيام بها بنفسه بموجب المادة ٢٢ والفقرة الاولى من المادة ٢٣

المادة ٢٦ ــ يحق لقناصل كل من الفريقين الساميين المتعاقدين ان يسهلوا ، طبقا للانظمة النافذة ، دخول وخروج البواخر التي ترفع علم بلادهم واسداء المعونة اللازمة لها طوال اقامتها فى الموانىء الكائنة فى دائرتهم القنصلية . ويحق للقناصل استجواب الربان والبحارة على متن

Les consuls pourront, à bord des navires de commerce battant leur pavillon national, interroger les capitaines et l'équipage et recueillir des renseignements des passagers, examiner les papiers de bord, dresser des manifestes, recevoir conformément aux stipulations du présent Traité des déclarations sur le voyage, la destination et les incidents de la traversée et procéder, par tous experts, à toute vérification en cas d'avarie, ou toute enquête en cas de sinistre, lorsque cette vérification ou cette enquête est prévue par leur loi nationale.

Les représeentants des autorités judiciaires et administratives ainsi que les fonctionnaires de la douane de l'une des Hautes Parties Contractantes ne pourront entreprendre, dans un port où réside un consul de l'autre Partie, à bord des navires de commerce battant pavillon de celle-ci, ni recherches, ni perquisitions, ni y opérer des arrestations, sauf en cas de flagrant délit, ni procéder à des mesures quelconques impliquant des moyens de contrainte, sans prévenir préalablement, ou, en cas d'urgence, au moment même de la mesure envisagée, le consul de la nation à laquelle appartient le bâtiment, afin qu'il puisse y assister.

Les autorités locales devront également aviser en temps oppor-

الباخرة الرافعة علمهم الوطني وجمع المعلومات من الركاب وفحص اوراق الباخرة ووضع المانفستو ، واخـــذ البيانات المتعلقة بالرحلـــة والجهة المقصودة وحوادث السفر طبقـــا لشروط هذه المعاهدة ، ويحق لهـم ان يستعينوا بالخبراء للتدقيق فى كل عطل والتحقيق فى الكوارث متـــى سمحت لهم قوانينهم الوطنية بذلك .

لا يحق لممثلي السلطات القضائية والادارية ولا لموظفي الجمارك التابعة لاحد الفريقين المتعاقدين ان يقوموافى ميناء يقيم فيها قنصل الفريق الاخر باي بحث او تفتيش على ظهـــر البواخر التجارية الحاملة علم هـــذا الفريق الاخير ولا ان يوقفوا احـــدا الا فى حالة الجرم المشهود ، ولا ان يتخذوا اي تدبير قهري دون ان يشعروا مسبقا قنصل البلد التابعة له الباخرة او فى حالة العجلة عند اتخاذ التدابير المنوى اجراؤه وذلك كي يتمكن مـــن الحضور .

يجب على السلطات المحلية ايضـــا اعلام القنصل فى الوقت المناســـب

tun le consul pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines ou l'équipage auraient à faire devant les tribunaux locaux ou l'administration locale.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls déterminera le lieu et l'heure de la mesure envisagée. Si les consuls négligent de s'y rendre en personne ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Auquel cas les autorités locales seront tenues d'en informer sans délai le consul et d'indiquer, le cas échéant, les motifs de l'urgence. Il en sera de même lorsque le Consul ne réside pas dans le port.

Toutefois l'intervention des Consuls ne sera pas requise pour l'accomplissement, par les autorités locales, des formalités ordinaires à l'arrivée et au départ des navires en conformité des règlements de navigation, de douane et de santé.

ARTICLE 27. — Les Consuls, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, sont chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands battant leur pavillon national. Ils pourront confier en cas de besoin les fonctions de capitaine à une personne de leur choix et remplacer les officiers et les gens de l'équipage.

كي يتمكن من الحضور لسماع التصريحات التي يدلي بها الربان او البحارة امام المحاكم او الادارة المحلية.

تعين هذه الدعوة الموجهة الى القناصل فى الحالات المذكورة مكان التدبير المنوى اتخاذه وزمانه واذا تخلف القناصل عن الحضور بانفسهم او عن ايفاد مندوب يمثلهم تتخذ الاجراءات بغيابهم وفى هذه الحالة يتوجب على السلطات المحلية ان يبلغوا القنصل بما تم دون تأخير وان يبينوا له عند الاقتضاء الاسباب التي دعت الى العجلة ، وتتبع الاصول نفسها اذا لم يكن القنصل مقيما فى الميناء .

لا يتوجب طلب تدخل القناصل عندما تقوم السلطات المحلية بالاجراءات العادية عند وصول البواخر وسفرها طبقا لانظمة الملاحة والجمرك والصحة.

المادة ٢٧ ـ يكلف القناصل وحدهم ضمن الحدود المنصوص عليها فى تشريع الدولة التي تعينهم بحفظ النظام الداخلي على متن البواخر التجارية التي تحمل علمهم الوطني . ويحق لهم عند الحاجة ان يوكلوا مهام الربان الى شخص يختارونه وابدال الضباط والبحارة بسواهم .

Ils règleront eux-mêmes, conformément aux lois de leur pays, les litiges de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers et les matelots de ces navires et spécialement ceux relatifs à la solde ou à l'accomplissement des engagements réciproques contractés.

ويفصلون بانفسهم طبقا لقوانين بلادهم فى جميع الخلافات التي تحصل بين الربان والضباط وبحارة البواخر وعلى الاخص فيما يتعلق منها بالاجور والقيام بالتعهدات التعاقدية المتبادلة .

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des faits survenus à bord des navires marchands seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou qu'un délit y aura été commis auquel une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage se trouve mêlée, ou qu'il s'agit d'une infraction qualifiée crime par la loi locale.

Dans ce cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls, si elles en sont requises, pour faciliter l'accomplissement de leurs fonctions consulaires.

ولا يحق للسلطات المحلية التدخل الا فى حالة وقوع حوادث على ظهر البواخر التجارية من شانها اقلاق الراحة العامة على الارض او فى المرفا او عند ارتكاب جنحة يكون لاحد رعايا البلد او لشخص غريب عن بحارة الباخرة علاقة بها او فى حال وقوع جريمة تعتبر جناية بموجب القوانين المحلية . فى هذه الحالات تكتفي السلطات المذكورة ، فيما اذا طلب اليها ذلك ، باسداء مساعدتها للقناصل لتسهيل قيامهم بمهام القنصلية .

ARTICLE 28. — Les Consuls pourront faire arrêter, ainsi que faire renvoyer, soit à bord, soit dans leur patrie, les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant partie à quelque titre que ce soit des équipages des navires battant pavillon de leur nation, qui auront déserté sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

المادة ٢٨ ـ يحق للقناصل توقيف الهاربين الى اراضي الفريق المتعاقد الاخر من الضباط والبحارة او جميع الاشخاص المنتمين باية صفة كانت الى بحارة الباخرة التي تحمل علم بلادهم ويحق لهم كذلك اعادتهم الى الباخرة او الى وطنهم .

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, ou, à défaut, un extrait authentique de ces documents que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aurait pas de consul, la demande de remise pourra être adressée aux autorités locales par le commandant du navire, sous réserve de l'observation des formalités prescrites par le présent alinéa.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée que si le déserteur s'est rendu coupable à terre d'un crime ou d'un délit. Dans ce cas l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal local compétent ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. Il sera donné, en outre, aux consuls secours et assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs.

Ceux-ci seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais du Consul, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord d'un navire national ou rapatriés.

Toutefois, la détention ne pour-

ويتوجب عليهم لذلك ان يعلموا السلطات المحلية خطيا وان يثبتوا لها بابراز سجلات الباخرة او دفاتر البحارة او صور مصدقة منها بان الاشخاص المطلوبين كانوا فعلا فى عداد البحارة . وفى المناطق التي لا يوجد فيها قنصل يحق لربان الباخرة ان يوجه الى السلطات المحلية طلب التسليم على ان يراعي الاصول المنصوص عليها فى هذه الفقرة .

وعند تقديم هذا الطلب المرفق بالاثباتات لا يرفض تسليم الهاربين الا اذا كان الهارب قد ارتكب جناية او جنحة على اراضي الفريق المطلوب اليه تسليمه .

وفى هذه الحالة يحق للسلطات المحلية وقف التسليم الى ما بعد ان تصدر المحكمة المحلية المختصة حكمها والى ان يتم تنفيذ هذا الحكم بكامله . الا انه ، فضلا عن ذلك يجب اسداء المعونة للقناصل فى البحث عن هؤلاء الهاربين وتوقيفهم .

ويوضع هؤلاء فى سجون البلدحيث يوقفون بناء على طلب خطي من القنصل وعلى نفقته الى ان يعادوا الى ظهر باخرة تابعة لبلادهم او الى وطنهم .

وعلى كل يجب ان لا يتجاوز

ra se prolonger au-delà de deux mois. Passé ce délai, les déserteurs seront libérés, le Consul dûment avisé trois jours auparavant.

التوقيف مدة شهرين ويطلق سراحهم عند انقضائها بعد ان يبلغ ذلك تبليغا رسميا الى القنصل قبل ثلاثة ايام من انتهاء هذه المدة .

Les Hautes Parties Contractantes conviennent en outre que les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux officiers, matelots et autres personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils ont déserté.

يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على ان لا تسري احكام هذه المادة على الضباط والبحارة وموظفي الباخرة الاخرين اذا كانوا من رعايا البلد الذي وقع الهرب في اراضيه .

ARTICLE 29. — Toutes opérations de sauvetage des navires de l'une des Hautes Parties Contractantes, naufragés ou échoués sur les côtes de l'autre Partie, seront dirigés par les Consuls auxquels ressortissent les navires.

المادة ٢٩ — يشرف على عمليات انقاذ بواخر كل من الفريقين المتعاقدين التي تغرق او تجنح على شواطىء الفريق الاخر قناصل الدولة التي تنتمي اليهم هذه البواخر .

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du Consul immédiatement prévenu, ou de la personne qu'il aura déléguée à cet effet, les autorités locales auront à prendre toutes mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

يتوجب على السلطات المحلية في حالة غياب القنصل وفي المدة التي تسبق حضوره او حضور من ينتدبه لهذه الغاية ان تبلغ القنصل في الحال وان تتخذ جميع التدابير اللازمة لحماية الاشخاص وحفظ الاشياء المهددة بالغرق .

A moins d'en être requis par le Consul, les autorités locales n'interviendront que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et

يقتصر تدخل السلطات المحلية ، الا اذا طلب القنصل اليها اكثر من ذلك ، على حفظ النظام وضمان مصالح المنقذين اذا كانوا غرباء عن بحارة المركب . وعليها ان تؤمن

la sortie des marchandises sauvées.

Si le navire a fait naufrage ou a échoué dans l'enceinte ou à l'entrée du port, les autorités locales pourront prescrire les mesures jugées nécessaires en vue de protéger le trafic et d'éviter tout dommage au port, à ses installations et aux navires qui s'y trouvent.

Les propriétaires des navires et des marchandises ainsi que les sauveteurs ne seront tenus, du fait de l'intervention des autorités locales, à d'autres dépenses hors celles exigées par les opérations de sauvetage et la conservation des marchandises sauvées, ou auxquelles sont assujettis en pareil cas les nationaux.

Les marchandises sauvées ne seront frappées d'aucun droit de douane si elles doivent être réexportées et le sont effectivement dans le délai d'un an.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, seules les autorités locales seront compétentes pour prendre les mesures mentionnées au présent article.

ARTICLE 30. — Dans tous les cas où, dans les accords conclus entre les armateurs, chargeurs ou assureurs, il n'y aura pas de stipulations contraires, les ava-

تنفيذ التدابير المتوجب اتباعها عند دخول وخروج البضائع المنقذة .

وفي حالة غرق او جنح الباخرة داخل المرفأ او عند مدخله ، يحق للسلطة المحلية ان تتخذ الاجراءات التي تعتبرها لازمة لتامين حركة البواخر واجتناب كل ضرر يلحق بالمرفأ والمنشآت والبواخر الراسية فيه .

لا يلزم اصحاب البواخر والبضائع وكذلك المنقذون لسبب تدخل السلطات المحلية بنفقات غير التي تتطلبها اعمال الانقاذ وحفظ البضائع المنقذة او غير التي تفرض في مثل هذه الاحوال على الوطنيين .

لا يفرض اي رسم جمركي على البضائع المنقذة اذا كانت هذه البضائع برسم اعادة التصدير واعيد تصديرها فعلا في مدة سنة .

في حال وجود شك حول جنسية البواخر الغرقى تكون السلطات المحلية وحدها صاحبة الصلاحية في اتخاذ الاجراءات المنصوص عليها في هذه المادة .

المادة ٣٠ — في جميع الحالات التي لا تنص الاتفاقات المعقودة بين اصحاب السفن والشاحنين والمؤمنين على

ries que les navires de l'une des Hautes Parties Contractantes auront subies en mer, qu'ils soient entrés dans les ports volontairement ou par suite de relâche forcée, seront réglées par leurs consuls, à moins que des ressortissants du pays de résidence de ce dernier, ou des ressortissants d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce cas et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, les avaries seront réglées par les autorités locales.

شروط مخالفة ، يدفع القناصل تعويض العطب الذي يصيب بواخرهم سواء دخلت هذه البواخر المرافىء بمجرد ارادتها او على اثر توقف قهري الا اذا لم يكن لرعايا البلد الذي يقيمون فيه أو لرعايا دولة ثالثة علاقة بهذه البواخر . وفى هذه الحالة وعند عدم وجود اتفاق حبي بين جميع اصحاب العلاقة يدفع تعويض العطب من قبل السلطات المحلية .

ARTICLE 31. — Les dispositions du présent Traité concernant les attributions des consuls s'appliqueront également aux agents diplomatiques des Hautes Parties Contractantes qui seront investis des fonctions consulaires et dont la désignation aura été notifiée à l'autre Partie par la voie diplomatique.

المادة ٣١ - تطبق احكام هذه المعاهدة المتعلقة بصلاحيات القناصل على المعتمدين الدبلوماسيين المنتمين للفريقين المتعاقدين الذين يكلفون بالمهام القنصلية والذين بلغت اسماؤهم الفريق الاخر بالطرق الدبلوماسية .

ARTICLE 32. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les avantages plus étendus que l'une d'Elles accorderait aux ressortissants ou aux sociétés d'un autre Etat en ce qui concerne les matières prévues par le présent Traité, s'étendront de plein droit aux ressortissants ou aux sociétés de l'autre Partie.

المادة ٣٢ - يتفق الفريقان المتعاقدان على ان تشمل رعايا وشركات كل منهما الفوائد التي يمنحها احدهما الى رعايا او شركات دولة اخرى ، اذا كانت هذه الفوائد اوسع من الفوائد التي تنص عليها المعاهدة .

Toutefois, les dispositions du présent Traité relatives au trai-

على ان احكام هذه المعاهدة المتعلقة بمعاملة الدولة الاكثر رعاية لا تسري

tement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas :

1) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un pays limitrophe pour faciliter le trafic frontalier ;

2) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un pays tiers, en vertu d'un union douanière ou économique ;

3) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés en vertu de conventions particulières à un pays tiers, en vue d'éviter les cas de double imposition ou d'assurer une protvction réciproque en matière fiscale ;

4) aux avantages que le Liban a accordés ou pourra accorder aux pays membres de la Ligue des Etats arabes, aussi longtemps que ces avantages n'auront pas été étendus à un autre pays quelconque.

ARTICLE 33. — Les Etats contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre eux à propos de l'application ou de l'interprétation du présent Traité et qui n'auraient pas pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

على :

١ ـ التسهيلات الممنوحة او التي يمكن ان تمنح لبلد مجاور لتسهيل حركة التبادل على الحدود .

٢ ـ التسهيلات الممنوحة او التي يمكن ان تمنح الى بلد ثالث بموجب اتحاد جمركي او اقتصادي .

٣ ـ التسهيلات الممنوحة او التي يمكن ان تمنح الى بلد ثالث بموجب اتفاقات خاصة لاجتناب تكرر التكليف او لتامين تبادل الحماية فى شؤون الضرائب .

٤ ـ التسهيلات التي منحها او يمكن ان يمنحها لبنان الى البلدان الاعضاء فى جامعة الدول العربية طالما ان هذه التسهيلات لم تمنح لبلد آخر .

المادة ٣٣ ـ يتفق الفريقان المتعاقدان على ان يعرضا على التحكيم كل خلاف ينشا بينهما حول تنفيذ او تفسير هذه المعاهدة اذا لم يتمكنا من الوصول الى تسويته وديا بالطرق الدبلوماسية العادية فى مدة معقولة .

La décision du Tribunal obligera les Parties. Pour chaque litige le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats contractants et de la façon suivante :

Dans le délai d'un mois à dater de la présentation de la demande, chaque Etat désignera son arbitre et fixera le délai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision. Si les deux Etats ne s'entendent pas sur le délai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le litige dans le délai à eux imparti, ou si les deux Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai d'un mois à dater du jour où aura été formulée la demande de la nomination du tiers arbitre, la Partie la plus diligente s'adressera au Président de la Cour Internationale de Justice afin de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers.

La procédure que les deux arbitres auront à observer, si elle n'a pas été réglée dans un compromis spécial entre les deux Etats et conclue au plus tard lors de la désignation des arbitres, sera réglée conformément à l'article 57 et aux articles 59 et 85 de la Convention de la Haye du

ان قرار المحكمة يلزم الفريقين . وتؤلف المحكمة التحكيمية عند كل خلاف بناء على طلب احدى الدولتين المتعاقدتين على الشكل الاتي :

فى مدة شهر تبدأ من تاريخ تقديم الطلب تعين كل دولة حكمها وتحدد المهلة التي يجب على الحكمين ان يعطيا قرارهما فى خلالها . واذا لم تتفق الدولتان على تحديد المهلةالتي يجب على الحكمين فى خلالها اعطاء قرارهما او لم يتوصل الحكمان الى تسوية الخلاف فى المهلة المعينة او لم تتفق الدولتان على اختيار الحكم الثالث فى مدة شهر اعتبارا من اليوم الذي قدم فيه طلب تعيين هذا الحكم الثالث ، يطلب الفريق الاكثر اهتماما بالامر من رئيس محكمة العدل الدولية ان يعين هذا الحكم الثالث من بين رعايا الدول الاخرى .

ان اصول المحاكمة المتوجب على الحكمين اتباعها تستمد طبقا لاحكام المادة ٥٧ والمادتين ٥٩ و ٨٥ من اتفاقية لاهاي المعقودة فى ١٨ تشرين الاول سنة ١٩٠٧ ، ان لم تحدد باتفاق خاص بين الدولتين يعقد بينهما قبل تعيين الحكمين او عند

18 octobre 1907. En cas de nomination d'un tiers arbitre, le Tribunal arbitral, ainsi formé, déterminera sa procédure et réglera le différend. Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de signifier à l'autre Partie, dans le délai d'un mois à dater de la présentation de la demande d'arbitrage, sa préférence de soumettre le différend à la Cour Permanente de Justice Internationale.

DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 34. — Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Beyrouth.

Il est conclu pour une période de cinq ans renouvelable par tacite reconduction si l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes ne le dénonce six mois avant l'expiration de la période en cours.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité rédigé en langue française.

Fait en double à Beyrouth, le 6 octobre 1948.

تعيينهما على ابعد حد

واذا عين حكم ثالث فللمحكمة التحكيمية المؤلفة على هذا الشكل ان تضع عندئذ اصول عملها وان تفصل فى الخلاف . وتتخذ جميع قرارات المحكمة التحكيمية باكثرية الاصوات .

على الرغم من الاحكام السابقة يحتفظ كل من الفريقين الساميين المتعاقدين بحقه فى اعلام الفريق الاخر خلال مدة شهر تبدأ من تاريخ تقديم طلب التحكيم بانه يفضل رفع الخلاف الى محكمة العدل الدولية الدائمة .

المادة ٣٤ — تبرم هذه المعاهدة ويجري فى بيروت تبادل وثائق الابرام .

تعقد هذه المعاهدة لمدة خمس سنوات تجدد تجديدا ضمنيا اذا لم ينقضها احد الفريقين قبل ستة اشهر من نهاية مدتها .

واثباتا لذلك وقع المندوبون المفوضون على هذه الاتفاقية المحررة باللغة الفرنسية .

حررت على نسختين بتاريخ ٦ تشرين الاول ١٩٤٨ فى بيروت .

بيروت فى ٦ تشرين الاول ١٩٤٨

السيد نقولا حاجي فاسيليو

القائم باعمال المفوضية اليونانية

بيروت

حضرة القائم بالاعمال ،

اتشرف بابلاغكم انه من المتفق عليه ان تأخذ الحكومتان اللبنانية واليونانية بعين الاعتبار وعلى قدر الامكان ، الحقوق المكتسبة المتعلقة باقامة الرعايا اليونانيين فى لبنان والرعايا اللبنانيين فى اليونان ، وممارستهم المهن والحرف ،مستوحيتين فى ذلك مبادىء القانون الدولي .

وتفضلوا يا حضرة القائم بالاعمال بقبول فائق الاحترام .

عن وزير الخارجية والمغتربين

محمد علي حماده

بيروت فى ٦ تشرين الاول ١٩٤٨

معالي حميد بك فرنجية

وزير خارجية الجمهورية اللبنانية

بيروت

معالي الوزير

اتشرف بابلاغ معاليكم موافقة حكومتي على مضمون كتابكم المؤرخ تشرين الاول ١٩٤٨ الآتي نصه :

« اتشرف بابلاغكم انه من المتفق عليه ان تأخذ الحكومتان اللبنانية واليونانية بعين الاعتبار ، وعلى قدر الامكان ، الحقوق المكتسبة المتعلقة باقامة الرعايا اليونانيين فى لبنان والرعايا اللبنانية فى اليونان فىاليونان وممارستهم المهن والحرف ، مستوحيتين فى ذلك مبادىء القانون الدولي . »

وتفضلوا يا معالي الوزير بقبول فائق الاحترام .

القائم باعمال المفوضية اليونانية

نقولا حاجي فاسيليو

٢

CONVENTION
CULTURELLE

اتفاق
ثقافي

- Signée à Beyrouth
- le 10 Juin 1949
- Ratification autorisée par la loi du 24 Janvier 1950 (J.O. 1950 — no. 5 — p. 68)
- Le texte officiel est établi en langue française.

- وقع عليه في بيروت
- في ١٠ حزيران ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ كانون الثاني ١٩٥٠ (جر ١٩٥٠ — عدد ٥ — ص ٦٨)
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

Le Gouvernement de la République libanaise

Et le Gouvernement Royal de Grèce

Désireux de renforcer les rapports d'amitié qui existent si heureusement entre la Grèce et le Liban, en facilitant une connaissance réciproque et une mutuelle compréhension entre leurs ressortissants ;

Ont résolu de conclure une convention susceptible de favoriser la coopération et d'encourager les échanges entre les deux Pays dans les domaines de la culture, de la science et de l'art

Et ont, à cet effet, désigné pour leurs Plénipotentiaires :

ان الحكومة اللبنانية

والحكومة الملكية اليونانية

رغبة منهما في توثيق علاقات الصداقة القائمة بينهما بتسهيل التعارف والتفاهم المتبادل بين رعاياهما قررتا عقد اتفاق لتقوية التعاون وتشجيع التبادل بين البلدين في ميادين الثقافة والعلم والفن واعتمدتا لهذه الغاية

Le Gouvernement de la République libanaise :

Monsieur Chehadé Ghossein, Directeur Général, par intérim, du Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer ;

Et le Gouvernement Royal de Grèce :

Monsieur Nicolas Hadji Vassiliou, Chargé d'Affaires de Grèce au Liban ;

Lesquels après s'être échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1. — Les Hautes Parties Contractantes s'efforceront de promouvoir une coopération efficace et de développer des échanges fructueux dans les domaines culturel, scientifique et artistique entre leurs institutions et leurs ressortissants respectifs.

ARTICLE 2. — Des facilités spéciales seront accordées par chacune des Hautes Parties Contractantes en vue de la création, dans les universités et autres institution d'enseignement supérieur situées sur son territoire, de chaires, cours ou conférences traitant de la civilisation, de la langue et de l'histoire du Pays de l'autre Partie.

ARTICLE 3. — Chacune des Hautes Parties Contractantes en-

الحكومة اللبنانية

سعادة السيد شحاده الغصين المدير العام بالوكالة لوزارة الخارجية والمغتربين .

الحكومة الملكية اليونانية

سعادة نقولا حاجي فا سيليو القائم باعمال اليونان فى لبنان

اللذين بعد ان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت مطابقة للاصول اتفقا على الاحكام التالية :

المادة الاولى ـ يعمل الفريقان الساميان المتعاقدان على اقامة تعاون فعال ، وعلى تنمية المبادلات المفيدة بين مؤسساتهما ورعاياهما فى الميادين الثقافية والعلمية والفنية.

المادة الثانية ـ تمنح تسهيلات خاصة من قبل كل من الفريقين الساميين المتعاقدين لانشاء مراكز تعليم وتدريس الحضارة واللغة والتاريخ فى الجامعات العليا الموجودة فى اراضيهما .

المادة الثالثة ـ يشجع كل من الفريقين الساميين المتعاقدين تبادل

couragera l'échange avec l'autre Partie de professeurs et autres membres du corps enseignant, de conférenciers, écrivains, artistes, chercheurs scientifiques et étudiants.

A cet effet, des bourses et des subventions seront allouées et les mesures les plus efficaces seront prises.

ARTICLE 4. — Les Hautes Parties Contractantes concluront un accord spécial sur la validité à octroyer dans leurs territoires respectifs aux grades universitaires, et sur l'équivalence des examens subis à cette fin ou à des fins professionnelles.

ARTICLE 5. — Les Hautes Parties Contractantes encourageront la collaboration entre les institutions culturelles et artistiques et les sociétés savantes établies sur leurs territoires respectifs.

Elles faciliteront également la coopération entre les organisations sportives.

ARTICLE 6. — Les Hautes Parties Contractantes protègeront les échanges culturels entre leurs nationaux dans l'ordre scientifique et artistique et particulièrement :

a) En octroyant les plus

الاساتذة والمحاضرين والمؤلفين والفنيين والعلماء الباحثين والطلاب . وتعطى منح واعانات وتتخذ انجع ما يمكن من تدابير لبلوغ هذه الغاية.

المادة الرابعة ـ يعقد الفريقان الساميان المتعاقدان اتفاقا خاصا للاعتراف بالدرجات الجامعية فى اراضي كلاالبلدين ولتعادل الامتحانات لهذه الغاية او لغاية مهنية .

المادة الخامسة ـ يشجع كل من الفريقين الساميين المتعاقدين التعاون بين المؤسسات الثقافية والفنية والجمعيات العلمية القائمة فى اراضي البلدين .

كما يسهل الفريقان التعاون بين الجمعيات الرياضية .

المادة السادسة ـ يرعى الفريقان الساميان المتعاقدان المبادلات الثقافية بين رعاياهما فى الميدان العلمي والفني وخاصة فيما يلي :

١ ـ تقديم التسهيلات لتبادل

grandes facilités pour l'échange de toutes sortes de livres et publications d'origine nationale ;

b) En établissant, dans la mesure du possible, des émissions radiophoniques régulières tendant à faire connaître chacun des deux pays par l'autre ; et,

c) En organisant l'échange de films de production nationale de nature à renforcer l'esprit de collaboration et d'amitié entre les deux pays.

ARTICLE 7. — Les Hautes Parties Contractantes s'accorderont en vue d'assurer la traduction des ouvrages de langue grecque en arabe, et de langue arabe en grec, prenant en considération l'importance de ces ouvrages ou l'intérêt qu'ils présentent pour faciliter une mutuelle compréhension entre les ressortissants des deux pays.

ARTICLE 8. — En vue de répandre la connaissance de chacun des deux Pays et de favoriser une mutuelle compréhension entre leurs ressortissants, les Hautes Parties Contractantes faciliteront le tourisme par des mesures telles que la réduction des tarifs de transport et des logements.

انواع الكتب والمنشورات ذات المنشأ الوطني .

٢ ـ تنظيم اذاعات فى الراديو بقدر الامكان لتعريف كل بلد الى الاخر .

٣ ـ تنظيم تبادل الافلام الوطنية التي تؤيد روح التعاون والصداقة بين البلدين .

المادة السابعة ـ يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على بذل المساعدة لترجمة المؤلفات اليونانية الى العربية والمؤلفات العربية الى اليونانية مع تقدير اهمية هذه المؤلفات او الفائدة المرجوة منها فى تعزيز التفاهم المتبادل بين رعايا البلدين .

المادة الثامنة ـ رغبة فى تعريف كل بلد الى الاخر وتعزيز التفاهم المتبادل بين رعاياهما يسعى الفريقان المتعاقدان لتيسير السياحة بين اقليميهما بتدابير يتخذانها لتخفيض تعريفة الانتقال واجور السكن .

ARTICLE 9. — Les Autorités compétentes des deux Pays adopteront les mesures nécessaires pour l'application des stipulations qui précèdent ; et, comme complément de cette action officelle, permettront la constitution d'associations privées de collaboration greco-libanaise dans leurs territoires respectifs, associations qui seront soumises aux lois nationales du pays où elles auront leur siège.

ARTICLE 10. — Le présent accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra le dénoncer avec un préavis de douze mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente convention rédigée en langue française.

Faite en double exemplaire à Beyrouth, le dix Juin mil neuf cent quarante neuf.

المادة التاسعة ـ يتخذ الفريقان الساميان المتعاقدان التدابير الواجبة لتنفيذ الاحكام الانفة الذكر واستكمالا لهذه التدابير يجيزان فى اقليميهما انشاء جمعيات خاصة للتعاون اليوناني البناني تخضع للقوانين الوطنية فى البلاد التي يكون فيها مركزها .

المادة العاشرة ـ يسري هذا الاتفاق من يوم تبادل وثائق الابرام .

ولكل من الفريقين الساميين المتعاقدين نقضه بموجب اشعار سابق قبل اثني عشر شهرا .

بناء عليه وقع المفوضان على نسختين معتمدتين من هذا الاتفاق باللغة الفرنسية .

بيروت فى العاشر من حزيران سنة الف وتسعماية وتسعة واربعون

ARTICLE 9. — Les Autorités compétentes des deux Pays adopteront les mesures nécessaires pour l'application des stipulations qui précèdent ; et, comme complément de cette action officielle, permettront la constitution d'associations privées de collaboration greco-libanaise dans leurs territoires respectifs, associations qui seront soumises aux lois nationales du pays où elles auront leur siège.

ARTICLE 10. — Le présent accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra le dénoncer avec un préavis de douze mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente convention rédigée en langue française.

Faite en double exemplaire à Beyrouth, le dix juin mil neuf cent quarante neuf.

HONGRIE

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN — HONGRIE

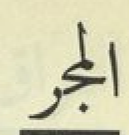
AVANT NOVEMBRE 1943

- **27 Février 1940**
  ACCORD FRANCO-HONGROIS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCiAUX

  — Arrêté 155/LR du 12 Juin 1940, portant application de cet accord au Liban et en Syrie.
  (B.O. 1940 p. 287)

  — Arrêté 187/LR du 9 Juillet 1940. portant suspension de cet accord.
  (B.O. 1940 p. 368)

  — Arrêté 293/LR du 7 Novembre 1940, portant suppression de l'arrêté 187/LR.
  (B.O. 1940 p. 505)



اتفاقـــات دولية
بين لبنان والمجر
قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٧ شباط ١٩٤٠**
  اتفاق فرنسي ـ مجري بشـــان التبادل والمدفوعات التجاريـــة

  ـ قرار ١٥٥\ل.ر تاريخ ١٢ حزيران ١٩٤٠ بشأن تنفيذ هذا الاتفـــاق في لبنان وسوريا (ن.م ـ ١٩٤٠ ـ ص. ٢٨٧)

  ـ قرار ١٨٧\ل.ر تاريخ ٩ تموز ١٩٤٠ اوقف مفعـــول هذا الاتفـــاق (ن.م ـ ١٩٤٠ ـ ص. ٣٦٨)

  ـ قرار ٢٩٣\ل.ر تاريخ ٧ تشرين الثاني ١٩٤٠ الغى القرار ١٨٧\ل.ر (ن.م ـ ١٩٤٠ ـ ص. ٥٠٥)

IRAK

العراق

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — IRAK

اتفاقات دولية

بين لبنان والعراق

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **24 Avril 1920 — San Remo**
  ACCORD FRANCO-ANGLAIS SUR LES PETROLES.
  (AD. P. 183).

- ٢٤ نيسان ١٩٢٠ ـ سان ريمو
  اتفاق بريطاني ـ فرنسي بشان البترول
  (ود. ص. ١٨٣)

- **16 Mars-16 Septembre 1922.**
  ACCORD JUDICIAIRE
  (Echange de lettres relatif à la transmission des actes judiciaires.
  (AD. P. 167)

- ١٦ اذار ـ ١٦ ايلول ١٩٢٢
  اتفاق قضائي
  (مبادلة رسائل بشان التبليغات القضائية)
  (ود. ص ١٦٧)

- **11 Octobre 1926**
  ACCORD SUR LES ANTIQUITES.
  (Importation et exportation)
  (AD. P. 193)

- ١١ تشرين الاول ١٩٢٦
  اتفاق بشان الاثار القديمة
  (استيرادها وتصديرها)
  (ود. ص. ١٩٣)

- **23 Mai 1929.**
  ACCORD JUDICIAIRE
  (Convention provisoire pour l'extradition des criminels).
  (AD. P. 177)

- ٢٣ ايار ١٩٢٩
  اتفاق قضائي
  (اتفاق موقت بشان تسليم المجرمين)
  (ود. ص. ١٧٧)

- **26 Juillet-21 Septembre-23 Octobre-27 Novembre 1929.**
  ACCORD JUDICIAIRE

- ٢٦ تموز ـ ٢١ ايلول ـ ٢٣ تشرين الاول و ٢٧ تشرين الثاني ١٩٢٩
  اتفاق قضائي

(Echange de lettres relatif à la transmission des actes judiciares).
(AD. P. 167)

(مبادلة رسائل بشـــــان التبليغات القضائية)
(ود. ص. ١٦٧)

● **1 Octobre 1932**
PROTOCOLE FRANCO-ANGLO-IRAKIEN
relatif à l'accord du 24 Avril 1920 sur les pétroles.
(AD. P. 189)

● **١ تشرين الاول ١٩٣٢**
بروتوكول فرنسي ـ بريطاني ـ عراقي
(بشان اتفاق ٢٤ نيسان ١٩٢٠. المتعلق بالبترول)
(ود. ص. ١٨٩)

● **20 Mars 1934 — Le Caire**
CONVENTION POSTALE

— Arrêté 260/LR du 5 Mai 1934.
mettant en application cette Convention
(B.O.1934 P. 448)

● **٢٠ اذار ١٩٣٤ ـ القاهرة**
اتفاق بريدي

ـ قرار ٢٦٠/ل.ر تاريخ ٥ ايار ١٩٣٤
وضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ
(ن.م ١٩٣٤ ص ٤٤٨)

● **7-12 Juillet 1937**
ACCORD POSTAL
(Echange direct de mandats-poste)

— Arrêté 115/LR du 24 Juillet 1937
publiant et mettant en exécution et accord.
(R.A. 1937 P. 114)

● **٧ ـ ١٢ تموز ١٩٣٧**
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

ـ قرار ١١٥/ل.ر تاريخ ٢٤ تمـــوز ١٩٣٧
نشر هذا الاتفاق ووضعه موضـــع التنفيذ
(م.ق ١٩٣٧ ص ١١٤)

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● **19 Février 1951 —**
ACCORD ECONOMIQUE

● **١٩ شباط ١٩٥١**
اتفاق اقتصادي

ACCORD JUDICIAIRES

اتفاقات قضائية

● Vu l'usage courant de ces documents, nous les publions dans le présent Recueil, bien qu'ils soient antérieurs à Novembre 1943.

● ننشر هذه الوثائق لاهميتها فى المعاملات القضائية رغما عن انها من الاتفاقات المعقودة قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

1 — NOTIFICATION DES ACTES JUDICIAIRES (ECHANGE DE LETTRES).

١ ـ مبادلة الوثائق القضائية (مبادلة رسائل)

Lettre du Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban à son Excellence, Monsieur le Haut Commissaire de S.M. Britannique en Iraq, Bagdad

Beyrouth, le 16 *Septembre* 1922

J'ai l'honneur de faire connaitre à votre Excellence que j'approuve définitivement sa lettre du 16 mars 1922(1) relative au système d'échange des actes judiciaires et autres documents légaux entre les tribunaux de l'Irak d'une part et les tribunaux de Syrie et du Liban d'autre part.

Il est donc entendu qu'à partir de ce jour les services judiciaires de l'Irak et de Syrie et du Liban pourront faire directement entre eux ces transmissions d'actes sans passer par la voie diplomatique.

Mais il est bien précisé, ainsi que l'indique votre lettre :

1°) qu'il s'agit uniquement d'actes judiciaires tels que : en matière civile, assignations, sommations, significations, et tels que en matière correctionnelle ou criminelle : citations à témoins. Par suite aucun mandat d'arrêt, d'amener ou de comparution ne pourra être délivré par cette voie et un témoin cité et comparaissant ne pourra, qu'elle que soit sa nationalité, être inculpé et mis sous mandat de dépôt ou d'arrêt.

Si donc le cas venait à se présenter où un témoin paraîtrait devoir être inculpé, il pourrait en être informé, mais devrait être

(1) *Voir en annexe à la présente lettre (page* 284).

laissé libre de regagner la frontière. Et la procédure d'extradition devait être ultérieurement employée le cas échéant.

2°) Que les transmissions devront se faire entre les Etats de Syrie et du Liban et celui de l'Irak seulement par l'intermédiaire des directeurs des services de la justice, les tribunaux n'étant pas admis à communiquer directement entre eux.

3°) Que la présente convention est faite pour une durée de 6 mois qui par suite expirera le 1er avril 1923(1). Ces 6 mois d'expérience nous permettront de nous rendre compte du fonctionnement du système et nous pourrons alors, s'il donne des résultats satisfaisans, le renouveler pour une période indéterminée.

Notre accord est donc complet. Je vais faire donner les instructions nécessaires à toutes les juridictions de Syrie et du Liban, et je prie Votre Excellence de bien vouloir intervenir d'une façon identique auprès des juridictions de l'Irak.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir agréer l'assurance de ma haute considération.

(1) *Ce délai a été renouvelé pour une durée indéterminée.*

II

Lettre du Haut-Commissaire de S.M. Britannique en Irak, au Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban

(Traduction)

Bagdad, le 16 *mars* 1922

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 26 Juillet 1921 n° 553/1041, concernant l'échange des actes judiciaires et leur transmission directe entre les autorités judiciaires d'Irak d'une part, de Syrie et du Liban d'autre part, et de vous exprimer mes regrets pour les délais qu'a demandés cette réponse.

Le gouvernement d'Irak est désireux de conclure un accord sur les bases indiquées dans votre lettre, de telle sorte que la voie directe de transmission soit, pour la Syrie, le Directeur de la justice, et pour ce pays le Ministre de la justice, et que les tribunaux de chacun des deux pays n'entrent pas en communication directe avec les autorités judiciaires de l'autre.

Il est entendu que ce projet vise seulement les actes qui n'exigent pas de mesures de contrainte et que, tout mandat d'arrêt ou acte similaire sera trans-

mis conformément aux dispositions qui existent en matière d'extradition des délinquants.

Il est entendu par ailleurs que, si une personne citée à comparaître en vertu de la procédure indiquée plus haut, figure comme témoin dans une affaire et qu'on semble devoir retenir contre elle une inculpation, cette personne en sera avertie et facilités lui seront données pour regagner son pays, de sorte que s'il y a lieu à extradition, celle-ci soit requise selon la procédure établie.

Si vous voulez bien me faire connaître votre acquiescement à ces dispositions les instructions nécessaires seront données aux autorités judiciaires d'Irak, et je vous demanderais que des mesures similaires soient prises en Syrie et au Liban.

Je sugggérerais que ces dispositions fassent l'objet d'une réunion au 1er octobre prochain, date à laquelle nous les aurons mises à l'épreuve pendant 6 mois.

J'ai l'honneur, etc... etc....

Gilbert Clayton
Haut Commissaire en Irak

(Traduction)

Lettre du Haut-Commissaire de S.M. Britannique en Irak, au Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban

III

Résidence du Haut-Commissaire
N° 8010.

Bagdad, le 26 *juillet* 1929

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à la dépêche N° 1992, en date du 16 septembre 1922, adressée par ce Haut-Commissariat au Général Gouraud, et à la correspondance y faisant suite, qui avaient pour objet l'entente relative à l'échange réciproque des actes judiciaires, conclue en 1922 entre l'Irak et la Syrie, et qui est en vigueur, encore actuellement.

2) Votre Excellence est sans doute instruite de ce que les documents pouvant être transmis, conformément à l'entente précitée sont limités à ceux qui n'exigent pas une mesure coercitive, et il est expressément déclaré que les mandats d'arrêt, sommations et mandats de comparution sont exceptés.

3) Le gouvernement Irakien vient de me faire connaître qu'il éprouve de la difficulté à décider si certains documents dont on demande la transmission sont compris dans cette entente. Dernièrement le Ministère Irakien de la Justice n'a pu voir d'autre alter-

native que de refuser d'effectuer la transmission de documents, provenant de Syrie, du fait que ces documents étaient de la nature de sommations. (voir : lettre de ce secrétariat N.C.F.O./59, en date du 9 juin 1929, adressée au Consul de France à Bagdad).

Le gouvernement Irakien serait néanmoins disposé à considérer qu'il n'y a pas, à première vue, d'objection à transmettre des documents de cette sorte, et suggère que la portée de l'entente soit maintenant étendue. Effectivement il propose que le 1er pararagraphe de la lettre du Général Gouraud soit modifié de telle manière que tout document émanant des tribunaux civils ou criminels ou des bureaux d'exécution de l'un des deux pays puisse être transmis à l'autre, à condition qu'aucune mesure coercitive ne soit prise, dans ce dernier pays, contre la personne citée, si ce n'est suivant la procédure d'extradition arrêtée récemment par un accord.

4) Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire part de ses vues concernant cette proposition.

Je désire m'associer au désir exprimé par le Gouvernement Irakien de faciliter, dans la mesure du possible, la coopération des tribunaux de Syrie et de ceux d'Irak. Il me semble que l'extension proposée de l'entente actuellement en vigueur, ayant trait à la transmission réciproque des actes judiciaires, serait une mesu-utile pour atteindre ce but.

J'ai l'honneur, etc...

Gilbert CLAYTON

Haut-Commissaire pour l'Irak.

IV

Lettre du Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban au Haut-Commissaire de S.M. Britannique à Bagdad

N° 1262

21 *Septembre* 1929

Monsieur le Haut Commissaire,

Par dépêche N° 8010 en date du 26 juillet dernier, Son Excellence Sir Gilbert Clayton avait bien voulu appeler mon attention sur les inconvénients que présente, dans la pratique, le caractère limitatif des dispositions du paragraphe I de la lettre N° 1582 du Général Gouraud en date du 16 Septembre 1922, réglant le système d'échange direct des actes judiciaires et autres documents légaux entre les Tribunaux Irakiens d'une part, et les Tribunaux Libanais et Syriens d'autre part.

Aux termes de ce paragraphe I, les actes qui peuvent être transmis directement, en dehors de la voie diplomatique, sont ceux qui ne doivent donner lieu à aucune mesure coercitive, comme par exemple les assignations, significations, citations à témoins, à l'exclusion des mandats d'arrêt, des mandats d'amener et des citations à comparaître.

Sir Gilbert Clayton me faisait remarquer avec juste raison que, dans certains cas, en particulier lorsqu'il s'agit de sommation, la question se pose de savoir si le document dont la transmission est requise par le pays voisin rentre bien dans la catégorie de ceux qui peuvent être transmis directement, et il suggérait en conséquence, d'étendre la portée de l'entente conclue par la lettre 1552 précitée à tous les documents émanant des tribunaux civils ou criminels ou encore des bureaux exécutifs, sous la réserve qu'aucune mesure de contrainte ne pourrait être prise contre la persoñne citée, si ce n'est en conformité de la procédure d'extradition arrêtée par un récent accord.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que j'approuve pleinement ces propositions, qui sont de nature à rendre plus effective la collaboration des Tribunaux Irakiens et des Tribunaux des Etats sous mandat français.

Il est donc entendu que les actes judiciaires de toute nature, y compris les mandats d'arrêt, les mandats d'amener, les citations à comparaître et les ordonnances d'exécution des jugements pourront dorénavant être transmis directement entre les Tribunaux Trakiens et les Tribunaux Libanais et Syriens, par l'intermédiaire des directeurs des services de la justice, mais qu'aucune mesure cœrcitive ne pourra être décrétée par les autorités du pays destinataire contre la personne en cause, si ce n'est en cas de demande d'extradition et suivant la procédure fixée par la Convention spéciale récemment intervenue.

Ces nouvelles dispositions sont portées dès à présent par mes soins à la connaissance de toutes les juridictions de la Syrie et du Liban. Rien ne s'oppose donc à ce que Votre Excellence intervienne dès réception de cette lettre auprès du Gouvernement Irakien en lui demandant de faire part de la présente entente aux juridictions locales intéressées.

Veuillez agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

Le Haut-Commissaire p.i.

TETREAU

V

Lettre de Sir Herbert Young, Haut Commissaire
de sa Majesté Britannique
à Son Excellence Monsieur Henri Ponsot, Haut Commissaire
de la République Française en Syrie et au Liban

(Traduction)

Bagdad, 23 *Octobre* 1929

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à la dépêche de M. Tétreau N° 1262 datée du 21 septembre 1929, au sujet de l'accord concernant la notification des actes judiciaires en Irak et en Syrie. Je suis maintenant en mesure d'assurer Votre Excellence que le gouvernement Irakien a dûment informé ses autorités judiciaires de la nouvelle procédure.

Il désire cependant que j'expose nettement son intention de continuer comme par le passé, à trasmettre les actes judiciaires par l'intermédiaire des ministres de la justice respectifs. Ainsi les actes judiciaires à notifier en Irak devront-ils être adressés à Son Excellence le Ministre de la Justice, Bagdad, et non aux tribunaux intéressés.

Herbert YOUNG

Lettre de Monsieur Henri Ponsot, Haut Commissaire de la République
Française en Syrie et au Liban
à Sir Herbert Young, Haut-Commissaire de S.M. Britannique en Irak

Beyrouth, le 27 *Novembre* 1929

Monsieur le Haut Commissaire,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la dépêche N° 10998 en date du 27 octobre dernier par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement Irakien a informé les juridictions intéressées de la nouvelle procédure relative à la transmission directe des actes judiciaires entre l'Irak et les Etats sous mandat français, adoptée par la lettre N° 1262 de M Tétreau, en date du 21 septembre 1929.

Il a été noté que les actes judiciaires destinés à être notifiés en Irak devront être adressés à Son Excellence Monsieur le Ministre de la Justice. Cette disposition est du reste en parfait accord avec les termes du paragraphe 5 de la lettre N° 1262 cidessus rappelée.

H. PONSOT

2 — CONVENTION D'EXTRADITION

٢ ـ اتفاق تسليم المجرمين

● **Signée le 6 Mai 1929 à Beyrouth et le 23 Mai 1929 à Bagdad**

● وقع عليه فى بيروت فى ٦ ايار ١٩٢٩ وفى بغداد فى ٢٣ ايار ١٩٢٩

Entre Son Excellence M. Henri Ponsot

Et Tewfik bey Sweydi

Agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été respectivement conférés, a été conclue la convention provisoire suivante :

Cette convention sera remplacée ultérieurement par un acte définitif.

ARTICLE PREMIER. — Les deux parties contractantes s'engagent chacune pour leur part et conformément aux dispositions du présent accord, à se livrer réciproquement toute personne qui :

1) Etant poursuivie ou condamnée, comme auteur ou complice, pour une infraction commise en Irak, serait trouvée en Syrie ou au Liban.

2) Ou qui, étant poursuivie ou condamnée, comme auteur ou complice, pour une infraction commise en Syrie ou au Liban, serait trouvée en Irak.

ARTICLE 2. — Ne peuvent être extradés que les individus inculpés d'une infraction punissable par les lois des deux pays d'une peine maxima égale ou supérieure à un an de prison, ou condamnés définitivement pour une telle infraction à un an ou plus de prison.

ARTICLE 3. — Tout inculpé extradé ne peut être condamné que pour le délit ayant motivé la demande d'extradition ou pour des faits connexes révélés postérieurement à l'extradition.

L'extradé acquitté ne sera détenu ou jugé pour aucun autre délit que celui ayant motivé son extradition à moins qu'ayant eu toute facilité pour rentrer dans le pays qui l'a extradé, il n'ait point profité de cette facilité. Cette disposition n'est pas applicable aux délits commis postérieurement à l'extradition.

ARTICLE 4. — L'extradition n'est pas accordée en matière de délit politique ou militaire. S'il apparaît aux autorités qui accordent une demande d'extradition que l'inculpation présente un caractère politique ou que la demande a été faite pour poursuivre ou punir le fugitif à cause d'un

délit politique, elles le feront connaître aux autorités demanderesses en les priant de leur fournir toutes explications et de leur donner tous renseignements nécessaires.

Ne sont pas considérés comme crimes ou délits politiques :

a) tous actes de violence, de brigandage ou de pillage à main armée commis isolément ou collectivement, soit contre des individus ou la propriété privée, ou contre les autorités locales, soit contre les voies ferrées ou tous autres moyens de communication ou de transport,

b) tout attentat contre la personne du Haut Commissaire de S.M. Britannique en Irak ou celle du Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban, contre la personne des chefs des gouvernements respectifs ou celle de membres de la famille des uns et des autres.

ARTICLE 5. — a) Le Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban se réserve expressément le droit d'accorder ou refuser l'extradition de nationaux syriens ou libanais. De même le gouvernement irakien se réserve expressément le droit d'accorder ou de refuser l'extradition de nationaux irakiens.

b) Le Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban se réserve le même droit vis-à-vis d'un ressortissant *français* pour une infraction commise en Irak.

c) Le gouvernement irakien également, vis-à-vis d'un ressortissant *britannique* pour une infraction commise en Syrie et au Liban.

ARTICLE 6. — Toute demande d'extradition sera transmise par la voie diplomatique ordinairement employée entre les deux parties contractantes.

ARTICLE 7. — La demande d'extradition concernant tous prévenus ou accusés sera accompagnée :

1) D'un mandat d'arrêt ou ordonnance de prise de corps émanant d'une autorité judiciaire compétente et visant la *nature du délit* et le *texte* de la loi sur laquelle l'accusation sera basée ;

2) Une *fiche* aussi détaillée que possible indiquant l'identité et le signalement de l'accusé ;

3) Une copie authentique, et certifiée telle par le magistrat qui aura instruit l'affaire, des principales dépositions ou déclarations faites sous serment.

ARTICLE 8. — Les mêmes règles seront réciproquement appliquées au cas où la demande d'extradition concernerait une personne condamnée par défaut ou par contumace, mais en ce cas le dossier doit comprendre en

outre l'extrait du jugement ou de l'arrêt de condamnation ainsi que la copie des textes sur lesquels est basée la condamnation.

ARTICLE 9. — Si la demande d'extradition concernait une personne condamnée par jugement contradictoire, elle devra être accompagnée :

1) D'une copie intégrale du jugement ou du décret d'exécution de l'arrêt ;

2) D'une fiche d'identité décrivant, d'une manière aussi complète que possible, le condamné ;

3) De la copie des textes sur lesquels est basée la condamnation ;

4) D'un certificat de l'autorité judiciaire compétente attestant que le jugement est exécutoire.

ARTICLE 10. — Les autorités recevant une demande d'extradition s'assureront d'abord que, conformément au présent accord, le délit est de nature à permettre l'extradition du délinquant. Dans ce cas, *les autorités précitées délivreront un mandat d'arrêt* contre le délinquant et ouvriront une enquête . Celle-ci faite et, s'il est prouvé que l'individu arrêté est bien le délinquant, que d'autre part l'inculpation est suffisamment établie pour justifier sa mise en jugement, une ordonnance d'extradition sera rendue.

ARTICLE 11. — a) Si l'individu réclamé par l'une des parties contractantes en vertu du présent accord, était également réclamé par un ou plusieurs autres Etats, en raison d'autres délits commis dans leur juridiction respective, son extradition, à moins d'avoir été abandonnée, sera accordée à l'Etat qui l'aura réclamée le premier.

b) Toute personne, contre laquelle l'un des deux gouvernements aura pris un arrêté d'extradition, sera, en vertu du dit arrêté livrée aux agents qualifiés pour la recevoir de l'autre gouvernement, chaque gouvernement fournissant aux dits agents toute l'assistance nécessaire pour leur permettre d'emmener l'extradé.

ARTICLE 12. — Chacun des deux gouvernements aura la faculté de remettre en liberté toute personne incarcérée qui, dans les deux mois suivant la notification à l'autre gouvernement de l'arrêté d'extradition, n'aura pas été réclamée et emmenée.

ARTICLE 13. — Tous les frais nécessités par la demande et la procédure d'extradition ainsi que par le transfert de l'extradé seront à la charge du gouvernement qui aura demandé l'extradition.

Le règlement de ces frais sera effectué sur état délivré par le directeur des services judiciaires en Syrie ou par le ministre de la justice en Irak.

ARTICLE 14. — Le présent accord entrera en vigueur à partir du jour de sa signature. Il pourra être dénoncé par l'une ou par l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord

Beyrouth, le 6 *mai* 1929,

PONSOT

Bagdad, le 23 *mai* 1929

Tewfik SWEYDI

ACCORD
ECONOMIQUE

- Signé à Bagdad
- le 19 Février 1951
- NR

اتفاقية
اقتصادية

- وقعت فى بغداد
- فى ١٩ شباط ١٩٥١
- غ٠٤

ان الحكومتين العراقية واللبنانية رغبة منهما فى توثيق عرى التعاون وتوطيد العلاقات الاقتصادية وانمائها بين بلديهما .

قررتا عقد الاتفاقية التالية :

المادة الاولى : يعمل الفريقان المتعاقدان على تنسيق وتنمية العلاقات الاقتصادية والتجارية بين بلديهما ، ويتعهدان بتسهيل التبادل التجاري بينهما باعطاء اجازات الاستيراد والتصدير لجميع السلع ، على ان تراعي فى ذلك القوانين والانظمة والبيانات والتعليمات المتبعة بهذا الشأن والاحكام الواردة فى هذه الاتفاقية .

المادة الثانية : يعامل الفريقان المتعاقدان بعضهما بعضاً معاملة الدولة الاكثر رعاية فيما يتعلق بالرسوم الجمركية وطريقة تحصيلها وفى الاجراءات التي تنظم عمليات اجازات الاستيراد والتصدير ، فلا تخضع المنتجات والبضائع المنتجة محليا فى بلد احد الفريقين والمستوردة مباشرة الى بلد الفريق الاخر الى رسوم او ضرائب اعلى مما هو مفروض او ما سيفرض على البضائع والمنتجات المماثلة لها الواردة من اي بلد اخر . كما انها لا تخضع فى جميع الاجراءات الى اكثر مما هو معمول به او سيعمل بالنسبة لاي بلد اخر . ولا تتجاوز الرسوم الداخلية كرسوم الانتاج والاستهلاك وما سواها التي يفرضها احد الفريقين على البضائع والمنتجات المستوردة من بلد الفريق الاخر ، الرسوم المماثلة المفروضة على البضائع والمنتجات المحلية المماثلة لها .

المادة الثالثة : ١ ـ تمنح البضائع اللبنانية المنتجة محليا المستوردة

مباشرة الى العراق ، والمبينة فى الجدول رقم (١) الملحق بهذه الاتفاقية اعفاء او تخفيضا فى الرسوم الجمركية حسبما هو منصوص عليه فى الجدول المذكور .

ب ـ تمنح البضائع العراقية المنتجة محليا المستوردة مباشرة الى لبنان ، والمبينة فى الجدول رقم (٢) الملحق بهذه الاتفاقية ، اعفاء اوتخفيضا فى الرسوم الجمركية حسبما هو منصوص عليه فى الجدول المذكور .

ج ـ يمكن اضافة بضائع اخرى الى الجدولين المذكورين فى الفقرتين (أ) و (ب) بالاتفاق بين الفريقين المتعاقدين .

المادة الرابعة : ترفق البضائع المنتجة محليا ، الواردة من بلد احد الفريقين المتعاقدين الى بلد الفريق الاخر ، بشهادة منشأ من الجهات ذات الصلاحية فى البلد المصدر .

وتعتبر البضاعة منتجة محليا ،فى مفهوم هذه الاتفاقية ، اذا كانت قيمة الموادالاولية فيها المنتجة فى البلد المصدر مع كلفة استصناعها فيه او كلفة الاستصناع وحدها لا تقل عن خمسين بالماية من قيمة البضاعة .

المادة الخامسة : يتخذ الفريقان المتعاقدان الاجراءات اللازمة لتنفيذ ملحق المدفوعات المرفق بهذهالاتفاقية اعتبارا من تاريخ تنفيذها .

المادة السادسة : يعامل الفريقان المتعاقدان بعضهما بعضا معاملة متقابلة فيما يتعلق بنقل البضائععبر اراضيهما برسم الترانزيت حسب الاحكام والاصول المطبقة حاليا بين البلدين .

المادة السابعة : تمنح حكومة العراق لبنان ، ضمن احكام التشريع الجمركي العراقي ، الاماكن اللازمة فى المنطقة الحرة فى ميناء البصرة عند انشائها .

وتمنح الحكومة اللبنانية العراق ضمن احكام التشريع الجمركياللبناني الاماكن اللازمة فى المنطقة الحرة فى ميناء بيروت . وفىطرابلس عندما يتم انشاء منطقة حرة فى مينائها .ويوفر الفريقان ويقدمان التسهيلات اللازمة لهذه الغاية .

المادة الثامنة : تصبح هذهالاتفاقية نافذة اعتبارا من اليوم الذي يلي يوم تبادل وثائق ابرامها وتظل نافذة لمدة سنة واحدة وتعتبر مجددة سنويا لمدة سنة اخرى ، الا اذا ابلغ احد الفريقين الفريق الاخر رغبته فى انهائها او تعديلها ، وذلك قبل ثلاثة اشهر من تاريخ انتهاء العمل بها .

ملحق المدفوعات

المادة الاولى ـ تسمح الحكومة العراقية لبنك سوريا ولبنان (فى لبنان) بان يحفظ حسابا له فى العراق بالدينار العراقي من صنف حساب لبناني غير مقيم لدى اي من المصارف التجارية المخولة التعامل بالتحويل الخارجي فى العراق او لدى المصرف الوطني العراقي . وتسمح كذلك لاي مصرف فى لبنان تقترحه الحكومة اللبنانية وتوافق عليه سلطات التحويل الخارجي العراقية بان يحفظ مثل هذه الحسابات فى اي من المصارف التجارية المخولة التعامل بالتحويل الخارجي فى العراق.

المادة الثانية ـ تقيد جميع قيم الواردات المنظورة وغير المنظورة المستوردة من لبنان الى العراق بالدينار العراقي ، ايرادا فى أي من الحسابات اللبنانية لغير المقيمين المذكورة فى المادة الاولى من هذا الملحق .

المادة الثالثة ـ تقيد قيم الصادرات العراقية المنظورة وغير المنظورة المصدرة من العراق الى لبنان خصما على من الحسابات اللبنانية لغير المقيمين المذكورة فى المادة الاولى من هذا الملحق .

المادة الرابعة ـ لا تمنع الحكومة العراقية نقل المبالغ من اي حساب لبناني غير مقيم بالدينار العراقي الى اي حساب لبناني اخر غير مقيم بالدينار العراقي .

المادة الخامسة ـ تتعهد الحكومة العراقية ـ اذا زاد الرصيد الحساب اللبناني غير مقيم بالدينار العراقي باسم بنك سوريا ولبنان (فى لبنان) عن مئة الف دينار عراقي ـ بالسماح للبنك المذكور بتحويل مبلغ الزيادة الى ليرات استرلينية على الحساب اللبناني ، وذلك بعد مضي ستة اشهر اعتبارا من تاريخ تنفيذ هذا الملحق .

الجدول رقم ١

الملحق بالاتفاقية الاقتصادية بين العراق ولبنان ويتضمن البضائع المعفاة من الرسوم الجمركية او الخاضعة لرسوم مخفضة عند استيرادها من لبنان الى العراق .

١ ـ البضائع المعفاة من الرسوم

عدد (رقم) التعريفة العراقية	نوع البضاعة	عدد (رقم) التعريفة العراقية	نوع البضاعة
١٨	البطاطا	٨٠	عصارات الفواكه سائلة محلاة بالسكر
١٩ ا	الفاصوليا	١٥٤ ا	المقوي (الكرتون) العادي (لفات او طبقات اومقطع اكثر من ٣٠٠ غرام فى المتر المربع)
٢١ اب	الموز	١٦٣	الكتب والمجلات
٢٤ د/١	التفاح	١٦٩ ا/١	الخيوط من الحرير الخام فى شلات
٢٤ د/١	الايكي دنيا	١٦٩ ١\٢/ج	غزل الحرير العادي و المبروم
٢٤ د/١	الكرز		
٢٤ د/١	الكمثري		
٧٩ ا	عصارات الفواكه سائلة كانت ام معقودة من غير اضافة سكر اليها و بلا كحول		

ب ـ البضائع الخاضعة لرسوم المرفا

عدد(رقم)التعريفة العراقية	نوع البضاعة	الرسوم العادية	الرسوم المخفضة
١٥	الزيتون الاخضر والملح باستثناء الزيتون المستورد فى أوعية مسدودة سدا محكما	٥٤ فلس للكيلو	٤٠ فلس للكيلو

٢

الجدول رقــم ٢

الملحق بالاتفاقية الاقتصادية بين العراق ولبنان
ويتضمن البضائــع المعفـاة من الرسوم الجمركية او الخاضعة لرسوم مخفضة عند استيرادها من العـراق الى لبنان .

ا ـ البضائع المعفاة من الرسوم

رقم(عدد) التعريفة اللبنانية	نوع البضاعة
من ١ الى ١٢	الحيوانات الحية
٥١ ب	العدس
٥٤ ١/١و٢	التمور
٧٠ اوبوج	الارز
٨٣ ب	السمسم
٩٣ ب	الكثيراء
١٤٣	دبس التمر
٣٤٨ ا/ب/ج	الصلال (الجلـود) الخام (الطرية والمملحـة والمجففة والمحمضــــة المملحة الخ) صلال الغنم بصوفهــا وصلال المعز بشعرهـا وغيرها من الصلال الخام
٤٣٦	الكتب والمجلات
٤٩٣	الصوف الخام
٤٩٤	شعر المعز
٤٩٥	الوبر الخام غيرالمغسول او المقصور او المصبوغ.
٥٠١و٥٠٢	خيوط الصوف
٥٠٣	خيوط الوبر الناعم
١/٥٠٥	خيوط الوبر الخشن
١/٥٠٩	الاغطية (الاحرامـــات) المصنوعة من الصوف

ب ـ البضائع الخاضعة لرسوم مخفضة

رقم التعريفة اللبنانية	نوع البضاعة	التعريفة العادية	التعريفة المخفضة
٥٠٥ ب	خيوط الشعر الصوف	٢٥٪	٢٠٪

٢

ISRAËL

اسرائيل

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN-ISRAEL

اتفاقات دولية
بين لبنان واسرائيل

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **23 Mars 1949 —**
  Ras-Nakoura
  CONVENTION
  D'ARMISTICE.

- ٢٣ اذار ١٩٤٩ ــ راس ناقورة
  اتفاق الهدنة

CONVENTION
اتفاق

D'ARMISTICE
الهدنـــة

- Signée à Ras-Nakoura
- le 23 Mars 1949.
- Le texte officiel est établi en langue française.

- موقع عليه في راس الناقورة
- في ٢٣ اذار ١٩٤٩
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

NATIONS UNIES

Ras En Nakoura
23 Mars 1949

PREAMBULE

Les parties à la présente Convention,

Répondant à la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948, qui les invite à négocier un armistice, à titre de mesure provisoire additionnelle selon l'Article 40 de la Charte des Nations Unies, et en vue de faciliter la transition de l'état de trêve à celui d'une paix définitive en Palestine ;

Ayant décidé d'entreprendre, sous la présidence des Nations Unies, des négociations relatives à l'exécution de la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948 ;

Et ayant nommé des représentants habilités à négocier et à conclure une Convention d'armistice ;

Lesquels représentants soussignés, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1. — En vue de favoriser le retour à une paix définitive en Palestine, et en raison de l'importance, à cet égard, d'assurances mutuelles concernant les opérations militaires futures des Parties, les principes suivants, qui seront pleinement observés par les deux Parties durant l'armistice, sont affirmés ci-après :

1. L'injonction faite par le Conseil de Sécurité de ne pas recourir à la force militaire dans le règlement de la question palestinienne sera dorénavant scrupuleusement respectée par les deux Parties.

2. Les forces armées de terre, de mer ou de l'air de l'une quelconque des Parties n'entreprendront ni ne projetteront aucune action agressive contre la population ou les forces armées de l'autre Partie, ni ne les menaceront d'une telle action ; étant entendu que le mot « projetteront » ne s'applique pas dans ce contexte aux plans qui d'une manière générale sont normalement élaborés par les Etats-Majors dans les organisations militaires.
3. Le droit de chaque Partie d'être en sécurité et d'être libérée de la crainte d'une attaque des forces armées de l'autre Partie devra être pleinement respecté.
4. L'établissement d'un armistice entre les forces armées des deux Parties est accepté comme une étape indispensable vers la liquidation du conflit armé et de la restauration de la paix en Palestine.

ARTICLE II. — En ce qui concerne particulièrement l'exécution de la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948, les buts et principes suivants sont affirmés :

1. Le principe qu'aucun avantage militaire ou politique ne devrait être acquis durant la trêve ordonnée par le Conseil de Sécurité est reconnu.
2. Il est, d'autre part, reconnu qu'aucune disposition de la présente Convention ne devra, en aucun cas, porter préjudice aux droits, revendications et positions de l'une ou l'autre Partie dans le règlement pacifique et final de la question palestinienne, les dispositions de la présente Convention étant dictées exclusivement par des considérations d'ordre militaire.

ARTICLE III. — 1. Conformément aux principes énoncés cidessus et à la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948, un armistice général entre les forces armées de terre, de mer et de l'air des deux Parties est établi par la présente Convention.

2. Aucun élément des forces terrestres, navales ou aériennes, militaires ou paramilitaires, de l'une quelconque des Parties, y compris les forces irrégulières, ne devra commettre un acte de guerre ou d'hostilité quelconque contre les forces militaires ou paramilitaires de l'autre Partie, ou contre des civils dans le territoire contrôlé par celle-ci ; traverser, ou franchir, dans quelque but que ce soit, la ligne de démarcation d'armistice définie à l'Article V de la présente Convention ; pénétrer ou traverser l'espace aérien de l'autre Partie, ou les eaux

territoriales de celle-ci, à moins de trois milles de la ligne côtière.

3. Aucun acte de guerre ou d'hostilité ne sera dirigé du territoire contrôlé par l'une des deux Parties contre l'autre Partie.

ARTICLE IV. — 1. La ligne définie à l'Article V de la présente Convention sera la ligne de démarcation d'armistice. Elle est tracée en application des buts et desseins de la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948.

2. Le but fondamental de la Ligne de démarcation d'armistice est de tracer la ligne au-delà de laquelle les forces armées des Parties respectives ne devront pas se déplacer.

3. Les prescriptions et règlements des forces armées des Parties, qui interdisent aux civils le franchissement des lignes de combat, ou l'entrée de la zone comprise entre les lignes, resteront en vigueur après la signature de la présente Convention, en ce qui concerne la ligne de démarcation d'armistice définie à l'Article V.

ARTICLE V. — 1. La ligne de démarcation d'armistice suivra la frontière internationale entre le Liban et la Palestine.

2. Dans la zone de la Ligne de démarcation d'armistice, les effectifs militaires des Parties ne comprendront que des éléments défensifs, ainsi qu'il est prévu à l'Annexe à la présente Convention.

3. Le retrait des forces sur la Ligne de démarcation d'armistice et leur réduction à des éléments défensifs en conformité du paragraphe précédent, seront effectués dans les dix jours à partir de la signature de la présente Convention. Le déminage des routes et des zones minées évacuées par chaque Partie, et la remise à l'autre Partie des plans des champs de mines, seront effectués dans le même délai.

ARTICLE VI. — Tous les prisonniers de guerre détenus par l'une ou l'autre des Parties à la présente Convention et appartenant aux forces armées, régulières ou irrégulières, de l'autre Partie seront échangés comme suit :

1. L'échange des prisonniers de guerre sera entièrement effectué sous le contrôle et la surveillance des Nations Unies. Cet échange aura lieu à Ras En Nakoura dans les vingt-quatre heures qui suivront la signature de la présente Convention.

2 Les prisonniers de guerre contre lesquels une action judiciaire serait en cours, de même que ceux condamnés pour crime ou délit, seront inclus dans cet échange.

3. Tous objets d'usage personnel, valeurs, lettres, documents, pièces d'identité et autres effets personnels, de quelque nature que ce soit, appartenant aux prisonniers de guerre échangés, leur seront rendus, ou, en cas de décès ou d'évasion, seront rendus à la Partie aux forces armées de laquelle les prisonniers appartenaient.

4. Toutes les questions qui ne sont pas spécifiquement réglées par la présente Convention seront résolues conformément aux principes de la Convention Internationale relative au Traitement des Prisonniers de Guerre, signée à Genève le 27 juillet 1929.

5. La Commission mixte d'Armistice instituée à l'Article VII de la présente Convention assumera la responsabilité de retrouver les personnes disparues, militaires ou civils, dans les régions contrôlées par chaque Partie, afin de faciliter leur rapide échange. Chaque Partie s'engage à apporter à la Commission une collaboration pleine et entière dans l'accomplissement de cette mission.

ARTICLE VII. — 1. L'exécution des dispositions de la présente Convention sera contrôlée par une Commission mixte d'Armistice, composée de cinq membres, chaque Partie à la Présente Convention désignant deux représentants et la présidence étant assurée par le Chef d'Etat-Major de l'Orgaisation de Contrôle de la Trêve des Nations Unies ou par un officier supérieur qu'il désignera parmi les observateurs de cette Organisation, après consultation des deux Parties.

2. La Commission mixte d'Armistice siégera au poste frontière libanais de Nakoura et au poste frontière au nord de Metullah. Elle se réunira aux lieux et dates qu'elle jugera nécessaires pour remplir sa mission.

3. La Commission mixte d'Armistice tiendra sa première réunion sur convocation du Chef d'Etat-Major de l'Organisation de Contrôle de la Trêve des Nations Unies, au plus tard une semaine après la signature de la présente Convention.

4. Les décisions de la Commission mixte d'Armistice seront prises, dans la mesure du possible, sur la base du principe de l'unanimité. A défaut d'unanimi-

té, elles seront prises à la majorité des voix des membres de la Commission présents et votants.

5. La Commission mixte d'Armistice établira son règlement intérieur. Ses réunions n'auront lieu que sur notification dûment faite aux membres par le Président. Le quorum requis sera la majorité des membres.

6. La Commission est habilitée à employer autant d'observateurs qu'il sera nécessaire pour remplir sa mission, ces observateurs pouvant appartenir soit aux organisations militaires des Parties, soit au personnel militaire de l'Organisation de Contrôle de la Trêve des Nations Unies, ou aux deux. Dans le cas où des observateurs des Nations Unies sont ainsi employés, ils demeurent sous le commandement du Chef d'Etat-Major de l'Organisation de Contrôle de la Trêve des Nations Unies. Les affectations d'ordre général ou particulier concernant les observateurs des Nations Unies attachés à la Commission mixte d'Armistice seront soumises à l'approbation du Chef d'Etat-Major ou de son représentant à la Commission, si celui-ci la préside.

7. Les réclamations ou les plaintes présentées par l'une ou l'autre Partie, relativement à l'application de la présente Convention, devront être soumises immédiatement à la Commission mixte d'Armistice par l'intermédiaire de son Président. La Commission prendra, au sujet de ces réclamations ou plaintes, toutes les mesures qu'elle jugera appropriées, en faisant usage de ses moyens d'observation et de contrôle, en vue d'un règlement équitable et satisfaisant pour les deux Parties.

8. Lorsque le sens d'une disposition particulière de cette Convention, à l'exception du Préambule et des Articles I et II, donne lieu à interprétation, l'interprétation de la Commission prévaut. Lorsqu'elle l'estime désirable et que le besoin s'en fait sentir, la Commission peut, de temps à autre, recommander aux Parties des modifications aux dispositions de la présente Convention.

9. La Commission mixte d'Armistice soumettra aux deux Parties des rapports sur son activité, aussi fréquemment qu'elle le jugera nécessaire. Une copie de chacun de ces rapports sera présentée au Secrétaire général des Nations Unies pour transmission à l'organe ou organisation approprié des Nations Unies.

10. Les membres de la Com-

mission et ses observateurs jouiront, dans la zone à laquelle s'applique cette Convention, de toute la liberté de mouvement et d'accès jugée nécessaire par la Commission, sous réserve que, lorsque de telles décisions de la Commission seront acquises à la majorité, seul sera autorisé l'emploi d'observateurs des Nations Unies.

11. Les dépenses de la Commission, autres que celles des observateurs des Nations Unies, seront supportées à parts égales par les deux Parties signataires de la présente Convention.

ARTICLE VIII. — 1. — La présente Convention n'est pas sujette à ratification et entrera en vigueur, à sa signature.

2. Cette Convention, ayant été négociée et conclue conformément à la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948, invitant à l'établissement d'un armistice afin d'éliminer la menace pour la paix en Palestine et de faciliter la transition de l'état de trêve à celui d'une paix définitive en Palestine, restera en vigueur jusqu'à la réalisation d'un règlement pacifique entre les Parties, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent Article.

3. Les Parties à la présente Convention peuvent, par consentement mutuel, reviser cette Convention ou l'une quelconque de ses dispositions, ou en suspendre l'application à n'importe quel moment, sauf en ce qui concerne les Articles I et III. A défaut d'accord mutuel, et après une année d'application à dater de la signature, l'une ou l'autre des Parties peut inviter le Secrétaire général des Nations Unies à convoquer une conférence de représentants des deux Parties pour revoir, reviser, ou suspendre l'une quelconque des dispositions de la présente Convention autres que les Articles I et III. La participation à une telle Conférence sera obligatoire pour les deux Parties.

4. Si la conférence prévue au paragraphe 3 du présent article n'aboutit pas à un accord pour la solution d'un point en litige, l'une ou l'autre des Parties peut porter la question devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour être relevée de telle ou telle obligation, vu que la présente Convention a été conclue à la suite de l'intervention du Conseil de Sécurité visant à l'établissement de la paix en Palestine.

5. Cette Convention est signée en cinq exemplaires. Chaque Partie conservera un exemplaire ; deux exemplaires seront communiqués au Sécretaire général des Nations Unies pour transmission

au Conseil de Sécurité et à la Commission de Conciliation pour la Palestine; un exemplaire sera remis au Médiateur par intérim pour la Palestine.

Fait à Ras En Nakoura, le vingt-trois Mars Mil neuf cent quarante-neuf, en présence du Délégué du Médiateur par intérim des Nations Unies pour la Palestine et du Chef d'Etat-Major de l'Organisation du Contrôle de la Trève des Nations Unies.

Pour et au nom du Gouvernement du Liban

Lieutenant-Colonel SALEM
Commandant HARB

Pour et au nom du Gouvernement d'Israel

Lt.-Col. MAKLEF
J. PELLMAN
Shabtai ROSENNE

ANNEXE

DEFINITION DES FORCES DEFENSIVES

1. — Les forces militaires défensives visées à l'Article V, paragraphe 2, ne dépasseront pas :

1. Dans le cas du Liban :

(i) Deux bataillons et deux compagnies d'infanterie de l'Armée régulière libanaise, une batterie d'artillerie de campagne à 4 pièces et une compagnie de 12 auto-mitrailleuses et six véhicules blindés légers avec canons légers (20 véhicules). Total : 15.000 officiers et troupe.

(ii) Aucune force militaire autre que celles mentionnées au (i) ci-dessus ne pourra être utilisée au sud de la ligne générale El Qasmiyé-Nabatiyé Ett Tahta-Hasbaiya.

2. — Dans le cas d'Israel :

(i) Un bataillon d'infanterie, une compagnie de renfort avec six mortiers et six mitrailleuses, une compagnie de reconnaissance avec six autos-mitrailleuses et six jeeps armées, une batterie d'artillerie de campagne à 4 pièces, une section du Génie et des services, tels que intendance et service du matériel, le total ne devant pas dépasser 1500 officiers et troupe.

(ii) Aucune force militaire autre que celles mentionnées au (i) ci-dessus ne pourra être utilisée au nord de la ligne générale Nahariya-Tarshiha-Jish-Marus.

II. — Aucune restriction de mouvement ne sera imposée de l'un ou de l'autre côté en ce qui concerne le ravitaillement ou le mouvement de ces forces défensives en arrière de la ligne de démarcation.

ITALIE

ايطاليا

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN — ITALIE

اتفاقات دولية
بين لبنان وايطاليا

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- 29 Septembre 1923
  ACCORD FRANCO ITALIEN SUR LA SITUATION DES RESSORTISSANTS ITALIENS AU LIBAN.

- ٢٩ ايلول ١٩٢٣
  اتفاق فرنسي ـ ايطالي ـ بشأن وضعية الرعايا الايطاليين في لبنان

- 10 Mars 1929
  ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS
  (Etablissement de lignes de navigation aérienne)

- ١٠ اذار ١٩٢٩
  اتفاق نقل جوي
  (انشاء خطوط ملاحة جوية)

- 5 Novembre 1935
  SANCTIONS ECONOMIQUES PREVUES PAR L'ART. 16 DU PACTE DE LA S.D.N.

- ٥ تشرين الثاني ١٩٣٥
  عقوبات اقتصادية واردة في المادة ١٦ من ميثاق جمعية الامم

— Arrêté 251/LR du 5 Novembre 1935 mettant en application ces sanctions.
(J.O. 1935 N° 3212)

ـ قرار ٢٥١/ل.ر تاريخ ٥ تشرين الثاني ١٩٣٥
وضع هذه العقوبات موضع التنفيذ
(جر ٠ ١٩٣٥ ـ بعدد ٣٢١٢)

— Arrêté 148/LR du 13 Juillet 1936 supprimant ces sanctions
(J.O. 1936 N° 3317)

ـ قرار ١٤٨/ل.ر تاريخ ١٣ تموز ١٩٣٦
الغاء هذه العقوبات
(جر ٠ ١٩٣٦ ـ عدد ٣٢١٧)

— Arrêté 154/LR du 25 Juillet 1936 complétant l'arrêté 148/LR
(J.O. 1936 N° 3329)

ـ قرار ١٥٤/ل.ر تاريخ ٢٥ تموز ١٩٣٦
تكملة القرار ١٤٨/ل.ر
(جر ٠ ١٩٣٦ ـ عدد ٣٢٢٩)

● 11 Août 1936
MODUS VIVENDI COMMERCIAL ET ACCORD DE COMPENSATION POUR LES PAYEMENTS FRANCO-ITALIENS

● ١١ آب ١٩٣٦
اتفاق تجاري واتفاقات بشأن مقايضة المدفوعات الفرنسية ـ الايطالية

— Arrêté 185/LR du 4 septembre 1936 portant application de ces accords.
(B.O. 1936)

ـ قرار ١٨٥/ل.ر تاريخ ٤ ايلول ١٩٣٦ تنفيذ هذين الاتفاقين
(ن م ١٩٣٦)

● 6 Mars 1940
ACCORDS FRANCO-ITALIENS SUR LES ECHANGES ET REGLEMENTS COMMERCIAUX

● ٦ اذار ١٩٤٠
اتفاقات فرنسية ـ ايطالية بشأن المبادلة والمدفوعات التجارية

— Arrêté 120/LR du 27 mai 1940 portant application de ces accords
(B.O. 1940 p. 281)

ـ قرار ١٢٠/ل.ر تاريخ ٢٧ ايار ١٩٤٠ تنفيذ هذه الاتفاقات
(ن.م ١٩٤٠ ـ ص ٢٨١)

— Arrêté 187/LR du 9 Juillet 1940 suspendant l'application de ces accords
(B.O. 1940 p. 368)

ـ قرار ١٨٧/ل.ر تاريخ ٩ تموز ١٩٤٠ وقف تنفيذ هذه الاتفاقات
(ن.م ١٩٤٠ ـ ص ٣٦٨)

— Arrêté 293/LR du 7 Novembre 1940 supprimant l'arrêté 187/LR
(B.O. 1940 p. 505)

ـ قرار ٢٩٣/ل.ر تاريخ ٧ تشرين الثاني ١٩٤٠ الغاء القرار ١٨٧/ل.ر
(ن.م ١٩٤٠ ـ ص ٥٠٥)

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● 24 Janvier 1949 — Beyrouth.
ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS.

● ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٩ ـ بيروت
اتفاق نقل جوي

● 15 Février 1949 — Beyrouth
CONVENTION DE CONCILIATION

● ١٥ شباط ١٩٤٩ ـ بيروت
اتفاق تسوية

● 15 Février 1949 — Beyrouth
TRAITE D'AMITIE, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION.

● ١٥ شباط ١٩٤٩ ـ بيروت
معاهدة صداقة وتجارة وملاحة

● 27 Mai 1950 — Rome
ACCORD COMMERCIAL

● ٢٥ ايار ١٩٥٠ ـ روما
اتفاق تجاري

ACCORD

DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Beyrouth
- le 24 Janvier 1949
- Ratification autorisée par la loi du 10 Juin 1949 (J.O. 1949 N° 24 p. 309)
- Le texte officiel est établi en langue française.

اتفاق

النقل الجوي

- وقع في بيروت
- في ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٠ حزيران ١٩٤٩ (جر ٠ ١٩٤٩ ـ عدد ٢٤ ص ٣٠٩)
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

Le Gouvernement de la République Libanaise

et

Le Gouvernement Italien,

Désirant, sur la base d'une complète réciprocité, stipuler un Accord afin d'établir au plus tôt des communications entre le Liban et l'Italie,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe en vue de l'établissement des services aériens énumérés à cette Annexe (indiqués sous le nom de « services convenus »). Lesdits services peuvent être exploités immédiatement ou à

ان حكومة الجمهورية اللبنانية

و الحكومة الايطالية

رغبة منهما في عقد اتفاق على انشاء المواصلات بين لبنان و ايطاليا اساس المعاملة التامة بالمثل بغية انشاء المواصلات بين لبنان و ايطاليا في اقرب وقت قد اتفقا على الشروط التالية :

المادة الاولى ـ يمنح كل من الفريقين المتعاقدين للفريق الاخر الحقوق المبينة في الملحق المرافق لهذا الاتفاق بغية انشاء الخطوط الجوية المذكورة في هذا الملحق (والمشار اليها باسم «الخطوط المتفق عليها»)

يمكن تشغيل هذه الخطوط في

une date ultérieure au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

ARTICLE 2. — 1. Chacun des « services convenus » peut être mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante, à laquelle les droits spécifiés ont été concédés, a désigné une ou plusieurs entreprises de transport aérien appelées à exploiter les routes en question. La Partie Contractante qui concède les droits doit accorder sans délai le permis d'exercice aux entreprises désignées, sauf les conditions prévues au paragraphe 2 du présent article et à l'article VI.

2. — Les entreprises de transport aérien ainsi désignées seront tenues de prouver aux Autorités aéronautiques compétentes de la Partie Contractante qui accorde les droits, qu'elles sont à même de se conformer aux lois et règlements appliqués normalement par lesdites Autorités à l'activité des entreprises commerciales de transport aérien.

ARTICLE 3. — 1. Chacune des Parties Contractantes convient que les droits et taxes imposés pour l'utilisation des aérodromes et autres installations techniques aux entreprises de transport aérien de l'autre Partie Contractan-

الحال او فيما بعد وذلك حسب رغبة الفريق المتعاقد الممنوحة له هذه الحقوق .

المادة الثانية ـ ١ ـ يمكن تشغيل كل خط من «الخطوط المتفق عليها» بمجرد تعيين الفريق المتعاقد الذي منحت له هذه الحقوق ، مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي المدعوة لتشغيل الطرق موضوع الخطوط المذكورة. يجب على الفريق المتعاقد الذي يمنح هذه الحقوق ان يمنح بدون ابطاء المؤسسات المعينة الترخيص بالتشغيل و ذلك باستثناء الشروط المنصوص عليها في الفقرة الثانية من هذه المادة وفي المادة السادسة .

٢ ـ يجب على مؤسسات النقل الجوي المعينة ان تثبت للسلطات الجوية المختصة التابعة للفريق المتعاقد الذي منح هذه الحقوق انها متوافرة الشروط التي تفرضها القوانين والانظمة التي تطبقها عادة هذه السلطات على نشاط المؤسسات التجارية للنقل الجوي .

المادة الثالثة ـ يوافق كل من الفريقين المتعاقدين على ان لا تزيد رسوم استعمال المطارات وبقية المنشآت الفنية المعروضة على مؤسسات النقل الجوي التابعة للفريق المتعاقد الاخر عن رسوم استعمال هذه

te ne dépasseront pas les droits dus pour l'utilisation desdits aérodromes et installations par ses propres entreprises de transport aérien se consacrant à des services internationaux similaires.

2. — Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, les équipements et le matériel en général, introduits sur le territoire d'une Partie Contractante pour l'usage exclusif des aéronefs appartenant aux entreprises de transport aérien que désignera l'autre Partie, bénéficieront sur ledit territoire d'un traitement aussi favorable que le traitement appliqué aux entreprises nationales appartenant à ladite Partie Contractante et se consacrant à des transports aériens internationaux, ou aux entreprises appartenant aux Etats jouissant de la clause de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits de douane, d'inspection ou autres droits et taxes nationaux.

3. — Les aéronefs utilisés dans les « services convenus » ainsi que les stocks de carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord se trouvant sur les aéronefs utilisés par les entreprises que désignera une Partie Contractante, seront exemptés, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, de droits de douane, d'inspection, ou autres.

المطارات والمنشآت المفروضة على مؤسسات النقل الجوي التابعة له والتي تعمل على خطوط دولية مماثلة .

٢ ـ ان الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار والاجهزة واللوازم بصورة عامة التي تدخل اراضي احد الفريقين المتعاقدين والمعدة فقط لاستعمال الطائرات التابعة لمؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل الفريق الاخر ، تعامل على هذه الاراضي معاملة لا تقل عن معاملة المؤسسات الوطنية التابعة لهذا الفريق المتعاقد والمتفرغة للنقل الجوي الدولي او عن معاملة المؤسسات التابعة للدول التي تتمتع بشروط الدولة الاكثر رعاية فيما يتعلق برسوم الجمرك والتفتيش او بقية الرسوم والضرائب الوطنية.

٣ ـ ان الطائرات المستعملة على « الخطوط المتفق عليها » وكذلك الخزين من الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار والاجهزة المعتادة والمؤن الموجودة داخل الطائرات التي تستعملها المؤسسات المعينة من قبل احد الفريقين المتعاقدين ،تعفى على رضي الفريق المتعاقد الاخر من رسوم الجمرك والتفتيش او غيرها .

4. — Les choses exemptées aux termes du paragraphe précédent, ne pourront être débarquées sans le consentement des Autorités douanières de l'autre Partie Contractante. Au cas où elles ne seraient ni consommées, ni utilisées, elles seront jusqu'à leur réexportation soumises au contrôle des Autorités susdites, mais sans préjuger la disponibilité de ces choses.

ARTICLE 4. — Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude, et les licences, délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes et en cours de validité, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins de l'exploitation des « services convenus ». Toutefois chaque Partie Contractante se réserve pour la circulation au-dessus de son propre territoire, le droit de ne pas reconnaître valables les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par les Autorités de l'autre Partie Contractante ou par un Etat tiers.

ARTICLE 5. — 1. Les lois et règlements de chaque Partie Contractante, régissant l'entrée et la sortie de son territoire, pour les aéronefs employés à la navigation aérienne internationale ou régissant la navigation des dits aéronefs durant leur présence dans

٤ ـ لا يمكن تفريغ المواد المعفاة طبقا لنص الفقرة السابقة الا بموافقة السلطات الجمركية التابعة للفريق المتعاقد الاخر . وفى حال عدم استعمالها فانها تظل خاضعة لمراقبة السلطات المذكورة حتى يتم اعادة تصديرها ولكن ذلك لا يحول دون امكانية استعمالها .

المادة الرابعة ـ يعترف كل فريق من الفريقين المتعاقدين بصحة شهادات الصلاحية للطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصادرة او المعتمدة من الفريق المتعاقد الاخر التي لا تزال سارية المفعول وذلك لتشغيل « الخطوط المتفق عليها » .

غير ان كل فريق من الفريقين المتعاقدين يحتفظ بحقه بعدم الاعتراف بصحة شهادات الاهلية والاجازات التي تمنحها لرعاياه السلطات التابعة للفريق المتعاقد الاخر او لدولة ثالثة فيما يتعلق بالطيران فوق اراضيه .

المادة الخامسة ـ ١ ـ تسري احكام القوانين والانظمة المعمول بها لدى كل من الفريقين المتعاقدين والمتعلقة بدخول الطائرات التي تعمل فى الملاحة الجوية الدولية الى اراضيه او مغادرتها لها او المتعلقة بطيران

les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs des entreprises désignées par l'autre Partie Contractante.

2. — Les lois et règlements de chaque Partie Contractante, régissant sur son territoire l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou cargaison (tels que les règlements concernant l'entrée, les contrôles, l'immigration, les passeports, la douane et la quarantaine) sont applicables aux passagers, à l'équipage et à la cargaison des aéronefs employés par les entreprises que désignera l'autre Partie Contractante durant leur présence dans les limites du territoire de la première Partie Contractante.

ARTICLE 6. — Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer l'autorisation d'exploitation accordée aux entreprises désignées par l'autre Partie Contractante, conformément aux dispositions contenues dans l'Annexe ci-jointe, si ces entreprises ne fournissent pas, au cas où cela leur serait demandé, la preuve que la part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise elle-même sont entre les mains de nationaux de l'une ou de l'autre Partie Contractante ou si

هذه الطائرات مدة وجودها داخل حدود اراضيه ، على طائرات المؤسسات التي يعينها الفريق المتعاقد الاخر .

٢ ـ تسري القوانين والانظمة المعمول بها فى اراضي احد الفريقين المتعاقدين والمتعلقة بدخول واقامة وخروج الركاب والملاحين او البضائع (كالانظمة المتعلقة بالدخول والمراقبة والهجرة والجوازات والجمرك والحجر الصحي) على ركاب وملاحي وبضائع الطائرات التي تستعملها المؤسسات المعينة من الفريق المتعاقد الاخر وذلك طيلة وجودها داخل حدود اراضي الفريق الاول المتعاقد .

المادة السادسة ـ يحتفظ كل من الفريقين المتعاقدين بحقه فى رفض او الغاء ترخيص التشغيل الممنوح للمؤسسات المعينة من قبل الفريق الاخر طبقا للاحكام المعينة فى الملحق المرافق لهذا الاتفاق اذا لم تثبت هذه المؤسسات عندما يطلب اليها ذلك ان الجزء الهام من ملكيتها وادارتها

ces entreprises ne se conforment pas aux lois et règlements visés à l'article 5 ou si elles ne remplissent pas les conditions sur la base desquelles les droits d'exercice sont concédés conformément au contenu du présent Accord et de son Annexe.

ARTICLE 7. — Le présent Accord et son Annexe, ainsi que tout acte portant modification à ces textes, seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.).

ARTICLE 8. — Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de cet Accord ou de son Annexe, les autorités aéronautiques compétentes des Parties Contractantes se consulteront en vue de procéder à une telle modification. Les consultations devront avoir lieu dans les 60 jours à partir de la date de la demande. Au cas où lesdites autorités arrivent à un accord sur les modifications à apporter, ces modifications entreront en vigueur seulement après avoir été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE 9. — Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'ap-

الفعلية فى يد رعايا احد الفريقين المتعاقدين او اذا لم تتقيد هذه المؤسسات بالقوانين والانظمة المنصوص عليها فى المادة الخامسة او اذا لم تتوافر فيها الشروط التي منحت على اسسها حقوق التشغيل طبقا لمضمون هذا الاتفاق وملحقه .

المادة السابعة — يسجل هذا الاتفاق والملحق المرافق له وكذلك كل عقد لتعديل نصوصه لدى منظمة الطيران المدني الدولية .

المادة الثامنة — اذا راى احد الفريقين المتعاقدين انه من المرغوب فيه تعديل شرط من شروط هذا الاتفاق او الملحق المرافق له تقوم السلطات المختصة بشؤون الطيران لدى البلدين بمباحثات مباشرة فيما بينهما بغية العمل على اجراء هذا التعديل . يجب ان تبدأ هذه المباحثات فى خلال ستين يوما من تاريخ الطلب . ويسري مفعول التعديلات ، فى حال وصول هذه السلطات الى اتفاق على التعديلات المرغوب فى اجرائها بعد ان يتم تأييدها فقط بتبادل المذكرات الدبلوماسية .

المادة التاسعة — ان كل خلاف ينشأ بين الفريقين المتعاقدين على

plication du présent Accord ou de son Annexe, qui ne pourrait être réglé par voie de négociations directes, sera soumis à un jugement d'arbitrage au choix des Parties Contractantes ou à la Cour Internationale de Justice. Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux décisions du jugement d'arbitrage ou à celles prononcées par la Cour Internationale de Justice, lesquelles en tout cas seront considérées comme définitives.

تفسير او تطبيق هذا الإتفاق او الملحق المرافق له ولا يمكن تسويته بالمفاوضات المباشرة يرفع امره تبعا لاختيار الفريقين اماالى هيئة تحكيمية او الى محكمة العدل الدولية .

يتعهد الفريقان المتعاقدان بالرضوخ لقرارات الهيئة التحكيمية او محكمة العدل الدولية هذه القرارات التي تعتبر مبرمة فى جميع الاحوال .

ARTICLE 10. — Au cas où entrerait en vigueur une convention multilatérale d'aviation à laquelle adhéreraient les deux Parties Contractantes, le présent Accord devra être harmonisé aux dispositions de ladite Convention.

المادة العاشرة ـ فى حال نفاذ اتفاقية متعددة الاطراف للطيران ينضم اليها الفريقان المتعاقدان يجب ان يعدل هذا الاتفاق حتى تصبح احكامه مطابقة لاحكام الاتفاقية المذكورة .

ARTICLE 11. — Chaque Partie Contractante pourra à tout moment notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle dénonciation doit être faite en même temps à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

المادة الحادية عشرة ـ يجوز لكل من الفريقين المتعاقدين فى اي وقت شاء اخطارالفريق الاخر برغبته فى ابطال هذا الاتفاق ويجب ان يوجه هذا الاخطار فى نفس الوقت الى منظمة الطيران المدني الدولية .

Le présent Accord cessera d'avoir effet dès la date communiquée dans ladite notification, mais en tout cas, douze mois au moins à partir du jour où la deuxième Partie Contractante en aura reçu communication. Cette communi-

ينتهي مفعول هذا الاتفاق اعتبارا من التاريخ المعلن عنه فى الاخطار المذكور وذلك فى جميع الاحوال شريطة انقضاء مدة اثني عشر شهرا على الاقل على تسلم الفريق المتعاقد

cation de dénonciation pourra être remplacée par un accord ultérieur passé avant l'échéance du délai susdit.

Au cas où l'autre Partie Contractante omettrait d'en accuser réception, on considérera la communication comme parvenue à son adresse 14 jours après la réception de la même communication par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 12. — Le présent Accord entrera en vigueur provisoirement à la date de sa signature et définitivement, aussitôt que les formalités prévues par la législation intérieure de chacune des Parties Contractantes auront été accomplies.

EN FOI DE QUOI les soussignés Plénipotentiaires dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

FAIT à Beyrouth, le 24 janvier 1949, en double exemplaire, en langue française.

Hamid FRANGIE
Ministre des Affaires Etrangères de la République libanaise

Adolfo ALESSANDRINI
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Italie à Beyrouth

الاخر للاخطار . ويمكن ان يستعاض عن هذا الاخطار باتفاق لاحق يعقد قبل انتهاء هذه المدة الانفة الذكر .

وفى حال سهو الفريق المتعاقد الاخر عن الاعلام باستلام الاخطار يعتبر ان هذا الاخطار قد وصل اليه عند انقضاء اربعة عشر يوما على تسلم منظمة الطيران المدني الدولية الاخطار نفسه .

المادة الثانية عشرة ــ يعمل مؤقتا بهذا الاتفاق اعتبارا من تاريخ توقيعه ويسري مفعوله نهائيا فور اتمام الاجراءات المنصوص عليها في القوانين الداخلية لدى كل من الفريقين المتعاقدين واثباتا لذلك وقع ادناه المندوبون بما لهم من سلطة مفوضين بها من حكوماتهم ، على هذا الاتفاق .

حرر في بيروت فى ٢٤ كانون الثاني ١٩٤٩ على نسختين باللغة الفرنسية .

حميد فرنجية
وزير الخارجية واللبنانيين المغتربين فى الجمهورية اللبنانية

ادولفو السندريني
الموفد فوق العادة والوزير المطلق الصلاحية لايطاليا فى بيروت

ANNEXE

الملحــق

I

Le Gouvernement Libanais accorde aux entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement Italien, le droit d'embarquer et de débarquer au Liban et d'effectuer le trafic international en passagers, marchandises et poste sur les routes suivantes, dans les deux directions (avec ou sans escales intermédiaires sur le territoire d'autres Etats) :

Italie-Liban et au delà.

١ ـ تمنح الحكومة اللبنانيـــة مؤسسات النقل الجوي المعينــة من قبل الحكومة الايطالية حق العمل والانزال فى لبنان والقيام بالنقـــل الدولي من ركاب وبضائع وبريـــد على الطرق التالية فى كلا الاتجاهين (مع او بدون محطات وسيطة عـلى اراضي دول اخر) :

ايطاليا ـ لبنان وما وراءه .

II

Le Gouvernement Italien accorde aux entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement Libanais le droit d'embarquer et de débarquer en Italie et d'effectuer le trafic international en passagers, marchandises et poste sur les routes suivantes, dans les deux directions (avec ou sans escales intermédiaires sur le territoire d'autres Etats) :

Liban-Italie et au delà.

٢ ـ تمنح الحكومة الايطاليـــة مؤسسات النقل المعينة من قبـــل الحكومة اللبنانية حق العمل والانزال فى ايطاليا والقيام بالنقل الدولي من ركاب وبضائع وبريد على الطـــرق التالية فى كلا الاتجاهين (مـــع او بدون محطات وسيطة على اراضي دول اخر) :

لبنان ـ ايطاليا وما وراءها .

CONVENTION
DE CONCILIATION

- Signée à Beyrouth
- Le 15 Février 1949
- Ratification autorisée par la loi du 11 Septembre 1950.

اتفاق
التسوية

- وقع عليه في بيروت
- في ١٥ شباط ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١١ ايلول ١٩٥٠

ان رئيس الجمهورية اللبنانية

و رئيس الجمهورية الايطالية

رغبة منهما في عقد اتفاق للتسوية الودية للخلافات التي قد تنشأ بين البلدين عينا للهذه الغاية مفوضيهما:

فمن لدن رئيس الجمهورية اللبنانية: معالي حميد بك فرنجية وزير الخارجية واللبنانيين المغتربين .

ومن لدن رئيس الجمهورية الايطالية : سعادة ادولف السندريني المندوب فوق العادة والوزير المفوض للجمهورية الايطالية في لبنان .

وبعد ان تبادلا وثائق تفويضهما فوجدت مستوفية الشروط اتفقا على الاحكام التالية :

المادة الاولى ـ تتعهد حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة الجمهورية الايطالية بان تخضعا لاجراءات التسوية المنصوص عليها في المادة الرابعة وما يليها حتى الخامسة عشرة من هذا الاتفاق جميع القضايا التي قد يختلفان عليها ولا يتمكنان من حلها بالطرق السياسية العادية اذا اخفقت اجراءات التسوية يصار الى حل قضائي طبقا لاحكام المادة السادسة عشرة وما يليها من هذا الاتفاق .

المادة الثانية ـ ان الخلافات التي تطبق لحلها اجراءات خاصة نصت عليها اتفاقيات اخرى نافذة بين الفريقين المتنازعين ، تسوى طبقا لاحكام تلك الاتفاقيات .

المادة الثالثة ـ ١ ـ اذا كان الخلاف يتعلق بموضوع يعود امر النظر فيه حسب القوانين الداخلية لاحد الفريقين ، الى السلطات القضائية

او الادارية ، فيحق لهذا الفريق الاعتراض على اخضاع هذا الخلاف لمختلف الاجراءات المنصوص عليها فى هذا الاتفاق قبل ان تصدر السلطة المختصة قرارا نهائيا بشانه خلال مدة معقولة .

٢ — على الفريق الذي يرى فى مثل هذه الحال اللجوء الى الاجراءات المنصوص عليها فى هذا الاتفاق ان يبلغ الفريق الاخر رغبته هذه فى مهلة سنة تبدأ من تاريخ القرارالانف الذكر .

المادة الرابعة — تؤلف لجنة دائمة للتسوية فى مدة الستة الاشهر التي تلي البدء فى تنفيذ هذا الاتفاق .

تتالف هذه اللجنة من ثلاثة اعضاء

يعين كل من الفريقين الساميين المتعاقدين مفوضا يختاره من رعاياه وباتفاقهما يعينان الرئيس شرط ان لا يكون من رعاياهما ، وان لاتكون اقامته المعتادة فى اراضيهما ، وان لا يكون فى خدمتهما . واذا لم يتفقا على تعيين الرئيس ، خلال المهلة المنصوص عليها فى الفقرة السابقة او على تعيين خلف له ثلاثة اشهر ابتداء من تاريخ شغور المركز ، فيتم تعيينه بالطريقة التالية :

يقدم كل فريق من الفريقين الساميين المتعاقدين مرشحين اثنين يختارهما من قائمة اعضاء محكمة التحكيم الدائمة فى لاهاي من غير المعينين من قبلهما وغير رعايا احدهما ثم تجري القرعة على الرئيس من بين هؤلاء المرشحين .

يعين المفوضون لمدة ثلاث سنوات ويمكن تجديد تعيينهم . ويظلون فى مراكزهم حتى يتم استبدالهم وفى كل حال حتى تنتهي مدة انتدابهم .

لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين قبل الشروع بالاجراءات ان يعزل المفوض الذي عينه ويعين خلفا له . وله ايضا ان يعود عن موافقته على تعيين الرئيس .

فى حالة شغور مركز بانتهاء مدة التفويض او بالعزل او بالوفاة او الاستقالة او اي مانع اخر يصار الى ملئه فى اقرب وقت وفقا للطريقة المحددة للتعيين .

المادة الخامسة — يعرض الخلاف على لجنة التسوية بواسطة عريضة يوجهها الى الرئيس الفريقان متفقين او احدهما فى حال عدم الاتفاق .

وتتضمن العريضة بعد بيأن موضوع الخلاف دعوة اللجنة الى اتخاذ جميع التدابير التي من شأنها ان تؤدي الى تسوية .

اذا صدرت العريضة عن فريق واحد فعليه أن يبلغها الى الفريق الاخر فى الحال .

المادة السادسة ـ لكل من الفريقين ـ فى مهلة خمسة عشريوما تبدأ من التاريخ الذي يرفع فيه احدهما خلافا الى لجنة التسوية ـ الحق فى ان يستبدل ، بقصد درس هذا الخلاف ، مفوضه بشخص اخر ذي كفاءة خاصة فى الموضوع .

على الفريق الذي يمارس هذا الحق ان يبلغ ذلك فى الحال الى الفريق الاخر . ولهذا الفريق فى هذه الحال ، أن يحذو حذو الفريق الاول فى مهلة خمسة عشر يوما من تاريخ وصول التبليغ اليه .

المادة السابعة ـ تجتمع لجنة التسوية ، اذا لم يتفق الفريقان على خلاف ذلك ، فى المكان الذي يعينه الرئيس .

المادة الثامنة : ان مهمة لجنة التسوية هي ايضاح القضايا التي يدور عليها الخلاف وجمع كل المعلومات المفيدة فى هذا السبيل والسعي للتوفيق بين الفريقين .

وتضع اللجنة بعد دراسة القضية تقريرا تضمنه مقترحاتها لحل الخلاف .

المادة التاسعة ـ تجري الاجراءات امام لجنة التسوية بحضور الفريقين .

تحدد اللجنة اجراءات المحاكمة، آخذة بعين الاعتبار ـ اذا لم يقرر بالاجماع خلاف ذلك ـ الاحكام المنصوص عليها فى الباب الثالث من اتفاقية لاهاي المعقودة فى ١٨ تشرين الاول سنة ١٩٠٧ لتسوية الخلافات الدولية تسوية سلمية .

المادة العاشرة : تكون مداولات لجنة التسوية سرية الا اذا قررت خلاف ذلك بالاتفاق مع الفريقين .

المادة الحادية عشرة : للفريقين ان يعينا لدى اللجنة وكلاء ومستشارين وخبراء ليعملوا فى الوقت نفسه كوسطاء بينهما وبين اللجنة . ولهما الحق ايضا ان يطلبا الاستماع الى جميع الاشخاص الذين قد يريان فائدة فى شهاداتهم .

وللجنة من جهتها ان تطلب تفسيرات شفهية من الوكلاء والمستشارين والخبراء التابعين للفريقين ومن جميع الاشخاص

الذين ترى فائدة فى دعوتهم للمثول امامها وذلك بعد موافقة حكوماتهم .

المادة الثانيةعشرة: يتعهد الفريقان بتسهيل اعمال لجنة التسوية وخاصة بتزويدها جهد المستطاع بجميع الوثائق والمعلومات المفيدة وكذلك باستعمال كل الوسائل المتوفرة لهما بموجب قوانينهما لتمكين اللجنة من استدعاء الشهود او الخبراء والاستماع اليهم .

المادة الثالثة عشرة : تقدم لجنة التسوية تقريرها فى خلال اربعة اشهر ابتداء من اليوم الذي اضطلعت فيه بامر الخلاف ، الا اذا اتفق الفريقان على تمديد هذه المهلة .

ترسل صورة من التقرير الى كل من الفريقين . ولا يكون لهذا التقرير لا من حيث عرض الوقائع ولا من حيث الاعتبارات القضائية صفة القرار التحكيمي .

المادة الرابعة عشرة : تحدد لجنة التسوية المدة التي يجب على الفريقين خلالها ان يقولا قولهما في مقترحات التسوية التي تضمنها تقريرها . على ان لا تتجاوز الثلاثة اشهر .

المادة الخامسة عشرة : يتقاضى المفوضون اثناء المدة الفعلية التي تستغرقها اجراءات التسوية تعويضا يحدد الفريقان قيمته بالاتفاق ويتحملانه مناصفة .

ان النفقات العامة التي تنشأ عن سير اعمال اللجنة يتحملها الفريقان ايضا مناصفة بينهما .

المادة السادسة عشرة : اذا لم يقبل احد الفريقين بمقترحات لجنة التسوية او لم يعرب عن رايه خلال المدة المحددة فى تقريرها فلكل منهما ان يطلب رفع الخلاف الى محكمة العدل الدولية .

واذا رات محكمة العدل ان الخلاف ليس حقوقيا يتفق الفريقان على حله حلا منصفيا مرضيا .

المادة السابعة عشرة : يضع الفريقان المتعاقدان لكل قضية على حدة اتفاقا خاصا يحدد فيه بوضوح موضوع الخلاف والصلاحيات الخاصة التي يمكن اسنادها الى محكمة العدل الدولية وسائر الشروط المتفق عليها بينهما .

يتم الاتفاق بتبادل مذكرات بين حكومتي الفريقين المتعاقدين .

تفسر محكمة العدل الاتفاق في جميع نقاطه .

اذا لم يتم الاتفاق على التسوية

خلال ثلاثة اشهر ابتداء مـن اليوم الذي بلغ فيـه احـد الفريقين طلب الحل القضائي فلكل من الفريقين ان يرفع الامر الى محكمة العدل باستدعاء عـادي .

المـادة الثامنـة عشرة : اذا رات محكمة العدل الدولية أن هيأة قضائية او اية سلطة اخرى تابعـة لاحـد الفريقين المتعاقدين اصدرت قـرارا يناقض القانون الدولي مناقضة كلية او جـزئيـة ، واذا كانت الحقـوق الدستورية لدى هذا الفريق لا تمكن كليا او جزئيا من ازالة نتائج هـذا القرار بالطـرق الادارية فيصـار عندئذ الى منح الفريق المتضرر ترضية عادلة من نوع اخر .

المـادة التاسعـة عشرة : ينفـذ الفريقان بحسن نية القرار الصـادر عن محكمة العدل الدولية .

ان الصعوبات التي قد تنشأ عـن تفسير القرار تفصل فيهـا محكمـة العدل ، ولكل من الفريقين ان يرفع اليها ذلك باستدعاء عادي .

المادة العشرون : علـى الفريقين المتعاقدين ان يمتنعا اثناء القيـام باجراءات التسويـة أو بالاجـراءات القضائية ، عـن كل تدبير يمكـن ان يكـون له ثر ضـار سواء فى قبـول مقترحات لجنة التسوية او فى تنفيذ قرار محكمة العدل الدولية .

المادة الواحدة والعشرون : اذا كان احـد اجراءات التسويـة او احـد الاجراءات القضائية لا يزال معلقـا عند انتهاء مدة هذه الاتفاقية فانـه يتابع سيره طبقا لاحكامها او لاحكام اية اتفاقية اخرى قد يرى الفريقان ابدالها بها ..

المـادة الثـانيـة والعشرون : ان المنازعات التي قد تنشأ ، سواء عـن تفسير هذا الاتفاق او عن تنفيذه ، ترفع مباشرة باستدعاء عادي الـى محكمة العدل الدولية .

المادة الثالثة والعشرون : يبرم هذا الاتفاق فى اقرب وقت ممكن ويدخل فى حيز التنفيذ فور تبادل وثائـق الابرام الذي سيتم فى روما . ويعمل به لمدة خمس سنوات تبدأ من تاريخ تبادل وثائق ابرامه . واذا لم يعلن عن ابطاله قبل ستة اشهر من انتهاء هذه المدة يظـل نافـذا لمـدة خمس سنوات اخرى وهكذا دواليك .

واثبـاتا لذلـك وقـع المفوضـان المذكوران اعلاه هذا الاتفاق ومهراه بخاتميهما .

كتب فى بيروت فى الخامس عشر من شهر شباط عام الف وتسعماية وتسعة واربعين .

TRAITE

D'AMITIE DE COMMERCE, ET DE NAVIGATION

- **Signé à Beyrouth**
- **Le 15 Février 1949**
- **Ratification autorisée par la loi du 11 Septembre 1950.**

معاهدة

صداقة وتجارة وملاحة

- وقع عليها في بيروت
- في ١٥ شباط ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليها بموجب قانون ١١ ايلول ١٩٥٠

Le Président de la République libanaise,

et le Président de la République italienne,

Animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié traditionnelle entre leurs deux Pays et d'en développer les relations économiques, commerciales et maritimes, ont résolu de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation sur la base des principes de l'égalité de traitement avec les nationaux et de la nation la plus favorisée et ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République libanaise :

Son Excellence Hamid Bey Frangié, Ministre des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer

Le Président de la République italienne :

Son Excellence Monsieur Adolfo Alessandrini, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République d'Italie au Liban ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Il y aura paix et amitié perpétuelle entre l'Italie et le Liban.

ARTICLE 2. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent que tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui

s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, seront soumis à une procédure de règlement pacifique dans les conditions qui seront fixées par une convention spéciale.

ARTICLE 3. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes peuvent librement entrer dans le territoire de l'autre partie et en sortir à tout moment, sous réserve des dispositions des lois de police, d'ordre et sûreté publics et de défense nationale qui sont applicables à tous les étrangers. Sous les mêmes réserves, ils pourront voyager sur ledit territoire, s'y établir et y séjourner aux mêmes conditions que les nationaux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de la plus constante protection et sûreté pour leurs personnes, leurs biens et intérêts et bénéficieront à cet égard des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux.

ARTICLE 4. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront de plein droit sur le territoire de l'autre Partie du même traitement que les nationaux en ce qui concerne les droits privés et civils, l'exercice du commerce, de l'industrie, des professions et des métiers, sauf dans les cas où la qualité de ressortissant de l'Etat est exigée par la loi du pays dans un intérêt d'ordre public, comme condition essentielle pour permettre l'exercice des dits droits et activités. Toutefois, le traitement des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie ne pourra dans aucun cas être moins favorable que celui reconnu aux ressortissants de tout autre Etat, sous condition de réciprocité.

ARTICLE 5. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas tenus, sur le territoire de l'autre Partie, de payer des taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux pour l'acquisition des biens meubles ou immeubles ou pour disposer de ces biens par voie de vente, échange, donation, testament, héritage ou toute autre voie.

Les sociétés et associations bénéficieront, en tant que de besoin, des dispositions que dessus.

ARTICLE 6. — Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage, à ne prendre vis-à-vis des biens, droits et intérêts légalement possédés sur son territoire

par les ressortissants de l'autre Partie, aucune mesure de disposition, limitation, restriction ou d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, qui ne serait pas applicable dans les mêmes conditions à ses nationaux, ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour les indemnités auxquelles ces mesures donneront lieu.

ARTICLE 7. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens. A cet effet, les ressortissants, les personnes juridiques et les sociétés civiles et commerciales de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre, libre et facile accès devant les Tribunaux à tous les degrés de juridiction, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits et intérêts. Ils jouiront à cet égard des mêmes droits et avantages que les nationaux. Ils ne seront pas astreints, conformément au chapitre III de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile, à fournir la cautio judicatum solvi en se soumettant, toutefois, aux règles contenues dans ladite Convention et relatives à l'exécution des condamnations aux frais de justice. Ils jouiront en outre de l'assistance judiciaire gratuite, suivant les conditions du chapitre IV de la même Convention.

ARTICLE 8. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées de terre et de l'air ou dans la marine, soit dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, d'ordre judiciaire, administratif ou municipal, de toute contribution, soit pécuniaire soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels visés ci-dessus et de toute réquisition et prestation militaires. Seront toutefois exceptées les charges qui sont connexes à la possession ou à la location des immeubles, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires, auxquelles les nationaux peuvent également être appelés à se soumettre en qualité de propriétaires fonciers ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas les intérêts des ressortissants de chacune des Parties jouiront, en ce qui concerne les compensations et indemnités et la fixation des prix de réquisition,

de la même protection accordée en pareil cas aux nationaux.

Il est, en outre, entendu que, en ce qui concerne les matières ci-dessus, les ressortissants de chacune des Parties ne seront jamais traités dans le territoire de l'autre d'une manière moins favorable que les ressortissants de tout autre Etat.

ARTICLE 9. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux, dans des situations identiques ; ils bénéficieront notamment, dans les mêmes conditions que les nationaux, des réductions ou exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements à la base, y compris les déductions accordées pour charges de famille.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, tant que ces taxes seront perçues sur les autres étrangers. Le taux de ces taxes ne pourra pas être supérieur à celui des taxes perçues sur les ressortissants de tout autre Etat.

ARTICLE 10. — Les sociétés civiles, commerciales, industrielles, financières, bancaires, d'assurances, de transport, ainsi que les établissements publics d'assurances et tous autres établissements et sociétés de caractère économique, constitués conformément aux lois de l'une des Parties et y ayant leur siège social, seront reconnues de plein droit par l'autre Partie comme existant régulièrement.

Ils pourront s'établir sur le territoire de ladite Partie et y créer des filiales, succursales et agences et y exercer toutes activités industrielle, commerciale ou économique, suivant les modalités, limitations et conditions établies par les lois en vigueur et qui sont applicables aux sociétés et établissements de tout autre pays, et si elles obtiennent l'autorisation nécessaire dans le cas où une telle autorisation est prévue par ces lois.

La capacité d'ester en justice desdits établissements et sociétés, ainsi que celle de leurs filiales, succursales et agences seront déterminées d'après leur statut et la loi du pays où ces sociétés et établissements ont été constitués.

Lesdits établissements et sociétés ne seront tenus, pour l'exercice de leurs activités commerciales, industrielles ou économiques dans le territoire de l'autre partie, des impôts, droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux perçus sur les nationaux.

Les ressortissants et les sociétés ou établissements de l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront taxés par l'autre Partie qu'à raison de la part d'actif social qu'ils ont investi sur son territoire, des bénéfices qu'ils y réalisent ou des affaires qu'ils pratiquent.

ARTICLE 11. — Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux Pays, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre pays, de faire dans ce pays les achats pour leurs commerce, fabrication ou autre entreprise et d'y rechercher des commandes avec ou sans échantillons chez les producteurs et commerçants, sans être soumis, à ce titre, à aucun droit ou taxe, pourvu que leur séjour dans le pays respectif ne dépasse pas six mois par an. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela serait permis aux voyageurs de commerce nationaux.

La carte de légitimation mentionnée ci-dessus devra être établie conformément au modèle indiqué dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières signée à Genève le 3 novembre 1923. Elle sera valable durant le cours de l'année solaire pour laquelle elle a été délivrée.

Chacune des Hautes Parties Contractantes fera connaître à l'autre les Autorités compétentes pour délivrer les cartes de légitimation.

En ce qui concerne les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commande chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Hautes Parties Contractantes se réservent, à cet égard, l'entière liberté de leur législation.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront admis temporairement dans chacun des deux pays en franchise de droit, conformément aux règlements et for-

malités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur ne peuvent pas être considérés comme échantillons ou qui, à cause de leur nature, ne pourraient être identifiés lors de leur réexportation.

ARTICLE 12. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, réserve faite des cas où le présent traité en dispose autrement, pour tout ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits, les formalités douanières, l'importation et l'exportation des marchandises, le transit, la réexportation, l'entreposage, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir à tout autre Etat, seront étendus immédiatement et sans conditions à l'autre Partie Contractante.

Par application de ce principe, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire d'une des Hautes Parties Contractantes ne seront soumis, à l'importation dans le territoire de l'autre Partie, à des droits ni plus élevés ni autres que ceux auxquels seront assujettis les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

De même à l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu au Liban et à l'exportation vers le Liban il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie, ou taxes qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

ARTICLE 13. — Les dispositions de l'article 12 ne sont point applicables :

a) aux faveurs spéciales que chacune des Hautes Parties Contractantes aurait accordées ou accorderait à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;

b) aux obligations imposées à l'une ou à l'autre des Hautes Parties Contractantes en vertu d'une union douanière ou d'un régime similaire déjà contractés ou qui pourraient être contractés à l'avenir y compris les accords provisoires nécessaires pour la mise en oeuvre des dites unions douanières ou régimes similaires ;

c) aux obligations imposées à l'une des Hautes Parties Contractantes par des accords économiques ou douaniers multilatéraux dont elle est partie et auxquels l'autre Partie contractante peut adhérer ;

d) aux avantages spéciaux que la République italienne aurait déjà accordés ou accorderait à l'avenir à la République de San Marino, à la Cité du Vatican ou à des territoires ayant un statut juridique spécial internationalement reconnu ;

e) aux avantages spéciaux que le Liban aurait déjà accordés ou accorderait à l'avenir à un pays membre de la Ligue des Etats arabes ou membre de la Commission économique du Moyen-Orient.

ARTICLE 14. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver leur commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, pourront avoir lieu uniquement dans les cas suivants :

a) dans des circonstances exceptionnelles se rapportant à des prévisions de guerre ;

b) pour des raisons de sûreté publique ;

c) dans l'intérêt des monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

d) afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établis par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur, des marchandises nationales similaires ;

e) en vue de l'application des prescriptions de police sanitaire adoptées conformément aux principes internationaux y relatifs, dans l'intérêt de la santé publique ou de la protection des animaux et des plantes.

ARTICLE 15. — Les dispositions de l'article 14 ne portent aucune atteinte aux prohibitions ou restrictions quantitatives des importations et exportations des marchandises adoptées ou à adopter à titre temporaire par les Hautes Parties Contractantes, en vue de sauvegarder l'équilibre de leurs balances des paiements. Ces restrictions pourront être aménagés chaque fois qu'il sera nécessaire.

Les Hautes Parties Contractantes appliqueront, toutefois, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus libérale.

En outre, dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi de dérogations ou la fixation de contingents seront examinés, sur demande de l'autre Partie Contractante de façon à n'affecter que le moins possible les relations commerciales entre les deux pays.

Néanmoins, l'importation d'échantillons sera toujours consentie.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent aussi à ne pas entraver l'importation des petites quantités d'un produit nécessaire pour obtenir ou conserver des brevets, marque de fabrique, droits d'auteur et droits similaires.

ARTICLE 16. — Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation de certificats constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale, ou qu'il doit être considéré comme tel étant donné la transformation qu'il a subie sur le territoire de l'autre Partie.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce et d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé, soit par le bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière.

Dans le cas où lesdits certificats ne seraient pas délivrés par une autorité gouvernementale autorisée à cet effet, le Gouvernement du Pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par son Représentant diplomatique ou par le fonctionnaire consulaire du lieu dont proviennent les marchandises. Les deux Gouvernements sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où le visa serait exigé.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

ARRICLE 17. — Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à admettre les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels de l'autre Partie pour établir que les produits naturels ou fabriqués, originaires du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des Hautes Parties Contractantes conserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspicion de fraude, à toute vérification uti-

le nonobstant la production du certificat d'analyse.

La procédure établie par chaque Partie pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons ainsi que les modèles des certificats seront notifiés à l'autre Partie et agréés par elle.

La liste des laboratoires officiels chargés dans chaque pays de délivrer les certificats d'analyse sera notifiée, par chacun des deux gouvernements à l'autre, dans le plus bref délai à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 18. — Aucun droit intérieur perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou de corporations, grevant actuellement ou à l'avenir la production, la fabrication ou la consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre, que pour les produits similaires nationaux.

ARTICLE 19. — Les Hautes Parties Contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires par voie ferrée et par voie d'eau, par route et par air, pour les marchandises de quelque origine que ce soit, y compris celles d'origine de l'un des Etats contractants, les personnes de la nationalité de l'autre Partie, ainsi que leurs bagages, les navires, bateaux, voitures, wagons, avions et autres instruments de transport dont le trajet par lesdits territoires, accompli avec ou sans transbordement, avec ou sans mise en entrepôt, avec ou sans rupture de change, avec ou sans changement de mode de transport, n'est que la ratification d'un trajet total, commencé ou devant être terminé en dehors des frontières de l'Etat à travers le territoire duquel le transit s'effectue.

En ce qui concerne la circulation des wagons de chemin de fer, les Hautes Parties Contractantes conviennent de leur appliquer, dans leurs territoires respectifs, les dispositions du Règlement pour l'usage réciproque des wagons de chemin de fer en service international revisé à Copenhague le 4 septembre 1947.

Les marchandises de toute nature, venant de l'une des Hautes Parties Contractantes, ou y allant, seront réciproquement affranchies dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, dé-

posées, rechargées et réemballées.

Il est entendu que les marchandises de provenance quelconque, qui transitent par les territoires d'une des Hautes Parties Contractantes ou qui y sont déposées dans des ports francs ou des entrepôts, ne seront pas soumises, à leur entrée dans les territoires de l'autre, à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus, si les marchandises étaient importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui transitent après avoir été transbordées ou réemballées dans un entrepôt.

Si une des Hautes Parties Contractantes accorde des avantages plus étendus que ceux prévus par le présent Traité à un pays n'ayant pas d'accès direct à la mer, tels avantages pourront être limités au pays indiqué.

ARTICLE 20. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins ou modèles industriels ou de fabrique de toute espèce.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour donner pleine et entière application, dans leurs relations réciproques, aux stipulations de la Convention d'Union de Paris du 29 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 4 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, à La Haye, le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 Juin 1934.

Le droit exclusif d'exploiter une marque de fabrique ou de commerce, un brevet d'invention, un modèle d'utilité, un dessin ou modèle industriel ou une œuvre scientifique, littéraire ou artistique, ne pourra avoir, au profit des Italiens sur le territoire libanais, ou des Libanais sur le territoire italien une durée plus longue que celle fixée par la loi à l'égard des nationaux.

Si l'un des droits ci-dessus mentionnés est tombé dans le domaine public au pays d'origine, il ne pourra être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

ARTICLE 21. — Les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes seront traités dans les ports de l'autre, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux ou les navires de la nation la plus favorisée, et cela tant par rapport aux

droits et taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que par rapport au placement de ces navires, leurs chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks et généralement pour toutes formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs organisations.

ARTICLE 22. — Seront complètement et réciproquement affranchis des droits de tonnage et d'expédition :

a) les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

b) les navires qui, en passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits ;

c) les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations d'ordre commercial. Les droits et taxes sanitaires seront acquittés dans tous les cas.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations d'ordre commercial, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'inavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage et la vente des marchandises avariées lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

ARTICLE 23. — Les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes entrant dans un des ports de l'autre Partie pour y décharger une partie de leur cargaison provenant de l'étranger pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance qui, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

De même les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, pour y composer ou compléter

leur chargement destiné à l'étranger, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareils cas, les navires nationaux.

En outre, les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes effectuant le commerce entre des ports hors du territoire de l'autre, pourront transporter, entre deux ports des territoires de cette dernière Partie, les passagers munis de billets directs ou les marchandises accompagnées de connaissements directs, s'il résulte de ces documents que lesdits passagers et marchandises proviennent de localités ou sont destinés à des localités situées en dehors des territoires susdits ; et, pour autant qu'ils seront engagés dans les transports visés ci-dessus, lesdits navires et leurs passagers et marchandises jouiront de tous les privilèges prévus par le présent Traité.

ARTICLE 24. — Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, des canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, des signaux et feux à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et ponts publics, magasins et établissements pour le sauvetage et l'emmagasinage de la cargaison, des navires et autres objets, en tant que ces établissements ou ouvrages sont destinés à l'usage du public, qu'ils soient administrés par l'Etat ou par les particuliers.

Sauf les règlements spéciaux sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe s'il n'a pas été fait réellement usage de ces établissements et ouvrages.

ARTICLE 25. — Tout navire de l'une des Hautes Parties Contractantes qui serait forcé par la tempête ou par un accident quelconque de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national.

Si cependant le capitaine d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Hautes Parties Contractantes fit naufrage, échouât ou souffrît quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant en cas de besoin de déposer à terre ses marchandises ou même de les transborder sur d'autres navires, sans exiger aucun droit ni impôt, ni contribution quelconque, à moins que lesdites marchandises ne soient livrées à la consommation intérieure.

Le navire naufragé ou échoué et toutes ses parties ou débris, ses provisions et gréements, et tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis au propriétaire ou à ses délégués, sur leur réclamation.

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Consul-Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire italien ou libanais dans le ressort duquel le naufrage ou l'échouement aura eu lieu.

Lesdits consuls, propriétaires ou agents ne paieront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

ARTICLE 26. — La nationalité des navires sera constatée selon les lois de la Partie à laquelle appartient le navire, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord, délivrés par les autorités compétentes.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Parties Contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Jusqu'à la concluscion d'un accord spécial pour la reconnaissance respective des certificats de jaugeage, les navires de chacune des Parties Contractantes, mesurés selon les règles du système Moorson, ne seront pas assujettis dans les ports de l'autre Partie, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, la capacité nette de registre inscrite sur les papiers de bord étant considérée comme équivalente à la capacité nette de registre des navires nationaux.

ARTICLE 27. — Le traitement des navires nationaux ou de ceux de la nation la plus favorisée ne s'étend pas :

a) à l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale, en ce qui concerne les encouragements, soit à l'industrie des constructions navales, soit à la navigation au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales ;

b) aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique ;

c) à l'usage du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime ;

d) à l'émigration et au transport des émigrants, étant entendu que, à ce sujet, un accord pourra être conclu, le cas échéant, entre les Hautes Parties Contractantes ;

e) au cabotage, qui est réservé aux navires nationaux ;

f) à la pêche dans les eaux territoriales des deux Etats.

ARTICLE 28. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ouvrir, aussitôt que possible, des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords spéciaux pour assurer, dans la plus large mesure possible, aux travailleurs de chacun des deux Pays sur le territoire de l'autre et à leurs ayant-droit, l'égalité de traitement avec les nationaux en tout ce qui touche l'application des lois concernant la protection du travail, l'assistance médicale hospitalière et les assurances sociales contre les différents risques.

ARTICLE 29. — S'il s'élève entre les Hautes Parties Contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application du présent Traité et si l'une des Hautes Parties Contractantes demande que le litige soit soumis à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même quant à la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des Hautes Parties Contractantes ait à nommer en qualité d'arbitre un de ses ressortissants, et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre un ressortissant d'un autre Etat ami.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent de s'accorder à l'avance et pour une période de temps déterminée, sur la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de troisième arbitre.

La décision des arbitres sera défiinitive et aura force obligatoire.

ARTICLE 30. — Le Présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans. Ce délai passé, il pourra être dénoncé en tout temps, la dénonciation prenant effet six mois à compter du jour de sa notification.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leur sceau.

Fait à Beyrouth, en double exemplaire, le 15 Février 1949.

A. ALESSANDRINI
H. FRANGIE

ACCORD COMMERCIAL

اتفاق التبادل التجاري

- Signé à Rome
- le 27 Mai 1950.
- Ratification autorisée par D. 2449/K du 20 Juillet 1950.
(J.O. 1950 — n° 30 — p 490)
- Publié au J.O. 1950 — n° 30 — p. 491.

- وقع عليه فى روما
- فى ٢٧ ايار ١٩٥٠
- صدق بموجب المرسوم رقم ٢٤٤٩ تاريخ ٢٠ تموز ١٩٥٠
(جر ـ ١٩٥٠ـ عدد ٣٠ ص ٤٩٠)
- نشر هذا الاتفاق فى الجريدة الرسمية (١٩٥٠ـعدد ٣٠ ـ ص ٤٩١)

روما فى ٢٧ ايار سنة ١٩٥٠

الى سعادة اميل خوري
المندوب فوق العادة والوزير المفوض للجمهورية اللبنانية

سيدي الوزير

اتشرف بافادتكم ان الحكومة الايطالية ، تمشيا مع رغبتها فى تفهم حاجات الزراعة اللبنانية وفى توسيع مدى التبادل مع لبنان ، قررت تحقيق مقايضة عامة ترمي الى تبادل منتجات ومصنوعات مبينة انواعها وكمياتها فى اللائحتين ا و ب المودعة ربطا ومحددة اسعارها جميعا بمبلغ مليونين ومائتين وخمسين الف دولار اميركي من كلا الجانبين وذلك فى ظرف سنة .

ومن المتفق عليه ان يكون الدولار الاميركي عملة الحساب بين الفريقين

وسيقوم بتنظيم المقايضة من الجانب الايطالي المعهد الوطني للتجارة الخارجية . وهو الذي سيوزع الكميات على ذوي الشأن فى ايطاليا ويؤمن الاتصال بالهيئة التي سيعهد اليها بالتنظيم والاتصال من الجانب اللبناني .

واني ارجو ان تطلعوني على اسم هذه الهيئة .

وفى حال قبول حكومتكم ، يكون لهذا الكتاب وللجواب الذي تتكرمون سعادتكم بارساله الى قوة الاتفاق بين بلدينا .

وتفضلوا يا سعادة الوزير بتقبل اجلالي واحترامي .

سفورزا

روما في ٢٧ ايار سنة ١٩٥٠

الى معالي
الكونت كارلو سفورزا
وزير الخارجية
رومـــا

سيدي الوزير

لقد تشرفت وتسلمت الكتاب الذي تفضلتم معاليكم ووجهتموه الي بتاريخ هذا اليوم والذي نص على ما يلي :

« اتشرف بافادتكم ان الحكومة الايطالية ، تمشيا مع رغبتها في تفهم حاجات الزراعة اللبنانية وفي توسيع مدى التبادل مع لبنان ، قررت تحقيق مقايضة عامة ترمي الى تبادل منتجات ومصنوعات مبينة انواعها وكمياتها في اللائحتين ا و ب المودعة ربطا ومحددة اسعارها جميعا بمبلغ مليونين ومائتين وخمسين الف دولار اميركي من كلا الجانبين وذلك في ظرف سنة .

ومن المتفق عليه ان يكون الدولار الاميركي عملة الحساب بين الفريقين وسيقوم بتنظيم المقايضة من الجانب الايطالي المعهد الوطني للتجارة الخارجية .. وهو الذي سيوزع الكميات على ذوي الشأن في ايطاليا ويؤمن الاتصال بالهيئة التي سيعهد اليها بالتنظيم والاتصال من الجانب اللبناني واني ارجو اليكم ان تطلعوني على اسم هذه الهيئة .

وفي حالة قبول حكومتكم ، يكون لهذا الكتاب وللجواب الذي تتكرمون سعادتكم بارساله الي قوة الاتفاق بين بلدينا . »

واني اذ احيطكم علما بان الهيئة التي سيعتمدها الجانب اللبناني لتوزيع الكميات بين اصحاب العلاقة ولتأمين الاتصالات بالمعهد الوطني للتجارة الخارجية هي وزارة الاقتصاد الوطني ، اتشرف بان اؤكد لمعاليكم موافقة حكومتي على ما سبق وارجو ان تتقبلوا معاليكم اسمى اجلالي واحترامي .

اميل خوري

٢

اللائحـــة ا

التصدير اللبناني الى ايطاليا

البضائع		القيمة بالدولار
بيض		١٠٠ ٠٠٠
شعير ومشتقاته		٢٣٠ ٠٠٠
الخضار المجفف (حمص ـ عدس ـ فول ـ فاصوليا)		٨٥ ٠٠٠
باقية		٤٥ ٠٠٠
بطاطا		٧٥ ٠٠٠
توم وبصل		٤٥ ٠٠٠
موز	٥٠٠ طن	×٨٥ ٠٠٠
فاكهة مجففة (زبيب سلطاني الخ ٠)		٣٠٠ ٠٠٠
بذور زيتية		٤٠ ٠٠٠
جفت الزيتون والبذور الزيتية		٧٥ ٠٠٠
زيت زيتون	٥٠٠٠ طن	×٤٠٠ ٠٠٠×
صوف	٨٠٠ طن	×٦٠٠ ٠٠٠
عظام		٤٥ ٠٠٠
جلود طبيعية		٣٠٠ ٠٠٠
مصنوعات فنية		٧٥ ٠٠٠
بضائع مختلفة		٢٠ ٠٠٠

المجموع ٢ ٢٥٠ ٠٠٠ دولار

× ان السعر المعين مـن قبيل التقدير فقط

اللائحة ب

التصدير الايطالي الى لبنـان

البضائع	القيمة بالدولار
جبن	١٠ ٠٠٠
اغراس للحدائق وبذور زهر واغراس اشجارمثمرةومزهرة	٣٥ ٠٠٠
بذور للزرع	٧٥ ٠٠٠
ارز	١٥٠ ٠٠٠
حلويات	٢٠ ٠٠٠
ماكولات محفوظة	٢٠ ٠٠٠
نبيذ مختلف الانواع ومشروبات روحية	٣٠ ٠٠٠
منسوجات قطنية	٣٠٠ ٠٠٠
خيوط ومنسوجات صوفية	٢٣٠ ٠٠٠
ملابس جاهزة	٧٥ ٠٠٠
خيوط ومنسوجات من الحرير الصناعي	٢٧٠ ٠٠٠
مصنوعات حديدية (قساطل وحديد للترابة المسلحة الخ.)	٣٠ ٠٠٠
آلات زراعية	١٥٠ ٠٠٠
آلات صناعية وادوات منزلية	٧٥ ٠٠٠
مواد وآلات كهربائية	٧٥ ٠٠٠
آلات للتصوير الشمسي	١٠ ٠٠٠
قطع لاجهزة الراديو	١٠ ٠٠٠
سيارات وجرارات (تراكتورات)	١٥٠ ٠٠٠
رخام ومرمر	٧٥ ٠٠٠
ترابة	٢٥ ٠٠٠
قيشاني وصيني	٥٠ ٠٠٠
زجاج	٣٠ ٠٠٠
خشب ومشتقاته	٤٠ ٠٠٠
اثاث ومصنوعات خشبية	٤٠ ٠٠٠

البضائع	القيمة بالدولار
مصنوعات كيمائية وصيدنية وعقاقير طبية	۱۰۰ ۰۰۰
ورق وكرتون	۷٥ ۰۰۰
ارمونيكا	۱۰ ۰۰۰
زرار	۱۰ ۰۰۰
برانيط من جوخ وقش ومشتقاتها	۲۰ ۰۰۰
مصنوعات حساسة للتصوير الشمسي والسينما	۱٥ ۰۰۰
مصنوعات يدوية	۱٥ ۰۰۰
بضائع مختلفة	۲۰ ۰۰۰
المجموع	۲ ۲٥۰ ۰۰۰

JAPON

اليابان

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — JAPON

اتفاقات دولية
بين لبنان واليابان

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **29 Juillet 1936**
  ACCORD COMMERCIAL

  — arrêté 167/LR du 19 Août 1936, portant application de cet accord
  (B.O. — 1936 p. 345)

- **٢٩ تموز ١٩٣٦**
  اتفاق تجـــاري

  ـ قرار ١٦٧ تاريخ ١٩ اب ١٩٣٦
  وضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ
  (ن٠م ـ ١٩٣٦ ـ ص ٣٤٥)

- **23 Avril 1937**
  ADDITIF A L'ACCORD COMMERCIAL

  — arrêté 74/LR du 18 Mai 1937, portant application de l'additif.
  (B.O. — 1937 p. 128)

  — arrêté 158/LR du 27 Juillet 1939 portant application provisoire de l'arrangement commerce avec le Japon.

- **٢٣ نيسان ١٩٣٧**
  ملحق للاتفاق التجاري

  ـ قرار ٧٤/لر تاريخ ١٨ ايار ١٩٣٧
  وضع هذا الملحق موضع التنفيذ
  (ن٠م ـ ١٩٣٧ ـ ص ١٢٨)

  ـ قرار ١٥٨/لر تاريخ ٢٧ تموز ١٩٣٩
  وضع الاتفاق التجاري مع اليابان
  موضع التنفيذ الموقت

ح

ح

JORDANIE

المملكة الاردنية الهاشمية

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — JORDANIE

اتفـــاقات دولية

بين لبنان

والمملكة الاردنية الهاشمية

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **10 Mai 1923**
  ACCORD DOUANIER
  (AD — p. 143)

- ١٠ ايار ١٩٢٣
  اتفاق جمركي
  (و.د ـ ص ١٤٣)

- **27 Février 1924**
  ADDENDUM A L'ACCORD DOUANIER 10-5-23
  (AD — p. 146)

- ٢٧ شباط ١٩٢٤
  ملحق للاتفاق الجمركي تاريخ
  ١٠ ـ ٥ ـ ١٩٢٣
  (و.د ـ ص ١٤٦)

- **21 Janvier 1925**
  ADDENDUM A L'ACCORD DOUANIER 10-5-23
  (AD — p. 148)

- ٢١ كانون الاول ١٩٢٥
  ملحق للاتفاق الجمركي تاريخ
  ١٠ ـ ٥ ـ ١٩٢٣
  (و.د ـ ص ١٤٨)

- **8-12 Mars 1927**
  ACCORD POSTAL
  (Echange de colis postaux)

  — Approuvé sous le N° 405/A, à Beyrouth le 25 Avril 1927

- ٨ ـ ١٢ اذار ١٩٢٧
  اتفاق بريدي
  (مبادلة الطرود البريدية)

  ـ صدق عليه تحت رقم ٤٠٥/أ في بيروت بتاريخ ٢٥ نيسان ١٩٢٧

- **20 Mars 1927**
  ACCORD SANITAIRE
  (Peste bovine)
  (AD — p. 117)

- ٢٠ اذار ١٩٢٧
  اتفاق صحي
  (بشأن طاعون المواشي)
  (و.د ـ ص ١١٧)

● **4 Octobre — 21 Décembre 1927**
ACCORD JUDICIAIRE

— Lettre concernant l'extradition des délinquants.

— Convention pour l'échange des actes judiciaires.
(AD — p. 139 et 141)

● **29 Décembre 1929**
CONVENTION DE BON VOISINAGE
(Règlement des litiges entre nomades)
(AD — p. 133)

● **20 Août — 5 Septembre 1932**
ACCORD SUR LES VISAS DE PASSEPORTS
(AD. — p. 109)

● **Décembre 1932**
ACCORD DE TRANSPORTS DE TROUPES

— arrêté 173/LR du 6 Décembre 1932
portant publication de cet accord
(B.O. 1932 — p. 300)

● **15 Décembre 1932**
ACCORD SANITAIRE
(Transport des corps)
(AD — p. 151)

● **٢٤ تشرين الاول ـ ٣١ كانون الاول ١٩٢٧**
اتفاق قضائي

ـ رسالة متعلقة بتسليم المجرمين

ـ اتفاق مبادلة الوثائق القضائية
(و.د ـ ص ١٣٩ و ١٤١)

● **٢٩ كانون الاول ١٩٢٩**
اتفاق حسن جوار
حل الخلافات بين البدو
(و.د ـ ص ١٣٣)

● **٢٠ اب ـ ٥ ايلول ١٩٣٢**
اتفاق بشان التاشيرات على جوازات السفر
(و.د ـ ص ١٠٩)

● **كانون الاول ١٩٣٢**
اتفاق نقل الجيوش

ـ قرار ١٧٣/ل.ر تاريخ ٦ كانون الاول ١٩٣٢
نشر هذا الاتفاق
(ن.ر ١٩٣٢ ـ ص ٣٠٠)

● **١٥ كانون الاول ١٩٣٢**
اتفاق صحي
(نقل الجثث)
(و.د ـ ص ١٥١)

- **24 Janvier 1933**
  ACCORD POSTAL
  (Avenant à l'accord du 8-12 Mars 1927)

— arrêté 78/LR du 29 Mai 1933 portant publication de cet avenant
(BO. 1933 — p. 152)

- **Novembre 1942**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct de mandats-poste)

— arrêté 547/FC du 14 Novembre 1942
publiant et mettant en exécution cet accord.
(BO 1942)

- **٢٤ كانون الثاني ١٩٣٣**
  اتفاق بريدي
  (ملحق لاتفاق
  ٨ ـ ١٢ ـ اذار ١٩٢٧)

ـ قرار ٧٨/ل ر تاريخ ٢٩ ايار ١٩٣٣
نشر هذا الملحق
(ن٠م ـ ١٩٣٣ ـ ص ١٥٢)

- **تشرين الثاني ١٩٤٢**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة الحوالات البريدية)

ـ قرار ٥٤٧/ ف م تاريخ
١٤ تشرين الاول ١٩٤٢
نشر هذا الاتفاق ووضع موضع التنفيذ
(ن٠م ١٩٤٢)

APRES NOVEMBRE 1943

- **27 Juin 1950 — Beyrouth**
  ACCORD DE TRANSPORT DES MARCHANDISES POUR LES REFUGIES

- **1 Novembre 1950 — Beyrouth**
  ACCORD DE TRANSPORT AERIEN
  (Procès-verbal)

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٧ حزيران ١٩٥٠ ـ بيروت**
  اتفاق نقل البضائع المعدة للاجئين

- **١ تشرين الثاني ١٩٥٠**
  اتفاق النقل الجوي
  (محضر اجتماع)

ح ح

ACCORDS JUDICIAIRES

اتفاقات قضائية

● Vu l'usage courant de ces documents, nous les publions dans le présent recueil, bien qu'ils soient antérieurs à Novembre 1943.

● ننشر هذه الوثائق لاهميتها فى المعاملات القضائية رغما عن انها من الاتفـــاقات المعقودة قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

1 — EXTRADITION DES DELINQUANTS

١ ـ تسليم المجرمين

Le Maréchal Lord Plumer, Haut-Commissaire de S.M. Britannique pour la Transjordanie
à S.E. M. Henri Ponsot, Haut Commissaire de la République Française pour la Syrie et le Liban

(Traduction)

Excellence,

J'ai l'honneur de vous transmettre pour information la copie ci-jointe de la traduction d'une loi d'Extradition prise par le gouvernement Transjordanien et qui se substituera à la manière de procéder prévue dans la note verbale qui a été jusqu'à présent en vigueur entre la Syrie et le Liban, et la Palestine.

Vous remarquerez que le traité d'extradition, entre le gouvernement de sa Majesté et la France, a été par proclamation, appliqué à la Transjordanie. De plus, comme la section 3 de la loi stipule que pour l'application de cette loi, toute colonie, dépendance, territoire mandaté et tout navire d'un état étranger seront considérés comme faisant partie de cet état, la loi sera également appliquée à la Syrie pour laquelle la France détient un mandat.

PLUMER

2 — ECHANGE DES ACTES JUDICIAIRES

٢ ـ مبادلة الوثائق القضائية

Entre Son Excellence le Président du Conseil, représentant le gouvernement de Transjordanie,

et

Son Excellence le Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban,

Agissant en vertu des pouvoirs qui leur sont respectivement conférés,

A été conclue la convention provisoire suivante :

ARTICLE PREMIER. — Les services judiciaires de la Transjordanie, de Syrie et du Liban pourront faire directement entre eux la transmission et l'échange des actes judiciaires et autres documents légaux relatifs à l'Administration de la justice civile et pénale.

ARTICLE 2. — Les actes judiciaires visés dans la présente convention sont :

En matière civile, les actes tels que assignations, significations, commissions rogatoires.

En matière pénale, les citations à témoins, significations de jugements et arrêts, commissions rogatoires.

Cette énumération n'est pas limitative.

Sont, par contre, formellement réservés et ne pourront être délivrés par cette voie, les actes comportant, à un titre quelconque, prise de corps, arrestation ou comparution forcée, tels que mandats d'arrêts ou de dépôt, mandat d'amener, de comparution, ordonnance de prise de corps.

Si un témoin convoqué par la voie sus-indiquée paraît devoir être inculpé, il pourra en être informé, mais devra être laissé libre de regagner la frontière et la procédure d'extradition devra être le cas échéant, ultérieurement employée.

ARTICLE 3. — Les transmissions prévues par la présente convention devront se faire entre les Etats de Syrie et du Liban et celui de la Transjordanie par l'intermédiaire des Ministres ou Directeurs de la Justice, les Tribunaux n'étant pas admis à communiquer directement entre eux.

ARTICLE 4. — La présente convention est conclue pour une durée de douze mois, renouvelable par tacite reconduction.

Elle entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties contractantes.

Ammane, le 15 *février* 1928
Beyrouth, le 31 *décembre* 1927

H, PONSOT

ACCORD

DE TRANSPORT DE MARCHANDISES

- **Transport de marchandises pour les Réfugiés**
- **Signé à Beyrouth**
- **Le 27 Juin 1950**
- **Ratifié par le D. 2454/K du 20 Juillet 1950. (J.O. 1950 — n° 30 — p. 496)**
- **Date d'entrée en vigueur : le 30-7-1950**
- **Le texte officiel est établi en langue arabe.**

اتفاق

نقل بضائع

- **نقل البضائع المعدة للاجئين**
- **وقع عليه في بيروت**
- **في ٢٧ حزيران ١٩٥٠**
- **صدق عليه بموجب المرسوم ٢٤٥٤/ك تاريخ ٢٠ تموز ١٩٥٠ (جر ١٩٥٠ - عدد ٣٠ - ص٤٩٦)**
- **تاريخ مباشرة التنفيذ : ٣٠ - ٧ - ٩٥٠**
- **وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية**

ان حكومة الجمهورية اللبنانية

وحكومة المملكة الاردنية الهاشمية

رغبة منهما في تنظيم نقل المؤن الواردة للاجئين في اراضي المملكة الاردنية الهاشمية وتسهيل وصولها باسرع الطرق الممكنة واقلها نفقة .

قد اعتزما عقد اتفاق لهذا الشان وعينا لهذه الغاية مندوبين مطلقي الصلاحية :

عن حكومة الجمهورية اللبنانية :

معالي فيليب بك تقلا، وزير الخارجية والمغتربين .

عن حكومة المملكة الاردنية الهاشمية : معالي سعيد بك علاء الدين ، وزير التجارة والجمارك .

اللذين بعد ان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت مستوفية الشروط ، اتفقا على الاحكام التالية :

المادة الاولى : - خلافا لاحكام المادة الاولى من الاتفاق الجمركي المعقود بين البلدين بتاريخ ١٠ - ٥ -

١٩٢٣ تسمح حكومة الجمهورية اللبنانية بنقل مؤن اللاجئين للاردن عبر الاراضي اللبنانية بالسيارات باستثناء السكر والقمح ومشتقاته. ويقصد بالمؤن المواد الغذائية والصحية والطبية والكساء المخصصة فعلا للاجئين دون سواهم .

المادة الثانية ـ خلافا للانظمة الجمركية المرعية فى لبنان تسمح حكومة الجمهورية اللبنانية للسيارات الاردنية والسورية العاملة لحساب وكالة اغاثة اللاجئين الدولية بان تساهم ضمن النسب المحددة فى المادة الثالثة من هذا الاتفاق بنقل المؤن المعدة للاجئين الفلسطينيين فى الاردن على ان تحمل السيارات المذكورة اشارة وكالة اغاثة اللاجئين الدولية (UNRWA) ويعطى علم بارقامها الى مصلحة الجمارك اللبنانية .

وتحقيقا لهذا الغرض ، وشريطة المعاملة بالمثل، يمكن للسيارات الاردنية والسورية اجتياز الحدود اللبنانية السورية بقصد عبر الاراضي اللبنانية وهي فارغة .

المادة الثالثة ـ تساهم السيارات اللبنانية والاردنية والسورية بنقل مؤن اللاجئين شهريا فى حدود النسب التالية :

٣٠٪ ثلاثين فى المابة من مجموع الحمولة للسيارات اللبنانية .

٤٠٪ اربعين فى المابة من مجموع الحمولة للسيارات الاردنية

٣٠٪ ثلاثين فى المابة من مجموع الحمولة للسيارات السورية

تراعى هذه النسب وتراقب من قبل وكالة لامم المتحدة لاغاثة وتشغيل اللاجئين .

ويحق لكل من الجهات الرسمية المختصة مراقبة صحة التقيد بهذه النسب .

المادة الرابعة ـ بناء على رغبة الفريقين المتعاقدين بالمساهمة فى تخفيض اجور نقل مؤن اللاجئين بالخطوط الحديدية فقد اتفقا على تخفيض اجور النقل بالخطوط الحديدية ١٠٪ ويكون هذا التخفيض على اساس ان اجرة نقل الطن الواحد بسكة الحديد من بيروت الى عمان تساوي اجرة نقل الطن الواحد بالسيارات بين هذين البلدين بالقدر الذي تدفعه وكالة اغاثة اللاجئين الدولية اي ما يعادل ٣٩ تسعة وثلاثين ليرة لبنانية للطن الواحد تقريبا .

ولامكان تحقيق هذا الغرض يشترط مساهمة الحكومة السورية

بنصيبها من التخفيض المتفق عليه .

كذلك تعطى مؤن اللاجئين الاولية فى الشحن بواسطة السكة الحديدية

المادة الخامسة ـ فى الحالات التي يسمح فيها للسيارات الاردنية والسورية بدخول الاراضي اللبنانية لنقل مؤن اللاجئين يحظر عليها عملا بالانظمة المرعية تعاطي النقل لغير حساب اللاجئين .

المادة السادسة ـ تعفى السيارات اللبنانية والاردنية العاملة لحساب وكالة اغاثة اللاجئين الدولية شريطة المعاملة بالمثل من قسيمة الاستيراد الموقت وتمنح بيان استيراد موقت لمهلة ستة اشهر قابلة التجديد ، يؤشر عليه لدى كل دخول وخروج ويعتبر كدفتر مرور ، وتكون الكفالة فيه من قبل وكالة اغاثة اللاجئين .

المادة السابعة ـ يمنح سائقو السيارات اللبنانية والاردنيةالعاملون لحساب وكالة اغاثة اللاجئين سمة دخول لمدة ثلاثة اشهر تصلح لعدة سفرات ويعفون من سمة الخروج لقاء كفالة تقبلها مديرية الامن العام فى كل من البلدين خلال مدة السمة . على ان تبقى تدابير مديرية الامن العام فى كل من البلدين من حيث المراقبة الجارية حاليا سارية المفعول .

المادة الثامنة ـ يدخل هذا الاتفاق فى دور التنفيذ فور تصديقه من قبل مجلس الوزراء فى كل من البلدين ويعمل به طيلة مدة عمل وكالة اغاثة اللاجئين الدولية ويمكن فسخه بعد مدة شهر من تاريخ ابلاغ احد الفريقين رغبته فى ذلك الى الفريق الاخر .

حرر على نسختين اصليتين وقع عليهما المندوبان المفوضان فى بيروت بتاريخ السابع والعشرين من شهر حزيران عام الف وتسعماية وخمسين ويجري تبادل وثائق الابرام فى عمان.

٢

اتفاق
النقل الجوي

- محضر اجتماع
- وقع عليه فى بيروت
- فى ١ تشرين الثاني ١٩٥٠
- غ م - م.

ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

- **Procès-verbal**
- **Signé à Beyrouth**
- **le 1 Novembre 1950**
- **NR — E.**

فى الساعة الثامنة والنصف من نهار الاربعاء الواقع فى الاول من تشرين الثاني ١٩٥٠ اجتمع في مكتب مدير الطيران المدني اللبناني :

السادة : رشاد البديري ، مدير الطيران المدني الاردني ، سامي شقير، مدير الطيران المدني اللبناني ، عسكر الناصر ، السكرتير الاول فى المفوضية الملكية الهاشمية الاردنية، شفيق بدر، رئيس القسم الاداري فى الطيران المدني اللبناني ، ايلي يوسف البستاني ، رئيس دائرة فى وزارة العدلية اللبنانية.

وبعد المداولة والبحث فى شؤون المواصلات الجوية بين المملكة الاردنية الهاشمية ولبنان وقع الاتفاق على النقاط التالية :

١ ـ تعطى شركة النقليات اللبنانية العامة (طائرات داكوتا ٢١ راكب) الحق برحلة اسبوعية من المطارات اللبنانية الى المطارات الاردنية .

٢ ـ تعطى شركة خطوط شرق الاوسط (طائرات داكوتا ٢١ راكب) الحق بثلاث رحلات اسبوعية من المطارات اللبنانية الى المطارات الاردنية.

٣ ـ تعطى الشركات الاردنية الحق فى اثني عشر رحلة اسبوعيا على ان تستعمل طائرات دي هافيلند (٧ ركاب) او كونسيل (٦ ركاب) .

٤ ـ يعتبر رحلة كل هبوط فى مطار كل دولة . واذا زاد عدد رحلات الشركات اللبنانية عما ذكر فى

البندين الاول والثاني يعود للشركات الاردنية الحق فى ثلاث رحلات مقابل كل رحلة للشركات اللبنانية .

٥ ـ اذا زادت شركات احدى الدولتين رحلاتها المذكورة اعلاه لا تحجز الطائرات المخالفة بل يصار الى زيادة مقابلة من الطرف الثاني بنسبة ثلاث طائرات دي هافيلند او كونسيل مقابل كل طائرة داكوتا .

٦ ـ تعطى ماذونيات الشارتر بدون تحديد عدد عند الطلب شرط ان تكون موافقة لتعليمات المنظمة الدولية للطيران المدني .

٧ ـ وضع هذا المحضر على نسختين اصليتين ويعمل بالاتفاق المذكور فيه الى ان يعقد اتفاق عام للمواصلات الجوية بين الدولتين .

وللبيان حرر فى اول شرين الثاني ١٩٥٠.

مدير الطيران المدني اللبناني

سامي شقير

مدير الطيران المدني الاردني

رشاد البديري

ملحق

لمحضر اجتماع اول تشرين الثاني سنة ١٩٥٠ بين مديري الطيران المدني الاردني واللبناني تنظيما للمواصلات الجوية بين البلدين .

فى الساعة الثامنة والنصف من نهار السبت الواقع فى الثاني من كانون الاول سنة ١٩٥٠ اجتمع فى مكتب مدير الطيران المدني اللبناني :

السادة : رشاد البديري : مدير الطيران المدني الاردني ، سامي شقير، مدير الطيران المدني اللبناني ، شفيق بدر : رئيس القسم الاداري في الطيران المدني اللبناني ، ادوار دباس : خبير لدى مديرية الطيران المدني اللبناني وبعد المداولة جرى الاتفاق على نص الملحق التالي :

سبق للحكومة اللبنانية وسمحت لشركة نقليات سعد بموجب موافقة تاريخ ٣ حزيران سنة ١٩٥٠ بالقيام برحلات منظمة على خط بيروت ـ المطارات الاردنية شرط ان تلغى هذه الموافقة فور مباشرة الشركتين النظاميتين الوطنيتين بالعمل على هذا الخط .

وبما ان الشركتين اللبنانيتين لم تعترضا على استثمار شركة سعد

لهذا الخط فى الوقت الحاضر .

لذلك تعتبر شركة نقليات سعد شركة نظامية تعمل على خط بيروت ـ المطارات الاردنية حتى اشعار اخر من مديرية الطيران المدني اللبناني بمعدل ثلاث رحلات اسبوعية (فتعدل الفقرة الثالثةمن محضر اجتماع او لتشرين الثاني سنة ١٩٥٠ على ان يكون للجانب الاردني الحق بخمسة عشر رحلة اسبوعية). واذا زادت هذه الرحلات يصار الى زيادة مقابلة من قبل الجانب الاردني بنسبة طائرة دي هافيلند اوكونسيل مقابل كل طائرة من ذات الصنف من الجانب الاخر .

وضع هذا الملحق على نسختين اصليتين ويعمل بالاتفاق المذكور حتى عقد اتفاق عام للمواصلات الجوية بين البلدين .

وللبيان حرر فى ٢ كانون الاول سنة ١٩٥٠.

مدير الطيران اللبناني

سامي شقير

مدير الطيران المدني الاردني

رشاد البديري

ملحق رقم ٢

لمحضر اجتماع اول تشرين الثاني سنة ١٩٥٠ بين مديري الطيران المدني والاردني واللبناني تنظيما للمواصلات الجوية بين البلدين .

فى الساعة العاشرة من نهار السبت الواقع فى ٣٠ كانون الاول سنة ١٩٥٠ اجتمع فى مكتب مدير الطيران المدني اللبناني كل من :

السيد رشاد البديري : مدير الطيران المدني الاردني ، السيد سامي شقير : مدير الطيران المدني اللبناني

وبحضور جميع ممثلي الشركات اللبنانية والاردنية جرى الاتفاق على ما يلي :

تستبدل المادة السادسة من المحضر بالنص التالي : تمنح الشركات اللبنانية حق ارسال طائرتين(شارتر) كل اسبوعين الى المطارات الاردنية مع حق نقل الركاب فى الاياب دون قيد او شرط .

وكذلك تمنح الشركات الاردنيةحق ارسال (٦) طائرات (شارتر) . كل اسبوعين الى المطارات اللبنانية فى نفس الشروط اعلاه .

يضاف الى المادة الرابعة من المحضر الاساسي التحفظ التالي :

شرط ان يبلغ مدير الطيران المدني فى احد البلدين من قبل مدير الطيران المدني فى البلد الاخر عن اي تعديل فى عدد رحلات شركات البلد الاخر اسبوعين على الاقل قبل اجراء هذا التعديل ، على ان يسرى هذا التعديل مدة ثلاثة اسابيع على الاقل بعد ان يباشر به .

وضع هذا الملحق على نسختين اصليتين بتاريخ ٣٠ كانون الاول سنة ١٩٥٠

بيروت فى ١٩٥٠/١٢/٣٠

مدير الطيران المدني اللبناني

سامي شقير

مدير الطيران المدني الاردني

رشاد البريدي

٢

LIBERIA

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — LIBERIA

AVANT NOVEMBRE 1943

● **9 Juillet 1948**
Monrovia

TRAITE DE PAIX D'AMITIE ET DE COMMERCE

ليباريا

اتفــــاقات دولية
بين لبنـــــان وليباريا

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● **٩ تموز ١٩٤٨**
مونروفيا

معاهدة سلم
وصداقة وتجارة

TRAITE
DE PAIX, D'AMITIE ET DE COMMERCE

معاهدة
سلم وصداقة وتجــــارة

- Signé à Monrovia
- le 9 Juillet 1948
- Ratification autorisée par la loi du 10 Juin 1949 (J.O. 1949 n° 24 — plg. 311)
- Les textes sont établis en langues arabe et anglaise. Le texte anglais est le texte officiel en cas de conflit d'interprétation

- وقع عليها فى مونروفيا
- فى ٩ تموز ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليها بموجب قانون ١٠ حزيران ١٩٤٩ (جر–١٩٤٩– عدد٢٤ –ص ع ٣١١)
- وضع النصــــان الرسميــــان باللغتين العربية والانكليزيـــة والنص الانكليزي هو المعتمد

The President of the Republic of Liberia and the President of the Republic of Lebanon, being desirous of concluding a Treaty of Peace, Friendship and Commerce for the purpose of assuring the Friendly relations between the two Countries, and of establishing and extending their mutual commercial intercourse, have for this purpose appointed Plenipotentiaires.

The President of the Republic of Liberia,

His Excellency Gabriel L. Dennis, Secretary of State of the Republic of Liberia ; and

The President of the Republic of Lebanon,

لما كان رئيسا جمهوريتي لبنـــان وليبريا يرغبان بعقد معاهدة سلم وصداقة وتجارة من اجل توثيـــق عرى المودة بين البلدين ، وانشـــاء وتوسيع التبادل التجاري بينهما ، فقد عينا لهذا الغرض مندوبـــين عنهما مطلقي الصلاحية :

رئيس جمهورية لبنان عين

حضرة المحترم صلاح الخليل قنصل لبنان العام فى ليبريا

ورئيس جمهورية ليبريا عين،

Saleh El-Khalil, Esquire, Consul General of Lebanon in Liberia.

Who having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper order, have agreed upon the following Articles :

ARTICLE 1. — There shall be constant peace and perpetual friendship between Liberia and Lebanon, and between the citizens of the two High Contracting Parties ; and between the territories of the to High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce.

ARTICLE II. — The two High Contracting Parties engage themselves to take appropriate international and internal measures white the view to promote economic relations, and to establish conditions more favorable to social progress and human welfare.

ARTICLE III. — It being the well understood intention of both High Contracting Parties to bind themselves by this Convention to treat each other on the footing of the most favoured nations, it is understood that no gratuitous privilege or advantage whatever in matters of commerce shall be allowed to any foreign nation which shall not be extended imme-

معالي غبريال دنيس امين سر الدولة لجمهورية ليبيريا

وبعد اطلاع كل من الفريقين على اوراق تفويض زميله وتاكده من صلاحيتها اتفقا على المواد التالية :

المادة الاولى — يقوم سلم دائم وصداقة متواصلة، بين لبنان وليبيريا وبين مواطني الفريقين الساميين المتعاقدين ، وتبادل تجاري حر بين اقليميهما .

المادة الثانية — يتعهد الفريقان الساميان المتعاقدان باتخاذ التدابير الدولية والداخلية لتعزيز العلاقات الاقتصادية وايجاد احوال اكثرملاءمة للتقدم الاجتماعي والخير الانساني .

المادة الثالثة — لماكان غرض الفريقين الساميين المتعاقدين ان يلتزما بموجب هذه الاتفاقية بان يعامل كل منهما الاخر معاملة الامم الاكثر رعاية فان معنى ذلك ان يمنح كل فريق الفريق الاخر جميع الامتيازات

diately to the other Contracting Party, provided that should any such gratuitous privilege or advantage be given by either of the High Contracting Parties to a third foreign State, either High Contracting Party, upon making the corresponding concession to the other may claim the same privilege.

والفوائد التجارية التي يمنحها لاية امة اجنبية . وشرط ذلك ان يتمكن الفريق الذي منح الامتيازات والفوائد لدولة اجنبية ثالثة من الحصول على ما يقابلها لدى الفريق الاخر .

Both High Contracting Patries agree to avoid so far as possible in their trade with each other prohibitions or restrictions on the importation or exportation of any goods originating in or destined for the territory of the other High Contracting which is not applied to the like goods originating in or destined for any third country ; but in so far as such prohibitions or restrictions may be enforced they undertake as regards import and export licenses to do everything in their power to ensure :

يتفادى الفريقان الساميان بقدر المستطاع فى تبادلهما التجاري الشامل للبضائع الصادرة من اقليم احدهما او الواردة اليه ، فرض الموانع والتحديدات التي لم تفرض على بضائع دولة ثالثة . اما اذا فرضت تلك الموانع والتحديدات فانهما يتعهدان بان يبذلا ما بوسعهما ليؤمنا فى اجازات التصدير والاستيراد ما يلي :

a) That the condition to be fulfilled and the formalities to be observed in order to obtain such licenses should be brought immediately in the clearest and most definite form to the notice of the public ;

(ا) اعلام الجمهور بصورة فورية واضحة وضوحا تاما ، عن الشروط والمعاملات التي يجب ان تطبق لنيل هذه الاجازات .

b) That the method of issue of the certificates of licences should be as simple and stable as possible ;

(ب) جعل طريقة اصدار شهادات الاجازات بسيطة وثابتة بقدر المستطاع .

c) That the examination of applications and the issue of licenses to the applicants should be carried out with the least possible delay ;

d) That the system of issuing licenses should be such as to prevent the traffic in licenses. With this object licenses issued to individuals, corporations, etc., should state the name of the holder and should not be capable of being used by any other person ;

e) That in the event of the fixing of rations, the formalities requiered by the importing country should not be such as to prevent an equitable allocation of the quantities of goods of which importation is authorized.

ARTICLE IV. — Private Enterprises Limited liability and other companies, partnerships and associations formed for the purpose of commerce, industry, transport or any other business and established in the territories of either party, and which maintain a central office within the territories thereof, shall, provided that they have been duly constituted in accordance with the laws in force in such territories, and provided they do not pursue any aims within its territories contrary to its laws, be entitled, in the territories of the

(ج) لزوم النظر فى الطلبات واصدار الاجازات للطالبين باسرع ما يمكن

(د) ضبط نظام اصدار الاجازات بشكل يحول دون الاتجار بها . وتوصلا الى ذلك يجب ان يذكر فى الاجازات المعطاة الى افراد او شركات الخ . . اسم حاملها وان يقتصر حق استعمالها على صاحبها فقط .

(هـ) اذا فرض التقنين فالواجب ان لاتحول المعاملات اللازمة للبلد المستورد دون تقرير مخصصات عادلة من كميات البضائع التي اجيز استيرادها

المادة الرابعة — للمشاريع الخاصة والشركات المحدودة وسواها من الشركات والمشاركات والجمعيات المشكلة لاغراض تجارية ، او صناعية او لاجل النقل وسوى ذلك من الاعمال ، والمنشاة فى اراضي تلك الدولة ، وفقا للقوانين المرعية الاجراء ولاهداف لا تتنافى مع هذه القوانين ، أن تمارس حقوقها

other, to exercise their rights, and appear in the Courts either, as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Country.

ضمن اراضي الدولة الاخرى ، وان تمثل امام المحاكم مدعية او مدعى عليها وفقا لقوانين تلك الدولة .

Private enterprises, Limited liability and other companies, partnerships, and associations of either party as shall have been admitted in accordance with the laws and regulations in force in the territories of the other party with regard to foreign companies shall enjoy in those territories treatment in regard to taxation no less favourable than that accorded to the Private Enterprises, limited liability and other companies, partnerships and associations of the most favoured nation.

ان المشاريع الخاصة ، والشركات المحدودة وسواها من شركات وجمعيات اي من الفريقين المتعاقدين التي سمحت بانشائها القوانين والنظم المطبقة فى بلاد الفريق الاخر على شركات اجنبية ، تتمتع فى تلك الاراضي فيما يتعلق بالضرائب بمعاملة لا تقل عن معاملة المشاريع الخاصة والشركات المحدودة وسواها من شركات وجمعيات الامم الاكثر رعاية .

Furthermore, each of the two High Contracting Parties undertake to place no obstacle in the way of such Private Enterprises, companies, partnerships and associations which may desire to carry on in the territories whether through the establishment of branches or ortherwise, any description of business which the companies, partnerships and associations or citizens of any other foreign country are or may be, permitted to carry on which is not forbidden by the local law

وعلاوة على ذلك ، يتعهد كل من الفريقين الساميين المتعاقدين بان لا يقيم اي عائق فى سبيل تلك المشاريع الخاصة ، والشركات والمشاركات والجمعيات التي ترغب بالعمل فى اراضيه بتاسيس فروع لها ضمنها او بصورة اخرى ، او تقوم باي نوع من العمل المسموح به لشركات ومشاركات وجمعيات او مواطني بلد اجنبي ولا تحظره القوانين المحلية

and submitting themselves to all local laws and regulations duly established.

على ان تخضع بجملتها لهذه القوانين والنظم الموضوعة .

In no case shall the treatment accorded by either of the two High Contracting Parties, to companies partnerships and associations of the other be less favoured in respect of any matter whatever than that accorded to Private Enterprises, companies, partnerships and associations of the most favoured nation.

ولن تكون بحال من الاحوال معاملة احد الفريقين الساميين المتعاقدين لشركات ومشاركات وجمعيات الفريق المتعاقد الثاني ادنى من معاملته لمشاريع وشركات ومشاركات وجمعيات الامم الاكثر رعاية .

The domicil of all the nationals of either one of the High Contracting Parties established or residing on the territory of the other Party is inviolable ; none may enter threin except in case provided by the laws and according to the formalities prescribed by it.

لمساكن مواطني كل من الفريقين الساميين المتعاقدين في اراضي الفريق السامي الثاني حرمة ، فلا يجوز لاي كان دخولها الا في الحالات التي نص عليها القانون وفقا للاصول المنصوص عليها فيه . ان مكاتب هؤلاء الافراد المواطنين المشار اليهم اعلاه ، ومخازنهم ، ومصانعهم ، ومعاملهم وسواها من المحلات التي يمارسون فيها اعمالهم او يخزنون فيها بضائعهم او غير ذلك من ممتلكاتهم لا تستملك بوضع اليد الا من قبل المراجع المختصة وعملا بموجب القوانين المرعية الاجراء .

The offices of said nationals their stores, workshops, factories and other localities, where they exercise their business on store their merchandise of other properties, may not be the object of prescription except by competent authorities, acting in accordance with the laws in force.

Their commercial books, correspondence and in general all documents in their possession may

ان الدفاتر التجارية والمراسلات وعلى العموم كافة وثائقهم لا تصادر

not be seized, examined or searched except on the order of competent authority acting in accordance with the law.

او تفحص او تفتش الا بموجب امر صادر عن المراجع المختصة التي تعمل بموجب القانون .

ARTICLE V. — No national of one of the High Contracting Parties shall be detained (held prisoner) on the territory of the other Party, except by virtue of an order issued in accordance with the law for any infraction provided by it. Nationals arrested or detained may in accordance with the laws and regulations communicate with their consuls, and their Consuls, or accredited representatives shall have under the same conditions, permission to visit them, in keeping with the rules and regulations governing such prisons.

المادة الخامسة — لا يوقف مواطن من مواطني اي الفريقين الساميين المتعاقدين فى اراضي الفريق الثاني الا بموجب امر صادر وفقا للقوانين وجزاء على مخالفة تنص عليها. وللموقوفين او المعتقلين الحق بموجب القوانين والنظم بان يتصلوا بقناصلهم ويؤذن لقناصلهم او لممثليهم المعترف بهم بان يزوروهم فى الشروط ذاتها مع مراعاة انظمة السجون .

ARTICLE VI. — The nationals of either of the two High Contracting Parties shall be entitled to enter, travel and reside in the territories of the other so long as they satisfy and observe the conditions and regulations applicable to the entry, travelling and residence of all foreigners, provided that the foregoing sall not be construed to prevent either of the High Contracting Parties from excluding aliens of all nationalities from special areas

المادة السادسة — يسمح لمواطني اي الفريقين الساميين المتعاقدين بدخول اراضي الفريق الاخروالسفر والاقامة فيها ما داموا يتقيدون بالشروط والنظم المطبقة على دخول الاجانب وسفرهم واقامتهم ، بشرط ان لا يفهم مما تقدم منع اي الفريقين الساميين المتعاقدين من اخراج جميع الاجانب ايا كانت جنسيتهم من مناطق خاصة ضمن اراضيه ، حرم

within its territories closed to visit by law, military order or regulation.

القانون او الاوامر العسكرية او النظم زيارتها .

They shall enjoy, in respect of persons, their property, rights and interests, and in respect of their commerce, industry, occupations or any other matter, in every way the same treatment and legal protection as the citizens of that Party or of the most favoured nation, and in so far as taxes, rates, customs, imports, fees which are substantially taxes and other similar charges are concerned.

ويتمتعون ، كاشخاص ، بملكيتهم وحقوقهم ومصالحهم،ولهم في تجارتهم وصناعتهم وغير ذلك من الاعمال نفس المعاملة والحماية القانونية التي يتمتع بها مواطنو الدولة الاكثر رعاية . ويسري هذا الحال ، فيما يتعلق بالضرائب والرسوم والمكوس الجمركية ورسوم الاستيراد التي تعتبر بجملتها ضرائب او ما شاكل ذلك من تكاليف .

They shall, as regards their personal status, remain subject to the requirements of the national, local, municipal and all regulations in force.

وفيما يتعلق باحوالهم الشخصية يظلون خاضعين لما تفرضه عليهم النظم الوطنية المحلية والبلدية المعمول بها .

ARTICLE VII. — The nationals of each of the High Contracting Party shall enjoy, in the other State, the right to work and may exercise freely their profession, trade, industry or commerce subject to the laws of the State controlling, and under the same conditions as the nationals of the most favoured nation.

المادة السابعة – يتمتع مواطنو كل من الفريقين الساميين المتعاقدين ضمن الدولة الثانية بحق وحرية ممارسة المهنة ، والتجارة والصناعة في ظل قانون تلك الدولة ، وبنفس الشروط التي يتمتع بها مواطنو الدول الاكثر رعاية .

They may organize and become membres of all associations and professional syndicates, in accordance with the laws in force.

ولهم الحق بتنظيم الجمعيات عموما والانضمام الى النقابات الصناعية بما يتمشى مع القوانين المرعية .

It will be made applicable to them as well as to their agents without any condition of residence in the same manner as the citizens, laws relative to accidents of work and social securities (insurrances). They shall be admitted into the public schools and hospitals of the State, or of the Cities, and shall benefit, under the same conditions, from institutions of assistance and all other services.

ARTICLE VIII. — Each of the High Contracting Parties recognizes the existence of juridical persons legally constituted in the other State, who shall enjoy the same rights and the guarantees as those which national juidical persons enjoy.

ARTICLE IX. — The Liberty to express his thoughts by word or by pen and more particularly the liberty to the press will be guaranteed, with due deference to the maintenance of public order and within the limits fixed by laws and regulations, to the nationals of each of the High Contracting Parties residing in the territory of the other ; providing however, that the nationals of the high Contracting Parties whilst residing in the territories of the other High Contracting Party shall refrain from expressing themselves on all matters or

ويستفيدون هم ووكلاؤهم من قوانين حوادث العمل والتامين الاجتماعي كبقية المواطنين دون اعتبار اي شرط من شروط الاقامة ويسمح لهم بدخول المدارس العامة ومستشفيات الدولة او المدن ، ويستفيدون بالشروط نفسها ، من مؤسسات الاسعاف وبقية المصالح .

المادة الثامنة ـ يعترف كل من الفريقين الساميين المتعاقدين بوجود الاشخاص المعنويين المعترف بهم قانونا فى الدولة الثانية ويمنحهم نفس الحقوق ونفس الضمانات التي يتمتع بها الاشخاص المعنويون الوطنيون .

المادة التاسعة ـ ان حرية ابداء الراي شفاها او كتابة وبنوع خاص حرية الصحافة تكون مضمونة بما لا يخل طبعا بالمحافظة على النظام العام وضمن الحدود التي عينتها القوانين والنظم لمواطني كل من الفريقين الساميين المتعاقدين المقيمين فى اراضي البلد الاخر بشرط ان يتجنب هؤلاء المواطنون اثناء اقامتهم فى اراضي الفريق الاخر التصريح بارائهم في المشاكل والقضايا ذات الصبغة

controversies of a political nature nor shall they be permitted to engage themselves directly or indirectly in matters effecting the political Government of the Country of either of the High Contracting Parties.

السياسية ، ويحظر عليهم التدخل بصورة مباشرة او غير مباشرة فى القضايا التي تمس وضع الحكومة السياسي فى اي من بلدي الفريقين السامين المتعاقدين .

ARTICLE X. — Subject to the laws and regulations published with a view to maintain public order and for the safeguard of good morals, as well as the general regulations on public instruction and education made or to be made by the State and more particularly those relative to the control and to the equivalencies and collequiumus for the collation of grades and academic and university degrees and the subsequent training in the professions for which these grades or degrees are required, the nationals of each of the High Contracting Parties may, on the territory of each other, subject to the laws and regulations in force or to be hereafter promulgated, create or direct schools and all establishments of education, or religious, philantropic or social institutions and admit threin persons who may voluntarily make the request for same, regardless of person or station.

المادة العاشرة ــ لرعايا كل من المتعاقدين السامين ، بشرط ان يكونوا خاضعين للقوانين والانظمة المنشورة من اجل المحافظة على الامن العام وصيانة الاخلاق ، وللانظمة العامة بشأن التعليم والتربية التي سنتها او ستسنها الدولة وخاصة فيما يتعلق بمراقبة ومعادلة الدرجات والشهادات المدرسية والجامعية وتدريس المهن التي تطلب من اجلها تلك الشهادات والدرجات ، أن لهؤلاء الرعايا الحق ، بشرط التقيد بالقوانين والانظمة المرعية الاجراء او التي ستسن فيما بعد ، بان ينشئوا او يديروا فى اراضي كل منهما المدارس وجميع المؤسسات التربوية او المعاهد الدينية او الخيرية او الاجتماعية وان يقبلوا فيها الاشخاص الذين يتقدمون من تلقاء انفسهم بطلب الدخول بقطع النظر عن الشخص او المكانة .

They shall have the right to exercise freely their religion and

وسيكون لهم الحق بان يمارسوا دياناتهم بكل حرية وان يعلموا

instruct in their language provided that the official language of the resident country shall be the principal language to be included in the curriculum.

بلغتهم على ان تكون لغة البـــلاد التي هم فيها هي اللغة الاولــــى لمنهاج التعليم .

ARTICLE XI. — The citizens of each of the two High Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire, inherit and possess every description of property, moveable and immoveable, which the laws of the other Contracting Party permit, or shall permit, the citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may, under the same conditions, as are, or shall be, established with regard to citizens of the other Contracting Party, dispose of the same by sales, exchange, gift, marriage, testament or in any other manner, or in the case of moveable property acquire the same by inheritance.

المادة الحادية عشرة ـ لرعايا كـل من المتعاقدين السامين فى اراضـــي المتعاقد الاخر ملء الحــرية فى ان يحرزوا او يرثوا او يملكوا كل انواع الاملاك ، المنقولة والغير المنقولـــة التي تسمح شرائع المتعاقد الاخـــر لرعايا اي بلد اجنبي باحرازهـــــا وامتلاكها . ولهم الحق بموجب ذات الشروط المسنونة أو التي ستســن بشأن رعايا المتعاقد الاخر ان يتصرفوا بتلك الاملاك بالبيع او المبادلة اوالهبة او الزواج او الوصية او اي سبيـــل اخر ، او فى حالة الاملاك المنقولـــة ان يحرزوها بالارث .

They shall not be suject in any of the cases mentioned to any taxes, imports or charges of whatever denomination other or higher than tohse which are, or shall be applicable to citizens of the most favoured nations.

ولن يخضعوا فى اية من الحـــالات المذكورة لاية ضريبة او تكليف اورسم يزيد او يختلف عن تلك التي تطبــق على رعايا الامم الاكثر رعاية .

The citizens of each of the two High Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Con-

ويسمح كذلك لرعايا اي المتعاقدين السامين لدى تقيدهم بشرائـــــع المتعاقد الاخر ان يصدروا بكل حرية

the other Contracting Party, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigner to other or higher duties than those to which nationals of the most favoured nations would be liable under similar circumstances.

ARTICLE XII. — The nationals of either of the High Contracting Parties shall benefit in matters provided for in the previous article from the treatment accorded to nationals of any third nation, and under the exceptions provided thereunder :

a) In the case where the legislation extends the same privilege to nationals of all countries, to their companies or associations under the title of reciprocity.

b) In the case where a treaty or other arrangement is concluded with a third nation with the view to avoid double taxation or to ensure the protection of the revenues of the Public Treasury of one and of the other Party.

ARTICLE XIII. — The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy the treatment of the most favoured nation in that which related to taxes of sojourn and in the rights pertaining to police formalities imposed upon foreigners.

المال الحاصل من مبيع املاكهم وبضائعهم اجمالا دون ان يخضعوا كاجانب لرسوم جمركية تزيد او تختلف عن تلك التي تطبق على رعايا الامم الاكثر رعاية فى ظروف مماثلة .

المادة الثانية عشرة — يستفيد رعايا اي المتعاقدين الساميين فى الامور المنصوص عليها فى المادة السابقة من المعاملة التي يتمتع بها رعايا اية امة ثالثة وبموجب الاستثناءات المنصوص عليها فيما يلي :

(ا) حيث يقضي التشريع بان يعم ذات الامتياز رعايا جميع البلدان وشركاتها وجمعياتها بصفة المعاملة بالمثل .

(ب) حيث تعقد معاهدة او يتخذ اي تدبير اخر مع امة ثالثة احترازا من تكرار الضرائب او صونا لموارد الخزينة العامة الخاصة باي الفريقين .

المادة الثالثة عشرة — يتمتع رعايا كل من المتعاقدين الساميين بالمعاملة التي تصيب الامة الاكثر رعاية فيما يتعلق بضرائب الاقامة والحقوق التي لها علاقة بمعاملات البوليس التي تفرض على الاجانب .

ARTICLE XIV. — The nationals, companies or associations of each of the High Contracting Parties shall not be subjected to treatment less favourable than that accorded to the nationals of the most favoured nations, as to requisitions on their property and prestations or expropriation for the cause of public utility and to all restrictive measures bearing on their property, rights and interests legally possessed.

They shall be allowed to benefit from the laws governing the lease of places of habitation and places for the use of commerce and industry.

ARTICLE XV. — The citizens of each of the two High Contracting Parties in the territory of the other shall be exempted from all cumpulsory military services whatsaever. They shall similarly be exempted from all contributions, whether pecuniary or in kind imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession of any property are however excepted as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions to which all citizens of the other Contracting Par-

المادة الرابعة عشرة ـ لن يخضع رعايا او شركات او جمعيات اي المتعاقدين الساميين لمعاملة تقل عن تلك التي تصيب رعايا الامم الاكثر رعاية فيما يتعلق بمصادرة املاكهم او نزع الملكية منهم لاجل المنفعة العامة او بجميع الاجراءات المتعلقة باملاكهم وحقوقهم ومصالحهم المتلكة بصورة شرعية ،

ويسمح لهم ان يستفيدوا من القوانين التي تشمل اجور محلات السكن ومحلات التجارة والصناعة .

المادة الخامسة عشرة ـ يعفى رعايا كل من المتعاقدين الساميين فى اراضي الاخر من جميع الخدمات العسكرية الاجبارية على الاطلاق ، ويعفون كذلك من جميع التبرعات المالية او العينية التي تفرض كبدل عن الخدمة الشخصية وكذلك من اية تكاليف او مصادرات عسكرية ويتناول الاعفاء الرسوم المتعلقة بامتلاك اي ملك بالحجز الاجباري والتكاليف والمصادرات العسكرية

ty may be liable as occupiers of buildings.

In so far as either of the Contracting Parties may levy any military exactions or requisitions on the citizens of the other it shall accord the same compensation in respect thereof as is accorded in similar circumstances to its own citizens.

In the above respect the citizens of one of the two High Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favoured treatment than that which is, or may be accorded to citizens of the most favoured nation.

ARTICLE XV a. — It shall be free to each of the two High Contracting Parties to appoint Diplomatic Representatives, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular agents to reside in the twons and ports of the territories of the other to which such representatives, of any other nation may me admitted by the respective Governements. Such Diplomatic Representatives, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and other Consular agents however shall not enter upon their function until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

الخاصة التي يخضع لها مواطنو المتعاقد الاخر كساكني ابنية .

وحيث يفرض احد المتعاقدين اية تكاليف او مصادرات عسكرية على رعايا المتعاقد الاخر فانه يمنح عنها ذات التعويض الذي يمنح فى ظروف مماثلة لرعاياه .

ولن يلاقي رعايا اي المتعاقدين السامين فى اراضي المتعاقد الاخر ، فيما يتعلق بالامور المذكورة اعلاه معاملة ادنى من تلك التي يتمتع بها مواطنو الامة الاكثر رعاية .

المادة الخامسة عشرة ـ (أ) لاي من المتعاقدين السامين الحرية فى ان يعين ممثلين دبلوماسيين وقناصل عامين وقناصل ونائبي قناصل ووكلاء قنصليين يقيمون فى مدن ومرافىء المتعاقد الاخر التي تسمح حكومته لممثلي الامم الاخرى بان يدخلوها ، ولن يستلم اولئك الممثلون الدبلوماسيون والقناصل العامون والقناصل ونواب القناصل والوكلاء القنصليون وظائفهم الا بعد ان تجري الموافقة على تعيينهم وقبولهم بالشكل المألوف لدى الحكومة التي يوفدون اليها .

ARTICLE XVI. — The High Contracting Parties agree that should there arise between them any difference of whatever nature which may likely cause a rupture in their relations, they shall seek for a solution of the same by means of negociations ; and should no agreement be reached by this means then and in that case the High Contracting Parties agree to submit the question to arbitration.

ARTICLE XVI a. — For every such case of dispute the Court of Arbitration shall be formed in the following manner :

Each Party shall appoint one of its nationals as one of the arbitrators and should the two High Contracting Parties fail to agree upon the selection of a Chairman within four months after, they shall request the President of the Administration Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to appoint à Chairman of a neutral nationality. The decision of the Court shall have binding force.

ARTICLE XVII. — The present Treaty shall be ratified in accordance with the constitutional laws of the Contracting Parties and the ratifications chall be exchanged in Monrovia.

المادة السادسة عشرة ـ يتفق المتعاقدان الساميان على انه فى حالة نشوب اي اختلاف بينهما مهما كان نوعه مما قد يصدع العلاقات بينهما فانهما يعمدان فى حل ذلك الاختلاف الى طريقة المفاوضة ، واما اذا تعذر الاتفاق بهذه الطريقة فان المتعاقدين الساميين يتفقان على طرح القضية للاحتكام .

المادة السادسة عشرة(١)ـ تؤلف محكمة التحكيم فى مثل تلك الحالات من الخلاف بالشكل الاتي :

يعين كل فريق احد رعاياه كواحد من المحكمين واذا لم يتفق المتعاقدان الساميان على اختيار رئيس فى خلال اربعة اشهر فانهما يطلبان عندئذ من رئيس المجلس الاداري لدى محكمة لاهاي الدائمة ان يعين رئيسا من امة حيادية ، ويكون لقرار تلك المحكمة قوة الزامية .

المادة السابعة عشرة ـ تبرم هذه المعاهدة بموجب قوانين المتعاقدين الدستورية ويجري تبادل وثائق الابرام فى مونروفيا .

It is concluded for a period of ten years renewable upon the same terms if one of the other High Contracting Parties does not denounce it within six months before expiration of the period in course.

وتعقد المعاهدة لمدة عشر سنوات قابلة للتجديد بذات الشروط اذا لم ينقضها احد المتعاقدين فى خلال ستة اشهر قبل انتهاء المدة .

The denouncition may be total or may refer to but one or several portions of the Treaty, and, in that case, the articles denounced shall only be considered as abrogated or annuled the Treaty remaining articles.

ويمكن ان يكون النقض كليا او ان يتناول جزءا واحدا او اكثر من المعاهدة وفى هذه الحالة تعتبر المواد المرفوضة لاغية وتظل المعاهدة ملزمة فيما يتعلق بالمواد الباقية .

ARTICLE XVIII. — In the event of a difference arising in respect of the interpretation of the warding the present Treaty, the English texte shall control.

المادة الثامنةعشرة — فى حالة اختلاف يقع فى تفسير نصوص هذه المعاهدة يؤخذ النص الانكليزي بعين الاعتبار .

ARTICLE XIX. — Nothing in this Treaty shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation of importation of gold or silver or to prevent the adoption of such measures as either High Contracting Party may see fit to adopt or impose with respect to the prohibition or the control of the export or sale of arms, ammunition, or implements of war and in exceptional circumstances all military supplies.

المادة التاسعة عشرة — ليس فى هذه المعاهدة ما يفسر بانه يمنع اتخاذ الاجراءات التي تحظر اوتحدد تصدير او استيراد الذهب او الفضة او ما يمنع فرض مثل هذه الاجراءات فى حظر او مراقبة تصدير او بيع الاسلحة او الذخائر او المعدات الحربية وفى ظروف استثنائية جميع المواد العسكرية .

Subject to the requirement that under like circumstances and conditions there shall be no arbi-

وبشرط ان لا يصير فى ظروف واحوال مشابهة اي تمييز مجحف

trary discrimination by either Contracting Party against the other in favour of any third country the stipulations of this Treatly shall not extend to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grond ; (2) designed to protect human, animal or plant life or health ; (3) relating to prison-made goods ; (4) relating to the enforcement of Police on Revenue law.

ARTICLE XX. — Subject to any limitation or exception hereinabove set forth, or hereinafter to be agreed upon, the territories of the High Contracting Parties, to which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land and water over which the Parties, respectively claim and exercise domination as sovereign thereof, and which have not been closer by its laws to aliens.

The stipulations of this Treaty do not extend to advantages now accorded or which may hereafter be accorded to neighboring States in order to facilitate short frontier trafic, or to advantages resulting from a customs union to which either High Contracting Party may become party so long as such advantages are not extended to any other Country.

من قبل احد المتعاقدين بحق الاخر لمصلحة اي بلد ثالث فان نصوص هذه المعاهدة لن تشمل فرض اي حظر او تقييد يوضع لاسباب (١) اخلاقية او انسانية (٢) لصيانة حياة او سلامة اي انسان او حيوان او نبات و (٣) فيما يتعلق ببضائع مصنوعة فى السجون (٤) فيما يتعلق بتنفيذ قوانين البوليس أو الدخل .

المادة العشرون — ان اراضي المتعاقدين الساميين التي تشملها احكام هذه المعاهدة ، بشرط ان تكون خاضعة لاي تحديد او استثناء وارد اعلاه او سيصير الاتفاق عليه فيما بعد ، يفهم منها بانها تتالف من جميع المناطق البرية والمائية التي يسيطر عليها او يسودها المتعاقدان والتي لم تقفل بموجب قوانينها فى وجه الغرباء .

ولن تشمل نصوص هذه المعاهدة الامتيازات الممنوحة حاليا للدول المتاخمة تسهيلا لاجتياز الحدود الى مدى قصير او الامتيازات الناجمة عن اتحاد جمركي قد يتفق عليه المتعاقدان الساميان طالما ان مثل تلك الامتيازات لا تشمل اي بلد اخر .

IN WITNESS WHEREOF the respective Plenipotentiaires have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, at Monrovia, this ninth day of July, nineteen hundred and forty-eight.

Gabriel L. DENNIS

SALEH EL-KHALIL

واثباتا لما تقدم وقع المفوضان هذه المعاهدة ومهراها بختميهما .

حررت فى مونروفيا على نسختين فى هذا اليوم التاسع من شهر تموز سنة الف وتسعماية وثمانية واربعين .

كابريال دنيس
ناظر خارجية ليبيريا

صلاح الخليل
قنصل لبنان العام

MEXIQUE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — MEXIQUE

APRES NOVEMBRE 1943

- **26 Juillet 1950**
  Mexico
  CONVENTION CULTURELLE

المكسيك

اتفاقات دولية
بين لبنان والمكسيك

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٦ تموز ١٩٥٠**
  مكسيكو
  اتفاق ثقافي

CONVENTION
CULTURELLE

- Signée le 26 Juillet 1950
- à Mexico
- Ratification autorisée par la loi du 12 Février 1951
- Les textes officiels sont établis en langues arabe et espagnole.

اتفاق
ثقـــــافى

- وقع عليه فى ٢٦ تموز ١٩٥٠
- فى مكسيكو
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٢ شباط ١٩٥١
- وضع النصان الرسميان المتمـــدان باللغتين العربية والاسبانية

ان رئيس الجمهورية اللبنانية ،

ورئيس الولايات المتحدة المكسيكية ،

رغبة منهما فى تقوية اواصر التفاهم المتبادل بين البلدين وفى توثيق عرى الصداقة والثقة التي تجمعهما ومـــع الاحترام المتبادل لثقافة كل منهمـــا الخاصة ولمؤسساته الوطنية ومـــع تنمية علاقاتهما الثقافية المختلفة .

قررا التوقيع على اتفاقية لهـــذه الغاية وعينا مفوضيهما المطلـــقي الصلاحية ،

عن رئيس الجمهورية اللبنانيـــة: سعادة جوزف ابو خاطر ، المندوب فوق العادة ووزير لبنان المفوض لدى الحكومة المكسيكية .

عن رئيس الولايات المتحـــــدة المكسيكية : سعادة منوال تايو ، وكيل الخارجية القائم باعمال الوزارة .

اللذين بعدان تبادلا اوراق اعتمادهما ووجداها مطابقة للاصول المرعيـــة اتفقا على الاحكام الاتية:

المادة الاولى ــ ان الطرفين الساميين المتعاقدين سيبذلان ما بوسعهمـــا لوضع اسس ثابتة لعلاقتهما الثقافية وسيتعاونان لهذه الغاية بالطريقـــة الوثقى .

المادة الثانية ــ ان الطرفين الساميين المتعاقدين فى سبيل تحقيق الهـــدف المشار اليه فى المادة السابقة سيبذلان جهودهما لتعزيز العلاقات الثقافيـــة

بين البلدين فى ميدان العلوم والفنون الجميلة والمسرح والاداب والسينما والتصوير الشمسي والاذاعة اللاسلكية والرياضة البدنية .

وستعمد السلطات المختصة لكل من الطرفين الساميين المتعاقدين وبالاتفاق المشترك الى اتخاذ التدابير التفصيلية الضرورية لتنفيذ الاحكام السابقة اخذة بعين الاعتبار التشريع المتعلق بالتعليم فى كل من البلدين .

المادة الثالثة ـ يجري التصديق على هذه الاتفاقية فتدخل فى حيز التنفيذ ثلاثين يوما بعد تبادل وثائق التصديق الذي سيجري فى مدينة مكسيكو فى اقرب فرصة ممكنة .

لكل من الطرفين الساميين المتعاقدين الحق بان ينقض هذه الاتفاقية حينما يرى ذلك مناسبا ، على انها تبقى نافذة ستة اشهر بعد تاريخ النقض .

بناء على ذلك وقع كل من المندوبين المطلقي الصلاحية على نسختين من هذه الاتفاقية باللغتين العربية والاسبانية فى مدينة مكسيكو فى اليوم السادس والعشرين من شهر تموز سنة ١٩٥٠ ومهراها بخاتميهما .

PAYS-BAS

ACTES DIPLOMATIQUES
LIBAN — PAYS-BAS

AVANT NOVEMBRE 1943

- **1er Février 1941**
  PROTOCOLE DE PAYEMENTS FRANCO-HOLLANDAIS

— **Arrêté 136/LR du 10 Juin 1941 portant mise en vigueur de ce protocole au Liban et en Syrie**

APRES NOVEMBRE 1943

- **20 Septembre 1949**
  Beyrouth
  ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

هولندا

اتفاقات دولية
بين لبنان وهولندا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **١ شباط ١٩٤١**
  بروتوكول
  بشأن المدفوعات الفرنسية ـ الهولندية

ـ قرار ١٣٦/ل ر تاريخ ١٠ حزيران ١٩٤١ تنفيذ هذا البروتوكول في لبنان وسوريا

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٠ ايلول ١٩٤٩**
  بيروت
  اتفاق النقل الجوي

ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Beyrouth
- Le 20 Septembre 1949
- Ratification autorisée par la loi du 12 Février 1951
- Le texte officiel est établi en langue française

اتفاق
النقل الجـــوي

- وقع عليه فى بـــيروت
- فى ٢٠ ايلول ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانــون ١٢ شباط ١٩٥١
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغـة الفرنسيـــــة .

Le Gouvernement de la République Libanaise,

et

Le Gouvernement des Pays-Bas,

désirant stimuler le transport aérien civil entre le Liban et les Pays-Bas et prenant en considération la Résolution adoptée en date du 7 décembre 1944 à la Conférence Internationale de l'Aviation Civile de Chicago, conviennent de ce qui suit :

ARTICLE I. — Les Parties contractantes s'accordent réciproquement les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe, nécessaires à l'établissement des Services aériens y mentionnés (appelés ci-après « Services convenus »).

ARTICLE II. — (1) Les services convenus pourront être inau-

لما كانت حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة هولندا ترغبان فى تعزيـــز النقل الجوي المدني بين لبنان وهولندا وتاخذان بعين الاعتبار القرار المتخذ فى ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٤ فى المؤتمر الدولي للطيران المدني فى شيكاغـــو، فقد اتفقتا على ما يلي :

المادة الاولى ــ يمنح كل مـــن الفريقين المتعاقدين الفريق الثانـــي الحقوق المبينة فى الملحق المرفق بهذا الاتفاق لانشاء الخطوط الجويـــة المذكورة فى هذا الملحق (المدعـــوة فيما بعد بالخطوط المتفق عليها) .

المادة الثانية ــ (١) ــ يمكـــن ان تدشن الخطوط المتفق عليهـــا

gurés immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la Partie contractante à qui les droits sont accordés, mais pas avant que (a) la Partie contractante à qui les droits ont été accordés, a désigné une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour la ou les routes spécifiées et (b) la Partie contractante accordant les droits a délivré la permission d'exploitation appropriée à ou aux entreprises de transport aérien en question (ce qu'elle fera, sous réserve des dispositions du paragraphe (2) de cet Article et de l'Article VI sans délai déraisonnable).

(2) La ou les entreprises de transport aérien désignées pourront être requises par les autorités aéronautiques de la Partie contractante qui accorde les droits de satisfaire aux conditions prescrites, aux termes des lois et règlements normalement appliqués par ces mêmes autorités, en matière d'exploitation de transports aériens commerciaux.

(3) Dans les zones occupées par des militaires, ou dans les zones affectées de ce fait, l'inauguration restera soumise, où cela sera nécessaire, à l'assentiment des autorités militaires compétentes.

ARTICLE III. — Pour éviter toutes discriminations et assurer

فورا او فيما بعد حسب اختيار الفريق المتعاقد الذي منحت له الحقوق على ان لا يجري (ا) قبل ان يكون الفريق المتعاقد الذي منح الحقوق قد عين مؤسسة اومؤسسات النقل الجوي التي ستعمل على هذا الخط او هذه الخطوط كما هو موضح . (ب) قبل ان يكون الفريق المتعاقد الذي يمنح الحقوق قد اعطى اذن الاستئجار اللازم الى مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي (وهذامايفعله هذا الفريق معاحتفاظه بالاحكام الواردة فى الفقرة الثانية من هذه المادة والمادة السادسة بدون تأخير غير معقول .

(٢) يجوز للسلطات الجوية التابعة للفريق المتعاقد ان تطلب الى مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي عينها الفريق الاخر تحقيق الشروط التي توجبها القوانين والانظمة التي تطبقها عادة السلطات المذكورة فيما يتعلق باستثمار المواصلات الجوية التجارية .

(٣) يخضع تدشين الخطوط الجوية فى المناطق التي يحتلها عسكريون او فى المناطق التي يؤثر فيها الاحتلال العسكري وحيث يكون ذلك ضروريا لموافقة السلطات العسكرية المختصة

المادة الثالثة ــ تجنبا لكل تمييز

l'égalité de traitement, il est convenu que :

a) Chacune des Parties contractantes pourra imposer ou permettre que soient imposées des taxes justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres facilités. Chacune des Parties contractantes convient cependant que ces taxes ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

(b) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange, introduits dans ou pris à bord des aéronefs sur le territoire d'une Partie contractante par l'autre Partie contractante, ou par ses nationaux, et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière, bénéficieront, de la part de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'aéronef aura pénétré, du traitement national ou du traitement accordé aux autres entreprises de transport aérien étrangères en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux.

(c) Les aéronefs des services convenus, les stocks de carburants, d'huiles lubrifiantes, de

وتامينا للمساواة في المعاملة تم الاتفاق على ما ياتي :

(أ) يجوز لكل من الفريقين المتعاقدين ان يفرض او يسمح بفرض رسوم عادلة ومعقولة لاستخدام المطارات او للاستفادة من التسهيلات الاخرى . وقد وافق كل من الفريقين المتعاقدين على الا تزيد هذه الرسوم عن الرسوم التي تدفعها الطائرات الوطنية العاملة على خطوط دولية مماثلة لدى استخدامها المطارات المذكورة او انتفاعها بالتسهيلات نفسها .

ب) يعامل الوقود وزيوت التشحيم وقطع التبديل التي يدخلها احد الفريقين المتعاقدين (او مواطنوه) او التي تحملها طائرات فوق اراضي الفريق الاخر والمخصصة فقط لاستعمال طائرات هذا الفريق الاخير، معاملة لا تقل عن معاملة طائرات النقل الجوي الوطنية او مؤسسات النقل الجوي الاجنبيةوذلك فيما يتعلق بالرسوم الجمركية ورسوم التفتيش وسائر الضرائب والرسوم الوطنية الاخرى .

ج) ان طائرات الخطوط المتفق عليها وكميات الوقود وزيوت التشحيم

pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant à bord des aéronefs civils des entreprises de transports aériens des Parties contractantes autorisées à exploiter les routes et les services spécifiés à l'Annexe seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits ou taxes similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

وقطع التبديل والتجهيزات العادية والمؤن المخصصة للطائرات والتي تبقى داخل الطائرات المدنية التابعة لمؤسسات النقل الجوي لدى الفريقين المرخص لهما باستخدام الخطوط والمواصلات المبينة بالملحق المرفق بهذا الاتفاق كل ذلك يعفى لدى الوصول الى اراضي الفريق الاخر او لدى السفر منها من رسوم الجمرك ورسوم التفتيش او غيرها من الضرائب والرسوم المماثلة حتى ولو استعملت او استهلكت المؤن المشار اليها اثناء تحليق الطائرات المذكورة فوق اراضي الفريق الثاني .

(d) Les marchandises ainsi exemptes ne pourront être débarquées qu'avec l'assentiment des autorités douanières de l'autre Partie contractante. Elles devront être gardées, sous le contrôle des douanes, jusqu'à leur réexportation.

د) ان البضائع المعفاة من الرسوم كما هو مبين اعلاه لا يمكن انزالها الا بعد موافقة السلطات الجمركية لدى الفريق الاخر . ويجب حراستها تحت اشراف الجمارك الى ان يعاد تصديرها .

ARTICLE IV. — Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties contractantes seront reconnus valables par l'autre Partie contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'Annexe. Cependant chaque Par-

المادة الرابعة — يعترف كل من الفريقين المتعاقدين بشهادات الطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصادرة عن الفريق الاخر او المصادق عليها منه وذلك فيما يتعلق باستثمار الطرق والخطوط المبينة فى الملحق. ومع ذلك فان كلا من الفريقين

tie contractante se réserve le droit de ne pas reconnaitre valables pour la circulation au-dessus de don propre territoire les brevets d'aptitude et licenses conférés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

ARTICLE V. — (a) Les lois et règlements d'une Partie contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire pour les aéronefs employés à la navigation aérienne internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation des dits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire s'appliqueront sans distinction de nationalité aux aéronefs des Parties contractantes, et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ et durant leur présence dans les limites du territoire de cette Partie contractante.

(b) Les lois et règlements d'une Partie contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire de passagers, d'équipages ou de marchandises transportées par des aéronefs, tels que ceux régissant l'entrée, les formalités de congé, d'immigration, les passeports, les douanes et la quarantaine seront observés soit personnellement soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom par les passagers, équipages et marchandises de ou des entrepri-

المتعاقدين يحتفظ بحقه فيما يتعلق بالطيران فوق اراضيه فى عدم الاعتراف بشهادات الاهلية والاجازات التي تمنحها دولة اخرى لرعاياها .

المادة الخامسة : (ا) ان القوانين والانظمة المعمول بها لدى احد الفريقين والمتعلقة بدخول الطائرات العاملة فى الملاحة الجوية الدولية الى اراضيه او مغادرتها لها او المتعلقة بتشغيل تلك الطائرات فى اراضيه وطيرانها فوقها تسري دونما تمييز فى الجنسية على طائرات الفريقين المتعاقدين وعلى الطائرات المذكورة ان تتقيد بهذه القوانين والانظمة لدى الوصول والذهاب وطوال وجودها فى حدود اراضي الفريق المذكور .

ب) ان القوانين والانظمة المعمول بها لدى احد الفريقين المتعاقدين بشان دخول اراضيه او الخروج منها فيما يتعلق بالركاب والطيارين او البضائع المنقولة بواسطة الطائرات كالقوانين والانظمة المتعلقة بالدخول والخروج واجراءات الفرص والهجرة وجوازات السفر والجمارك والحجر الصحي ، تطبق اما شخصيا او بواسطة من ينوب عنهم ، على الركاب والطيارين وعلى من يرسل

ses de transport aérien de l'autre Partie contractante durant leur séjour dans les limites du territoire de la Première Partie.

ARTICLE VI. — Chaque Partie contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer l'autorisation d'exploitation accordée aux entreprises désignées par l'autre Partie contractante, conformément aux dispositions contenues dans le présent accord, si ces entreprises ne fournissent pas, au cas où cela leur serait demandé, la preuve que la part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise ellemême sont entre les mains de nationaux de l'une ou de l'autre Partie contractante, ou si ces entreprises ne se conforment pas aux lois et règlements visés à l'article V ou si elles ne remplissent pas les conditions sur la base desquelles les droits d'exercice sont concédés conformément au contenu du présent Accord.

ARTICLE VII. — Le présent Accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (O.A.C.I.)

ARTICLE VIII. — Si l'une ou l'autre des Parties contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de l'Accord ou de son Annexe, les autorités aéro-

بضائع بواسطة مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التابعة للفريق الاخر .

المادة السادسة ـ يحتفظ كل فريق متعاقد بحقه فى ايقاف اوالغاء الترخيص فى الاستثمار الممنوح للمؤسسات التي عينها الفريق الاخر وفقا لاحكام هذا الاتفاق فيما اذا لم تقدم هذه المؤسسات ، عندما يطلب اليها ، الدليل على ان الجزء الاكبر من ملكيتها وادارتها الفعلية فى يد رعايا اي من الفريقين المتعاقدين اواذا لم تنفذ هذه المؤسسات قوانين الفريق الاخر ونظمه وفقا لما جاء فى المادة الخامسة او اذا لم تنفذ الشروط التي منحت الحقوق على اساسها بمقتضى هذا الاتفاق .

المادة السابعة ـ يسجل هذا الاتفاق وما يتعلق به من عقود لدى منظمة الطيران المدني الدولي .

المادة الثامنة ـ اذا رغب احد الفريقين المتعاقدين فى تعديل اية مادة فى الاتفاق او فى ملحقه فان سلطات الطيران المدني المختصة لدى كل من

nautiques compétentes des Parties contractantes se consulteront en vue de procéder à une telle modification. Les consultations devront avoir lieu dans les 60 jours à partir de la date de la demande. Au cas où lesdites autorités arrivent à un accord sur les modifications à apporter, ces modifications entreront en vigueur seulement après avoir été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE IX. — Tout différend entre les Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord ou de son Annexe, qui ne pourrait être réglé par voie de négociations directes, sera soumis à un jugement d'arbitrage au choix des Parties contractantes ou à la Cour Internationale de Justice. Les Parties contractantes s'engagent à se conformer aux décisions du jugement d'arbitrage ou à celles prononcées par la Cour Internationale de Justice, lesquelles en tout cas seront considérées comme définitives.

ARTICLE X. — Chaque Partie contractante pourra à tout moment notifier à l'autre Partie contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle dénonciation doit être faite en même temps à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

الفريقين تتشاور فى سبيل اجراء هذا التعديل . وتبدأ المشاورات خلال ستين يوما من تاريخ الطلب . وفى حالة وصول السلطات المذكورة الى اتفاق حول التعديلات الواجب ادخالها فان هذه التعديلات تدخل فى حيز التنفيذ فقط لدى تاكيدها عن طريق تبادل المذكرات الدبلوماسية

المادة التاسعة ـ كل خلاف قد ينشأ بين الفريقين بشأن تفسير او تطبيق هذا الاتفاق والملحق المرفق به والذي لا يمكن حسمه بالمفاوضات المباشرة ، يعرض على هيئة تحكيمية او على محكمة العدل الدولية حسب اختيار الفريقين . ويتعهد الفريقان بالتقيد بالقرار التحكيمي او بالحكم الصادر عن محكمة العدل الدولية ، وكلاهما يعتبر نهائيا .

المادة العاشرة ـ يجوز لاي من الفريقين المتعاقدين فى أي وقت شاء اعلام الفريق الاخر برغبته فى نقض هذا الاتفاق . ويجب ابلاغ ذلك الى منظمة الطيران المدني الدولي .

Le présent Accord cessera d'avoir effet dès la date communiquée dans ladite notification, mais en tout cas, douze mois au moins à partir du jour où la deuxième Partie contractante en aura reçu communication. Cette communication de dénonciation pourra être remplacée par un accord ultérieur passé avant l'échéance du délai susdit.

Au cas où l'autre Partie contractante omettrait d'en accuser réception, on considèrera la communication comme parvenue à son adresse 14 jours après la réception de la même communication par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE XI. — Le présent Accord entrera en vigueur provisoirement à la date de sa signature et définitivement, aussitôt que les formalités prévues par la législation intérieure de chacune des Parties contractantes auront été accomplies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés Plénipotentiaires dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

FAIT à Beyrouth le 20 Septembre 1949 en double exemplaire en langue française.

وينتهي مفعول الاتفاق منـــذ التاريخ المحدد فى مخابرة النقض وعلى كل حال بعد مضي اثني عشر شهرا من تاريخ تسلم الفريق الثاني لمخابرة النقض . غير انه يمكن استبدال هذه المخابرة باتفاق جديد يجري قبل انقضاء المدة المذكورة اعلاه .

واذا تمنع الفريق الثاني المتعاقد عن ابلاغ استلامه لهذه المخابرة فانها تعتبر واصلة بعد مضي ١٤ يوما على استلام منظمة الطيران المدني الدولي لها .

المادة الحادية عشرة – يدخل هذا الاتفاق فى حيز التنفيذ مؤقتا ابتداء من تاريخ توقيعه ونهائيا فور اتخاذ الاجراءات التي تنص عليها القوانين الداخلية بين كل من الفريقين المتعاقدين .

واثباتا لذلك وقع المندوبون المفوضون عن حكوماتهم على هذا الاتفاق .

حرر فى بيروت فى عشرين ايلول سنة ١٩٤٩ على نسختين باللغة الفرنسية .

ANNEXE I

I

Les entreprises désignées par une Partie contractante jouiront sur le territoire de l'autre Partie contractante du droit de transit et du droit d'escale pour des fins non commerciales; elles pourront aussi utiliser les aéroports et les facilités complémentaires prévus pour le trafic international. Elles jouiront, en outre, sur le territoire de l'autre Partie contractante et sur les lignes définies aux tableaux ci-après du droit d'embarquer et du droit de débarquer, en trafic international des passagers, des envois postaux et des marchandises, aux conditions du présent Accord.

II

Etat des lignes à exploiter par la ou les entreprises de transports aérien à désigner par le Gouvernement Libanais :

Liban — Grèce — Italie — France — Pays-Bas — et aux points au delà, dans les deux directions.

N.B. L'entreprise de navigation aérienne pourra à son choix omettre des points mentionnés dans les routes ci-dessus indiquées.

ملحق ١

١

ان مؤسسات الطيران التي يعينها احد الفريقين المتعاقدين تتمتع فى اراضي الفريق المتعاقد الاخر بحق المرور وبحق الهبوط لاغراض غير تجارية . ويمكنها ايضا استخدام المطارات والتسهيلات الاضافية المقررة للمواصلات الدولية . وهي تتمتع فوق ذلك فى اراضي الفريق الثاني وعلى الخطوط المعينة ادناه بحق حمل الركاب وانزالهم وحمل البريد والبضائع وانزالها وفاقا لشروط هذا الاتفاق وذلك اذا كانت تقوم برحلات دولية .

٢

لائحة بالخطوط التي تنوي تشغيلها مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي تعينها الحكومة اللبنانية :

لبنان ـ اليونان ـ ايطاليا ـ فرنسا هولاندا ـ وما وراء ذلك فى الاتجاهين

ملاحظة : يجوز لمؤسسة الملاحة الجوية حسب اختيارها ان تهمل بعض النقاط المذكورة فى الطرق المعينة اعلاه .

ANNEXE II

I

Les entreprises désignées par une Partie contractante jouiront sur le territoire de l'autre Partie contractante du droit de transit et du droit d'escale pour des fins non commerciales ; elles pourront aussi utiliser les aéroports et les facilités complémentaires prévus pour le trafic international. Elles jouiront, en outre, sur le territoire de l'autre Partie contractante et sur les lignes définis aux tableaux ci-après du droit d'embarquer et du droit de débarquer en trafic international des passagers, des envois postaux et des marchandises, aux conditions du présent Accord.

Chéhadé El GHOSSEIN,
Directeur Général p.i. du Ministère des Affaires Etrangères

H. HAGENAAR
Chargé d'Affaires a.i. des Pays-Bas au Caire

II

Etats des lignes à exploiter par la ou les entreprises de transport aérien à désigner par le Gouvernement des Pays-Bas:

A. Pays-Bas — France — Italie — Grèce — Liban — Iraq (Bassorah) et aux points au delà, dans les deux directions.

B. Pays-Bas — Liban — Iraq (Bassorah) — Pakistan — Inde et au delà dans les deux directions.

N.B. L'entreprise de navigation aérienne pourra à son choix omettre des points mentionnés dans les routes ci-dessus indiquées.

شحادة الغصين
المدير العام بالوكالة لوزارة
الخارجية والمغتربين

هـ. هاجينار
القائم بالاعمال بالوكالة للمفوضية
الهولاندية في القاهرة

ECHANGE DE LETTRES

Monsieur H. HAGENAAR
Chargé d'Affaires a.i.
des Pays-Bas au Caire

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant à l'Accord relatif au transport aérien entre le Liban et les Pays-Bas, conclu en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer qu'il est entendu par mon Gouvernement que l'utilisation de la 5ème liberté de l'air par les Services aériens néerlandais entre Beyrouth et Bassorah est subordonnée à la conclusion d'un Accord approprié sur le transport aérien entre les Pays-Bas et l'Iraq. Quand un tel Accord existera, le Gouvernement Libanais n'aura pas d'objection à permettre aux entreprises aériennes désignées par les Pays-Bas d'embarquer et de débarquer, en trafic international, des passages, des marchandises et du courrier, dans les deux directions, entre Beyrouth et Bassorah.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

Beyrouth, le 20 septembre 1949

P. le Ministre des Affaires Etrangères et des Libanais d'Outre-Mer et p.o.

CHEHADE EL GHOSSEIN

Son Excellence,
Monsieur Hamid Frangié,
Ministre des Affaires Etrangères
et des Libanais d'Outre-Mer
Beyrouth.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui ainsi conçue :

« Me référant à l'Accord relatif au transport aérien entre le Liban et les Pays-Bas, conclu en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer qu'il est entendu par mon Gouvernement que l'utilisation de la 5ème liberté de l'air par les Services aériens néerlandais entre Beyrouth et Bassorah est subordonnée à la conclusion d'un accord approprié sur le transport aérien entre les Pays-Bas et l'Iraq. Quand un tel Accord existera, le Gouvernement Libanais n'aura pas d'objections à permettre entreprises aériennes désignées par les Pays-Bas d'embarquer et de débarquer, en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier, dans les deux directoins, entre Beyrouth et Bassorah ».

« Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération ».

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Beyrouth, le 20 septembre 1949

Le Chargé d'Affaires a.i.
des Pays-Bas au Caire

H. HAGENAAR

ح

PALESTINE

فلسطين

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — PALESTINE

اتفاقات دولية

بين لبنان وفلسطين

AVANT NOVEMBRE 1943

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **28 Décembre 1920.**
  CONVENTION FRANCO-BRITANNIQUE
  fixant les limites entre les territoires sous mandat français et britanniques.
  (A.D. p. 31)

- **٢٨ كانون الاول ١٩٢٠**
  اتفاق فرنسي — بريطاني
  عين حدود الاراضي الواقعة تحت الانتداب الفرنسي وتحت الانتداب البريطاني
  (ود — ص ٣١)

- **5-11 Juillet 1921**
  ACCORD JUDICIAIRE
  (Convention provisoire pour l'extradition des délinquants)
  (A.D. p. 67)

- **٥ — ١١ تموز ١٩٢١**
  اتفاق قضائي
  (اتفاق موقت بشأن تسليم المجرمين)
  (ود — ص ٦٧)

- **11 Juillet 1921**
  ACCORD JUDICIAIRE
  Echanges des actes judiciaires.
  (A.D. p. 79)

- **١١ تموز ١٩٢١**
  اتفاق قضائي
  مبادلة الوثائق القضائية
  (ود — ص ٧٩)

- **3 Février 1922**
  ACCORD
  Paulet-Newcomb
  (Délimitation de frontières)
  (A.D. p. 39)

- **٣ شباط ١٩٢٢**
  اتفاق بولي — نيوكومب
  (تعيين حدود)
  (ود — ص ٣٩)

- **2 Février 1922 — Londres**
  CONVENTION FRANCO-ANGLAISE
  (Extraits relatifs aux actes judiciaires : commissions rogatoires, (art 5 à 9 et dispositions finales)
  (A.D. p. 83)

- **٢ شباط ١٩٢٢ — لندن**
  اتفاق فرنسي — بريطاني
  (نصوص متعلقة بالوثائق القضائية وبالانابات : المادة ٥ الى المادة ٩ والمواد الاخيرة من الاتفاق)
  (ود — ص ٨٣)

- 10 Mars 1923
  PROTOCOLE
  (Abornement de la frontière de la Méditerranée à El-Hammé.)
  (A.D. p. 49)

- ١٠ اذار ١٩٢٣
  بروتوكـــول
  (تعيين الحدود من البحر الابيـــض المتوسط الى الحمـــة)
  (ود — ص ٤٩)

- 31 Août — 10 Octobre 1925
  ACCORD SUR LA CIRCULATION AUTOMOBILE
  (A.D. p. 101)

- ٣١ اب — ١٠ تشرين الاول ١٩٢٥
  اتفاق بشان سير السيارات
  (ود — ص ١٠١)

- ٢ شباط ١٩٢٦

- 2 Février 1926
  CONVENTION DE BON VOISINAGE
  (réglant certaines questions d'ordre administratif se rapportant à la frontière)
  (A.D. p. 51)

- ٢ شباط ١٩٢٦
  اتفاق حسن جـــوار
  (تنظيم بعض امور ادارية متعلقـــة بالحـــدود)
  (ود — ص ٥١)

- 13 Mars 1926
  ACCORD SUR LE COMMERCE DES ANTIQUITES
  (A.D. p. 99)

- ١٣ اذار ١٩٢٦
  اتفاق بشان تجارة الاثار القديمة
  (ود — ص ٩٩)

- 30 Mars 1926
  ACCORD SUR LA PERCEPTION DE L'AGHNAM
  (A.D. p. 61)

- ٣٠ اذار ١٩٢٦
  اتفاق بشان تحصيل الاغنام
  (ود — ص ٦١)

- 10 Mai 1926
  ADDENDUM A L'ACCORD DU 31-8-1925 SUR LA CIRCULATION AUTOMOBILE
  (A.D. p. 104)

- ١٠ ايار ١٩٢٦
  ملحق لاتفاق ٢١—٨—١٩٢٥ المتعلق بسير السيارات
  (ود — ص ١٠٤)

● 11 Novembre 1926
ACCORD
POSTAL
(Echange des télégrammes)

● ١١ تشرين الثاني ١٩٢٦
اتفاق بريدي
(مبادلة البرقيات)

● 7 Mars 1927
POURSUITE DES
DELINQUANTS
EN PALESTINE

● ٧ اذار ١٩٢٧
ملاحقة المجرمين في فلسطين

— Arrêté No 842 du 7-3-1927
(A.D. p. 75)

– قرار رقم ٨٤٢ تاريخ ٧–٣–١٩٢٧
(ود – ص ٧٥)

● 14 Mars 1927
ADDENDUM A LA
CONVENTION DE BON
VOISINAGE DU 2-2-1926
(A.D. p. 59)

● ١٤ اذار ١٩٢٧
ملحق لاتفاق حسن الجوار تاريخ
٢–٢–١٩٢٦
(ود – ص ٥٩)

● 30 Mars 1927
ACCORD SANITAIRE
(Peste bovine)
(A.D. p. 117)

● ٣٠ اذار ١٩٢٧
اتفاق صحي
(طاعون المواشي)
(ود – ص ١١٧)

● 4 Avril 1929
ADDENDUM A
L'ACCORD SUR LA
CIRCULATION
AUTOMOBILE DU 31-8-1925
(A.D. p. 105)

● ٤ نيسان ١٩٢٩
ملحق لاتفاق سير السيارات تاريخ
٣١–٨–١٩٢٥
(ود – ص ١٠٥)

● 18 Mai 1929
CONVENTION
DOUANIERE
(A.D. p. 89)

● ١٨ ايـــار ١٩٢٩
اتفاق جمركي
(ود – ص ٨٩)

● 28 Octobre — 7 Novembre
1929 — Jérusalem
ACCORD POSTAL
(Echange d rect des
colis-postaux)

● ٢٨ تشرين الاول – ٧ تشرين الثاني
١٩٢٩ – القـــدس
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للطرود البريدية)

— Arrêté 3139/LR
du 28 Mai 1930 publiant
cet accord
(J.O. ar. 1930 No 2371)

- قرار ٣١٣٩/ل ر تاريخ ٢٨ ايار ١٩٣٠
(نشر هذا الاتفاق)
(جر – ع – ١٩٣٠ –عدد ٢٣٧١)

● 28 Février 1930.
ACCORD POSTAL
(Echange direct des mandats-poste)

● ٢٨ شباط ١٩٣٠
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

● 21 Juillet 1930
ADDITIF AUX ACCORDS POSTAUX DU 28 Octobre et 27 Novembre 1929
(Echange direct de colis-postaux)
(J.O. ar. — 1930 — n° 2393)

● ٢١ تموز ١٩٣٠
ملحق للاتفاقات البريدية تاريخ ٢٨ تشرين الاول –
٧ تشرين الثاني ١٩٢٩
(مبادلة مباشرة للطرود البريدية)
(جر – ع – ١٩٣٠ – عدد ٢٣٩٣)

● 20 Août — 5 Septembre 1932
ACCORD SUR LA GRATUITE DES VISAS DES PASSEPORTS
(A.D. p. 109)

● ٢٠ اب – ٥ ايلول ١٩٣٢
اتفاق بشان مجانية السمات على جوازات السفر
(ود – ص ١٠٩)

● 15 Mai — 3 Juin 1933
ACCORD SUR LES COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES

● ١٥ ايار – ٣ حزيران ١٩٣٣
اتفاق بشان المخابرات الهاتفية

● 11-23 Septembre 1933
AVENANT A LA CONVENTION D'EXTRADITION DU 11-7-1921
(A.D. p. 73)

● ١١ – ٢٣ ايلول ١٩٣٣
ملحق لاتفاق تسليم المجرمين تاريخ ١١ – ٧ – ١٩٢١
(ود – ص ٧٣)

● 3 Janvier 1934
ACCORD FRONTALIER DE TRANSHUMANCE
(A.D. p. 63)

● ٣ كانون الثاني ١٩٣٤
اتفاق بشان تنقل المواشي على الحدود
(ود – ص ٦٣)

● **31 Janvier 1936**
AMENDEMENT A LA CONVENTION DOUANIERE DU 18-5-1929

— Communiqué publié au B.O. du 31-1-36

● **٣١ كانون الثاني ١٩٣٦**
تغيير في الاتفاق الجمركي تاريخ ١٨-٥-١٩٢٩

ـ بلاغ صدر في ن.م. تاريخ ٣١-١-٣٦

● **19-26 Novembre 1936**
ACCORD POSTAL
(Echange direct de mandats-poste)

— Arrêté 282/LR du 16 Décembre 1936 publiant et mettant en exécution cet accord. (B.O. — 1936 — p. 481)

● **١٩ ـ ٢٦ تشرين الثاني ١٩٣٦**
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

ـ قرار ٢٨٢/لر تاريخ ١٦ كانون الاول ١٩٣٦ نشر هذا الاتفاق ووضعه موضع التنفيذ (ن.م. ـ ١٩٣٦ ـ ص ٤٨١)

● **Novembre 1939**
ACCORD COMMERCIAL

— Arrêté 334/LR du 30 Novembre 1939 portant application provisoire de cet accord. (B.O. 1939 — p. 485 — 486 — 497 et suppléments)

— Arrêté 81/LR du 22 Avril 1940 mettant en application cet accord. (B.O. 1940 — p. 209)

● **تشرين الثاني ١٩٣٩**
اتفاق تجاري

ـ قرار ٣٣٤/لر تاريخ ٣٠ تشرين الثاني ١٩٣٩ نفذ موقتا هذا الاتفاق (نم ـ ١٩٣٩ ـ ص ٤٨٥ ـ ٤٨٦ ٤٩٧ والملاحق)

ـ قرار ٨١/لر تاريخ ٢٢ نيسان ٩٤٠ وضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ (نم ـ ١٩٤٠ ـ ص ٢٠٩)

● **16 Septembre 1941**

— Arrêté 225/FL du 16 Septembre 1941 abaissant les taxes des colis-postaux avec la Palestine.

● **١٦ ايلول ١٩٤١**

ـ قرار ٢٢٥/ف ح تاريخ ١٦ ايلول ١٩٤١ **خفض الرسوم على الطرود البريدية مع فلسطين**

APRES NOVEMBRE 1943

- **10 Mai 1948**
  ACCORD POSTAL
  (Echange de mandats-poste)

— Décret 11739 du 10 Mai 1948 autorisant la mise en application de cet accord

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **١٠ أيار ١٩٤٨**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة الحوالات البريدية)

— مرسوم رقم ١١٧٣٩ تاريخ ١٠ أيار ١٩٤٨
اجاز تنفيذ هذا الاتفاق

SUISSE

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN — SUISSE

AVANT NOVEMBRE 1943

- **Octobre 1925**
  ACCORD POSTAL
  (Echange de mandats-postes)

— Arrêté 282 du 24-10-25 créant un service d'échanges de mandats-postes avec la Suisse.
(J.O. ar. n° 1924-1925)

- **23 Octobre 1940**
  MODUS VIVENDI COMMERCIAL FRANCO-SUISSE

— Arrêté 346/LR du 14 Décembre 1940 mettant en application cet accord au Liban et en Syrie
(J.O. ar. 1940 — n° 3858)
B.O. 1940 p. 558)

— Arrêté 361/LR du 24 Décembre 1940 portant rectification de l'arrêté 346/LR
(B.O. ar. 1941 — p. 3)

سويسرا

اتفاقات دولية
بين لبنان وسويسرا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- تشرين الاول ١٩٢٥
  اتفاق بريدي
  (مبادلة الحوالات البريدية)

– قرار ٢٨٢ تاريخ ٢٤ ـ١٠ـ١٩٢٥
انشاء مصلحة لتبادل الحوالات البريدية مع سويسرا
(جر ـ ع ـ ١٩٢٥ ـ عدد ١٩٢٤)

- ٢٣ تشرين الاول ١٩٤٠
  اتفاق تجاري فرنسي ـ سويسري

– قرار ٣٤٦/لر تاريخ ١٤ كانون الاول ١٩٤٠
وضع هذا الاتفاق موضع التنفيذ في لبنان وسوريا
(جر ـ ع ـ ١٩٤٠ ـ عدد ٣٨٥٨)
(نم ـ ع ـ ١٩٤٠ ـ ص ٥٥٨)

– قرار ٣٦١/لر تاريخ ٢٤ كانون الاول ١٩٤٠
تصحيح القرار ٣٤٦/لر
(نم ـ ع ـ ١٩٤١ ـ ص ٣)

SYRIE

ACTES DIPLOMATIQUES

SYRIE — LIBAN

AVANT NOVEMBRE 1943

- **10 Mars 1943**
  PROTOCOLE
  entre les représentants de la France Combattante, du Gouvernement Britannique et du Liban et de la Syrie

— Arrêté 110/FC du 10 Mars 1943, abrogeant l'arrêté 229/FC du 21 Avril 1942 et ratifiant ce protocole.

- **1 Octobre 1943 — Damas**
  ACCORD SUR LES INTERETS COMMUNS

APRES NOVEMBRE 1943

- **22 Décembre 1943**
  PROTOCOLE
  de Transfert des attributions exercées par la France
  (v. France — p. 73 RT)

- **3 Janvier 1944**
  PROTOCOLE
  de Transfert du Contrôle de la Régie Co-Interessée libano-syrienne des tabacs et tombacs
  (v. France — p. 75 RT)

سوريا

اتفاقات دولية

بين لبنان وسوريا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **١٠ اذار ١٩٤٣**
  بروتوكول
  بين ممثلي فرنسا المحاربة والحكومة البريطانية وحكومات لبنان وسوريا

- قرار ١١٠/فم تاريخ ١٠ اذار١٩٤٣ يلغي القرار٢٢٩/فح تاريخ ٢١ نيسان ١٩٤٢ ويصادق على البروتوكول المذكور اعلاه

- **١ تشرين الثاني ١٩٤٣ ـ دمشق**
  اتفاق بشأن المصالح المشتركة

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٢ كانون الاول ١٩٤٣**
  بروتوكول تسلم وتسليم الصلاحيات التي تمارسها السلطات الفرنسية
  (راجع : فرنسا ص ٧٣ م ا)

- **٣ كانون الثاني ١٩٤٤**
  بروتوكول تسلم وتسليم مراقبة ادارة حصر التبغ والتنباك
  (راجع : فرنسا ص ٧٥ م ا)

- **3 Janvier 1944**
  PROTOCOLE
  de Transfert de l'Administration générale des Douanes
  (v. France p. 76 RT)

- **٣ كانون الثاني ١٩٤٤**
  بروتوكول تسلم وتسليم ادارة الجمارك العامة
  (راجع : فرنسا ص ٧٦ م١)

- **5 Janvier 1944**
  PROTOCOLE
  de Transfert du Contrôle de l'Administration des Phares
  (v. France p. 76 RT)

- **٥ كانون الثاني ١٩٤٤**
  بروتوكول تسلم وتسليم مراقبة ادارة المنارات
  (راجع فرنسا ص ٧٨ م١)

- **25 Janvier 1944**
  ACCORD FINANCIER LIBANO-FRANCO-ANGLO-SYRIEN
  (Taux de change de la livre sterling)
  (v. France p. 79 RT)

- **٢٥ كانون الثاني ١٩٤٤**
  اتفاق مالي لبناني ـ فرنسي ـ بريطاني ـ سوري بشأن قيمة الليرة الاسترلينية
  (راجع فرنسا ص ٧٩ م١)

- **4 Février 1944**
  PROTOCOLE
  de Transfert du Service des Affaires Economiques et des Intérêts Communs
  (v. France p. 80 RT)

- **٤ شباط ١٩٤٤**
  بروتوكول تسلم وتسليم مصلحة الشؤون الاقتصادية في المصالح المشتركة
  (راجع : فرنسا ص ٨٠ م ١)

- **4 Février 1944**
  PROTOCOLE
  de Transfert des Services des Mines, du Contrôle de la circulation automobile et de l'emploi des pneumatiques, et de la climatologie
  (v. France p. 81 RT)

- **٤ شباط ١٩٤٤**
  بروتوكول تسلم وتسليم مصالح المناجم ومراقبة السيارات واستعمال المطاط ومراقبة الاحوال الجوية
  (راجع : فرنسا ص ٨١ م١)

- **4 Février 1944**
  PROTOCOLE
  de Transfert des Services financiers, des poudres et des explosifs
  (v. France p. 80 RT)

- **٤ شباط ١٩٤٤**
  بروتوكول تسلم وتسليم مصالح الشؤون المالية والبارود والمتفجرات
  (راجع : فرنسا ص ٨٠ م١)

● 14 Mars 1944
PROTOCOLE
de Transfert des Services de l'Office Pharmaceutique
(v. France 83 RT)

● 16 Mars 1944
MISE EN APPLICATION
de l'accord du 1 Octobre 1943

— Décret - législatif 1/K du 16-3-44 fixant les attributions du Conseil Supérieur des Intérêts Communs.

● 19 Avril 1944
PROTOCOLE
de Transfert de l'Office des changes
(v. France p. 83 RT)

● 19 Avril 1944
PROTOCOLE
réglant le Statut du Contrôle des Changes
(v. France p. 84 RT)

● 19 Avril 1944
CONVENTION LIBANO-FRANCO-SYRIENNE AVEC LA BANQUE DE SYRIE ET DU LIBAN, BANQUE D'EMISSION.
(v. France p. 88 RT)

● 3 Juin 1944
DECLARATION COMMUNE
au sujet du Transfert des Services d'Intérêts Communs.
(v. France p. 89 RT)

● ١٤ اذار ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مكتب الادوية
(راجع : فرنسا ص ٨٢ م ١)

● ١٦ اذار ١٩٤٤
تنفيذ اتفاق ١ تشرين الاول ١٩٤٣

— المرسوم الاشتراعي ١/ك تاريخ ١٦ ـ ٣ ـ ١٩٤٤
القاضي بتحديد صلاحيات المجلس الاعلى للمصالح المشتركة

● ١٩ نيسان ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مكتب القطع
(راجع : فرنسا ص ٨٣ م ١)

● ١٩ نيسان ١٩٤٤
بروتوكول تنظيم مراقبة القطع
(راجع : فرنسا ص ٨٤ م ١)

● ١٩ نيسان ١٩٤٤
اتفاق لبناني ـ فرنسي ـ سوري مع بنك سوريا ولبنان مؤسسة الاصدار
(راجع : فرنسا ص ٨٨ م ١)

● ٢ حزيران ١٩٤٤
تصريح مشترك عن تسلم وتسليم المصالح المشتركة
(راجع: فرنسا ص ٨٩ م ١)

- 3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert des Services des Antiquités
(v. France p. 89 RT)

- ٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مصلحة الاثار
(راجع فرنسا : ص ٨٩ م ١)

- 3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert du Service de l'Inspection Générale des Postes et Télégraphes
(v. France p. 90 RT)

- ٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم المفتشية العامة للبرق والبريد
(راجع : فرنسا ص ٩٠ م ١)

- 3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert des Services Quarantenaires
(v. France p. 90 RT)

- ٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مصالح الحجر الصحي
(راجع: فرنسا ص ٩٠ م ١)

- 3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert du Service de la Police Sanitaire vétérinaire.
(v. France p. 91 RT)

- ٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مصلحة المراقبة البيطرية
(راجع : فرنسا ص ٩١ م ١)

- 3 Juin 1944
PROTOCOLE
de Transfert de l'Office pour la protection de la propriété commerciale, industrielle, artistique, littéraire et musicale
(v. France p. 92 RT)

- ٣ حزيران ١٩٤٤
بروتوكول تسلم وتسليم مكتب حماية الملكية التجارية، والصناعية والفنية والادبية والموسيقية
(راجع: فرنسا ص ٩٢ م ١)

- 30 Juin 1944 — Beyrouth
(PROCES-VERBAL)
ACCORD POSTAL
Relations postales et télégraphiques.

- ٣٠ حزيران ١٩٤٤ ـ بيروت
اتفاق بريدي
(محضر اجتماع)
بشان العلاقات البريدية والبرقية

- **7 Juillet 1944**
  PROTOCOLE
  de Transfert du Service de la Sûreté Générale
  (v. France p. 97 RT)

- ٧ تموز ١٩٤٤
  بروتوكول تسلم وتسليم مصلحة الامن العـــام
  (راجع : فرنسا ص ٩٧ م١)

- **10 Novembre 1944 — Beyrouth**
  ACCORD POSTAL
  (PROCES-VERBAL)

- ١٠ تشرين الثاني ١٩٤٤ ـ بيروت
  اتفاق بريدي
  (محضر اجتماع)

- **19 Décembre 1945 — Beyrouth**
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER
  (PROCES-VERBAL)

- ١٩ كانون الاول ١٩٤٥ ـ بيروت
  اتفاق اقتصادي ومالي
  (محضر اجتماع)

- **10 Juin 1947 — Damas**
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER
  (Répartition des avantages obtenus de la Tapline)

- ١٠ حزيران ١٩٤٧ ـ دمشق
  اتفاق اقتصادي ومالي
  (توزيع المنافع العائدة من التابلين)

- **10 Juillet 1947 — Chtaura**
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER
  (Résumé des décisions adoptées).

- ١٠ تموز ١٩٤٧ ـ شتورا
  اتفاق اقتصادي ومالي
  (ملخص القرارات المتخذة في الاجتمـــاع)

- **17 Février 1948 — Le Caire**
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER
  (Communiqué conjoint).

- ١٧ شباط ١٩٤٨ ـ القاهرة
  اتفاق اقتصادي ومالي
  (بلاغ مشترك)

- **30 Mars 1948 — Chtaura**
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER

- ٣٠ اذار ١٩٤٨ ـ شتورا
  اتفاق اقتصادي ومالي

- **15 Mai 1948 — Damas**
  ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER

- ١٥ ايار ١٩٤٨ ـ دمشق
  اتفاق اقتصادي ومالي

● 27 Juin 1948 — Chtaura
ACCORD ECONOMIQUE
ET FINANCIER

● ٢٧ حزيران ١٩٤٨ ـ شتورا
اتفاق اقتصادي ومالي

● 8 Juillet 1948 — Chtaura
ACCORD ECONOMIQUE
(N'a pas été publié)

● ٨ تموز ١٩٤٨ ـ شتورا
اتفاق اقتصادي (لم ينشر)

● 8 Juillet 1948 — Chtaura
ACCORD FINANCIER

● ٨ تموز ١٩٤٨ ـ شتورا
اتفاق مـــــالي

● 7 - 11 Octobre 1948 —
Beyrouth - Damas
ECHANGE DE LETTRES.
relatif à la situation des
marins syriens au Liban.

● ٧ ـ ١١ تشرين الاول ١٩٤٨
بيروت ـ دمشق
مبادلة رسائل بشان حالة البحارة
السوريين في لبنـــــان

● 28 Juillet 1949 — Beyrouth
ACCORD ECONOMIQUE
ET FINANCIER
relatif à la Tapline

● ٢٨ كانون الثاني ١٩٤٩ ـ بيروت
اتفاق اقتصادي ومالي
بشان التابلين

● 8 Juillet 1949 — Chtaura
ACCORD ECONOMIQUE
ET FINANCIER

● ٨ تموز ١٩٤٩ ـ شتورا
اتفاق اقتصادي ومالي

● 27 Août 1949 — Bloudane
ACCORD FINANCIER

● ٢٧ اب ١٩٤٩ ـ شتورا
اتفاق مالي

● 25 Février — Damas
CONVENTION
JUDICIAIRE

● ٢٥ شباط ١٩٥١ ـ دمشق
اتفاق قضائي

Pour tout ce qui concerne les relations économiques et financières libano-syriennes depuis octobre 1943, il est utile de consulter le « Recueil de documents » publié sur ce sujet par le Gouvernement libanais, et se rapportant à la période Octobre 1943-14 Mars 1950.

فيما يختص بالعلاقات الاقتصادية والمالية اللبنانية ـ السورية منـــذ تاريخ تشرين الاول ١٩٤٣ ، يستحسن مراجعة «مجموعة الوثائق والنصوص» التي اصدرتها الحكومة اللبنانيـــة عن المدة الواقعة بين تشريـــن الاول ١٩٤٣ و ١٤ اذار ١٩٥٠.

ACCORD
RELATIF AUX INTERETS COMMUNS

- Signé à Damas
- Le 1er Octobre 1943
- Ratification autorisée par la loi du 14 Février 1944

اتفاق
بشان المصالح المشتركة

- وقع فی دمشق
- فی اول تشرين الاول ١٩٤٤
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ١٤ شباط ١٩٤٤

ان ممثلي الحكومة السورية

وممثلي الحكومة اللبنانية

بعد ان تبادلوا اوراق اعتمادهم ودرسوا مختلف المسائل المتعلقة بالمصالح المشتركة بين البلدين، اقروا هذا الاتفاق :

المادة الاولى ـ تحديد المصالح المشتركة :

تتناول المصالح المشتركة بين سوريا ولبنان جميع المصالح التي كانت تدار من قبل المندوبية العامة لفرنسا فی الشرق . وتنقسم هذه المصالح الى قسمين :

القسم الاول ـ يشمل ما يجب ان تستمر ادارته مشتركة لمدة غير معينة كمصالح الجمارك ومراقبة الشركات ذوات الامتياز (وهي التي تشمل منطقة عملها اراضي الدولتين) ومراقبة ادارة حصر الدخان .

القسم الثاني ـ ويشمل ما يجب ان تترك ادارته فورا لكل من الحكومتين ضمن اراضيها كمصلحة البارود ومصلحة حماية الملكية الصناعية والتجارية والفنية والادبية والموسيقية ومصلحة الاشغال العامة وادارة البرق والبريد ودار الاثار والدفاع السلبي والامن العام ومراقبة الشركات ذوات الامتياز التي لا تتجاوز منطقة عملها اراضي احدى الدولتين وحراسة اموال الاعداء وبالاجمال كل مصلحة اخرى لم تعين فی القسم الاول .

المادة الثانية ـ فی كيفية ادارة المصالح المشتركة :

يتولى ادارة المصالح الداخلة فی القسم الاول مجلس مشترك يدعى (المجلس الاعلى للمصالح المشتركة) .

يؤلف هذا المجلس من ثلاثة ممثلين لكل دولة ولهم الحق ان يستعينوا بالخبراء والاخصائيين الذين يرون لزوما لهم ويتخذ المجلس مقرراته باتفاق الاراء ويكون لمجموع ممثلي كل دولة راي واحد .

يزاول المجلس عمله ستة اشهر من السنة فى دمشق وستة اشهر فى بيروت ويراس اجتماعاته فى دمشق رئيس الممثلين السوريين وفى بيروت رئيس الممثلين اللبنانيين .

المادة الثالثة ـ صلاحية المجلس الاعلى

اولا ـ اعداد التشريع اللازم لكل مصلحة من هذه المصالح .

ثانيا ـ ادارة جميع المصالح المشتركة والاشراف عليها .

ثالثا ـ تحديد موازنة هذه المصالح وملاكات كل منها .

رابعا ـ تعيين الموظفين المكلفين بادارتها .

خامسا ـ اعداد مشاريع الاتفاقات التجارية والاقتصادية الدولية وعرضها على الحكومتين لاقرارها .

المادة الرابعة ـ فى مصلحة الجمارك

ان سورية ولبنان تؤلفان منطقة جمركية واحدة ذات وحدة جمركية تنتقل البضائع ضمنها بحرية كاملة وبدون اية ضريبة او رسم جمركي وعلى هذا الاساس يكون للدولتين ادارة جمركية واحدة وتمارس هذه الادارة عملها على اساس وحدة النظام الجمركي .

يحدد المجلس الاعلى كيفية وشروط ادارة الجمارك وله ان يمنح هذه الادارة ما يرتأيه من سلطة وصلاحية .

المادة الخامسة ـ فى توزيع عائدات المصالح المشتركة

تخصص واردات الجمرك لدفع نفقات ادارة المصالح المشتركة كما يقرها المجلس الاعلى بالدرجة الاولى . ومن ثم يقسم الباقي بين البلدين بنسبة اشتراك كل من الشعبين السوري واللبناني فى دفع الرسوم التي تتالف منها موارد هذه المصالح المشتركة .

ولكن الفريقين قد اتفقا على اجراء توزيع مؤقت بنسبة اربعين بالمئة من الايرادات الصافية لكل من الدولتين السورية والبنانية على ان تبقى العشرون بالمئة الباقية معدة للتوزيع بين الدولتين حسب القرار الذي يصدره المجلس الاعلى فى مدة سنة واحدة وعلى اساس المبدا المحدد فى الفقرة السابقة من هذه المادة .

المادة السادسة ـ فى التشريع

يبقى التشريع الحالي العائد الى هذه المصالح المشتركة نافذا الى ان يتم تعديله حين الاقتضاء باتفاق الفريقين المتعاقدين .

والمجلس الاعلى يعد المشاريع التي لها صفة تشريعية ويعرضها على مجلس الوزراء فى سورية ولبنان حتى اذا اقراها بقرارين متطابقين صادرين عن كل منهما اذنا المجلس الاعلى بنشرها وتنفيذها .

المادة السابعة ـ فى المعاشات التقاعدية

تثابر كل حكومة على حسم العائدات التقاعدية من موظفي هذه المصالح الذين يكونون من رعاياها وتدفع لهؤلاء تعويض الصرف اوراتب التقاعد فى المستقبل بموجب القوانين النافذة حاليا او حسبما يقرره المجلس الاعلى .

المادة الثامنة ـ مدة هذا الاتفاق

يعمل بهذا الاتفاق لمدة سنتين تبتدىء من يوم تسلم هذه المصالح ويجدد حكما للمدة نفسها وبذات الشروط ما لم يطلب نقضه احد الطرفين المتعاقدين قبل انقضاء اجله بستة اشهر .

المادة التاسعة ـ السعي المشترك

على اثر التوقيع على هذا الاتفاق تتقدم الحكومتان بمسعى مشترك لاستلام هذه المصالح .

المادة العاشرة ـ ابرام الاتفاق

يبرم هذا الاتفاق فى كل دولة من الدولتين وفاقا للاصول المتبعة لديها.

رياض الصلح
سعدالله الجابري
سليم تقلا
جميل مردم

٢

مرسوم اشتراعي رقم ١/ K
بتعيين صلاحيات المجلس الاعلى للمصالح المشتركة

ان رئيس الجمهورية اللبنانية ،

بناء على الدستور اللبناني الصادر بتاريخ ٢٣ ايار سنة ١٩٢٦ والمعدل بالقوانين الدستورية الصادرة بتاريخ ١٧ تشرين الاول ١٩٢٧ و٨ ايار سنة ١٩٢٩ و٩ تشرين الثاني سنة ١٩٤٣ ،

وبناء على الاتفاق المعقود بتاريخ اول تشرين الاول سنة ١٩٤٣ بين الحكومتين اللبنانية والسورية بصدد المصالح المشتركة ،

وبناء على الاتفاق المعقود في دمشق بتاريخ ٢٢ كانون الاول سنة ١٩٤٣ بين الجنرال كاترو وممثلي الحكومتين اللبنانية والسورية بنقل الصلاحيات المتعلقة بالمصالح المشتركة الى الحكومتين المومأ اليهما اعتبارا من اول كانون الثاني سنة ١٩٤٤ مع حق التشريع والتنظيم ،

وبناء على الاتفاقات الملحقة المعقودة بتاريخ ٣ و ٥ كانون الثاني سنة ١٩٤٤ بين ممثلي فرنسا ولبنان والتي تم بموجبها تسليم وتسلم هذه المصالح والدوائر ،

وبناء على القانون الصادر بتاريخ ١٤ شباط سنة ١٩٤٤ والقاضي بابرام الاتفاق المعقود بين لبنان وسوريا بتاريخ اول تشرين الاول سنة ١٩٤٣ فيما يتعلق بالمصالح المشتركة بين البلدين والكتابين المتبادلين بتاريخ ٢ شباط سنة ١٩٤٤ بين وزيري مالية سورية ولبنان بالخصوص المذكور ،

وبناء على القانون الصادر بتاريخ ١٤ شباط سنة ١٩٤٤ والقاضي بمنح الحكومة حق التشريع فيما يتعلق بالمصالح المشتركة .

وبناء على اقتراح رئيس مجلس الوزراء وزير المالية ،

وبناء على موافقة مجلس الوزراء بجلسته المنعقدة بتاريخ ١٥ اذار سنة ١٩٤٤ ،

يرسم ما يأتي :

الفصل الاول
تحديد المصالح المشتركة

المادة الاولى – تتناول المصالح المشتركة بين سوريا ولبنان :

١ – مصلحة الجمارك .

٢ ـ مراقبة الشركات ذات الامتياز التي تشغل منطقة عملها اراضي الدولتين اللبنانية واسورية .

٣ ـ مراقبة ادارة حصر الدخان

تستمر ادارة هذه المصالح بشكل مشترك خلال مدة تحدد باتفاق الحكومتين اللبنانية والسورية .

الفصل الثاني

المجلس الاعلى للمصالح المشتركة

المادة الثانية ـ يتولى ادارة هذه المصالح المشتركة مجلس يسمى المجلس الاعلى للمصالح المشتركة ويؤلف من ثلاثة ممثلين لكل من الحكومتين اللبنانية والسورية ويراس كل هيئة احد اعضائها .

المادة الثالثة ـ ان المجلس الاعلى يتمتع بالشخصية المعنوية . يزاول المجلس الاعلى عمله ستة اشهر فى بيروت وستة اشهر فى دمشق وتتخذ قراراته باتفاق الجانبين اللبناني والسوري على ان يكون لمجموع ممثلي كل حكومة راي واحد .

المادة الرابعة ـ يسمى رئيس واعضاء الهيئة اللبنانية فى المجلس الاعلى بمرسوم يتخذ فى مجلس الوزراء بناء على اقتراح وزير المالية وتنتهي مهمتم بالطريقة نفسها .

تحدد تعويضات الاعضاء والنفقات التي تقتضيها مهمتهم بمرسوم يتخذ فى مجلس الوزراء بناء على اقتراح وزير المالية .

تدفع هذه التعويضات والنفقات من موازنة المصالح المشتركة على حساب الحكومة اللبنانية .

يثابر العضو اللبناني فى المجلس الاعلى المنتخب من موظفي الدولة على دفع العائدات التقاعدية على اساس راتب وظيفته الاصلية ويحتفظ بحقه فى نيل ضمائم القدم وفي الترفيع كما لو كان على راس وظيفته الاصلية ويعود الى هذه الوظيفة حكما عند انتهاء مدته فى المجلس الاعلى .

لا يجوز للاعضاء اللبنانيين فى المجلس الاعلى مدة قيامهم بهذه المهمة ان يزاولوا اي مهنة ولا يجوز لهم ايضا ان يزاولوا اي وظيفة اخرى تحول دون اتمام مهمتهم فى المجلس الاعلى .

المادة الخامسة ـ يمارس المجلس الاعلى للمصالح المشتركة الصلاحيات الاتية :

اولا : اعداد التشريع اللازم لكل مصلحة من المصالح ونشره ضمن الشرائط المنصوص عنها بالمادة السابعة ادناه .

ثانيا : اقرار التنظيم اللازم لمختلف الدوائر فى المصالح المشتركة

ثالثا : ادارة جميع المصالح المشتركة والاشراف عليها مع الاحتفاظ بالاحكام الخاصة المتعلقة بادارة حصر الدخان .

رابعا : تعيين وعزل الموظفين فى ادارة الجمارك والمراقبين فى الشركات ذات الامتياز والموظفين الملحقين بهم ومراقبي الحكومة لدى ادارة حصر الدخان والموظفين الملحقين بهم ويجوز للمجلس الاعلى ان يفوض الى مديري الجمارك ومراقبي الشركات حق تعيين الموظفين فى دوائرهم ضمن الحدودالتي يرسمها المجلس .

خامسا : اعداد مشاريع الاتفاقات التجارية والاقتصادية وعرضها على الحكومة لاقرارها .

سادسا : القيام ضمن حدود هذا المرسوم الاشتراعي وفيما عدا حق التشريع بجميع الاعمال المتصلة بالمصالح المشتركة التي كان يمارسها المفوض السامي والسكرتير العام للمفوضية العليا .

المادة السابعة ــ يعد المجلس الاعلى المشاريع التي لها صفةتشريعية ويعرضها على مجلس الوزراء فى لبنان وسوريا حتى اذا اقرها بقرارين متطابقين صادرين عن كل منهما اذنا للمجلس الاعلى بنشرها وتنفيذها .

المادة الثامنة ــ يحدد المجلس الاعلى موازنة المصالح المشتركة ويضعها موضع العمل بشرط التقيد فى تقرير النفقات والواردات بالاحكام المعمول بها .

المادة التاسعة ــ يعين مجلس الوزراء فى الحكومتين البنانية والسورية اختصاص وصلاحيات جميع الموظفين الفرنسيين فى المصالح المشتركة اما مباشرة او باقتراح من المجلس الاعلى للمصالح المشتركة ويبلغان هذا المجلس قراراتهما بهذا الشان للعمل بها عند تطابقها .

المادة العاشرة ــ يبقى التشريع الحالي فى جميع المصالح المشتركة نافذا ما لم يعدل بالطرق المنصوص عنها فى هذا المرسوم الاشتراعي .

الفصل الثالث
احكام متنوعة

المادة الحادية عشرة ـ يشرف المجلس الاعلى للمصالح المشتركة على تنظيم الاحصاء بمختلف دوائر المصالح المشتركة وخاصة ما يؤدي الى التثبت من نسبة اشتراك كل من الشعبين اللبناني والسوري في دفع الرسوم الجمركية .

المادة الثانية عشرة ـ الهيئة اللبنانية الممثلة فى المجلس الاعلى مرتبطة بوزير المالية وتتلقى منه التوجيهات والخطط الاساسية التي يجب التقيد بها .

المادة الثالثة عشرة ـ تثابر كل حكومة على حسم العائدات التقاعدية من موظفي المصالح المشتركة الذين يكونون من رعاياها وتدفع لهؤلاء تعويض صرف من الخدمة او راتب التقاعد فى المستقبل بموجب القوانين النافذة .

المادة الرابعة عشرة ـ ينشر هذا المرسوم الاشتراعي ويبلغ حيث تدعو الحاجة الى ذلك على ان يعرض على مجلس النواب فى دورة اذار سنة ١٩٤٤ .

بيروت فى ١٦ اذار سنة ١٩٤٤

٢

اتفاق
بريـــدي
(محضر اجتماع)

● وقع في بيروت

● في ٣٠ حزيران ١٩٤٤

● صدق بموجب المرسوم رقم ١٦٧٢ تاريخ ٤ اب ١٩٤٤

ACCORD
POSTAL
(PROCES-VERBAL)

● Signé à Beyrouth

● Le 30 Juin 1944

● Ratifié par Décret 1672/K du 4 Août 1944

محضر

بناء على البروتوكول الموقع بتاريخ ٣ حزيران سنة ١٩٤٤ بين الحكومتين اللبنانية والسورية من جهة والجانب الافرنسي من جهة ثانية المتعلق بتسليم مصالح مفتشية البريد والبرق العامة وموظفيها الى الحكومتين رات الحكومتان اللبنانية والسورية من اللازم وضع العلاقات البريدية والبرقية التي كانت مشتركة فيما بينهما على اسس جديدة لا تؤثر على استقلال كل من الجانبين .

وبناء على ذلك اجتمعت بتاريخ ٢٩ و٣٠ حزيران سنة ١٩٤٤ في مكتب مديرية بريد وبرق الجمهورية اللبنانية لجنتان من موظفي البريد والبرق في الجمهوريتين اللبنانية والسورية وهما مؤلفتان من السادة الاتية اسماؤهم :

عن لبنـــان

جميل نمور مدير البريد والبرق
سليم مبارك مفتش البريد والبرق
محمد داعوق مفتش البريد والبرق القائم باعمال البريد المركزي .
ميشال توما رئيس المحاسبة بالوكالة

عن سوريـــا

ابراهيم كنعان مدير البريد والبرق
يوسف الكناني مفتش البريد والبرق
وديع الدر رئيس المحاسبة
فؤاد جناوي رئيس مصلحة البريد

فتم الاتفاق مبدئيا على الامور التالية :

١ ـ المراسلات والمواد البريدية

ـ تعتبر تعرفة المراسلات والمواد البريدية الداخلية المتبعة في كل البلدين اللبناني والسوري ، تعرفة تفضيلية

تطبق على مختلف انواع المراسلات والمواد البريدية المتبادلة البريدية المتبادلة بين البلدين على ان يخلص عليها بطوابع بريد ادارة المصدر .

٢ ـ الطرود البريدية ـ

تعتبر التعرفة التالية وهي المطابقة لتعرفة الطرود البريدية الداخلية السورية تعرفة تفضيلية تطبق على الطرود البريدية المتبادلة بين البلدين

عن طرد لا تتجاوز زنته ٣ كيلو غرامات ١٠٠ قرش

عن طرد زنته من ٣ الى ٥ كيلو غرامات ١٥٠ قرشا

عن طر زنته من ٥ الى ١٠ كيلو غرامات ٢٠٠ قرش

عن طرد زنته من ١٠ الى ١٥ كيلو غراما ٣٠٠ قرش

عن طرد زنته من ١٥ الى ٢٠ كيلو غراما ٤٠٠ قرش

يحتفظ كل من الادارتين على سبيل المقابلة بمجموع الرسوم المستوفاة عن الطرود الصادرة عنه برسم جارته باعتبار ان هذه الرسوم تكون حصة الادارتين معا اما اذا زاد عدد الطرود الواردة لاحدى الادارتين عن عدد ما يصدر عنها فيستوفى عن الزائد تعويض نقل تحدد قيمته كما يلي:

عن طرد لا تتجاوز زنته ٣ كيلو ٥ قروش

عن طرد زنته من ٢٠٠١ غرام الى ٥٠٠٠ غرام ١٠ قروش

عن طرد زنته من ٥٠٠١ غرام الى ١٠٠٠٠ غرام ١٥ قرشا

عن طرد زنته من ١٠٠٠١ غرام الى ١٥٠٠٠ غرام ٢٠ قرشا

عن طرد زنته من ١٥٠٠١ غرام الى ٢٠٠٠٠ غرام ٢٥ قرشا

يمكن الغاء هذا التعويض اذا اثبت الاحصاء فى نهاية عام ١٩٤٤ ان فرق عدد الطرود المتبادلة لا تتجاوز عائداته ٥٠ ليرة شهريا .

اما الاجور الاضافية الكيلومترية التي تستوفيها ادارة المصدر لمصلحة جارتها على اساس المسافة الكيلومترية فتدفع كلها الى ادارة المورد .

٣ ـ الحوالات البريدية والبرقية ـ

يطبق كل من لبنان وسورية تعرفته الداخلية باعتبارها تعرفة تفضيلية على ما يسحب من بلاده من الحوالات البريدية والبرقية ، على ان تعطى الادارة الدافعة حصة قدرها ربع بالالف من مجموع مدفوعاتها لحساب الادارة الساحبة .

واتفقت الادارتان على العمل بالمبدأ المذكور فى الفقرة ٣ من المادة

١١٨ من الاتفاقية الدولية ومقتضاه انه يحق للادارة التي يتجاوز رصيد مدفوعاتها الشهرية لحساب الادارة الاخرى مبلغ خمسة وعشرين الف ليرة ، ان تطالب بنصف الرصيد الزائد عن المبلغ المذكور خلال الشهر نفسه وذلك استنادا الى نتائج حسابات الثلاثة الاشهر الاخيرة .

يثابر على تبادل الحوالات بين البلدين على الاساس المتبع حاليا الذي سيدعى بعد الان النظام اللبناني السوري ، على ان يصار الى تعديله متى دعت الضرورة فى بدء العام القادم

٤ ـ البرقيات ـ تعتبر التعرفة التالية المطابقة لتعرفة البرق الرئيسية السورية الداخلية تعرفة تفضيلية وتطبق على البرقيات المتبادلة بين لبنان وسورية وهذه هي :

البرقيات العادية اجرة الكلمة ١٠ قروش
ادنى حد للاستيفاء ١٠٠ قرش

ان الاجرة الاضافية المستوفاة عن البرقيات المنقولة بواسطة ساع خاص وقدرها ٥٠ قرشا عن كل كيلومتر تدفع بكاملها الى ادارة المورد كما ان اجرة الرد الخالص للبرقيات تدفع ايضا الى ادارة المورد .

تستوفى ادارة المورد من ادارة مصدر البرقية حصة مقطوعة قدرها قرش واحد عن كل كلمة من البرقيات المتبادلة بينهما على ان تلغى هذه الحصة بالاتفاق بين الادارتين اذا ثبت بالاحصاء تعادل عدد الكلمات المتبادلة او وجود فريق لا تتجاوز عائداته مئة ليرة شهريا .

٥ ـ المواد والطرود المشروطة التادية ـ يجري ترصيد القيم المشروطة التادية بحوالات بريدية عادية .

٦ ـ مبادلات البرد والطرود والبرقيات الخارجية التي تجري بواسطة احدى ادارتي لبنان وسورية ـ يبقى النظام الحالي المتبع فى هذا الشأن مرعيا حتى نهاية السنة الحالية على ان يعمل اعتباراً من مطلع العام القادم اي من اول كانون الثاني سنة ١٩٤٥ بالاحكام المقررة فى الانظمة الدولية فيأخذ كل من البلدين ما يصيبه من رسوم او حصص المرور على البرد والطرود والبرقيات .

فى الفترة الواقعة بين اول تموز سنة ١٩٤٤ واول كانون الثاني سنة سنة ١٩٤٥ ينظر فى امر تخفيض الرسوم و الحصص المذكورة باتفاقات تعقد بين البلدين وبينهما وبين ادارات البلاد المجاورة .

٧ ـ مراكز مبادلة البرد والبرقيات والطرود ـ عينت لمبادلة هذه المعاملات المراكز الاتية فى لبنان وسورية :

في لبنـــان

للبرق ، مركز برق بيروت

للطرود ، مركز طرود بيروت ومركز طرابلس البلد

للبرد والحوالات ، جميع المراكـــز الحاليـــة .

في سورية

للبرق ، مركزا دمشق وحلب

للطرود ، مراكز دمشق وحلـــب واللاذقية

للبرد والحوالات ، جميع المراكـــز الحاليـــة .

ويمكن تعيين مراكز جديدة وتعديل المراكز الحالية باتفاق الادارتين .

٨ ــ سير السيارين بقطارات سكة الحديد وتبادل البرد على الطرق المشتركـــة بين الدولتـــين ــ

يستمر العمل بالنظام الحالي حتـــى آخر السنة الحالية ثم يعدل في مطلع العام القادم كما يلي :

يخصص لمرافقة البرد على خـــط بيروت ــ دمشق سياران لبنانـــيان وسياران سوريـــان

يخصص لمرافقة البرد على خـــط طرابلس ــ حمص سياران لبنانيان

يخصص لمرافقة البرد على خـــط رياق ــ حلب سيارون سوريـــون

وقد اخذت الادارة اللبنانية علـى عهدتها تأمين نقل البرد بين طرابلس وحمص بمعرفة سياريها لقاء قيـــام الادارة السورية بمرافقة البرد اللبنانية بين رياق وحمص .

تشترك الادارتان بنفقات نقـــل البرد بالسيارات بين حدودهمـــا بنسبة المسافات الكيلومترية في اراضي كل منهما وذلك بعد اتفاقهما علـــى اجراء هذا النقل .

٩ ــ الاجهزة اللاسلكيـــة ــ

يستمر العمل بالتسهيلات المتقابلة المتبعة حاليا بين الادارتين لتأمـــين تحصيل الرسوم عن الاجهزة اللاسلكية

١٠ ــ نقاط انفصال الخطوط البرقية:

عينت نقاط انفصال الخطـــوط البرقية كما يلي :

من جهة دمشق ــ بيروت الحدود بين البلدين

من جهة بعلبك ــ حمص الجسر ــ منطقة جوسي

من جهة طرابلس ــ طرطوس جسر نهر الكبير

من جهة طرابلس ــ تلكلخ مركز تلكلخ (ويمتلك كل من الادارتين الخط من جهته حتى تلكلخ ويقـــوم باصلاحه بمعرفتـــه) .

١١ ـ برقيات المصلحة المتبادلة بين الادارتين ـ تعفى من الاجرة برقيات المصلحة المتبادلة بين الادارتين بشأن المصالح البريدية .

١٢ ـ الاتصال بين الادارتين ـ تتبادل الادارتان جميع المعلومات ولوائح المصلحة المتعلقة بامور البريد والبرق وكذلك تتشاوران بما يمكن ادخاله من التحسينات على وسائل المبادلات البريدية والبرقية .

١٣ ـ يحق اعتباراً من مطلع عام ١٩٤٥ لكل من الادارتين ان يطلب الغاء او تعديل نصوص هذه الاتفاقية او جزء منها بشرط ان تعلم الادارة الثانية عن رغبتها هذه قبل ثلاثة اشهر .

١٤ ـ تسليم مستندات المفتشية العامة ـ تم الاتفاق على استلام مستندات مصلحة المفتشية العامة فى ١٥ تموز ١٩٤٤

١٥ ـ يعرض مشروع هذا الاتفاق على حكومتي الجمهورية فى لبنان وسورية ويصبح نافذاً بعد تصديقه من قبلهما .

بيروت فى ٣٠ حزيران ١٩٤٤

٢

ACCORD
POSTAL
(PROCES-VERBAL)

- Signé à Beyrouth
- Le 30 Novembre 1944
- Ratifié par Décret 2938/K du
22 Mars 1945
(J.O. 1945 n° 13)

اتفاق
بريـــدي
(محضر اجتماع)

- وقع في بيروت
- في ٣٠ تشرين الثاني ١٩٤٤
- صدق عليه بموجب
المرسوم رقم ٢٩٣٨
تاريخ ٢٢ اذار ١٩٤٥
(جر. ١٩٤٥ – عدد ١٣)

محضر ضبط

اجتمعت بتاريخ ١٠ تشرين الثاني ١٩٤٤ في مكتب مدير بريد وبرق الجمهورية اللبنانية العام في بيروت لجنتا المفاوضة في ادارتي بريد وبرق لبنان وسورية وذلك بالاستناد الى الفقرة الاخيرة من محضر الضبط المؤرخ ٢٨ ايلول ١٩٤٤ لبحث العلاقات البريدية والبرقية التي يتوسط لها احد البلدين او شؤون اخرى ذات اتصال بموضوع العلاقات البريدية والبرقية المباشرة بينهما وكانت اللجنتان مؤلفتان على الوجه الاتي :

عن لبنان السادة :

جميل نمور مدير بريد وبرق الجمهورية اللبنانية العام .

شارل جلخ مفتش عام ، رئيس مصلحة الاستثمار والحسابات الداخلية والدولية .

سليم مبارك مفتش ، رئيس المصلحة الفنية .

عن سورية السادة :

توفيق الحياني مدير بريد وبرق سورية العام

ابراهيم كنعان رئيس المصلحة الداخلية

يوسف الكناني رئيس المصلحة الخارجية

وديع در رئيس المحاسبة

فؤاد جناوي رئيس قسم البريد الخارجي

وبعد الدرس والمداولة تم لاتفاق على الامور الاتية :

١ ـ تطبق اعتبارا من غرة اذار سنة ١٩٤٥ بلا قيد ولا شرط الانظمة والاتفاقيات الدولية الجارية فيما يتعلق باستيفاء رسم توسط خاص وكامل لكل من لبنان وسورية عن البرد والبرقيات والطرود الخارجية صادرة كانت او واردة التي تتوسط لها احدى الادارتين للادارة الثانية .

اما فى العلاقات البريدية والبرقية المتبادلة بواسطة احدى الادارتين مع البلاد العربية الاخرى فتطبق موقتا النصوص الدولية المار ذكرها فى الفقرة الاولى وذلك ريثما يحدد امر هذه العلاقات فى المؤتمر العربي العام الذي سيعقد مستقبلا للنظر بها .

٢ ـ عتبارا من غرة اذار سنة ١٩٤٥ تتعهد ادارتا بريد وبرق لبنان وسوريا ان تدفعا مناصفة الى شركة السكك الحديدية (شام حماه وتمديداتها) الاجور المقررة لنقل الطرود الخارجية التي تتوسط لها الادارتان معا هذا اذا طالبت الشركة المشار اليها حصة واحدة للنقل فى داخل الاراضي السورية اللبنانية .

٣ ـ اعتبارا من غرة اذار سنة ١٩٤٥ تتعهد الادارة اللبنانية بان تساهم بدفع نصف الاجرة المتوجبة الى شركة « واغون لي » الدولية (شركة المركبات ذات الاسرة) على نقل البرد الخارجية التي تتوسط لها الاداتان اللبنانية والسورية معا هذا اذا لم تطالب الشركة المشار اليها الا بحصة واحدة للنقل ضمن الاراضي اللبنانية والسورية وكان النقل قد تم فعلا ضمن اراضي الدولتين بواسطة مركبات الشركة .

٤ ـ تسهيلا لتصفية حسابات رسوم توسط البرد القديمة التي تعود لسني ١٩٣٩ ـ١٩٤٣ لا ترى ادارتا بريد وبرق لبنان وسوريا مانعا بان تتولى الاخيرة منهما اجراء التصفية المذكورة على ان تقسم المبالغ المستحقة لهما او المطلوبة منهما مناصفة بين الادارتين .

٥ ـ الموافقة اعتبارا من اول كانون الثاني سنة ١٩٤٥ على تبادل البرقيات التحريرية بين البلدين على ان يجري ذلك ضمن نطاق الانظمة الدولية وذلك باستيفاء ثلث الاجرة وجعل الحد الادنى للاستيفاء ٢٥ كلمة لكل برقية .

٦ ـ بما ان الجداول الحسابية المنظمة بين ادارتي بريد لبنان وسوريا عن الطرود والبرقيات المتبادلة بينهما خلال شهور اب وايلول وتشرين الاول الاخيرة ساعدت على التحقق

من ضآلة الفرق الموجود بين الحسابين وهبوطه عن المعدل الملحوظ فى الفقرات ٢ و ٤ من محضر الضبط المؤرخ ٣٠ حزيران ١٩٤٤ فقد رات الادارتان الموما اليهما ان لا حاجة بمطالبة بعضهما البعض بالتعويض والحصة المحددين فى تلك الفقرات اعتبارا من غرة اب ١٩٤٤ ولا بتبادل جداول حسابية بينهما بعدالان بالموادالمذكورة مع العلم بان اجور الرد فى البرقيات واجور السعاة المكلفين بايصال البرقيات والطرود تدفع بكاملها الى الادارة التي تقوم بارسال ردود البرقيات وبتوزيع البرقيات والطرود بواسطة السعاة .

٧ ـ المثابرة على قبول الرسائل الرسمية المتبادلة بين لبنان وسورية والمعفاة اساسا من الاجور البريدية فى كل منهما دون الصاق طوابع بريدية عليها .

٨ ـ يحق لكل من ادارتي بريد وبرق لبنان وسورية ان تطلب الغاء او تعديل نصوص هذه الاتفاقية او جزء منها بشرط ان تعلم الادارة الثانية عن رغبتها هذه قبل ثلاثة اشهر .

٩ ـ يعرض مشروع هذا الاتفاق على حكومتي الجمهورية فى لبنان وسورية ويصبح نافذا بعد تصديقه من قبلهما .

اتفاق
اقتصادي ومالي
(محضر اجتماع)

- وقع في بيروت
- في ٢٩ كانون الاول ١٩٤٥

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER (PROCES-VERBAL)

- Signé à Beyrouth
- Le 29 Décembre 1945

اجتمع رئيسا وزارتي سوريا ولبنان ووزيرا المالية في الدولتين ووزير الاقتصاد السوري في ٢٨ و٢٩ كانون الاول سنة ١٩٤٥ وبنتيجة الاجتماع اتفق الفريقان على ما يلي :

اولا — على تحديد منهاج استعمال القطع النادر على قسمين أولهما خاص بالتجهيز الاقتصادي والثاني خاص بالحاجات المستهلكة وتحديد حصة كل من سوريا ولبنان مستقلة وحرية التصرف لكل منهما بالنقل داخل كل قسم وعلى ان تكون المبالغ المقررة اقساطا ربع سنوية مع حق الطلب المعجل باخبار مسبق لمدة خمسة عشر يوما . وتمارس المراقبة لجنة سورية لبنانية وتمارس التفتيش كل من الحكومتين ضمن اراضيها بواسطة وزيري ماليتهما .

ثانيا — المصالح المشتركة :

١) على ان يكون المحجر الصحي منفصلا .

٢) يعفى من رسوم الجمرك موقتا ولمدة تبتدىء في اول كانون الثاني ١٩٤٥ وتنتهي في اخر كانون الاول ١٩٤٦ ما يستورد للجيش والدرك والشرطة من ذخائر واسلحة وتجهيز وادوات نقل والبسة (باستثناء المواد الغذائية) .

٣) يجري توزيع واردات المصالح المشتركة الحالية الصافية بين البلدين عن سني ١٩٤٤ و١٩٤٥ و١٩٤٦ بنسبة ٤٤ بالمائة للبنان و٥٦ لسوريا .

ثالثا — يعين خبير اقتصادي اجنبي يقوم بالدراسة الواسعة لتهيئة عناصر التوزيع عن سنة ١٩٤٧ ولن تؤثر هذه الدراسة على التوزيع المتفق عليه نهائيا حتى اخر ١٩٤٦ كما لن يؤثر هذا التوزيع على تلك الدراسة

رابعا — تداوم وزارتا التموين في البلدين لغاية اخر شباط ١٩٤٦ على استقطاع كمية من البضائع وعلى

استيفاء الرسوم عما يسلم منهـــا للتجار كل دولة لحسابها كالسابــق على ان تتفق الحكومتان باقرب وقت على اسلوب جديد للاستعاضة عــن هذه الرسوم بغيرها لا تؤثر علــى حرية التجارة ولا على اقتصاديــات البلدين .

خامسا ـ يتبع حساب تصفيــة مكتب الاقتصاد الحربي اساس توزيع المصالح المشتركة المبين اعلاه .

سادسا ـ اتفقا ايضا على ان تستبدل وتخفض الرسوم التي كانت تستوفيها المندوبية الفرنسية سابقا على منتوجات المصفاة على أن تكون الرسوم متماثلة في البلدين .

تحريرا في بيروت في ٢٩ كانون اول سنة ١٩٤٥

وزير الماليــة في لبنان
اميل لحــود

وزير الاقتصاد في سوريا
عن وزير مالية سوريا
حسن جبارة

رئيس الوزارة السورية
سعدالله الجابري

رئيس الوزارة اللبنانية
سامي الصلح

٢

اتفاق

اقتصادي ومالي
توزيع المنافع العائدة من شركة خط الانابيب عبر البلاد العربيـة

- وقع فى دمشق
- فى ١٠ حزيران ١٩٤٧
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ اذار ١٩٤٩

(جر – ١٩٤٩ – عدد ١٣–ص١٧٥)

ACCORD

ECONOMIQUE ET FINANCIER
REPARTITION DES AVANTAGES OBTENUS DE LA TAPLINE

- Signé à Damas
- Le 10 Juin 1947
- Ratification autorisée par la loi du 24 Mars 1949

(J.O. 1949 n° 13 p. 175)

لما كانت شركة خط الانابيب عبر البلاد العربية المسجلة فى ولايـة دولاوبر فى الولايات المتحدة الاميركية المتخذة مكتبا رئيسيا لها بشـارع وست نتت رقم (١٠٠١) بمدينـة ولنجتون فى ولاية دولاوبسر قـد طلبت من الحكومتين اللبنانيةوالسورية ان تجيزا لها مد خطوط الانابيـب عبر الاراضي اللبنانية والسوريـة لصب النفط مبتدئا من منطقةالظهران فى المملكة العربية السعودية منتهيـا الى مرفأ على الشاطىء اللبناني .

ولمـا كانت المباحثات بين الحكومة اللبنانية والشركة قد اسفرت عـن عقد اتفاق بتاريخ ١٠ اب سنة ١٩٤٦ ابرم فى ٣ اذار ١٩٤٧ .

وكانت الحكومة السورية عازمـة على اجراء المباحثات مع الشركة لعقد اتفاق بشأن امرار خطوط الانابيـب فى اراضي الجمهورية السورية .

ولما كان خط الانابيب المزمع مدة سيمر بالاراضي السورية وينتهـي على الشاطىء اللبناني حيث يصب النفط فتقام لذلك المنشآت الضرورية لهذا الغرض .

ولما كان خط الانابيب المزمع مده الممنوح الى الشركة من قبل الحكومة اللبنانية يتضمن شروطا تعين المنافع التي تنالها الحكومةاللبنانيةمن الشركة مقابل الامتياز .

ولما كان فى حال اتمام الاتفاق بـين الشركـة والحكومـة السورية يعـين المنافع التي تنالها الحكومة السوريـة من الشركة مقابل الامتياز .

ولما كانت هذه المنافع على نوعين:

اولا ـ فيما يتعلق بما تسورده الشركة من الدولارات من أجل تسديد نفقات الانشاء .

ثانيا ـ فيما يتعلق بما تدفعه الشركة من رسم على تصدير الزيوت فقد اجتمع

عن لبنان :

دولة رئيس مجلس الوزراء

رياض بك الصلح

عن سوريا :

دولة رئيس مجلس الوزراء

جميل بك مردم بك

وبعد ان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت صحيحة ومطابقة للاصول وقعا على الاتفاق الاتي :

المادة الاولى ـ لما كانت الشركة تحتاج الى رؤوس اموال كبيرة تستوردها من مركزها الرئيسي في الولايات المتحدة وذلك من اجل الانفاق على مد الخطوط وبناء المصفاة والصهاريج الخ .. فيدخل من ذلك الى سوريا ولبنان مبلغ من الدولارات بواسطة مكتب القطع . فان الفريقين المتعاقدين اتفقا على ان تكون حصة كل منهما من صافي الدولارات الواردة عن هذه الطريق على ان يجري توزيع الدولارات الواردة للشركة والتي تسلم لحساب مكتب القطع بعد تنزيل العشرين بالمئة التي اجيز للشركة التصرف بها للمنفعة المستخدمين الاميركيين المغتربين غير مقيمين وفقا للنص الملغى وذلك كله في طور الانشاء فقط .

١ ـ لسوريا ٥٠

٢ ـ للبنان ٥٠

على ان يعمل بهذا التوزيع طيلة مدة الانشاء على ان لا تقل عن خمس سنوات اعتبارا من يوم الشروع في تنفيذ الاعمال وفاقا لنصوص الاتفاقات .

المادة الثانية ـ لما كانت الشركة ملزمة بموجب الكتاب الصادر عنها بتاريخ ١٠ اب ١٩٤٦ بان تدفع بنسين عن كل طن من الزيوت التي تصدر عن طريق المرفا اللبناني فان الحكومتين السورية واللبنانية اتفقتا على ان تتقاسما ما ينتج من هذا الرسم مناصفة بينهما طيلة مدة الامتياز وكذلك رسم المرور .

المادة الثالثة ـ يعرض هذا الاتفاق على المجالس النيابية في البلدين لابرامه .

المادة الرابعة ـ حرر من هذا العقد صورتان اصليتان وقع عليهما في دمشق بتاريخ ١٠ حزيران سنة ١٩٤٧ .

اتفاق
اقتصادي ومالي

ملخص مقررات الاجتماع

- وقع فى شتورا
- فى ١٠ تموز ١٩٤٧

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER

RESUME DES DECISIONS ADOPTEES

- Signé à Chtaura
- Le 10 Juillet 1947

الجمارك

١ ـ تقرر باتفاق الجانبين ان يتم تعيين مدير عام ومفتش عام ويتم تعيينهما بطريق المناوبة بحيث يكون المدير العام لبنانيا عندما يكون المفتش العام سوريا والعكس بالعكس وتسري المناوبة كل مدة سنة . على ان يكون المدير العام سوريا فى الدورة الاولى ، ويكون المفتش العام مساويا للمدير العام من حيث الرتبة والراتب.

٢ ـ تقرر تعديل الطريقة الواردة بكتاب وزارة مالية لبنان المؤرخ فى ٢٢ تشرين لاول سنة ١٩٤٦ رقم ١٥٩٧٦ وذلك بابقاء المجلس الاعلى للمصالح المشتركة بجميع صلاحياته .

٣ ـ تقرر توزيع عائدات المصالح المشتركة فى سنة ١٩٤٧ على اساس العام الماضي ٥٦٪ لسوريا و٤٤٪ للبنان .

تقرر توزيع الاموال الباقية من موارد المصالح المشتركة عن المدة السابقة لسنة ١٩٤٤ على اساس التوزيع الحالي ٥٦٪ لسوريا و٤٤٪ للبنان .

٤ ـ تكليف المجلس الاعلى للمصالح المشتركة درس القضية المتعلقة بسكة الحديد من الوجهة الحقوقية باسرع ما يمكن على ان يتم الاجتماع يوم السبت المقبل الساعة التاسعة فى دمشق وان تطالب السلطة العسكرية البريطانية بثلاثمائة الف ليرة على ان لا تتوقف سكة الحديد فى الشهر المقبل .

٥ ـ تقرر تكليف المجلس الاعلى للمصالح المشتركة ملاحقة شركة مصفاة طرابلس I. P. C. لتحصيل الرسوم المتاخرة وابلاغ الشركة رد الحكومتين ان لا تقبلان برفع اسعار الشركة لتغطية المتوجب عليها من هذه الرسوم .

وزير الاقتصاد الوطني

سليمان نوفل

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER

COMMUNIQUE CONJOINT

- Signé au Caire
- Le 17 Février 1948

اتفاق
اقتصادي ومالي

بيـــان مشترك

- وقع في القاهرة
- في ١٧ شباط ١٩٤٨

« اجتمع دولة رياض بك الصلح رئيس مجلس وزراء لبنان ودولة جميل بك مردم بك رئيس مجلس وزراء سوريا واستعرضا الوضع الراهن في البلدين واتفقا على ما يأتي:

١ ـ تبدا فورا مذكرات الحكومة اللبنانية والحكومة السورية لاعادة النظر في اتفاق المصالح المشتركة على ضوء الوضع الجديد على ان تنتهي هذه المذكرات قبل ٣١ اذار باسبوعين لكي تتمكن كل من لحكومتين من اتخاذ التدابير المقتضاة خلال النصف الاخير من شهر اذر الذي ينتهي بنهايته اتفاق المصالح المشتركة القائم حاليا . »

٢ ـ يقبل حتى ٣١ اذار ١٩٤٨ النقد المبناني او السوري بدون تفريق بالجمارك السورية اللبنانية.

٣ ـ تلغى القيود الاستثنائية التي وضعت على انتقال البضائع بين البلدين بعد ٣١ كانون الثاني سنة ١٩٤٨

٤ ـ يخضع نقل النقد المبناني او السوري بين البلدين الى اجازة من وزير مالية لبلد المنقول منه النقد عندما يتجاوز اﻟ ٢٠٠ ليرة سورية او لبنانية عن كل شخص . لاتخضع لهذا القيد عمليات نقل النقود من قبل فرعي الاصدار في البلدين عندما يكون المقصود من هذا النقل رفعها من التداول وفقا للاحكام المعمول بها»

٢

اتفاق
اقتصادي ومالي

- وقع في شتورا
- في ٣٠ اذار ١٩٤٨

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER

- Signé à Chtaura
- Le 30 Mars 1948

في ١٩٤٨/٣/٣٠ عقد ممثلو الحكومتين اللبنانية والسورية في شتورا اجتماعا بحثوا فيه شتى الامور التي تهم البلدين ونظروا في الوضع الناشيء عن انتهاء مفعول اتفاق المصالح المشتركة المعقود بينهما في اول تشرين الاول ١٩٤٣ اعتبارا من اول نيسان ١٩٤٨ . واعقب هذا الاجتماع اخر عقد في دمشق في ١٩٤٨/٣/٣١ و١٩٤٨/٤/١ وكانت الابحاث جميعها مشبعة بروح الود والصفاء والاخاء كما كان الجانبان حريصين على دوام الروابط الوثيقة التي تجمع بينهما .

وقد تم الاتفاق بينهما على ما يأتي :

اولا — يثابر المجلس الاعلى الموكولة اليه والمتعلقة بادارة الجمارك للمصالح المشتركة على ممارسة الاعمال حتى تاريخ ١٥ ايار ١٩٤٨ وخلال هذه الفترة تنتقل البضائع الاجنبية بين البلدين ضمن الشرائط السابقة

ثانيا — يكون للنقدين اللبناني والسوري خلال فترة التمديد المنصوص عليها في المادة الاولى اعلاه قوة الابراء في الجمارك اللبنانية والسورية .

ثالثا — يثابر على نقل المنتجات الوطنية بين البلدين ضمن الشروط التي كانت نافذة في ٣١ كانون الثاني ١٩٤٨ باستثناء المنتجات المعدة للتصدير ولا يشمل هذا الاستثناء ما هو لازم للاستهلاك الداخلي في البلدين وذلك حتى تاريخ ١٥ ايار ١٩٤٨

رابعا — اعتبارا من اول نيسان ١٩٤٨ تستقل كل من الدولتين اللبنانية والسورية بمراقبة الخطوط الحديدية الكائنة ضمن اراضيها وتبقى قواعد السير على هذه الخطوط والتعرفات الحالية نافذة موقتا الى ان تعدل في كل من البلدين بقواعد وتعريفات يتم وضعها بالتشاور بين الطرفين وتكون موحدة على قدر الامكان .

خامسا — يتم اعتبارا من اول نيسان ١٩٤٨ فصل ادارة حصر الدخان المشتركة وتصبح لها ادارة مستقلة في كل من البلدين وتكلف لجنة خاصة مشتركة بتعيين التفاصيل العملية الناتجة عن هذا الفصل .

ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER

اتفاق اقتصادي ومالي

- Signé à Damas
- Le 15 Mai 1948

- وقع في دمشق
- في ١٥ ايار ١٩٤٨

في الخامس عشر من شهر ايار ١٩٤٨ اجتمع في دمشق رئيسا الحكومتين اللبنانية والسورية دولة رياض بك الصلح ودولة جميل بك مردم وبعد المداولة في الامور المتعلقة بالمصالح المشتركة بين البلدين اتفقا على ما يلي :

١ ـ يثابر المجلس الاعلى للمصالح المشتركة على ممارسة الاعمال الموكولة اليه والمتعلقة بادارة الجمارك بين البلدين حتى تاريخ ٣٠ حزيران سنة ١٩٤٨ وخلال هذه الفترة تنتقل البضائع الاجنبية بين البلدين ضمن الشرائط السابقة .

٢ ـ تقبل الجمارك اللبنانية والسورية النقد اللبناني والسوري على ان لا يزيد النقد اللبناني في الجمارك السورية عن النصف والنقد السوري في الجمارك اللبنانية عن النصف ايضا

٣ ـ يثابر على نقل المنتجات الوطنية بين البلدين ضمن الشروط التي كانت نافذة في ٣١ كانون الثاني ١٩٤٨ باستثناء المنتجات المعدة للتصدير ولا يشمل هذا الاستثناء ما هو لازم للاستهلاك الداخلي في البلدين وذلك حتى تاريخ ٣٠ حزيران ١٩٤٨

٤ ـ تجيز الحكومة السورية الى مصرف سوريا ولبنان في سوريا ان يرسل جميع النقد اللبناني الموجود لديه بتاريخ توقيع هذا الاتفاق الى مصرف سوريا ولبنان في لبنان وتجيز الحكومة اللبنانية مصرف سوريا ولبنان ان يرسل الى مصرف سوريا ولبنان في سوريا مقابل ذلك مبلغا معادلا من النقد السوري الموجود لديه والحاصل من عملية الاستبدال .

ACCORD ECONOMIQUE ET FINANCIER

- Signé à Chtaura
- Le 27 Juin 1948

اتفاق
اقتصادي ومالي

- وقع فى شتورا
- فى ٢٧ حزيران ١٩٤٨

فى يوم الاحد الواقع فى ٢٧ حزيران ١٩٤٨ اجتمع فى شتورا رئيسا الحكومتين السورية واللبنانية ووزيرا الخارجية والمالية والاقتصاد الوطني وبعد ان استعرض الفريقان الشؤون التي تهم البلدين من جميع النواحي تم الاتفاق على الامور التالية :

١ ـ تمديد الاتفاق المعقود بين رئيسي حكومتي سوريا ولبنان بتاريخ ١٥ ايار ١٩٤٨ بشأن المصالح المشتركة الى ثلاثة اشهر اخرى تبدأ فى اول تموز ١٩٤٨ وتنتهي فى ٣٠ ايلول ١٩٤٨ على ان يعهد الى رئيس الهيئة السورية ورئيس الهيئة اللبنانية فى المجلس الاعلى للمصالح المشتركة باعداد الدروس على ضوء اختبارات الماضي للوصول الى اتفاق نهائي يؤمن توسيع الوحدة الجمركية وتوثيق عرى الروابط الاقتصادية فى جميع نواحيها على ان تستعين هذه الهيئة بذوي الاختصاص والخبرة .

٢ ـ الانضمام الى الدول الموقعة على الاتفاق الجمركي الاجماعي الموقع فى جنيف بتاريخ ٣٠ تشرين اول ١٩٤٧ على اساس التطبيق الموقت واعلام ممثليها لدى الامم المتحدة تبليغ الامانة العامة مضمون هذا الاتفاق قبل ٣٠ حزيران ١٩٤٨

٣ ـ تامين الكميات اللازمة من الحنطة السورية بالاضافة الى الكميات الموجودة لدى الاعاشة اللبنانية تكفي استهلاك لبنان حتى موسم ١٩٤٩ وذلك بموجب اتفاقية خاصة .

وقد ساد الاجتماع جو من المودة والاخاء ادى الى التفاهم والاتفاق على جميع ما يتعلق بتعيين اهداف السياسة الاقتصادية فى البلدين الشقيقين .

جميل مردم بك

رياض الصلح

ACCORD FINANCIER

اتفاق مالي

- Signé à Chtaura
- Le 8 Juillet 1948

- وقع في شتورا
- في ٨ تموز ١٩٤٨

بين

معالي السيد **حسن جبارة** وزير المالية والاقتصاد الوطني ممثلا عن الحكومة السورية ،

ومعالي السيد **فيليب تقلا** وزير الاقتصاد الوطني ووزير المالية بالوكالة ممثلا عن الحكومة اللبنانية ،

عطفا على الاتفاق المعقود بتاريخ هذا النهار بين الحكومتين السورية واللبنانية على بعض المسائل الاقتصادية المعلقة .

وبما ان ثمة مسألة مالية ما تزال معلقة بين البلدين وهي مسألة العملة السورية المستبدلة في لبنان بتاريخ ٢ شباط سنة ١٩٤٨ والبالغ مقدارها حاليا ٤٤٥٨٩.٨٢ ليرة سورية .

فقد اتفق الفريقان الموقعان ادناه على حل هذه المسألة على الوجه الاتي:

المادة الاولى ــ يعتبر المبلغ من الليرات السورية المذكور آنفا مرفوعا من التداول وان ما يعادله من الورق اللبناني الموضوع في التداول عند استبداله قد حل محله وعلى هذا الاساس ينقل من حساب التصفية السوري بالفرنكات الى حساب لبنان بالفرنكات رقم (١) ما يعادل قيمته المبلغ المذكور بعد تخفيض ما يصيبه من الجزء غير المضمون ضمن النسب المحددة بالاتفاقات النقدية المعقودة بين لبنان وفرنسا من جهة وبين سوريا وفرنسا من جهة اخرى .

المادة الثانية ــ يعتبر هذا الاتفاق واجب التنفيذ فور تصديق اتفاقية النقد السورية ــ الفرنسية في البرلمان الفرنسي .

٢

ACCORD
SUR LA SITUATION DES MARINS SYRIENS AU LIBAN

ECHANGE DE LETTRES

- Signé à Beyrouth et à Damas
- le 7 et 11 Octobre 1948
- Ratification autorisée par la loi du 24 Janvier 1950 (J.O. 1950 — n° 5 plg. 68)
- Le texte officiel a été établi en langue arabe

اتفاق
بشان معاملة البحارة السوريين فى لبنان
مبادلة رسائل

- وقع فى بيروت ودمشق
- فى ٧ و ١١ تشرين الاول ١٩٤٨
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ كانون الثاني ١٩٥٠. (جر ـ ١٩٥٠ ـ عدد ٥ ص ٦٨ع)
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية

حضرة صاحب المعالي وزير الخارجية السورية المحترم

يسرني بان انهي الى معاليكم ان الحكومة اللبنانية نتيجة للمباحثات التى جرت بين وزارتي الخارجية السورية واللبنانية بشأن معاملة البحارة السوريين فى لبنان ، وتمشيا مع الروح التعاوني المشترك الذي يسود علائق البلدين فى مختلف الميادين قد قررت منح البحارة السوريين العاملين فى لبنان نفس الحقوق التي يتمتع بها البحارة اللبنانيون على ان تمنح الحكومة السورية الجليلة البحارة اللبنانيين نفس الحقوق التي يتمتع بها البحارة السوريون وذلك تأيداً للوضع الحالي المبني على قاعدة المعاملة بالمثل .

وتفضلوا يا صاحب المعالي بقبول فائق الاحترام .

بيروت فى ٧ تشرين الاول سنة ١٩٤٨

وزير الخارجية والمغتربين

حميد فرنجية

الجمهورية السورية ـ وزارة الخارجية

الرقم س ٥٨ (٥٣/٣٤٦)
دمشق فى ١٩٤٨/١٠/١١

حضرة صاحب المعالي وزير الخارجية اللبنانية المحترم

بالاشارة الى كتابكم المؤرخ فى ٧ تشرين الاول ١٩٤٨

لي الشرف ان انهي الى معاليكم ان الحكومة السورية نتيجة للمباحثات التي تمت بين وزارتي الخارجية اللبنانية والسورية بشأن معاملة البحارة السوريين فى لبنان ـ وتمشيا مع الروح التعاوني الذي يسود علائق البلدين الشقيقين ، قد قررت منح البحارة اللبنانيين العاملين فى سوريا نفس الحقوق التي يتمتع بها البحارة السوريون ، على ان تمنح الحكومة اللبنانية الجليلة البحارة السوريين نفس الحقوق التي يتمتع بها البحارة اللبنانيون وذلك تأييدا للوضع الحالي المبني على قاعدة المعاملة بالمثل .

وتفضلوا ياصاحب المعالي بقبول فائق الاحترام .

وزير الخارجية

٢

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER REPARTITION DES AVANTAGES DE L'ACCORD AVEC LA TAPLINE

- Signé à Beyrouth
- Le 28 Janvier 1949
- Ratification autorisée par la loi du 24 Mars 1949 (J.O. 1949 — n° 13 plg. 175)
- Le texte officiel a été établi en langue arabe.

اتفاق
اقتصادي ومالي توزيع المنافع الناتجة عن الاتفاق مع شركة خط الانابيب عبر البلاد العربية

- وقع في بيروت
- في ٢٨ كانون الثاني ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ اذار ١٩٤٩ (جر — ١٩٤٩ — عدد ١٣ — ص ع ١٧٥)
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية

لما كانت الحكومتان السورية واللبنانية قد اتفقتا بتاريخ ١٠ حزيران ١٩٤٧ على كيفية اقتسام المنافع التي تنجم عن الاتفاق مع شركة خط الانابيب عبر البلاد العربية على مد خط او خطوط من الانابيب عبر الاراضي السورية واللبنانية لصب النفط مبتدئا من منطقة الظهران في المملكة العربية السعودية منتهيا الى مرفأ على الشاطىء اللبناني .

ولما كان من الضروري تحديد الحقوق والواجبات الناشئة عن هذا الامتياز بصورة نهائية وذلك باتمام الاتفاق المعقود في ١٠ حزيران ١٩٤٧ المذكور آنفا .

فقد مثل الحكومة السورية : معالي **حسن جبارة** ، وزير المالية ، ومعالي **حنين صحناوي**، وزير الاقتصاد الوطني .

ومثل الحكومة اللبنانية : معالي **حميد فرنجية** ، وزير الخارجية ومعالي **حسين العويني** ، وزير المالية .

وبعد ان تبادلا وثائق التفويض التي وجدت صحيحة ومطابقة للاصول اتفقا على الاحكام التالية :

المادة الاولى — تنفيذا لاحكام المادة الاولى من الاتفاق المؤرخ في ١٠ حزيران سنة ١٩٤٧ والمشار اليه اعلاه تتعهد الحكومتان :

١ — بعدم اتخاذ اي تدبير منفرد في شأن ما يمكن ان يترك لشركة خط الانابيب عبر البلاد العربية من القطع الذي تستورده ، المشار اليه في المادة الاولى من الاتفاق المعقود

فى ١٠ حزيران سنة ١٩٤٧ .

ب ـ باعلام الشركة عن ذلك وعن حصة كل من الحكومتين من القطع المتفق عليها فى المادة الاولى المذكورة وتفويض الشركة بكتاب مشترك باداء حصة كل من الحكومتين مباشرة الى خزينتها .

المادة الثانية ـ تنفيذا لاحكام المادة الثانية من الاتفاق المعقود فى ١٠ حزيران ١٩٤٧ تعلم الحكومتان الشركة المشار اليها بكتاب مشترك عن اتفاقهما الذي تضمنته هذه المادة وعن حصة كل منهما وتفوضان الشركة باداء هذه الحصة مباشرة الى خزينة كل منهما

المادة الثالثة ـ يسمح لكل من الحكومتين اعفاء شركات البترول التي تمنح امتيازا فى احد البلدين من الرسوم الجمركية المترتبة على ما تستورده من المواد والبضائع والاشياء الاخرى اللازمة لتنفيذ المشروع ، وخاصة ما يتعلق منها بالتنقيب ومد الانابيب والتكرير وما تستلزمه من اعمال .

المادة الرابعة ـ تتعاون الحكومتان تعاونا وثيقا على كل ما يؤول الى المنفعة المشتركة فى شؤون البترول. ولذلك تمنح كل منهما التسهيلات اللازمة والضرورية لتنفيذ الامتيازات البترولية التي تمنحها احدى الحكومتين وفى حالة اختيار المصب من قبل اصحاب الشأن على الشاطىء اللبناني واقتسام المنافع بينهما تطبق بشأن مرور الانابيب فى اراضي البلدين القواعد المطبقة على امتياز شركة خط الانابيب عبر البلاد العربية (التابلين) .

المادة الخامسة ـ يعرض هذا الاتفاق على المجلس النيابي فى البلدين لابرامه .

المادة السادسة ـ حرر من هذا العقد صورتان اصليتان وقع عليهما فى بيروت بتاريخ ٢٨ كانون الثاني ١٩٤٩ .

كتاب وزير الخارجية والمغتربين اللبناني

حضرة صاحب المعالي حسن بك جبارة وزير المالية المحترم ،

تبعا لحديثنا الشفهي وللاتفاق الموقع بيننا فى هذا النهار لي الشرف ان اؤكد لكم ان الحكومة اللبنانية تعتبر ان الاختيار المنصوص عنه فى المادة الرابعة من الاتفاق المذكور لم يقع على الشاطىء اللبناني ، وهو اذا لا يطبق على مشروع مد انابيب بترول شركة خطوط انابيب الشرق الاوسط المحدودة التى تتعاقد معها الحكومة السورية .

ارجو ان تأخذوا علما بذلك وان تتقبلوا فائق احتراماتي .

اتفاق
اقتصادي ومالي

- وقع في شتورا
- في ٨ تموز ١٩٤٩
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER

- Signé à Chtaura
- Le 8 Juillet 1949
- Le texte officiel a été établi en langue arabe.

بما ان الحكومة السورية ابلغت الحكومة اللبنانية مذكرة مؤرخة في الخامس من حزيران سنة ١٩٤٩ تتضمن مشاريع لتنظيم العلاقات الاقتصادية بين البلدين على اسس جديدة .

وبما انه تبين ان درس هذه المشاريع واقرار الحل النهائي عمل يستغرق وقتا طويلا ويستلزم دروسا واحصاءات غير متوفرة في الوقت الحاضر .

وبما ان ثمة مسائل معلقة بين البلدين رؤي من المصلحة المشتركة ان تحل بسرعة .

لذلك تم الاتفاق بين معالي السيد **حسن جبارة** ، وزير المالية والاقتصاد الوطني ممثلا الحكومة السورية ومعالي السيد **فيليب تقلا** وزير الاقتصاد الوطني وزير المالية بالوكالة ممثلا الحكومة اللبنانية .

على الامور الاتية :

المادة الاولى — يلغى القرار القاضي بتعليق التعرفة الجمركية على القمح والشعير ومشتقاتهما وتخضع هذه المواد لرسم جمركي قدره خمسون في المائة . وتستثنى من هذا الرسم كميات القمح والشعير والدقيق التي تستوردها الحكومة اللبنانية بنفسها او لحسابها لاعاشة الشعب اللبناني وذلك في حالتي النقص في المحصول السوري اللبناني أو ارتفاع الاسعار في البلدين .

تتعهد الحكومة السورية بابقاء نقل القمح والشعير ومشتقاتهما الى لبنان حرا من كل قيد او رسم . وبالنظر الى ان الحكومة السورية قد حصرت بنفسها أو بمن يعمل لحسابها تصدير القمح الى خارج البلاد السورية بموجب مرسوم

تشريعي رقم ٥ صادر بتاريخ ٣٠ حزيران سنة ١٩٤٩ فان الحكومة اللبنانية تمنع فيما يعنيها تصدير القمح الى خارج حدود الوحدة الجمركية القائمة بين لبنان وسوريا .

المادة الثانية – تطبق التعرفة العادية على الارز المصري باستثناء كمية ٢٥٠٠ الفين وخمسماية طن يستوردها لبنان تنفيذا لعقود جارية بين الحكومة اللبنانية وبعض التجار بتاريخ سابق لهذه الاتفاقية .

المادة الثالثة – يستعاض عن التعرفة النسبية المفروضة على الخيوط والمنسوجات القطنية والحريرية الصنعية بتعرفة نوعية على الاسس التالية :

١ – ٧٥ غرشا على الكيلوغرام الواحد من الخيوط القطنية نمره ١٢/١ وتحدد التعرفة النوعية على بقية انواع الغزول بنسب معادلة للفرق القيمة بينها وبين النمرة المشار اليها .

٢ – ١٥٠ غرشا على الكيلوغرام الواحد من الخام العادي وتحدد تعرفة المنسوجات القطنية الاخرى بنسب معادلة لفرق القيمة وبين قيمة الخام العادي .

٣ – ١٠٠ غرش على الكيلو غرام الواحد من الخيوط الحريرية الصنعية المغزولة من الفيبران .

٤ – تحدد التعرفة النوعية على الاقمشة الحريرية الصنعية حسب نوعها بمبلغ يتراوح بين الخمس والعشر ليرات عن الكيلو الواحد .

٥ – يفرض على الاقمشة المعروفة (بالجوب) علاوة على الرسم الجمركي النوعي المنصوص عليه فى الفقرات السابقة رسوم اضافية تعادل الفرق بين قيمة الاستيراد وقيمة المنسوجات العادية المماثلة لها .

المادة الرابعة – تعفى من الرسم الجمركي الخيوط الحريرية الصنعية الغير المغزولة وكذلك يعفى القطن الصناعي المسمى بالفيبران .

المادة الرابعة – تعفى من الرسم الاعلى للمصالح المشتركة بدراسة التعديلات التي يجب ادخالها على التعرفة الجمركية الحالية توصلا لالغاء او تخفيض الرسم على المواد الاولية التي لا تنتجها البلاد واللازمة للصناعة ورفع تلك الرسوم على المواد المصنوعة بقصد حماية الانتاج الصناعي فى البلدين وعلى الاخص ما يتعلق بالصناعات الرئيسية ومنها بالاضافة الى صناعات الغزل والنسيج صناعات الزيوت والصابون والجلود والزجاج والسكر .

المادة السادسة – تعفى من الرسوم الجمركية الاغنام المستوردة للاستهلاك الداخلي لغاية اخر السنة الجارية .

المادة السابعة ـ توضع سكة حديد ش.ح.ت. تحت اشراف المجلس الاعلى للمصالح المشتركة وتوحد المراقبة عليها ويوضع مشروع يعرض على تصديق الحكومتين لممارسة هذه المراقبة فى صالح البلدين .

المادة الثامنة ـ تبقى ادارة حصر التبغ والتنباك مشتركة ويمارس كل من المجلس الاعلى للمصالح المشتركة واللجنة الدائمة المؤلفة من مديري المالية فى البلدين الصلاحيات المنصوص عليها فى الانظمة النافذة .

المادة التاسعة ـ تؤلف لجنة مشتركة من ممثلي مراقبة القطع فى البلدين مهمتها درس نظم القطع النافذة واقتراح مشروع لتوحيدها .

لا يحول توحيد نظم القطع فى البلدين دون حق كل من الحكومتين بالتصرف بموازدها من القطع الاجنبي بالشكل الذي تراه وتظل شؤون مراقبة القطع مستقلة فى كل من البلدين .

المادة العاشرة ـ تضع كل من الحكومتين جدولا بالرسوم الداخلية التي تستوفيها حاليا ويجري اتفاق على توحيد هذه الرسوم وفقا للاصول المتبعة فى كل من البلدين . ويوحد بصورة خاصة الرسم المفروض على السكر لجهة معدله ام لجهة كيفية استيفائه .

لكل من الحكومتين ان تطلب اعادة النظر فى جدول الرسوم الداخلية بعد توحيدها مرة كل ستة اشهر على الاقل .

المادة الحادية عشرة ـ تتخذ كل من الحكومتين تدابير مشتركة وفعالة لازالة الفروق الموجودة حاليا بين النقدين . ومن اجل ذلك تكلف كل منهما أحد خبرائها الماليين القيام بدراسة عميقة وسريعة بالاشتراك مع خبير الحكومة الاخرى حول هذا الموضوع فيقدم الخبيران مشروعا بالحلول العملية التي يقترحانها لتحقيق الغاية المشار اليها .

المادة الثانية عشرة ـ يعتبر الفريقان المتعاقدان ان المواد الاحدى العشرة السابقة تحقق فى الظروف الحاضرة الغاية المنشودة فيما يتعلق بحماية الصناعات الهامة والحؤول دون انتقال الثروة العامة الى الخارج وتتضمن حلولا لمعظم المسائل التي كانت معلقة بينما هي تستدعي علاجا سريعا ، فيكون الاتفاق الحاضر خطوة ناجحة فى سبيل اعتماد اساس نهائي فى علاقات البلدين يضمن الاستقرار والازدهار .

وتعمد الحكومتان الى استكمال الدراسات والاحصاءات توصلا الى اقرار الحل النهائي فى اقرب وقت مستطاع .

نظم فى شتورا بتاريخ ٨ تموز ١٩٤٩

ACCORD
ECONOMIQUE ET FINANCIER

- Signé à Bloudane
- Le 27 Août 1949
- Le texte officiel a été établi en langue arabe.

اتفاق
اقتصادي ومالي

- وقع في بلودان
- في ٢٧ اب ١٩٤٩
- وضع النص الرسمي المعتمد في اللغة العربية

في يوم السبت الواقع في ٢٧ اب سنة ١٩٤٩ ، اجتمع في فندق بلودان:

عن لبنان

معالي **حسين بك العويني**
وزير المالية
معالي **فيليب بك تقلا**
وزير الاقتصاد الوطني
السيد **موسى مبارك**
رئيس الهيئة اللبنانية في المجلس الاعلى للمصالح المشتركة
السيد **جورج حكيم**
مستشار المفوضية اللبنانية في واشنطن

عن سوريا

دولة **خالد بك العظم**
وزير المالية
معالي **فيضي بك الاتاسي**
وزير الاقتصاد الوطني
معالي **حسن بك جبارة**
رئيس الهيئة السورية في المجلس الاعلى للمصالح المشتركة

السيد **هنري رعد**
الامين العام لوزارة المالية
السيد **حسني الصواف**
الامين العام لوزارة الاقتصاد الوطني

بعد التدقيق بالمحضر الذي نظمه بتاريخ ٢ اب سنة ١٩٤٩ مندوبا الحكومتين السورية واللبنانية بشان قضايا القطع المعلقة بين البلدين تم الاتفاق على ما يلي :

١ ــ الذمم المتقابلة

١ ــ ان الذمم المترتبة على الحكومة السورية نحو الحكومة اللبنانية تبلغ :

/٢٣٢١٨٠/ دولارا اميركيا
/١١١٠٥/ كورنات دانمركية

ونظرا لعدم وجود كورونات دانمركية لدى مكتب القطع السوري وباعتبار ان الدولار له من القوة الشرائية ما يجعله قابل التحويل الى اي بلد

كان لذلك تحول الكورنات الى دولارات حسب السعر الرسمي حيث تبلغ ٢٣١٢،٥٠ دولارا اميركيا وتضاف الى المبلغ المترتب على الحكومة السورية بالدولار فيصبح المجموع :

٢٣٢١٨٠
٢٣١٢،٥٠

٢٣٤٤٩٢،٥٠ دولارا

ب ـ للحكومة السورية فى ذمة الحكومة اللبنانية مبلغ ٢٠٩٠٩٢ ليرة استرلينية و٧١١٤٦ فرنكا بلجيكيا .

ونظرا لتوفرهذين النوعين من القطع لدى الحكومة اللبنانية ستكلف هذه الحكومة مصرف سوريا ولبنان :

ـ ان يرقن الذمة المترتبة للحكومة اللبنانية على الحكومة السورية .

ـ ان يضع تحت تصرف هذه الاخيرة المبلغين المدرجين آنفا واللذين يمثلان ما للحكومة السورية فى ذمة الحكومة اللبنانية .

ج ـ ان مبلغ /٣٥٨٣٦/ ليرة استرلينية المجمد بين الحكومتين نتيجة تصدير بعض البضائع ذات المنشأ المشترك والتي لا يمكن تحديد نوعها سيوزع بين الحكومتين بنسبة ٥٥٪ لسوريا و٤٥٪ للبنان اي ١٩٧١٠ ليرة استرلينية لسوريا و ١٦١٢٦ ليرة للبنان .

٢ ـ مبيعات شركة التابلاين من الدولارات

تبين ان مبيعات شركة التابلاين قد بلغت حتى غاية تموز سنة ١٩٤٩ /٣٠٨٨٢٩٩/ دولارا اميركيا وان الشركة المذكورة وفق الاتفاق المعقود بينهما وبين كلتا الحكومتين السورية واللبنانية والمتعلق بامكان تصرف الشركة بـ ٢٠٪ من اصل القطع المباع حسب الاسعار الحرة قد سحبت مبلغ /٤٩٨٣٣٠/ دولارا اي دون الـ ٢٠٪ المذكورة آنفا حيث يصبح مجموع ما دخل على مكتبي القطع المشترك واللبناني :

٣٠٨٨٢٩٩
٤٩٨٣٣٠

٢٥٨٩٩٦٩ دولارا

مبلغ /٢٥٨٩٩٦٩/ دولارا استعملته الحكومة اللبنانية بكامله .

فتكون جصة الحكومة السورية من مبيعات شركة التابلاين

٢٥٨٩٩٦٩ : ٢ = ١٢٩٤٩٨٤،٥٠ دولارا اميركيا .

ولما كانت الحكومة السورية كما تبين آنفا مدينة للحكومة اللبنانية بمبلغ ٢٣٤٤٩٢،٥٠ فيكون صافي مطلوبها من الدولارات الاميركية ١٢٩٤٩٨٤،٥٠ ـ ٢٣٤٤٩٢،٥٠ = ١٠٦٠٤٩٢ دولارا اميركيا

اما الدين الناجم للحكومة السورية من هذا القبيل فيوفى اقتطاع ١٥ بالماية من حصة الحكومة اللبنانية الصافية (اي بعد ان تتصرف الشركة بالعشرين بالماية العائدة لها) من مبيعات التابلاين ووضعها اذا كانت هذه الحصة لا تتجاوز /٥٠٠/ الف دولار بالشهر وباقتطاع ٣٠٪ من الجزء الذي يزيد على /٥٠٠/ الف دولار بالشهر وتوضع المبالغ المقتطعة تحت تصرف الحكومة السورية حتى تبلغ القيمة المسددة للحكومة السورية /١٠٦٠٤٩٢/ دولارا اميركيا .

اما الدولارات التي وردت وبيعت او التي سترد او تباع الى احدى الحكومتين بعد تاريخ واحد وثلاثين تموز سنة ١٩٤٩ فتضع الحكومة التي بيعت لها الدولارات تحت تصرف الحكومة الاخرى نصف هذا المبلغ فور تصديق الحكومتين على هذا الاتفاق.

٣ ـ قضية بيع القطع الاجنبي فى لبنان لحساب الحكومة السورية

لما كان مكتب القطع اللبناني قد استوفى لحد الان ١٠ بالمئة بالسعر الرسمي من اصل القطع الاجنبي الذي باعته الحكومة السورية فى الارضي اللبنانية فبالنظر للعلاقات الاقتصادية القائمة بين البلدين ولوحدتهما الجمركية سيطلب من مكتب القطع اللبناني ان يتوقف عن استيفاء العشرة بالمئة المذكورة من القطع الاجنبي الذي ستبيعه بعد هذا الاتفاق الحكومة السورية فى الاراضي اللبنانية .

٤ ـ فتح حسابات فى بيروت ودمشق لكل من الحكومتين

يقبل بفتح حساب لكل من الحكومتين فى البلد الاخر من نوع الحسابات التي تفتح «للغير المقيمين» وذلك على الصورة الاتية :

١ ـ يفتح حساب للحكومة السورية بالليرات اللبنانية لدى احد المصارف المقبولة او المأذونة فى لبنان يدخل به النقد اللبناني الذي تحصله الحكومة اللبنانية او احدى دوائر المصالح المشتركة لحساب الحكومة السورية ويتضمن النقد اللبناني الناجم عن بيع الحكومة السورية قطعا اجنبيا فى الاراضي اللبنانية .

٢ ـ يفتح حساب للحكومة اللبنانية بالليرات السورية لدى احد المصارف المقبولة او المأذونة فى سوريا يدخل به النقد السوري الذي تحصله الحكومة السورية او احدى المصالح المشتركة لحساب الحكومة البنانية ، ويتضمن النقد السوري الناجم عن بيع الحكومة اللبنانية قطعا اجنبية فى الاراضي السورية .

ويمكن لكل من الحكومتين ان تشتري ما تشاء من البضائع فى اراضي الحكومة الاخرى بالمبلغ المتجمع لها على هذه الطريقة فى البلد الاخر .

CONVENTION
JUDICIAIRE

- Signée à Damas
- Le 25 Février 1951
- Le texte officiel a été établi en langue arabe.

CHAPITRE I

DE L'EXTRADITION ET DE L'EXECUTION DES JUGEMENTS RENDUS EN MATIERE PENALE

ARTICLE 1. — L'extradition entre le Liban et la Syrie et l'exécution sur le territoire de l'un deux Etats des jugements rendus en matière pénale par les juridictions de l'autre ont lieu conformément aux dispositions du présent chapitre.

ARTICLE 2. — L'extradition est obligatoire :

a — si l'individu réclamé est poursuivi, accusé ou condamné pour un crime réprimé par la loi de l'Etat réclamant ; s'il est poursuivi ou prévenu pour un délit réprimé par la loi de l'Etat réclamant, d'une peine dont le maximum n'est pas inférieur à un

اتفاق
قضـــائي

- وقع فى دمشق
- فى ٢٥ شباط ١٩٥١
- وضع النص الرسمي المعتمـــــــــد فى اللغة العربيـــــة

الفصل الاول

تسليم المجرمين وتنفيذ الاحكـــام الجزائيـــة

المادة الاولى – يجري تسليـــم المجرمين بين سورية ولبنان وتنفيذ الاحكام الجزائية الصادرة عن قضاء الدولتين فى الدولة الاخرى وفقـــا لاحكام هذا الفصل .

المادة ٢ – يكون التسليم واجبا اذا توفرت الشروط التالية :

١ – اذا كان الشخص المطلـــوب تسليمه مدعي عليه أو متهـــما او محكوما بجناية معاقب عليها فى قانون الدولة طالبة التسليم ، او كان الشخص المطلوب تسليمه مدعي عليه او ظنينا بجنحة معاقب عليها فى قانون الدولة

an d'emprisonnement ; — ou s'il est condamné à un emprisonnement de deux mois au moins.

b — Si l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat réclamant, ou si elle a été commise hors du territoire des deux Etats contractants tout en étant réprimée par leurs lois respectives.

ARTICLE 3. — L'extradition peut être refusée :

a — lorsque l'individu objet de la demande est citoyen de l'Etat requis, la qualité de citoyen étant appréciée à l'époque de l'infraction ; l'Etat requis procédera en ce cas au jugement au vu d'un dossier établi par les autorités judiciaires de l'Etat requérant et informera celui-ci de l'issue des poursuites ; les autorités judiciaires compétentes de l'Etat requérant décideront de l'arrêt définitif des poursuites ou du sursis à l'exécution du jugement qui aurait été rendu.

b — lorsque l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat requérant par un individu qui n'est pas sujet de cet Etat, si les faits constitutifs du délit ne sont pas réprimés par la loi de l'Etat requis.

طالبة التسليم بعقوبة لا يقل حدها الاعلى عن الحبس مدة سنة او كان محكوما بالحبس لمدة لا تقل عن الشهرين .

ب ـ اذا كانت الجريمة قدارتكبت فى اراضي الدولة الطالبة ، او كانت قد ارتكبت خارج اراضي الدولتين وكانت شريعة كل منهما تعاقب على الجرم اذا ارتكب خارج اراضيها .

المادة ٣ ـ يجوز للدولة المطلوب اليها التسليم أن تمتنع عنه .

ا ـ اذا كان الشخص المطلوب من رعاياها حين ارتكاب الجريمة ، على ان تتولى هي محاكمته بموجب اضبارة قضائية تنظمها السلطات القضائية فى الدولة الطالبة . وعلى الحكومة المطلوب اليها التسليم ان تبلغ نتيجة الحكم الى الحكومة الطالبة فيقرر المرجع القضائي المختص فيها وقف التعقبات نهائيا او وقف تنفيذ الحكم اذا كان قد حكم بالدعوى .

ب ـ اذا كان الجرم واقعا فى اراضي الدولة طالبة التسليم وكان الشخص المطلوب من غير رعايا الدولة الطالبة وكانت الافعال المسندة اليه غير معاقب عليها فى قانون الدولة المطلوب اليها التسليم .

c — lorsque l'infraction a été commise hors du territoire des deux Etats par un individu qui n'est pas sujet de l'Etat réclamant et qu'elle n'est pas réprimée dans de telles conditions par la loi de l'Etat requis.

ج ـ اذا كان الجرم قد ارتكب خارجا عن اراضي الدولتين وكانت شريعة الدولة المطلوب اليها التسليم لا تعاقب على الجرم اذ ارتكب خارج اراضيها ولم يكن الشخص المطلوب من رعايا الدولة الطالبة .

d — lorsque l'individu réclamé n'est pas sujet de l'Etat requérant et que, d'après la loi de l'Etat requis, l'action publique ou la peine sont éteintes.

د ـ اذا كانت الجريمة او العقوبة سقطت بمقتضى قوانين الدولة المطلوب اليها التسليم ما لم يكن المطلوب من رعايا الدولة الطالبة .

ARTICLE 4. — L'extradition n'est pas accordée :

المادة ٤ ـ لا يسمح بالتسليم فى الاحوال الاتية :

1 — Si l'infraction a un caractère politique ;

١ ـ اذا كان للجريمة طابع سياسي

2 — Si l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat requis ;

٢ ـ اذا ارتكب الجرم فى اراضي الدولة المطلوب اليها التسليم .

3 — Si l'individu réclamé appartient au cadre diplomatique et jouit de l'immunité attachée à sa fonction.

٣ ـ اذا كان المطلوب تسليمه من موظفي السلك السياسي المتمتعين بالحصانة الدبلوماسية .

4 — Si l'individu réclamé est un fonctionnaire d'une mission officielle à l'étranger et si l'infraction pour laquelle il est réclamé a été commise dans ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

٤ ـ اذا كان المطلوب تسليمه من الموظفين المكلفين بمهمة رسمية خارج بلادهم وكان الجرم المطلوب من اجله وقع اثناء ممارسته المهمة او بسبب ممارسته لها .

Dans les deux cas précédents, l'individu est remis à l'Etat dont il relève ou qu'il représente, si les conditions d'extradition établies par le présent traité sont remplies.

وفى الحالتين السابقتين يسلم الشخص الى البلاد التى ينتمي اليها او يمثلها اذا توفرت الشروط المقررة للتسليم بمقتضى هذا الاتفاق .

5 — Si le mode de peine établi par la loi de l'Etat requérant n'est pas reconnu par la loi de l'Etat requis.

6 — Si l'individu réclamé a déjà été jugé ou si l'affaire faisant l'objet de la demande d'extradition est en cours d'instruction ou de jugement dans l'Etat requis ou dans l'Etat autre que le requérant, sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

7 — Si l'action ou la peine sont éteintes d'après la loi de l'Etat requérant ou celle de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

ARTICLE 5. — Ne sont pas considérés comme délits politiques :

a — Le meurtre, le brigandage, le vol accompagné de violence commis isolement ou collectivement contre les individus ou les autorités ou les voies ferrées ou tous autres moyens de transport et de communication ;

b — Tout attentat contre le chef de l'un des deux Etats contractants.

c — Les infraction militaires.

ARTICLE 6. — Si l'individu réclamé est l'objet, dans l'Etat

٥ ـ اذا كانت العقوبة المنصوص عليها فى شريعة الدولة طالبة التسليم غير مقررة بنوعها فى قانون الدولة المطلوب اليها التسليم .

٦ ـ اذا كان الشخص المطلوب قد جرت محاكمته او كان قيد التحقيق او المحاكمة من اجل الجريمة التي سببت الطلب سواء كان ذلك فى الدولة المطلوب اليها التسليم او فى الدولة ـ غير طالبة التسليم ـ او فى الدولة التي وقع الجرم فى ارضها .

٧ ـ اذا كانت الجريمة او العقوبة قد سقطت بموجب قوانين الدولة طالبة التسليم او قوانين الدولة التي وقع الجرم فى أرضها .

المادة ٥ ـ لا تعتبر جرائم سياسية:

ا ـ جرائم القتل والسلب والسرقة المصحوبة باعمال أكراهية سواءارتكبها شخص واحد او عصابة ضد الافراد او ضد السلطات المحلية او السكك الحديدية او غير ذلك من وسائل النقل والمواصلات .

ب ـ كل تعد على رئيسي الدولتين المتعاقدتين

ج ـ الجرائم العسكرية .

المادة ٦ ـ اذا كان الشخص المطلوب تسليمه قيد التحقيق او المحاكمة عن

requis, de mesures d'instruction ou d'une procédure de jugement à raison d'une infraction différente, l'extradition est retardée jusqu'après le vidé de l'affaire.

جريمة اخرى فى الدولة المطلوب اليها التسليم فان تسليمه يؤجل حتى تنتهي محاكمته .

ARTICLE 7. — Si, pour une infraction unique, l'extradition est demandée concurrement par plusieurs Etats, elle est accordée de préférence, à l'Etat aux intérêts duquel l'infraction a porté préjudice ou à celui sur le territoire duquel elle a été commise.

المادة ٧ — اذا كان لدى الدولة المطلوب اليها التسليم عدة طلبات من دول مختلفة بحق الشخص ذاته من اجل الجريمة نفسها ، تكون الاولوية بالتسليم للدولة التي اضرت الجريمة بمصالحها او للدولة التي ارتكبت الجريمة فى ارضها .

Si les demandes ont pour cause des infractions différentes, il est tenu compte, pour décider de la priorité, de toutes circonstances de fait et notamment de la gravité relative et du lieu des infractions, de la date respective des demandes, de l'engagement qui serait pris par l'un des Etats requérants de procéder à la réextradition.

اما اذا كانت الطلبات مبنية على جرائم مختلفة تقرر الاولوية بالاستناد للظروف والوقائع ولا سيما لخطورة الجريمة ومحل اقترافها ولتاريخ ورود الطلبات ولتعهد احدى الدول طالبة التسليم باعادة الشخص المسلم .

ARTICLE 8. — Chacun des deux Etats contractants exécutera pour le compte de l'autre, les jugements condamnant à une peine d'emprisonnement inférieure à deux mois ou à l'amende, aux frais et aux dépens.

المادة ٨ — تنفذ كل من الدولتين للدولة الاخرى الاحكام القاضية بعقوبة الحبس اقل من شهرين او بعقوبة الغرامة وبالرسوم والنفقات القضائية .

Les jugements condamnant à des peines supérieures pourront être exécutés dans l'Etat où réside le condamné, si cet Etat y consent, sur la demande de l'Etat où le jugement a été rendu.

اما الاحكام المقررة لعقوبات اشد فيجوز تنفيذها فى الدولة الموجود فيها المحكوم عليه بناء على طلب الدولة مصدرة الحكم وموافقة الدولة الثانية .

ARTICLE 9. — La demande d'extradition doit être accompagnée des pièces suivantes :

1 — un exposé indiquant d'une manière précise l'identité et le signalement de l'individu réclamé ou à l'encontre duquel l'exécution est demandée ;

2 — a : Quand il s'agit d'un individu non encore jugé, un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire compétente indiquant la nature de l'infraction. Ce mandat doit être signé du magistrat qui l'a décerné, cacheté du sceau officiel et accompagné d'une copie auhentique des preuves et charges établissant l'inculpation. Cette copie doit être certifiée conforme par l'autorité judiciaire qui a procédé à l'instruction ou qui est saisie de l'affaire ;

b — Quand il s'agit d'un individu condamné par jugement qui n'est pas encore passé en force de chose jugée, une copie de ce jugement et une copie officielle des preuves et charges sur le fondement desquelles la condamnation est intervenue. Ces documents doivent être certifiés conformes par l'autorité judiciaire qui a rendu le jugement ou qui est saisie de l'affaire.

c — Quand il s'agit d'un individu condamné par jugement

المادة ٩ ــ يجب ان يشتمل ملف طلب التسليم على الوثائق الاتية :

اولا ــ بيان يتضمن أوفى تفصيل عن هوية واوصاف الشخص المطلوب تسليمه او تنفيذ الحكم بحقه .

ثانيا ــ آ ــ عندما يكون طلب التسليم متعلقا بشخص لم يحاكم بعد يضم الى الطلب مذكرة توقيف صادرة عن سلطة قضائية صالحة مبين فيها نوع الجرم وموقعة من القاضي الذي اصدرها وممهورة بخاتم دائرته الرسمي وبصورة رسمية عن الافادات والادلة التي تثبت عليه التهمة مصدق عليها من السلطة القضائية التي تولت التحقيق او السلطة القضائية الواضعة يدها على الدعوى .

ب ــ عندما يكون طلب التسليم متعلقا بشخص حكم عليه حكما لم يكتسب الدرجة القطعية يضم الى الطلب صورة عن الحكم وصورة رسمية عن الادات والادلة التي استند اليها للادانة مصدق عليها من السلطة القضائية التي اصدرت الحكم او السلطة الواضعة يدها على الدعوى.

ج ــ عندما يكون طلب التسليم متعلقا بشخص حكم عليه حكما اكتسب

qui est passé en force de chose jugée, une copie de ce jugement attestant qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée et qu'il a force exécutoire.

Le dossier prévu au paragraphe a de l'article 3 ci-dessus doit comporter les documents suivants :

1 — une copie certifiée conforme de la plainte de la partie civile ou du réquisitoire du ministère public ;

2 — une copie des preuves et charges établissant l'inculpation, certifiée conforme par le magistrat saisi de l'affaire ;

3 — un exposé complet de la nature de l'infraction, des circonstances et de la date dans lesquelles elle a été commmise, des charges qui établissent l'inculpation ; cet exposé est établi par le magistrat saisi de l'affaire.

ARTICLE 10. — Les demandes d'extradition et les demandes d'exécution des jugements sont présentées par le procureur général compétent dans l'Etat requérant ou dans l'Etat qui a rendu le jugement et adressées au procureur général de l'Etat dans le ressort duquel se trouve l'individu réclamé ou à l'encontre duquel l'exécution d'un jugement est sollicitée.

الدرجة القطعية يضم الى الطلب صورة عن الحكم مذيلة بما يشير انه اكتسب قوة القضية المقضية وانه واجب التنفيذ .

واما الاضبارة القضائية الواجب اعدادها عملا باحكام الفقرة (آ) من المادة الثالثة فيجب ان تتضمن :

١ ــ صورة مصدقة عن شكوى المدعي او ادعاء النيابة العامة .

٢ ــ صورة عن الافادة والادلةالتي تثبت التهمة مصدقة من القاضي الواضع يده على الدعوى .

٣ ــ بيانا مفصلا من القاضي الواضع يده على الدعوى عن نوع الجرم وظروفه وتاريخ حصوله والادلة التي تثبت ادانة المدعى عليه .

المادة ١٠ ــ تقدم طلبات تسليم المجرمين وتنفيذ الاحكام من النائب العام المختص فى الدولة طالبة التسليم او الصادر عنها الحكم الى النائب العام فى الدولة الثانية الموجود فى منطقة الشخص المطلوب تسليمه او تنفيذ الحكم بحقه .

Le procureur général statue par ordonnance dûment motivée.

L'ordonnance qui fait droit à la demande n'est susceptible d'aucune voie de recours ; le procureur général pourvoit sur le champ à son exécution.

L'ordonnance qui rejette la demande n'est exécutoire qu'après avoir été soumise au Ministère de la Justice qui peut, soit la soumettre telle quelle à son collègue de l'Etat requérant, soit la soumettre dans un délai de quinze jours à la commission d'extradition.

Ce délai court du jour qui suit la réception de l'ordonnance du procureur général par le Cabinet du Ministère.

L'ordonnance refusant l'extradition est communiquée au Ministère de la Justice de l'Etat requérant, par les soins de son collègue de l'Etat requis. L'ordonnance faisant droit à la demande est transmise, pour exécution, au procureur général compétent.

ARTICLE 11. — Les deux Etats contractants se prêteront concours pour la recherche des criminels et arrêteront préventivement les personnes traduites pour jugement ou condamnées pour l'une des infractions donnant lieu à extradition. A cette

يفصل النائب العام فى الطلب الوارد اليه بقرار معلل الاسباب

القرار المتضمن تلبية الطلب لايقبل اي طريق من طرق المراجعة وعلى النائب العام الذي اصدره ان يعمل على تنفيذه فور صدوره .

واما القرار المتضمن رفض الطلب فلا ينفذ الا بعد عرضه على وزير العدل الذي له أما ابلاغه الى زميله فى الدولة الطالبة واما عرضه فى ميعاد خمسة عشر يوما على لجنة استرداد المجرمين فى كل من البلدين .

تبدا هذه المدة من اليوم الذي يلي يوم وصول قرار النائب العام الى ديوان الوزارة .

يبلغ قرار الرفض الى وزير العدل فى الدولة الطالبة بواسطة زميله فى الدولة الثانية واما القرار المتضمن تلبية الطلب فيحال الى النائب العام المختص لتنفيذ احكامه .

المادة ١١ — تتعاون الدولتان المتعاقدتان بالبحث عن المجرمين وتوقف بصورة احتياطية الاشخاص المطلوبين للمحاكمة او المحكوم عليهم بالجرائم الجائز بها التسليم وتعتمد تحقيقا لهذا التعاون

fin, ils utiliseront les communications officielles par voie postale, télégraphique, téléphonique ou autres, pourvu qu'il y soit indiqué la nature de l'infraction visée et le texte légal s'y appliquant.

الاتصالات الرسمية البريدية او البرقية او الهاتفية او غيرها على ان يبين فيها نوع الجرم المسند اليه والنص القانوني الذي ينطبق عليه الجرم .

La détention préventive ne peut dépasser quinze jours. L'individu arrêté est mis en liberté par ordonnance du procureur général si, durant ce délai, le dossier de la demande l'extradition n'est pas parvenu à l'Etat requis.

لا يمكن ان تجاوز مدة التوقيف الاحتياطي فى الدولة المطلوب اليها التسليم خمسة عشر يوما ويخلى سبيل المقبوض عليه بقرار من النائب العام اذا لم يصل ملف طلب تسليمه الى الحكومة المطلوب اليها التسليم خلال هذه المدة .

Le délai de détention peut être prolongé quinze autres jours à la demande de l'Etat requérant, s'il a été impossible de préparer le dossier ou si le dossier parvenu est incomplet.

ويمكن تمديد التوقيف خمسة عشر يوما اخر اذا رغبت الدولة طالبة التسليم لعدم امكان تهياة الملف او اذا كان الملف الوارد ناقصا.

La durée de la détention préventive est déduite de la peine d'emprisonnement qui serait prononcée dans l'Etat requérant.

تحسم مدة التوقيف الاحتياطي من مدة الحبس التي يحكم بها فى الدولة طالبة التسليم .

Si le procureur général rejette la demande l'extradition ou d'exécution à l'encontre d'un individu détenu, celui-ci n'est mis en liberté qu'avec l'approbation du Ministre de la Justice.

اما اذا قرر النائب العام رفض طلب التسليم او التنفيذ بحق شخص موقوف فلا يجوز اخلاء سبيله الا بعد موافقة وزير العدل .

Le procureur général peut ordonner l'extradition si l'individu arrêté reconnaît être la personne réclamée, avoue être l'auteur de l'infraction qui lui est imputée et

اذا اعترف المقبوض عليه بانه هو الشخص المطلوب واقر بالجرم المسند اليه ووجدت النيابة العامة ان هذا الجرم من الجرائم التي يجوز فيها

accepte d'être livré à l'Etat réclamant malgré l'absence d'un dossier d'extradition, pourvu que le Ministère Public considère que l'infraction dont s'agit légitime l'extradition en vertu de la présente convention.

ARTICLE 12. — Sous réserve des droits des tiers et suivant l'appréciation de l'autorité compétente, sont remis à l'Etat requérant, les objets provenant du délit servant de cause à la demande d'extradition et ceux qui ont été trouvés et saisis sur l'individu réclamé ainsi que les instruments utilisés pour commettre l'infraction et tous autres objets pouvant servir à la constater.

Ces objets sont remis à l'Etat requérant si une ordonnance faisant droit à la demande d'extradition a été rendue, que l'extradition ait pu s'effectuer ou n'ait pu l'être par suite de la mort du délinquant, de sa fuite ou de l'impossibilité de l'arrêter.

Sont également remis à l'Etat requérant, les objets susvisés qui auraient été cachés ou déposés dans le pays qui a décidé l'extradition et qui apparaîtraient après que l'individu réclamé aura été livré à cet Etat.

ARTICLE 13. — L'individu extradé ne sera pas jugé et ne subira aucune peine sinon du chef

التسليم بحسب أحكام هذا الاتفاق ورضي المطلوب ان يسلم بدون ملف طلب التسليم الى الحكومة التي تطلبه ، كان للنائب العام ان يأمر بتسليمه .

المادة ١٢ ـ مع الاحتفاظ بحقوق الاشخاص الثالثة وتبعا لتقدير السلطة المختصة تسلم الى الدولة الطالبة الاشياء التي حازها الشخص المطلوب بنتيجة ارتكابه الجريمة المطلوب تسليمه من اجلها او التي وجدت عليه فصودرت والالات التي استعملت فى ارتكاب الجريمة وكل شيء اخر يساعد فى تحقيقها .

تسلم هذه الاشياء الى الدولة الطالبة اذا صدر قرار بالموافقة على تسليم المجرم سواء تم هذا التسليم او لم يتم بسبب موت المجرم او هربه او عدم امكان القبض عليه

يشمل هذا التسليم ايضا جميع ما كان من هذا النوع من الاشياء المخفية او المودعة من قبل الشخص المطلوب فى البلاد التي قررت التسليم والتي تظهر بعد تنفيذه .

المادة ١٣ ـ لا يحاكم الشخص الذي تم تسليمه ولا تنفذ بحقه عقوبة

de l'infraction qui a motivé l'extradition ou des faits connexes à cette infraction qui ont été révélés par la suite.

Toutefois, il pourra être arrêté et jugé pour une autre infraction dans les cas suivants :

1 — s'il a commis cette infraction dans l'Etat auquel il a été remis après extradition ;

2 — s'il accepte expressément d'être jugé pour la dite infraction;

3 — si l'Etat qui l'a remis accepte qu'il soit jugé pour cette nouvelle infraction ;

4 — si les moyens de quitter le territoire de l'Etat auquel il aura été remis lui ont été donnés et qu'il n'en a pas profité dans le délai d'un mois.

ARTICLE 14. — Si une ordonnance de non-lieu est rendue en faveur de l'individu réclamé ou si cet individu est acquitté ou est déclaré non coupable, l'Etat réclamant le ramènera à ses frais au lieu où il se trouvait lors de l'extradition.

ARTICLE 15. — Chaque Etat supporte à titre de réciprocité, les frais nécessités pour l'exécution du jugement et l'extradition de l'individu réclamé.

الا عن الجريمة التي قدم طلب التسليم من اجلها او عن الافعال التي لها علاقة بتلك الجريمة ولم تظهر الا بعد اجراء التسليم الا انه يجوز القبض عليه او محاكمته عن جريمة اخرى فى الحالات الاتية :

١ ـ اذا ارتكب تلك الجريمة بعد التسليم فى الدولة التي سلم اليها

٢ ـ اذا قبل صراحة ان يحاكم على تلك الجريمة .

٣ ـ اذا قبلت الدولة التي سلمته ان يحاكم على تلك الجريمة .

٤ ـ اذا اتيحت وسائل الخروج من ارض الدولة المسلم اليها ولم يستفد منها خلال شهر واحد .

المادة ١٤ ـ اذا تقرر منع المحاكمة عن المطلوب تسليمه او حكم ببراءته او عدم مسؤوليته فعلى الدولة التي طلبته ان تعيده على نفقتها الى المكان الذي كان فيه وقت تسليمه

المادة ١٥ ـ تتحمل كل دولة على سبيل المقابلة جميع النفقات التي يستلزمها تنفيذ الحكم وتسليم الشخص المطلوب .

ARTICLE 16. — Si l'extradition a lieu entre l'une des parties contractantes et un Etat tiers, l'autre partie devra, soit autoriser le passage sur son territoire de l'individu réclamé et fournir une force suffisante pour sa garde et celle des objets énumérés à l'article 12, soit pourvoir elle-même au passage et à la garde de cet individu sur présentation, aux forces de sécurité compétentes, d'une copie de l'ordonnance d'extradition.

CHAPITRE II
L'EXECUTION DES JUGEMENTS NON REPRESSIFS

ARTICLE 17. — Les jugements portant sur les droits civils et commerciaux ou sur des réparations civiles en matière répressive ainsi que les jugements émanant d'un tribunal chérié ou d'un tribunal confessionnel légalement institué et qui ont, dans l'Etat où ils ont été rendus, l'autorité de la chose jugée ont dans l'autre Etat, la même autorité et y sont susceptibles d'exécution conformément aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 18. — La demande d'exécution est présentée, dans le lieu où l'exécution doit s'effectuer, à l'autorité judiciaire compétente en la matière d'après la loi de l'Etat auquel cette demande est présentée.

المادة ١٦ ـ اذا جرى تسليم مجرم بين احد الطرفين المتعاقدين ودولة ثالثة يجيز الطرف الاخر مرور الشخص المذكور والقوة الكافية لمحافظته مع الاشياء الوارد ذكرها فى المادة ١٢ عبر اراضيه أو يقوم هذا الطرف بتامين نقله والمحافظةعليه بمجرد تقديم صورة عن قرارالتسليم الى قوى الامن المختصة .

الفصل الثاني

تنفيذ الاحكام غيرالجزائية

المادة ١٧ ـ كل حكم مقررلحقوق مدنية او تجارية او تعويضاتشخصية بدعوى جزائية أو صادر عن محكمة شرعية او مذهبية قائمة قانونا فى احدى الدولتين المتعاقدتين وله فيها قوة القضية المقضية يكون له فىالدولة الاخرى قوة القضية المقضية نفسها ويكون قابلا للتنفيذ فيها وفقا لاحكام هذا الاتفاق .

المادة ١٨ ـ يقدم الطلب الى السلطة القضائية التي يحق لهاالتنفيذ فى المحل الذي يجب التنفيذ فيه وفقا لقانون الدولة المقدم اليها الطلب .

ARTICLE 19. — Le demandeur doit joindre à sa demande copie du jugement ou de l'arrêt dont il réclame l'exécution. L'autorité judiciaire qui a rendu le jugement ou l'arrêt certifiera que cette copie est conforme et attestera que la décision est exécutoire.

ARTICLE 20. — L'autorité saisie de la demande d'exécution n'entrera point dans la discussion du fond de l'affaire. Elle ne pourra refuser l'exécution que dans les cas suivants :

a — si la décision émane d'une juridiction incompétente d'une incompétence absolue au regard de la loi de l'Etat ou nom duquel elle a été rendue ;

b — si elle a été rendue sans que les parties aient été dûment citées et valablement représentées ;

c — si elle n'a pas acquis la force exécutoire d'après la loi du pays où elle a été rendue ;

d — si elle est contraire ou repose sur un motif contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs du pays où l'exécution est demandée ou à un principe international de droit public :

e — si un jugement définitif

المادة ١٩ ـ على طالب التنفيذ ان يضم الى طلبه صورة عن الحكم او القرار المطلوب تنفيذه مصدقا من المرجع القضائي الصادر عنه ومذيلا بشرح من هذا المرجع يفيد ان الحكم او القرار صالح للتنفيذ .

المادة ٢٠ ـ لا يجوز للسلطة المطلوب اليها التنفيذ ان تبحث فى اساس الدعوى ، ولا يجوز لها ان ترفض تنفيذ الحكم الا فى الاحوال الاتية :

ا ـ اذا كانت القضية التي صدر فيها الحكم غير داخلة فى الصلاحية المطلقة للمحكمة التي اصدرت هذا الحكم بمقتضى قوانين الدولة التي صدر فيها .

ب ـ اذا صدر الحكم ولم يبلغ المنفذ عليه او لم يمثل تمثيلاصحيحا

ج ـ اذا كان الحكم لم يكتسب القوة التنفيذية بحسب قوانين البلاد التي صدر فيها .

د ـ اذا كان الحكم او السبب الذي بني عليه مخالفا للنظام العام او الاداب العامة للدولة المطلوب منها التنفيذ او مناقضا لمبدأ معتبر كقاعدة عمومية دولية .

هـ ـ اذا كان صدر حكم نهائي فصل

sur le fond de l'affaire a été rendu entre les mêmes parties par l'un des tribunaux de l'Etat où l'exécution est demandée, ou s'il existe devant ces tribunaux une action pendante entre les mêmes parties autour du même objet, pourvu qu'elle ait été introduite avant l'affaire dans laquelle a été rendu le jugement dont l'exécution est demandée :

f — si le jugement a été rendu contre le Gouvernement de l'Etat où l'exécution est demandée ou contre l'un de ses fonctionnaires pour des faits qu'il a accomplis à l'occasion de sa fonction.

ARTICLE 21. — Les sentences arbitrales sont exécutoires conformément aux dispositions de la présente convention après qu'elle auront été revêtues de la formule exécutoire dans le pays où elles ont été rendues.

ARTICLE 22. — Les actes authentiques exécutoires dans l'un des deux Etats peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre, par ordonnance du Président du tribunal du 1er degré où l'exécution est demandée.

Le président du tribunal doit vérifier si l'acte réunit les conditions nécessaires pour son authenticité dans le pays où il a été reçu et si les dispositions dont l'exécu-

فى اساس الموضوع ذاته وبين الخصوم انفسهم عن احدى محاكم الدولة المطلوب منها التنفيذ او كان لدى هذه المحاكم دعوى ما زالت قيد النظر بين الخصوم انفسهم فى الموضوع ذاته وكانت قد رفعت قبل اقامة الدعوى الصادر فيها الحكم المطلوب تنفيذه .

و ـ اذا كان الحكم صادرا على حكومة الدولة المطلوب اليها التنفيذ او على احد موظفيها لاعمال قام بها بسبب الوظيفة فقط .

المادة ٢١ ـ يمكن طلب تنفيذ القرارات التحكيمية وفقا لاحكام هذا الاتفاق بعد اعطائها الصيغة التنفيذية فى الدولة التي صدرت فيها

المادة ٢٢ ـ ان السندات الرسمية القابلة التنفيذ فى احدى الدولتين تعطى الصيغة التنفيذية فى الدولة الاخرى بقرار من رئيس محكمة الدرجة الاولى فى المحل المطلوب فيه التنفيذ .

على رئيس المحكمة ان يتثبت من توفر الشروط المفروضة للسند الرسمي فى الدولة التي انشىء فيها ومن ان الاحكام المطلوب تنفيذها

tion est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public du pays où l'exécution est requise.

ARTICLE 23. — Les jugements ou arrêts rendus exécutoires dans l'un des deux Etats, ont la même force exécutoire que les jugements ou arrêts rendus par les tribunaux du pays où l'exécution a été accordée.

CHAPITRE III

DES SIGNIFICATIONS

ARTICLE 24. — La signification dans l'un des Etats contractants, des actes et pièces judiciaires provenant de l'autre, a lieu conformément aux dispositions du présent chapitre.

ARTICLE 25. — Les formalités de signification ont lieu directement entre les autorités judiciaires correspondantes des deux Etats sans recours aux voies diplomatiques. A défaut d'une autorité judiciaire correspondante, les formalités de signification ont lieu par l'intermédiaire du tribunal du 1er degré dans le ressort duquel est domicilié le destinataire. L'exploit de signification doit contenir toutes les indications nécessaires relatives à l'identité du destinataire : nom, prénom, profession, domicile. Les pièces à signifier doivent être établies en double exemplaire

غير مخالفة للنظام العام فى الدولة المطلوب فيها التنفيذ .

المادة ٢٣ ـ يكون للاحكام والقرارات المقرر تنفيذها فى احدى الدولتين القوة التنفيذية التي هي للاحكام والقرارات الصادرة عن محاكم الدولة التي صدر فيها قرار التنفيذ .

الفصل الثالث

التبليغات

المادة ٢٤ ـ يجري تبليغ جميع الوثائق والاوراق القضائية بين الدولتين المتعاقدتين بالطرق المبينة فى هذا الفصل .

المادة ٢٥ ـ تتم اجراءات التبليغ مباشرة بين الدوائر القضائية المتماثلة ـ دون توسط الطرق السياسية ـ واذا لم يوجد دائرة قضائية مماثلة تتم اجراءات التبليغ بواسطة محكمة الدرجة الاولى الكائن فى منطقتها محل اقامة المطلوب تبليغه .

يتضمن الطلب جميع البيانات اللازمة المتعلقة بهوية الشخص المطلوب تبليغه : اسمه ، لقبه ومهنته ، مع تعيين محل اقامته على أن تكون الوثيقة المطلوب تبليغها على نسختين تسلم احداهما الى الشخص المطلوب

dont l'un est remis à l'intéressé et l'autre retourné avec mention que la signification a eu lieu.

L'agent chargé de la signification indique sur l'exemplaire retourné, le mode de signification ou le motif pour lequel elle n'a pas été effectuée.

ARTICLE 26. — La signification s'effectue conformément à la loi du lieu. L'Etat requérant peut, s'il le désire, demander que la signification se fasse suivant une forme déterminée, à la condition que celle-ci ne soit pas contraire à l'ordre public de l'état requis.

ARTICLE 27. — Les dispositions des articles précédents ne préjudicient pas à la possibilité d'une signification par la voie postale dans les cas où la loi de l'Etat requérant admet ce procédé.

ARTICLE 28. — L'Etat requis ne peut refuser d'effectuer la signification que dans les cas où l'ordre public pourrait être troublé.

ARTICLE 29. — La signification effectuée dans les formes établies au présent chapitre est considérée comme si elle avait été faite à l'intérieur de l'Etat requérant.

ARTICLE 30. — Chacun des

تبليغه وتعاد الثانية مذيلة بما يفيد اجراء معاملة التبليغ .

يبين موظف التبليغ على الصورة المعادة كيفية حصول التبليغ او السبب فى عدم حصوله .

المادة ٢٦ ـ يجري التبليغ وفقا لقوانين الدولة المطلوب اليها اجراؤه. واذا رغبت الدولة الطالبة فى اجرائه على وجه معين فيجوز ذلك شرط ان لا يتعارض مع النظام العام فى الدولة المطلوب اليها التبليغ .

المادة ٢٧ ـ لا تحول احكام المواد السابقة دون امكان التبليغ بواسطة البريد اذا كان قانون الدولة الصادر عنها يجيز ذلك .

المادة ٢٨ ـ لا يجوز للدولة المطلوب اليها التبليغ أن ترفض اجراءه الا فى الاحوال التي يخشى معها ان ينشأ عن اجرائه اخلال بالامن .

المادة ٢٩ ـ يعتبر التبليغ الجاري على الشكل المبين فى هذا الفصل كانه قد تم داخل أراضى الدولة طالبة التبليغ .

المادة ٣٠ ـ تتحمل كل من الدولتين

deux Etats contractants supporte les frais des significations effectuées sur son territoire.

المتعاقدتين نفقات التبليغ الذي تم فى اراضيها .

CHAPITRE IV
DES COMMISSIONS ROGATOIRES

الفصل الرابع
الانابات القضائية

ARTICLE 31. — Toute mesure d'instruction relative à la preuve d'une affaire judiciaire peut directement se faire dans l'un des Etats contractants par voie des commissions rogatoires conformément aux dispositions du présent chapitre.

المادة ٣١ ـ يصح مباشرة اي اجراء قضائي يتعلق بدعوى ويؤثر فى اثباتها او نفيها فى ارض كل من الدولتين المتعاقدتين بواسطة انابة قضائية وفقا لاحكام هذا الفصل .

ARTICLE 32 — L'autorité judiciaire de chaque Etat commet rogatoirement l'autorité judiciaire compétente dans l'autre Etat et lui demande directement de procéder aux mesures décidées.

L'autorité rogatoirement commise exécute la commission conformément à la procédure en vigueur dans son pays.

L'autorité dont émane la commission est avertie si elle désire, du lieu et de la date d'exécution de la commission aux fins de permettre à l'intéressé de comparaître en personne ou par mandataire.

المادة ٣٢ ـ تتقدم السلطة القضائية مباشرة للسلطة القضائية المختصة التابعة للدولة ذات الشأن بطلب انابة ترغب اليها فيه اتخاذ الاجراء القضائي المطلوب .

تنفذ السلطة القضائية المختصة الانابة المطلوبة وفقا للاجراءات القانونية المتبعة لديها .

تعلم السلطة الطالبة اذا رغبت في ذلك بمكان وزمان تنفيذ الانابة ليتسنى لصاحب الشان ان يحضر هو او وكيله .

ARTICLE 33. — Si la commission a pour objet une mesure que n'autorise pas la loi de l'Etat requis ou si l'exécution s'avère impossible, l'Etat requis en informe l'Etat requérant par rapport motivé.

المادة ٣٣ ـ اذا كانت الانابة تتعلق بموضوع او اجراء لا يجيزه قانون الدولة المطلوب اليها التنفيذ او اذا تعذر التنفيذ ففي كلتا الحالتين تشعر الدولة المطلوب اليها التنفيذ السلطة الطالبة بذلك مع بيان الاسباب .

ARTICLE 34. — Si la commission est adressée à une autorité judiciaire incompétente, celle-ci la transmet directement à l'autorité compétente au regard de sa loi interne et en avise l'autorité commettante.

ARTICLE 35. — L'Etat requis supporte les frais d'exécution de la commission, hormis les honoraires des experts qui incombent à l'Etat requérant. Un état de ces honoraires est joint au dossier.

L'Etat requis perçoit pour son compte et conformément à sa législation, les droits afférents aux documents visés en cours d'exécution de la commission rogatoire.

ARTICLE 36. — La mesure accomplie par commission rogatoire a la même valeur légale que si elle avait été effectuée par l'autorité compétente de l'Etat requérant.

CHAPITRE V

DES EXEMPTIONS ET DE LA CONTRAINTE PAR CORPS

ARTICLE 37. — Les nationaux de chacun des Etats contractants bénéficient des exemptions dont jouissent les nationaux de l'autre Etat, en matière de caution, de consignation et de taxes judiciaires.

المادة ٣٤ ـ اذا وجه طلب الانابة لسلطة قضائية غير مختصة يحال الطلب مباشرة منها للسلطة القضائية المختصة وفقا للنظم المتبعة فى التشريع الداخلي لكل دولة مع ابلاغ السلطة الطالبة ذلك .

المادة ٣٥ ـ تتحمل الدولة المطلوب اليها تنفيذ الانابة نفقاتها ما عدا اتعاب الخبراء فعلى الدولة الطالبة اداؤها ويرسل بها بيان مع ملف الانابة .

للدولة المطلوب اليها تنفيذ الانابة ان تتقاضى لحسابها ووفقا لقوانينها الرسوم المقررة على الاوراق التي تقدم اثناء تنفيذ الانابة .

المادة ٣٦ ـ يكون للاجراء القضائي الذي يتم بواسطة انابة قضائية المفعول القانوني نفسه الذي يكون له فيما لو تم امام السلطة المختصة فى الدولة الطالبة .

الفصل الخامس

الاعفاءات والحبس الاكراهي

المادة ٣٧ ـ يتمتع رعايا كل من الدولتين المتعاقدتين بالاعفاءات التي يتمتع بها رعايا الدولة الاخرى فيما يختص بالكفالات والتأمينات والرسوم القضائية .

المادة ٣٨ ـ يمكن تنفيذ الحبس الاكراهي الصادر فى القضايا المدنية عن احدى الدولتين المتعاقدتين فى الدولة الاخرى اذا كانت قوانين هذه الدولة تجيز تنفيذه فى الحالات الصادر فيها .

ARTICLE 38. — La contrainte par corps en matière civile est exécutoire dans chacun des deux Etats à la condition que leur loi admettre ce procédé dans les cas similaires.

الفصل السادس

احكام نهائية

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

المادة ٣٩ ـ يحق لكل من الدولتين المتعاقدتين انهاء هذا الاتفاق بكامله او ببعض فصوله ويتم مفعول الانهاء بعد انقضاء ستة اشهر على تاريخ تبلغه .

وعلى كل تبقى أحكام هذا الاتفاق جارية على طلبات التنفيذ المقدمة وفقا لاحكام الفصل الثاني قبل انقضاء مدة الستة الاشهر المذكورة .

ARTICLE 39. — Chacun des deux Etats contractants peut dénoncer la présente convention, en tout ou en partie. Cette dénonciation prendra effet six mois après la notification qu'il aura faite à l'autre Etat.

Néanmoins, les dispositions de cette convention demeurent applicables aux demandes d'exécution présentées conformément aux dispositions du chapitre second, avant l'expiration du délai de six mois précité.

المادة ٤٠ ـ يصدق هذا الاتفاق وفقا للنظم الدستورية المعمول بها فى كل من الدولتين المتعاقدتين .

ARTICLE 40. — La présente convention sera ratifiée conformément aux règles constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux Etats contractants.

TURQUIE

ACTES DIPLOMATIQUES LIBAN-TURQUIE

AVANT NOVEMBRE 1943

- **19 Janvier 1922**
  ACCORD POSTAL
- **24 Juillet 1923**
  TRAITE DE LAUSANNE
  (Extraits intéressant le Liban : art. 30 à 36, 60 § 1 et 2, 101 à 109 et 117)
  (A.D. p. 193 à 218)
- **24 Juillet 1923 — Lausanne.**
  PROTOCOLE RELATIF A CERTAINES CONCESSIONS ACCORDEES DANS L'EMPIRE OTTOMAN.
  (A.D. p. 218 à 224)
- **24 Juillet 1923 — Lausanne.**
  ACCORD FRANCO-BRITANNIQUE relatif à l'art. 34 du TRAITE DE LAUSANNE (Droit d'option des ressortissants turcs établis en Egypte)
  (A.D. p. 226)
- **18 Février — 30 Mai 1926 — Angora**
  CONVENTION TURCO-LIBANO-SYRIENNE D'AMITIE ET DE BON VOISINAGE
  (A.D. p. 247 à 255)

تركيا

اتفاقات دولية بين لبنان وتركيا

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **١٩ كانون الثاني ١٩٢٢**
  اتفاق بريدي
- **٢٤ تموز ١٩٢٣**
  معاهدة لوزان
  (مقتطفات متعلقة بلبنان : المواد ٣٠ الى ٣٦ ، ٦٠ ف ١و٢، ١٠١ الى ١٠٩ و ١١٧)
  (ود ٠ ص ١٩٣ الى ٢١٨)
- **٢٤ تموز ١٩٢٣ ـ لوزان**
  بروتوكول
  (بشان الامتيازات المعطاة في الامبراطورية العثمانية)
  (ود ـ ص ٢١٨ الى ٢٢٤)
- **٢٤ تموز ١٩٢٣ ـ لوزان**
  اتفاق فرنسي ـ بريطاني
  بشان المادة ٣٤ من معاهدة لوزان
  (حق اختيار الجنسية للرعايا الاتراك الساكنين في مصر)
  (ود ٠ ص ٢٢٦)
- **١٨ شباط ـ ٣٠ ايار ١٩٢٦ ـ انقره**
  اتفاق فرنسي ـ لبناني ـ سوري
  صداقة وحسن جوار
  (ود ٠ ص ٢٤٧ الى ٢٥٥)

● PROTOCOLE
ANNEXE
RELATIF A
L'EXTRADITION
(A.D. p. 256)

● بروتوكول ملحق
بشان تسليم المجرمين
(ود . ص ٢٥٦)

● 3 Août 1927
ECHANGE DE
CORRESPONDANCES
ET DE COLIS-POSTAUX
DE VALEUR

— Arrêté 1525 du 3-8-27
en modifiant la
réglementation.

● ٣ اب ١٩٢٧
مبادلة الرسائل والطرود البريدية
ذات القيمة

— قرار ١٥٢٥ تاريخ ٣ ـ ٨ ـ ١٩٢٧
تغيير نظام هذه المبادلة

● 22 Juin 1929
ENGAGEMENT
DE NEGOCIATIONS
SUR LES BIENS
(A.D. p. 295)

● ٢٢ حزيران ١٩٢٩
مباشرة المحادثات بشان الممتلكات
(ود . ص ٢٩٥)

● 3 Février 1930
PROTOCOLE
joint au traité d'amitié
turco-français,
de conciliation et
d'arbitrage du
3 Février 1930
(Possibilité d'adjonction
d'un délégué libanais
à la commission
de conciliation)
(A.D. p. 282)

● ٣ شباط ١٩٣٠
بروتوكول ملحق بالمعاهدة التركية
ـ الفرنسية بشان الصداقة
والتسوية والتحكيم ، تاريخ ٣ شباط
١٩٣٠
(امكانية انضمام منوب لبنان الى
لجنة التسوية)
(ود . ص ٢٨٢)

● 17 Mars 1930 — Ankara
PROTOCOLE
fixant le sort des
habitants des territoires
rétrocédés de part et

● ١٧ اذار ١٩٣٠ ـ انقره
بروتوكول
متعلق بحالة سكان الاراضي الكائنة

d'autre de la frontière turco-syrienne après son abornement définitif, signé à Ankara le 22 Juin 1929 (A.D. p. 283)

على الحدود السورية ـ التركية بعد التحديد النهائي نتيجة الاتفاق المعقود فى انقره فى ٢٢ حزيران ١٩٢٩ (و د . ص ٢٨٣)

● 27 Octobre 1932 — Ankara
CONVENTION
réglant la question des biens turcs au Liban et des biens libanais en Turquie (A.D. p. 296 à 309)

● ٢٧ تشرين الاول ١٩٣٢ ـ انقره
اتفاق
بشان الممتلكات اللبنانية فى تركيا والممتلكات التركية فى لبنان (و د . ص ٢٩٦ الى ٣٠٩)

— Arrêté 163 du 27-10-32 (J.O. ar. 1932, n° 2747)

ـ قرار ١٦٣ تاريخ ٢٧ـ١٠ـ٣٢ (جر ١٩٣٢ ـ عدد ٢٧٤٧)

● 29 Mai 1937
ECHANGE DE LETTRES
relatif à la prorogation du délai d'option de la nationalité libanaise.

● ٢٩ ايار ١٩٣٧
مبادلة رسائل
بشان تمديد مهلة اختيار الجنسية اللبنانية

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● 7 Décembre 1946 — Beyrouth
ECHANGE DE LETTRES
relatif à la prorogation du **DELAI D'OPTION** de la nationalité libanaise.

● ٧ كانون الاول ١٩٤٦ ـ بيروت
مبادلة رسائل
بشان تمديد مهلة اختيار الجنسية اللبنانية

● 16 — 24 Décembre 1946 —
Beyrouth.
ARRANGEMENT RELATIF A L'OCTROI DES VISAS
sur les passeports diplomatiques, spéciaux et de service.
(Echange de lettres)

● ١٦ ـ ٢٤ كانون الاول ١٩٤٦ ـ بيروت
اتفاق
بشان اعطاء السمات على الجوازات الدبلوماسية والخاصة وجوازات الخدمة
(مبادلة رسائل)

● 16 Septembre 1947 —
Ankara
ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS.

● ١٦ ايلول ١٩٤٧ ـ انقره
اتفاق النقل الجوي

ع ع

اتفاق

بشان مهلة اختيار الجنسية اللبنانية (مبادلة رسائل)

- وقع فى بيروت
- فى ٧ كانون الاول ١٩٤٦
- تاريخ تصديق مجلس النواب : ١٢ شباط ١٩٤٧

ACCORD

SUR LE DELAI D'OPTION DE LA NATIONALITE LIBANAISE (ECHANGE DE LETTRES)

- **Signé à Beyrouth**
- **Le 7 Décembre 1946**
- **Ratification approuvée par la Chambre des Députés en date du 12 Février 1947**

سعادة السفير فريدون اركين
السكرتير العام لوزارة الخارجية التركية

سيدي الوزير

بالاشارة الى المحادثات التي اجريتها معكم بتاريخ ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٦ اتشرف بان اؤكد لمعاليكم فيما يلي نتائج مداولاتنا :

ان حكومة الجمهورية التركية وحكومة الجمهورية اللبنانية المصممتين على ان تصفيا نهائيا المسائل التي بقيت معلقة بين البلدين على اثر زوال الانتداب والاعتراف بلبنان كدولة مستقلة ، والراغبتين فى ان توثقا فى المستقبل اواصر الصداقة والعلاقات الممتازة القائمة بينهما ، قد توافقتا على الاحكام التالية :

١ ـ ان الاشخاص الذين هم من اصل لبناني ، الذين كانوا مقيمين فى الخارج بتاريخ ٣٠ أب سنة ١٩٤٣ واغفلوا خلال المهلة المحددة بالمادة ٣٤ من معاهدة لوزان او الفقرة ٢ من الكتابين المتبادلين بتاريخ ٢٩ ايار سنة ١٩٣٧ بين معالي السيد نعمان منمنجي اوغلو وسعادة السيد هنري بونسو ، اختيار الجنسية الراهنة فى بلدهم الاصلي يستطيعون ان يمارسوا حق الاختيار هذا خلال مهلة سنتين تبدأ من تاريخ نفاذ احكام هذا الكتاب .

ان اختيار الجنسية تثبته الحكومة اللبنانية وكذلك المفوضيات والقنصليات اللبنانية فى الخارج واي من الاشخاص المندوبين رسميا لهذا الغرض ، ويبلغ الى الحكومة التركية بواسطة الحكومة اللبنانية .

ان الاشخاص الذين يستفيدون من المهلة الجديدة للاختيار الممنوحة لا يستطيعون ان يتذرعوا بجنسيتهم المختارة للاستفادة من الاحكام المقررة حتى الان او التي ستقرر فى المستقبل بشأن مصير الاملاك اللبنانية فى تركيا .

٢ ــ ان حكومة الجمهورية التركية وحكومة الجمهورية اللبنانية قد قررتا ان تعقدا اتفاقا يقوم على اساس مبدأ المعاملة بالمساواة ، لتسوية مصير الاملاك التركية فى لبنان والاملاك اللبنانية فى تركيا . وسيصار الى اجراء المفاوضات بشأن هذا الاتفاق فى انقره فى اقرب مهلة ممكنة وهي ستبدأ على اية حال فى مهلة لا تتعدى الشهرين اعتبارا من تاريخ نفاذ احكام هذا الكتاب .

٣ ــ ان الكتابين المتبادلين بتاريخ هذا اليوم يبرمان من قبل الهيئات الدستورية فى البلدين ويصبحان نافذين اعتبارا من التاريخ الذي يبلغ فيه اخر من ابرم هذا الكتاب ابرامه الى الفريق الاخر .

انني اكون ممتنا لمعاليكم اذاما تفضلتم بابلاغي موافقة الحكومة اللبنانية على ما سبق بيانه .

وارجو ان تتفضلوا معاليكم بقبول تأكيد فائق اعتباري

فريدون جمال اركين

معالي السيد صائب سلام
وزير الخارجية بالوكالة ــ بيروت

سيدي السفير

اتشرف بابلاغكم انني تسلمت كتاب سعادتكم المؤرخ في ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٦ الاتي نصه :

« بالاشارة الى المحادثات التي اجريتها معكم بتاريخ ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٦ اتشرف بان أؤكد لمعاليكم فيما يلي نتائج مداولاتنا :»

« ان حكومة الجمهورية التركية وحكومة الجمهورية اللبنانية ، المصممتين على ان تصفيا نهائيا المسائل التي بقيت معلقة بين البلدين على اثر زوال الانتداب والاعتراف بلبنان كدولة مستقلة والراغبتين فى ان توثقا فى المستقبل اواصر الصداقة والعلاقات الممتازة القائمة بينهما ، قد توافقتا على الاحكام التالية :

١ ــ ان الاشخاص الذين هم من اصل لبناني ، والذين كانوا مقيمين فى الخارج بتاريخ ٣٠ اب سنة ١٩٢٤ واغفلوا خلال المهلة المحددة بالمادة ٣٤ من معاهدة لوزان او الفقرة ٢ من الكتابين المتبادلين بتاريخ ٢٩ ايار

سنة ١٩٣٧ بين معالي السيد منمنجي اوغلو وسعادة السيد هنري بونسو اختيار الجنسية الراهنة فى بلدهم الاصلي يستطيعون ان يمارسوا حق الاختيار هذا خلال مهلة سنتين تبدأ من تاريخ نفاذ احكام هذا الكتاب .

ان اختيار الجنسية تثبته الحكومة اللبنانية وكذلك المفوضيات والقنصليات اللبنانية فى الخارج واي من الاشخاص المندوبين رسميا لهذا الفرض ويبلغ الى الحكومة التركية بواسطة الحكومة اللبنانية .

ان الاشخاص الذين سيستفيدون من المهلة الجديدة للاختيار الممنوحة لا يستطيعون ان يتذرعوا بجنسيتهم المختارة للاستفادة من الاحكام المقررة حتى الان او التي ستقرر فى المستقبل بشأن مصير الاملاك اللبنانية فى تركيا.

٢ ـ ان حكومة الجمهورية التركية وحكومة الجمهورية اللبنانية قد قررتا ان تعقدا اتفاقا يقوم على اساس المعاملة بالمساواة لتسوية مصير الاملاك التركية فى لبنان والاملاك اللبنانية فى تركيا . وسيصار الى اجراء المفاوضات بشأن هذا الاتفاق فى انقره فى اقرب مهلة ممكنة وهي ستبدأ على اية حال فى مهلة لا تتعدى الشهرين اعتبارا من تاريخ نفاذ احكام هذا الكتاب .

٣ ـ ان الكتابين المتبادلين بتاريخ هذا اليوم يبرمان من قبل الهيئات الدستورية فى البلدين ويصبحان نافذين اعتبارا من التاريخ الذي يبلغ فيه اخر من ابرم هذا الكتاب ابرامه الى الفريق الاخر . »

انني ابادر الى اعلان سعادتكم بان الحكومة اللبنانية لسعيدة بان تعرب عن كامل موافقتها فيما يتعلق بالاحكام التي تضمنها الكتاب المشار اليه اعلاه .

وارجو ان تتفضلوا سعادتكم بقبول تاكيد فائق اعتباري .

صائب سلام

ACCORD

SUR LES VISAS
(ECHANGE DE LETTRES)

- Octroi des visas sur les passeports diplomatiques, spéciaux et de service.
- Signé à Beyrouth
- Le 16 et 24 Décembre 1946
- Le texte officiel est établi en langue française.

اتفاق

بشان السمات
(مبادلة رسائل)

- اعطاء السمات على الجوازات الدبلوماسية والخاصة وجوازات الخدمة
- وقع في بيروت
- في ١٦ و ٢٤ كانون الاول ١٩٤٦
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة الفرنسية

Légation de la République Turque
360/657

Beyrouth, le 16 décembre 1946

Son Excellence
Monsieur Henri Pharaon
Ministre des Affaires Etrangères
Beyrouth

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que je n'avais pas manqué de transmettre à mon Gouvernement, aux fins d'étude, la lettre que S.E. M. Philippe Takla, votre prédécesseur, avait bien voulu m'adresser, en son temps, au sujet d'un arrangement à conclure entre nos deux pays relativement à l'octroi des visas sur les passeports ordinaires, sans en faire une demande d'autorisation préalable aux Autorités centrales des deux pays.

Or dans une communication responsive, le Ministère des Affaires Etrangères à Ankara me charge de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement de la Réqublique turque est tout disposé de modifier ce régime de visas en supprimant dès maintenant et à titre de réciprocité les mesures en question pour ce qui concerne seulement les passeports diplomatiques, spéciaux et de service.

Le Gouvernement turc donnera les instructions nécessaires à ses

représentants à l'étranger, avec indication de la date de la mise en vigueur du présent arrangement, aussitôt que Votre Excellence voudra bien me faire connaître l'accord y relatif de son Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Turquie

Celal Osman ABACIOGLU

REPUBLIQUE LIBANAISE

Ministère des Affaires Etarngères
Contrôle des Etrangers
n° 4761/CE

Beyrouth, le 24 décembre 1946

Son Excellence
Monsieur Celal Osman Abacioglu
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Turquie
Beyrouth

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° 360/657 en date du 16 décembre 1946 aux termes de laquelle le Gouvernement de la République Turque est disposé à accorder les visas sur les passeports diplomatiques, spéciaux ou de service, délivrés par le Gouvernement de la République libanaise, sans avoir à en référer préalablement aux Autorités centrales turques, et ce sur la base de la réciprocité.

Le Gouvernement libanais, après avoir pris connaissance des dispositions du Gouvernement turc en la matière, est à son tour disposé à donner à ses représentants à l'étranger les instructions nécessaires en vue de viser, pour l'entrée au Liban, sans en référer préalablement au Ministère des Affaires Etrangères, les passeports diplomatiques, spéciaux ou de service émis par le Gouvernement de la République Turque.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires Etrangères

Henri PHARAON

ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

- Signé à Ankara
- le 16 Septembre 1947
- Ratification autorisée par la loi du 5 Juillet 1948 (J. O. 1948 no. 29 — p. 521)
- Les textes officiels ont été établis en langues arabe et turque

اتفاق
للنقل الجوي

- وقع فى انقره
- فى ١٦ ايلول ١٩٤٧
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٥ تموز ١٩٤٨ (جر — ١٩٤٨ — عدد ٢٩ — ص ٥٢١)
- وضع النصان الرسميان باللغتين العربية والتركية

بما ان حكومة الجمهورية اللبنانية وحكومة الجمهورية التركية ترغبان فى ابرام اتفاق انشاء مواصلات جوية مدنية بين لبنان وتركيا فقد عينتا مفوضين عنهما لهذا الغرض اتفقوا بما لهم من سلطة على ما سياتي :

المادة الاولى — يمنح كل من الطرفين المتعاقدين للطرف الاخر الحقوق المبينة فى الملحق المرفق بهذا الاتفاق لانشاء الخطوط الجوية المدنية الدولية المبينة فيه ويجوز أن تفتتح هذه الخطوط فى الحال او فيما بعد حسب اختيار الطرف المتعاقد الممنوحة له هذه الحقوق .

المادة الثانية — ١ — يجوز تشغيل الخطوط الجوية المذكورة بمجرد تعيين الطرف المتعاقد الممنوحة له الحقوق مؤسسات النقل الجوي التي ستباشر تشغيل هذا الخط او الخطوط وعلى الطرف المتعاقد الذي منح الحقوق ان يمنح بدون ابطاء ترخيص التشغيل اللازم الى تلك المؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي فى الفقرة (ب) من هذه المادة وفى المادة السادسة .

ب — يجوز للطرف المتعاقد الذي منح الحقوق ان يطلب الى مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي عينها الطرف الاخر ان تثبت للسلطات المختصة انه تتوافر فيها الشروط التي تتطلبها القوانين والانظمة عادة لتشغيل مؤسسات النقل الجوي .

ج — يخضع تشغيل الخطوط الجوية فى المناطق المشغولة عسكريا

او المناطق التي يؤثر فيها الاشغال العسكرية لموافقة السلطات العسكرية المختصة .

المادة الثالثة ـ ١ ـ لا يجوز ان تزيد الرسوم التي يفرضها او يسمح بفرضها كل طرف متعاقد على مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التابعة للطرف المتعاقد الاخر لاستخدام المطارات او للانتفاع بالتسهيلات الاخرى عما تدفعه الطائرات الوطنية التي تعمل فى خطوط دولية مماثلة عند استخدامها مثل هذه المطارات او انتفاعها بمثل تلك التسهيلات .

ب ـ يعامل الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار التي يدخلها احد الطرفين المتعاقدين او من ينوب عنه او مؤسسات النقل الجوي التي يكون قد عينها الطرف الاخر او التي تحملها طائراته فى هذا الاقليم وتكون هذه الاشياء مخصصة فقط ـ لاستعمال طائراته ـ معاملة لا تقل عن معاملة مؤسسات النقل الجوي الوطنية او مؤسسات النقل الجوي للدولة الاكثر حظوة وذلك بالنسبة للرسوم الجمركية ورسوم التفتيش وسائر الرسوم الاخرى .

ج ـ يعفى كل من الطرفين المتعاقدين من الرسوم الجمركية ورسوم التفتيش وغيرها من الرسوم طائرات الطرف الاخر التي تعمل على الخطوط المتفق عليها وما يكون فيها من كميات الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار والمهمات المعتاد حملها وخزنها حتى ولو استعملت او استهلكت هذه الاشياء فى اراضيه .

المادة الرابعة ـ يعترف كل من الطرفين المتعاقدين بصحة شهادة الصلاحية للطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصادرة او المعتمدة من الطرف المتعاقد الاخر والتي لا زالت سارية المفعول وذلك فيما يتعلق بتشغيل الطرق والخطوط المبينة فى الملحق ومع ذلك يحتفظ كل من طرف متعاقد بحقه فى عدم الاعتراف بشهادات الاهلية والاجازات التي تمنحها دولة اخرى لرعاياها وذلك فيما يتعلق بالطيران فوق اراضيه .

المادة الخامسة ـ ١ ـ تسري القوانين والانظمة والتعليمات المعمول بها لدى احد الطرفين المتعاقدين والمتعلقة بدخول الطائرات التي تعمل فى الملاحة الجوية الدولية فى اقليمه او مغادرتها لها او تشغيلها فوقها على طائرات مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي عينها الطرف المتعاقد الاخر .

ب ـ تسري القوانين والانظمة

والتعليمات المعمول بها لدى احد الطرفين المتعاقدين والمتعلقة بدخول اقليمه والبقاء فيه او الخروج منه بالنسبة للركاب والطاقم والبضائع (كالتعليمات الخاصة بالدخول والخروج والهجرة وجوازات السفر والجمارك والحجر الصحي) على الركاب والطاقم وعلى من يرسل بضائع بالطائرة بالذات او على من ينوب عنهم .

المادة السادسة ـ يحتفظ كل متعاقد بحقه فى ايقاف او الغاء ترخيص التشغيل فى اية حالة يقتنع فيها بان جزءاهاما من ملكية مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي عينها الطرف المتعاقد الاخر وادارتها الفعلية ليس فى يد رعايا اي من الطرفين المتعاقدين وكذلك فى حالة عدم تنفيذ هذه المؤسسة او المؤسسات لقوانينه او نظمه وتعليماته طبقا لما جاء فى المادة الخامسة او عند عدم قيامها بتنفيذ الشروط التي منحت الحقوق بناء عليها بمقتضى هذا الاتفاق .

المادة السابعة ـ يسجل هذا الاتفاق وما سيستند عليه من عقود لدى مؤسسة الطيران المدني الدولي

المادة الثامنة ـ اذا راى احد الطرفين المتعاقدين انه من المرغوب فيه تعديل اي نص او نصوص فى الملحق المرفق بهذا الاتفاق فيتم ذلك التعديل بطريق المباحثات المناسبة التعديل بطريق المباحثات المباشرة المختصة لدى كل من الطرفين المتعاقدين وتبدا المباحثات فى خلال ستين يوما من تاريخ الطلب . وكل ما تتفق عليه السلطات المختصة من تعديل يعمل به بعد تأييد ذلك بالطرق الدبلوماسية واذا قبل الطرفان المتعاقدان معاهدة عامة عديدة الاطراف وبدىء العمل بها يعدل هذا الاتفاق والملحق المرافق له فيتمشى مع احكام المعاهدة المذكورة .

المادة التاسعة ـ آ ـ كل خلاف ينشأ بين الطرفين المتعاقدين على تفسير او تطبيق هذا الاتفاق والملحق المرافق له يسري بواسطة التحكيم .

ب ـ يعرض الخلاف على مجلس هيئة الطيران المدني الدولي فى المؤسسة بموجب معاهدة الطيران المدني الدولي الموقع عليها فى شيكاغو بتاريخ ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٤

ج ـ يعرض الخلاف على هيئة تحكيم تعين بالاتفاق او على شخص او هيئة اخرى اذا وافق الطرفان المتعاقدان على ذلك .

د ـ يتعهد الطرفان المتعاقدان بامتثال القرار الذي يصدر فى موضوع الخلاف .

المادة العاشرة ـ تعني كلمة (اقليم) المعنى الذي اعطته لها المادة الثانية من معاهدة الطيران المدني الدولي الموقعة بتاريخ ٧ كانون الاول سنة ١٩٤٤ بشيكاغو وهذا فيما يتعلق بهذا الاتفاق والملحق المرافق له الا اذا استدعى المقام غير ذلك .

المادة الحادية عشرة ـ يجوز لاي من الطرفين المتعاقدين فى اي وقت شاء اخطار الطرف الاخر برغبته فى انهاء هذا الاتفاق وينتهي الاتفاق فى هذه الحالة بعد مضي أثني عشر شهرا من تاريخ تسلم الطرف المتعاقد للاخطار الا اذا اتفق الطرفان على سحب هذا الاخطار قبل نهاية هذه المدة .

المادة الثانية عشرة ـ يجري تبادل وثائق الابرام فى اقرب وقت ممكن فى انقره وبدء العمل بالاتفاق منذ تاريخ التبادل واثباتا لذلك وقع الموقعون ادناه بما لهم من سلطة فى ذلك مفوضين بها من حكوماتهم على هذا الاتفاق ووضعوا عليه اختامهم .

حرر فى انقره فى ١٦ ايلول سنة ١٩٤٧ باللغتين العربية والتركية ولكل من النصين نص القوة الرسمية.

الملحق

١ ـ تمنح مؤسسات الخطوط اللبنانية طبقا لشروط هذا الاتفاق والملحق المرافق له حق الطيران عبر اراضي الجمهورية التركية بدون هبوط والهبوط فوق اراضي الجمهورية التركية لاغراض غير تجارية وحق حمل وانزال الركاب والبضائع والبريد ما والى المطارات الواقعة على الطرق الجوية الدولية المعينة فيما يلي :

بيروت ـ انقره ـ استانبول وما وراء ذلك من ممالك ومن والى كلتا الجهتين مباشرة او من مطارات متوسطة فى الاراضي اللبنانية او من اراضي ممالك اخرى .

٢ ـ تمنح مؤسسة الخطوط الجوية الحكومية العائدة الى حكومة الجمهورية التركية طبقا لشروط هذا الاتفاق والملحق المرافق له حق الطيران عبر اراضي الجمهورية اللبنانية بدون هبوط والهبوط فوق اراضي الجمهورية اللبنانية لاغراض غير تجارية وحق حمل وانزال الركاب والبضائع والبريد من والى المطارات الواقعة على الطرق الجوية الدولية المعينة فيما يلي :

انقره – طرابلس – بيروت وما وراء ذلك من ممالك ومن والى كلتا الجهتين مباشرة او من مطارات متوسطة فى الاراضي التركية او من اراضي ممالك اخرى ..

٣ – تطبق فى تاسيس وتشغيل الخطوط الجوية المعينة فى هذا الاتفاق والملحق المرافق له القواعد التالية :

ا – ترغب كل من الحكومتين فى ان تساعد وتشجع الى اقصى حد ممكن فى تعميم نفع الاسفار الجوية لصالح الانسانية العام باقل الاجور التي تتفق وقواعد الاقتصاد الصحيحة كما ترغب تنشيط الاسفار الجوية الدولية كوسيلة لانماء التفاهم الودي وحسن النية بين الشعوب وكذلك فى تحقيق الفوائد العديدة غير المباشرة التي تقدمها هذه الوسيلة الجديدة للنقل وذلك للصالح المشترك للبلدين.

ب – يجب ان يكون استجاب واسطة النقل الجوي المخصص للمسافرين متناسبا بشكل وثيق مع الحاجة .

ج – عند انشاء مؤسسات النقل الجوي المذكورة فى هذا الاتفاق والملحق المرافق له على اي من الطرق الجوية المعينة بين البلدين يجب ان تحصل الخطوط الجوية لكلتا الحكومتين على ما يمكن من فرص متساوية .

د – عند تشغيل الخطوط الجوية الطويلة المذكورة فى هذا الملحق يجب على مؤسسات الخطوط الجوية العائدة الى احد الطرفين المتعاقدين ان تاخذ بنظر الاعتبار مصالح مؤسسات الخطوط الجوية العائدة الى الطرف المتعاقد الثاني وبشكل لا يضر بصورة غير عادلة بمصالح الخطوط الجوية المؤسسة من قبل الطرف المتعاقد الثاني على قسم او كل من نفس الطرق الجوية .

ه – اتفق الطرفان المتعاقدان على ان يكون استيعاب النقل الجوي المعين بموجب هذا الملحق للخطوط الجوية العائدة لكل من الطرفين المتعاقدين متناسبا مع حاجات النقل بين البلد الذي يحمل جنسية مؤسسة النقل والبلد الذي ينتهي اليه .

ومن المفهوم لدى كل من الطرفين المتعاقدين ان تعرفة الاجور ستحدد على اساس مفعول مع مراعاة جميع العوامل المتعلقة الموضوع بما فى ذلك التشغيل الاقتصادي والربح المعقول واختلاف صفات الخدمة والطائرات (من حيث السرعة والراحة) وكذلك تعرفة الاجور المحدودة من قبل مؤسسات النقل الجوي الاخرى التي تعمل على نفس الطريق .

٤ ــ ان حق حمل النقل الجوي العالمي من نقطة واحدة او عدة نقاط على الطرق الجوية المعينة بموجب هذا الاتفاق والملحق المرافق له الى مملكة ثالثة او من مملكة ثالثة الى نقطة واحدة او عدة نقاط على الطرق الجوية المعينة اعلاه سوف يستعمل طبقا للمبادىء العامة للنقل المنظم التي يتبعها الطرفان المتعاقدان وفقا للقوعد العامة من ان الاستيعاب يجب ان يتناسب مع :

ا ــ حاجات النقل بين البلد الذي يبدا منه الخط والبلد الذي ينتهي اليه .

ب ــ حاجات الخطوط الجوية الطويلة المجتازة .

ج ــ حاجات النقل فى المناطق التي يخترقها الخط مع رعاية مصلحة الخطوط المحلية والاقليمية .

٥ ــ يقرر الطرفان المتعاقدان ما ياتي :

ا ــ ألا تعمل مؤسسات النقل التابعة لهما باجر او مكافاة بين اية نقطتين داخل اراضي الدولة الاخرى

ب ــ الا تبدا مؤسسات النقل الجوي التابعة لهما بالعمل باجور او مكافاة بين اراضيهما على الطرق الجوية المعينة حتى الاتفاق بين سلطات الطيران المدني المسؤولة التابعة للدولتين على حمولة الطائرات وتوزيع الحركة بينهما توزيعا عادلا .

ج ــ لا يعتبر او يفسر اي جزء من هذا الاتفاق او ملحقه بانه يمنح الطرف الاخر او مؤسسات النقل الجوي التابعة له حقوقا مقصورة عليه او يحول دون منح هذه الحقوق لمؤسسات النقل الجوي التابعة لاية دولة اخرى او ينطوي على تفضيل فى المعاملة .

٦ ــ اتفق الطرفان المتعاقدان على ان يعلم احدهما الاخر عن موضع الدخول الى والخروج من اراضي الدولة الاخرى وعلى الطرف المتعاقد الاخر ان يعين موضعي الدخول والخروج والطريق الجوي الذي يجب اتباعه فى اراضيه وذلك قبل البدء فى تشغيل مؤسسات النقل الجوية التابعة لكلا الطرفين المتعاقدين .

٢

UNION FRANÇAISE

ACTES DIPLOMATIQUES LIBAN-UNION FRANÇAISE

AVANT NOVEMBRE 1943

- **A.E.F.**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct des mandats de poste)

— Arrêté 506/FC du 11 Décembre 1943

- **CAMEROUN FRANCAIS**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct des mandats de poste)

— Arrêté 239/FL du 29 Avril 1942

- **MADAGASCAR**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct des mandats de poste et des mandats télégraphiques)

— Arrêté 283/FC du 9 Juillet 1943

- **SOMALIE FRANCAISE**
  ACCORD POSTAL
  (Echange direct des mandats de poste et de mandats télégraphiques)

الاتحاد الفرنسي

اتفاقات دولية
بين لبنان والاتحاد الفرنسي

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **افريقيا الاستوائية الفرنسية**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

– قرار ٥٠٦/ فم تاريخ ١١ كانون الاول ١٩٤٣

- **الكامرون الفرنسي**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

– قرار ٢٣٩/فح تاريخ ٢٧ نيسان سنة ١٩٤٢

- **مدغسكر**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية والبرقية)

– قرار ٢٨٣/فم تاريخ ٩ تموز ١٩٤٣

- **الصومال الفرنسي**
  اتفاق بريدي
  (مبادلة مباشرة للحوالات البريدية والبرقية)

— Arrêté 195/FC du 29 Avril 1943	— قرار ١٩٥/فم تاريخ ٢٩ نيسان ١٩٤٣
● **TUNISIE**	● **تونس**
ACCORD POSTAL	**اتفاق بريدي**
(Echange direct des mandats de poste)	**(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)**
— Arrêté 1781 du 31 Décembre 1922 (J.O. ar. p. 1626)	— قرار ١٧٨١ تاريخ ٣١ كانون الاول ١٩٢٢ (حرع — ١٩٢٢ — ص ١٦٢٦)
● **Voir également: FRANCE**	● **راجع ايضا : فرنسا**

U.R.S.S.

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN-URSS

AVANT NOVEMBRE 1943.

- **29 Novembre 1932**
  DEUX ACCORDS RELATIFS AU TRAITE DE NON-AGRESSION FRANCE-URSS
  (v. J.O. 1933 — p. 19)

الاتحاد السوفياتي

اتفاقات دولية
بين لبنان والاتحاد السوفياتي

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- **٢٩ تشرين الثاني ١٩٣٢**
  اتفاقات
  بشان معاهدة عدم الاعتداء
  الفرنسية ـ السوفياتية
  (جر ١٩٣٣ ـ ص ١٩)

U.S.A.

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN-U.S.A.

AVANT NOVEMBRE 1943

- **15 Novembre 1921**
  26 Octobre 1922
  ACCORD
  GOURAUD-KNABENSHUE
  sur la reconnaissance des naturalisations américaines accordées à des ressortissants des Etats sous Mandat
  (A.D. p. 343)

- **4 Avril 1924**
  CONVENTION
  concernant le Mandat pour le Liban et la Syrie.
  (A.D. p. 351)
  (J.O. 1924 n° 1806)

- **3-17 Septembre 1924**
  ACCORD
  WEYGAND-KNABENSHUE
  relatif à la procédure d'arrestation des citoyens américains.
  (A.D. 357)

- **24 Octobre 1925**
  CREATION D'UN SERVICE
  d'échange de mandats-poste avec les U.S.A.

الولايات المتحدة الاميركية

اتفاقات دولية

بين لبنان والولايات المتحدة الاميركية

قبل تشرين الثاني ١٩٤٣

- ٢٥ تشرين الثاني ١٩٢١
  ٢٦ تشرين الاول ١٩٢٢
  اتفاق غورو ـ كنابنشو
  بشان الاعتراف بالجنسية الاميركية المعطاة لرعايا الدول الواقعة تحت الانتداب
  (ود ـ ص ٣٤٣)

- ٤ نيسان ١٩٢٤
  اتفاق
  بشان الانتداب على لبنان وسوريا
  (ود ـ ص ٣٥١)
  (جر ـ ١٩٢٤ ـ ص ١٨٠٦)

- ٣ ـ ١٧ ايلول ١٩٢٤
  اتفاق فيغان ـ كنابنشو
  بشان اصول توقيف الرعايا الاميركان
  (ود ـ ص ٣٥٧)

- ٢٤ تشرين الاول ١٩٢٥
  انشاء مصلحة تبادل الحوالات البريدية مع الولايات المتحدة

— Arrêté 283 du 24-10-1925 (J.O. ar. 1925 — n° 1924)

— قرار ٢٨٣ تاريخ ٢٤ـ١٠ ـ ١٩٢٥ (جر ٠ ع ١٩٢٥ ـ عدد ١٩٢٤)

● **27 Juillet 1929**
ACCORD POSTAL
Echange direct de mandats-poste

● **٢٧ تموز ١٩٢٩**
اتفاق بريدي
(مبادلة مباشرة للحوالات البريدية)

— Arrêté 2823 du 16-10-1929) publiant cet accord (J.O. ar. — 1929 n° 2281) (B.O 1929 p. 200)

— قرار ٢٨٢٣ تاريخ ١٦ـ١٠ـ١٩٢٩
نشر هذا الاتفاق
(جر ـ ع ـ ١٩٢٩ ـ عدد ٢٢٨١)
(نم ـ ١٩٢٩ ـ ص ٢٠٠)

● **8 Octobre 1934**
ADDITIF
à l'accord postal du 27-7-1929

● **٨ تشرين الاول ١٩٣٤**
ملحق الاتفاق البريدي تاريخ ٢٧ـ٧ـ١٩٢٩

APRES NOVEMBRE 1943

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

● **11 Août 1946**
ACCORD DE TRANSPORTS AERIENS

● **١١ اب ١٩٤٦**
اتفاق النقل الجوي

● **8 Octobre 1946**
15 Mars 1947
ACCORD POSTAL

● **٨ تشرين الاول ١٩٤٦**
١٥ اذار ١٩٤٧
اتفاق بريدي

● **29 Mai 1951**
ACCORD D'ASSISTANCE TECHNIQUE

● **٢٩ ايار ١٩٥١**
اتفاق للتعاون الفني

ACCORD
DE TRANSPORTS AERIENS

اتفاق
النقل الجوي

- Signé à Beyrouth
- Le 11 Août 1946

- وقع فى بيروت
- فى ١١ اب ١٩٤٦

Having in mind the resolution signed under date of December 7, 1944, at the International Civil Aviation Conference in Chicago, Illinois, for the adoption of a standard form of agreement for provisional air routes and services, and the desirability of mutually stimulating and promoting the sound economic development of air transportation between the United States and Lebanon, the two Governments parties to this arrangement agree that the establishment and development of air transport services between their respective territoires shall be governed by the following provisions:

ARTICLE 1. — The Contracting Parties grant the rights specified in the Annex hereto necessary for establishing the internationaal civil air routes and services therein described, whether such services be inaugurated immediately or at a later date at the option of the Contracting Party to whom the rights are granted.

تمشيا مع قرار مؤتمر الطيران المدني الدولي ، الموقع فى ٧ ديسمبر سنة ١٩٤٤ بمدينة شيكاغو بولاية ايلينوس ، بشأن قبول صيغة نموذجية للاتفاقات الخاصة بالطرق الجوية الموقتة .

ورغبة فى التعاون على تنشيط وترقية النقل الجوي بين الولايات المتحدة ولبنان على اساس اقتصادي سليم .

فقد اتفقت الحكومتان الفريقان فى هذا الاتفاق على ان يخضع انشاء وتقدم خطوط النقل الجوي بين اقليميهما للشروط الاتية :

المادة الاولى — يمنح الفريقان المتعاقدان الحقوق المبينة فى الملحق المرفق لهذا الاتفاق ، واللازمة لانشاء الطرق والخطوط الجوية المدنية الموضحة به سواء افتتحت تلك الخطوط فى الحال او فيما بعد حسب اختيار الفريق المتعاقد الذي منحت له هذه الحقوق .

ARTICLE 2. — (a) Each of the air services so described shall be placed in operation as soon as the Contracting Party to whom the rights have been granted by Article 1 to designate an airline or airlines for the route concerned has authorized an airline for such route, and the Contracting Party granting the rights shall, subject to Article 6 hereof, be bound to give the appropriate operating permission to the airline or airlines concerned; provided that the airlines so designated may be required to qualify before the competent aeronautical authorities of the Contracting Party granting the rights under the laws and regulations normally applied by these authorities before being permitted to engage in the operations contemplated by this Agreement; and provided that in areas of hostilities or of military occupation, or in areas affected thereby, such inauguration shall be subject to the approval of the competent military authorities.

(b) It is understood that either Contracting Party granted commercial rights under this Agreement should exercise them at the earliest practicable date except in the case of temporary inability to do so.

ARTICLE 3. — In order to prevent discriminatory practices

المادة الثانية ـ آ ـ يبدا تشغيل كل من الخطوط الجوية المذكورة بمجرد ان يعين الفريق المتعاقد الممنوح له الحقوق بمقتضى المادة الاولى مؤسسة او مؤسسات النقل الجوي التي ستباشر تشغيل ذلك الخط ومع عدم الاخلال باحكام المادة السادسة يجب على الطرف المتعاقد ، الذي منح تلك الحقوق ، أن يصدر ترخيص التشغيل اللازم الى تلك المؤسسة او المؤسسات على انه يجوز قبل ان يرخص بتشغيل الخطوط ، موضوع هذا الاتفاق ، ان يطلب من تلك المؤسسات المعينة ان تثبت لسلطات الطيران المختصة ، التابعة للفريق الذي منح الحقوق ، انه تتوافر فيها الشروط التي تقتضيها القوانين والانظمة المعمول بها لدى تلك السلطات كما أن افتتاح تلك الخطوط في مناطق العمليات الحربية او المناطق المحتلة عسكريا ، او المناطق التي تؤثر فيها العمليات الحربية أو الاحتلال العسكري يتوقف على موافقة السلطات الحربية المختصة .

ب ـ من المفهوم انه يجب على اي فريق متعاقد منح حقوق تجارية بمقتضى هذا الاتفاق ان يباشر هذه الحقوق في اقرب فرصة ممكنة الا في حالة العجز الموقت عن اداء ذلك .

المادة الثالثة ـ منعا للتمييز ،

and to assure equality of treatment, both Contracting Parties agree that :

(a) Each of the Contracting Praties may impose or permit to be imposed just and reasonable charges for the use of public airports and other facilities under its control. Each of the Contracting Praties agrees, however, that these charges shall not be higher than would be paid for the use of such airports and facilities by its national aircraft engaged in similar international services.

(b) Fuel, lubricating oils and spare parts introduced into the territory of one Contracting Party by the other Contracting Party or its nationals, and intended solely for use by aircraft of such other Contracting Party shall be accorded national and most-favored-nation treatment with respect to the imposition of customs duties, inspection fees or other national duties or charges by the Contracting Party whose territory is entered.

(c) The fuel, lubricating oils, spare parts, regular equipment and aircraft stores retained on board civil aircraft of the airlines of one Contracting Party authorized to operate the routes and services described in the Annex shall, upon arriving in or leaving

وضمانا للمساواة فى المعاملة قد اتفق الفريقان المتعاقدان على ما يلي :

ا ـ لكل من الفريقين المتعاقدين ان يفرض او يسمح بفرض رسوم عادلة ومعقولة نظير استعمال المطارات العامة والانتفاع بالتسهيلات الاخرى التي يشرف عليها ، ومن المتفق عليه ان لا تزيد هذه الرسوم عما تدفع الطائرات الوطنية التي تعمل فى خطوط دولية مماثلة عند استعمالها مثل هذه المطارات أو انتفاعها بمثل تلك التسهيلات .

ب ـ يعامل الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار التي تدخل اقليم فريق متعاقد بواسطة الفريق المتعاقد الاخر او بواسطة احد رعاياه ـ والمخصصة فقط لاستعمال طائراته ـ المعاملة الوطنية ومعاملة الدول الاكثر رعاية وذلك بالنسبة لما يفرضه الفريق المتعاقد الذي تدخل تلك المواد اقليمه من رسوم الجمارك والتفتيش أو الرسوم الوطنية الاخرى.

جـ ـ يعفى من رسوم الجمارك ورسوم التفتيش وما شابه ذلك من رسوم الوقود وزيوت التشحيم وقطع الغيار والمهمات المعتاد حملها والخزين التي تحملها الطائرات المدنية للمؤسسات الجوية التابعة لاحد

the territory of the other Contracting Party, be exempt from customs, inspection fees or similar duties or charges, even though such supplies be used or consumed by such aircraft on flights in that territory.

ARTICLE 4. — Certificates of airworthiness, certificates of competency and licenses issues or rendered valid by one Contracting Party shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the routes and services described in the Annex. Each Contracting Party resreves the right, however, to refuse to recognize, for the purpose of flight above its own territory, certificates of competency and licenses granted to its own nationals by another state.

ARTICLE 5. — (a) The laws and regulations of one Contracting Party relating to the admission to or departure from its territory of aircraft engaged in international air navigation, or to the operation and navigation of such aircraft while within its territory, shall be applied to the aircraft of the other Contacting Party, and shall be complied with by such aircraft upon entering or departing from or while within the territory of the first Party.

الفريقين المتعاقدين والمرخص لها بتشغيل الطرق والخطوط الجوية المبينة فى الملحق عند دخولها او مغادرتها اقليم الفريق المتعاقد الاخر حتى لو استعملت تلك الطائرات هذه المواد او استهلكتها اثناء طيرانها داخل ذلك الاقليم .

المادة الرابعة ـ يعترف كل من الفريقين المتعاقدين بصحة شهادة الصلاحية للطيران وشهادات الاهلية والاجازات الصادرة او المعتمد من الفريق المتعاقد الاخر ، بغية تشغيل الطرق والخطوط الجوية المبينة في الملحق ومع ذلك يحتفظ كل من الفريقين المتعاقدين بحقه فى عدم الاعتراف بشهادات الاهلية والاجازات التي تمنحها دولة اخرى لرعاياه فيما يتعلق بالطيران فوق اقليمه .

المادة الخامسة ـ ١ ـ تسري القوانين والانظمة المعمول بها لدى احد الفريقين المتعاقدين ـ والمتعلقة بدخول الطائرات التي تعمل فى الملاحة البحرية الدولية فى اقليمه او مغادرتها له او تشغيله او طيرانها فوقه ـ على طائرات الفريق المتعاقد الاخرويجب على هذه الطائرات مراعاتها عند دخول اقليم الفريق الاول او مغادرتها له اثناء وجودها فيه .

(b) The laws and regulations of one Contracting Party as to the admission to or departure from its territory of passengers, crew, or cargo of aircraft, such as regulations relating to entry, clearance, immigration, passports, customs, and quarantine shall be complied with by or on behalf of such passengers, crew or cargo of the other Contracting Party upon entrance into or departure from, or while within the territory of the first Party.

ARTICLE 6. — Each Contracting Party reserves the right to whithhold or revoke a certificate or permit to an airline of the other Party in any case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control are vested in nationals of either Party to this Agreement, or in case of failure of an airline to comply with the laws of the State ever which it operates as described in Article 5 hereof, or to perform its obligations under this Agreement.

ARTICLE 7. — This Agreement and all contracts connected therewith shall be registered with the Provisional International Civil Aviation Organization.

ARTICLE 8. — Either Contracting Party may terminate the

٢ ـ يجب على ركاب وملاحي الطائرات او من ينوب عنهم كما يجب بالنسبة للبضائع اتباع قوانين وتعليمات الفريق المتعاقد بشأن دخول الركاب وملاحي الطائرات والبضائع اقليمه او مفادرته له مثل تعليمات الدخول والخروج والهجرة وجوازات السفر والجمارك والحجر الصحي وذلك عند دخولهم ومفادرتهم او اثناء بقائهم فى اقليم ذلك الفريق المتعاقد .

المادة السادسة ـ يحتفظ كل فريق متعاقد بحقه فى ايقاف والغاء شهادة او ترخيص صادر لمؤسسة نقل جوي تابعة للفريق الاخر فى اية حالة لا يقتنع فيها بان جزءا هاما من ملكية هذه المؤسسة أو ادارتها الفعلية موجود بالفعل فى يد رعايا اي من فريقي هذا الاتفاق . وكذلك فى حالة عدم تنفيذ هذه المؤسسة لقوانين الدولة التي تعمل فوق اقليمها طبقا لنص المادة الخامسة السابقة او عدم قيامها بالتزاماتها طبقا لهذا الاتفاق .

المادة السابعة ـ يسجل هذا الاتفاق وجميع العقود المتعلقة به لدى الهيئة الموقتة للطيران المدني الدولي .

المادة الثامنة ـ يجوز لكل من الفريقين المتعاقدين ان ينهي الحقوق

rights for services granted by it under this Agreement by giving one year's notice to the other Contracting Party.

ARTICLE 9. — In the event either of the Contracting Parties considers it desirable to modify the routes or conditions set forth in the attached Annex, it may request consultation between the competent authorities of both, Contracting Parties, such consultation to begin within a period of sixty days from the date of the request. When these authorities mutually agree on new or revised conditions affecting the Annex, their recommendations on the matter will come into effect after they have been confirmed by an exchange of diplomatic notes.

ARTICLE 10. — Any dispute between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement or its Annex, wich conneat be settled through consultation, shall be referred for an advisery report to the Interim Council of the Provisional International Civil Aviation Organization (in accordance with the provisions of Articlé 3, Section 6 (8) of the Interim Agreement on Civil Aviation signed at Chicago on december 7, 1944) or its successors.

التي منحها بمقتضى هذا الاتفاق وذلك باخطار سابق بمدة سنةللفريق المتعاقد الاخر .

المادة التاسعة ـ اذا رغب اي من الفريقين المتعاقدين فى تعديل الطريق او الشروط الواردة فى الملحق المرافق فله الحق فى طلب الدخول فى مباحثات بين السلطات المختصة لدى كل من الطرفين المتعاقدين ، وفى هذه الحالة تبدا المباحثات المذكورة فى خلال ستين يوما من الطلب ، وعندما تتفق هذه السلطات على شروط جديدة او معدلة مما يؤثر فى الملحق تصبح توصياتها سارية المفعول بعد تبادل المذكرات السياسية المؤيدة لها .

المادة العاشرة ـ يرفع الى المجلس الموقت للهيئة الموقتة للطيران المدني الدولي لعمل تقرير استشاري (طبقا لاحكام المادة ٣ من القسم السادس (٨) من الاتفاق الموقت بشان الطيران المدني الدولي الموقع بشيكاغو فى ديسمبر سنة ١٩٤٤) او لمن يخلف هذا المجلس كل خلاف بين الطرفين المتعاقدين فى تفسير او تطبيق هذا الاتفاق او الملحق المرافق له اذا لم تنجح المباحثات بين الفريقين فى فض الخلاف .

ARTICLE 11. — The provisions of this Agreement shall become operative from the day it is signed. The Lebanese Government of the United States of approval of the Agreement by the Lebanese Parliament, and the Government of the United States shall consider the Agreement as becoming definitive upon the date of such notification by the Lebanese Government.

Done at Beirut in duplicate in the English and Arabic languages, each of which shall be of equal authenticity, this 11*th* day of august, 1946.

For the Government of the United States of America

Georges WADWORTH
American Minister

For the Government of Lebanon

PHILIPP TAKLA
Minister for
Foreign Affairs

المادة الحادية عشـــرة ـ تسري شروط هذا الاتفاق من تاريخ التوقيع عليه وتبلغ الحكومة اللبنانية حكومة الولايات المتحدة ابرام المجلس النيابي اياه .

وستعتبر حكومة الولايات المتحدة الاتفاق نهائيا من تاريخ هذا التبليغ من جانب الحكومة اللبنانية .

حرر في عاليه على صورتين باللغتين العربية والانكليزية ولكل من النصين نفس القوة الرسمية في اليوم الحادي عشر من شهر اب ١٩٤٦

عن حكومة الولايات المتحدة الاميركية

الوزير المفوض
جورج ودسورث

عن الحكومة اللبنانية

وزير الخارجية
فيليب تقلا

ANNEXE I

SECTION 1

Airlines of the United States of America authorized under the present Agreement are accorded rights of transit and nontraffic stop in Lebanese territory as well as the right to pick up and dis-

الملحق الاول

القسم الاول

تمنح مؤسسات النقل الجـــوي للولايات المتحدة الاميركية المرخص لها طبقا لهذا الاتفاق حقوق المـــــرور والهبوط لغير الاغراض التجاريـــة في اقليم الجمهورية اللبنانية وكذلك حق

charge international traffic in passengers, cargo and mail at Beirut on the following route :

The United States of America, through Europe and Turkey to Lebanon and beyond to India ; via intermediate points, in both directions.

اخذ وانزال ما يشمله النقـل الدولي من ركاب وبضائع وبريد فى بـيروت وعلى الطرق الاتية فى كلا الاتجاهين :

من الولايات المتحدة عبر اوروبـا وتركيا الى لبنان ومن ثم الى الهنـد عن طريق النقاط المتوسطة فى كـلا الاتجاهين .

SECTION 2

Airlines of Lebanon authorized under the present Agreement are accorded rights of transit and non-traffic stop in United States territory as well as the right to pick up and discharge international traffic in passengers, cargo and mail in the United States on a route or routes as may be determined at a later date from Lebanon, via intermediate points to the United States in both directions.

القسم الثاني

تمنح مؤسسات النقل الجـوي للحكومة اللبنانية المرخص لها طبقـا لهذا الاتفاق حقوق المرور والهبـوط لغير الاغراض التجاريةفى اقليمالولايات المتحدة وكذلك حق اخذ وانزال مـا يشمله النقل الجوي من ركـاب وبضائع بريد فى الولايات المتحدة وذلك عن الطريق او الطرقالتي تقرر فيما بعد وذلك ما بين لبنـان والولايات المتحدة عن طريق نقاط متوسطـة وفى كلا الاتجاهين .

SECTION 3

In the establishment and operation of air services covered by this Agreement and its Annex, the following principle shall apply;

(1) The two Governments desire to foster and encourage the widest possible distribution of the benefits of air travel for the general good of mankind at the cheapest rates consistent with

القسم الثالث

تطبق القواعد الاتية فى انشـاء وتشغيل الخطوط الجوية الـتي يشملها هذا الاتفاق وملحقه :

١ ـ ترغب كل من الحكومتين فى ان تساعد وتشجع على التوسـع الى اقصى حد ممكن فى تعميم نفـع الاسفار الجوية لصالح الانسانيـة العام باقل الاجور التي تتفق وقواعد

sound economic principles; and to stimulate international air travel as a means of promoting friendly understanding and good will among peoples and insuring as well the many indirect benefits of this new form of transportation to the common welfare of both countries.

(2) It is the understanding of both Governments the services provided by a destignated air carrier under the Agreement and its Annex shall retain as their primary objective the provision of capacity adequate to the traffic demands between the country of which such air carrier is a national and the country of ultimate destination of the traffic. The right to embark or disembark on such services international traffic destined for and coming from third countries at a point or points on the routes specified in the Annex to the Agreement shall be applied in accordance with the general principles of orderly development to which both Governments subscribe and shall be subject to the general principle that capacity should be related:

(a) to traffic requirements between the country of origin and the countries of destination,

(b) to the requirements of

الاقتصاد الصحيحة كما ترغب فى تنشيط الاسفار الجوية الدولية كوسيلة لانماء التفاهم الودي وحسن النية بين الشعوب وكذلك فى تحقيق المزايا العديدة غير المباشرة التي تقدمها هذه الوسيلة الجديدة للنقل وذلك للصالح المشترك للدولتين .

٢ ـ من المفهوم لدى كل من الحكومتين ان الغرض الاساسى من الخطوط التي تقوم بها مؤسسةالنقل الجوي المعينةطبقا لشروط هذا الاتفاق والملحق المرفق له ان تقدم الحمولة التي تتناسب مع حاجات النقل بين الدولة التي تتبعها تلك المؤسسة والدولة التي ينتهي اليها النقل ـ كما ان حق هذه المؤسسات فى اخذ او انزال تجارة دولية مرسلة الى او اتية من دول ثالثة فى نقطة او نقاط من الطرق المبينة فى الملحق لهذا الاتفاق سوف يستعمل طبقا للمبادىء العامة للتقدم المنظم التي يساهم فيهما الطرفان كما يخضع للقواعد العامة من ان الحمولة تنسب الى :

ا ـ حاجات النقل بين الدولة التي يبدأ منها الخط والدولة التي ينتهي فيها .

ب ـ حاجات تشغيل الخط

through airline operation, and

(c) to the traffic requirements of the area through which the airline passes after taking accounts of local and regional services.

الجوي .

وجـ ـ حاجات النقل بالمناطق التي يخترقها الخط الجوي مع مراعـاة الخطوط المحلية وخطوط المنطقة .

SECTION 4

The Contracting Parties should undertake regular and frequent consultation between their respective aeronautical authorities so that there should be close collaboration in the observance of the principles and the implementation of the provisions outlined in the Agreement and its Annex, and in case of dispute the matter shall be settled in accordance with the provisions of Article 10 of the Agreement.

القسم الرابع

يتعهد الفريقان المتعاقدان بـان تقوم سلطات الطيران لدى كل منهما بمباحثات منظمة ودورية فيما بينهما وذلك لايجاد تعاون وثيق عـلى مراعاة القواعد وتنفيذ مقتضيـات النصوص المبينة فى الاتفاقية الملحـق المرافق لها ويحل اي خلاف طبقـا لاحكام المادة العاشرة من الاتفاق .

ANNEXE II

To His Excellency
George Wadsworth
American Minister
Beirut.

Excellency,

With reference to the bilateral Air Transport agreement between Lebanon and United States of America signed today, I have the honor to inform your Excellency that it is the understanding of my government that the so-called Fith Freedom traffic which may be carried by United States Air

الملحق الثـاني

الى صاحب السعادة جورج ودسورث
وزير الولايات المتحدة
بيروت

صاحب السعادة

بالاشارة الى اتفاقية النقل الجوي الثنائية بين الولايات المتحـدة ولبنان الموقع عليها اليوم ، لي الشرف بـان اعلم سعادتكم انه مـن المفهوم لدى حكومتي ان ما يسمى الحرية الخامسة للنقل الذي يمكن ان تتولاه الخطوط الجوية للولايات المتحدة بـين بيروت

services between Beirut and Baghdad is dependent upon the conclusion of an appropriate air transport agreement between the United States of America and Iraq. When this latter agreement is concluded, the government of Lebanon agrees not to interpose any objection to permitting a designated United States air carrier to pick up and discharge international traffic in passengers, cargo and mail in both directions between Beirut and Baghdad.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Philippe TACLA

وبغداد هو معلق على ابرام اتفاقيـة خاصة بالنقل الجوي بين الولايـات المتحدة الاميركية والعراق . وعندمـا تبرم هذه الاتفاقية تتعهد الحكومـة اللبنانية بان لا تعارض فـي السماح لمؤسسة جوية معينة للولايات المتحدة بان تحمل وتفرغ نقليات دولية مـن مسافرين وبضائع وبريد بين بغداد وبيروت فى كلا الاتجاهين .

وانني اكرر تاكيد اعتبـاري الفائق .

فيليب تقلا

To His Excellency
Philip Tacla,
Minister for Foreign Affairs,
Beirut-Lebanon

Excellency,

I have the honor to advise your Excellency that I have received your note of today, the text of which is the following:

« With reference to the Bilaterad Air Transport Agreement between Lebanon and United States of America signed today, I have the honor to inform your Excellency that it is the understanding of my government that

حضرة صاحب المعالي فيليب تقلا
وزير الخارجية
بيروت ـ لبنان

صاحب المعالي

اتشرف بان اعلمـكم بوصـول مذكرتكم الصادرة بتاريخ اليـوم والمتضمنة ما يلي :

بالاشارة الـى اتفاقيـة النقـل الجوي الثنائية بين الولايات المتحدة ولبنان الموقع عليها اليوم ، لي الشرف بان اعلم سعادتكم انه من المفهـوم لدى حكومتي أن ما يسمى الحريـة الخامسة للنقل الذي يمكن ان تتولاه

the so-called Fifth Freedom traffic which maybe carried by United States air services between Beirut and Baghdad is dependent upon the conclusion of an appropriate air transport agreement between the United States of America and Iraq. When this latter agreement is concluded, the government of Lebanon agrees not to interpose any objection to permitting a designated United States air carrier to pick up and discharge international traffic in passengers, cargo and mail in both directions between Beirut and Baghdad ».

I have the honor to inform your Excellency that my government accept the arrangement herein included and regards the present reply as confirmation of this understanding between the two governments.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my nighest consideration.

Beirut, August 11, 1946

George WADSWORTH

الخطوط الجوية للولايات المتحـــدة بين بيروت وبغداد هو معلق عـــلى ابرام اتفاقية خاصة بالنقل الجـوي بين الولايات المتحدة الاميركيةوالعراق وعندما تبرم هذه الاتفاقية تتعهـــد الحكومة اللبنانية بان لا تعارض فى السماح لمؤسسة جوية معينة للولايات المتحدة بان تحمل وتفرغ نقليـــات دولية من مسافرين وبضائع وبريـــد بين بيروت وبغداد فى كلا الاتجاهين . »

لي الشرف بان اعلم معاليكم بـــان حكومتي تقبل بالتدبير المذكور فىهذه المذكرة وتعتبر الجواب الحالـــــي كتصديق على ما اتفق عليه بـــين الحكومتين .

واغتنم هذه المناسبة لاجدد لمعاليكم تاكيد اعتباري الفائق .

بيروت فى ١١ اب سنة ١٩٤٦

جورج ودثورث

ACCORD
POSTAL
ECHANGE DE MANDATS-POSTE

اتفاق
بريدي
مبادلة الحوالات البريدية

- Signé à Washington le 8 Octobre 1946
- et à Beyrouth le 15 Mars 1947

- وقع في واشنطن في ٨ تشرين الاول ١٩٤٦
- وفي بيروت في ١٥ اذار ١٩٤٧

CONVENTION

pour l'échange des mandats-poste entre l'Office Postal des Etats-Unis d'Amérique d'une part, et l'Office postal de la République Libanaise, d'autre part.

Le Gouvernement Fédéral des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République Libanaise, étant désireux de faciliter la transmission des fonds entre les Etats-Unis d'Amérique et la République Libanaise, par le moyen de mandats de poste, et de conclure un arrangement à ces fins,

Les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs se sont mis d'accord sur les articles suivants :

ARTICLE 1. — Dans cette convention l'expression « Etats-Unis d'Amérique » comprend les territoires de la fédération des Etats-Unis d'Amérique, de l'Alaska, des Iles Guam, Hawaii, Porto Rico, Vierges et Tutuila (Samoa). L'expression « République Libanaise » comprend tous les territoires ressortissant à ce pays,

Les expressions « l'Administration Centrale » ou « les Administrations Centrales » désignant en ce qui touche les Etats-Unis d'Amérique : The Post Office Department, Division of Money Orders, Washington D.C., en ce qui regarde la République Libanaise la Direction Générale des Postes et des Télégraphes à Beyrouth, Liban.

ARTICLE 2. — Un échange régulier de mandats-poste est créé entre les Etats-Unis d'Amérique d'une part, et la République Libanaise d'autre part.

ARTICLE 3. — Le service des mandats-poste entre les pays dénommés sera exclusivement exécuté par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Le bureau

d'échange des Etats-Unis d'Amérique est New-York; celui de la République Libanaise est Beyrouth.

ARTICLE 4. — Le montant de chaque titre sera exprimé pour les mandats émis aux Etats-Unis d'Amérique, en livres et piastres libanaises ; pour ceux émis au Liban en dollars et cents américains.

La conversion en monnaie du pays de destination sera opérée par les bureaux (bureaux d'échange ou bureau émetteurs suivant le cas) ressortissant à l'Administration Centrale du pays d'origine; celle-ci fixera le taux conversion pratiqué par ses propres bureaux.

Dans la conversion, les fractions de cent ou de piastres libanaises seront négligées.

ARTICLE 5. — Chacune des Administrations centrales aura la faculté de fixer, d'accord avec sa correspondante, le chiffre maximum d'émission de chaque mandat. Ce chiffre ne pourra dépasser deux cents (200) dollars pour les mandats émis dans la République Libanaise ou quatre cent (400) livres libanaises pour ceux émis aux Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE 6. — Chacune des Administrations Centrales aura le droit de modifier selon les circonstances le droit proportionnel de commission payable par les expéditeurs des mandats-poste émis par les bureaux de son ressort à condition qu'elle fasse connaître son tarif à l'administration centrale correspondante. Le droit de commission appartiendra à l'office d'origine. Ce dernier bonifiera à l'office qui acquittera ces mandats une commission d'un demi pour cent (1/2%) du montant total des mandats payés; aucune bonification ne sera allouée pour les mandats émis en franchise de droits.

Les titres émis au porfit des prisonniers de guerre ou envoyés par eux seront exempts de toutes taxes.

ARTICLE 7. — L'expéditeur d'un mandat-poste sera tenu de fournir, si possible, le nom et le ou les prénoms ou au moins l'initial d'un prénom de l'expéditeur et du destinataire ou le nom et l'adresse de la maison de commerce ou de la compagnie expéditrice ou destinataire. Cependant, si le ou les prénoms ou l'initial susmentionnés ne peuvent être fournis, le titre est néanmoins émis aux risques de l'expéditeur.

ARTICLE 8. — Si un titre est ou non parvenu, un duplicata sera délivré sur demande écrite du destinataire, contenant tous les renseignements nécessaires, adressée à l'Administration Centrale du pays dans lequel le titre pri-

mitif est payable. Sauf au cas où ce titre serait supposé avoir été perdu en cours de transmission dans le service postal, l'Administration Centrale qui délivrera le duplicata sera autorisée de ce fait à percevoir les mêmes droits que ceux prévus par sa législation intérieure.

ARTICLE 9. — Toute demande tendant soit à rectifier le nom, soit à modifier l'adresse du destinataire, soit à suspendre le payement d'un titre, soit enfin à en obtenir le remboursement au profit de l'expéditeur, devra être adressée par ce dernier à l'administration centrale du pays d'origine du mandat.

ARTICLE 10. — En tout cas le remboursement d'un mandat ne pourra avoir lieu que sur la déclaration de l'Administration Centrale du pays où le titre était payable, que le mandat n'a pas été payé et que le remboursement est autorisé.

ARTICLE 11. — La durée de validité d'un mandat est fixée à douze mois non compris celui de l'émission ; à l'expiration de cette période le montant des titres non payés est reversé à l'Administration Centrale d'origine qui en dispose suivant sa propre législation.

ARTICLE 12. — Les titres émis d'un pays sur l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine, et en ce qui touche le payement à la législation du pays de destination.

ARTICLE 13. — Le bureau d'échange de Beyrouth communiquera au bureau d'échange de New-York le détail des sommes encaissées en vue de leur payement aux Etats-Unis d'Amérique, celui de New-York transmettra au bureau d'échange de Beyrouth le détail des sommes encaissées en vue de leur payement dans la République Libanaise.

Les listes d'avis employées à cet effet seront conformes au modèle A et B annexé.

En vue de prévenir les inconvénients résultant de la perte d'une de ces listes, chaque bureau transmettra en même temps que chaque liste, un duplicata de la liste précédente.

ARTICLE 14. — Les mandats seront enregistrés sur les listes suivant une série annuelle spéciale pour chaque bureau d'échange commençant le 1er juillet, par le No 1.

Le numéro affecté à un mandat sur la liste sera considéré comme « numéro international ».

Les listes seront elles-mêmes numérotées suivant une série annuelle commençant le 1er juillet, par le numéro 1.

ARTICLE 15. — Toute liste d'avis manquante devra être immédiatement réclamée par le bureau d'échange destinataire, Le bureau d'échange expéditeur devra alors transmettre sans délai au bureau d'échange correspondant une copie dûment certifiée de cette liste.

ARTICLE 16. — Chaque liste d'avis devra être soigneusement vérifiée par le bureau d'échange destinataire et corrigée en cas d'erreurs manifestes. Le détail des corrections sera communiqué au bureau d'échange expéditeur.

Si une liste comporte d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des renseignements au bureau d'échange expéditeur qui devra les fournir dans le plus bref délai possible. Dans ce cas l'émission du titre intérieur faisant l'objet de la demande sera suspendue jusqu'à régularisation.

ARTICLE 17. — Dès l'arrivée d'une liste d'avis au bureau d'échange destinataire, celui-ci après vérification, établira au profit des bénéficiaires les titres dont le montant est égal aux sommes spécifiées dans la liste ; il les transmettra soit aux destinataires soit aux bureaux payeurs, selon la réglementation en vigueur dans l'office destinataire.

ARTICLE 18. — L'Office postal libanais pourra échanger par l'intermédiaire de l'Office américain, des mandats-poste avec les pays participant au service des mandats poste avec les Etats-Unis d'Amérique. Ce service sera soumis aux dispositions particulières ci-après:

a) Le bureau d'échange de Beyrouth notifiera le montant de chaque titre en transit au bureau d'échange de New-York qui le notifiera à son tour à l'office intéressé.

b) Le montant maximum de chaque titre ne devra pas être supérieur à celui fixé dans les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et le pays de destination.

c) Les indications relatives à cette catégorie de titres devront figurer à l'encre rouge à la fin de chacune des listes d'avis ordinaires notifiées à New-York ou sur des listes spéciales et le total du montant de ces titres sera compris dans le total des listes ordinaires.

d) Le nom et l'adresse du bénéficiaire de mandat-poste en transit ainsi que le nom de la ville et du pays destinataire devront être aussi complets que possible.

e) L'office postal libanais allouera à l'office américain, pour les mandats-poste en transit, une bonification égale à celle dont sont

passibles les mandats payables aux Etats-Unis d'Amérique (voir Article 5). Le bureau d'échange Américain créditera l'office du lieu de payement d'une commission égale à celle prévue dans les relations entre cet office et les Etats-Unis d'Amérique et déduira du montant du titre un droit de commission fixé par l'administration centrale Américaine.

(f) Au cas de remboursement à l'expéditeur du montant d'un mandat en transit, le droit de commission prélevé par l'office intermédiaire restera acquis à celui-ci.

L'Office Américain communiquera à la Direction Générale des Postes et Télégraphes à Beyrouth, les noms des pays avec lesquels il échange des mandats-poste, le montant maximum des titres dans chaque relation et les droits de commission à déduire du montant de chaque titre.

ARTICLE 19. — A la fin de chaque trimestre, chacune des Administrations Centrales établira et transmettra à l'autre un relevé des mandats-poste émis par les bureaux ressortissant à sa correspondante qui, non payés à l'expiration du délai de douze mois faisant suite au mois de l'émission, seront périmés au cours du trimestre écoulé (voir Appendice C). Le cas échéant, un relevé « Néant » sera transmis.

ARTICLE 20. — La Direction Générale des Postes et Télégraphes à Beyrouth adressera à The Third Assistant Postmaster General, Division of Money Orders, Washington D.C., aussitôt que possible après la fin de chaque trimestre, et en double exemplaire un compte comprenant les articles suivants :

a. au crédit des Etats-Unis :

1. Le total des listes d'avis envoyées par le bureau d'échange de Beyrouth dans le courant du trimestre, diminué du montant des mandats périmés, ou annulés, ou dont le remboursement a été autorisé dans la République Libanaise pendant la même période.

2. La bonification de 1/2 pour cent sur le montant des mandats payés aux Etats-Unis.

b. au crédit de la République Libanaise :

1. Le total des listes envoyées par le bureau d'échange de New-York dans le courant du trimestre, diminué du montant des mandats périmés, ou annulés, ou dont le remboursement a été autorisé aux Etats-Unis durant la même période.

2. La bonification de 1/2 pour cent sur le montant des mandats payés dans la République Libanaise.

c. La balance de ces comptes:

Pour l'établissement de cette balance la créance la plus faible sera convertie en la monnaie de la créance la plus forte en prenant pour base de conversion le cours moyen officiel du change dans le pays débiteur pendant la période à laquelle le compte se rapportera. Les différences ultérieurement constatées seront reprises dans le premier compte trimestriel à intervenir.

Ce compte, établi sur une formule analogue à l'appendice E devra être accompagné des relevés :

a. des listes d'avis transmises pendant le trimestre dans les deux sens (Appendice D).

b. des mandats périmés, annulés ou remboursés (Appendice C).

Une copie du compte, dûment approuvée, sera retournée à la Direction Générale des Postes et Télégraphes à Beyrouth.

ARTICLE 21. — Lorsqu'au courant du trimestre, le montant total des mandats émis par l'une des Administrations correspondantes dépassera de douze mille (12.000) francs-or celui des titres émis par l'autre, l'administration centrale créditrice aura le droit de demander à l'administration centrale débitrice le versement d'un solde de provision jusqu'à concurrence des trois-quarts de la créance. Ce paiement devra être effectué dans les huit jours qui suivront la réception de la demande du créditeur et vérification du montant dû.

En cas de non versement dans le délai sus-indiqué les sommes dues porteront intérêts à raison de 6% l'an du jour de l'expiration de ce délai au jour du paiement.

ARTICLE 22.— La balance d'un compte général devra être versée par l'office débiteur quinze jours au plus après la date de réception du compte général reconnu exact.

Les versements visés tant au présent article qu'à l'article 21, seront effectués au moyen de traités tirées suivant le cas soit sur New-York, soit sur Beyrouth, et dans la monnaie du pays créditeur, sans perte pour ce dernier.

Toute somme restant dûe par l'une des administrations centrales à l'autre à l'expiration du délai de six mois qui suivra la période pour laquelle le compte a été établi portera intérêts à raison de 60%.

ARTICLE 23. — Chacune des Administrations Centrales sera autorisée à adopter, pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente Convention toutes mesures complémentaires qu'elle jugera con-

venables en vue d'assurer une plus grande sécurité contre les fraudes, ou une meilleure exécution du service, pourvu qu'elle fasse connaître à sa correspondant les dispositions adoptées.

ARTICLE 24. — La Direction Générale des Postes et des Télégraphes de la République Libanaise aura la faculté de fixer le montant maximum des sommes pouvant être envoyées journellement par un expéditeur au même destinataire aux Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE 25. — Chacune des administrations centrales se réserve la faculté d'augmenter le droit de commission ou même de suspendre temporairement le service des mandats-poste, au cas où elle constaterait que le service est utilisé par des commerçants ou par tout autre personne pour l'envoi des sommes exagérées ou pour des manœuvres spéculatives sur les devises.

La suspension temporaire du service des mandats-poste pourra également être décidée de façon unilatérale par chacune des parties en cause au cas de circonstances extraordinaires dont celle-ci demeurera seule juge.

Dans tous les cas, avis de cette suspension devra être donné immédiatement, au besoin par télégraphe à l'administration centrale correspondante.

ARTICLE 26. — La présente Convention entrera en vigueur à une date fixée d'un commun accord entre l'office du Liban et l'office américain et promulguée conformément aux lois respectives des deux pays.

Elle courra d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait donné avis à l'autre, un an à l'avance, de son intention de la dénoncer.

Les dispositions de la présente Convention continueront, pendant la dernière année, à être fidèlement et entièrement exécutées sans préjudice de la liquidation et du payement des comptes après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi les soussignés ont signé la Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double et signé à Washington le 8 Octobre 1946 et à Beyrouth le 15 Mars 1947.

Postmaster General of the United States
Robert KANNEGAN
Postmaster General of the Republic of Lebanon
Jemil NAMMOUR

● *Les Appendices A à E, donnant les modèles des divers registres et tableaux, n'ont pas été publiés dans le présent Recueil, vu leur caractère purement technique.*

AMENDEMENTS A L'ACCORD POSTAL

En vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, le Posmaster General des Etats-Unis d'Amérique et le Directeur des Postes et Télécommunications de la République Libanaise ont arrêté les amendements suivants à l'Arrangement concernant les Mandats de Poste entre les deux pays.

Ces amendements entreront en vigueur dès qu'ils seront signés, et remplaceront les Articles IV, XX (Alinéa c), et XXII (Paragraphe 2).

ARTICLE 4. — Le montant des mandats de poste échangés dans les deux sens sera exprimé en monnaie américaine. Le bureau d'échange de Beyrouth convertira le montant des mandats émis au Liban en dollars des Etats-Unis, et celui des mandats émis aux Etats-Unis en monnaie libanaise.

Le taux de conversion se conformera autant que possible au prix d'achat et de vente du dollar fixé par la Banque Officielle de Beyrouth.

L'Administration des Postes du Liban notifiera celle des Etats-Unis au moment voulu sur les taux de conversion employés pour les mandats expédiés dans les deux sens.

ARTICLE 20. — Alinéa (c). Pour l'établissement de ce solde, l'avoir de la République Libanaise, exprimé en livres libanaises, sera converti en dollars des Etats-Unis en prenant comme base de conversion le cours moyen officiel du change aux Etats-Unis pendant la période à laquelle le compte correspond. La différence établie sera portée au compte trimestriel prochain.

ARTICLE 22. — Paragraphe (2). Les paiements prévus à l'Article présent et à l'Article 21 seront effectués au moyen de traites tirées sur New-York en dollars des Etats-Unis.

En foi de quoi, les soussignés ont souscrit ces Amendements à l'Arrangement et y ont apposé leurs sceaux officiels.

Fait en duplicata et signé à Washington le 8 Octobre 1946 et à Beyrouth, le 15 Mars 1947.

ACCORD

D'ASSISTANCE TECHNIQUE. APPLICATION DU POINT IV

- Signé à Beyrouth
- Le 29 Mai 1951
- Les textes officiels ont été établis en langues arabe et anglaise

اتفاق

للتعاون الفني
طبقا لبرنامج النقطة الرابعة

- وقع فى بيروت
- فى ٢٩ ايار ١٩٥١

وضع النصان الرسميان المعتمدان باللغتين العربية والانكليزية

The Government of Lebanon on the one part, and

The Government of the United States of America on the other,

Desiring to cooperate in the interchange of technical knowledge and skills with a view to the attainment of higher standards of economic development and social welfare and the promotion of international understanding and goodwill,

Having both accepted resolution n° 304 (IV) adopted by the General Assembly of the United Nations on November 15, 1949, approving the Economic and Social Council Resolution n° 222 (IX) on technical assistance for economic development and the guiding principles for rendering such assistance,

ان الحكومة اللبنانية من جهـة،

وحكومة الولايات المتحدة الاميركية من جهة اخرى .

رغبة منهما فى التعـاون على تبادل الدراية الفنية والخبرة لادراك مستوى اعلى للنمو الاقتصـادي والرفاهية الاجتماعية ونشر حسن التفاهم الدولي ،

وقد قبلت كلتاهما بالقرار رقـم ٣٠٤ (٤) الذي اصدرتـه الجمعيـة العمومية لمنظمة الامم المتحدة فى ١٥ تشريـن الثاني سنة ١٩٤٩ ووافقت بموجبه على قرار المجلس الاقتصادي والاجتماعي رقم ٢٢٢ (٩) الخـاص بالمعونة الفنية للتنمية الاقتصاديـة وعلى المبادىء الاساسية لتقديـم مثل هذه المعونة .

Have agreed as follows :

ARTICLE 1. — The Government of Lebanon and the Government of the United States of America undertake to cooperate with each other in the interchange of technical knowledge and skills and in related technical activities designed to contribute to the balanced and integrated development of the economic resources and productive capacities of Lebanon.

ARTICLE 2. — The Government of the United States of America agrees to:

A — Furnish, to an extent subsequently to be agreed upon, services of technical experts and pay their salaries and allowances as well as their transport costs from and to the United States.

B — Provide for training in the United States or elsewhere of Lebanese nominated by the Lebanese Government under arrangements covering the program of training and the payment of expenses as may be agreed upon by the two Governments in individual cases.

C — Supply, to an extent subsequently to be agreed upon, equipment and materials necessary to the effectiveness of the experts' work but purchasable

اتفقنا على ما ياتي :

المادة الاولى ـ تتعهد حكومة الولايات المتحدة الاميركية والحكومة اللبنانية بان تتعاونا على تبادل الدراية الفنية والخبرة وما يتصل بذلك من اوجه النشاط الفني التي ترمي الى المساهمة فى تنمية موارد لبنان الاقتصادية وطاقته الانتاجية على وجه كامل متوازن .

المادة الثانية ـ توافق حكومة الولايات المتحدة الاميركية على :

ا) ان تقدم ـ بالقدر الذي سيتفق عليه فيما بعد ـ خدمات الخبراء الفنيين ، وان تدفع مرتباتهم ومكافاتهم ونفقات انتقالهم من الولايات المتحدة واليها .

ب) ان تؤمن فى الولايات المتحدة الاميركية او فى غيرها تدريب لبنانيين تعينهم الحكومة اللبنانية بموجب اتفاقات تشمل برنامج التدريب ، ودفع النفقات وفقا لما يتم الاتفاق عليه بين الحكومتين في الحالات الافرادية .

ج) ان تقدم ـ بالقدر الذي سيتفق عليه فيما بعد ـ المعدات والمواد اللازمة لادلاء عمل الخبراء على الوجه المنتج اذا كان لا يمكن شراؤها الا

only with United States dollars.

ARTICLE 3. — The Government of Lebanon, in order to bear a fair share of the cost of the program, agrees to:

A — Provide adequate office facilities, office equipment and supplies, secretarial interpreter-translator and related assistance necessary to the successful implementation of the projects.

B — Pay costs of land, buildings, improvements, local materials and labor necessary to the effectiveness of the experts' work.

C — Pay transport, communication costs and such other expenses of American experts withing Lebanon as may be agreed upon by the two Governments in particular circumstances.

D — Assign appropriate technicians and whatever other Lebanese staff is justified by the project, to work with United States technicians.

E — Pay such costs as may be agreed upon by the two Governments in connection with training provided for in Article 2 (B).

ARTICLE 4. — The Government of Lebanon will endeavor

بدولارات الولايات المتحدة .

المادة الثالثة ـ لكي تتحمل الحكومة اللبنانية نصيبا عادلا فى نفقات البرنامج فانها توافق على :

ا ـ ان تقدم ما يلزم من التسهيلات المكتبية ومعدات المكاتب وادواتها والسكرتارين والمترجمين وما يتصل بذلك من المعونة الضرورية لنجاح تنفيذ المشروعات .

ب ـ ان تدفع تكاليف الاراضي والمباني والتحسينات والمواد المحلية واليد العاملة اللازمة لتأدية عمل الخبراء على الوجه المنتج .

ج ـ ان تدفع نفقات الانتقال والمواصلات وغير ذلك من نفقات الخبراء الاميركيين داخل لبنان ، وفقا لما يتم عليه الاتفاق بين الحكومتين فى ظروف افرادية .

د ـ ان تعيين الفنيين الصالحين وغيرهم من الموظفين اللبنانيين الاخرين ممن يتطلب المشروع تخصيصهم للعمل مع فنيي الولايات المتحدة .

هـ ـ ان تدفع النفقات التي تحدد بالاتفاق بين الحكومتين فيما يتعلق بالتدريب المنصوص عليه فى الفقرة (ب) من المادة الثانية .

المادة الرابعة ـ تعمل الحكومة

to coordinate this program with other related technical cooperation programs in Lebanon. It will further facilitate cooperation in the mutual exchange of technical knowledge and skills with other friendly nations which may have technical cooperation programs similar to that carried on under this agreement.

ARTICLE 5. — All employees of the Government of the United States of America assigned to duties in Lebanon under this Agreement and accompanying members of their families shall be exempt from : (1) Income and social security taxes with respect to salaries and emoluments paid to them by the Government of the United States of America and to any non-Lebanese income upon which they are obliged to pay income or social security taxes by the Government of the United States of America. (2) Customs and import duties on personal, household and professional effects and supplies are for the personal use automobile, on certificate being furnished, by such employees, to the effect that these effects and supplies are for the perosnal use and consumption of such employees and members of their families.

اللبنانية على تنسيق هذا البرنامج مع برامج التعاون الفني الاخرى المماثلة فى لبنان وتسهل علاوة على ذلك التعاون فى تبادل الدراية الفنية والخبرة مع الامم الصديقة الاخرى التي قد يكون لها برامج للتعاون الفني تماثل البرنامج القائم بمقتضى هذا الاتفاق .

المادة الخامسة ـ جميع موظفي حكومة الولايات المتحدة الاميركية الذين يعينون فى لبنان طبقا لهذا الاتفاق واعضاء عائلاتهم المصاحبين لهم يعفون من :

ا ـ ضرائب الدخل وضرائب الضمان الاجتماعي بالنسبة للمرتبات والمكافآت التي تدفعها لهم حكومة الولايات المتحدة الاميركية وكذلك بالنسبة لكل دخل غير لبناني يكونون ملزمين ان يدفعوا عنه لحكومة الولايات المتحدة الاميركية ضريبتي الدخل والضمان الاجتماعي .

ب ـ العوائد الجمركية ورسوم الاستيراد على حاجياتهم وامتعتهم الشخصية والمنزلية والمهنية بما فى ذلك سيارة خاصة واحدة وذلك عندما يقدم هؤلاء الموظفون شهادات بان هذه الامتعة والحاجيات معدة لاستعمالهم واستهلاكهم الشخصي او لاستعمال افراد عائلاتهم واستهلاكهم

Duty is liable to be paid in respect of any such article imported without payment of duty and sold or disposed of within three years, but there shall be no liability if such articles and equipment introduced to Lebanon by the Government of the United States of America pursuant to this Agreement shall be exempt from taxes, customs and import duties.

ARTICLE 6. — The Government of Lebanon and the Government of the United States of America will endeavor to give full publicity to the objectives and progress of the technical cooperation programs carried on under this Agreement. They will make public in their respective countries, not less frequently than once a year, periodic reports on the technical cooperation programs carried on pursuant to this Agreement. Such reports shall include information as to the use of funds, materials, equipment and services. They will mutually exchange information regarding other technical assistance programs which have been or are being requested of other countries or of internationl organizations by either party to this Agreement.

ARTICLE 7. — For carrying out particular projects under this

وتستحق الضريبة على مثل هذه الاشياء التي تستورد معفاة من دفع الضريبة اذا بيعت او تم التصرف فيها فى خلال ثلاث سنين ولكن لا تستحق الضريبة اذا اعيد تصدير هذه الاشياء فى خلال هذه المدة . وتعفى من الضرائب والعوائد الجمركية ورسوم الاستيراد اية مواد او معدات تدخلها الى لبنان حكومة الولايات المتحدة الاميركية وفقا لهذا الاتفاق .

المادة السادسة – تعمل حكومتا الولايات المتحدة الاميركية ولبنان على ان تذاع فى اوسع نطاق اهداف برامج التعاون الفني التي تنفذ طبقا لهذ الاتفاق ومدى تقدمها وتنشر الحكومتان كل منهما فى بلادها مرة كل سنة على الاقل تقارير دورية عن برامج التعاون الفني التي تنفذ بمقتضى هذا الاتفاق وتتضمن هذه التقارير بيانات عن استخدام الاموال والمواد والمعدات والخدمات . وتتبادل الحكومتان المعلومات فيما يتعلق ببرامج المعونة الفنية الاخرى التي طلبها او يطلبها احد طرفي هذا الاتفاق من البلاد الاخرى من المنظمات الدولية .

المادة السابعة – اذا اريد تنفيذ مشروعات معينة لهذا الاتفاق يمكن

Agreement, subsidiary written arrangements or understandings may be agreed upon by the duly designated representatives of Lebanon and of the Technical Cooperation Administration of the United States of America, or by other persons, agencies, or organizations designated by the Governments.

ARTICLE 8. — 1 — This Agreement shall enter into force on the day on which it is duly ratified by the Government of Lebanon. It shall remain in force until there months after either Government shall have given notice in writing to the other of intention to terminate the Agreement.

2 — If, during the life of this Agreement, either Government should consider that there should be an amendment thereof, it shall so notify the other Government in writing and the two Governments will thereupon consult with a view to agreeing upon the amendment.

3 — Subsidiary arrangements or understandings which may be agreed upon may remain in force beyond any termination of this Agreement, in accordance with such arrangements as the two Governments may make.

الاتفاق كتابة على ترتيبات فرعية بين الممثلين المعينين لذلك من قبل الحكومة اللبنانية وممثلي ادارة التعاون الفني بالولايات المتحدة الاميركية او بين اي اشخاص اووكالات او هيئات تعينهم هاتان الحكومتان .

المادة الثامنة ـ ١ ـ يعمل بهذا الاتفاق ابتداء من يوم تصديق الحكومة اللبنانية عليه ويبقى معمولا به مدة ثلاثة اشهر بعد أن تعلم احدى الحكومتين الحكومة الاخرى كتابة بعزمها على انهائه .

٢ ـ اذا رات احدى الحكومتين تعديل هذا الاتفاق في خلال مدة سريانه تخطر الحكومة الاخرى بذلك كتابة وبناء عليه تتشاور الحكومتان بقصد الاتفاق على التعديل .

٣ ـ يبقى ما قد يتفق عليه من الترتيبات الفرعية ساري المفعول بعد انتهاء هذا الاتفاق طبقا لما يتم الاتفاق عليه بين الحكومتين .

4 — This Agreement is complementary to and does not supersede existing agreements between the two Governments except insofar as other agreements are inconsistent herwith.

Done in Beirut on the 29th day of May 1951 in duplicate in Arabic and English languages, both textes being equally authentic.

For the Government of Lebanon
H. AOUINI

For the Government of the United States of America

JOHN H. BRUINS

٤ ـ هذا الاتفاق تكميلي ولا يفسخ الاتفاقات القائمة بين الحكومتين الا فيما يتعارض منها مع احكامه .

وضع فى بيروت فى اليوم التاسع والعشرين من شهر ايار سنة ١٩٥١ على نسختين فى اللغة العربية واللغة الانكليزية ، وكل من النصين يعتبر اصليا على حد سواء .

عن الحكومة اللبنانية
حسين العويني

عن حكومة الولايات المتحدة الاميركية
جون برونز

[illegible]

4.— This Agreement is complementary to and does not supersede existing agreements between the two Governments except insofar as other agreements are inconsistent herewith.

Done in Beirut on the 30th day of May 1951 in duplicate in Arabic and English languages, both texts being equally authoritative.

For the Government of Lebanon,
H. AOUEINI

For the Government of the United States of America

JOHN H. BRUINS

YEMEN

ACTES DIPLOMATIQUES

LIBAN-YEMEN

APRES NOVEMBRE 1943

- **15 Février 1949**
  TRAITE D'AMITIE DE COMMERCE ET DE RELATIONS CULTURELLES

- **15 Février 1949**
  CONVENTION D'EXTRADITION



اتفـــاقات دولية

بين لبنان واليمن

بعد تشرين الثاني ١٩٤٣

- **١٥ شباط ١٩٤٩**
  معاهدة الصداقة والتجارة والثقافة

- **١٥ شباط ١٩٤٩**
  اتفاق تسليم المجرمين

TRAITE

D'AMITIE, DE COMMERCE ET DE RELATIONS CULTURELLES

معاهدة الصداقة والتجارة والثقافة

- Signé à Beyrouth
- Le 15 Février 1949
- Ratification autorisée par la loi du 12 Janvier 1950 (J.O. 1950 — n° 3 — plg. 26)
- Le texte officiel a été établi en langue arabe

- وقعت في بيروت
- في ١٥ شباط ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليها بموجب قانون ١٢ كانون الثاني ١٩٥٠ (جر — ١٩٥٠ — عدد ٣ — ص ٢٦)
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية .

ان حضرة صاحب الفخامة الشيخ بشاره خليل الخوري رئيس الجمهورية اللبنانية وحضرة صاحب الجلالة الامام الناصر لدين الله احمد بن يحيى حميد الدين ملك اليمن .

رغبة منهما في توثيق عرى الصداقة وتوطيد قواعد الاخوة بين لبنان واليمن وتنمية العلاقات بينهما بعقد معاهدة صداقة وتجارة وثقافة تحدد حقوق رعايا كل من البلدين الشقيقين في بلد الاخر وتفسح مجالا للتعاون بينهما .

قد عينا لهذه الغاية مندوبيهما المفوضين :

من لدن حضرة صاحب الفخامة رئيس الجمهورية اللبنانية

حضرة صاحب الدولة رياض بك الصلح — رئيس مجلس الوزراء ووزير العدلية

وحضرة صاحب المعالي حميد فرنجيه وزير الخارجية والمغتربين والتربية الوطنية .

ومن لدن حضرة صاحب الجلالة ملك اليمن :

حضرة صاحب السمو الملكي الامير سيف الاسلام محمد بن جلالة الامام احمد

وحضرة صاحب السمو الملكي الامير

سيف الاسلام يحيى بن الامام يحيى الذين بعد ان تبادلوا وثائق تفويضهم وتبينوا صحتها ومطابقتها للاصول المرعية اتفقوا على الاحكام التالية :

المادة الاولى ـ يتعاهد لبنان واليمن عهد اخوة وصداقة وسلام ويحترم كل منهما سلامة اراضي الاخر والاوضاع القائمة فيه ويمنع بكل ما لديه من وسائل اي عمل فى بلاده من شأنه ان يسيء الى عهد الصداقة والاخوة والسلام او يهدد او يقلق الامن والسلم والسكينة فى بلد الفريق الاخر .

المادة الثانية ـ يتفق الفريقان الساميان المتعاقدان على تبادل التمثيل الدبلوماسي والقنصلي فى اول فرصة مواتية يتفق عليها الفريقان ويعامل الممثلون الدبلوماسيون والقناصل على اساس المقابلة بالمثل وفقا للاصول المتبعة في القانون الدولي العام وتحدد باتفاق الفريقين فيما بعد الاماكن التي يمارس ممثلو السلك الدبلوماسي والقنصلي اعمالهم فيها ، مراعين فى ذلك ما يمنح للدولة الافضل رعاية .

المادة الثالثة ـ يتقيد كل من رعايا الفريقين الساميين فى دخول اقليم الاخر والتنقل والاقامة فى المحلات التي يسمح له الاقامة والتنقل فيها والخروج منها بالقوانين والانظمة المحلية والعادات المختصة بذلك والتي تطبق على الدول الافضل رعاية من دول الجامعة العربية او غيرها .

ويخضع هؤلاء الرعايا فى بلد الفريق الاخر للشرائع والنظم والقوانين المحلية ، ويعاملون طبقا لما يعامل به رعايا الدول الافضل رعاية .

المادة الرابعة ـ للمدعين من رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين حرية التقاضى امام المحاكم المحلية على اختلاف اختصاصاتها ودرجاتها ـ يتمتعون لديها بما يتمتع به الوطنيون من حقوق . ولا يجوز لاحد الفريقين الساميين المتعاقدين أن يقيد حق تقاضى رعايا الفريق الاخر امام المحاكم بما لا يفرض على رعاياه وبما ليس بقوانينه .

المادة الخامسة ـ يخضع رعايا كل من الفريقين الساميين المتعاقدين فى اقليم الفريق الاخر للتشريع المحلي فى القضايا الجزائية والمدنية والتجارية والادارية والمالية والشرعية وغيرها كما انهم يخضعون لجهات الاختصاص المعينة للوطنيين ، على ان يراعى في قضايا الزواج والطلاق والتفريق القضائي والابوة والالحاق بالنسب والاقرار به والرشد والولاية والوصاية والحجر والوصية والارث لغير المسلمين

من اللبنانيين فى اليمن الاحكام الخاصة بهم التي تطبق عليهم فى بلادهم .

المادة السادسة ـ يحق للطائرات المدنية التابعة لكل من الفريقين الساميين المتعاقدين ان تهبط فى مطارات الفريق الاخر لنقل البريد والركاب والبضائع بعد أن تحدد الخطوط الجوية وشروط تسييرها باتفاق لاحق بين الفريقين . وتراعى فى ذلك بين الفريقين الساميين المتعاقدين الاحكام المتفق عليها مع الدولة الافضل رعاية .

المادة السابعة ـ تسري على بواخر ومراكب كل من الفريقين الساميين المتعاقدين فى موانىء الفريق الاخر احكام الدولة الافضل رعاية .

المادة الثامنة ـ تنشأ بين الفريقين الساميين المتعاقدين علاقات تجارية واقتصادية ويعامل كل منهما فى ذلك الفريق الاخر معاملة الدولة الاكثر رعاية ، باستثناء الدول التي تكون مرتبطة مع أحد الفريقين باتفاق جمركي او اتفاق جوار .

تعامل المنتجات الوطنية لكل من البلدين فى بلد الفريق الاخر معاملة خاصة وتتبادل الحكومتان بيانات بالمنتجات القابلة للتصدير .

المادة التاسعة ـ يجري التعاقد مع الاخصائيين المستخدمين والعمال الذين يحتاج اليهم احد الفريقين الساميين المتعاقدين باتفاق خاص مع المستخدم وموافقة الفريق الذي ينتمي اليه ذلك المستخدم او مع الفريق الاخر مباشرة بعد تعيين شروط الاستخدام .

واذا اخل احد المتعاقدين من اولئك الاخصائيين والمستخدمين والعمال باحكام العقد الجاري عليه فان الحكومة التي هو من رعاياها تعمل على تامين احترام العقد بجميع الوسائل القضائية والادارية ان كان المخل خارج البلد المستخدم فيه . اما اذا كان داخل بلد الدولة المستخدمة له فانه يخضع للسلطات والقوانين المحلية وفقا لاحكام المادة الخامسة .

المادة العاشرة ـ توطد العلاقات الثقافية بين الفريقين الساميين المتعاقدين ويتبادلان البعثات العلمية والثقافية والفنية لدى الطلب .

يمنح كل من الفريقين الساميين بعثات الفريق الاخر العلمية والثقافية وتلامذته تسهيلات خاصة .

وتمنح البعثات العلمية والثقافية وبعثات الطلاب امتيازات خاصة في الدراسة والبرامج .

المادة الحادية عشرة ـ تعد بين الفريقين الساميين المتعاقدين اتفاقية خاصة بتسليم المجرمين .

المادة الثانية عشرة ــ كل خلاف ينشأ بين الفريقين الساميين المتعاقدين على تفسير هذه المعاهدة ولا يمكن تسويته بالطرق الديبلوماسية يحال باتفاق كل من الفريقين الساميين المتعاقدين الى التحكيم وفقا للمادة الخامسة من ميثاق جامعة الدول العربية .

المادة الثالثة عشرة ــ يعمل بهذه المعاهدة مدة خمس سنوات تتجدد ضمنا سنة فسنة الا اذا ابلغ احد الفريقين الساميين المتعاقدين الفريق الاخر رغبته فى ابطالها أو تعديلها قبل ثلاثة اشهر على الاقل من تاريخ انتهاء مدتها .

المادة الرابعة عشرة ــ تبرم هذه المعاهدة فى اقرب وقت مستطاع وتصبح نافذة من تاريخ تبادل وثائق الابرام .

حرر من هذه المعاهدة اصلان معتمدان وقع عليهما ببيروت فى ١٥ شباط ١٩٤٩ الموافق ١٧ ربيع الاخر ١٣٦٨ .

سيف الاسلام يحيى
رياض الصلح
حميد فرنجيه
سيف الاسلام محمد

٢

CONVENTION
D'EXTRADITION

- Signée à Beyrouth
- Le 15 Février 1949
- Ratification autorisée par la loi du 24 Janvier 1950 (J.O. 1950 — n° 5 — plg. 69)
- Le texte officiel a été établi en langue arabe.

اتفاق
تسليم المجرمين

- وقع في بيروت
- في ١٥ شباط ١٩٤٩
- اجيز التصديق عليه بموجب قانون ٢٤ كانون الثاني ١٩٥٠. (جر - ١٩٥٠ - عدد ٥ - ص ع ٦٩.)
- وضع النص الرسمي المعتمد باللغة العربية .

ان حضرة صاحب الفخامة الشيخ بشاره خليل الخوري رئيس الجمهورية اللبنانية

وحضرة صاحب الجلالة الامام الناصرلدين الله احمد بن يحيى حميد الدين ملكاليمن

رغبة منهما في توطيد الامن والسلام في ربوع كل من بلديهما

قررا عقد اتفاقية لتسليم المجرمين وعينا لهذه الغاية مندوبيهما المفوضين الاتيين :

من لدن حضرة صاحب الفخامة رئيس الجمهورية اللبنانية :

حضرة صاحب الدولة رياض بك الصلح ، رئيس مجلس الوزراءووزير العدلية

حضرة صاحب المعالي حميد فرنجيه وزير الخارجية والمغتربين والتربية الوطنية

ومن لدن حضرة صاحب الجلالة ملك اليمن :

حضرة صاحب السمو الملكي الامير سيف الاسلام محمد بن جلالة الامام احمد

وحضرة صاحب السمو الملكي الامير سيف الاسلام يحيى بن الامام يحيى

الذين بعد ان تبادلوا وثائق تفويضهم وتبينوا صحتها ومطابقتها للاصول المرعية اتفقوا على الاحكام الاتية :

المادة الاولى — يجري تبادل المجرمين بين لبنان واليمن وفقا للاحكام التالية:

المادة الثانية — يجري التسليم اذا

كان الشخص المطلوب تسليمه ملاحقا اومحكوما عليه فى جريمة من الجرائم المنصوص عليها فى المادة الثالثة باي وصف قانوني او شرعي وكانت الجريمة قد ارتكبت فى اقليم الدولة طالبة التسليم او اقليم دولة ثالثة .

ومع ذلك يجوز للدولة المطلوب منها التسليم الامتناع عنه اذا كان الشخص المطلوب تسليمه هو من رعاياها وقت ارتكاب الجريمة وكانت محاكمته فى بلده عن الجريمة المطلوب تسليمه من اجلها جائزة بمقتضى قوانينها وفى هذه الحالة يتوجب على حكومة بلاده ان تحيله الى محاكمها ليحاكم وفقا لقوانينها بموجب اضبارية قضائية تنظمها السلطات القضائية فى البلاد التى وقع فيها الجرم وتبلغ نتيجة الحكم الى الحكومة طالبة التسليم فيقرر المرجع القضائي المختص فيها وقف الملاحقات نهائيا او وقف تنفيذ الحكم اذا كان قد حكم فى الدعوى .

يعين الفريقان باتفاق لاحق ما يجب ان تشتمل عليه الاضبارة القضائية المذكورة .

المادة الثالثة ـ يجب التسليم اذا كان الشخص المطلوب تسليمه ملاحقا او متهما او محكوما عليه فى جناية او فى جنحة معاقب عليها فى قوانين او شرائع كلا الفريقين الساميين المتعاقدين بالحبس سنة او بعقوبة اشد .

اما اذا كانت ثمة عقوبات غير منصوص عليها فى قوانين او شرائع احد الفريقين المتعاقدين للجريمة المطلوب من اجلها التسليم فيجوز الامتناع عن التسليم .

المادة الرابعة ـ لا يسمح بالتسليم:

١ ـ من اجل جريمة ذات طابع سياسى او لغرض سياسى .

٢ ـ اذا كان المدعى عليه موظفا فى السلك الدبلوماسى او مكلفا بمهمة رسمية وارتكب جرما ما اثناء تمتعه بالحصانة الدبلوماسية او اثناء ممارسته وظيفته او فى معرض ممارسته لها فى اراضي الدولة التى يقوم بوظيفته فيها فلا يمكن ان يحاكم امام قضاء تلك الدولة التى يمثلها او ينتمي اليها اذا توفرت الشروط المقررة للتسليم بمقتضى هذه الاتفاقية .

لا تعتبر الجرائم الاتية جرائم سياسية :

ا ـ كل تعد على رئيسي الدولتين المتعاقدتين او على افراد اسرتيهما .

ب ـ جرائم العنف او قطع الطريق او السرقة باكراه سواء ارتكبها شخص

واحد او عصابة ضد الافراد او ضد السلطات المحلية او السكك الحديدية او غير ذلك من وسائل النقل والمواصلات .

ج ـ الجرائم العسكرية

وتعتبر الجرائم العادية المتلازمة معالجرائم السياسية بحكم هذه الاخيرة .

المادة الخامسة ـ لا يسمح بالتسليم اذا كانت الجريمة المطلوب التسليم من اجلها قد قضي بها قضاء مبرما او كانت قيد المحاكمة فى الدولة اللاجيء اليها المطلوب تسليمه او فى الدولة ـ غير طالبة التسليم ـ التي وقع المجرم فى ارضها ، على ان تشعر الدولة طالبة التسليم بالطور الذي وصلت اليه المحاكمة اذا كان لمطلوب تسليمه لا يزال قيد المحاكمة او تقدم اليها صورة الحكم الصادر على المجرم المطلوب تسليمه فى حالة ابرام الحكم المذكور بحقه .

واذا كان الشخص المطلوب تسليمه قيد التحقيق او العقابعن اية جريمة اخرى فى الدولة التي قدم اليها طلب التسليم فيؤجل تسليمه حتى تنتهي المحاكمة وتنفذ العقوبة المحكوم بها بتمامها .

المادة السادسة ـ لا يسمح بالتسليم اذا كانت الجريمة او العقوبة المطلوب التسليم من اجلها قد سقطت وفاقا لشريعة احد الفريقين المتعاقدين او شريعة الدولة التي اقترفت الجريمة بارضها .

المادة السابعة ـ تقدم طلبات التسليم بالطرق الدبلوماسية وتبت فيها السلطات المختصة بحسب شريعة الدولة المطلوب اليها التسليم وانظمتها

يعين الفريقان باتفاق لاحق ما يجب ان يشتمل عليه طلب التسليم من وثائق .

المادة الثامنة ـ اذا كان الشخص المطلوب تسليمه بمقتضى احكام هذه الاتفاقية مطلوبا ايضا من قبل دولة اخرى او عدة دول بسبب جرائم اخرى ارتكبت فى اقليمها فيجب تسليمه الى الدولة التي ارتكب المجرم فى اراضيها الجرم الاهم والاشد عقوبة . اما اذا كانت الجريمتان متعادلتين او متقاربتين فيسلم الى الدولة التي يكون من رعاياها والا فللدولة التي تقدمت اولا بالطلب .

المادة التاسعة ـ تتعاون الدولتان المتعاقدتان فى البحث عن المجرمين والقبض فورا بصفة احتياطية على الاشخاص الملاحقين او المطلوبين

للمحاكمة او المحكوم عليه للجرائم الجائز فيها التسليم وتعتمد تحقيقا لهذا التعاون الاتصالات الدبلوماسية الرسمية او البريدية او البرقية او التلفونية او غيرها خشية فرار المجرم على ان يبين فيها نوع الجرم المستند اليه والنص القانوني او الشرعيالذي ينطبق عليه الجرم .

لا يمكن ان تتجاوز مدة الحبس الاحتياطي فى الدولة المطلوب منها التسليم ثلاثين يوما على ان يخلى سبيل المقبوض عليه اذا لم يصل ملف طلب التسليم الى الفريق الاخر فى خلال هذه المدة .

وتحسم مدة الحبس الاحتياطي من مدة الحبس التي يحكم بها فى الدولة طالبة التسليم .

ويمكن للدولة المطلوب منهاالتسليم ان تمتنع عنه وتخلي سبيل الشخص المطلوب تسليمه بناء على اقتراح المرجع القضائي الصالح للنظر فى امر التسليم اذا وجد ان الشروط المنصوص عليها فى هذه الاتفاقية وملحقيها المذكورين فى المادتين الثانية والسابعة غير متوفرة او كانت الادلة غير كافية على ان يطلب استكمال تلك الادلة وفى هذه الحالة يظل المدعي عليه موقوفا لنهاية الثلاثين يوما .

اذا اعترف المقبوض عليه بانه الشخص المطلوب واعترف بالجرم المسند اليه ووجد القاضى المختص ان هذا الجرم من الجرائم التي يجوز فيها التسليم بحسب احكام هذه الاتفاقية ورضي المطلوب ان يسلم بدون ملف طلب التسليم الى الحكومة التي تطلبه كان للحكومة ان تأمر بتسليمه والا وجب انتظار معاملة التسليم .

المادة العاشرة ـ لا يحاكم الشخص الذي سلم الا عن الجريمة التي قدم طلب التسليم من اجلها او عن الافعال التي لها علاقة بتلك الجريمة ولم تظهر الا بعد التسليم .

اذا حكم ببراءة المدعي عليه او استوفى العقوبات المحكوم عليه بها، فلا يجوز توقيفه او محاكمته عن اية جريمة اخرى الا فى احدى الحالات الاتية :

١ ـ اذا ارتكبت تلك الجريمة بعد التسليم فى الدولة التي سلم اليها

٢ ـ اذا قبل المدعى عليه صراحةان يحاكم على تلك الجريمة .

٣ ـ اذا لم يغادر اقليم الدولة التي سلم اليها خلال شهر من تاريخ اخلاء سبيله وكان بقاؤه بمطلق ارادته

اذا تقرر منع المحاكمة عن المطلوب تسليمه او حكم ببراءته او عدم

مسؤوليته فعلى الدولة التي طلبتـه ان تعيده على نفقتها الى بلاده .

المادة الحادية عشرة ــ يجب على الدولة طالبة التسليم ان ترسل من يستلم المطلوب من اراضي الدولـة المطلوب منها التسليم .

المادة الثانية عشرة ــ تتحمل كل دولة على سبيل المقابلة جميع النفقات التي استلزمها تنفيذ الطلب وتسليم الشخص المطلوب .

المادة الثالثة عشرة ــ تطبق ايضا جميع مواد هذه الاتفاقية على غير رعايا الفريقين الساميين المتعاقدين فى حالة ارتكابهم جرما فى اراضي احد الفريقين الساميين المتعاقدين او فى اراضي غيرهما ثم التجائهم الى اراضي الفريق الاخر .

المادة الرابعة عشرة ــ كل خلاف ينشأ بين الفريقين الساميين المتعاقدين على تفسير او تطبيق هذه الاتفاقية كليا او جزئيا ولا يمكن تسويته بالطرق الدبلوماسية يحال بعد اتفاق كل من الفريقين الساميين المتعاقدين الى التحكيم وفقا للمادة الخامسة من ميثاق جامعة الدول العربية .

المادة الخامسة عشرة ــ يعمل بهذه المعاهدة مدة خمس سنوات تتجدد ضمنا سنة فسنة الا اذا ابلغ احد الفريقين الساميين المتعاقدين الفريق الاخر رغبته فى ابطالها او تعديلها قبل ستة اشهر على الاقل من تاريخ انتهاء مدتهـا .

المادة السادسة عشرة ــ تبرم هذه المعاهدة فى اقرب وقت مستطاع وتصبح نافذة المفعول من تاريخ تبادل وثائق الابرام .

حرر من هذه الاتفاقية اصلان معتمدان وقع عليهما فى بيروت فى ١٥ شباط ١٩٤٩ الموافق ١٧ ربيع الاخر ١٣٦٨

سيف الاسلام يحيى
رياض الصلح
سيف الاسلام محمد
حميد فرنجيه

٢

SECONDE PARTIE

LES ACCORDS INTERNATIONAUX GENERAUX AUXQUELS LE LIBAN A ADHERE

GROUPES PAR OBJET

DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE

AGRICULTURE — ALIMENTATION

- **Accord International du Blé**
  Adhésion autorisée par la loi du 29 Juin 1949
  (J.O. 1949 — n° 28/29 — plg. 49)

- **20 Mai 1928 — Damas**
  Accord relatif à la création d'un Office international de renseignements sur les sauterelles.
  Adhésion de la France au nom du Liban.

AVIATION

- **13 Octobre 1919 — Paris**
  Convention internationale portant règlement de la navigation aérienne.
  Mise en vigueur au Liban et en Syrie par Arrêté 90/S du 31 Mars 1925
  (J.O. 1925 — n° 1863) (in RT-SDN, n° 297 — Vol XI)
  Modifiée par les protocoles :
  du 27 Octobre 1922 (in RT-SDN — Vol LXXV III — Page 438)
  du 30 Juin 1923 (in RT-SDN — Vol LXXV III — Page 441)
  du 15 Juin 1929 (in RT-SDN — Vol CXXXV III — Page 418)
  du 11 Décembre 1929 (in RT-SDN — Vol CXXXV III — Page 427)

- **12 Octobre 1929 — Varsovie.**
  Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international.
  Adhésion de la France au nom du Liban le 13 Février 1933, date de sa mise en vigueur.

- **7 Décembre 1944 — Chicago**
  Convention relative à l'Aviation civile internationale.
  (RT-NU — n° du traité II : 102 — Vol. 15 — Page 295)
  Ratification du Liban autorisée par décret 32 33 du 22 Mai 1945
  (J.O. — 1945 — n° 22)

- **11 Octobre 1947 — Washington.**
  Convention créant l'Organisation de l'Aviation civile internationale (O.A.C.I.)
  Ratification du Liban autorisée par la loi du 2 Avril 1947
  (J.O. 1947) modifiée par la loi du 31 Mai 1945 (J.O. 1949 — n° 22 — plg. 289)
  Le Liban a déposé les instruments de ratification le 19 Septembre 1949

- **27 Mai 1947 — Montréal**

  Protocole concernant un amendement à la Convention relative à l'aviation civile internationale.

- **19 Juin 1948 — Genève.**

  Convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronef.

CHARTE DES NATIONS UNIES
STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

- **26 Juin 1945 — San Francisco.**

  Charte des Nations-Unies.

— Signée par le Liban le 26 Juin 1945, à San Francisco.

— L'instrument de ratification a été déposé le 15 Octobre 1945, auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, conformément à l'article 110 § 2 de la Charte.

— Ratifiée par la loi du 25 Septembre 1945 (J.O. 1945 — n° 40)

— Entrée en vigueur le 24 Octobre 1945.

- **26 Juin 1945 — San Francisco**

  Arrangements provisoires conclus par les Gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale.

— Signés par le Liban le 26 Juin 1945, à San Francisco.

— Entrés en vigueur le 26 Juin 1945.

- **26 Juin 1945 — San Francisco.**

  Parties au Statut de la Cour Internationale de Justice.

— Conformément aux dispositions de l'article 93 § 1 de la Charte, le Liban est, en tant que membre des Nations Unies, ipso facto, partie au Statut de la Cour Internationale de Justice.

CHEMINS DE FER

- **4 Septembre 1947 — Copenhague.**

  Révision du Règlement pour l'usage réciproque des wagons de chemin de fer en service international.

  (Réf. in. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec l'Italie, du 15 Février 1949, art. 19 § 1).

CIRCULATION ROUTIERE

- **11 Octobre 1909 — Paris**
  Convention internationale sur la circulation automobile
  Adhésion de la France au nom du Liban : 1er Mai 1929

- **24 Avril 1926 — Paris**
  Convention internationale de circulation automobile
  Adhésion de la France au nom du Liban : 26 Mai 1930 (B.O. 1927 — p. 147)

- **24 Avril 1926 — Paris**
  Convention internationale de circulation routière
  Adhésion de la France au nom du Liban : 26 Mai 1930 (B.O. 1927 — p. 147)

- **19 Septembre 1949 — Genève**
  Acte final de la Conférence des Nations-Unies sur les transports routiers et les transports automobiles.
  Signé par le Liban le 19 Septembre 1949, à Genève

- **19 Septembre 1949 — Genève**
  Convention sur la circulation routière
  Signée par le Liban le 19 Septembre 1949, à Genève (sous réserve de ratification)

- **19 Septembre 1949 — Genève.**
  Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés (circulation routière).
  Signé par le Liban le 19 Septembre 1949, à Genève.

- **19 Septembre 1949 — Genève**
  Protocole relatif à la signalisation routière.
  Signé par le Liban, le 19 Septembre 1949, à Genève (sous réserve de ratification)

COMMERCE INTERNATIONAL

- **24 Juillet 1923 — Lausanne**
  Convention Commerciale entre l'Empire Britannique, la France l'Italie... etc. et la Turquie.

- **3 Novembre 1923 — Genève**
  Convention internationale pour la simplification des formalités douanières
  — Adhésion de la France au nom du Liban : 9 Mars 1933

- **20 Avril 1921 — Barcelone**
  Convention sur la liberté de transit

  Adhésion de la France au nom du Liban, enregistrée le 7 Février 1929

- **6 Novembre 1925 — La Haye**
  Convention revisant l'arrangement de Madrid sur les fausses déclarations d'origine des marchandises

  Adhésion de la France au nom du Liban, enregistrée le 6 Octobre 1930

- **30 Octobre 1947 — Genève**
  Acte fninal de la deuxième session de la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi.
  Signé par le Liban à Genève le 30 Octobre 1947.
  Ref. in Accord économique et financier avec la Syrie du 27-6-1948 (RT p. 434)

- **30 Octobre 1947 — Genève**
  Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  Signé par le Liban à Genève le 30 Octobre 1947.

- **30 Octobre 1947 — Genève**
  Protocole portant application provisoire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  Signé à Genève le 30 Octobre 1947.
  Signé par le Liban le 29 Juin 1948.

- **14 Mars 1948 — La Havane**
  Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi.
  Signé à La Havane le 14 Mars 1948.
  Signé par le Liban le 24 Mars 1948.

- **14 Mars 1948 — La Havane**
  Charte de la Havane instituant une Organisation internationale du commerce.
  Signée à La Havane le 24 Mars 1948 — Non encore en vigueur (15-X-49)

- **24 Mars 1948 — La Havane**
  Protocole de rectification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  Signé à La Havane le 24 Mars 1948. Entré en vigueur le 24 Mars 1948.
  Signé par le Liban le 24 Mars 1948.

- **24 Mars 1948 — La Havane**
  Déclaration.
  Signée à La Havane le 24 Mars 1948.
  Signée par le Liban le 24 Mars 1948. Entrée en vigueur le 24 Mars 1948.

- **24 Mars 1948 — La Havane**
  Protocole portant modification de certaines dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  Signé à La Havane le 24 Mars 1948.
  Signé par le Liban le 24 Mars 1948. Entré en vigueur le 24 Mars 1948.

- **24 Mars 1948 — La Havane**
  Protocole portant modification de l'art. XIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  Signé à La Havane le 24 Mars 1948.
  Signé par le Liban le 24 Mars 1948. Entré en vigueur le 24 Mars 1948.

- **14 Septembre 1948 — Genève**
  Deuxième Protocole de rectification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  Signé à Genève le 14 Septembre 1948.
  Signé par le Liban le 14 Septembre 1948. Entré en vigueur le 14 Septembre 1948.

- **14 Septembre 1948 — Genève**
  Protocole portant modification de la partie I et de l'art. XXIX de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  Signé à Genève le 14 Septembre 1948.
  Signé par le Liban le 14 Septembre 1948 — Acceptation : 23 Septembre 1948 — Non encore en vigueur.

- **14 Septembre 1948 — Genève**
  Protocole portant modification de la partie II et de l'art. XXVI de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  Signé à Genève le 14 Septembre 1948.
  Signé par le Liban le 14 Septembre 1948 — Acceptation : 23 Septembre 1948 — Entré en vigueur le 14 Décembre 1948.

- **14 Septembre 1948 — Genève**
  Protocole pour l'adhésion de l'Acte final du 30 Octobre 1947.
  Signé à Genève le 14 Septembre 1948.
  Signé par le Liban le 14 Septembre 1948 — Entré en vigueur le 14 Septembre 1948

● **13 Août 1949 — Annecy**
3ème Protocole de rectification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
Signé à Annecy le 13 Août 1949.
Signé par le Liban le 13 Août 1949 — Entré en vigueur le 13 Août 1949.

● **13 Août 1949 — Annecy**
1er Protocole portant modification de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
Signé à Annecy le 13 Août 1949.
Signé par le Liban le 13 Août 1949 — Non encore en vigueur (15-XI-49)

● **13 Août 1949 — Annecy**
Protocle portant modification de l'art. XXVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
Signé à Annecy le 13 Août 1949 — Non encore en vigueur (15-XI-49)
Signé par le Liban le 13 Août 1949 — Acceptation : 16 Septembre 1949.

● **13 Août 1949 — Annecy**
Protocole portant remplacement de la liste I (Australie) annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
Signé à Annecy le 13 Août 1949.
Signé par le Liban le 13 Août 1949 — Non encore en vigueur (15-XI-49)

● **13 Août 1949 — Annecy**
Protocole portant remplacement de la liste VI (Ceylan) annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
Annecy le 13 Août 1949.
Signé par le Liban le 13 Août 1949 — Non encore en vigueur (15-XI-49).

● **10 Octobre 1949 — Annecy**
Protocole d'Annecy des conditions d'adhésion à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce Ouvert à la signature le 10 Octobre 1949
Signé par le Liban le 10 Octobre 1949 — Non encore en vigueur (15-XI-49)

CROIX-ROUGE

● **18 Octobre 1907 — Genève.**
Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre.
Ref. in. Convention d'Armistice avec Israël, du 23 Mars 1949 — art. VI, § 4. (R.T. p. 303).

● 8 Décembre 1949 — Genève

Conventions relatives à la protection des civils en temps de guerre, à la situation des prisonniers de guerre, à l'amélioration de la situation des blessés, malades et naufragés et à l'amélioration de la situation des blessés et malades des forces armées combattantes.

Ratification autorisée par la loi du 20 Septembre 1950 (J.O. 1950 — n° 39 — plg. 581).

Signées par le Liban le 8 Décembre 1949 à Genève.

Adhésion du Liban : 12 Août 1949, à Genève.

EDUCATION ET CULTURE

● 16 Novembre 1945 — Londres

Convention créant une Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. (UNESCO)

Ratification autorisée par décret 7193 du 17 Octobre 1946 (RT-NU — n° du Traité I : 52 — Vol. 4 — Page 275).

ESCLAVAGE

● 25 Septembre 1926 — Genève

Convention relative à l'esclavage

Adhésion de la France au nom du Liban : 23 Juin 1931.

FINANCES

● 27 Décembre 1945 — Washington.

Fonds Monétaire International

Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

(RT-NU n° I. 20 : (a) et (b) — Vol. 2 — Pages 39 et 135).

GENOCIDE

● 9 Décembre 1948

Convention pour la prevention et répression du crime de génocide.

Adoptée par l'Assemblée Générale des Nations-Unies le 9 Décembre 1948

Adhésion du Liban : 30 Décembre 1949

Ratification autorisée par la loi du 12 février 1951 (J.O. 1951 — n° 7 — p. 144)

LIGUE ARABE

- **22 Mars 1945 — Le Caire**
  Pacte de la Ligue des Etats Arabes.
  Ratification autorisée par la loi du 9 Avril 1945 (J.O. 1945 — nº 16)
  Loi du 16 Mai 1946, autorisant le Gouvernement à signer des accords particuliers avec les Etats Arabes.

MANDAT

- **28 Juin 1919 — Versailles**
  Traité de Paix
  Article 22 : Pacte de la Société des Nations (AD — p. 9)

- **25 Avril 1920 — San Remo**
  Accord.
  (AD — p. 13)

- **24 Juillet 1922 — Genève.**
  Charte du Mandat
  (J.O. 1923 — nº 1706).

MEDECINE VETERINAIRE

- **30 Novembre 1946 — Bagdad**
  Accord de Médecine vétérinaire entre le Liban, l'Irak, l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie Séoudite, la Turquie et l'Iran.
  Ratification autorisée par la loi du 10 Juin 1949 (J.O. 1949 — nº 124 — plg. 310).

METEOROLOGIE

- **11 Octobre 1947 — Washington**
  Convention météorologique internationale.
  Ratification autorisée par la loi du 24 Janvier 1950 (J.O. 1950 — nº 5 — plg. 69)

NAVIGATION

- **6 Mars 1948 — Genève.**
  Acte final de la Conférence maritime des Nations Unies.
  Signé par le Liban le 6 Mars 1948, à Genève

- **6 Mars 1948 — Genève**
Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.
Signée par le Liban, sous réserve d'acceptation, le 6 Mars 1948, à Genève.
Non encore en vigueur (15-XI-49).

OPIUM ET DROGUES NUISIBLES

- **23 Janvier 1912 — La Haye**
Convention internationale de l'opium.
Ratifiée par la France au nom du Liban en vertu de l'article 295 du Traité de Versailles, le 16 Janvier 1920 (SDN. 222) (RT-NU I : 186 Vol. 12)

- **11 Février 1925 — Genève**
Accord relatif à la suppression de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé: Protocole et Acte final.
Ratification par la France, au nom du Liban, sans réserve: le 29 Avril 1926.

- **19 Février 1925 — Genève**
Deuxième conférence internationale de l'opium.
Convention. Protocole. Acte final.
Ratifiés par la France au nom du Liban, sans réserve, le 2 Juillet 1927 (sauf sur la possibilité de produire régulièrement, dans le délai strictement imparti, les statistiques trimestrielles prévues à l'alinéa 2 de l'article 22) (SDN — No du Traité 1845 — Vol LXXXI — Page 317).

- **13 Juillet 1931 — Genève**
Convention pour limiter la fabrication des stupéfiants.
Adhésion par la France au nom du Liban à la date de sa mise en vigueur, le 9 Juillet 1933.

- **13 Juillet 1931 — Genève**
Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants. Protocole de signature et Acte final. Genève 13 juillet 1931.

  a — Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants. En vigueur le 9 Juillet 1933 (article 30)
  Ratifiée par la France au nom du Liban : le 10 Avril 1933

  b — Protocole de signature. En vigueur le 9 Juillet 1933
  Ratifiée par la France au non du Liban : le 10 Avril 1933

- **27 Novembre 1931 — Bangkok.**
  Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium.
  Entré en vigueur le 27 Avril 1937 (art. 6)
  Ratifié par la France au nom du Liban: le 10 Mai 1933.

- **11 Décembre 1946 — Lake-Success, New-York.**
  Protocole amendant les Accords, Conventions et Protocoles sur les stupéfiants conclus à La Haye le 23 Janvier 1912, à Genève le 11 Février 1925, le 19 février 1925 et le 13 Juillet 1931, à Bangkok le 27 Novembre 1931 et à Genève le 26 Juin 1936 (SDN — n° du Traité 4648 — Vol CXCVIII Page 299).
  Signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946.
  Signé par le Liban (sans réserve d'approbation) le 13 Décembre 1946, à New-York. (RT-NU — I : 186 Vol. 12 Page 179).

- **11 Décembre 1946 — Lake Success**
  Protocole plaçant sous contrôle international les drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants amendée par le Protocole signé à Lake-Success le 11 Décembre 1946.
  Signé à Paris le 19 Novembre 1948.
  Signé par le Liban, sans réserve d'acceptation, le 19 Novembre 1948, à Paris.

PRIVILEGES ET IMMUNITES

- **13 Février 1946 — Lake Success**
  Convention sur les privilèges et immunités des Nations-Unies.
  Approuvée par l'Assemblée Général des Nations Unies le 13 Février 1946
  Date du dépôt par le Liban de l'instrument de ratification au Secrétariat Général de N.U. : 10 Mars 1949.
  Adhésion autorisée par la loi du 11 Novembre 1948 (J.O. 1948 — n° 46 — p. 866)
  (in RT-NU — n° du Traité I : 4 — Vol 1 — Page 15)

PROCEDURE CIVILE

- **17 Juillet 1907 — La Haye.**
  Convention sur la procédure civile.
  Référence explicite dans le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 15 Février 1949, signé avec l'Italie — (art. 7) — (RT. p. 326)

PROTECTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

- **20 Mars 1883 — Paris**
  Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, (révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911)
  Adhésion de la France au nom du Liban : le 1er septembre 1924.

- **14 avril 1891 — Madrid**
  Arrangement prévenant les fausses déclarations d'origine pour les marchandises, (révisé à Washington le 2 juin 1911 et à La Haye le 6 novembre 1925.
  Adhésion de la France au nom du Liban: le 1er septembre 1924.

- **14 décembre 1900 — Bruxelles.**
  Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle (révision de la convention de Paris) révisée à Washington le 2 juin 1911.
  Adhésion de la France au nom du Liban: le 1er septembre 1924.

- **2 juin 1911 — Washington**
  Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle (révision de la convention de Bruxelles).
  Adhésion de la France au nom du Liban : le 1er septembre 1924.

- **6 novembre 1925 — La Haye**
  Révision de la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883.

- **2 Juin 1934 — Londres**
  Révision de la Convention d'Union de Paris du 20 Mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, et de l'Arrangement de Madrid du 14 Avril 1891, relatif à la répression des fausses indications de provenance
  Arrêté 152/LR du 19 Juillet 1939
  Textes publiés dans le B.O. 1939 — n° 14 — du 31 Juillet 1939.
  (RT-SDN 4459)

- **NOTE : Référence explicite à ces accords est faite dans :**
  Accord avec la France du 3 Juin 1944, signé à Damas (RT — p. 92)
  Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 15 Février 1949 signé avec l'Italie — (art. 20) RT. p. 333)
  Traité de commerce, de navigation et d'établissement du 6 Octobre 1949, signé avec la Grèce — (art. 9) (RT. p. 248).

PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

- **2 Septembre 1886 — Berne**
  Convention internationale concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques
  Adhésion de la France au nom du Liban: le 1er Août 1924

- **13 Novembre 1908 — Berlin**
  Convention internationale relative à la protection des œuvres littéraires et artistiques révisant celle signée à Berne le 2 Septembre 1886.
  Adhésion de la France au nom du Liban : le 1er Août 1924

- **20 Mars 1914 — Berne**
  Protocole additionnel à la convention internationale des droits réservés (signée à Berlin le 9 Novembre 1908)
  Adhésion de la France au nom du Liban : 28 Mars 1935

- **2 Juin 1928 — Rome**
  Convention relative à la protection des œuvres littéraires et artistiques (révision de la Convention de Berne)
  Adhésion de la France au nom du Liban : le 13 Novembre 1933, applicable à partir du 24 Décembre 1933

NOTE : Référence explicite à ces accords est faite dans :

Accord avec la France du 3 Juin 1944, signé à Damas — (RT p. 92)

Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 15 Février 1949 signé avec l'Italie — (art. 20) RT. p. 333)

Traité de commerce, de navigation et d'établissement du 6 Octobre 1949, signé avec la Grèce — (art. 9) (RT. p. 248).

POSTES — TELEPHONE — TELEGRAPHE

- **1923 — Madrid**
  Convention postale universelle et règlement y relatif
  Arrêtés 2363, 2364 et 2366 du 31 Décembre 1923 relatifs à la publication de ces documents et à leur application au Lban. (J.O. ar. 1924 — n° 1732) (R.A. 1924 — p. 8)

- **1925 — Stokholm**
  Convention postale universelle et règlement y relatif
  Arrêtés 252 et 254 du 26 Septembre 1925, relatifs à la publication de ces documents et à leur application au Liban. (J.O. ar. 1925 — n° 1915) (R.A. 1925 p. 215)

- **25 Novembre 1927 — Washington**
  Convention télégraphique universelle et règlement y relatif.
  Arrêté 2239 publiant et mettant en application ces documents. (J.O. ar. 1927 — n° 2210)

- **1929 — Bruxelles**
  Protocole télégraphique international.
  Arrêté 2764 du 9 Septembre 1929, publiant ce protocole (J.O. ar. 1929 — n° 2268)

- **1930**
  Arrêtés 3193, 3194 et 3195 du 30 Juin 1930 publiant et mettant en application diverses conventions postales. (R.A. 1930 — p. 214 à 218)

- **9 — 10 Décembre 1932 — Madrid**
  Convention internationale des télécommunications et règlement télégraphique

- **19 Juin 1933 — Lucerne**
  Convention européenne de radio-diffusion : plan et protocole
  Adhésion de la France au nom du Liban à la date de sa mise en vigueur le 9 Juillet 1933.

- **20 Mars 1934 — Le Caire**
  Convention postale universelle et arrangements y annexés.
  Le Liban a signé cette convention en son nom personnel.

- **8 Avril 1938 — Le Caire**
  Révision du Règlement télégraphique international et protocole final.
  Arrêté 160/LR du 5 Décembre 1938 relatif à l'exécution au Liban de ces documents.

- **8 Avril 1938 — Le Caire**
  Révision de la Convention internationale des Télécommunications de Madrid 1932.
  Arrêté 169/LR du 16 Décembre 1938, mettant en exécution au Liban le Règlement général des radiocommunications, le Protocole final de ce règlement et le Règlement additionnel des radiocommunications de Madrid (1932) et revisés au Caire le 8 Avril 1938.

- **23 Mai 1939 — Buenos-Aires**
  Convention postale universelle
  Arrêté 141/LR du 10 Juin 1940 publiant et mettant en exécution cette convention. (R.A. 1940 — p. 355)

- **1944**

  XI Congrès Postal Universel

  Décret 878 du 30 Mars 1944, concernant la mise en exécution des obligations contractées à ce Congrès. (J.O. 1944 — n° 13)

- **1946**

  Loi du 16 Mai 1946, relative à l'application et à la mise en exécution des Conventions Internationales et des Règlements y annexés relatifs aux tarifs et taxes des postes, des radiocommunications et télécommunications. (J.O. 1946 — n° 21)

- **5 Juillet 1947 — Paris**

  Convention postale internationale. Règlement et Protocole y relatifs Règlement de transport du courrier aérien. Règlement des correspondances et des colis de valeur déclarée et protocole et règlement y relatifs. Règlement des Colis postaux.

  Décret 10783/K du 30 Décembre 1947, mettant en application et en exécution ces accords. (J.O. 1948 — n° 1 — p. 13)

  Date de l'adhésion : 8 Avril 1948.

- **2 Octobre 1947 — Atlantic City**

  Convention internationale des télécommunications et radiocommunications, Protocole final et Annexes y relatifs.

  Décret 10 784/K du 30 Décembre 1947, mettant en application et en exécution ces accords. (J.O. 1948 — n° 1 — p. 3)

  Date de l'adhésion : 2 Juin 1949.

- **1 Juillet 1948**

  Règlement Monétaire et mesures d'applications.

  Décret 10783

- **5 Août 1949 — Paris**

  Convention télégraphique internationale, annexée à la Convention d'Atlantic-City de 1947)

  Décret 2695 du 29 Août 1950 ratifiant et mettant cette convention en exécution à dater du 1 Juillet 1950.

- **5 Août 1949 — Paris**

  Convention téléphonique internationale, annexée à la Convention d'Atlantic-City de 1947.

  Décret 2695 du 29 Août 1950 ratifiant et mettant cette convention en exécution à dater du 1er Juillet 1950.

REGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS INTERNATIONAUX

- **18 Octobre 1907 — La Haye**
  Convention de conciliation et d'arbitrage.
  Référence explicite dans la Convention de Conciliation avec l'Italie, du 15 Février 1949 — art. 9. (RT. p. 321)

SANTE

- **25 Juillet 1924 — Athènes**
  Convention internationale sur la protection mutuelle contre la fièvre dengue
  Ratifiée par la France au nom du Liban : le 25 Février 1935.

- **2 — 28 Mars 1926 — Alexandrie**
  Accord sur la création à Alexandrie d'un bureau d'informations sanitaires pour le Proche-Orient.

- **21 Juin 1926 — Paris**
  Convention sanitaire internationale
  Adhésion de la France au nom du Liban : le 29 Mars 1928.

- **17 Janvier 1929 — Beyrouth**
  Convention sanitaire entre les Etats du Proche Orient.

- **22 Juillet 1946 — New-York**
  Acte final de la Conférence internationale de la Santé.
  Signé à New-York le 22 juillet 1946. Le Liban à signé le 22 Juillet 1946
  (in. RT-NU — n° du Traité I : 125 — Vol. 9 — Page 3)

- **22 Juillet 1946 — New-York**
  Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé.
  Signée à New-York le 22 Juillet 1946
  Entrée en vigueur le 7 Avril 1948
  Le Liban à signé sous réserve d'approbation le 22 juillet 1946
  Adhésion autorisée par la loi du 11 Novembre 1948 (J.O. 1948 — n° 46 — p. 866)
  (in. RT-NU — n° du Traité I : 221 — Vol. 14 — Page 185)
  L'acceptation du Liban a été communiquée le 19 Janvier 1949.

- **22 Juillet 1946 — New-York**
  Arrangement conclu par les gouvernements représentés à la Conférence internationale de la Santé.
  Signé à New-York le 22 Juillet 1946.
  Entré en vigueur le 22 Juillet 1946.
  Le Liban à signé le 22 Juillet 1946.

- **22 Juillet 1946 — New-York**
  Protocole relatif à l'Office international d'hygiène publique.
  Signé à New-York le 22 Juillet 1946.
  Entrée en vigueur le 20 Octobre 1947.
  Le Liban a signé sous réserve d'approbation le 22 Juillet 1946.

- **30 Juin 1951 —**
  Accord d'assistance technique avec l'O.M.S.
  Ratification autorisée par la loi du 20 Septembre 1951. (J.O. 1951 — n° 39 — plg. 550)

TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS

- **18 Mai 1904 — Paris**
  Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches.
  Signé à Paris le 18 Mai 1904
  Le Liban a adhéré à cet arrangement le 20 Juin 1949.

- **30 Septembre 1920 — Genève**
  Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants.
  Signée par la France au nom du Liban : le 2 Juin 1930

- **21 Septembre 1930 — Genève**
  Convention internationale pour la suppression du trafic des femmes et des enfants
  Adhésion de la France au nom du Liban : le 28 Mai 1930.

- **11 Octobre 1933 — Genève**
  Convention relative à la répression de la traite des femmes majeures.
  En vigueur depuis le 24 Août 1934. (SDN — No du Traité 3476 — Vol. CL — Page 431).

- **12 Novembre 1947 — Lake-Success**
  Protocole amendant la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 Septembre 1921, (SDN. No du Traité 269 Vol. IX Page 416) et la Convention pour la répression de la traite des femmes majeures conclue à Genève le 11 octobre 1933.
  Signé à Lake-Success, New-York le 12 Novembre 1947.
  Signé par le Liban le 12 Novembre 1947.

- **4 Mai 1910 — Paris**
  Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches
  Signée à Paris le 4 Mai 1910
  Le Liban a adhéré à cette convention le 20 Juin 1949.

- **4 Mai 1949 — Lake-Success**
  Protocole amendant l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le traite criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 Mai 1904 et la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches signée à Paris le 4 Mai 1910.
  Signé à Lake-Success, New-York le 4 Mai 1949.

TRAITES DE PAIX

- **28 Juin 1919 — Versailles**
  Traités entre les Puissances Alliées et Associées et l'Allemagne.

- **24 Juillet 1923 — Lausanne**
  Traités de paix entre l'Empire Britannique, la France, l'Italie, etc... et la Turquie.

TRAVAIL

- **Organisation internationale du Travail**
  Adhésion autorisée par la loi du 13 Novembre 1948. (J.O. 1948 — nº 47 — p. 881)

- **7 Novembre 1945 — Paris**
  Instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, adopté par la Conférence de 1945.
  Déclaration du 1er Juin 1948. (RT-NU — No du Traité I : 18 — Vol. 2 — Page 443).

- **9 Octobre 1946 — Montréal**
  Instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail — 1946
  (in RT-NU — No du Traité I : 229 — Vol. 15 — Page 35).

LISTE CHRONOLOGIQUE

DES TRAITES ET CONVENTIONS BILATERALES
SIGNES DEPUIS OCTOBRE 1943 ET PUBLIES DANS LE PRESENT RECUEIL

NOTE : A cette liste, il faut encore ajouter les accords judiciaires avec l'Irak et la Jordanie, antérieurs à cette date et qui ont été publiés en raison de leur usage courant.

— 1943 —

— 1944 —

– 1945 –

– 1946 –

- 1947 -

- 1948 -

- 1949 -

- 1950 -

- 1951 -

ADDENDUM
ET
MISE A JOUR
au 30 Octobre 1951

AFGHANISTAN

Page 3 — Ligne 8 — Supprimer NR et ajouter : « Ratification autorisée par la loi du 25-9-51 (J.O. — 1951 — n° 40 — plg. 561)

ALLEMAGNE

Page 6 — Ajouter : « APRES NOVEMBRE 1943 »:

— 25 Février 1945. ETAT DE GUERRE AVEC L'ALLEMAGNE. Décret 2705/K du 27-2-45, considérant le Liban en état de guerre avec l'Allemagne et le Japon (J.O. — 1945 — n° 10)

— 29 Mars 1946. CESSATION DES HOSTILITES. Décret 5515 du 29-3-46, fixant la date officielle de la cessation des hostilités (J.O. — 1946 — n° 14)

ARGENTINE

Page 13 — Ligne 8 — Supprimer NR et ajouter : « Ratification autorisée par la Loi du 25-9-51 (J.O. — 1951 — n° 40 — plg. 560)

BRESIL

Page 25 — Ligne 7 — Lire : «...pour l'exécution *des dispositions qui précèdent en tenant compte de leur législation* respective...»

CHILI

Page 38 — Ligne 8 — Supprimer NR et ajouter : « Ratification autorisée par la Loi du 25-9-51 (J.O. — 1951 — n° 40 — plg. 560). L'échange des instruments de ratification a eu lieu le 30 Octobre 1951, à Beyrouth.»

EGYPTE

Page 44 — Ligne 7 — Ajouter : « — Arrêté 248 du 22-10-1934, mettant en application cet accord (J.O. — n° 3050) » et au bas de la page : 2 Septembre 1951, Le Caire — ACCORD COMMERCIAL»

FRANCE

Page 80 — à droite — Ajouter également : « Le personnel de ces services est passé à la même date ...»

Page 85 — Ligne 3 — Ajouter : « (Voir DL 11/K et 12/K du 5 mai 1944)»

Page 97 — Ligne 6 à droite — Ajouter : « En raison des nécessités imposées par l'état de guerre, une Sûreté aux Armées, chargée des questions intéressant la Sécurité Militaire, notamment le contre-espionnage, continuera de subsister sous l'autorité militaire.»

GRECE

Page 234 — Ligne 6 — Ajouter : « ... *ou* de le révoquer lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains des nationaux de cette dernière Partie contractante, *ou lorsque* ... »

Page 241 — Ligne 8 — Ajouter : « (J.O. — 1950 — n° 1 — plg. 1)

ITALIE

Page 319 — Ligne 6 — Ajouter : « (J.O. — 1950 — n° 38 — plg. 568) »

Page 324 — Ligne 9 — Ajouter : « (J.O. — 1950 — n° 38 — plg. 562) »

JAPON

Page 345 — Ajouter le même texte que pour l'Allemagne (v. plus haut) et, également : « Août 1951 — San-Francisco — TRAITE DE PAIX.»

MEXIQUE

Page 380 — Ligne 7 — Ajouter : « (J.O. — 1951 — n° 7 — plg. 145) »

PAYS-BAS

Page 384 — Ligne 8 — Ajouter : « (J.O. — 1951 — n° 8 — plg. 153) »

SYRIE

Page 446 — Ligne 7 — Ajouter : « Ratification autorisée par la Loi du 27-10-1951 (J.O. — 1951 — n° 44 — plg. 616) »

U.S.A.

Page 487 — Ligne 4 — Ajouter : « Ratification autorisée par la Loi du 25-2-1947 (J.O. — 1947 — n° 10 — p. 154)

ERRATA

Pays	Page	Ligne	Lire :
ESPAGNE	58	21 g.	٣) تتألف المحكمة التحكيميـــــة
	59	18 g.	**واتفاقات** لحماية الملكية الادبية والفنية والتجارية والصناعية وماراكـات الفـــارك . . .
FRANCE	78	7	بين **قائـــد الجيش الجنرال كاترو وامفوض الدولة**
	79	13	...consultation *préalable*
	116	30 g.	compte *ancien*
	127	33	*annexe* IV
	128	4	*annexe* IV
	134	au bas	4.367.748,90
	138	au bas	1/2 pour *cent*
GRANDE-BRETAGNE	179	11 d.	٢ ـ يشر
		25 d.	**تلغى** : «٤ـ»
		15 g.	**على السطر** : ٤ ـ وقد اتخذت
	207	24 g.	لقاء اجرة **او اجر**
	211	14 d.	٢ ـ اذا كانت الطائرات التى . .
		24 d.	محوّلـة من الطائرات
GRECE	237	33	d'embarquer *et de débarquer*
	240	21	*compte - tenu des services locaux* et régionaux
	253	2	ne pourront *jamais* être
	254	4	autorisés *en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre d'Etat* à faire...
	256	16	Ils pourront *recevoir les actes* de reconnaissance
	259	11	l'autorité *locale* compétente.
ISRAEL	306	26	1.500
JORDANIE	353	16 g.	**تلغى** : بالخطوط الحديدية
LIBERIA	362	18	High Contracting *Party*
	368	19	the *some* garantees
	375	31	ammunitation

Pays	Page	Ligne	Lire :
SYRIE	409	10	*29* Décembre 1945
	410	14	28 *Janvier* 1949
	»	23	25 Février *1951*
	428	8 d.	أن تجيز لها مد خط او خطوط من الانابيب
	»	9 g.	ولما كان الامتياز لمد خط الانـــابيب
	429	16 d.	وفقــا على
	»	4 g.	الاميركيين المعتبرين غير مقيمين وفقا للنص الملحق
	439	10 g.	على الشاطىء اللبناني تطبق بشــأن مرور الانابيب فى اراضي البلدين واقتسام المنافع بينهما . .
TURQUIE	474	6 g.	او **المؤسسات حسب الشروط الواردة**
	»	11 d.	تلغى : الدولية
	475	25 g.	وطيرانها
	476	2 g.	**يلغى السطر بكامله**
	»	3 g.	**المباشرة** والاتفاقات بين سلطــــات الطيران المدني
	477	6 g.	ويبدا العمل
	»	14 g.	نفس **القــوة**
	»	18 g.	تمنح **مؤسسات**
	»	22 d.	**من** والى المطارات
U.S.A.	490	au bas	**او** اثنا وجودها فيه
	510	30	supplies *including one* personal automobile
	511	6	articles *are reexported within the period. Any materials* and equipment
YEMEN	521	18	تلك الدولة **ولا يسلم الا الى البلاد**

جدول الاختصارات
المستعملة في النصوص العربية

جر — الجريدة الرسمية للجمهورية اللبنانية

جزء — الجزء المشار اليه من المجموعة المذكورة

ر — راجع

ص — صفحة

ص ع — صفحة التشريع العام في الجريدة الرسمية

ص — القسم العربي او اللغة العربية

عد — عدد

غ م — غير منفذ

/ف ح — اشارة الى القرارات الصادرة عن المندوبية العامة لفرنسا الحرة

/ف م — اشارة الى القرارات الصادرة عن المندوبية العامة لفرنسا المحاربة

ف — اشارة الى الوثيقة التي ذكر فيه النص المذكور

ق — قانون

قر — قرار

/ل ر — اشارة الى القرارات الصادرة عن المفوضية العليا لفرنسا في لبنان وسوريا

ما — مادة

م ا — هذه المجموعة للمعاهدات والاتفاقات الدولية

م — مرسوم

م ت — مرسوم تشريعي او اشتراعي

م ع — المفوضية العليا لفرنسا في لبنان وسوريا

م ر — مبادلة رسائل

م ن — منفذ

م ق — مجموعة قرارات المفوضية العليا

ن م — النشرة الرسمية للمفوضية العليا في لبنان وسوريا

و د — مجموعة الوثائق الدبلوماسية الصادرة عام ١٩٣٥ عن المفوضية العليا في لبنان وسوريا

المقدمة

بقلم
انيس صالح
مدير العدلية العام

تعمل وزارة العدل منذ عدة سنوات على جمع القوانين والانظمة فى مختلف نواحي التشريع اللبناني وطبعها فى مجموعات تجعلها فى متناول القضاة والمحامين وسائر رجال القانون والموظفين .

ولما كانت الاتفاقات الدولية تتضمن فى معظمها نصوصا تعدل او تخالف التشريع الداخلي وينبغي تطبيقها على الاراضي اللبنانية كما انها تحوي بنودا اقتصادية وتجارية لا بد للتجار والصناعيين ورجال الاقتصاد من الاطلاع عليها .

ولما كانت المجموعة الوحيدة من هذا النوع لا تفي بالغرض المنشود لانها ترجع الى سنة ١٩٣٥ ولا تتضمن سوى الوثائق الدبلوماسية التي كانت تهم الدولة المنتدبة فى ذاك الحين .

فقد رات وزارة العدل بالاشتراك مع وزارة الخارجية والمغتربين ان تعمد الى نشر مجموعة كاملة من الاتفاقات الدولية تنقسم الى قسمين :

القسم الاول يحتوي الاتفاقات والمعاهدات الثنائية التي وقعها لبنان مع كل دولة اجنبية على حدة وهي مرتبة بحسب البلدان المتعاقدة .

والقسم الثاني يشير الى الاتفاقات الدولية العامة التي انضم اليها لبنان مع المعلومات اللازمة للرجوع اليها .

ولم نر حاجة لاعادة نشر هذه المعاهدات لانها موجودة فى المجموعات الدولية التي يمكن الرجوع اليها فى كل آن .

واننا اذ نقدم شكرنا لوزارة الخارجية على المعاونة القيمة التي مدتنا بها لجمع القسم الاكبر من النصوص التي تضمنتها هذه المجموعة نأمل ان يلاقي عملنا هذا استحسانا لدى مختلف الهيئات اللبنانية .

بيروت فى ٢٢ تشرين الثاني ١٩٥١

الــدستور

اللبنــانى

المادة ٥٢

(المعدلة بالقانون الدستوري الصادر فى ٩ ت٢ سنة ١٩٤٣)

يتولى رئيس الجمهورية المفاوضة فى عقد المعاهدات الدولية وابرامها ويطلع المجلس عليها حينما تمكنه من ذلك مصلحة البلاد وسلامة الدولة .

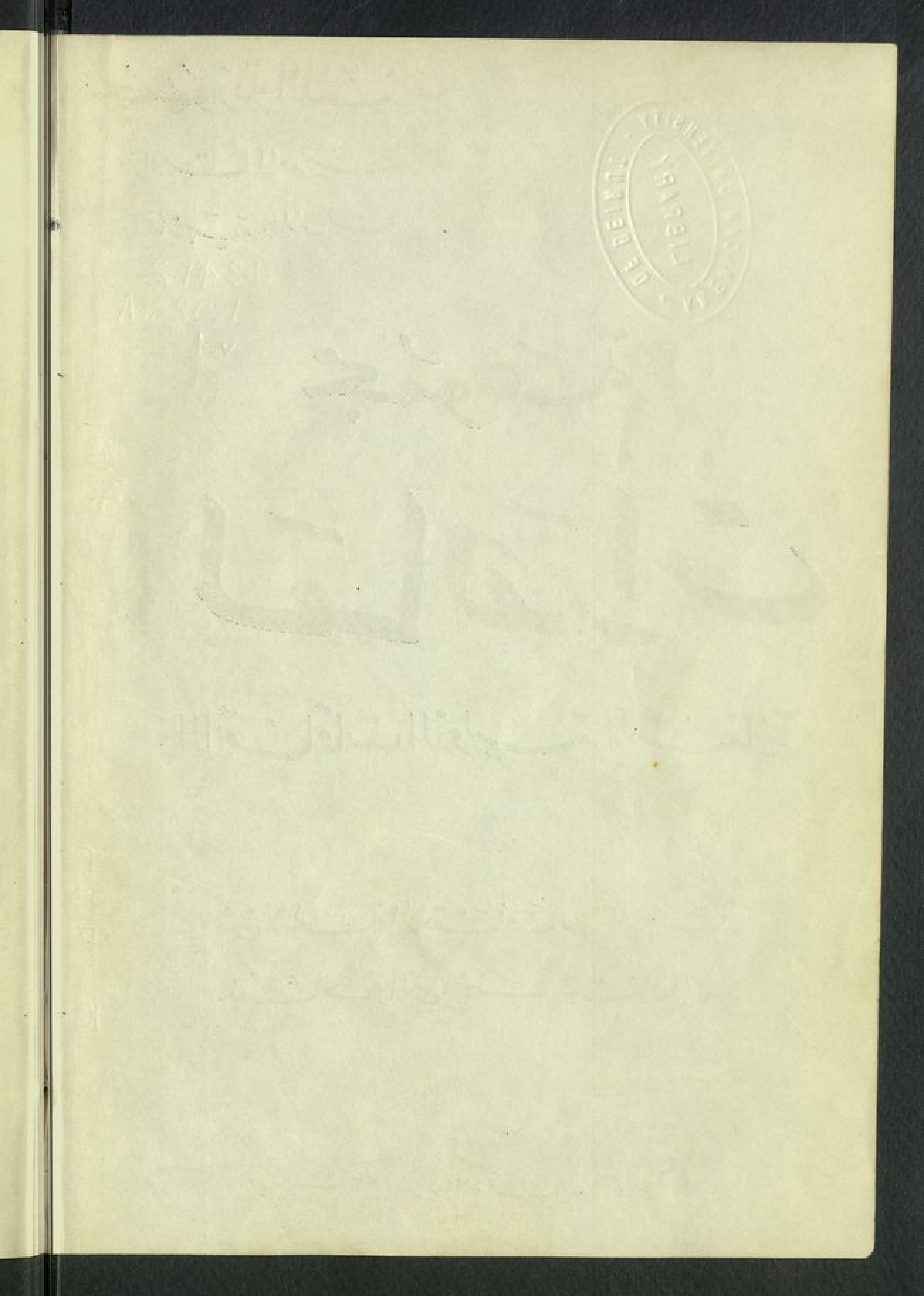
اما المعاهدات التى تنطوي على شروط تتعلق بمالية الدولة والمعاهدات التجارية وسائر المعاهدات التى لا يجوز فسخها سنة فسنة فلا تعد مبرمة الا بعد موافقة المجلس عليها .

هـذه المجموعة

تحتوي

على...

عني بجمعها وترتيب ابوابها
ايلي يوسف البستاني
رئيس دائرة في وزارة العدلية



الجمهورية اللبنانية

وزارتا العدلية

والخارجية والمغتربين

مجموعة

المعاهدات

والاتفاقات الدولية الثنائية

مع لائحة الاتفاقات الدولية

العامة التي انضم لبنان إليها

بيروت ٢٢ تشرين الثاني سنة ١٩٥١

منشورات وزارة العدلية

باللغـــة العربيـــة

ـ الجريدة الرسمية للجمهورية اللبنانية (أسبوعية)

الاشتراك السنوي : في لبنان وسوريا : ٢٥ ل.ل.

في الخارج : ٣٠ل.ل.

ـ مجموعـة القوانين اللبنانية (عشرة أجزاء)

بدل المجموعة : للقضاة (بـدون غلافـات) : ٩٢،٥٠ ل.ل.

القضاة (مع غلافات كرتون) : ١٢٥ ل.ل.

للجميع (مع غلافات كرتون) : ٢٥٠ ل.ل.

للجميع (بدون غـلافات) : ٢١٠ ل.ل.

ـ ملاحق مجموعـــة القوانين :

ـ الجزء الاول (حتى ٣٠ ايار سنـــة ١٩٤٩) ٦ ل.ل.

ـ الجزء الثاني (حتى ٣٠ اذار سنـــة ١٩٥٠) ٩ ل.ل.

ـ الجزءالثالث (حتى ٣٠ حزيران سنة١٩٥٠) ٥ ل.ل.

ـ الجزءالرابع (حتى ٣١ تشرين الاول سنة١٩٥٠) ٧ ل.ل.

ـ الجزءالخامس (حتى ٣٠ اذار سنـة ١٩٥١) ٥ ل.ل.

ـ فهرس القوانين والمراسيم الاشتراعية والمراسيم والقرارات

الصادرة من ١٩١٨ الى ١٩٤٧ ٨ ل.ل.

ـ فهرس قرارات المفوضية العليـــا

(١٩٢٠ ـ ١٩٤٠) والقرارات الملغاة ٥ ل.ل.

ـ مجموعة مقررات مجلس شورى الدولة (الجزء الاول)

(نيسان ١٩٢٥ ـ أخر سنة ١٩٣٠) ٥ ل.ل.

باللغـة الفرنسيـة

ـ مجموعة اجتهادات المحاكم المختلطة (١٩٢٤ ـ ١٩٤٦)

جزآن ٣٠ ل.ل.

للقضاة ٢٣ ل.ل.

باللغتين العربية والفرنسية

ـ النشرة القضائيـــة اللبنانية (شهرية)

الاشتراك السنوي: للقضاة والمحامين المتدرجين والمساعدين القضائيين ١٥ل.ل.

للجميـــع ٢٥ ل.ل.